

VOL II
REVISTA MUSEUM 1973

VOL II REVISTA museum 1973

MESA REDONDA SOBRE LA IMPORTANCIA Y EL DESARROLLO DE LOS MUSEOS EN EL MUNDO CONTEMPORÁNEO

ORGANIZACIÓN

JOSÉ DO NASCIMENTO JUNIOR
ALAN TRAMPE
PAULA ASSUNÇÃO DOS SANTOS

1ª Edición ~ BRASÍLIA, 2012

Instituto Brasileiro de Museus, IBRAM
Programa Ibero Museos

M578 Mesa redonda sobre la importancia y el desarrollo de los museos en el mundo contemporáneo: Revista Museum, 1973 / José do Nascimento Junior, Alan Trampe, Paula Assunção dos Santos (Organización). – Brasília: IBRAM/MinC; Programa Ibero museos, 2012.
v.2 ; 235 p. ; 31 cm.

ISBN: 978-85-63078-25-4
Textos em espanhol, português, inglês e francês.

1. Museologia. 2. Museus. I. NASCIMENTO JUNIOR, José do. II. TRAMPE, Alan. III. SANTOS, Paula Assunção dos.

CDD o69

índice

5

~ ORIGINAL ~

96

Español

152

Português

208

English

262

LEYENDAS DE LAS IMÁGENES

LEGENDAS DAS IMAGENS

CAPTIONS OF THE IMAGES

CREDITOS DE LA PUBLICACIÓN DE LA DÉCADA DEL PATRIMONIO MUSEOLÓGICO

ORGANIZADORES

JOSÉ DO NASCIMENTO JUNIOR
Presidente del Comité Intergubernamental del Programa
Ibermuseos y Presidente del Instituto Brasileiro de Museus

ALAN TRAMPE
Subdirector Nacional de Museos, DIBAM, Chile

PAULA ASSUNÇÃO DOS SANTOS
Presidenta del Movimiento Internacional para una
Nueva Museología (Minom)

INVESTIGACIÓN

PAULA ASSUNCAO DOS SANTOS
Presidenta del Movimiento Internacional para una Nueva
Museología (Minom)

ALAN TRAMPE
Subdirector Nacional de Museos, DIBAM, Chile

COORDINACIÓN

ROBERTA RIBEIRO
Unidad Técnica del Programa Ibermuseos

ANTÍA VILELA
Unidad Técnica del Programa Ibermuseos

ASESORÍA EDITORIAL

ALVARO MARINS
Coordinador de Investigación e Innovación Museal
Instituto Brasileiro de Museus

PRODUCCIÓN

NANCI PINHO DA SILVA
Unidad Técnica del Programa Ibermuseos

EDUARDO PINILLOS
Unidad Técnica del Programa Ibermuseos

GUILHERME SATTAMINI
Unidad Técnica del Programa Ibermuseos

PROYECTO GRAFICO Y DIAGRAMACIÓN

WWW.RADIOLA.COM.BR

APOYO

UNESCO

CHRISTIAN MANHART
Jefe de la Dirección de Museos y Creatividad

IAN DENISON
Jefe de Publicaciones de Unesco

ISABELLE NONAIN-SEMELIN
Asistente de Publicación

ADELE TORRANCE
Archivista de Referencia

AGRADECIMIENTOS

Alan Trampe, Subdirector Nacional de Museos, DIBAM, Chile; Paula Assunção dos Santos, Presidenta del Movimiento Internacional para una Nueva Museología (Minom); Christian Manhart, Director de Museos y Creatividad de Unesco; Ian Denison, Jefe de Publicaciones de Unesco; Isabelle Nonain-Semelin, Asistente de Publicaciones de Unesco; Adele Torrance, Archivista de Referencia; Ivana de Siqueira, Directora de la Organización de los Estados Iberoamericanos - Oficina Regional de Brasil y todo su equipo; la Secretaría General Iberoamericana (SEGIB); la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID); Álvaro Marins, Coordinador de Investigación e Innovación Museal del Instituto Brasileiro de Museus; Radiola Design & Publicidade; Magdalena Palma, periodista de la Subdirección Nacional de Museos de Chile; la Biblioteca del Museo Arqueológico Nacional de la Subdirección General de Museos Estatales de España; Ana Azor Lacasta y Raul Alonso Sáez, de la Subdirección General de Museos Estatales de España; Rose Miranda, Coordinadora General del Sistema de Información Museal del Instituto Brasileiro de Museus; Gisely Miranda de Melo, Técnica en Asuntos Culturales - Bibliotecaria Centro Nacional de Estudios y Documentación de Museología (Cenedom) del Instituto Brasileiro de Museus.

Hugues de Varine, especialista participante en la Mesa Redonda de Santiago de Chile y todos los participantes del evento en el año 1972 que condicionaron el devenir de la ciencia y práctica de la museología.

NOTE DE LA RÉDACTION

Le labeur qui a rendu cette publication possible commence au début de 2012 à partir de l'idée du Président du Comité intergouvernemental du Programme Ibermusées, José do Nascimento Junior d'inviter la Présidente du Mouvement International pour une Nouvelle Muséologie (Minom), Paula Assunção, pour travailler en tant que chercheuse et rédactrice en chef d'une publication sur la Table Ronde de Santiago du Chili.

Une fois la proposition acceptée, la chercheuse a commencé les travaux de recherche des archives existants concernant la Table à l'Unesco. En parallèle, la Direction des Bibliothèques, Archives et Musées du Chili, sous la coordination du directeur adjoint des Musées nationaux, Alan Trampe, a mobilisé les ressources qui étaient à sa disposition pour rassembler tous les documents originaux liés à l'événement qui a eu lieu en 1972.

Dans la tentative de renouer avec la mémoire de la rencontre, Hugues de Varine, président de l'Icom lors de la réalisation de la Table a été contacté et s'est promptement porté volontaire pour collaborer. Son témoignage inestimable, enregistré sur une vidéo qui accompagne cette publication, montre comment les valeurs et les préceptes de la Déclaration de la Table Ronde de Santiago du Chili continuent en vigueur dans la muséologie d'aujourd'hui.

Le projet éditorial, composé de deux volumes, dont le projet a été développé par Radiola Design e Publicidade, cherche à traduire la richesse et la profondeur de la documentation produite par la Table, ainsi que ces répercussions le plus immédiates. Dans le premier volume nous avons choisi de présenter un fac-similé des textes originaux de la Table Ronde, dans l'intention de présenter un journal archéologique de toutes les informations rassemblées. Le projet compte aussi avec des traductions en espagnol, en portugais, en français et en anglais, ce qui donne à la publication une ampleur correspondant à l'importance que tel événement a eu pour le monde des musées.

Le second volume porte le fac-similé de la Revue Museum, 1973 (volume XXV, numéro 3), dédié à la Table Ronde de Santiago du Chili et à la muséologie d'Amérique Latine, dûment traduits dans les même langues que le premier volume de cette publication. Surtout, la réédition de ce document a été rendue possible grâce au programme de coopération entre le Programme Ibermusées, le bureau des publications de l'Unesco, la sous direction générale des Musés de l'État de l'Espagne et l'Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM).

L'objet de cet ouvrage est, par conséquent, d'organiser et diffuser une gamme large et détaillée d'informations sur un point tournant dans le sens que prendrait la muséologie, et avec enthousiasme célébrer les 40 ans de la Table Ronde de Santiago du Chili.

MÉMOIRE POUR PARLER AUJOURD'HUI

JOSÉ DO NASCIMENTO JUNIOR

*Président du Comité intergouvernemental
du Programme Ibermusées*

La culture permet aux groupes le partage des valeurs humaines ainsi que la création de nouvelles manières de comprendre la société et d'explorer les possibilités et solutions pour l'avenir.

Si nous comprenons le rôle du musée en tant que partenaire et participant de la communauté, en permanente construction, ouvert à de nouvelles mémoires à venir et pourtant un lieu d'inspiration, nous sommes persuadés que la gestion des musées doit être examinée, discutée, explorée et exprimée en permanence. Cette gestion devra être en vigueur et structurée selon la dynamique du monde, de façon que les musées deviennent le toit qui protège notre mémoire.

La généalogie de cette vision sur les musées, a pris forme dans les textes, les conférences et les discussions qui composent cette publication et continuent d'être revisités car malgré le temps, continuent d'être vivants et revisités.

Il ya 40 ans, dans un Chili gouverné par Salvador Allende, un groupe de professionnels des musées, personnes d'âmes fortes et visionnaires convoqués par l'Unesco, se sont rencontrés à l'époque pour discuter sur l'importance et le développement des musées dans le monde contemporain. Organisés en Table Ronde ce nouveau concept évoquait un espace d'interaction professionnelle basé sur deux domaines d'expertise concernés: les musées proprement dits et le développement économique et social. Le groupe avait pour mission la définition en plus de la de gestion de politiques visant la mise en valeur des musées ayant une participation active dans la société et qui contribue sur le plan éducatif et de développement social. Ce groupe a introduit deux nouveaux concepts de réflexion et de référence dans ce domaine: le musée intégré et le musée comme action.

Le 40e anniversaire de la réalisation de la Table Ronde de Santiago du Chili ainsi que l'importance du débat, des conclusions, des recommandations et du document final découlant de cette rencontre pour le secteur des musées en Amérique Latine et dans le monde, a conduit à cette publication, produite en partenariat avec le Minom, Mouvement International pour une Nouvelle Muséologie, le Dibam, Direction des bibliothèques, archives et musées du Chili et l'Unesco, qui a collecté la documentation relative à cette rencontre.

Pour la commémoration de la Table Ronde de Santiago du Chili les représentants de musées ibéro- américains ont proposé lors de la V Rencontre Ibéro-américaine de Musées (Mexique, 2011), la création de la Décennie pour le Patrimoine Muséal 2012-2022, ratifiée par les ministres de la Culture ibéro-américains à Assomption, la même année. Cette initiative comprend la mise en oeuvre de mesures visant renforcer ce domaine durant cette période qui culmine avec la commémoration du cinquantième anniversaire de la Déclaration de la Table Ronde de Santiago du Chili en 2022.

Parmi les actions de la Décennie pour le Patrimoine Muséal 2012-2022 figurent l'objectif d'affermir les principes énoncés dans la Déclaration de la Table Ronde de Santiago du Chili de 1972 et de planifier des actions ayant un caractère social et éducatif. C'est pourquoi nous travaillons dans la collection de documents qui attestent l'histoire et la mémoire, visant une réflexion continue.

La publication est composée de deux volumes. Le premier sert à présenter des informations complètes, bien que non exhaustifs concernant la rencontre, étant donné que l'histoire a fait que l'information sur cet événement soit relégué à l'oubli ou à la perte, mais pas dans la mémoire de ceux qui ont été présents et ceux qui y ont participé au fil des années. Des informations relatives au programme, des informations pour les participants ainsi que le guide pour la préparation individuelle de la Table Ronde de Santiago du Chili, d'où j'aimerais souligner l'une des directives de l'organisation pour les participants: «(...)la Table Ronde devra trouver des solutions que les musées doivent offrir à certains problèmes suscités par la société dans le processus de transformation et de développement(...) Il est donc nécessaire que tous les participants soient consacrés au cours des trois prochains mois dans la préparation de leur exposé personnelle..... ». Un travail véritablement intégral et responsable, une contribution personnelle et professionnelle où les combattants et les militants convergent leurs énergies dans une période de la guérilla révolutionnaire, longue période de dictatures en Amérique Latine mais qui n'a pas cessé de travailler pour, par et à travers la culture, et dans ce cas précis, pour sauvegarder le travail de ceux qui ont laissé des traces mémorables, cet à dire: les cultures et les mémoires, les axes du débat politique de notre région.

Les documents comprennent aussi les discours d'ouverture présentant les bases du débat, les résolutions de la Table Ronde et les recommandations respectives, basées sur les transformations des sociétés et dans l'adaptation des musées, de leurs principes directeurs ainsi que des instructions pour la discussion continue sur les sujets de cette réunion, notamment la formation des professionnels. Ces résolutions sont devenus le principal cadre de la muséologie sociale et une référence pour les politiques publiques en Amérique Latine, marquant les avancés dans le domaine muséal dans la région au cours des quatre décennies suivantes en termes d'institutionnalisation et de coopération.

Le deuxième volume de cette publication comprend un article issu de cette réunion, la revue *Museum* (1973), qui compile les opinions quelque peu différentes et les actions des pays participants et de leurs représentants.

L'objectif de cet ouvrage, qui sera lancé à la VI Rencontre Ibéro-américaine de Musées à Montevideo sous le thème: « Musée: territoire conflits. Regards contemporains sur 40 ans de la Table Ronde de Santiago du Chili », est d'une part de renouer et de préserver et d'autre part revaloriser les travaux et discussions, qui n'ont pas été indifférents au fil des temps et de nous aider à porter un regard critique sur ce qui a été fait jusqu'à présent. Quelles sont les avancées. Où nous sommes et où nous voulons arriver. Quels sont les débats actuels et ce qui nous unit à cette initiative d'une Décennie pour Le Patrimoine Muséal 2012-2022 qui, en plus de célébrer la mémoire, montre la volonté d'être unie dans les transformations sociales et dans nos territoires de conflits mais aussi d'opportunités, 40 ans plus tard.

RATTRAPER LE TEMPS PERDU

ALAN TRAMPE

*Sous-directeur National
des Musées, DIBAM, Chile*

Quelques anniversaires se doivent d'être fêtés et commémorés, étant donné qu'ils renvoient à des dates significatives dont l'intérêt se justifie par des raisons spéciales. La distance temporelle sert de référence et révèle à ceux qui s'en souviennent l'état actuel des choses par rapport à l'événement fêté.

Il y a quarante ans, en mai 1972, une rencontre internationale a eu lieu à Santiago, au Chili, dans un contexte d'agitation et d'effervescence. Un groupe de professionnels enthousiastes des musées s'y sont regroupés afin de connaître, discuter et présenter d'importantes propositions concernant le scénario muséologique de ce moment-là, ainsi que des idées visant à améliorer la situation.

Cette rencontre prônait la continuité de beaucoup de standards de *la nouvelle muséologie*, tout en mettant l'accent sur les défis majeurs qui devaient être relevés afin de promouvoir la notion d'un musée intégral et intégré. *Intégral*, car il dépasse les aspects traditionnels pour bien répondre aux besoins des personnes et promouvoir une vitalité culturelle des sociétés auxquelles appartiennent les musées. Pour ce faire, il serait nécessaire de franchir les frontières et faire face au conservatisme résistant. Les fonctions techniques consistant à protéger, conserver, documenter, faire de la recherche et communiquer se sont revêtus d'un autre sens étant donné qu'ils n'étaient plus suffisants pour répondre aux attentes émergentes. Par ailleurs, le musée *intégré* est considéré comme un élément intégral et organique d'une structure sociale et culturelle plus grande, désormais considéré comme un maillon d'une chaîne et non plus comme une forteresse ou une île dont l'accès est restreint à un petit groupe de privilégiés.

Cette réunion a renoué avec la discussion sur la dispute entre le musée traditionnel et un nouveau type de musée. Les revendications de la nouvelle muséologie étaient clairement relayées dans la rencontre de Santiago, où les participants nourrissaient le rêve pour des musées perméables et translucides qui favorisent la rencontre avec les communautés par le truchement d'une communication inclusive et centrée davantage sur le dialogue. En outre, leurs revendications portaient sur des musées assumant la responsabilité dans des questions territoriales, ainsi que des patrimoines nouveaux, multiples et divers; des musées qui soient reconnus comme agents de changement et promoteurs de développement, qui fassent un saut qualitatif afin qu'ils deviennent des plateformes de gestion solides visant à contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des personnes.

Si plusieurs exemples louables de déclarations d'intention ne se sont pas concrétisées dans la pratique et n'ont pas perduré dans le temps, il en est autrement pour la rencontre de Santiago. Ce n'était pas par hasard que tous les représentants ibéro-américains ont convenu, d'une façon spontanée et unanime, que les propositions générales de la déclaration de 1972 devraient servir de base et d'inspiration pour la déclaration de fondation du programme Ibero-musées, rédigée à la ville de Salvador de Bahia en 2007. J'ai entendu à plusieurs reprises de grands académiciens et professionnels des musées évoquer cette réunion et ses résultats comme étant le tournant indiscutable dans l'histoire de la muséologie, principalement en Amérique latine.

Pour ce qui est du Chili, il n'est pas surprenant de constater que la rencontre de Santiago soit un peu jetée aux oubliettes. Je puis dire que ce n'est que récemment qu'un petit nombre de personnes commencent à entendre parler de la Table Ronde de Santiago et de ses répercussions et que, même si ce nombre a tendance à augmenter, il n'y a pas encore de reconnaissance adéquate de l'importance et de la contribution de cette rencontre à la muséologie. J'aimerais souligner que, lamentablement, les circonstances de notre pays après la tenue de cette réunion n'ont pas été des plus adéquates pour diffuser les propositions de la rencontre, encore moins de les mettre en oeuvre.

Cependant, étant donné que chaque chose en son temps, l'esprit et une partie des principes de la Table de Santiago demeurent vivants dans les musées chiliens, ce qui représente un acte de réparation d'une continuité rompue et d'une reconnaissance tardive, quoique méritée, de Mme Grete Mostny, la grande femme responsable pour cette initiative qui, en tant que directrice du musée national d'histoire naturelle, avait apporté beaucoup d'autres contributions à la muséologie nationale. Mieux vaut tard que jamais.

Pendant plus d'une décennie, les musées chiliens, surtout les petits et les moyens mentionnés dans la déclaration de 1972, ont travaillé de très près avec les communautés territoriales ou thématiques dans le but de définir des normes permettant de répondre aux besoins des personnes et aux défis liés à la complexité patrimoniale du XXI^e Siècle. Désormais, il n'est guère surprenant que la majorité de nos musées soit en train de discuter et d'aborder des thèmes tels que la gestion participative, l'implication des communautés, l'évaluation et l'auto-évaluation des personnes et des produits, l'identification, le relevé et l'évaluation des nouveaux patrimoines, le renforcement de la vocation sociale des musées, la contribution à l'éducation et au développement, le regard et le travail interdisciplinaire, entre autres.

Il y a lieu de rappeler ce qui a été fait il y a 40 ans et de faire de cet événement une grande date. Nous devons nourrir notre mémoire et l'aider à ne pas oublier. Cette tâche devient moins difficile lorsque ce que nous ne voulons pas oublier a du sens aujourd'hui, c'est-à-dire, qu'il ne s'agit pas seulement de commémorer un événement avec nostalgie de ces temps meilleurs. Heureusement pour nous et grâce à eux, nous nous souvenons aujourd'hui des personnes, des faits et des mots qui furent tellement importants et qui, comme mentionné ci-dessus, demeurent valables. En fêtant cet événement, nous assumons notre défi en tant que dépositaires d'un legs que nous devons accepter, améliorer et projeter. Il est de notre devoir de nous employer à ne pas perdre à nouveau cette continuité et d'avancer dans la création de musées de plus en plus meilleurs au service de la société.

LA TABLE DE SANTIAGO POUR PENSER À L'AVENIR

PAULA ASSUNÇÃO DOS SANTOS

Présidente du Minom International

Même à l'occasion des célébrations de ses 40 ans, la Table Ronde de Santiago du Chili a la capacité de diriger notre regard vers l'avenir. En 1972, cette rencontre entre directeurs des musées Latino-Américains et experts de diverses spécialités dans le domaine du développement a généré la petite grande révolution qui a abouti à la Déclaration de Santiago et au concept du musée intégré. En principe, l'impact de la Table Ronde a été limité. Toutefois, cet impact a commencé à prendre de l'ampleur dans les décennies qui ont suivi alors que des mouvements majeurs évoquaient (et mettait à jour) les principes de Santiago autant que référence contemporaine et comme référence d'un meilleur avenir pour les musées.

Le Mouvement International pour une Nouvelle Muséologie (Minom) est un héritier politique de la Table Ronde de Santiago. Créé en 1984 lors du premier Atelier international d'écomusées et nouvelle muséologie au Québec (qui a également rassemblé des activistes des musées communautaires, des musées locaux et de la muséologie populaire), le Minom et a eu un rôle important dans l'insistance sur la dimension politique du concept de musée intégré, cet à dire, le musée comme instrument d'actions au service de la société et participant à la résolution de problèmes. Pour Minom, la déclaration de Santiago constitue la base d'une (nouvelle) muséologie dont la première préoccupation est avant tout «l'amélioration des conditions de vie, le développement des populations et de leurs projets pour l'avenir» (Déclaration de Québec, 1984).

Les idéaux soutenus par la déclaration de Santiago ont trouvée place dans l'esprit et dans le discours de la communauté muséale, tels que l'ajout en 1974 du fragment «au service de la société et de son développement» dans la définition de musée de l'Icom. Nonobstant, dans la pratique et jusqu'à la fin des années 90, l'esprit de la Table Ronde a été largement confiné à la nouvelle muséologie et ces formes d'action locale, ainsi que les «muséologies alternatives». La lenteur dans le monde des musées subirait une véritable révolution à la fin du siècle. Plus tôt en 1992, le séminaire «La mission du musée en Amérique Latine d'aujourd'hui: nouveaux défis», organisé à Caracas pour commémorer le 20e anniversaire de la Table Ronde de Santiago, a tenté de réanimer et mettre à jour l'idée du musée intégral au service du développement, en se concentrant sur leur potentiel de communication comme instrument de dialogue entre les différentes forces sociales et le partenariat avec les collectivités.

L'éveil des musées en Amérique Latine et dans le monde pour relever les défis du 21e siècle doit répondre à la dynamique d'une réalité d'autant plus globalisée, aux demandes de la participation sociale et diversité culturelle. Aujourd'hui, les musées autour du monde jouent un rôle actif dans la vie quotidienne qui se passe en dehors de ses murs. Plusieurs reconnaissent leur responsabilité par rapport aux problèmes sociaux, travaillant en partenariat avec les différents groupes, les communautés, les organisations et les mouvements sociaux, comme par exemple dans les projets d'insertion sociale, les réseaux de connaissances et les forums de dialogue, à travers les nouvelles générations d'écomusées et les musées communautaires, etc. Le défi consiste à s'engager pour la transformation (de la réalité et d'eux-mêmes, afin d'éviter d'être hors du temps!), Maintenir l'esprit d'autocritique, penser à redéfinir les priorités et les formes d'action.

Dans ce monde en mouvement, la Table Ronde de Santiago continue d'être une importante référence. Dans les universités et dans le domaine muséal un important point de repère pour la création du Programme Ibero-musées en 2007. Selon le Minom, la Table Ronde joue un nouveau rôle à partir de la socio-muséologie. La socio-muséologie ou muséologie sociale est une manière de voir et d'agir dans le monde basé sur la critique et l'activisme social grâce à des initiatives communautaires, universitaires et les expériences dans différents types de musées. Le Minom intègre le mouvement de la socio-muséologie et la certitude que les musées peuvent et doivent jouer un rôle essentiel dans l'émancipation de la société.

Pourquoi la Table de Santiago est-elle actuelle en 2012? Car la Déclaration de Santiago se ressemble bien à son temps. Certes, nous pourrions faire plusieurs mises à jour dans le concept de musée intégral de 1972, mais il y a quelque chose qui reste à travers le temps. Les défis sociaux se transforment, mais certainement ne sont pas finis. La prise de position et l'engagement pour un changement social sont permanents, ainsi que les principes du musée intégral dans la société, dépassant leurs collections en faveur d'une approche globale.

Les documents de cette publication permettent de «démystifier» la Table Ronde pour mettre à la lumière la dynamique de la rencontre et le processus (toujours d'actualité et extrêmement difficile) de l'exercice de la critique au musée, le moment de prendre part, enfin, le processus qui vise à adapter les musées aux besoins du temps et du lieu où ils sont insérés.

La trajectoire de la Table Ronde parmi ces 40 ans et ces formes d'utilisation se fusionne avec la lutte pour l'engagement social des musées en Amérique Latine et dans les pays comme le Portugal, l'Espagne et le Canada. La Table Ronde est une composante importante de notre voix dans le monde. À la fois, elle a un fort attrait universel et peut jouer un rôle clé dans l'échange de connaissances à l'aube de la démocratisation des outils des musées.

Aujourd'hui, la notion d'un musée engagé ne surprend guère, au contraire, elle évoque d'avantage la nécessité des nouveaux drapeaux comme celui du développement durable, de la citoyenneté et de l'insertion. Cependant, le discours ne reflète pas les pratiques au quoti-

dien. Il y a encore beaucoup à apprendre et à expérimenter. Nous vivons un grand moment de découverte avec l'intensification des échanges internationaux dans le domaine muséal. Grâce au dialogue Sud-Sud, par exemple, nous avons trouvé une nouvelle façon d'aborder le rôle des musées dans le développement communautaire, à l'exemple du Kenya, où certaines initiatives de gestion communautaire visent à transformer le patrimoine en source de revenus collective pour construire des écoles et des systèmes d'eau, ou en Afrique du Sud, où les artistes activistes travaillent dans la promotion d'une prise de conscience critique et pour que des jeunes s'impliquent dans l'action sociale.

Lors qu'on pense à la notion de musée intégré dans le processus de prise de position qui a abouti à la formulation de la Déclaration de Santiago et à l'utilisation contemporaine de la Table Ronde comme un principe directeur de la lutte pour l'engagement social des musées, nous avons sous la main un instrument qui évoque des stratégies de valeur – tels que l'idée de la prise de conscience et de la transformation du savoir faire des musées visant le changement social. Dans ce moment de découverte, d'activisme et d'intensification du dialogue, connaître la Table Ronde d'avantage permet d'élargir notre capacité d'échange et de compréhension. Nous permet d'envisager l'avenir encore une fois.

TABLE RONDE À SANTIAGO DU CHILI

CHRISTIAN MANHART

*Chef de la Section des Musées
et Créativité à l'Unesco*

Le dilemme actuel pour les musées, c'est que, d'une part, les cotisations sociales et économiques attendues d'eux ont considérablement gagné en importance, tandis que simultanément se reconnaît une augmentation de la destruction du patrimoine culturel en temps de guerre, le vol et la contrebande d'antiquités ainsi que l'usage intentionnelle et non autorisé du patrimoine culturel à des fins politiques.

En 1960, une recommandation de l'Unesco a fait valoir que les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer les moyens les plus efficaces de rendre les musées accessibles à tous, indépendamment de leur statut social ou économique. La recommandation de 1976 délivrée par les États membres de l'Unesco a traité l'échange international de biens culturels et a facilité ladite circulation entre institutions culturelles de différents pays. Elle a également proposé des réglementations relatives aux échanges internationaux. Et en 1978, la Recommandation pour la protection des biens culturels mobiliers a encouragé les États membres à prendre toutes les mesures appropriées, en ensemble avec leurs organismes législatifs nationaux respectifs et leurs constitutions, pour protéger les biens culturels mobiliers, y compris les collections des musées. Bien que ces instruments datent des années 1960 et 1970, ils sont plus que jamais d'actualité pour les musées.

Toujours en 1972, un groupe représentatif d'experts des musées d'Amérique Latine a compris les nouveaux défis des musées et se sont réunis à Santiago du Chili. Ce groupe a reconnu que les changements sociaux, économiques et culturels constituent des défis majeurs pour les musées auxquels ils doivent s'adapter pour maintenir leur crédibilité et leur viabilité. Ce groupe d'experts a été le précurseur de la muséologie moderne, puisqu'ils ont compris dès le début l'énorme potentiel des musées de desservir la société moderne ainsi que la nécessité de promouvoir la pleine participation de l'ensemble de la société dans les musées. Les recommandations de la Table Ronde ont couvert un très large éventail de sujets, tels que les musées ruraux ou urbains, la technologie ou l'éducation. Bien que l'objectif principal était l'Amérique Latine, plusieurs de ces recommandations se sont avérées très universels, une fois appliqués à l'ensemble du monde. Ces recommandations ont été appliquées et mises en œuvre dans de nombreux pays d'Amérique Latine, au profit des musées et des communautés locales. Bien que la technologie, les situations politiques et la société ont beaucoup évolué depuis les années 1970, la plupart des recommandations de Santiago restent valables, quoique insuffisamment appliquées dans de nombreuses régions du monde. Donc, il est encore nécessaire de les distribuer et les mettre en œuvre à grande échelle. De plus, aujourd'hui il paraît extrêmement utile de procéder à une évaluation des fonctions actuelles des musées et mettre à jour les recommandations de Santiago. Ce processus a été lancé par un groupe de pays d'Amérique Latine.

Une grande partie du travail effectué par la Section des musées de l'Unesco complète les actions des États membres visant à protéger et promouvoir ses musées et collections aux niveaux local, régional et national. La Section fournit des conseils sur les politiques et les procédures, se concentre sur le développement de la capacité des musées à réaliser des inventaires et apporte une aide pour assurer les mesures de conservation appropriées et de conservation préventive, en plus d'aborder les questions de sécurité. Il existe des cas où les toits sont réparés, des objets sont restaurés et nous fournissons une aide d'urgence après les guerres et les catastrophes naturelles, telles que les campagnes internationales lancées par l'Unesco pour la sauvegarde des musées nationaux de l'Irak et de l'Afghanistan après les guerres dans ces pays, ou le patrimoine culturel en Haïti à la suite du dévastateur séisme de 2010. Plus récemment, notre attention s'est tournée vers le Musée des civilisations en Côte-d'Ivoire et pour les musées, les manuscrits du patrimoine culturel du Mali.

La conservation et la protection des collections continuent d'être une priorité pour l'Unesco, mais nous nous sommes concentrés sur l'amélioration continue de la fonction sociale et éducative des musées. Nos efforts actuels comprennent explorer l'utilisation des musées pour promouvoir la sensibilisation sur le VIH-SIDA en Afrique sub-saharienne. Nous aidons les Sud-Soudan à réaliser son rêve de construire son premier Musée National qui nous l'espérons bien, aura pour but promouvoir la construction de la paix et de la tolérance, en plus d'affirmer l'identité nationale de ce nouveau pays. Nous travaillons également pour la réhabilitation du Musée Islamique près de la Mosquée Al Aqsa à Jérusalem, et pour la construction du nouveau Musée égyptien de la civilisation du Caire, utilisé comme plateforme pour la construction de la démocratie dans ce pays. Finalement, et en conformité avec le mandat de l'Unesco, nous aidons les États membres de l'Unesco à utiliser les musées pour la construction de la paix et la promotion de la diversité culturelle.

Afin de réfléchir sur l'avenir des musées en général et sur ce que devrait être le rôle spécifique de l'Unesco et de ses États Membres par rapport les musées, la Directrice général, Mme Irina Bokova, a convoqué une réunion d'experts sur la protection et la promotion des musées et ses collections. Le gouvernement brésilien, et en particulier l'Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM), très préoccupé par le développement des musées dans le monde entier, est devenue une force motrice de ce processus et généreusement a financé, co-organisé et accueilli cette réunion à Rio de Janeiro, du 11 au 14 Juillet 2012. Je tiens à exprimer mes sincères remerciements pour leurs précieuses contributions.

Cette réunion a rassemblé avec succès le plus grand nombre possible d'experts de toutes les régions du monde, dans le but de partager des conseils et des pratiques universellement valables. La réunion a compté sur la participation de 123 spécialistes des musées, des associations des musées, des universités, des ministères de la Culture, des fondations, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et intergouvernementales et des spécialistes désignés par les groupes électoraux régionaux de l'Unesco. Afin d'évaluer les situations de chaque partie du monde, les participants ont voyagé en Amérique Latine et dans les Caraïbes, l'Amérique du Nord, en Europe, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, ainsi que les États arabes. Avec le consentement de tous les participants, les débats ont été retransmis en direct par le biais d'un site web créé spécialement pour l'événement. La réunion a porté sur les menaces et les défis particuliers qui se posent dans la sauvegarde de musées et de collections, ainsi que les protections offertes aux musées par les conventions internationales et les instruments normatifs en vigueur. Les participants ont également discuté le rôle contemporain du musée et son implication dans le contexte social et de l'éducation. Après de nombreuses discussions délibératives, les participants de la réunion d'experts sont convenus à l'unanimité que, pour attirer l'attention des États membres de l'Unesco à la nécessité d'améliorer la législation nationale afin qu'elle prenne en compte les fonctions sociales et éducatives actuelles du musée ainsi que le renforcement des financements pour la protection et la promotion des musées et des collections, il faudrait introduire une nouvelle recommandation par l'Unesco.

Les premières lignes de l'Acte constitutif de l'Unesco stipule que "Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix." Notre espoir est que, à travers le renforcement des musées, nous contribuons au maintien la paix dans le monde.

mu seum

Rôle du musée
dans
l'Amérique latine
d'aujourd'hui

museum

Vol. XXV, n° 3, 1973

Museum, qui succède à *Monsieur*, est publié à Paris par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Museum, revue trimestrielle, est à la fois un périodique d'information et un instrument de recherche dans le domaine de la muséographie.

Les opinions exprimées par les auteurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'Unesco.

ÉDITEURS

Éditeur en chef: Conrad Wise

Éditeur adjoint: Anne Erdős

COMITÉ CONSULTATIF

Om Prakash Agrawal (Inde)

Sid Ahmed Baghli (Algérie)

Raymonde Frin (France)

Jan Jelinek (Tchécoslovaquie)

Michael Kustow (Royaume-Uni)

Grace McCann Morley, directeur de l'Agence Icom pour le Sud-Est asiatique

Georges Henri Rivière, conseiller permanent de l'Icom

Mario Vásquez (Mexique)

Le directeur de l'Icom, *ex officio*

Le numéro : 12 F.

Abonnement annuel (4 numéros ou numéros doubles correspondants) : 40 F.

Rédaction et édition :

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

7, place de Fontenoy,

75700 Paris (France)

© Unesco 1973

Presses Centrales S.A., Lausanne

Rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui

Table ronde organisée par l'Unesco,
Santiago du Chili, 1972

	<i>Éditorial</i> 127
Grete Mostny Glaser	<i>Introduction</i> 128
Mario E. Teruggi	<i>La Table ronde de Santiago du Chili</i> 129

Musée et société en Amérique latine

Enrique Enseñat	<i>Musée, développement culturel en milieu rural et développement de l'agriculture</i> 134
Jorge Enrique Hardoy	<i>Musée et urbanisation</i> 141
Mario E. Teruggi	<i>Musée et développement scientifique et technique</i> 150
Juan Gómez Millas	<i>Musée et éducation permanente</i> 157

Musées d'Amérique latine: un tour d'horizon

Mario E. Teruggi	<i>Argentine</i> 165
Teresa Gisbert de Mesa	<i>Bolivie</i> 167
Lygia Martins-Costa	<i>Brazil</i> 170
Grete Mostny Glaser	<i>Chili</i> 176
Alicia Dussán de Reichel	<i>Colombie</i> 179
Luis Diego Gómez Pignataro	<i>Costa Rica</i> 182
Hernán Crespo Toral	<i>Équateur</i> 184
Luis Luján Muñoz	<i>Guatemala</i> 187
Raúl González Guzmán	<i>Panama</i> 190
Federico Kauffmann Doig	<i>Pérou</i> 192
Héctor Fernández Guido	<i>Uruguay</i> 194

Documents annexes

I. Principes de base du musée intégral	198
II. Résolutions adoptées par la Table ronde de Santiago du Chili	198
III. Recommandations présentées à l'Unesco par la Table ronde de Santiago du Chili	200
IV. Liste des participants à la Table ronde de Santiago du Chili	201
V. Associations de musées, comités nationaux pour l'Icom, répertoires de musées	201
VI. Tableau des musées de Bolivie	202



1
Recherche dans une saline près du volcan
Ollagüe (province de Tarapacá, Chili).
Expédition archéologique organisée par
le Musée national d'histoire naturelle de
Santiago du Chili sur un ancien lac au
bord duquel de nombreux sites préhisto-
riques ont été découverts.



Éditorial

Une table ronde, sur le rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, tenue à l'initiative de l'Unesco, en 1972, à Santiago (Chili), tel est le sujet de ce numéro spécial, auquel ont concouru bon nombre de personnes qui avaient participé à cette réunion.

La composition en était d'un genre exceptionnel. « Une réunion de famille », écrit Grete Mostny Glaser¹, mais ouverte à des gens « de l'extérieur »², tels qu'universitaires, urbanistes, agronomes, sociologues, etc.

Le caractère interdisciplinaire en était marqué. Toutes les catégories de musées étaient représentées: art, sciences humaines et sociales, sciences exactes et naturelles, technologie avancée. Une nouveauté fut le sujet central de la réunion, le « musée intégral », musée interdisciplinaire par excellence, auquel correspond, au-delà des terres et des mers, une autre nouveauté: l'« écomusée »³.

Participation élargie et caractère interdisciplinaire y ont favorisé une prise de conscience ressentie de tous: « les musées de l'Amérique latine ne sont pas adaptés aux problèmes qui découlent de son développement », ils doivent s'employer à remplir leur mission sociale, qui est de faire que l'homme s'identifie à son milieu naturel et humain, considéré sous tous ses aspects. Le musée, ce n'est pas seulement le patrimoine, c'est aussi le développement.

Le numéro, d'un bout à l'autre, reflète ces préoccupations: introduction par les animateurs de la table ronde, aux côtés des représentants de l'Unesco et de l'Icom; musée et société en Amérique latine; musées d'Amérique latine: un tour d'horizon.

En 1958, le séminaire de Rio de Janeiro⁴ concernait déjà cette région du monde caractérisée par un langage et une mentalité commune et par l'intégration poussée de deux sources de peuplement. La Table ronde de Santiago du Chili a apporté du nouveau dans cette voie à travers le monde des musées.

1. Voir p. 128.

2. Voir p. 129.

3. Voir *Museum*, vol. XXV, n° 1/2, 1975, p. 26-44, dans « Rôle du musée d'art et du musée de sciences humaines et sociales », par Georges Henri Rivière.

4. Après avoir tenu deux séminaires internationaux, à Brooklyn, N.Y., en 1952, l'autre à Athènes, en 1954, l'Unesco a organisé des séminaires régionaux successivement à Tokyo (1960), à Mexico (1962), à Lagos (1964), à New Delhi (1966) et à Alger (1968).

Introduction

Grete Mostny Glaser

Les muséologues latino-américains et moi-même sommes très reconnaissants à l'Unesco de nous avoir donné l'occasion de nous retrouver entre Américains de langues espagnole et portugaise en organisant une table ronde, entièrement consacrée à l'étude de nos problèmes.

Les muséologues des pays d'Amérique latine ont rarement la possibilité de participer aux réunions et tables rondes qui se tiennent en Europe ou aux États-Unis d'Amérique; c'est pourquoi nos problèmes sont toujours un peu négligés. Et, pourtant, ceux qui, parmi nous, assistent à ces réunions peuvent constater que nous avons beaucoup de préoccupations communes, bien que nos musées soient disséminés sur le continent depuis 30° de latitude nord jusqu'à 35° de latitude sud.

La « réunion de famille » de Santiago du Chili nous a largement satisfaits. Nous avons pu définir le type de musée qui s'adapte à notre situation: le « musée intégral », c'est-à-dire un musée qui participe à la vie du pays et présente les objets dans leur contexte recréé. Le contact avec des experts latino-américains — les animateurs de la table ronde — spécialisés dans d'autres domaines du savoir nous a permis de considérer les choses sous un angle nouveau. C'était comme si nous avions regardé avec une longue vue, mais par l'autre bout; au lieu de voir nos problèmes internes agrandis, nous avons eu une vision nette et exacte de la place du musée dans le monde qui l'entoure. Enfin, la création de l'Association latino-américaine de muséologie (ALAM)¹ a scellé notre fraternité retrouvée et la maintiendra vivante dans l'avenir.

Nous souhaitons que ce numéro de *Museum* permette à nos collègues du monde entier de prendre connaissance de l'expérience qu'a été pour nous la Table ronde sur le rôle des musées dans le monde contemporain tenue à Santiago du Chili, du 20 au 31 mai 1972, grâce à l'aimable invitation du gouvernement du Chili.

[Traduit de l'espagnol]

1. La première réunion de l'ALAM a eu lieu à Quito, du 8 au 14 avril 1973. (NDLR.)

La Table ronde de Santiago du Chili

Mario E. Teruggi

Le « Rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui » : ce sujet que l'Unesco avait assigné à la Table ronde de Santiago du Chili pouvait paraître des plus anodins, à première vue. Plusieurs d'entre nous qui y participaient avaient assisté à des réunions semblables et savaient ce qu'on pouvait en attendre. Certes, il y eut une innovation dans le programme traditionnel : au lieu de rassembler uniquement des muséologues, on invita des spécialistes d'autres disciplines, pour qu'ils traitent chacun de leur spécialité et jouent un rôle d'animateurs dans les débats qui suivraient et dans l'examen du thème essentiel de la table ronde. Celui-ci, tel qu'il fut énoncé dans la première circulaire d'invitation, consistait à rechercher si les musées d'Amérique latine, en tant qu'institutions scientifiques, éducatives et culturelles, sont adaptés aux problèmes que pose le développement de la culture sociale et économique de l'Amérique latine actuelle.

Lors de la séance d'ouverture de la table ronde, M^{me} Raymonde Frin déclara que, en confrontant des experts de différentes disciplines, l'Unesco voulait faire une nouvelle expérience en ce qui concerne ce genre de réunions internationales. Pour sa part, M. Hugues de Varine-Bohan souligna que la réunion était conçue pour rassembler deux catégories d'experts¹.

Après cet acte inaugural, quelque chose commença à se passer. Nous, muséologues, nous formons une confrérie très particulière dont nous sommes satisfaits et fiers, malgré le peu de prestige social qui s'attache à notre profession et le maigre salaire que nous en tirons. Lorsque nous nous réunissons — si du moins nous le faisons — nous parlons de nos affaires, nous nous communiquons nos expériences, nous déplorons les maux qui affligent les musées, nous recherchons des solutions et des améliorations, nous étudions des techniques, et, après avoir rédigé des déclarations et des propositions, nous nous séparons satisfaits de ce que nous avons réalisé. Nous sommes les grenouilles d'une même mare, qui coassons dans le même langage. Et voici qu'à Santiago on a mis dans notre mare des grenouilles venues d'ailleurs, dont le coassement était différent du nôtre !

Le premier exposé de « l'un de ceux de l'extérieur » sur le développement culturel en milieu rural et le développement de l'agriculture fit l'effet d'une bombe. Quand l'orateur se tut, nous, muséologues, nous nous regardâmes avec embarras, non pas tellement pour ce qui avait été dit, bien que ce fût déjà beaucoup, mais parce qu'il nous parut évident, d'un seul coup, que la vie, les souffrances, les désirs et les aspirations de l'humanité étaient en dehors des musées. Nous nous regardâmes un moment en silence parce que nous avions compris, sans plus, que les musées sont greffés sur l'arbre de la société, mais

1. Voir p. 203, le document annexe IV : « Liste des participants à la Table ronde de Santiago du Chili ».

qu'ils ne sont rien si la sève qui prend naissance dans les champs, les ateliers, les laboratoires, les écoles, les foyers et les villes ne coule pas aisément dans le tronc commun.

Dès lors, des inquiétudes diffuses et sans rapport entre elles commencèrent en quelque sorte à se concrétiser, et nous sûmes tous quelle était la réponse qu'il convenait de donner à la question fondamentale que posait la table ronde : les musées d'Amérique latine ne sont pas adaptés aux problèmes qui découlent de son développement. Quelles qu'aient été l'opinion préalable de chacun et nos idées politiques personnelles, nous avons tous senti que les musées latino-américains — ces musées qui, bien que pauvres pour la plupart, diffusent la culture avec ténacité et héroïsme — ne remplissaient pas de façon satisfaisante leur mission sociale qui est de faire que le citoyen s'identifie à son milieu naturel et humain considéré sous tous ses aspects.

Ce fut là le point de départ : nous avions la conviction que les musées faisaient très peu, parfois presque rien, en faveur du malheureux Latino-Américain. Cette certitude conduisit à réfléchir aussitôt à la finalité du musée. Il n'y eut aucune accusation directe (sauf, une fois, de la part d'un observateur), mais certaines interventions des animateurs nous firent sentir en quelque sorte que nous, les muséologues, nous étions insensibles aux problèmes économiques et sociaux qui affligent l'Amérique latine et que nos déclarations et conclusions étaient comme le chant du cygne d'une profession périmée qui ne sait ni ne peut s'adapter aux conditions présentes. Aussi, plusieurs participants déclarèrent-ils qu'on attribuait aux musées des fonctions qui ne leur revenaient pas directement. Les solutions à des questions telles que la « révolution verte » en agriculture, la diminution de l'analphabétisme, la suppression de maladies épidémiques ou de la sous-alimentation, la meilleure utilisation des ressources naturelles, pour n'en citer que quelques-unes, devaient être envisagées, diffusées, encouragées et appliquées par des agences et des organismes d'État spécialisés. Néanmoins, on ne manqua pas de signaler que, dans plusieurs pays latino-américains, ceux-ci ne fonctionnent pas comme il convient ou n'ont pas encore été créés, de sorte que c'était le rôle des musées existants de pallier cette carence.

Au cours des débats quotidiens qui suivaient les exposés des différents spécialistes, on révisa maintes et maintes fois la conception habituelle du musée face aux exigences d'une société en développement. Nous, muséologues, nous avions un arrière-goût de cendres dans la bouche et nous voulions le faire disparaître. Nous pressentions que c'était là la grande question de la table ronde et qu'il fallait lui trouver une solution.

Et ce fut l'idée du musée intégral. Elle a mûri et a pris corps au fil des jours, jusqu'à se concrétiser dans une conception nouvelle du musée, révolutionnaire même, étant donné qu'elle rompt avec les formes et les limites traditionnelles du musée dans nos pays. Ce fut la réponse que trouva la table ronde à la crise de l'Amérique latine, mais sans doute cette nouvelle conception pourra retentir dans d'autres régions, développées ou non, car le citoyen riche comme le plus pauvre sont touchés ou menacés de la même façon par les innovations et les révolutions scientifiques et techniques.

Pour revenir à l'action réciproque qu'ont exercée les muséologues et les spécialistes d'autres sciences, il est évident que ces derniers ont stimulé les premiers. Il est fort possible que, s'ils n'avaient pas présenté crûment la réalité actuelle afin de donner leur point de vue et leurs explications, la table ronde n'aurait pas été animée d'une ferveur particulière pour trouver des solutions aux problèmes de la muséologie latino-américaine. Pendant les dix jours de réunions, les débats ont été marqués par une atmosphère toute particulière, par ce quelque chose d'impondérable et d'irrésistible qui surgit spontanément au sein des assemblées. Ce fut une atmosphère chargée de préoccupations pour les problèmes latino-américains, une atmosphère d'accord unanime, chacun ayant le souci sincère de faire en sorte que les musées, sous une forme ou sous une autre, coopèrent à la tâche gigantesque qui consiste à favoriser le développe-

ment de l'Amérique latine; à elle seule cette atmosphère aurait suffi à faire le succès de la table ronde, car tous les participants y ont été sensibles. Elle a été possible grâce aux contacts établis entre les spécialistes des diverses disciplines et les muséologues.

Toutefois, si l'influence exercée sur les muséologues fut importante, elle ne le fut pas moins, ou peut-être le fut-elle même davantage, pour les experts qui présentèrent les exposés. Un observateur occasionnel aurait immédiatement remarqué que ceux qui étaient réunis représentaient deux groupes d'hommes différents, que les individus qui travaillent dans l'agriculture, en ville, au laboratoire ou dans la salle de classe pensent d'une autre façon que ceux qui vivent dans les musées et en font le but de leur existence. Outre les différences de vocabulaire et même de langage, chaque groupe utilise des paramètres et des échelles de valeurs différents et, par conséquent, a une autre vision de la réalité.

Au début, les muséologues avaient l'avantage, car, si nous pouvions comprendre ce que nous disaient les différents spécialistes, ceux-ci, en revanche, ne nous comprenaient pas et même, parfois, en arrivaient à nous regarder comme des êtres d'une autre planète. C'est qu'ils ne nous connaissaient absolument pas, à tel point que l'un d'eux avoua en aparté à l'auteur de ces lignes qu'en arrivant à la table ronde il ignorait totalement quelles étaient la fonction et la mission des muséologues. Ce furent donc les spécialistes qui découvrirent notre monde et y pénétrèrent peu à peu. Au bout de dix jours de réunions, ils vivaient les problèmes des musées et comprenaient parfaitement les possibilités que ces derniers offrent pour le développement de la culture générale sous tous ses aspects.

Le fait que la plupart des spécialistes invités aient découvert pour la première fois les musées prend une signification particulière, car on peut penser que, si des intellectuels distingués ont une idée très vague de ce qu'est la muséologie, de ses possibilités et de ses perspectives d'avenir, le reste de la population doit à plus forte raison ignorer la nature et la signification de notre travail. En d'autres termes, on dirait que l'humanité ignore ce que sont les musées et à quoi ils servent réellement. On les visite de temps en temps — généralement quand il pleut ou lorsqu'on y conduit les enfants ou des amis de passage — on en sort impressionné ou indifférent après avoir vu l'exposition qu'ont montée les muséologues et l'on ignore tout des tâches, des efforts, du dévouement et parfois des sacrifices, des rêves ou des idéaux, des espoirs qui ont permis et fécondé ce singulier phénomène culturel qu'est le musée. Cela paraît indiquer que nous, muséologues, avons passé tout notre temps à nous convaincre nous-mêmes, mais non à convaincre ceux qui sont étrangers à notre profession, et encore moins les penseurs, hommes de science et technologues qui jouent un rôle essentiel dans le monde moderne.

C'est pourquoi l'on pourrait dire que la décision de l'Unesco d'organiser à Santiago une rencontre entre les muséologues et les autres pourrait se comparer à ce que, dans le jargon des joueurs d'échecs — que le récent championnat du monde a permis de faire connaître — on appelle un « coup de situation », que l'on joue parce qu'on « sent » que ce doit être ainsi, mais sans qu'on puisse prévoir ses conséquences immédiates. Mais ce sont ces coups de situation qui, en dernier ressort, décident de l'issue de la partie; pour poursuivre l'analogie, il est fort probable que les conséquences de la Table ronde de Santiago auront une répercussion profonde et durable dans le monde de la muséologie. Non seulement à cause de la conception du musée intégral qui en est résulté, mais aussi parce qu'il semble que ce soit une très bonne politique d'inviter à l'avenir aux réunions de muséologues des personnalités éminentes de différents domaines du savoir. Jusqu'à présent, seuls les éducateurs y ont participé fréquemment, ce qui est bien naturel, mais ceux-ci — les malheureux! — comme les muséologues, ont la dure tâche de convaincre les autorités et les personnalités de diverses disciplines, afin qu'elles les aident dans leur travail. Les représentants de la profession de muséologue doivent faire prendre conscience du rôle social important qu'elle joue dans les différents secteurs de la société.

Il est donc indéniable que la Table ronde de Santiago a révélé une façon nouvelle de poser les problèmes relatifs aux musées, car, pour peu qu'on y réfléchisse, on remarquera qu'une légère différence est apparue dans la conception du musée en tant qu'institution de culture. Jusqu'à présent, dans nos pays, le musée ne vivait qu'en fonction du passé; il lui devait sa raison d'être. Les muséologues rassemblent, classent, préservent et exposent les œuvres de cultures antérieures proches ou éloignées de nous, y compris les décombres et les résidus. Dans la dimension temporelle, le musée est un vecteur qui part du présent et dont l'extrémité se déplace librement dans le passé. Lorsque, au cours de la table ronde, on a accepté que le musée s'intègre au développement, on s'est simplement efforcé d'inverser le sens de son vecteur temporel dont le point de départ se situe à un moment quelconque du passé, mais dont l'extrémité, la pointe de la flèche, arrive jusqu'au présent et même le dépasse pour atteindre le futur. On demande en quelque sorte au muséologue de cesser de piller simplement le passé et de devenir, de plus, un virtuose du présent et un augure de l'avenir.

Voilà le défi auquel la réunion du Chili invite tous les muséologues à répondre, bien que ce n'ait jamais été exprimé de façon précise. C'est un bouleversement sur lequel il est souhaitable que nous méditations. Il n'est pas possible, en effet, que, du jour au lendemain, les muséologues modifient tous leurs schémas intellectuels ou se transforment dans leurs musées en prestidigitateurs. On attend seulement de nous que nous ayons assez d'agilité d'esprit, de largeur de vues et de bonne volonté pour examiner les nouvelles possibilités qui s'offrent à notre action et à notre conduite.

La table ronde n'a pas analysé les moyens, les façons et les formes concrètes de réaliser les aspirations qui se sont manifestées en son sein. Ce n'était pas son rôle de le tenter, car elle ne s'était pas réunie à cette fin et elle n'était pas exclusivement technique. Mais elle a examiné, dans les nombreux rapports et interventions qu'ont faits les participants, quelle devait être la place qu'occupait l'objet dans un musée qui collaborerait avec la collectivité afin de résoudre les problèmes qui se posent à elle. Car l'on acceptait que l'objet soit le point de départ et la raison d'être du musée — prémisses qui ne laissaient pas de surprendre les experts non muséologues qui étaient incapables de comprendre la façon dont, à leur avis, nous, muséologues, nous divinisions l'objet. Il y en eut même qui évoquèrent la possibilité qu'il existe des musées dépourvus d'objets. Si l'on laisse de côté ces perspectives « sacrilèges », si l'objet doit continuer d'être l'épine dorsale du musée, il faudra le doter de multiples additions, prolongements et connexions pour qu'il trouve naturellement sa place dans l'ensemble du développement social, économique et culturel qu'on veut offrir aux peuples d'Amérique latine. C'est-à-dire que, d'une certaine façon, l'objet commencerait à devenir une sorte de justification, un ancrage dans le passé, sur lequel s'appuierait la mise en œuvre de techniques de propagande — dans le meilleur sens du terme — au service de la communauté, afin que celle-ci se comprenne elle-même et sache orienter son action. L'objet cesserait d'être l'objectif essentiel et deviendrait le point de départ d'une reconstruction gigantesque dans laquelle il resterait englobé en tant qu'élément significatif et fondamental.

Peut-être pensera-t-on qu'on exige du muséologue une tâche surhumaine, car, en plus de son travail actuel, on voudrait qu'il crée, pour son musée, un *continuum* dans lequel s'intégrerait harmonieusement les caractéristiques du milieu naturel et ethnique, l'évolution sociale et économique, les étapes de la culture et du développement, les effets de l'exploitation de ressources qui peuvent être ou non renouvelées, les répercussions présentes et futures de la pollution du milieu de vie, les problèmes de salubrité, la maîtrise des fléaux de l'agriculture et de l'élevage, l'évolution des centres urbains, la transformation et les résultats des systèmes éducatifs, les perspectives à court et à moyen terme d'un bien-être général, et mille autres choses encore. Évidemment, aucun muséologue ne peut cerner la réalité dans son ensemble, ni même quelques aspects de celle-ci. Mais il ne s'agit pas de cela, car personne ne peut y songer;

la question est que, au cours de la table ronde, on a dit que nous, muséologues, nous n'avions pas recours à la coopération de spécialistes et que nous exposions les objets de façon limitée, sans en tirer le profit maximal en ce qui concerne leur fonction primordiale qui est de rendre compréhensibles les multiples aspects d'une réalité nationale ou locale. On nous a dit qu'à l'avenir les musées exigeraient de plus en plus un travail d'équipe comprenant non seulement des muséologues, mais aussi divers spécialistes qui, jusqu'à présent, ont eu peu de choses à voir avec la muséologie. Les immenses possibilités que recèlent les objets et qui sont vitales pour saisir et comprendre le développement sont restées endormies dans les salles d'exposition parce que personne n'a su les voir et n'a pensé à les utiliser.

Évidemment, nous, muséologues, avons eu à subir les attaques des différents spécialistes pendant la table ronde. En résumé, on nous a dit que nos musées ne remplissaient pas comme il convenait leur mission dans le monde contemporain, on nous a accusés de faire preuve de déformation professionnelle pouvant aller jusqu'à l'aveuglement et, enfin, on nous a reproché de négliger la coopération interdisciplinaire. Et nous avons admis que ces accusations, qui exprimaient le point de vue, non du groupe de travail invité, mais — nous l'avons senti — celui du monde de la science et de la technologie, étaient fondées. Plus d'une fois, l'auteur de ces lignes se trouva un peu perdu, car, étant donné sa double qualité d'homme de science et de muséologue, il s'identifiait tantôt aux chasseurs qui tiraient, tantôt aux perdrix qui servaient de cible. Cependant, tout se passa dans une atmosphère de cordialité et de camaraderie totales, où chacun était mû par le désir de coopérer et de trouver des solutions aux graves problèmes de la muséologie latino-américaine.

Les résolutions et les recommandations de la table ronde donnent une idée claire de tout le travail qui a été réalisé et des résultats obtenus. De plus, on a établi les fondements et les principes directeurs du musée intégral qui ouvre de nouvelles perspectives en muséologie. Enfin, la table ronde a été le catalyseur de la création et de la mise en marche de l'Association latino-américaine de muséologie (ALAM). On pourrait parler de chacun de ces aspects, mais on a demandé à l'auteur de ces lignes d'évoquer la philosophie d'ensemble qui a inspiré la table ronde et le climat dans lequel elle s'est déroulée. Il s'est donc limité à cela en faisant part de ses impressions personnelles. Il espère néanmoins avoir su exprimer l'esprit qui a animé et guidé tous les participants.

La Table ronde de Santiago du Chili a été l'une des plus importantes de la muséologie par la profondeur de vues avec laquelle les problèmes ont été exposés et qui nous a obligés à réfléchir sur le sens et la portée de notre profession et de l'œuvre que nous réalisons. Au surplus, le succès de la table ronde est resté gravé dans l'esprit de chacun des participants: nous sommes rentrés transformés dans nos foyers, dépouillés de notre autosatisfaction et de notre suffisance, mais stimulés et humanisés pour réaliser un travail plus fécond. Et si le lecteur en déduit qu'à Santiago du Chili les muséologues n'ont fait que déchirer leurs vêtements et crier *mea culpa*, il doit être parfaitement clair que ces réactions ont été réciproques et que nous avons provoqué des changements comparables dans le groupe des spécialistes que nous avons fini par amener dans notre camp. Cette conversion est essentielle, car les hommes de science et les technologues sont infiniment plus nombreux et influents que les muséologues dans le monde contemporain, et le destin des musées en dépend.

Si tout cela comptait peu, si la joie et la peine que nous avons ressenties à cause de cette profession que nous aimons tant ne suffisaient pas, il reste les souvenirs: l'hospitalité exquise et les attentions de notre hôte, le peuple chilien; la chaude, nous pourrions presque dire l'amoureuse sollicitude que nous ont manifestée les représentants de l'Unesco et de l'Icom, et le concours qu'ils nous ont apporté; l'expérience sans prix qu'est la visite d'un pays qui se trouve dans les douleurs de l'enfantement de structures nouvelles. Et, surtout, les jeunes qui, en tant que muséologues ou observateurs, se sont assis à la Table ronde de Santiago du Chili.

[Traduit de l'espagnol]

Musée et société en Amérique latine

Musée, développement



culturel en milieu rural et développement de l'agriculture¹

Avant de traiter le sujet qui est le nôtre, il faut souligner combien a été heureuse l'initiative de l'Unesco d'inclure cette importante question à l'ordre du jour de la Table ronde sur l'Amérique latine d'aujourd'hui et le rôle du musée. Elle survient à un moment où le milieu rural est en crise puisque les moyens traditionnels tendant à surmonter les difficultés d'ordre social et économique ne donnent pas les fruits que nous en attendions.

Pour leur part, les musées, comme la radio et la télévision, sont des instruments porteurs de messages d'une grande efficacité, mais, à la différence de celles-ci, on n'a pas su les développer pour qu'ils occupent la place qui leur revient en tant que mécanismes générateurs de changements sociaux et du développement économique du milieu rural.

Qu'on me permette de préciser que, dans cet exposé, la conception de « développement culturel » appliqué au milieu rural va s'écarter un peu de l'optique habituelle de l'étude de la culture en elle-même. Je mettrai davantage l'accent sur les éléments culturels qui constituent un véritable obstacle au développement intégral des communautés rurales. De ce point de vue, il est inévitable d'examiner les structures agraires dans le cadre desquelles agissent les éléments culturels qui, à un moment déterminé, ont donné naissance au premier maillon de cette culture qu'est l'homme de la campagne.

Si nous nous mettons à étudier le processus de développement rural, nous courons le risque de nous heurter à un conflit d'opinions résultant des différentes tendances qui le considèrent seulement soit comme un phénomène économique, soit comme un phénomène politique.

En ce qui nous concerne, nous utiliserons la définition qu'a proposée le II^e Congrès mondial de l'alimentation réuni à La Haye en 1970, suivant laquelle « le développement rural consiste à motiver, à former et à organiser la population en lui procurant, grâce aux mesures de soutien du gouvernement, les moyens et les services qui lui permettent d'atteindre un niveau de vie plus élevé et de jouer un rôle effectif dans le progrès de la communauté et de la nation ».

D'autre part, il est impératif de souligner l'importance du problème auquel nous sommes confrontés en utilisant à cette fin les chiffres indicatifs qui lui donnent sa dimension véritable. Ainsi, nous voyons que, d'après la Commission économique pour l'Amérique latine, le nombre de personnes employées en Amérique latine dans l'agriculture, la sylviculture et la chasse était en 1965 de 35,6 millions, soit 46,2 % de l'ensemble de la population active de la région qui était cette année-là de 76,8 millions.

Quelle était la situation culturelle de cette importante fraction de la population active? Si l'on se réfère au nombre d'analphabètes, on voit que, d'après

Enrique Enseñat

² Les conditions de vie de la population rurale latino-américaine sont très rudes. Enfant travaillant au four à pain, Paicón (Argentine).

¹ Texte lu lors de la Table ronde de Santiago du Chili, mai 1972.



3 a

3. Bien souvent, les moyens de transport sont encore très primitifs : a) à l'époque préhispanique, ce sont le lama et le tadeau en cuir gonflé [pétroglyphes de Tamentica, province de Tarapaca (Chili)] ; b) de nos jours, c'est encore fréquemment la charrette à deux roues.



3 b

L'*Annuaire statistique* de l'Unesco pour 1968, l'analphabétisme rural est en Amérique latine six fois supérieur à celui qu'on trouve dans les zones urbaines. D'autre part, pendant la période qui s'est écoulée entre les recensements de 1950 et 1960, le nombre d'analphabètes en Amérique latine, ruraux pour la plupart, a augmenté en chiffres absolus, bien que le taux d'analphabétisme ait baissé de 42,2 % en 1950 à 33,9 % en 1960.

Si l'on essaye de déterminer les revenus de la population rurale, on trouve que les deux tiers de la population agricole latino-américaine, c'est-à-dire 70 millions de personnes, ont des revenus inférieurs en moyenne à 100 dollars par personne et par an. Certains spécialistes en la matière affirment que, vraisemblablement, la moitié de ce groupe, c'est-à-dire 35 millions de personnes environ, ont un revenu annuel qui n'est pas supérieur à 50-60 dollars par personne. Naturellement, de tels revenus permettent seulement de survivre dans des conditions infra-humaines.

L'éminent économiste Prebisch affirme que l'agriculture latino-américaine souffre d'une carence des effets du revenu par suite d'un développement économique tardif et d'une répartition inégale du revenu. Il estime que, pour parvenir à résoudre le problème, il faudra atteindre, pour 1980, un taux minimal de croissance de 3 % dans le secteur agricole si l'augmentation de la population rurale était de 1 % et celle de la productivité agricole de 4 %.

Parlant des activités professionnelles qui servaient de cadre économique à un tel état de choses, Solón Barraclough se référait récemment à l'enquête effectuée il y a cinq ans par le Comité interaméricain de développement sur le problème de la propriété de la terre au Pérou. D'après cette étude, 1 % de la population des campagnes possédait 80 % des terres cultivées. Ces propriétaires dirigeaient presque entièrement le crédit agricole, l'eau d'irrigation, l'assistance technique; eux seuls utilisaient des machines modernes et avaient accès aux marchés nationaux et internationaux; ils avaient la haute main sur le pouvoir politique local et leur influence était grande sur le gouvernement de la nation.

Les petits paysans et les travailleurs de la campagne, qui représentaient 80 % de la population rurale, non seulement disposaient de très peu de terre (5 % du total), mais ils ne jouissaient pas des privilèges des propriétaires terriens. Ils étaient pauvres pour la plupart, sans possibilités et analphabètes.

Il était fréquent qu'un journalier travaille pour le patron afin d'avoir l'usufruit d'une minuscule parcelle de terre; les salaires étaient très bas et même inexistants. Les grands propriétaires avaient une police et des prisons à eux.

Les avis ne diffèrent guère quant aux moyens à prendre pour résoudre ces problèmes. On peut par exemple affirmer que les réformes de structures

agraires anachroniques aussi bien que le développement de la technique sont généralement considérés comme les difficultés qu'il faut surmonter si l'on veut résoudre le problème de l'agriculture en Amérique latine.

Parmi les moyens capables de provoquer un changement figure en premier lieu la réforme agraire dont on a tant souligné les mérites. A cet égard, il est intéressant de nous référer de nouveau aux conclusions du II^e Congrès mondial de l'alimentation qui affirment que « la réforme agraire constitue une condition préalable à la réalisation d'autres mesures qui favorisent le bien-être de la population rurale. Si l'on ne supprime pas la domination qu'exerce une fraction de la population sur presque toutes les terres, et jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, les masses rurales ne pourront même pas s'organiser pour faire connaître leurs besoins, pour augmenter leurs revenus et pour mieux se nourrir et se loger ».

Quant à la technologie, nous pouvons mieux la définir si nous l'assimilons à la « Révolution verte ». Sa principale réussite est d'avoir permis l'utilisation de nouvelles variétés de blé et de riz à haut rendement qui modifient le rythme de production de culture fort importantes pour des régions comme l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Il s'agit de ce qu'on appelle le blé nain, variété insensible à la durée du jour et qui supporte de grandes quantités d'engrais.



Elle a un rendement qui peut aller jusqu'à 8 tonnes à l'hectare et qui est en moyenne de 6 tonnes. M. Chandler, directeur de l'Institut du riz, a produit les variétés de riz IRI dont le rendement peut être de 27 tonnes à l'hectare dans des conditions exceptionnelles, et de 12 tonnes en moyenne. Ces chiffres montrent qu'avec la même surface de terre cultivée on a triplé et parfois quadruplé la production.

C'est grâce à de telles innovations techniques qu'un pays traditionnellement importateur de maïs comme le Mexique a pu exporter en 1968 plus d'un million de tonnes de maïs et 72 000 tonnes de blé. La même année, les Philippines ont eu, pour la première fois depuis 1908, une production de riz suffisante.

En 1968 également, Ceylan a dépassé de 15 % sa production la plus élevée enregistrée jusqu'alors. Le Pakistan a surpassé de 30 % sa plus forte production de blé, et l'Inde de 12 %.

La surface qu'on aensemencée avec des grains à haut rendement a augmenté de façon vertigineuse. C'est ainsi que, de 80 hectares à peine pour l'année 1964/65, on est passé en 1968/69 à 13 millions d'hectares cultivés avec des variétés de riz et de blé à haut rendement.

Parlant des conséquences qu'a eues la technique au Mexique, Edmundo Flores indique que les variétés à haut rendement aussi bien que les systèmes

L'habitat en milieu rural : a) la « Ruca » (maison) araucane est parfaitement adaptée au milieu [province de Cautín (Chili)] ; b) une famille devant sa maison (Panama).

modernes de culture ont été la pierre angulaire de l'augmentation du revenu moyen par habitant, qui a presque triplé, passant de 200 dollars en 1949 à 560 dollars en 1969.

Dans ce pays, depuis la période 1948-1952 jusqu'à maintenant, la consommation d'engrais azotés a augmenté de 24 fois, celle des phosphates de 10 fois, et celle de potasse de 3 fois. Il en est résulté, au cours des trente dernières années, un accroissement du produit agricole brut à un taux moyen de 4,4 % par an à prix constants, qui n'a été dépassé que par des pays comme Israël et le Japon.

Toutefois, il faut préciser que la technique ne peut ni ne doit être considérée comme la « solution finale » du retard qui afflige l'agriculture latino-américaine. Déjà, des cris d'alarme nous laissent entendre le danger qu'il y aurait à nous abuser par des solutions de facilité. En effet, les exemples abondent dans notre histoire pour nous montrer que les nouvelles techniques n'ont pas toujours apporté à nos peuples une amélioration des conditions de vie.

Nous pouvons constater de façon dramatique qu'à l'époque coloniale les progrès techniques ont été réalisés grâce à une organisation du travail de type esclavagiste. La technique l'a renforcée et a consolidé un système qui a permis l'exploitation éhontée de l'homme par l'homme.



L'irrigation est assurée par de petits et de grands moyens : a) culture de l'oignon sur une terre irriguée (Panama) ; b) l'eau de la rivière Loa est déviée par un canal d'irrigation [province d'Antofagasta (Chili)].



C'est pourquoi beaucoup d'entre nous s'accordent à reconnaître que, avant d'engager le processus technique, il faut qu'interviennent des changements dans le domaine social et politique, qui créent les conditions permettant d'utiliser véritablement ces progrès techniques pour améliorer les conditions de vie et de travail de l'homme de la campagne.

A ce sujet, Paulo de Tarso soutient la thèse selon laquelle, dans nos pays, la plupart des stratégies de développement rural se sont limitées, au cours de la dernière décennie, à favoriser une seule de ses composantes, à savoir l'évolution de la technique, afin d'assurer l'augmentation de la production et de la productivité. L'on a ainsi sous-estimé ou nié la nécessité de créer de nouvelles formes de possession de la terre, de redistribuer les revenus tirés de l'agriculture et de réorienter les structures du pouvoir et les moyens d'accès à la culture.

Cette optique limitée a eu des conséquences négatives, même en ce qui concerne les objectifs sectoriels, et c'est ainsi que, alors que la population augmentait à un rythme annuel de 2,9 % de 1960 à 1962, et de 1966 à 1968, la production ne s'accroissait que de 2,5 % par an.

C'est précisément cette situation qui a amené le II^e Congrès mondial de l'alimentation à déclarer que : « L'injustice sociale est le problème fondamental et le plus grave de nombreux pays en voie de développement. »

Celle-ci est mise en évidence par la mauvaise répartition des richesses qui fait que seul un petit nombre reçoit une part importante du revenu national. Cette situation résulte des rapports qui existent entre le travail et le capital, les propriétaires terriens et les fermiers, les patrons et les travailleurs agricoles. Par suite de l'exploitation de ces derniers, de la mauvaise gestion et de l'utilisation insuffisante de la terre et des ressources naturelles, qui font que la richesse et les privilèges sont seulement l'apanage de quelques-uns, les villages sont condamnés à la pauvreté, à l'ignorance et à l'insécurité.

Pour avancer dans la voie du développement, il faut qu'on reconnaisse la dignité humaine des travailleurs agricoles et des paysans dans les rapports quotidiens et qu'on les traite sur un pied d'égalité. Le critère du développement n'est pas essentiellement l'augmentation du produit national brut d'un pays. La preuve décisive du progrès, c'est l'équité qui régit la production, la distribution et la consommation des biens par les membres de la société, ainsi que la justice et la charité qui règnent dans les rapports mutuels entre les différentes classes sociales.

Dans son dernier livre intitulé *Vieille révolution, nouveaux problèmes*, Edmundo Flores envisage cette situation sous un angle différent ; selon lui, « dans la mesure où nous ne sommes pas capables de créer les structures modernes d'une production qui puisse procurer aux masses travailleuses de la nourriture et un logement, il faudra avoir recours à la répression pour empêcher celles-ci de prendre le pouvoir ».

La question évidente qui se pose est la suivante : Quel est le rôle du musée face aux problèmes qu'on vient d'évoquer ? Je ne crois pas que, les choses étant ce qu'elles sont, le musée doive limiter son action au seul développement de la science et de la technique, et que ce soit là son unique contribution possible au progrès de l'agriculture. Il est certain que cette action est importante et ne doit pas être ignorée, car le musée a un rôle immense à jouer en ce domaine. Cependant, pour remplir réellement sa fonction dans le monde rural contemporain, le musée doit aussi devenir un facteur de changement dans la société qui, tout en luttant pour rendre à l'homme de la campagne sa dignité, contribue en même temps à susciter la prise de conscience qui permettra de modifier les structures anachroniques qui s'opposent au progrès véritable du travailleur de la terre.

Étant donné le caractère particulier de la population rurale, il faut que les muséologues et les techniciens responsables des musées développent encore davantage la pratique des expositions itinérantes, afin que le message du musée puisse atteindre la population des campagnes avec l'efficacité voulue.

[Traduit de l'espagnol]



Musée et urbanisation

L'urbanisation est un phénomène mondial qui se caractérise par la concentration de la population et des activités sociales et économiques dans des espaces limités du territoire de chaque pays et par la croissance démographique de ces zones. Tous les pays du monde s'urbanisent. Presque partout, le taux d'urbanisation augmente plus rapidement que la population nationale et que la population rurale. Depuis la deuxième guerre mondiale et, dans certains cas, depuis 1920 ou 1930 ou même avant, les pays les moins industrialisés, qui étaient et sont encore les moins développés et les moins urbanisés, ont commencé à s'urbaniser plus rapidement que les pays déjà urbanisés.

Dans tous les pays du monde, l'urbanisation est le résultat de la croissance naturelle de la population urbaine et des migrations des zones rurales vers les zones urbaines. Les mouvements de population d'un continent à l'autre et d'un pays à l'autre à l'intérieur d'un même continent ont perdu de leur importance. Actuellement, ils se limitent presque uniquement aux migrations saisonnières entre pays limitrophes, sauf dans des cas isolés de conflits politiques, raciaux ou religieux, et ils sont peu nombreux.

En 1970, la population mondiale augmentait de 2 % par an, et la population urbaine de 3,17 %. Presque tous les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie voyaient leur population urbaine s'accroître plus rapidement que la moyenne mondiale. Dans trente pays des trois continents économiquement moins développés, le taux de croissance urbaine dépassait le taux mondial de 50 % ou plus. Au contraire, dans dix pays seulement faisant partie des régions les plus développées, la population urbaine du globe s'élevait à 985 millions d'habitants. On estime qu'elle atteindra 1 milliard 854 millions en 1980, et 3 milliards 329 millions en l'an 2000.

L'urbanisation se produit dans les limites politiques et administratives de chaque nation. Au niveau national, elle est l'expression dans l'espace d'un système de production et d'une organisation sociale et politique. Dans les pays qui sont économiquement dépendants, la répartition géographique de la population reflète un système néocolonial qui empêche l'établissement de rapports satisfaisants entre zones urbaines et zones rurales. La structure des villes est caractérisée par la ségrégation de la population suivant l'importance du revenu et la situation sociale, et par l'accès plus ou moins large que les différents secteurs de cette population ont, suivant l'importance de leurs revenus, aux sources d'emploi et aux services essentiels tels que l'éducation, la santé, le logement et les facilités qui s'y rattachent, comme le ravitaillement, les distractions, etc.

La plupart des pays d'Amérique latine peuvent se ranger dans la catégorie des pays dépendants. Leur croissance économique au cours des dernières décennies a été peu satisfaisante. Bon nombre d'entre eux conservent encore des structures qui ne tendent pas à se modifier. Si l'on examine brièvement ce qui s'est passé en Amérique latine de 1960 à 1970, on peut tirer quelques conclusions d'ensemble et, par suite, mieux comprendre la situation des zones urbaines. Auparavant, il est important d'indiquer certaines caractéristiques et tendances du processus historique d'urbanisation en Amérique latine.

Jorge Enrique Hardoy

⁶ Au ^{xx}e siècle, l'Amérique latine a été le théâtre de grandioses réalisations architecturales, malheureusement vite dépassées par une expansion urbaine désordonnée. A Brasília, les magnifiques bâtiments construits par Niemeyer sont entourés d'une zone de taudis.

Les premières villes ont été construites il y a deux mille ans ou plus dans certaines zones du plateau central américain¹ dont le milieu naturel était favorable. Elles apparurent plus tardivement en Amérique du Sud. C'étaient des villes parce que leurs dimensions, leur population et leurs fonctions, leur architecture et leurs institutions, leurs classes sociales et leur densité de population les différenciaient d'autres agglomérations moins importantes. En même temps, c'étaient des centres qui avaient plusieurs fonctions, c'est-à-dire qu'on y trouvait les services administratifs et gouvernementaux, religieux et militaires, commerciaux et culturels d'une région qui était plus étendue que la zone où s'exerçait l'influence immédiate de la cité. Les artisans de certaines de ces villes commencèrent à produire des biens qui étaient exportés dans d'autres régions, en utilisant des matières premières qu'on importait d'ailleurs. Les artistes créèrent des peintures, des sculptures, des céramiques et des ornements dont le style exerça une influence qui s'étendit à d'autres cultures moins avancées. Dans les principales villes s'établirent des gouvernements qui contrôlèrent de façon directe ou indirecte des sociétés dont la technique était moins évoluée et l'organisation moins structurée.

Une très petite partie du territoire actuel de l'Amérique latine — peut-être pas plus de 5 % — dépendait directement des cultures indigènes qui construisirent des villes dont je viens de définir les fonctions. Environ 80 % de la population totale d'Amérique latine étaient rassemblés sur ces territoires,

7
Aux temps préhispaniques, l'Amérique latine a connu des civilisations urbaines très développées. a) Teotihuacan. La rue des morts et le centre de la ville vus de la pyramide de la lune. La civilisation dont Teotihuacan fut la capitale atteignit son apogée vers le V^e siècle après J.-C. À cette époque la population de la ville s'élevait à quelque 150 000 habitants. b) Cuzco. Vue d'une partie de la ville où l'on voit des maisons coloniales construites sur les murs de la ville inca.



1. Le sud du Mexique actuel et une partie de l'Amérique centrale.



76

lorsque, vers l'an 1500, les cultures précolombiennes atteignirent sans doute leur apogée en ce qui concerne la population, la technique, les zones exploitées, l'évolution politique et les institutions. Vers cette date, la population indigène des territoires actuels d'Amérique latine atteignait 40 millions d'habitants.

Lorsque les Espagnols arrivèrent en Amérique, ils trouvèrent dans le centre du Mexique, sur les hautes terres du sud du Mexique et du Guatemala, dans le Yucatan, sur les côtes et dans les montagnes du Pérou et sur le haut plateau péruvien et bolivien, des implantations constituées par des centres urbains ayant une importance et des fonctions diverses, unis entre eux par région grâce à des chemins utilisés par les marchands et leurs marchandises, les administrateurs et les armées en un mouvement continu. On peut considérer comme population urbaine, d'après les critères que j'ai indiqués, entre 5 et 10 % peut-être des habitants de la confédération aztèque et de l'empire inca qui constituent les deux tentatives d'organisation sociale et politique la plus avancée de l'Amérique au début du xvi^e siècle. La population de Tenochtitlan, qu'on évalue à 150 000 ou 180 000 habitants, et la superficie de 1200 à 1400 hectares qu'occupait la capitale aztèque, étaient comparables à celles des principales villes du monde à cette époque. Dans le Mexique central, il existait un réseau de centres qui étaient reliés entre eux par le bassin lacustre du lac Texcoco et par des routes terrestres, et qui surprirent les Espagnols par leurs dimensions, leur population, leur richesse, leur activité commerciale et leur architecture. Cuzco, Pachacamac, Cajamarca et d'autres centres urbains provoquèrent l'admiration de Pizarro et de ses hommes. La confédération aztèque et l'empire inca avaient leur centre de gravité en eux-mêmes. En s'appuyant sur une agriculture riche et diversifiée, les peuples dominés par les Aztèques et les Incas, malgré certaines limitations sur le plan technique et social, bénéficièrent d'un niveau de vie surprenant pour l'époque.

La pénétration des puissances européennes en Amérique montra jusqu'à quel point les caractéristiques naturelles des territoires qu'elles avaient conquis et les objectifs commerciaux qu'elles visaient justifiaient un type d'implantation qui, vers 1500, était déjà séculaire dans certaines régions. Les modèles précolombiens d'occupation du sol, notamment dans les zones rurales, devaient subsister plusieurs siècles après que les cultures qui les avaient inspirés eurent été transformées par la culture européenne et leur population décimée par les maladies, les guerres, le travail forcé et la faim résultant des nouveaux systèmes d'exploitation minière et agricole et du choc de deux mondes.

Les Espagnols et les Portugais fondèrent de nouvelles villes en fonction des ressources naturelles qui étaient indispensables à leur survie — eau, terres de culture, bois pour les constructions, climat favorable et protection naturelle — mais ils intégrèrent aussi aux types régionaux d'implantation qu'ils trouvèrent, les ports, afin de maintenir les contacts avec l'Espagne et le Portugal, les centres miniers, étant donné que l'exploitation de l'argent et de l'or fut une activité essentielle pour les Européens, de nouveaux centres agricoles où la population indigène fut regroupée, et de nouveaux centres de défense. Pour les Espagnols, l'existence de villes indigènes ou de régions ayant une population rurale très nombreuse fut déterminante dès le début de la conquête dans le choix de l'emplacement des villes nouvelles. Cette décision s'explique sur le plan politique et stratégique, mais elle fut aussi dictée par des raisons matérielles d'ordre pratique et économique, puisque la population indigène fut à la base même de l'économie coloniale minière et agricole, et de la richesse et du prestige des premiers groupes privilégiés d'Européens. Vers 1570 ou 1580, des structures particulières furent établies en Amérique latine et elles devaient survivre à l'indépendance de ces territoires. Presque toutes les villes principales et les grands ports qui existent actuellement en Amérique latine étaient déjà fondés. Les Espagnols introduisirent même un modèle de ville — fonctionnel, rigide, dont le tracé et les subdivisions étaient faciles à réaliser — qui fut reproduit dans toutes les régions et qui est encore utilisé, malgré les limitations évidentes qu'il comporte des sociétés dont la technique, les structures de l'emploi et le mode de vie sont très différents.

La population de l'Amérique latine a atteint 30 millions d'habitants en 1850, 61,7 millions en 1900 et 87 millions en 1920. Au cours de ces soixante-dix dernières années, mais en particulier à partir de 1870 ou 1880, la répartition géographique de la population de certains pays — l'Argentine, l'Uruguay, Cuba, le Chili et le sud du Brésil notamment — a subi des transformations profondes. Ce fut la conséquence de l'immigration européenne, de la mécanisation agricole et de son développement sur le territoire, des investissements étrangers particulièrement orientés vers la construction de chemins de fer et de voies de communication et vers l'industrialisation de la production agricole et de l'exploitation de nouvelles ressources minières. En quelques décennies, de nouveaux territoires furent occupés et des milliers de nouvelles agglomérations furent construites. Les fondations de villes entre 1870 et 1930 furent aussi nombreuses que de 1520 à 1580, et, antérieurement, qu'aux premiers siècles de notre ère, mais leurs dimensions furent supérieures et la population qui fut intégrée à des activités spécifiquement urbaines fut, pour l'époque et la région, plus importante.

Entre 1870 et 1930 pour les pays cités ci-dessus, et avec un retard de plusieurs décennies pour les autres, on vit s'accroître la tendance historique à la concentration des investissements productifs et des services et, partant, de la population, dans un ou plusieurs centres peu nombreux. Les structures politiques et administratives de chaque pays furent créées dans les villes principales. Les sociétés agraires dominées par les intérêts des grands propriétaires et par le système de plantations auxquels étaient liés les intérêts des exportateurs établis dans les villes subsistaient dans les zones rurales comme à l'époque coloniale.

De 1960 à 1970, la population de l'Amérique latine augmenta très rapidement. L'Amérique latine, la Jamaïque et La Trinité avaient 283 250 000 habitants en 1970. Le taux annuel de croissance démographique, évalué à 2,87 %, était le plus élevé des grandes régions du monde. Cela veut dire que la population de l'Amérique latine double tous les 24 ans. Par contre, celle du monde double tous les 37 ans. Ce taux de croissance de l'Amérique latine dans son ensemble, qui est élevé par rapport à ceux des décennies précédentes — en 1920-1930, il était de 1,8 % par an et en 1940-1950, de 2,2 % — est dû essentiellement à la diminution rapide du taux de mortalité dans tous les pays au cours des cinquante dernières années. En revanche, le taux de natalité a diminué un peu, mais dans des proportions bien moindres. L'immigration en provenance de pays extérieurs à la région, notamment celle d'origine européenne, qui a joué

un si grand rôle entre 1880 et 1930 environ dans la formation de la population de l'Argentine, de l'Uruguay, de Cuba, du sud du Brésil et, à un moindre degré, du Chili et d'autres pays et, après la deuxième guerre mondiale, du Venezuela, a perdu de son importance au cours des dernières décennies. On estime qu'en 1985 la population totale de l'Amérique latine sera de 430 640 000 habitants.

Dans tous les pays de la région, la population urbaine augmente plus rapidement que la population nationale, et celle-ci plus que la population rurale. Si les tendances actuelles persistent, entre 1970 et 1985, la population rurale de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay, de La Trinité et du Venezuela diminuera en chiffres absolus. En 1970, la population urbaine était de 159 188 000 habitants, c'est-à-dire 36,20 % de la population totale de la région. La même année, le taux annuel de croissance de la population urbaine était évalué à 4,34 % et celui de la population rurale à 1,15 %. On estime qu'en 1985 la population urbaine sera de 290 680 000 habitants, soit 66,88 % de la population totale de la région. Une telle croissance urbaine signifie que de 1970 à 1985 les villes d'Amérique latine devront absorber 131 492 000 nouveaux habitants par an, c'est-à-dire une moyenne annuelle de 8 766 000 habitants. En revanche, pendant la même période, la population rurale augmentera de 19 898 000 habitants, soit une moyenne annuelle de 1 326 000 habitants.

La situation est très différente d'un pays à l'autre. Le Brésil et le Mexique devront respectivement absorber annuellement 3 300 000 et 1 825 200 nouveaux habitants urbains pendant la période de quinze ans que nous avons indiquée, la Colombie 909 000, le Venezuela 443 000, l'Argentine 432 000 et le Pérou 393 000. C'est ainsi que 83,60 % de la nouvelle population urbaine d'Amérique latine devrait être absorbée par six pays qui, en général, comptent parmi les plus peuplés et les plus étendus. Ces six pays sont déjà à prédominance urbaine. Toutefois, comparativement à leur population et à leur superficie qui sont moindres, les conséquences démographiques de l'urbanisation seraient encore plus marquantes à La Trinité, à la Jamaïque et en République dominicaine. Dans ce dernier pays, à un taux normalement élevé de croissance démographique — le plus élevé d'Amérique latine et l'un des plus élevés du monde — s'ajoute un potentiel migratoire important dû au caractère rural de sa population actuelle. À La Trinité et à la Jamaïque, l'urbanisation résultera principalement des migrations internes.

Les petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, la Bolivie, le Paraguay et l'Équateur sont les moins urbanisés de la région. Si on peut les considérer comme très instables sur le plan de l'urbanisation, du fait que leur population a un taux de croissance naturelle élevé et en augmentation, et aussi qu'elle est à prédominance rurale, il faut noter que leur évolution urbaine a été retardée par divers facteurs : tout d'abord, une économie essentiellement rurale, fondée en général sur la monoculture, où les grandes exploitations et les plantations contrastent avec les petites propriétés de plus en plus insuffisantes pour faire vivre leurs occupants ; ensuite, l'absence d'une infrastructure de moyens de transport et de communication ; enfin, le manque d'emplois dans les industries des villes et un secteur tertiaire encore très réduit. En d'autres termes, il n'existe pas de stimulants ni de moyens qui pourraient inciter la population rurale à aller en ville, en dépit des conditions de vie insuffisantes et du manque de facilités qui sont le lot des zones rurales.

J'ai indiqué qu'en 1970 le taux annuel de croissance de la population urbaine de l'Amérique latine a été de 4,34 %. Il a été supérieur à celui-ci dans douze pays. Celui de la République dominicaine — 6,05 % par an — signifie que sa population urbaine doublera tous les 11 ou 12 ans. Celle de la Colombie et du Honduras doublera tous les 13 ou 14 ans si les taux de 1970 se maintiennent, et celle de l'Équateur tous les 14 ou 15 ans. La croissance urbaine annuelle prévue pour le Brésil et le Mexique de 1970 à 1985 implique qu'on construise tous les ans, dans ces deux pays respectivement, des villes aussi grandes que Recife pour le premier, et une ville et demie de l'importance de Monterrey pour le second.



8 a



8 b

8
De nombreuses villes d'Amérique latine furent fondées au XVI^e siècle sur des sites trop exigus pour absorber l'expansion démographique et physique des dernières décennies. a) Cette vue de La Paz montre que les déshérités ont construit leurs modestes habitations sur les collines (au fond). b) Une vue de Tarabuco (Bolivie).

Certaines villes, qui sont généralement de grandes zones métropolitaines, ont une croissance démographique encore plus rapide. Des taux annuels de 6 ou 7 % sont fréquents; des villes comme Tijuana, Goiânia, des cités nouvelles telles que Brasília et Ciudad Guayana, et plusieurs centres de dimensions moyennes ont atteint un taux annuel de croissance de 10 % ou plus au cours de la décennie 1960-1970. Cela veut dire que la population de ces centres double tous les 6 ou 7 ans. Avec des taux plus faibles, la croissance numérique de la population de Mexico et de São Paulo pendant la dernière décennie a été respectivement de 3,7 millions et de 4,1 millions d'habitants environ. Cela signifie que, dans chacune de ces deux zones métropolitaines, il faudrait créer approximativement, en 10 ans, 1,5 million d'emplois nouveaux et construire 1 million de logements avec les services correspondants, pour absorber l'augmentation de la population et entreprendre un programme qui permette de pallier le manque de logement et de remplacer progressivement ceux qui se détériorent; il faudrait aussi créer 39 000 places environ dans les universités locales et construire 22 000 classes dans les écoles et collèges qui seraient utilisées par deux groupes d'élèves alternativement, et ainsi de suite.

Bien que l'on concentre dans les capitales nationales et dans les principaux centres régionaux les investissements publics et privés les plus importants, les plus grandes possibilités d'emploi et les meilleurs services, l'urbanisation est un phénomène qui englobe l'ensemble du territoire de chaque pays. Elle est due en partie aux migrations en provenance des zones et des centres ruraux vers les villes industrielles et les capitales régionales. La raison essentielle qui pousse les émigrants à se déplacer, c'est la nécessité de trouver, d'abord, un emploi stable et mieux rémunéré et, ensuite, des facilités pour l'éducation de leurs enfants, des services de santé pour leurs familles et une vie sociale plus riche.

Un équilibre plus satisfaisant entre l'économie rurale et urbaine et, par conséquent, une meilleure répartition des possibilités d'emploi et de services sont essentiels si l'on veut développer le potentiel de chaque pays et mieux répartir la population. Toutefois, l'augmentation de la production agricole dans la région a été très loin de correspondre aux objectifs fixés au début de la décennie. Bien que le secteur agricole emploie 44 % de la main-d'œuvre de la région, il a fourni 17 % du produit national, ce qui montre le faible taux de productivité qui est le sien. Il faut en chercher la cause dans l'utilisation d'une technique primitive, dans le système de possession de la terre qui incite au découragement, et dans la fragilité des économies agricoles de la plupart des pays qui dépendent de la production et de l'exportation d'un seul produit. Le secteur industriel, y compris la construction, et le secteur tertiaire se sont développés plus rapidement que le secteur agricole, car ils ont été en partie stimulés par une augmentation importante de la production d'énergie et de la construction d'ouvrages d'infrastructure régionale en général. Toutefois, la technique utilisée et l'insuffisance de la croissance n'ont pas permis de résorber le chômage et le sous-emploi déjà importants.

La population urbaine a augmenté très rapidement. Comme je l'ai indiqué, ce fut un phénomène général auquel les migrations continues des campagnes vers les villes, notamment les centres industriels et les grandes zones métropolitaines, donnèrent encore plus d'ampleur. Le rapide développement urbain ne fut pas accompagné de mesures réalistes pour résoudre le problème de la demande croissante de logements, de services publics et d'équipements collectifs. Les habitations construites de façon anarchique et les maisons misérables à nombreux locataires devinrent le lot d'une grande partie de cette population, et le développement de ces zones fut encore plus rapide que celui des villes proprement dites près desquelles elles s'implantaient.

Dans presque tous les pays de la région, les secteurs de la population ayant des revenus élevés semblent avoir encore accentué l'écart qui les sépare des secteurs à faibles revenus. La population rurale dans sa grande majorité et une fraction importante de la population urbaine vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

Le taux d'analphabétisme a diminué dans tous les pays de la région et le nombre des enfants qui fréquentent l'école s'est élevé à un rythme moyen que l'augmentation de la population a doublé. Le nombre d'étudiants inscrits dans les universités et les écoles techniques s'est également accru proportionnellement. Malgré cela, et par suite de l'absence de mesures capables de résoudre les problèmes de structure agraire et ceux d'une industrialisation mal orientée, les ressources humaines de la région sont encore mal utilisées.

Le taux de mortalité a diminué et l'espérance de vie a augmenté dans tous les pays de la région grâce à des campagnes sanitaires plus efficaces. Toutefois, il existe encore dans chaque pays des différences énormes dans la qualité des services de médecine préventive et d'assistance des zones urbaines et des zones rurales, et les possibilités d'accès à ces services sont très inégales pour les différentes classes sociales.

Quel est l'avenir d'un processus tel que celui dont j'ai parlé? Quelles conséquences a-t-il sur la structure particulière et les villes de chaque pays? Il est indéniable que les pays d'Amérique latine, comme ceux du reste du monde, s'orientent vers l'organisation de sociétés urbaines et que, si l'on n'adopte pas immédiatement une politique d'ensemble et si l'on ne prend pas des mesures préventives, les problèmes que nous avons indiqués deviendront de plus en plus aigus. Cependant, la fonction respective des pays d'Amérique latine et des pays industrialisés n'a pas changé ou ne l'a fait que très légèrement. Les variations des prix du cuivre, du pétrole, de l'étain ou des produits agricoles sur les marchés mondiaux font chanceler les économies nationales. Les efforts tendant à diversifier les exportations et à remédier à la fragilité de l'économie des pays d'Amérique latine, ainsi que les tentatives faites pour mieux intégrer et élargir les marchés régionaux en réduisant les importations, n'ont pas réussi à amé-

liorer notablement la situation de chacun de ces pays. Dans presque tous, les privilèges de classe transmis de génération en génération subsistent ou se sont renforcés, et se manifestent dans les possibilités d'accès à l'éducation, les facilités de travail, les rémunérations, l'alimentation, la santé, le logement, l'utilisation des services publics et les distractions, car les taux de consommation individuelle varient considérablement lorsqu'il s'agit de riches ou de pauvres, d'habitants des villes ou des campagnes. Seuls quelques pays ont commencé à prendre des mesures pour répartir la consommation et assurer un niveau de vie minimal à l'ensemble de la population. De plus, la concentration des richesses, en laissant en marge une grande partie de la population dans chaque pays, contribue à limiter sérieusement sa croissance et, en même temps, maintient l'injustice sociale.

Si les investissements productifs et ceux qui intéressent l'infrastructure sociale continuent à se porter uniquement vers les grandes villes au détriment des régions et des centres ruraux, si chaque pays n'utilise pas avec plus d'efficacité ses ressources naturelles et humaines pour élargir et diversifier l'économie nationale, si l'on ne modifie pas les rapports sociaux en cherchant à améliorer le sort des classes ouvrières, si l'on ne s'emploie pas à créer une structure agraire et urbaine qui soit adaptée à des pays disposant de peu de capitaux et, à court terme, d'une capacité limitée de formation de capital et d'une main-d'œuvre abondante encore peu qualifiée, et, surtout, si l'on ne fait pas naître dans chaque pays la conviction que les secteurs riches de la population doivent partager leurs avantages traditionnels avec les secteurs pauvres, si tous ces principes et toutes ces mesures ne sont pas adoptés, alors je ne vois vraiment pas comment on pourrait résoudre les problèmes de l'Amérique latine, et moins encore ses problèmes urbains. Si les tendances qu'on observe actuellement ne

⁹ Qu'elle soit spontanée ou dirigée, l'architecture d'aujourd'hui est rarement satisfaisante.

a) À Manaus (Amazonie) des maisons construites sur radeaux se mettent à flotter au moment de la crue annuelle du Rio Negro. Seules les maisons sur hauts pilotis (au fond à gauche) sont à l'abri de la crue qui peut dépasser 10 mètres.

b) La réponse donnée à la demande de nouveaux logements est presque toujours dénuée d'imagination et met obstacle à une vie communautaire plus active et plus variée. Vue d'un quartier neuf de San Juan de Porto Rico.





9 b

sont pas modifiées, nous allons avoir des villes construites sans les équipements les plus indispensables, dont un pourcentage croissant de la population sera sous-employé, où les logements, l'eau courante, les transports, les égouts, l'électricité et les communications seront de plus en plus insuffisants, et dont les équipements collectifs seront de plus en plus inadaptés. Il est alors facile de prédire que les villes futures seront en grande partie construites par leurs propres habitants et que leur croissance démographique et spatiale n'obéira pas à des directives tendant à favoriser l'ensemble de la population, mais aux pressions de groupes qui ont intérêt à spéculer sur les terrains et les loyers urbains et à maintenir une ségrégation des habitants suivant leurs revenus.

Ces tendances peuvent être corrigées. Il n'y a pas de raison de croire que la croissance urbaine doit être improvisée comme elle l'a été jusqu'à maintenant. Cuba nous a montré ce qu'on peut faire avec des ressources limitées, avec un petit nombre de techniciens et sans recherches approfondies pourvu qu'il existe une volonté nationale et une large participation. En moins de dix ans, son gouvernement a réussi à réduire de façon draconienne l'inégalité des niveaux de vie et des conditions qui séparaient la population urbaine de la population rurale, à tirer celle-ci de son isolement, à développer une économie de plein emploi et à décentraliser les services éducatifs et sanitaires, en même temps qu'il arrêterait la croissance de la ville principale et commençait à instaurer un équilibre entre les villes et les campagnes dans leurs aspects sociaux et économiques essentiels. D'autres pays ont montré qu'il existait plusieurs moyens de parvenir à une solution. Certains de ces moyens ne modifient pas brusquement une situation ancestrale, mais contribuent à créer les conditions préalables qui permettront de résoudre quelques-uns des problèmes les plus graves.

Dans les voies nouvelles que lui ouvre la Table ronde de Santiago du Chili, le musée peut aider à mettre en lumière les problèmes sociaux du développement des villes en Amérique latine et encourager la population à s'y intéresser activement.

[Traduit de l'espagnol]

Mario E. Teruggi

Musée et développement scientifique et technique

En général, au niveau de sa profession, le muséologue ne se préoccupe pas tellement du développement scientifique et technique du monde actuel. Situé au centre du microcosme fascinant qu'est le musée, il passe son temps à s'occuper des collections et à étudier les améliorations ou les modernisations qu'il peut introduire dans les salles d'exposition. Cette passion professionnelle est compréhensible et absorbante, mais ce n'est pas la seule raison qui le fait se désintéresser des progrès scientifiques et techniques qui sont réalisés chaque jour. Il se trouve, en outre, que les muséologues sont généralement des personnes qui ont reçu une formation humaniste et pour lesquelles le langage des sciences, leurs répercussions et même l'attitude vitale de l'homme de science apparaissent presque comme incompréhensibles.

En muséologie, c'est la culture humaniste qui prédomine et elle ne prépare pas à l'analyse et à l'évaluation du développement scientifique et technique. La seule exception, nous la trouvons dans les musées des sciences où le personnel spécialisé est le représentant des deux cultures définies par C. P. Snow, qui coexistent dans une symbiose relativement acceptable.

Cependant, quelles que soient l'attitude et la formation du muséologue, le fait concret et réel est que l'humanité est en train de changer à une rapidité incroyable grâce aux progrès scientifiques et techniques, et c'est pourquoi personne ne peut échapper à ces progrès et encore moins les ignorer. Quelques exemples suffisent pour le prouver. Pensons que, si dans les deux prochaines décennies la science parvient à maîtriser ou à contrôler un grand nombre de maladies cardio-vasculaires et de dégénérescence, cette conquête entraînera automatiquement un allongement de la vie qu'on peut évaluer en moyenne à huit ou dix ans. Ce supplément de vie provoquera une série de complications et de perturbations sociales dont on ne peut encore mesurer l'importance. Considérons, si l'on veut, l'« ingénierie génétique » comme on l'appelle, qui est déjà capable théoriquement — et même dans des conditions expérimentales de laboratoire — de produire des êtres vivants dont on aura réglé ou modifié les caractères somatiques, physiologiques et psychiques. L'ingénierie génétique pourrait même être appliquée aux êtres humains, de sorte qu'on parviendrait à engendrer des hommes et des femmes conditionnés pour répondre aux besoins et réaliser les activités souhaitées par un pouvoir central quelconque. C'est-à-dire « *Brave, new world* » devenu réalité... Ou, si l'on préfère, on peut examiner les perspectives qu'offre la technique des microcircuits qui permettra de monter des milliers de transistors sur quelques millimètres carrés de surface et, par conséquent, de fabriquer des cerveaux électroniques incroyables, de dimensions réduites et à la portée de petits budgets.

Pour peu qu'on médite sur ces possibilités — et sur beaucoup d'autres qu'il serait trop long d'énumérer — il est évident que le monde des musées ne pourra jamais échapper au progrès scientifique et technique. Il s'agit simplement de prévoir la façon dont il sera concerné, afin de parvenir à ce que ce progrès soit profitable à la muséologie.

Il est un premier aspect, le plus facile et le plus visible, qui peut être examiné immédiatement: c'est l'utilisation en muséologie des progrès de la science et



de la technique, puisqu'ils ont ouvert et ouvriront encore d'immenses domaines d'application. Il est bien connu que la personne qui assiste à un événement de grande importance parvient rarement à saisir toute la signification de ce qu'elle a vu ou entendu. Ceci est évident en ce qui concerne la télévision : l'humanité l'accepte comme un « phénomène naturel », par suite de la capacité étonnante qu'a l'homme d'assimiler rapidement les conquêtes techniques. Et, cependant, on a dit que la découverte de la télévision a des conséquences aussi importantes que l'invention de l'écriture. La télévision a créé un clivage, elle a provoqué une rupture dans le déroulement de l'histoire de l'humanité qui a ainsi été partagée en deux périodes : l'ère d'avant la télévision et l'ère de la télévision, de la même façon que, en ce qui concerne l'écriture, nous distinguons la proto-histoire de l'histoire. Combinée avec l'électronique et complétée par elle, la télévision est en train de forger la société actuelle et le fera bien davantage encore dans l'avenir immédiat.

¹⁰ Le manque de musées des sciences et de la technologie en Amérique latine entrave ou retarde la naissance de vocations parmi la jeunesse qui ne peut ainsi s'orienter vers des domaines techniques comme ces jeunes gens d'une entreprise spécialisée (SIAP, La Plata).

12
 Bien que Buenos Aires soit la ville de langue espagnole la plus peuplée et une des principales cités du monde, il n'y a que sept ans qu'elle possède un planétarium. Le même édifice abrite en outre un petit musée de météorites.



Beaucoup de choses, sous leur forme actuelle, sont menacées directement par le couple télévision-électronique : les systèmes classiques d'enseignement, l'industrie du livre, la classification des objets... Malgré cela, c'est avec beaucoup de timidité que le muséologue a recours aux possibilités offertes par ces techniques et par d'autres qui sont ou seront disponibles dans peu de temps, telles que les applications qui peuvent être faites de la lumière et du son, et qui, éventuellement, permettront comme par miracle de pouvoir contempler un objet n'importe où, sans que cet objet soit réellement présent. Le musée pourra entrer directement dans les foyers... Mais il est évident que tout cela est un peu l'univers de la science fiction, un monde où, en poussant les choses jusqu'à leurs ultimes conséquences, les musées eux-mêmes disparaîtront et seront remplacés par des images de musées à trois dimensions.

Compte tenu des possibilités immenses, mais encore inexploitées, qui s'offrent aux musées dans l'avenir, qu'il suffise pour le moment d'indiquer qu'on n'a pas encore utilisé en muséologie les ressources disponibles. Cela peut s'expliquer en partie par l'apathie et l'ignorance des muséologues, mais on peut aussi l'attribuer au manque de fonds. Quoi qu'il en soit, laissons ici la question de la répercussion directe que peuvent avoir la science et la technique sur les musées, et passons à des aspects plus vastes qui intéressent notamment l'Amérique latine.

Le fait le plus significatif — négativement — en ce qui concerne les musées latino-américains, c'est l'absence de bons musées des sciences et des techniques. Il y en a beaucoup qui ont pour objet l'histoire et l'art ; un bon nombre s'intéressent aux sciences humaines (archéologie, ethnographie, anthropologie), et quelques-uns aux sciences naturelles, mais aucun à la science et à la technique. Cette abondance relative de musées, reconnaissons-le, est universelle, et on la trouve même dans des continents développés comme l'Europe. Elle est due à la prédominance de l'humanisme dans le monde des musées. Cependant, j'ai pu constater que, depuis 1955, l'Icom a pleine conscience des déficiences des musées latino-américains et, en plusieurs occasions, s'est efforcé d'intéresser les gouvernements nationaux à ce problème (sans résultats jusqu'à présent).

Il y a diverses raisons pour lesquelles les musées des sciences et des techniques ne sont pas développés en Amérique latine, notamment le manque de moyens financiers, la faible expansion industrielle de nombreux pays, les entraves bureaucratiques, l'absence d'intérêt de la part des gouvernants, etc. Il faut ajouter à cela un autre motif essentiel : la prédilection des peuples méditerranéens pour les questions touchant à l'humanisme qui se manifeste dans leurs systèmes d'éducation, aussi bien primaires que secondaires. Quoi qu'il en soit,



12
En Argentine la recherche, que symbolise ici le radio-télescope de Percyra, situé entre Buenos Aires et La Plata, est bien développée, mais, dans certains pays latino-américains, elle est embryonnaire ou quasi inexistante.

il est un fait que l'Amérique latine n'a pas de musées des sciences et des techniques qui soient des centres importants d'enseignement et de formation pour les citoyens et, en particulier, pour la jeunesse.

Sans vouloir insister sur ce qu'il y a de lamentable dans cette situation, il faut se souvenir que l'Amérique latine est constituée de nations sous-développées ou semi-développées qui, si elles veulent combler leur retard, devront utiliser les ressources et les procédés de la science et des techniques. La seule façon de réussir, c'est de former des hommes de science et des techniciens, car, sinon, dans le meilleur des cas, il faudrait avoir recours à ce qu'on appelle les « techniques de marques » ; bien entendu, les pays qui les utilisent continuent à dépendre des nations plus développées, puisqu'ils se limitent à copier des techniques qui ont été créées ailleurs, et pour lesquelles ils doivent payer des droits considérables.

Il est urgent pour l'Amérique latine de développer ses possibilités propres sur des bases solides qu'on ne pourra établir qu'en faisant progresser la science et la technique, et c'est là que les musées — du moins certains d'entre eux — peuvent contribuer à faire prendre conscience de ces problèmes par la nation. Car dans certaines sphères gouvernementales latino-américaines, on estime que la science et la technique sont des articles de luxe, des extravagances qui manquent d'intérêt et d'importance, des charges que les États doivent supporter dans un esprit magnanime comme ils le font pour une infinité d'activités culturelles. C'est pourquoi, si, dans chaque pays, l'on ne se persuade pas à tous les niveaux que, sans la science et la technique, on ne peut développer les possibilités matérielles, on n'avancera pas et, même, en restant immobile, on prendra du retard sur les nations qui continuent à évoluer.

Non seulement le progrès latino-américain doit passer par la science et la technique, mais c'est là le seul moyen d'éviter que les pays ne gaspillent le bien le plus précieux qu'ils possèdent : les intelligences. Personne n'ignore en effet que les pays en voie de développement utilisent très mal les cerveaux dont ils disposent. Non seulement ils n'en profitent pas, mais, même, dans certains cas, comme celui de l'Argentine notamment, ils en arrivent à la situation absurde qui consiste à exporter des hommes de science et des techniciens.

La perte des intelligences — par manque de préparation, par mauvaise utilisation ou par suite de l'émigration — est due à toute une série de motifs. On attribue généralement l'exode des cerveaux à des facteurs économiques (rémunérations insuffisantes), politiques (difficulté d'obtenir ou de conserver des postes techniques si l'on n'a pas les mêmes idées que le gouvernement en fonction), et à des complexes de frustration résultant de l'incompétence des orga-

nismes responsables de la recherche, du manque d'équipements et de locaux adéquats, de l'impossibilité de poursuivre les programmes de recherches, etc. Quelle qu'en soit la cause, il est difficile de ne pas sentir que la nation a une certaine responsabilité dans cet exode des cerveaux.

On se rend fort bien compte que les intelligences ne sont pas utilisées en Amérique latine (cela vaut aussi pour d'autres continents, puisque bon nombre des déficiences que nous avons signalées sont universelles), car les universités ne remplissent pas encore la fonction moderne qui devrait être la leur, c'est-à-dire conseiller les gouvernements dans les domaines scientifique et technique. Tout en les aidant, l'État les dédaigne souvent pour des raisons politiques, et n'a recours à elles qu'en de très rares occasions, pour leur confier l'étude de problèmes ou de questions d'intérêt national ou même local. L'État latino-américain est très jaloux de ses prérogatives et il se refuse à les partager avec quiconque, même s'il ne s'agit que d'aspects techniques; il préfère avoir ses propres services techniques — il sent confusément que les universités ne lui appartiennent pas — lorsqu'il n'a pas recours à des entreprises privées.

Tout cela revient à dire que l'Amérique latine n'a pas encore transformé le rôle joué par les universités, comme cela a été fait au cours des quatre dernières décennies dans les pays développés. Dans ceux-ci l'université est devenue un centre très important de recherches tout en continuant à remplir ses fonctions traditionnelles, mais, dans les pays en voie de développement, elle se limite à dispenser un enseignement et à délivrer des diplômes, sans assumer la fonction d'organe consultatif de l'État; l'homme de science et le technicien universitaire y restent dans une large mesure à l'écart des tâches nationales et ne peuvent intervenir dans les problèmes qui se posent.

L'absence de formation d'hommes de science et de techniciens constitue également une perte de cerveaux très importante. Les causes en sont multiples et sont liées à la réalité sociale, économique et culturelle de l'Amérique latine. Par conséquent, les solutions ne peuvent être partielles et encore moins consister en des formules ou des recettes à usage général, car les niveaux de développement des pays d'Amérique latine sont extrêmement différents, beaucoup plus que ceux des nations européennes. Chez certains, le développement scientifique et technique n'a pas encore commencé; dans d'autres, il a atteint un degré élevé, et seuls manquent les mécanismes qui lui permettront d'avoir une action harmonieuse.

Tout ce gaspillage de cerveaux — beaucoup plus grave que celui des ressources naturelles — doit disparaître si l'on veut que l'Amérique latine puisse « décoller » dans les domaines scientifique et technique. A cette fin, les peuples doivent être préparés et informés des plans de développement prévus. Et, pour ces nouveaux problèmes, pour cette préparation fondamentale qui est nécessaire au « décollage », il convient de se demander quel est le rôle des musées.

En tant qu'homme de science — non en tant que muséologue — je puis affirmer que les musées n'ont pas de contacts avec la réalité scientifique et technique qui les entoure. Pour beaucoup d'entre eux, notamment les musées d'art et d'histoire, il est impossible de l'exprimer dans leurs expositions et leurs activités. De plus, les musées qui pourraient offrir au public une vue d'ensemble de la science actuelle le font souvent d'une façon insuffisante ou sans enthousiasme. C'est pourquoi aucun musée ne fait sentir au spectateur que la science et la technique sont deux géants qui vont de pair et qui sont en train de modifier inexorablement le monde et l'humanité, et que notre civilisation et notre avenir leur sont étroitement subordonnés. Plus ces géants grandiront, plus la misère, la pénurie, l'ignorance, l'infortune individuelle et collective diminueront. Cependant, les musées oublient cela et, même, comme des autruches, cachent leur tête pour ne pas le voir.

Ce pourrait bien être là l'avis d'un homme de science qui n'a rien à voir avec les musées et qui exigerait que ceux-ci contribuent à faire comprendre l'importance et la portée de la science et de la technique. Mais dès que nous abordons ce domaine, nous nous heurtons aussitôt à la conception que nous avons du



13



14

13 L'Institut interuniversitaire de biologie marine de Mar del Plata est un autre exemple de développement scientifique. Parallèlement à ses recherches halieutiques, l'institut mène une action culturelle au moyen d'un musée spécialisé.

14 Le niveau technique élevé, comme celui de cette fabrique d'instruments météorologiques de La Plata, par exemple, et la forte industrialisation de l'Argentine ne se sont pas encore concrétisés dans un musée des sciences et de la technique.

rôle et des objectifs du musée dans la communauté actuelle. Nous nous limiterons ici à souligner que, puisque les peuples latino-américains ne pourront être libérés de la misère et de l'ignorance que par la science et la technique, quelqu'un doit commencer à tracer la voie qui conduira au développement. Et comme les musées, qu'on le veuille ou non, font partie du système éducatif de chaque pays, ils ne peuvent négliger ni ignorer les aspects qui rendent le monde tel qu'il est ou qui amèneront la prospérité.

Étant donné que, par leur nature, la plupart des musées ne peuvent s'occuper de ces questions, il faudrait alors multiplier ceux qui seront capables de le faire. Si l'on met à part les futurs musées intégraux — que propose la table ronde pour répondre aux besoins du monde latino-américain — il est évident que les musées des sciences et des techniques sont indispensables... et ce sont précisément ceux qui manquent. Toutefois, peut-être n'est-ce pas tant le grand musée qui est nécessaire — du genre du Deutsches Museum, du Musée de Chicago, du Palais de la Découverte et d'autres semblables — car il ne peut être construit que par les pays dont le développement technologique est suffisant, mais plutôt le musée de dimensions plus réduites, quoique dynamique et actif, qui sache mettre à la portée de l'adulte, du jeune homme et de l'enfant — surtout de l'enfant — les conquêtes de la science et de la technique, en expliquant la signification qu'elles ont pour la société. Car l'un des graves problèmes d'Amérique latine réside dans le fait que les connaissances scientifiques et techniques ne sont pas transmises comme il conviendrait depuis le niveau le plus élevé jusqu'au peuple qui doit les sentir, les expérimenter et les appliquer. L'Amérique latine manque d'« intermédiaires de la science et de la technique » qui comprennent le langage scientifique et l'expliquent aux masses ignorantes.

Pour que le développement s'engage sur la bonne voie, les gouvernants d'Amérique latine doivent arriver à comprendre que l'éducation du peuple est nécessaire et qu'elle est pour eux un devoir patriotique, ce qui implique qu'il faut tout d'abord l'arracher à l'ignorance servile et à l'analphabétisme, puis le familiariser avec le monde de la science et de la technique et lui apprendre à les utiliser à son profit.

Il est évident que, si l'on veut faire prendre conscience de l'importance de la science et de la technique dans l'évolution de l'humanité, c'est en dernier ressort pour favoriser la formation de spécialistes qui soient capables d'arracher ces pays au marasme du sous-développement. C'est pourquoi il est vital et essentiel, nous le répétons, que les hommes de science et les techniciens soient originaires d'Amérique latine, non pas tant parce qu'on suppose qu'ils prendront plus d'intérêt à leur tâche par esprit patriotique, mais parce que l'engagement de spécialistes étrangers est une étape ou un palliatif, jamais une solution. Les maux du sous-développement ne seront supprimés que dans la mesure où l'on utilisera effectivement toutes les ressources du pays, et la population constitue de beaucoup la plus importante. Sans les intelligences qu'elle produit, on ne pourra obtenir aucun résultat, et ces intelligences, il faut les former et les préparer aux conquêtes futures pour le bien de la collectivité.

Afin d'empêcher qu'on introduise simplement les techniques de marques et d'éviter en même temps l'exode des cerveaux, les pays latino-américains pourraient par exemple s'unir pour que le transfert de la technologie, et même de la science, puisse intervenir entre eux. Bien des progrès peuvent être faits en ce domaine, notamment entre pays limitrophes, car certains sont capables de fournir des techniciens à ceux qui n'en ont pas. Il est même possible d'envisager la création d'entreprises ou l'élaboration de projets communs dont chacun pourrait bénéficier.

Lorsqu'ils s'efforcent d'encourager la science et la technique, les gouvernements commettent parfois de grossières erreurs. L'une d'elles — qui se produit fréquemment — consiste à favoriser uniquement ce qu'on appelle la « science appliquée » au détriment de la recherche fondamentale. Une telle politique ne conduit qu'au développement des techniques de marques et les pays qui l'adoptent dépendront toujours des progrès réalisés dans des centres de recherche étrangers et, par conséquent, les utiliseront avec du retard. Le véritable développement doit s'appuyer à la fois sur la science pure et sur la science appliquée; sinon, on tombe dans les griffes des vendeurs de technologie qui agissent pour des intérêts économiques sans tenir compte des nécessités nationales.

On voit que les problèmes du développement scientifique et technique d'Amérique latine sont énormes. Au cours des vingt prochaines années, il faudra travailler activement à les résoudre en encourageant la formation de spécialistes grâce à des bourses et à des subventions accordées à différents niveaux, en planifiant la science et la technique, en appliquant les techniques modernes dans l'agriculture, l'élevage, les mines et l'industrie, etc. Dans cette lutte sans merci contre le sous-développement les musées devront avoir leur part. Il leur faudra faire comprendre l'importance de la science et de la technique, préparer à la vie. Et s'ils ne peuvent pas présenter grand-chose du passé scientifique et technique parce que le pays n'en a pas, ils devront montrer ce qu'il est possible de faire, ils seront les exposants de l'espoir.

L'habitant de l'Amérique latine a hérité de la pauvreté des indigènes qui vivaient surtout de la chasse et de la cueillette. De plus, il est le descendant — pur ou métis — des pauvres d'Europe, d'Afrique et d'Asie qui l'ont peuplée pour « faire l'Amérique ». Le Latino-Américain est donc deux fois pauvre. Pour sortir de cette double pauvreté, il a besoin de toute l'aide de la science et de la technique, et celles-ci, à leur tour, doivent s'appuyer sur l'éducation. C'est là, à la limite entre l'éducation générale et la recherche pure et appliquée, que le musée doit trouver sa place et réaliser sa tâche au profit de l'Amérique latine.

[Traduit de l'espagnol]

Musée et éducation permanente

Juan Gómez Millas



L'idée que celui qui avait reçu une formation devait élargir et revoir ses connaissances pour que son travail reste efficace a commencé à se distinguer du concept de l'« extension » de l'enseignement et autres formes d'instruction destinée aux adultes après la deuxième guerre mondiale et à la suite des réflexions et des expériences qui ont été faites pendant cette période. A cette époque, il avait fallu former un personnel qui puisse servir sur les différents fronts de guerre ou améliorer l'économie, l'administration et l'information sur le territoire des puissances combattantes. Il était également nécessaire de maintenir des contacts avec des populations et des sociétés très différentes, dont la culture, le comportement, les valeurs étaient peu connus de certains groupes d'experts.

Il ne s'agissait pas alors de résoudre seulement des problèmes linguistiques ou sémantiques, mais, aussi, beaucoup d'autres dont certains comportaient des

¹¹ L'alphabétisation, phase importante de l'éducation, intéresse toutes les générations. École du soir. Sutatenza (Colombie).

transferts compliqués et urgents de technologie, diverses situations d'ordre émotionnel, dont le règlement nécessitait aussi bien des recherches fondamentales en différentes sciences que des innovations d'ordre social.

Les expériences réalisées au cours des différentes phases de la grande expansion moderne par les pays colonisateurs ont dû de nouveau être examinées et évaluées compte tenu des situations nouvelles, avec l'aide des sciences sociales et anthropologiques, politiques et économiques, afin de parvenir à une efficacité aussi grande que possible, mais dans le temps le plus bref. Leurs conclusions n'ont pas toujours été satisfaisantes, car il fallait improviser des méthodes de travail sur le terrain. L'absence de recherches plus approfondies sur la psychologie sociale, l'anthropologie culturelle et les relations entre les systèmes sociaux et le milieu naturel se faisait sentir. De toutes façons, les analyses et les observations qui ont été réalisées constituent aujourd'hui une richesse, étant donné les progrès effectués au cours des deux dernières décennies dans le domaine des sciences et des techniques du comportement, des sciences sociales et culturelles. L'examen anthropologique des communautés du tiers monde, les études et les expériences faites dans les pays socialistes et l'analyse des sous-cultures au sein des sociétés développées ont été particulièrement importants.

Le nationalisme et l'aspiration au développement qui caractérisent les mouvements d'indépendance qui ont eu lieu dans le tiers monde dans les années de l'après-guerre ont fortement encouragé le désir de procéder à des changements structurels et révolutionnaires et à sa « modernisation », ainsi que la recherche de modèles bien adaptés, de méthodes efficaces, de liens internationaux, etc. Fallait-il alphabétiser? Quel genre d'alphabétisation convenait-il de réaliser? Éducation fonctionnelle? Éducation intégrale de la communauté? Fallait-il se préoccuper davantage des enfants et des jeunes gens que des adultes et des vieillards? Serait-il possible de faire adopter par toute la population les nouveaux modes de vie et les valeurs nouvelles? Et il y avait ainsi beaucoup d'autres questions qui restaient sans réponse précise. De toute façon, il fallait inventer de nouveaux modèles et mener des actions rapides qu'on poursuivrait pendant de longues années. L'éducation apparut alors comme l'une des stratégies politiques les plus prometteuses et c'est pourquoi il n'est pas surprenant que de nombreuses institutions de diverse nature soient devenues éducatives par certains aspects. L'idée que l'éducation n'était pas seulement du ressort de l'école commença à se faire jour. Il est évident qu'au nombre de ces nouvelles institutions éducatives on compte d'abord les musées. Ceux-ci avaient déjà entrepris leur tâche éducative en diverses parties du monde; ce fut notamment le cas des musées soviétiques et chinois qui servirent à l'éducation des masses.

Certains principes se dégagèrent dont j'indique ici les plus importants d'un point de vue général: *a)* toute culture doit être conçue comme un système contenant les éléments nécessaires pour assurer l'existence des êtres humains qui en font partie; les biens culturels doivent pouvoir être compris par d'autres cultures et sociétés et passer de l'une à l'autre; *b)* les transformations qui affectent une culture sont moins traumatisantes lorsqu'elles sont rapides et globales que lorsqu'elles sont lentes et partielles; *c)* les changements sont féconds lorsqu'ils sont dus à l'initiative des groupes intéressés et il faut insister sur les éléments qui peuvent se compléter efficacement dans leurs aspects culturels et non seulement dans certains d'entre eux (par exemple, développer l'éducation sans l'accompagner des transformations sociales qui la favorisent ou l'entretiennent; entreprendre un processus d'industrialisation qui ne peut être soutenu par le reste de la culture); *d)* le mot écrit n'est pas seul capable d'instruire; les autres sens ont également un rôle éducatif, aussi bien que le contact direct avec les choses, l'expérience des phénomènes, la participation à l'évolution de la nature et de la société.

Certains de ces principes, notamment le dernier, avaient déjà été appliqués dans diverses parties du monde et dans différents contextes. Ainsi, par exemple, les Land Grant Colleges entreprirent aux États-Unis d'Amérique, vers le



16 a



16 b

16
Le désir d'apprendre et la curiosité sont à la base du savoir, a) Femme araucane, devant sa maison, regardant dans un théodolite; b) alphabétisation des Indiens Urus sur les îles flottantes du lac Titicaca.

milieu du XIX^e siècle, de pratiquer l'« extension » agricole ou industrielle afin de mettre la technique au service des hommes qui étaient en contact direct avec les phénomènes naturels ou sociaux; ils publièrent des revues destinées aux paysans, aux industriels et aux artisans, qui mettaient à leur portée les résultats de la science et de la technique appliquée, notamment ceux qui étaient en relation directe avec leurs propres activités. Cette extension fut pratiquement un système d'éducation libre et permanente qui nécessitait peu de formalités et n'était nullement obligatoire, mais qui était utile à ceux qui avaient l'ambition de perfectionner et de développer leurs aptitudes, de prospérer et de rivaliser avec leurs semblables. Des projets similaires virent le jour dans beaucoup de pays européens, pour certains à partir du XVIII^e siècle et pour d'autres au XIX^e et au XX^e siècle. Il existe une différence importante entre ce genre d'éducation libre et permanente et celle que l'on conçoit aujourd'hui comme étant permanente; c'est que, dans le premier cas, un établissement éducatif, public ou privé, assumait la responsabilité d'offrir cet enseignement à l'individu, tandis que, dans le second cas, il s'agit d'institutionnaliser ce service directement ou indirectement, de l'intégrer à la vie de l'individu, de lui donner un contenu d'ensemble social et culturel, et non pas d'en faire une simple formation en vue de l'exercice d'un métier ou d'une profession.

Parallèlement aux services d'extension, on a créé, dans plusieurs pays, en Europe comme en Amérique, des cours populaires du soir auxquels assistaient des jeunes gens et des adultes qui travaillaient pendant la journée. Ils y développaient leurs connaissances et parfois leurs capacités; dans certains endroits, ces cours prenaient la forme d'un véritable enseignement professionnel, mais concernaient particulièrement un métier. Ils étaient réglés pour la plupart par des normes scolaires, mais aucune de ces écoles ne pouvait être considérée comme une institution d'éducation permanente telle que l'exigent les conditions actuelles.

La création d'une éducation permanente et (ou) périodique a été rendue nécessaire par le fait, constaté dans le monde entier, que les changements s'accélérent de plus en plus dans tous les domaines, qu'ils soient sociaux, scientifiques, techniques, ou qu'ils concernent le milieu naturel. Cette accélération caractérise le monde contemporain, même dans les sociétés les plus primitives. On a commencé à en prendre conscience à la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle a été analysée sous divers angles et même dans ses effets sociaux et psychologiques. Ces études ont fait pousser un cri d'alarme et d'angoisse aux planificateurs des services sociaux et éducatifs aussi bien qu'aux responsables de l'industrie et de la politique.

Les modifications de plus en plus rapides qui interviennent dans la plupart des processus techniques apparaissent aussi par voie de conséquence dans la structure du travail, dans la vie sociale, dans l'activité internationale ou dans la vie privée; on les observe même dans la façon de proposer et de susciter des émotions esthétiques ou de nouvelles sensations. Il n'est guère possible de trouver une certaine logique dans le tourbillon de ces transformations; on a réussi à en expliquer une quand déjà elle a été modifiée par une autre. Le fossé qui se creuse entre les générations ne peut plus se calculer en dizaines d'années, mais en groupes d'âge de plus en plus rapprochés. En même temps que se produisent ces changements dans toutes les sociétés et les cultures, aussi bien dans les nations développées que dans les pays en voie de développement, on voit apparaître des failles qui, dans chaque société, séparent des sous-groupes culturels et sociaux, de sorte qu'il a fallu faire un grand effort dialectique pour pouvoir établir des systèmes de communication et d'information qui rendent au moins possible le dialogue rationnel entre ceux qui ont reçu une formation de niveaux différents ou dans diverses spécialités. On est bien au-delà du fossé entre deux cultures dont on a parlé dans les années cinquante; il s'agit maintenant de plusieurs sous-cultures que séparent de nombreux problèmes sémantiques.

Le système de communications qui s'étend au monde entier permet aujourd'hui à un individu, où qu'il soit, d'assister à ce qui se passe ailleurs, et cet « ailleurs » qui était pour nos parents quelque chose de lointain et de confus se trouve pour nous « ici » même, nous le voyons et nous le sentons, mais nous nous demandons si nous le comprenons ou non; on dirait que l'excès de « lumières » nous empêche de distinguer les choses, qu'il nous aveugle et nous confond.

Les connaissances sont rapidement dépassées, aussi bien dans les sciences de la nature que dans les sciences humaines et sociales, et de nouvelles disciplines de plus en plus complexes apparaissent continuellement dans les domaines où les phénomènes s'interfèrent. Connaître une discipline scientifique sous sa forme classique c'est presque ne pas la posséder, si l'on ne perçoit pas qu'elle est liée à d'autres disciplines proches ou lointaines ou qu'elle s'y intègre. Il devient de plus en plus difficile pour l'homme de science et le technicien d'œuvrer individuellement; il faut travailler en groupe et codifier un langage qui permette aux différents spécialistes de s'entendre. Ce qui sert à comprendre l'art vaut également pour les études du microscope ou pour les sons de l'électronique. Il apparaît ainsi dans des domaines où les découvertes ouvrent de nouvelles voies pour percevoir les « moments » où la science et l'art s'intègrent dialectiquement et répondent aussi au désir d'unification de la pensée qui aspire

à modeler un système fonctionnel et structuraliste qui rende compte du monde dans son ensemble. L'éducation permanente, fonctionnelle et intégrant les diverses disciplines, correspond exactement au rôle actuel du musée. On peut lui appliquer l'excellente définition que l'économiste polonais Ignacy Sachs donne du travail interdisciplinaire dans « The logic of development »¹.

Le problème de l'éducation de l'homme se pose ainsi sous une forme nouvelle. Dans le cercle socratique, le sens de la vie de l'homme était l'action humaniste ; on parlait de la découverte de soi, de l'« ek-sistence » de l'être humain, et la pensée « réfléchie » était le véhicule et la tâche humaniste du « sage ». D'une certaine façon, c'était un idéal de vie de type contemplatif ; la vie de l'homme était un système d'éducation permanente, et de là naquit l'humanisme romain.

Lorsque l'homme contemporain veut imaginer un avenir heureux, il ne le décrit plus sous la forme d'un jardin édénique, d'une nature luxuriante, mais dans le cadre d'une technique où le travail humain est remplacé ou complété en grande partie par des mécanismes qu'il a inventés et qui lui obéissent, qui prolongent nos sens et augmentent nos possibilités ; il espère ainsi échapper à l'aliénation, non pas grâce à l'art, comme le pensait Schiller, mais grâce à la technique. Lorsqu'il fuit la ville pour aller à la campagne, l'homme n'abandonne pas non plus ses préférences pour la technique, il l'emporte avec lui ; s'il veut visiter les parcs nationaux, il doit faire la queue pour y entrer.

L'éducation permanente est un moyen pour adapter l'homme à un nouvel univers et une tentative pour échapper à ses contradictions dramatiques et à ses déséquilibres de plus en plus marqués. Aujourd'hui, si quelqu'un veut retrouver un monde idyllique et bucolique, il doit devenir un « hippy » ; mais il s'expose alors à ce qu'on l'accuse de crime contre la culture, parce qu'il brise le rêve « tranquille » de la technique, du « développement », du « produit par habitant » et de beaucoup d'autres illusions dont elle se berce. L'éducation en bonne et due forme, volontaire, a dû se transformer en une éducation obligatoire pour toute la vie.

L'obligation de cette éducation permanente n'a pas à être stipulée par une loi, elle est une nécessité vitale. Puisque la scolarisation de l'individu ne peut être prolongée indéfiniment, on a conçu un processus éducatif grâce auquel le travailleur, libéré en grande partie par les mécanismes techniques, se décharge d'une partie de son travail et peut ainsi avoir accès à un paradis techniquement organisé qu'on a appelé les « loisirs culturels ». Moyennant de nouvelles pressions sociales, il peut vivre dans ce paradis en espérant constamment atteindre un nouveau bonheur. A l'intérieur de ce système, l'individu vit avec la communauté où dominent la science, la technique et l'art chargés d'une nouvelle signification ; celle-ci ressort de leur sens social très marqué. Leurs rites et leurs symboles sont assimilés grâce à une éducation qui intègre les deux mondes, le monde naturel et le monde social. Le lien qui les unit est l'éducation en tant qu'idéologie.

Les diverses tentatives pour résoudre les problèmes de formation et de recyclage, pour supprimer les différences qui existent entre les classes sociales en matière d'éducation, dans le monde développé comme dans les pays en voie de développement, ont été synthétisées pendant un certain temps dans une vaste conception de l'éducation des communautés. Cette idée, élaborée en grande partie par des spécialistes de l'Unesco, a été adoptée et appliquée par de nombreux pays, notamment dans des zones et des secteurs qui semblaient les moins perméables à l'action éducative en général. Cependant, les communautés sont formées de classes sociales, de groupes d'âge et de sexe différents, de sorte qu'il n'était pas facile de trouver des conditions semblables et, par suite, des méthodes applicables dans tous les cas. Il fallait inventer de nouveaux procédés éducatifs socio-culturels. On a pu constater beaucoup plus clairement qu'auparavant que l'éducation dans le monde actuel présente les plus grandes difficultés et pose les problèmes les plus compliqués, et qu'elle exige par conséquent de nombreuses expérimentations et des innovations en matière sociale. Dans les années cinquante, le problème du développement, à lui seul, avait inspiré plus de

1. *International review journal*, vol. XXIV, n° 1, 1971, p. 42-43, Unesco.

10 000 publications relatives aux systèmes économiques et aux sociétés du tiers monde. Pour définir la notion de « sous-développement », il faut consulter plus de 100 études. Les ouvrages concernant l'éducation dans le tiers monde et les expériences qui y ont été faites se comptent également par milliers. Toutefois, les progrès qui ont été accomplis laissent encore sans solution les problèmes de définition, d'évaluation, de transfert, etc. Les nouvelles sciences relatives au milieu, aux normes et au comportement, fonctionnelles et structuralistes, qui se sont développées au cours des dernières décennies ont ouvert des voies nouvelles pour rechercher une définition applicable à chaque société et à ses méthodes éducatives.

L'éducation permanente ne prétend pas éliminer l'éducation normale, mais plutôt la compléter par des conceptions et des techniques nouvelles adaptées aux grands nombres. La nécessité impérieuse pour tous d'améliorer en quantité et en qualité la production et la distribution des biens, de répondre au défi dramatique que représente l'augmentation vertigineuse de la population, ou de faire face à la compétition sur les marchés internationaux, a imposé l'idée qu'il



17 a

17
La radio et le musée sont d'excellents
moyens d'éducation et de culture. a) Une
salle d'exposition au Museo Nacional de
la Campaña de Alfabetización, La Havane.
b) L'école par la radio intéresse une vaste
population rurale, Sutatenza (Colombie).

était indispensable de compléter l'effort du travailleur par un recyclage continu, par le perfectionnement de ses capacités et (ou), quand la situation l'exigerait, de modifier ses activités et de lui donner une formation adaptée à sa nouvelle profession ou à son nouveau métier. On a constaté non sans raison que les systèmes éducatifs qui donnent une spécialisation prématurée, loin d'être profitables, créent chez les élèves des limitations et un immobilisme qui les rendent imperméables aux transformations de la science et de la technique.

Étant donné que les modifications sous-jacentes à tous les secteurs d'activité ne semblaient pas devoir s'arrêter, mais qu'au contraire les prévisions à moyen et à long terme montraient qu'elles iraient en s'accéléralant, le seul moyen de rétablir l'équilibre entre le travail et l'éducation pour le travail était d'instaurer un système diversifié d'éducation permanente. On ne connaissait aucun organisme financier capable d'apporter son soutien à un projet de cette envergure ; il fallait donc que toute la société participe à une tâche éducative consciente, c'est-à-dire qu'elle se transforme en une société enseignante et que les principes qui inspirent ce dessein aient assez de force pour le rendre réellement dynamique.

Les transformations sociales qui ont lieu dans les pays développés, et aussi dans certains de ceux qui sont moins avancés, ont amené les travailleurs à participer activement, et avec le sens des responsabilités qui sont les leurs, à la



17 b

marche des entreprises. Cette aspiration à la cogestion, qui se fait également jour dans les pays du tiers monde, apparaît comme un modèle de démocratisation du travail permettant d'éliminer certains facteurs d'aliénation. Les études formelles qui sont faites dans les écoles primaires et secondaires de ces pays ne sont guère à même de fournir des modèles et des normes de conduite qui permettent de répondre à ces aspirations nouvelles et de donner aux futurs travailleurs l'expérience et les éléments suffisants pour porter un jugement, afin que cette cogestion soit réalisée de façon rationnelle et avec le sens des responsabilités. Souvent, les transformations sociales n'attendent pas que ceux qui les provoquent soient dans les conditions les plus favorables pour agir et c'est pourquoi il est nécessaire d'instituer une éducation postscolaire permanente. L'éducation nouvelle tendant à instaurer la participation sociale dans le travail ne pourrait être donnée dans des écoles systématiques d'éducation permanente qu'à condition que toute la société soit enseignante.

Si nous acceptons cette idée, nous ne pouvons consentir à ce que cet enseignement soit dispensé sans aucune méthode et sans tenir compte des normes éducatives; nous savons que, si les institutions sociales ou celles qui relèvent du monde du travail sont livrées à leur propre initiative, elles ne sont pas capables de remplir leur mission, et que, par conséquent, elles ont besoin de l'aide de centres spécialisés. Cela implique que l'éducation permanente dans les pays du tiers monde devrait être assurée à la fois par des établissements d'enseignement et par des représentants des secteurs de production tels que les entreprises, les syndicats, etc. Les différentes conventions et les objectifs recherchés, ainsi que les diverses motivations, seraient soumis à une expérimentation continuelle et feraient l'objet de plans à long terme. Les musées auraient alors de larges possibilités de participer efficacement à l'éducation des adultes.

Si les musées, chacun dans sa spécialité, participent à l'éducation permanente, cela ne signifie pas qu'ils se substituent ou se superposent aux systèmes scolaires, mais qu'ils les complètent en cherchant notamment à encourager la créativité et les découvertes et aussi à donner une vision globale des écosystèmes. Pourquoi accumule-t-on dans les musées les objets qui sont les témoignages les plus caractéristiques et les plus précieux du travail de l'homme? Chaque objet-phénomène qui y est présenté est un exemple de créativité et montre que le processus de son élaboration peut s'intégrer à l'évolution sociale ou à la série de moments qu'il représente. Cela nous permet d'envisager la possibilité d'une pédagogie qui organiserait les études autour de « cas » et qui remplacerait en partie les méthodes qui systématisent et isolent utilisées dans les sciences particulières. Les « cas » mettraient en contact l'élève, enfant ou adulte, avec un moment de la vie du passé ou du présent envisagée dans son ensemble, de telle sorte que le tableau se composerait finalement du présent, du passé, du futur, de la nature et de la société, tel qu'il existe dans la réalité.

L'éducation permanente dans les musées peut aussi tendre à apprendre aux maîtres à utiliser à la fois le matériel qu'offrent la nature, l'activité humaine, les goûts, les penchants et le travail sous ses différentes formes.

Par sa nature même, le musée permet une communication non verbale avec l'objet. Il transmet son message par l'intermédiaire de l'objet, celui-ci parlant de lui-même. En réalité, le véritable message a été préparé selon le choix préalable des choses et des phénomènes qu'on veut présenter; il a été organisé dans un but instructif et formateur. Les muséologues codifient les matériaux et les phénomènes en planifiant et en organisant l'exposition d'objets. Ce faisant, ils transmettent leurs connaissances dans des codes qui leur sont propres; les élèves et le public qui regardent décodent le message. Il s'établit ainsi un processus dialectique, pas toujours apparent, entre le personnel du musée, les objets et les enfants ou adultes; c'est un échange continu dans lequel les questions et les réponses éduquent et stimulent les uns et les autres et donnent une vie nouvelle à ce qui semblait mort et oublié. Le musée devient un centre de vie débordante et florissante. Les objets qui furent autrefois vivants, profanes ou sacrés, reprennent vie (*Wiederholung*, Lessing), ils suscitent des opinions nouvelles et deviennent capables de créer un avenir. C'est une tradition vivifiée qui pose des questions à l'observateur et qui offre des réponses à celui qui interroge. Rien ne meurt, tout renaît, même si nous ne savons pas quand, ni comment, ni en qui. Voilà quelle est la tâche du musée, voilà son message éducatif permanent.

Les musées ont la possibilité de devenir des institutions d'où l'on observe la culture dans son ensemble, les relations entre l'homme et le monde et les voies qui s'offrent pour les intégrer l'un à l'autre. On peut y mettre l'homme devant ses dilemmes les plus graves et lui ouvrir les horizons qui lui ont été fermés par l'immobilisme des structures sociales et l'exploitation illimitée des ressources utilisées pour produire et consommer. Les possibilités éducatives qui s'offrent aux musées pour remplir leur nouvelle tâche ont déjà été mises à profit pour beaucoup d'entre eux, et avec d'heureux résultats dans divers pays. Dans la plupart des cas, on a cherché à éveiller ou à encourager des vocations dans la jeunesse: clubs scientifiques ou artistiques, expositions ou foires scientifiques, concours, camps, excursions, assemblées nationales ou internationales, dans lesquels jeunes ou adultes, ensemble ou séparément, interrogent l'avenir. Les ateliers polyvalents offrent aux jeunes gens de multiples occasions de se découvrir eux-mêmes, grâce au contact avec les choses, et de définir leur propre identité. Dans les pays qui disposent de peu de ressources, ces ateliers pourraient servir à un grand nombre d'écoles de différents niveaux pendant la journée; ils devraient être dirigés par un personnel rompu aux méthodes et techniques d'utilisation des choses de la nature ou de la culture; on pourrait aussi en faire des centres communautaires pour les adultes qui y recevraient une formation culturelle et professionnelle. Comme on le voit, les musées ont une vaste tâche à accomplir dans l'éducation permanente de l'avenir.

Traduit de l'espagnol

Musées d'Amérique latine: un tour d'horizon

Argentine

Mario E. Teruggi

18
MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS
NATURALES, Mar del Plata. Détail d'une
salle de paléontologie.



Il est très difficile de porter un jugement sur les musées argentins, car ils sont très nombreux et sont répartis sur un territoire de près de 3 millions de kilomètres carrés. Il est pratiquement impossible d'en donner une vue d'ensemble d'autant plus qu'il n'existe pas de périodique national qui fournisse des renseignements et une documentation sur les musées, leur état, leurs collections, leurs travaux de modernisation ou de rénovation en cours, et sur tous les autres aspects de la muséologie. Malgré cela, on peut généraliser en partant d'expériences personnelles, afin que le lecteur étranger se fasse une idée de ce que sont les musées argentins.

Dans les villes et les agglomérations de l'intérieur, il existe un très grand nombre de musées privés qui s'intéressent généralement à l'histoire, à l'archéologie, à la paléontologie et à la zoologie. À l'origine de la plupart d'entre eux, on trouve généralement un amateur qui, pendant des années, s'est efforcé d'explorer les possibilités de sa région. Ces musées privés recueillent parfois des objets de valeur et même des collections importantes, bien qu'ils ne disposent d'autres ressources que celles de la personne qui les fonde et les dirige. L'exposition est généralement médiocre et elle a lieu dans des locaux insuffisants. Certains musées, cependant, réalisent des présentations de qualité.



19

19
MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Ce musée est un modèle du genre par sa conception moderne et la présentation de ses collections. Vue extérieure du musée.



20

20
MUSEO DE CIENCIAS NATURALES, Viedma. Les musées privés abondent dans les régions les plus reculées ou éloignées des grands centres. Nombre d'entre eux possèdent des pièces de valeur. Le Musée des sciences naturelles de Viedma, au cœur de la Patagonie, en est un exemple. Détail d'une salle d'anthropologie.

Avec le temps, les musées de quelques localités acquièrent une certaine renommée, et les habitants en sont, finalement, fiers. Et, même, beaucoup d'entre eux servent d'ordinaire de lieux de réunions et de conférences, élargissant ainsi leur influence culturelle. De cette façon, petit à petit, par un long cheminement — qui à tout moment peut être interrompu — ils finissent par être reconnus officiellement. Au préalable, il n'est pas rare qu'ils soient adoptés par un club culturel ou sportif.

Les musées privés — les musées d'« enthousiastes » — qui peuvent paraître médiocres et même insignifiants aux yeux du muséologue exigeant, répondent à un besoin local qui, sinon, serait totalement insatisfait. Peut-être, jusqu'à maintenant, n'a-t-on pas suffisamment tenu compte du rôle qui est le leur, notamment lorsqu'ils permettent de prendre conscience de la nécessité des musées. Mais, puisque nous devons traiter des musées d'Argentine, il nous faut commencer par les musées privés qui constituent le premier échelon de la hiérarchie, l'échelon le plus bas et, par conséquent, le plus fréquemment oublié.

De plus, ces musées s'arrangent pour entretenir des relations et établir des liens avec les musées et les muséologues de haut niveau. Il serait intéressant de vérifier si, dans le reste de l'Amérique latine, des amateurs modestes et laborieux montent ainsi patiemment leurs musées, poussés par une ardeur désintéressée.

Si l'on s'élève dans la hiérarchie, on trouve les musées municipaux qui sont en nombre considérable. Leur état, leur présentation, la richesse de leurs collections, leur construction, leur personnel spécialisé et bien d'autres aspects de la muséologie forment une gamme extrêmement variée. Certains musées municipaux sont bien organisés et présentés; d'autres souffrent de la pénurie et de l'oubli de l'administration. A un niveau théoriquement supérieur, mais pratiquement équivalent, on trouve les musées provinciaux. Les uns comme les autres ont un rôle limité et manquent de soutien, mais il existe des exemples salutaires: des municipalités prospères qui ne lésinent pas sur les ressources à attribuer aux musées, ou des directeurs de musée énergiques, capables de lutter et de convaincre les administrateurs et les hommes politiques les plus endurcis.

A l'échelon le plus élevé, on trouve les musées nationaux qui dépendent des universités, des ministères ou des secrétariats d'État. Le fait qu'ils soient nationaux ne garantit nullement qu'ils soient organisés comme il convient et, d'ordinaire, ils souffrent des mêmes insuffisances que les autres.

Il est caractéristique que les musées officiels — municipaux, provinciaux et nationaux — connaissent ou aient connu une brève période d'expansion à la suite de réformes ou d'additions importantes et retombent ensuite dans l'indifférence ou l'abandon pendant de longues années. De plus, on sait que, quand un pays entre dans une période peu prospère, ce sont les musées qui sont le plus rapidement touchés par les restrictions financières, si leurs budgets déjà insuffisants ne sont pas dévorés par l'inflation.

La situation des musées argentins est donc semblable à celle de beaucoup d'autres pays: ils manquent de moyens, parce que les autorités ne s'y inté-

1. Voir: « L'Institut argentin de muséologie », *Muséum*, vol. XXII, n° 1, 1969, p. 63-68.

ressent guère ou parce qu'elles doivent faire face à des problèmes plus urgents. Mais, mise à part cette habituelle insuffisance de ressources, d'autres maux frappent durement les musées argentins.

Le premier d'entre eux concerne la formation de personnel spécialisé. Bien qu'il existe des écoles de muséologie à Buenos Aires¹ et à La Plata, elles fonctionnent toutes deux un peu dans le vide, car leurs diplômés obtiennent rarement des postes dans les musées, puisque la profession n'est pas réglementée. Les musées ont formé peu à peu un personnel *ad hoc*, mais qui, en général, n'a pas reçu de formation muséologique sérieuse. Cela est particulièrement vrai dans le cas des directeurs des musées officiels, qui ne sont presque jamais des muséologues. On parvient généralement à ces postes de responsabilité par d'autres voies: pratique antérieure dans les disciplines voisines (par exemple, historiens, critiques d'art, architectes), expériences préalables dans un musée, ou simplement grand enthousiasme, quand ce n'est pas grâce à quelques appuis. On n'a guère conscience, en général, de ce qu'est la profession de muséologue et ce sont les musées qui en souffrent.

En second lieu, le grand mal, qui dérive du précédent, c'est l'absence presque totale de communication entre les muséologues argentins qui ne savent pas combien ils sont, qui ils sont, ni où ils sont. Dispersés, sans avoir de rapports entre eux, souvent isolés, il leur manque les contacts qui les stimuleraient mutuellement, et, découragés, ils sombrent fréquemment dans l'indifférence. Ils n'échangent pas d'expériences et n'organisent ni réunions, ni colloques, ni congrès d'aucune sorte. L'esprit de corps leur fait défaut, aussi bien que l'union et la cohésion qui sont indispensables pour négocier avec l'administration et lui présenter des requêtes en formant un seul front. De plus, ils sont pour la plupart dépourvus d'autorité et de pouvoir de décision dans leur propre musée.

Il est fort possible que l'Argentine soit le pays d'Amérique latine qui possède le plus grand nombre de musées. Cependant, depuis plus de vingt ans, elle souffre d'une terrible crise économique qui retentit inévitablement sur les budgets des musées et, par suite, sur leur situation. Malgré cela, il faut que les muséologues reçoivent une formation, qu'ils soient compétents et responsables. Les rares fois où un musée peut disposer d'un personnel de ce genre, il va de l'avant, même avec des moyens très limités.

[Traduit de l'espagnol]



21



22

21 MUSEO DE TRANSPORTES, Luján. Le « complexe muséologique » de Luján (province de Buenos Aires) est le plus renommé des musées provinciaux. Le fait que Luján possède un sanctuaire vénéré et une célèbre basilique contribue à attirer une foule de visiteurs dans les trois musées de la ville. Vue du Musée des transports.

22 MUSEO DE BELLAS ARTES, Buenos Aires. Ce musée est un bon exemple de musée national. Cependant, son édifice n'offre pas assez de place pour exposer les collections ni pour les ateliers et laboratoires.

La Bolivie, située au cœur de l'Amérique du Sud et dotée de richesses archéologiques considérables, possède quatorze musées dont la plupart sont consacrés à l'art, à l'archéologie et au folklore. Quatre d'entre eux dépendent directement de l'État, par le truchement du Ministère de l'éducation et de la culture; les autres appartiennent à des universités, à des municipalités ou à des institutions culturelles.

En ce qui concerne la nature des collections et du matériel exposé, trois des quatorze musées mentionnés conservent aussi bien des œuvres d'art que des objets d'intérêt archéologique, folklorique ou historique, cinq sont exclusivement consacrés à l'art, trois à l'archéologie et un à l'histoire. Deux d'entre eux sont installés dans des édifices anciens, le plus souvent des maisons particulières du XVIII^e siècle. Parfois l'édifice fait partie intégrante du musée en raison de sa valeur architecturale. Néanmoins, faute d'une muséographie appropriée, l'installation est rarement satisfaisante.

Les collections des musées boliviens sont en général d'une haute qualité lorsqu'il s'agit de l'époque des vice-rois et de l'archéologie. C'est ainsi que le Musée de la monnaie de Potosi, le Musée national d'art de La Paz et le Musée Charcas de Chuquisaca possèdent quelques pièces européennes, qui sont presque toutes des peintures sur bois dues à des artistes flamands du XVI^e siècle

Bolivie¹

Teresa Gisbert de Mesa

1. Voir, p. 202, le document annexe VI: « Tableau des musées de Bolivie ».



23
MUSEO NACIONAL DE ARTE, LA PAZ. Vue
de la cour intérieure.

et introduites en Bolivie dans les années qui ont suivi la conquête espagnole. Les collections de peinture locale des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles sont importantes et comprennent des œuvres représentatives, car on peut dire qu'en Bolivie la plupart des tableaux peints sous les vice-rois se trouvent maintenant dans les musées, à l'exception de ceux de la région de La Paz et du lac Titicaca qui sont encore conservés sur place, dans les églises baroques de la région. Les musées boliviens possèdent également de nombreux tableaux provenant de Cuzco, car, pendant la période coloniale, Cuzco a exporté surtout dans le Haut-Pérou (qui correspond à l'actuelle Bolivie) de nombreux tableaux que des muletiers se chargeaient d'écouler dans les localités du Haut Plateau et des villes minières de Potosí et d'Oruro. Certains peintres qu'il est important de connaître pour bien comprendre l'évolution artistique sont particulièrement bien représentés si l'on songe qu'il ne reste pratiquement plus d'œuvres d'eux qui soient la propriété de particuliers. C'est notamment le cas du Jésuite italien Bernardo Bitti (1548–1610) qui a été le premier peintre de la région des Andes et a introduit le maniérisme à Lima et à Chuquisaca. Toute son œuvre est rassemblée au Musée de la cathédrale de Sucre. On peut en dire autant de Melchor Pérez Holguín (1600[?]-1724), peintre originaire de Potosí, qui vécut au ^{xvii}^e siècle et qui est une des personnalités les plus marquantes de la peinture baroque américaine. Une centaine de ses œuvres ont été identifiées et plus de soixante d'entre elles sont conservées dans des musées boliviens.

La peinture du XIX^e siècle, qui présente peu d'intérêt du point de vue artistique mais a une grande importance pour l'iconographie historique, est représentée au Musée de Charcas (qui dépend de l'Université) à Sucre, et à la Monnaie de Potosí. Il est intéressant de noter qu'on peut voir en Bolivie l'œuvre de deux peintres équatoriens : Manuel Ugalde et Joaquín Pinto. Le premier vint en Bolivie avec les armées de libération qui suivaient le maréchal José Antonio de Sucre. Son œuvre est conservée en partie au Pérou, en partie en Bolivie.

Parmi les musées d'archéologie, les plus intéressants sont le Musée archéologique de La Paz et le Musée régional de Tiwanaku, ce dernier possède des objets provenant des fouilles du CIAT (1957-1972) ; on peut y voir des œuvres représentatives de la céramique de Tiwanaku dont certaines datent de la période classique (selon Bennett ; de la Quatrième époque, d'après Ponce), tandis que d'autres remontent aux première et seconde époques dont on ne possédait jusque-là aucun vestige. Les pièces les plus intéressantes sont incontestablement une tête anthropomorphe de style réaliste et un sifflet qui représente une maison. Le musée abrite également une série de crânes déformés et trépanés qui appartiennent aux cultures précolombiennes et qui constituent de précieux témoignages pour les anthropologues.

Le Musée archéologique de La Paz possède une importante collection de céramiques de Tiwanaku dont la plupart datent de l'époque classique et qui comprennent toutes sortes de récipients parmi lesquels on admire plus parti-

24
MUSEO NACIONAL DE ARTE, LA PAZ. Vue d'une salle d'exposition.

25
CASA DE LA MONEDA, POTOSÍ. Pinacothèque.

26
CASA DE LA LIBERTAD (Museo histórico), Sucre. Salle où fut proclamée l'indépendance de la Bolivie.



culièrement, pour leur beauté, les brûle-parfums zoomorphes. Signalons également l'importance des salles consacrées à la céramique incasique où sont exposées des pièces provenant de l'île du Soleil, sur le lac Titicaca. Ce musée possède également quelques objets lithiques qui proviennent de Tiwanaku. Le bâtiment lui-même, qui a été réalisé par Posnanski vers 1920, constitue un intéressant exemple de l'architecture nostalgique qui s'efforce de faire revivre le style de Tiwanaku. Deux autres bâtiments ont été édifiés ultérieurement dans le même style : ce sont l'Universidad Mayor de San Andrés de La Paz et le Stadium Hernando Siles, qui ont été réalisés par l'architecte Emilio Villanueva.

Trois des édifices du temps des vice-rois, méritent vraiment d'être mentionnés : la Monnaie, bâtiment du Musée de Charcas et le palais qui abrite le Musée d'art de La Paz. La Monnaie (Casa de la Moneda), dont la construction fut entreprise en 1758, était initialement destinée à la frappe de la monnaie et au contrôle des « quintos reales » (redevances du cinquième). Elle est l'œuvre de l'architecte Salvador Villa, qui a eu pour collaborateurs Tomás Camberos et Luis Cabello. Ce dernier a également participé à la construction des hôtels de la Monnaie de Lima et de Mexico. La Monnaie de Potosí est le plus vaste bâtiment civil de toute la vice-royauté du Pérou et l'on peut aujourd'hui encore visiter la salle, les machines et le four de la fonderie qui sont restés intacts. Le Musée de Charcas, qui est installé dans l'ancienne maison de l'Inquisition de la ville de Chuquisaca, l'actuelle Sucre, possède un admirable patio, orné



26

d'arcades mudéjares. Quant au Musée d'art de La Paz, il est situé dans un splendide palais du style baroque tardif, construit en 1775. Il se signale par un très beau portail intérieur et un patio orné de trois rangées d'arcades superposées, en pierre de taille. Les sous-sols ont gardé leurs voûtes en berceau et d'arête.

Mentionnons un autre édifice intéressant, bien que son état de conservation soit lamentable; il s'agit du Musée d'art populaire de La Paz, aménagé lui aussi, dans un palais du XVIII^e siècle. Ce musée possède une riche collection de masques représentatifs de toutes les régions de la Bolivie, depuis la *Diablada* d'Oruro, provenant du centre minier d'Oruro jusqu'aux masques des Indiens Chiriguales, d'origine guarani.

Comme on a pu le voir, les musées de Bolivie sont riches en œuvres d'art américain depuis le XVI^e siècle. Sur le plan archéologique, ils possèdent des objets représentatifs des civilisations de Tiahuanaco et des Incas ainsi que de diverses autres cultures locales. Ces dernières sont représentées dans les musées de Cochabamba, d'Oruro et de Potosi. Enfin, des objets folkloriques sont exposés à La Paz au Musée d'art populaire, et à la Casa de Murillo, qui possède aussi une intéressante collection de plantes et d'amulettes appartenant à la pharmacopée Callahuaya. En revanche, la Bolivie n'a pas de musée des sciences, ni même de musée d'histoire naturelle. Jointes à ces constatations, les conclusions de la Table ronde de Santiago du Chili ouvrent de nouvelles perspectives au développement des musées boliviens.

[Traduit de l'espagnol]

Brésil

Lygia Martins-Costa

²⁷
MUSEO DO AÇÚCAR, Recife (Pernambuco).
Vue extérieure du Musée du sucre. Façade.



Un pays se reflète dans ses musées non seulement parce qu'ils sont l'image de son propre patrimoine ou qu'ils témoignent de l'intérêt de son élite, mais aussi et surtout à cause de l'attention qu'ils méritent de la part du public en général. Le soin de l'héritage naturel et culturel, le souci de le présenter dans ce qu'il a de plus significatif, les efforts pour transmettre aux nouvelles générations le sens du passé, l'expérience du présent et la responsabilité de l'avenir, et le désir de faire connaître les autres civilisations et régions écologiques, permettent de faire du musée un centre d'éducation, de civisme et d'ouverture au monde.

L'attitude des pays en voie de développement, contrairement à celle des pays développés, révèle qu'ils ne se font pas une idée exacte du rôle des musées dans la société actuelle. Cependant, ce sont eux qui en ont le plus besoin, et c'est chez eux que le problème dépend le plus des autorités publiques. Mais à l'ère de la technique et des transformations sociales, leurs gouvernements sont absorbés par les difficultés immédiates, au détriment des problèmes de l'éducation dont la solution peut être retardée, bien qu'elle doive servir durablement.

Le pays

Avec 8,1 millions de kilomètres carrés et de grandes régions inoccupées, le Brésil a compris, il y a quelques années, que la préservation et l'intégration de son territoire dépendaient de la proximité des services gouvernementaux. Celle-ci n'était possible qu'avec le déplacement de la capitale vers l'intérieur, la construction de routes reliant les centres vitaux aux régions éloignées et la création de nouveaux pôles d'attraction politiques et administratifs, ce qui était long et onéreux. La conquête du territoire et la stabilisation économique et financière du pays constituaient naturellement des problèmes prioritaires, et le développement industriel de base, pour lequel il fallut encourager l'investissement de capitaux dans les zones moins favorisées, en fut la conséquence logique.

L'intérêt se porte maintenant sur les problèmes de l'éducation, de la santé et de l'agriculture qui sont graves, étant donné le pourcentage encore élevé que représente la masse inculte de la population. Les techniciens étant en nombre insuffisant et surchargés de travail, il apparut nécessaire d'élargir les cadres et d'augmenter les disponibilités en personnel qualifié. On réforma donc les universités afin de permettre à la nouvelle génération de comprendre la réalité brésilienne de façon plus précise et plus approfondie.

Situation présente des musées brésiliens

Qu'ils appartiennent au gouvernement fédéral, aux États, aux communes, aux organismes civils et religieux ou aux particuliers, les musées reflètent la situation du pays dans son ensemble, notamment celle des États et des communes dont ils dépendent ou dans lesquels ils se trouvent, avec des différences notables aussi bien dans la qualité de leurs collections que dans leur organisation technique et dans le service de la communauté. Certains rivalisent pratiquement avec les grands musées internationaux, mais la plupart sont des musées spécialisés et laissent beaucoup à désirer. C'est pourquoi il est difficile de généraliser, et cela d'autant plus que, récemment, le concept du musée a été défini par les muséologues, tandis que hors de contrôle et sans infrastructure culturelle ni planification, il s'est produit une véritable explosion muséographique, qui a fait naître des ensembles hétérogènes auxquels on a donné le nom de musées afin de conférer à la cité dans laquelle ils se trouvent des privilèges de fausse intellectualité, ou d'attirer les touristes dans les villes où sont situés des monuments historiques. Il y a certes des exceptions dues soit à l'action isolée d'autorités publiques ou religieuses particulièrement sensibles à cette question, soit à l'initiative individuelle d'un spécialiste ou d'un collectionneur averti.

Le grand défaut de presque tous ces musées, c'est le peu d'influence qu'ils ont sur l'éducation de la population, à n'importe quel niveau de la scolarité.



28
MUSEU DE ARTE SACRA (Casa de Prata),
Bahia. Le musée est installé dans un ancien
couvent en cours de restauration : a) vue
extérieure du bâtiment (façade) ; b) vue
d'une salle d'exposition.



28 b

Cette situation marginale de l'enseignement a été discutée lors du 1^{er} Congrès national des musées réuni par l'organisation nationale de l'Icom en 1956, au cours duquel des éducateurs avaient été invités à ouvrir le dialogue. La question a été reprise lors du Séminaire régional sur l'éducation dans les musées d'Amérique latine organisé par l'Unesco en 1958 à Rio de Janeiro¹ ; elle a de nouveau été examinée lors du 1^{er} Congrès brésilien sur les moyens audio-visuels, réuni également à Rio de Janeiro par l'Association brésilienne d'éducation, lorsque la déclaration des muséologues à ce sujet poussa le ministre de l'éducation à créer un groupe de travail pour étudier la question. Celle-ci fut finalement reprise par le V^e Congrès national des musées à Petrópolis en 1970, et par la Table ronde sur les musées d'Amérique latine réunie récemment par l'Unesco à Santiago du Chili².

Tout laisse à penser qu'on est parvenu au point de maturation nécessaire pour abandonner cette façon incohérente d'aborder la question qui a caractérisé la presque totalité des musées brésiliens.

NOMBRE ET RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Bien que deux inventaires aient été faits, l'un en 1958 qui dénombrait près de 200 musées, l'autre en 1972 qui en recensait près de 400 en partant d'une conception plus large du musée, il est encore impossible de déterminer exactement

1. Georges Henri RIVIÈRE, *Stagf régional d'études de l'Unesco sur le rôle éducatif des musées, Rio de Janeiro, Brésil, 7-10 septembre 1958*, Paris, Unesco, 1959. (Études et documents d'éducation, n° 38.)

2. HECTOR FERNANDEZ GUIDO, *Table ronde sur le développement et le rôle des musées dans le monde contemporain, Santiago du Chili, 20-31 mai 1972*, (Rapport multigraphié, Unesco, SHC.72/CONF. 23/4.)

leur nombre. Cela est dû au fait que ces inventaires sont surtout établis à partir de questionnaires écrits et que, souvent, les responsables ou les propriétaires des musées qui y répondent ne comprennent pas bien les questions et ne connaissent même pas la valeur des collections dont ils ont la garde. L'expérience montre qu'il sera nécessaire d'en faire la vérification sur place, ce qui ne pourra être réalisé que par un effet conjoint des différents services de l'administration, de façon à utiliser du personnel qualifié dans chaque spécialité tout en évitant des dépenses excessives. Aux avantages qu'apportera la connaissance exacte des collections valables qui existent dans le pays, s'ajoutera celui d'une direction technique minimale que les spécialistes utilisés pourront donner aux responsables de petits musées, d'archives historiques et de parcs naturels.

Quant à la répartition géographique des musées, on peut dire que ceux-ci existent dans tous les États, principalement dans ceux de São Paulo, Guanabara, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahia et Pernambuco, disséminés dans de nombreuses localités.

PRINCIPAUX DOMAINES CULTURELS

De façon générale, les collections régionales sont éclectiques, car la documentation historique locale s'y confond avec le folklore, l'ethnographie indigène, l'archéologie et les collections de sciences naturelles. Dans les grands musées du nord-est, le mobilier, l'imagerie coloniale érudite, la peinture généralement moins intéressante et provenant essentiellement du XIX^e siècle prédominent. Dans le nord et l'ouest, on trouve surtout des collections représentatives des populations indigènes. Dans le sud, les musées possèdent principalement des armes par suite des campagnes et des guerres de frontière continues. Dans l'État de Minas Gerais, il existe de riches collections de mobilier, de sculptures et d'imagerie du XVIII^e siècle qui témoignent de l'art et de l'artisanat local. Dans les grands centres universitaires, on trouve des musées spécialisés en anthropologie, archéologie, art, botanique, géologie, histoire, zoologie, dont les collections et les publications techniques sont conçues dans une optique différente d'un musée à l'autre; il existe aussi des musées monographiques portant soit sur une personnalité, un cycle ou un secteur économique, un aspect de la culture ou de la recherche, soit sur les premiers essais d'une branche de la technologie.

Au cours des dernières années, on a assisté au développement des musées d'art moderne qui, par l'intérêt qu'ils portent à tous les domaines de l'expression artistique contemporaine, attirent la jeunesse; à celui des musées d'art sacré, encouragés par l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN) et qui, dans les villes historiques, sont visités par un public payant, ce qui leur permet de réaliser une présentation plus soignée; et à celui des musées d'archéologie brésilienne, grâce à la législation assez récente qui aide financièrement, par l'intermédiaire de l'IPHAN, les fouilles et les travaux effectués en ce domaine dans tout le pays.

IPHAN

L'Institut du patrimoine historique et artistique national, conformément aux fonctions qui sont les siennes et avec les ressources dont il dispose, a inventorié, reproduit grâce à des copies, des photographies, des plans et des projections, conservé, restauré, recherché, étudié et vulgarisé dans des articles et des monographies, les biens culturels et les sites d'intérêt exceptionnel sur tout le territoire national. Pour défendre ces biens, il a constitué un réseau de musées et de maisons historiques qui sont déjà plus de trente, si l'on compte ceux qui existent déjà, ceux qui sont en cours de création et ceux dont la création est prévue. A cela s'ajoutent de nombreux monuments d'architecture civile, militaire et religieuse, des ensembles ruraux et même un parc historique, ouverts aux visiteurs et dont l'IPHAN est responsable; l'IPHAN fournit une assistance

technique à toutes les institutions culturelles qui la demandent; il encourage la création de nouveaux musées afin de mettre en valeur le patrimoine historique et artistique de chaque région; enfin, il protège plus de mille monuments et des dizaines d'ensembles urbains ainsi que certaines villes historiques pour lesquelles il a prévu, par des accords nationaux et internationaux, un plan spécial de restauration et de mise en valeur touristique.

ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES

Créée au Brésil peu après l'organisme international, l'Onicom (Organisation nationale de l'Icom) a traversé des phases d'activité plus ou moins grande. Elle a à son actif d'avoir été le premier organisme à réunir des muséologues de différents points du pays; d'avoir organisé cinq congrès nationaux des musées (Ouro-Preto, São Paulo, Bahia, Rio de Janeiro et Petrópolis); et d'avoir participé activement au séminaire latino-américain qui a eu lieu à Rio de Janeiro en 1958, et à l'occasion duquel elle a contribué à la publication de l'inventaire des ressources éducatives des musées brésiliens entreprise par le Centre brésilien de recherches éducatives.

29

MUSEO DE BELLAS ARTES, Rio de Janeiro, Salle de peinture flamande et hollandaise.

30

MUSEO DA INCONFIDÊNCIA, Ouro Preto (M.G.). Présentation de vestiges architecturaux du XVIII^e siècle, de l'État de Minas Gerais.



30



L'Association brésilienne de muséologues (ABM), organisme national important, a été représenté lors du 1^{er} Congrès brésilien des moyens audiovisuels organisé par l'ABM, avec un travail qui a été approuvé. Il est chargé de la réglementation de la carrière de muséologue, actuellement en cours d'élaboration.

L'Association des musées d'art du Brésil (AMAB), groupement ayant un objectif plus limité mais très actif, a favorisé une série de rencontres dans différents États, et a réussi à faire comprendre l'art contemporain.

INTÉRÊT DU PUBLIC

La machine que représente un musée ne se justifie que par la présence du public. De l'enfant à l'adulte, de l'analphabète au savant, tous doivent y trouver un intérêt sur le plan de l'intelligence ou de la sensibilité. L'une des grandes tâches des muséologues est de créer les conditions qui susciteront l'intérêt de tous.

Le public cultivé recherche naturellement le musée. Ceux qui ont un niveau de connaissance élémentaire ou moyen doivent y être attirés afin de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent. Pour eux, le fait de « voir » et de « toucher » est essentiel pour « comprendre » et « sentir ». C'est pourquoi le musée s'efforce d'attirer les enfants et les jeunes gens et de leur faire découvrir par eux-mêmes ce qui est mis à leur portée.

Le Brésilien visite encore peu souvent les musées. Cela est dû à ce qu'ils sont considérés comme des institutions éducatives permanentes et qu'ils ne possèdent pas les ressources suffisantes pour imposer leur présence aux milieux les plus éloignés. Cependant, la fréquentation des expositions temporaires, la participation aux séminaires, aux débats, l'assistance à la projection de films d'art ou scientifiques et à d'autres initiatives culturelles ont augmenté sensiblement. En ce qui concerne l'art, à Rio de Janeiro comme à São Paulo, la présence des jeunes et des artistes se manifeste par une véritable participation. Les musées situés dans des parcs accueillent un public populaire nombreux le dimanche et les jours fériés. Ceux des villes touristiques sont également visités, leur accès étant facilité par les nouvelles autoroutes. Les statistiques de l'IPHAN font état d'une augmentation considérable du nombre des visiteurs, surtout pendant les vacances scolaires.

Cette fréquentation, même sans incitation particulière, prouve simplement que l'intérêt du public est déjà éveillé et qu'il faut seulement le soutenir pour le bien de tous.

Perspectives d'actualisation

Il est indéniable que, dans les grands centres, tous commencent maintenant à prendre conscience du rôle que le musée doit jouer dans la société. Partant des discussions « intramuros » des associations, progressant avec les congrès nationaux et internationaux, cette nouvelle tendance a atteint les hautes sphères, de sorte que les perspectives d'actualisation des musées sont assez encourageantes, cela pour les raisons qui suivent.

Parallèlement à la réforme administrative nationale actuellement en cours, le Ministère de l'éducation et de la culture, responsable de la plupart des musées nationaux du pays, prépare une réforme des structures et des systèmes de travail, qui est un premier pas vers l'intégration des divers secteurs culturels. Selon cette réforme, l'IPHAN sera considéré comme l'organe directeur.

Afin de faire prendre conscience aux gouvernements des États du rôle qu'ils doivent jouer dans la défense du patrimoine historique et artistique de leurs régions respectives, le ministre, assisté du Conseil fédéral de la culture et de l'IPHAN lui-même, a organisé deux réunions de travail avec les gouverneurs et les préfets des villes historiques.

On se dirige vers la coordination de l'ensemble des musées du Ministère de l'éducation et de la culture. Les conséquences en sont pleines de promesses,

puisque cette mesure permettra de déterminer les critères et d'établir une programmation d'ensemble, avec la souplesse qu'on jugera nécessaire.

Enfin, fait significatif, le rapport de la Table ronde de Santiago du Chili a eu une répercussion au niveau ministériel, puisque le ministre a décidé de constituer un groupe de travail afin d'analyser la situation de nos musées et d'en élaborer une politique nationale.

Il faut donc espérer que, dans un avenir assez proche, les musées s'adapteront aux exigences du monde contemporain, appliquant ainsi les principales recommandations d'ordre éducatif, culturel et surtout social qui ont été adoptées par la Table ronde de Santiago. Celles-ci correspondent d'ailleurs aux objectifs de développement humaniste proposés par le gouvernement et elles trouvent leur place parmi les projets qu'il a élaborés en vue d'encourager la participation de différents ministères à une action d'ensemble.

[Traduit du portugais]

Chili

Grete Mostny Glaser



11
MUSEO REGIONAL, Linares. Entrée du musée.

La période qui vit l'émancipation des pays latino-américains fut une époque où l'on se posa de graves questions, aussi bien dans le domaine politique que culturel. Il n'est donc pas surprenant que, en même temps qu'ils coupaient les liens qui les unissaient à la mère patrie d'Europe, ces pays se soient efforcés d'affirmer leur jeune nationalité sur le plan culturel, en créant des musées qui réunissaient tout ce qui était américain et national.

C'est ainsi que fut créé, en 1830, le premier musée chilien, né de la conscience nationale, du désir de connaître la nature de la nouvelle patrie et de la clairvoyance du chef suprême de la nation qui confia au naturaliste français Claude Gay le soin de l'organiser. C'était le Musée national d'histoire naturelle. Cinquante ans plus tard fut fondé le Musée national des beaux-arts. La vocation

essentiellement minière du Chili trouva son expression dans le Musée minéralogique de la Serena, au nord du pays, et, au XIX^e siècle encore, la Congrégation salésienne qui s'était établie en Patagonie créa un musée à Punta Arenas qui réunit des collections de sciences naturelles et d'ethnographie de la Terre de Feu. Au début de ce siècle, on fonda encore deux musées de sciences naturelles dans les provinces — Valparaíso et Concepción — mais dans les décennies qui suivirent on note un certain affaiblissement de l'ardeur initiale. De 1940 à 1960, l'État, les universités, les sociétés scientifiques ou les particuliers s'intéressèrent de nouveau à la création de musées; pendant cette période on fonda surtout des musées spécialisés, notamment dans le domaine de l'archéologie chilienne; quant aux musées de sciences naturelles, les fondateurs leur accordèrent peu d'intérêt par suite de la tendance générale qui voulait qu'on attache moins de prix à l'étude de la nature.

A la fin des années soixante, les musées commencèrent à changer d'aspect. Le souci de l'écologie, aussi bien naturelle que sociale, en même temps que le désir de décentralisation exprimé par les provinces, entraînèrent la création de musées régionaux dont la plupart étaient encore « mixtes » et présentaient des objets relevant de différentes disciplines, mais dont certains tendaient déjà à s'intégrer à leur milieu.

Entre 1955 et 1960, on se rendit compte que les musées étaient de précieux instruments qui complétaient l'enseignement officiel et, dans ceux qui étaient les plus fréquentés, le Ministère de l'éducation publique nomma des professeurs-guides pour instruire les élèves des écoles.

32
MUSEO DE CONCEPCIÓN, Concepción.
a) Plusieurs fois détruit par des tremblements de terre, le musée est installé dans un bâtiment reconstruit; b) les techniques modernes de présentation ont permis de monter une exposition à la fois attrayante et didactique.



32 a



32 b

Par suite de l'intérêt croissant qu'on porta aux musées, on se préoccupa aussi davantage de leur personnel et, en 1968, on fonda le Centre national de muséologie, qui devait être une école professionnelle destinée à former des techniciens de muséographie pour les musées des sciences.

Le nombre des musées, au Chili, avait augmenté et approchait la cinquantaine; ils étaient répartis tout au long des 4 000 kilomètres qui forment le territoire national. En général, ils avaient été créés sans plan préalable. C'est pourquoi, en 1972, la Direction des bibliothèques, archives et musées — qui est responsable des musées d'État — a convoqué les conservateurs à un séminaire afin d'élaborer la planification future des musées d'après les besoins du pays: il y aurait à la base les musées des écoles et des communautés; puis viendraient les musées régionaux qui apporteraient un certain soutien aux précédents; et, enfin, les musées nationaux qui, à leur tour, devraient fournir une aide technique et scientifique aux musées régionaux. Antérieurement, en 1970, la loi sur les monuments nationaux avait déclaré le Musée national d'histoire naturelle « centre officiel » des collections des sciences de la nature et de l'homme, où devraient être déposés les « types » et les objets représentatifs des cultures préhistoriques. La même loi prévoit également l'établissement d'une nomen-



33 a, b
MUSEO NACIONAL DE HISTORIA NATURAL, Santiago de Chile. Exposition temporaire sur Chiloé, île presque légendaire située au sud du Chili. L'exposition visait à faire connaître la nature, les hommes et les produits artisanaux de l'île.



33 b
clature des musées qui existent et de ceux qui doivent être créés dans le pays.

Les musées chiliens ont plusieurs problèmes communs — espace, fonds et personnel — qui sont aussi ceux de la plupart des musées latino-américains. Ces carences limitent leur expansion et ont obligé certains d'entre eux à concevoir leurs activités différemment. Il s'agira d'utiliser des moyens moins coûteux, d'organiser davantage d'expositions temporaires et moins de salles d'expositions permanentes.

D'autre part, les musées du Chili diffèrent de ceux des pays développés, car leurs activités doivent être plus variées pour pallier en partie le manque de facilités dont le public — adulte et jeune — dispose dans ces pays. Ainsi, dans la mesure de leurs possibilités, les musées organisent des cours d'initiation scientifique et artistique.

Le Musée national d'histoire naturelle est le siège des Jeunesses scientifiques chiliennes. Il organise les foires scientifiques juvéniles et des « écoles d'été » pour les ouvriers. Il s'efforce de traiter, dans ses expositions, les thèmes qui préoccupent ou qui devraient préoccuper l'opinion publique: l'écologie, la révolution verte, la conquête de l'espace, etc. Il présente également ces expositions en milieu rural — milieu souvent oublié lorsqu'il s'agit de manifestations culturelles — et cherche à faire comprendre au public les raisons qui rendent nécessaires les transformations sociales. De plus, on a commencé à fabriquer du matériel d'enseignement — diapositives, « maquettes scientifiques », publications éducatives, etc. — préparé en grande partie par des techniciens en muséologie formés par le Centre national de muséologie.

En même temps qu'ils s'ouvrent toujours davantage aux problèmes de la communauté, les musées les plus importants poursuivent leurs tâches de recherche. Pour les musées d'État, il existe un cadre spécial de personnel scientifique qui doit posséder des titres universitaires. Beaucoup de musées éditent leurs propres publications, qu'elles soient de caractère scientifique ou qu'elles servent à la vulgarisation. Pour pouvoir travailler comme il convient, les musées les plus importants disposent de laboratoires et d'ateliers.

La Table ronde sur le rôle des musées dans l'Amérique latine d'aujourd'hui que l'Unesco, sur l'invitation du gouvernement du Chili, a réunie à Santiago, et les visites des collègues latino-américains et des représentants de l'Unesco et de l'Icom à quelques-uns de nos musées, ont été d'une grande importance pour le développement de ceux-ci. Elles nous ont confirmé en partie la ligne à suivre et nous ont apporté beaucoup de connaissances et d'expériences qu'il s'agira d'intégrer à la vie des musées chiliens.

[Traduit de l'espagnol]

Colombie

Alicia Dussán de Reichel

Les premiers musées de Colombie datent de l'époque de la lutte pour l'indépendance, dont l'un des héros, le général Francisco de Paula Santander, fonda en 1823 le Musée national à partir des collections rassemblées par l'Expédition botanique, pionnière dans l'histoire des sciences naturelles du pays. Au XIX^e siècle, il y avait à peine 3 musées et, jusqu'en 1960, il n'en existait que 30 dans toute la Colombie. Depuis lors, les fondations de musées se sont multipliées. Des musées existants, 70 % ont été créés au cours de la dernière décennie.

Il existe actuellement 106 musées, généralement dirigés par des personnes qui les ont montés avec grand intérêt, en y donnant beaucoup de leur temps et en y consacrant une partie de leur vie. Ces personnes ont lutté constamment pour que leur musée survive. Leur œuvre est particulièrement méritoire, car elles n'ont presque jamais bénéficié d'un appui sérieux de la part de la société. Toutefois, cette centaine de musées ne représente pas une réalité très flatteuse, car beaucoup d'entre eux ont de graves difficultés pour survivre, tandis que d'autres ne peuvent pas s'appeler réellement des musées. Il existe naturellement de grands musées qui sont riches, comme le célèbre Musée de l'or de la Banque de la République à Bogotá, mais ce sont là des exceptions.

En 1972, les musées ont fait l'objet d'une enquête approfondie à l'échelle nationale. Les résultats de cette étude ont permis de se faire une idée de la situation, si l'on met à part le cas de quelques grands musées.

Plus de la moitié des musées sont privés, 18 % appartiennent aux universités et les autres sont la propriété de l'État; le tiers des musées se trouve dans la capitale, Bogotá, et 20 % d'entre eux sont situés dans la province d'Antioquia, la plus industrialisée et la plus riche du pays.

Parmi tous les musées, 77,2 % disposent d'un bâtiment qui leur est propre; 24,6 % d'entre eux n'ont qu'une salle d'exposition et 43,9 % ont trois salles au maximum; 40,4 % possèdent un entrepôt, des bureaux ou un dépôt; 21,1 % ont un laboratoire et 14 % une bibliothèque.

Parmi le personnel des musées, 8,6 % sont des techniciens ou des spécialistes et le reste fait partie de l'administration; 45,6 % des musées fonctionnent avec un ou deux employés au total, y compris le directeur, et 35,1 % disposent de trois à cinq employés qui s'occupent surtout du nettoyage et du secrétariat.

34
MUSEO RODANTE, Colombie. Musée itinérant, installé dans 4 wagons de chemin de fer.





33 a

33 a - d
MUSEO RODANTE, Colombie. Vues
intérieures du musée.



33 b

En ce qui concerne l'importance des collections, 52,7 % des musées possèdent moins de 1 000 objets, 17 % en ont à peine 200, mais 14 % en ont plus de 5 000. La composition des collections de musée, dont beaucoup sont mixtes, est la suivante : art, 47,4 % ; histoire, 38,6 % ; archéologie, 28,1 % ; sciences, 28,1 % ; folklore, 21,1 % ; ethnographie, 19,3 % ; autres, 26,3 %. Le pourcentage des musées qui ont entièrement mis leurs collections sur fiches est de 15,8 %, tandis que 61,4 % manquent totalement d'inventaires ; 19,3 % des collections sont photographiées.

En 1971, on a travaillé à la classification des collections dans 3,5 % des musées. On a sorti de nouvelles publications et on a organisé des archives, laboratoires et ateliers dans 1,8 % d'entre eux.

Parmi les activités le plus couramment menées dans les musées, en 1971, on constate que 29,8 % de ceux-ci ont organisé dans leurs locaux des manifestations culturelles telles que conférences, réunions de sociétés locales, séances de cinéma, etc. (La plupart de ces activités sont dues à l'initiative de particuliers qui demandent qu'on leur prête une salle de musée.) Des visites guidées sont organisées dans 10,5 % des musées, de nouvelles expositions dans 8,8 % et 7 % ont acquis de nouveaux objets.

Au cours de notre enquête, nous avons demandé quels étaient les besoins ressentis par les directeurs de musée et nous avons reçu les réponses suivantes : 33,3 % souhaitent un agrandissement des locaux du musée ; 21,1 % du mobilier et de l'équipement ; 21,1 % la classification et le catalogage des collections ; 17,5 % de nouvelles acquisitions. En aucun cas, on n'a exprimé la nécessité de donner une formation technique au personnel et l'on n'a presque jamais fait remarquer qu'il était urgent de faire des recherches ou de publier des rapports techniques.

Aux faits que nous venons d'exposer brièvement grâce aux données fournies par la récente enquête, il faut ajouter : qu'il n'existe pas dans le pays de cours de muséologie ni aucun système de concours ou d'avancement pour le personnel des musées, pas même pour le poste de directeur ; qu'il n'y a pas un seul musée qui effectue les tâches essentielles qu'implique de nos jours une telle institution en ce qui concerne la recherche, la documentation, les publications, la conservation, les expositions, etc. (c'est dire qu'il manque un musée modèle) ; qu'il n'existe aucun atelier ou laboratoire chargé de la conservation des biens culturels des musées, pas d'atelier de muséologie, ni de centre de documentation où le personnel des petits musées puisse s'instruire et se former.

Dans la plupart des cas, le musée consiste en une collection d'objets présentés tous à la fois en une petite exposition de caractère permanent, sans critère de qualité qui permette de faire une sélection et sans plan qui montre une évolution dans un sens ou dans un autre. Le public peut examiner une multitude d'objets, mais généralement en dehors de leur contexte culturel ou naturel, notamment dans les petits musées de province.

L'un des principaux problèmes, à une époque où il faut éduquer les générations du XXI^e siècle, c'est que les musées présentent des vestiges des siècles



33 c



33 d

passés et que, généralement, on n'y remarque même pas l'existence du xx^e siècle, de sorte que la vision qu'on offre au visiteur est irréaliste et inadéquate.

Les programmes de modernisation des musées ne sont malheureusement pas prioritaires dans les plans d'ensemble de développement du pays. D'autre part, les musées ne sont pas capables, dans leur état actuel, de convaincre ceux qui prennent les décisions à l'échelon le plus élevé, dans le gouvernement ou dans le secteur privé, que ces institutions peuvent jouer un rôle actif dans le processus dirigé de transformation socio-culturelle.

En revanche, on se préoccupe actuellement des musées, car l'on espère que le tourisme se développera, et c'est là l'occasion d'obtenir un budget plus substantiel. En vérité, la notion de « tourisme culturel » peut conduire à certains malentendus, notamment dans les pays en voie de développement. Sous le prétexte de « culture » et de « service » du tourisme, en effet, les musées peuvent en venir à des exagérations ou provoquer des déséquilibres.

Les biens culturels et les spécimens de la nature qui ont un intérêt pour les musées et pourraient être acquis pour compléter les collections existantes font l'objet d'un commerce actif et sont surévalués en partie parce qu'ils sont très demandés par la vague de touristes qui veulent aussi posséder des objets curieux ou d'un intérêt particulier. A ceci, il faut ajouter, d'une part, la prolifération de ceux qui cherchent des pièces archéologiques (« guaqueros ») et qui se livrent à cet effet à un pillage sans précédent depuis la conquête, et, d'autre part, la production sur une grande échelle de faux qui vont de la céramique précolombienne aux objets de l'époque coloniale. Ainsi, l'avenir des musées dépendra en grande partie de la façon dont on rendra la population colombienne consciente de l'importance qu'il y a à sauver, pour les générations futures, les vestiges du milieu physique et culturel du pays.

Face à ces problèmes humains, techniques et économiques, la Colombie se voit obligée, dans la situation actuelle du continent, de faire un grand bond en avant. Les musées devront cesser d'être des « cabinets d'antiquités », et devenir des institutions modernes qui répondront aux besoins véritables de la société actuelle en même temps qu'aux exigences de l'homme du xxi^e siècle.

La tâche propre au musée qui est de sauvegarder l'héritage de l'humanité ne peut en aucun cas être délaissée, car, sinon, il perdrait une grande partie de sa raison d'être. Sous prétexte qu'il est urgent de réaliser certaines activités qui sont actuellement à la mode, telles que la diffusion de la culture, il ne faut pas laisser mourir ce qui constitue véritablement un musée, au sens large du terme et avec l'ambition qu'il suppose.

Pour surmonter cette difficulté, qui est peut-être assez répandue en Amérique latine, la Colombie a déjà expérimenté de nouvelles formules. On en trouve un exemple positif dans l'actuel musée roulant, monté dans cinq vieux wagons de chemin de fer. Dans les quatre premiers, des objets authentiques et représentatifs de la culture nationale permettent de traiter les thèmes suivants : cultures indigènes, histoire, arts plastiques et folklore. Des programmes audio-visuels correspondants sont présentés dans le dernier wagon. En 1971, ce train s'est

rendu dans 110 agglomérations à travers tout le pays et a été visité en moyenne par 2 000 personnes chaque jour. Celles-ci, pour la plupart, n'avaient jamais vu un musée, ni d'objets d'art, ni de vestiges indigènes.

L'Institut colombien de la culture, par l'intermédiaire de sa Division des musées et de la restauration, projette actuellement d'accélérer la modernisation des musées du pays. Trois services vont bientôt être créés : a) un service de muséologie ; b) un service de conservation et de restauration des biens culturels ; c) un service de documentation. De plus, le recteur de l'Université nationale a officiellement accepté d'organiser en Colombie les études menant à la carrière de muséologue.

[Traduit de l'espagnol]

Costa Rica

Luis Diego Gómez Pignataro



16
MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA, COSTA RICA. Vue (du nord au sud) du jardin intérieur du musée.

Dès que fut déclarée l'indépendance du Costa Rica commença à se développer l'un des traits les plus caractéristiques du Costaricien : son intérêt pour les arts et les sciences.

Les cercles politiques et, en général, philosophiques des dernières années de la domination espagnole et la gestion sans heurts qui suivit l'indépendance firent du Costaricien un être intellectuellement insatisfait et avide de connaître les nouveautés qui venaient d'Europe. Les habitants de la nouvelle capitale ne doutaient pas qu'il soit possible de transporter un piano à queue à travers la jungle, en pirogue ou à dos de mule, pour le plaisir d'entendre ses notes pendant les veillées organisées par la bonne société. Le développement de l'économie nationale permit de faire venir non seulement des pianos (qui arrivaient désormais par des voies et des moyens plus orthodoxes), mais aussi des personnes. Vers la fin du XVIII^e siècle, les écoles et les lycées du Costa Rica disposaient de nombreux éducateurs venus du vieux continent. D'autres familles d'immigrants les accompagnèrent et introduisirent ainsi des coutumes et des professions nouvelles. Cette vague de nouveaux noms coïncida avec une « mode » de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle : la folie victorienne pour les « curiosités ». Les salons se remplirent d'oiseaux disséqués, de coquillages, de plantes et d'objets indigènes formant des ensembles multicolores. Certains

de ceux-ci étaient seulement décoratifs. D'autres s'enrichirent jusqu'à devenir de petits musées, des cabinets de curiosités. C'est ainsi que furent posées les bases du Musée national. Une fois passée cette mode victorienne bariolée, beaucoup continuèrent à faire des collections dans un esprit scientifique et en leur donnant une orientation précise. En 1887, on fonda le Musée national du Costa Rica. Ces cabinets de curiosités devinrent, par donation volontaire, les

37 a



37 b



37
MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA, Costa Rica. a) Entrée du musée ; b) salle d'archéologie. Présentation de la culture Huetar et carte montrant les trois zones culturelles du territoire du Costa Rica.

collections de ce nouveau musée. Mais laissons là le passé. Depuis cette époque mélancolique où l'on s'éclairait au gaz jusqu'à la période contemporaine pleine de dynamisme, le Musée national du Costa Rica a passablement évolué. Installé dans une ancienne caserne qui avait déjà eu une longue histoire pittoresque, romantique et tragique, et qui termina son existence martiale pendant la révolution de 1848, le Musée national abrite une riche collection d'archéologie précolombienne, célèbre au-delà des frontières et dont une partie seulement est exposée. Une petite salle consacrée à l'orfèvrerie indigène est installée dans l'une des anciennes tours du fort ; elle est connue de tous sous le nom de la « Tour de l'or ». Ce musée comprend aussi des salles d'art colonial, religieux et populaire. L'une d'elles contient la première imprimerie importée dans le pays ainsi que des documents qu'elle imprima ou qui circulèrent à la même époque. On trouve aussi une vaste salle consacrée à des sujets historiques, une galerie de portraits des anciens présidents et une salle illustrant la guerre de 1856 contre les flibustiers, et la culture du café.

Le musée renferme également l'herbier national, le premier d'Amérique centrale par son importance historique et scientifique. On poursuit dans ce musée des recherches fondamentales ou appliquées sur la flore. La section de sciences

naturelles comprend trois départements: botanique, zoologie et géologie. Actuellement, les expositions d'histoire naturelle sont assez pauvres, temporaires et organisées seulement pour les écoliers. Mais on a déjà établi le plan détaillé d'expositions modernes, avec une orientation écologique, qu'il est prévu de présenter dans d'autres parties de l'ancienne caserne. Le département d'histoire naturelle publie une revue semestrielle spécialisée *Brenesia*, qui est largement diffusée.

Le Musée national bénéficie de donations privées et du produit d'un impôt sur les voyages aériens locaux. Il doit lutter constamment, car ses dépenses sont de plus en plus importantes, alors que les recettes n'augmentent pas dans la même proportion, ce qui reflète la situation inflationniste du pays. Les activités du musée sont contrôlées par un conseil d'administration honoraire et par une direction.

Pendant l'année 1972, plus de cent mille personnes, des écoliers pour la plupart, ont visité le musée.

Il existe d'autres musées du Costa Rica, dont le plus connu est le Musée de l'or de la Banque centrale du Costa Rica, très riche en orfèvrerie, en métaux travaillés et en pierres précieuses indigènes. De fait, ses collections constituent une partie des réserves monétaires du pays, ce qui représente un avantage: l'or indigène a une valeur supérieure à celle de l'or métal.

D'autres établissements dont la situation financière est solide, tels que l'Institut national d'assurances et la Caisse costaricienne de sécurité sociale, consacrent une partie de leur budget à l'acquisition de pièces archéologiques; le premier possède déjà un riche musée d'archéologie précolombienne.

L'Université du Costa Rica possède plusieurs musées très importants sur le plan scientifique: le Musée d'entomologie de la Faculté d'agronomie, avec plusieurs milliers de spécimens, ainsi que l'Herbier et le Musée de zoologie du Département de biologie de la Faculté des sciences et des lettres. Ces musées, richement pourvus, sont très spécialisés; ils sont réservés à l'enseignement et à la recherche et, à l'exception du Musée d'entomologie qui reçoit de temps à autre la visite de profanes, ils sont fréquentés exclusivement par des spécialistes.

[Traduit de l'espagnol]

Équateur

Hernán Crespo Toral



En théorie, le musée doit être un organisme vivant qui permette à l'homme de découvrir la culture, la nature, la biologie et la technique, tout en stimulant vigoureusement le développement de la société, et par conséquent les préoccupations propres à l'être humain. Le musée d'autrefois, lieu quasi mystique destiné à abriter les vestiges du passé, les œuvres du présent ou les spécimens

¹⁸
MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Casa de la Cultura Ecuatoriana, Quito.
Exposition dans l'escalier menant au 2^e étage.

naturels, est un stéréotype exemplaire qui devrait déjà appartenir à l'histoire et sa persistance en plein *xx^e* siècle est un anachronisme foncier. Il n'empêche qu'aujourd'hui encore, beaucoup de pays, y compris des pays dits développés, conservent de ces institutions dépassées et, partant, déconcertantes. Ces musées accueillent de rares visiteurs, généralement non préparés et qui, une fois instruits par l'expérience, se gardent bien de jamais revenir dans une institution dont ils ont compris qu'elle est sclérosée et totalement inadaptée au monde contemporain.

En Équateur, le musée, produit d'une époque de développement culturel empreint de l'humanisme qui animait l'homme d'État auquel le pays doit la fondation de sa première École polytechnique, a incarné l'idée de présenter d'une manière systématique et scientifique les témoignages illustrant les phénomènes naturels et culturels, mais il n'a pas poursuivi son évolution. Au contraire, il a sombré dans le marasme le plus complet, parce qu'aucune initiative publique ou privée n'a été prise pour stimuler son développement. C'est là un fait inexplicable dans un pays comme l'Équateur, riche d'incomparables ressources humaines, qui se concrétisent dans la culture matérielle des diverses ethnies indigènes réparties sur son territoire, d'un très vaste patrimoine de

39
MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Quito. Exposition de peinture et sculpture
du *xviii^e* siècle.

40
MUSEO DEL MONASTERIO DE LA MERCED,
Quito. Exposition d'art colonial.



39



40

biens culturels produits par l'homme préhistorique et ultérieurement par le métis, et d'un territoire privilégié tant par sa situation géographique que par son écologie originale qui lui vaut une flore et une faune aussi nombreuses que variées. Il y a longtemps que l'État aurait dû prendre ses responsabilités dans ce domaine et s'ériger en promoteur d'une politique muséologique qui, dotée des moyens financiers et techniques voulus, aurait donné l'impulsion nécessaire au développement du musée. Et ce dernier, au lieu de se limiter à la présentation didactique, scientifique et esthétique de ce qu'on appelle les « biens culturels », aurait dû se faire aussi l'instrument d'une étude et d'une prise de conscience profondes des problèmes qui se posent dans une société complexe et pleine de contrastes.

Au contraire, le phénomène que nous évoquions plus haut a entraîné la multiplication et la dispersion des efforts publics et privés, et a eu pour conséquence inévitable une conception fautive du musée et de sa fonction.

C'est à tort qu'on parle aujourd'hui de musée en Équateur, car on y trouve uniquement des collections d'objets qui illustrent un ou plusieurs thèmes, mais auxquels il manque l'enchaînement logique et le souci de remplir une mission sociale. Rendons néanmoins justice aux institutions et aux personnes méritantes qui se sont efforcées par tous les moyens et en toute bonne foi de modifier cet état de choses. C'est, en effet, grâce à elles que nous avons pu préserver un inestimable trésor de biens qui appartenaient à notre patrimoine, voire, dans certains cas, tenter d'assigner un rôle constructif au musée équatorien. Malheureusement, elles ont prodigué leurs efforts en pure perte, sans qu'il ait été possible de concrétiser l'initiative officielle indispensable pour faire du

musée une institution vivante appelée à jouer un rôle déterminant dans la société.

Notons cependant qu'en 1945, à la suite d'une incroyable atteinte aux biens archéologiques de l'Équateur, l'Assemblée nationale constituante, qui siégeait alors, a adopté une loi tendant à préserver le patrimoine artistique et historique et a chargé la Casa de la Cultura Ecuatoriana (Maison de la culture équatorienne), qui venait d'être créée, d'en assurer la garde, l'entretien et la mise en valeur. Ce texte contient le paragraphe suivant : « Article 21. La Maison de la culture organisera la création de musées archéologiques en faisant appel à des experts et enverra des boursiers acquérir à l'étranger les connaissances techniques nécessaires pour organiser, dans les meilleures conditions, un cours sur ce sujet, ainsi que sur la conservation et l'entretien des musées. » Malheureusement, la Maison de la culture n'a pas donné effet à cette disposition législative, alors que la loi même l'autorisait à présenter un budget d'activité annuel pour s'acquitter de sa tâche.

C'est cette défection des pouvoirs publics et de l'organisme responsable qui a amené des établissements comme le Banco Central del Ecuador (Banque centrale de l'Équateur) à intervenir dans un domaine qui ne relevait pas de leur

41
MUSEO ARQUEOLÓGICO DEL BANCO
CENTRAL DEL ECUADOR, QUITO. Salles
d'exposition. a) Culture de transition
Chorrera-Bahía de Caraquez, 800 av. J.-C.
env. ; b) culture de Tuncahuán, de 500 av.
J.-C. à 500 apr. J.-C. env.



41 a



41 b

compétence et à décider, pour enrayer l'exode de témoignages précieux de la culture de notre pays, la création d'un musée archéologique et d'une galerie d'art permettant de montrer une image cohérente de la nation tout au long de la période indienne et indo-hispanique : initiative heureuse, concrétisée par un musée vivant qui s'acquitte d'une fonction sociale à l'échelle nationale et internationale.

Si nous jetons un coup d'œil impartial sur le panorama actuel des musées en Équateur, nous pouvons affirmer que les musées sont nombreux, mais qu'ils ne méritent pas tous ce nom, tantôt parce qu'ils sont anachroniques, tantôt, simplement, parce qu'ils ne remplissent pas leur fonction spécifique, en dépit de la bonne volonté qui s'y manifeste.

Il existe, par exemple, à Quito, cinq musées archéologiques, outre celui de la Banque centrale qui, on l'a vu, s'efforce de donner une vision cohérente de la préhistoire équatorienne, mais ces musées, soit ne disposent pas de moyens nécessaires à leur bon fonctionnement, soit, plus simplement, sont paralysés parce qu'il n'y a plus personne pour en assurer la gestion. On peut en dire autant des musées d'art colonial. L'Église, qui détient d'incalculables trésors artistiques — architecture, peinture, sculpture, etc. — a bien entrepris de créer de petits musées dans les couvents, mais n'a pas su prendre l'initiative d'une politique qui aurait consisté à utiliser ces biens culturels (dont beaucoup d'ailleurs ont été vendus) pour donner une vision cohérente de l'art de Quito. Les musées qui viennent d'être mentionnés rassemblent, dans une présentation désordonnée, les œuvres mises de côté après la réforme liturgique. On peut en

dire autant des universités, des institutions militaires et des collèges d'enseignement secondaire, qui aspirent tous à posséder leur musée, sans le moindre souci de spécialisation, et contribuent largement à la dispersion des efforts en reprenant les thèmes qui devraient être réservés aux grands musées nationaux.

Il en est de même pour les autorités provinciales ou municipales, qui devraient encourager la présentation d'une image sommaire de la région ou de la ville, mais se contentent, dans le meilleur des cas, de créer des collections d'antiquités encombrées de vestiges isolés, sans montrer l'évolution urbaine et sociologique de la ville, comme ce serait normal dans un musée municipal.

Quant à la Maison de la culture, si elle n'a pas dirigé la politique muséologique du pays, comme elle en avait le devoir, elle a créé aussi bien dans la capitale, où elle a son siège, que dans plusieurs provinces, d'excellents musées qui abritent une partie importante du patrimoine archéologique, ethnologique et artistique de l'Équateur, mais qui, pas plus que les autres, ne mettent en pratique la conception selon laquelle le musée a un rôle essentiel à jouer dans la société.

Le résultat de cette situation dramatique, c'est que les musées, en Équateur, sont nés par génération spontanée, grâce aux initiatives privées, à celles de certaines institutions, à la détermination de personnes qui, s'intéressant à tel ou tel aspect de la culture, ont fait en sorte que des collections soient constituées, cataloguées et présentées au public. À mon avis, le musée pose des problèmes complexes et, si l'on ne prend pas les mesures nécessaires pour assurer sa vitalité, il risque, compte tenu du dynamisme du monde actuel et du système de son évolution, de se scléroser, voire de disparaître. Il est temps que l'État et ses organismes culturels définissent les caractéristiques du musée contemporain. Cela signifie qu'il faut créer une direction nationale des musées chargée de coordonner les activités, de former le personnel nécessaire et de prendre, en fonction des réalités nationales, les décisions qui s'imposent pour créer de nouveaux musées ou pour vivifier ceux qui existent déjà.

Il n'y a pas que des ombres au tableau puisque, depuis quelque temps déjà, on voit se dessiner des aspirations sociales qui donnent un sens de plus en plus précis aux préoccupations dont le musée est l'objet et que des pressions s'exercent sur l'État pour l'amener à s'occuper une bonne fois de ces problèmes, qui intéressent directement la culture populaire.

[Traduit de l'espagnol]

Institut d'anthropologie et d'histoire

En 1964, on créa l'Institut d'anthropologie et d'histoire chargé d'organiser, d'améliorer et d'administrer les musées nationaux, départementaux, régionaux et locaux, ainsi que de rechercher et de protéger le patrimoine culturel du Guatemala.

MUSÉES NATIONAUX

Le Musée national d'archéologie et d'ethnologie possède la plus riche collection connue de spécimens provenant de la culture maya : grandes pièces sculpturales, céramique cérémonielle, essentiellement des périodes classiques et post-classiques, objets d'usage quotidien et pierres précieuses. Dans le domaine de l'ethnologie, il renferme la collection la plus importante de textiles et, de plus, des masques, des calebasses, des agrès, des céramiques, etc. On y trouve des dioramas et des maquettes de villages et de maisons populaires. Il est actuellement en cours de rénovation.

Guatemala

Luis Luján Muñoz

42
MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y
ETNOLOGÍA, Guatemala. Vue extérieure.

43
MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y
ETNOLOGÍA, Guatemala. Stèle maya
provenant de Piedras Negras.

44
MUSEO COLONIAL, Antigua Guatemala.
Patio. L'édifice date du XVIII^e siècle.



42

Le Musée national d'histoire et des beaux-arts possède des objets historiques, notamment de l'époque républicaine, et des spécimens des arts plastiques de la même période. Il contient aussi des pièces de l'époque précolombienne et coloniale, ce qui lui permet de donner une vue d'ensemble de l'évolution artistique et historique du Guatemala.

Le Musée national d'histoire naturelle renferme de belles collections zoologiques, notamment en ce qui concerne l'ornithologie. Il possède une section de minéralogie et, récemment, on y a créé un herbier. Il s'efforce de faire mieux connaître les problèmes de l'écologie et de la faune guatémaltèque telles que l'oiseau national.

Le Musée national des arts et traditions populaires possède des objets fabriqués actuellement par les indiens et les métis, notamment des zones rurales.

MUSÉES DÉPARTEMENTAUX, RÉGIONAUX ET LOCAUX

Le Musée colonial (Antigua), installé dans l'ancien bâtiment de l'Université de San Carlos, possède une belle collection de sculptures coloniales, notamment de la période baroque, et d'œuvres de peintres guatémaltèques et mexicains.

Le Musée de Santiago (Antigua), situé dans l'hôtel de ville, contient une collection d'armes précolombiennes et coloniales, certains spécimens d'argenterie, de céramique, de fer forgé, ainsi que de peinture et de sculpture coloniales. On y a aussi reconstitué ce qui fut sans doute la salle de réunion du Chapitre de Santiago de Guatemala.

Le Musée du livre ancien (Antigua) abrite une importante collection d'imprimés guatémaltèques depuis l'introduction de l'imprimerie en 1660 jusqu'au XIX^e siècle, ainsi que la reconstitution d'une imprimerie du XVII^e siècle et des imprimés anciens d'origine étrangère.

Le Musée du couvent des Capucines (Antigua) est installé dans un ancien couvent. On y a fait quelques montages pour donner une idée de la vie conventuelle, et l'on y a organisé des expositions de peinture et de sculpture coloniales. Il s'y trouve également une exposition de céramique vernissée d'Antigua Guatemala et diverses variétés de faïence et de porcelaine qui furent utilisées dans cette ville.

Le Musée régional de Chichicastenango (El Quiché) est constitué de la collection archéologique Rossbach et d'un dépôt de l'Institut d'anthropologie et d'histoire comprenant des spécimens de la culture précolombienne du haut plateau occidental du Guatemala.

Le Musée local de Zaculeu (Huehuetenango) montre les principales découvertes de ce site archéologique d'origine maya.

Le Musée Sylvanus G. Morley (Tikal, El Petén) présente une riche collection d'objets archéologiques provenant du site le plus important de la culture maya précolombienne. On y a reconstitué la grande tombe du temple I.

Le petit Musée régional Verapacense (Cobán, A.V.) renferme des pièces archéologiques et ethnologiques de la région. Il est en cours de réorganisation.

Le Musée régional de la démocratie (Escuintla) possède une collection d'objets archéologiques de la côte sud du Guatemala. Sur la place du village, en face du musée, sont exposées des sculptures caractéristiques de la région.

Autres musées

Dans la capitale de la république, il existe le Musée d'histoire naturelle de l'Université de San Carlos, le Musée d'armes et d'héraldique du Ministère de la défense et le Musée de l'archevêché.

Dans la ville d'Antigua Guatemala, on trouve le Musée d'art et d'artisanat populaires, dépendant de l'université, et la Maison de M. Wilson Popenoe ouverte au public.

Il existe, à Quezaltenango, le Musée de la Maison de la culture d'Occident, et à Comalapa, Chimaltenango, la Maison-musée de Rafael Álvarez, auteur de la musique de l'hymne national.

Projets

Un plan directeur est en cours d'élaboration pour le Parque Metropolitano, qui embrasse les musées nationaux d'archéologie et d'ethnologie, d'histoire et d'art, et d'histoire naturelle. Il prévoit la construction de nouveaux musées d'anthropologie et d'histoire naturelle et la transformation du Musée national d'histoire et des beaux-arts en un Musée national d'histoire et un Musée national d'art moderne. Il prévoit également la création d'un Musée national des arts et des industries populaires près duquel on installerait un point de vente.

On étudie la possibilité d'organiser différemment le Musée national d'archéologie et d'ethnologie, conformément aux exigences de la muséographie moderne. On projette d'améliorer les musées d'Antigua Guatemala et d'en créer un nouveau, sous le nom de Musée de la ville.

L'Institut d'anthropologie et d'histoire envisage notamment de réorganiser le Musée régional Verapacense et de construire un Musée de El Petén. Le plan directeur du Parc national de Tikal prévoit la construction d'un nouveau local pour y installer un musée et l'on souhaite édifier un musée sur le site archéologique de Mixco Viejo.

Certains organismes privés élaborent actuellement, en collaboration avec l'Institut d'anthropologie et d'histoire, les projets de création de nouveaux musées tels que les musées régionaux de Retalhuleu et de Santa Lucia Cotzumalguapa dans le sud du Guatemala.

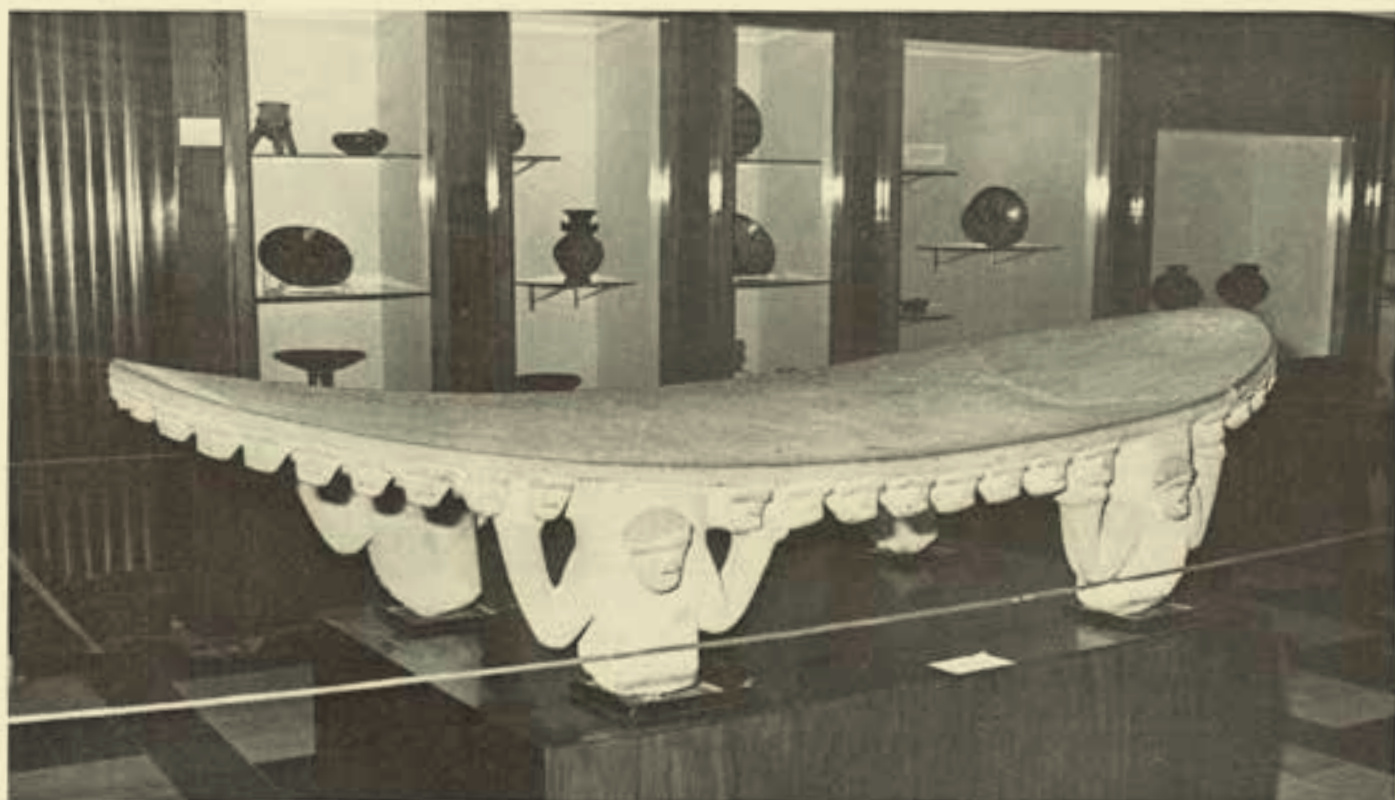
En résumé, nous pouvons dire que le Guatemala, parce qu'il envisage de modifier ses musées actuels et de créer d'autres musées, aura la possibilité d'appliquer les décisions de la Table ronde sur le rôle des musées dans l'Amérique latine d'aujourd'hui. Il pourra, notamment, rechercher des orientations générales, conférer une plus grande importance au patrimoine national en lui donnant un rôle social, et améliorer la communication entre l'objet et le visiteur, sans pour autant concevoir des musées luxueux. De même, dans le domaine de l'éducation, le Guatemala pourra accentuer le rôle pédagogique des musées en décentralisant leurs collections et en créant des programmes de formation correspondant aux divers niveaux de l'enseignement.

[Traduit de l'espagnol]



Panama

Raúl González Guzmán



47
MUSEO NACIONAL DE PANAMA, PANAMA.
Salle d'archéologie de l'ouest de l'isthme.
Au premier plan, la grande table de
cérémonie de Barriles (300 av. J.-C. - 300 apr.
J.-C.).

Panama, petit pays d'Amérique centrale qui compte environ 1 500 000 habitants ne possède que trois musées. Le plus grand et le plus important, le Musée national, se trouve dans la capitale de la république. Les deux autres, situés dans la province de Los Santos, sont : le Musée Belisario Porras, de caractère historique, dans la ville de Las Tablas, et le Musée Manuel F. Zúrate, de nature folklorique, dans la ville de Guararé.

La Direction du patrimoine historique (à l'Institut national de la culture et des sports), dont dépendent les musées, projette de créer à l'avenir de nouveaux musées dans tout le pays.

Si l'on veut comprendre comment se sont développés les musées à Panama, il faut voir brièvement quelle a été l'évolution historique du Musée national.

Panama commença à vivre de façon indépendante en 1903 ; la Convention nationale, réunie en 1904, réserva des fonds pour la construction du Musée national dans le cadre d'un vaste plan de travaux publics.

En 1906, le Secrétariat à l'instruction publique et à la justice signa un contrat avec M. H. D. Lupi, citoyen équatorien, en vue de la constitution de collections de sciences naturelles qui permettraient de créer le nouveau musée ; celui-ci fut inauguré le 3 novembre 1906 avec une « exposition de produits naturels et d'objets fabriqués dans le pays », sous la direction de l'homme de science vénézuélien, M. R. T. Marquis.

A partir de ce moment, le Musée national eut une existence incertaine, surtout par suite du manque d'espace, puisque le bâtiment qui lui était destiné ne fut jamais construit, et il dut fonctionner dans trois petites salles d'une école supérieure. Toutefois, il comportait déjà quatre sections : minéralogie, archéologie, histoire, artisanat et art indigènes.

L'année suivante, le musée fut promu Institut d'enseignement secondaire et, en 1910, lorsque fut créé l'Institut national de Panama, il devint une dépen-

dance de celui-ci. Son orientation continua d'être essentiellement pédagogique. Le manque d'espace, de crédit et l'expiration du contrat du directeur provoquèrent pratiquement sa disparition.

Il fut rouvert en 1927 par un gouvernement qui était conscient de l'importance et de la valeur du patrimoine historique de la nation et qui souhaitait développer la conscience nationale. Cependant, il ne reçut pas l'aide officielle dont il avait tant besoin.

En 1969, il fut transféré dans un bel hôtel particulier du quartier de l'Exposition, où il est encore aujourd'hui. Cet emplacement comportait des avantages, car la plupart des écoles du pays se trouvaient à proximité, et le musée devint un auxiliaire précieux de l'instruction publique puisqu'on y donnait des cours de dessin et de sciences naturelles afin d'encourager la création de musées scolaires.

Pendant cette période, les collections du musée se développèrent énormément grâce à de généreuses donations et aux efforts de la Société des amis du musée. Dirigé pendant quarante-quatre ans par M. Alejandro Mendez, le musée est, depuis 1939, sous la direction de M^{me} Reina Torres de Araúz, anthropologue.

Dans le cadre de la politique gouvernementale tendant à réorganiser les structures et les institutions établies et à rechercher des solutions adaptées aux problèmes nationaux, on créa l'Institut national de la culture et des sports, dont l'une des directions est celle du Patrimoine historique national qui a la haute main sur les musées officiels par l'intermédiaire de son Département des musées. De plus, cette direction comprend un Département des recherches scientifiques chargé des recherches anthropologiques, archéologiques, historiques, ethno-historiques et linguistiques.

Ce département apporte une contribution précieuse aux travaux des musées. Il se propose de les diversifier. Il projette de créer le Musée national d'anthropologie, le Musée de la république, ainsi que des musées historiques à Panama La Vieja et à Portobelo, et la Maison de la tradition, dans la grande maison d'époque coloniale où fut signé l'acte de la première proclamation de l'Indépendance en 1821. Il fournit une aide technique précieuse à divers musées scolaires. Il est chargé de dresser l'inventaire général des biens qui font partie du patrimoine national.

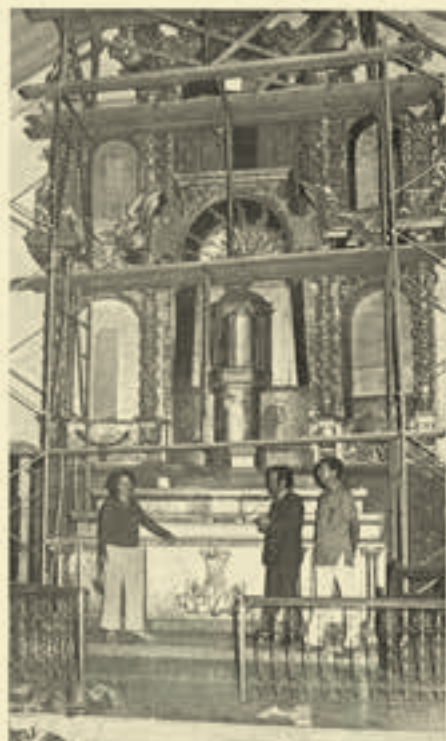
Les conclusions de la Table ronde de Santiago du Chili concordent avec la politique du gouvernement du Panama entreprise en 1968 et visant à modifier et à rénover les anciennes structures. Cette politique de tendance nationaliste reflète la crise profonde que traverse l'humanité. Le pays tout entier se propose, par divers moyens, de rechercher l'essence de ce qui est proprement panaméen. On a compris que la nationalité, dans ce qu'elle a de plus profond, rejoint l'héritage des générations précédentes. En même temps, on doit faire naître dans le peuple la confiance en l'avenir fondée sur la libre détermination et sur le droit d'exploiter à son profit les ressources naturelles et de tracer sa politique nationale.

Le musée, en tant qu'institution culturelle, n'est pas resté, au Panama, indifférent à l'ère de profondes transformations qui s'annonce. Il s'est tout d'abord efforcé de développer les valeurs de l'esprit dans la population scolaire, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de visites.

Il attend actuellement la publication des projets de développement national pour y adapter ses plans d'avenir et contribuer à faire prendre conscience à la population des problèmes qui se posent au pays.

Nous voyons ainsi, grâce à cet exposé, que le Musée national est tombé en léthargie pendant une longue période, mais que, depuis 1970, il se prépare à participer activement aux plans de développement national en s'adaptant aux profondes transformations sociales, économiques et culturelles que doit subir la nation.

[Traduit de l'espagnol]



46
MUSEO DE ARTE RELIGIOSO COLONIAL,
Panama. Chapelle de Santo Domingo où
sera installé le musée. Travaux d'amé-
nagement.

Pérou

Federico Kauffmann Doig



⁴⁷ MUSEO DE ARTE, Lima. Inauguré en 1960, le musée est installé dans un édifice public du XIX^e siècle, entièrement remis à neuf et partiellement climatisé. L'Unesco avait envoyé à Lima, dans les années cinquante, deux experts pour étudier les possibilités d'aménagement du bâtiment.

Ce serait une injustice que de dénigrer d'emblée le développement des musées péruviens depuis un siècle et demi qu'ils existent. Aussi bien l'activité muséologique n'est-elle qu'une facette d'une structure plus ample dont elle dépend. C'est si vrai qu'à comparer le développement de nos musées avec celui des musées de pays « riches », la condition précaire des nôtres saute aux yeux, et qu'on oublie de faire des parallèles avec des pays « en voie de développement » comme le Pérou.

Dans de tels pays le « progrès » des musées est tout relatif, qui dépend du degré de développement des structures socio-économiques des pays intéressés. Tout d'abord, cette constatation permet de situer le problème dans un cadre précis et concret, celui de la réalité nationale. Elle interdit de se répandre en lamentations, de convoiter les réalisations techniques et les vastes ressources financières des institutions sœurs de pays riches. Elle aide aussi à admettre qu'il n'est pas réaliste d'attendre de notre structure nationale beaucoup plus qu'elle ne peut donner.

Toutefois, ce souci de réalisme à l'égard de la politique muséologique nationale ne se traduit nullement par une attitude passive. Bien au contraire.

Ce parti de réalisme qui conduit à prendre pleinement conscience de la situation du pays, dont les moyens sont limités et les besoins multiples, est précisément ce qui permet d'établir des plans judicieux et d'obtenir de la muséologie une contribution solide qui réponde aux exigences fondamentales de la réalité nationale. Cela ne veut pas dire qu'il faille imiter sans discernement les réalisations et les objectifs muséologiques des pays riches, même s'ils répondent là-bas aux exigences nationales. Mais les pays en voie de développement comme le Pérou, dans la mesure où la réalité nationale y est autre, doivent s'attacher à définir et à atteindre des objectifs qui leur soient propres.

Bien entendu, le musée doit remplir, dans tous les pays du monde, un certain nombre de fonctions spécifiques, à la fois fondamentales et traditionnelles : collecte, conservation, recherche et expositions. Au Pérou, il s'en acquitte plus ou moins bien, dans la limite des moyens techniques et du personnel dont il dispose.

La réalité nationale, toutefois, impose incontestablement au musée une tâche complémentaire, complètement négligée jusqu'ici, en dépit de son importance capitale.

En effet, dans des pays comme le nôtre, le musée, de par ses fonctions et avec le matériel d'exposition et le personnel dont il dispose, doit contribuer résolument à résoudre les grands problèmes nationaux, lutter contre le sous-développement, combattre les injustices socio-économiques, rendre le pays moins tributaire de l'étranger.

Le seul parti à prendre est de servir les principes fondamentaux de la justice que nous souhaitons voir régner entre les hommes comme entre les nations. Et peu nous importe d'œuvrer au profit de telle ou telle idéologie: les plus importantes ne combattent-elles pas, au fond, pour les mêmes idéaux? Disons-le sans détour et sans préjugé, dans des pays comme le Pérou, le musée, d'après les critères actuels, doit ajouter à ses tâches traditionnelles celle de la propagande: une propagande qui doit s'aider des ressources de l'histoire pour favoriser la prise de conscience de l'homme et l'amener à créer, à partir de l'action nationale, une société plus humaine.

En quoi cette action doit-elle consister? Il s'agit d'organiser une vaste exposition illustrant divers aspects des problèmes nationaux pour permettre aux masses de voir comment ces problèmes ont été affrontés et résolus dans le passé: de façon satisfaisante ou injuste, avec ou sans douleur. Voir doit inciter à méditer; sur le présent et sur l'avenir. Quant au passé, il servira de toile de fond. Un exemple: veut-on illustrer un sujet comme celui de l'alimentation, on remontera à l'agriculture préhistorique et à l'agriculture coloniale, pour déboucher sur



48

l'agriculture contemporaine et sur celle de demain (en montrant les techniques, les espèces cultivées, les travaux, les systèmes d'exploitation, les révoltes paysannes, le folklore, etc.). De même, si l'on prend pour thème les exploitations minières, on présentera la métallurgie préhistorique, puis les exploitations minières sous les vice-rois, pour montrer finalement la valeur actuelle et future de ces exploitations comme richesse nationale.

Où et comment? Il n'est pas question d'organiser ce genre d'exposition dans les locaux austères de nos musées actuels: ces établissements spécialisés ôtent souvent toute envie d'y revenir à ceux qui s'y sont une fois risqués, car faute de proposer aux visiteurs des explications élémentaires, ils rendent traditionnellement la visite aussi déconcertante que fastidieuse. Un nouveau local est nécessaire, à la fois agréable et situé à proximité de lieux de distraction. Il faudra que ce soit, autant que possible, un endroit distrayant pour le grand public (et non pour les touristes, qui ont déjà à leur disposition les musées traditionnels). L'exposition conçue selon les principes les plus modernes devra être à la fois attrayante et frappante. On donnera la première place aux courtes notices en gros caractères, que viendront compléter de nombreuses explications plus érudites à l'intention des visiteurs qui s'intéressent aux détails. On s'inspirera donc constamment des principes modernes de présentation, en s'efforçant de les porter autant que possible à un niveau sans précédent. Pas question d'entasser des milliers d'objets uniquement destinés à être regardés... Il faut faire parler les objets, leur donner une âme, en utilisant toutes les ressources, éclairage, sonorisation, etc. Les objets exposés devront non seulement dispenser les traditionnelles leçons d'histoire, d'archéologie et d'art, mais surtout lier avec force le passé au présent.



49

48 MUSEO DE ARTE, Lima. Le musée organise des séances hebdomadaires de cinéma destinées à familiariser les visiteurs avec l'art universel. Il existe également, depuis 1964, un ciné-club qui fonctionne dans l'auditorium du musée.

49 MUSEO NACIONAL DE ANTHROPOLOGIA E HISTORIA, Lima. Maquette du nouveau musée national. Le directeur de l'Instituto Nacional de Cultura s'entretient du projet avec J. Hardouin, d'autres experts de l'Unesco et des experts péruviens (photographie prise en 1972).

Quels seront les organisateurs? Il n'est pas nécessaire que ce soient des directeurs de musée. Une tâche nouvelle exige le concours d'hommes qui aient une mentalité nouvelle. Mais les directeurs de musée devront apporter leurs connaissances techniques. Il faudra confier cette tâche nouvelle à des personnes profondément sensibilisées aux problèmes nationaux. Elles s'assureront le concours de muséologues, mais aussi d'artistes de diverses disciplines et de spécialistes des techniques de présentation et de publicité (!). Il ne saurait être question de confier à des participants la réalisation de cette tâche ni son financement. Elle devra bénéficier du soutien du gouvernement. Elle pourrait être subordonnée au Sistema Nacional de la Movilización Social (Système national de la mobilisation sociale) qui est au-dessus des intérêts particuliers. Il est indispensable de s'appuyer sur un terrain solide et stable, sur une institution officielle, si l'on veut que le nouvel organisme trouve sa place dans l'administration nationale.

Cet organisme, qui coifferait tous les musées du pays, pourrait, avec le concours des directeurs de musée, définir de nouvelles règles de muséologie, applicables aussi bien aux activités novatrices évoquées ici qu'aux fonctions traditionnelles des musées.

Se limiter à la capitale? Tout au contraire, à l'instar de la grande exposition intitulée *Los Peruvianos d'hier, d'aujourd'hui et de demain*, qui est envisagée ici, on organiserait des expositions synthétiques portant sur des sujets généraux ainsi que des expositions sur des thèmes spécifiques pour les présenter dans les Pueblos Jóvenes (Villes nouvelles) et dans tout le pays.

Les objectifs et la stratégie que nous proposons ici au musée péruvien se sont imposés à nous comme la conclusion toute naturelle des débats stimulants de la Table ronde de Santiago du Chili.

[Traduit de l'espagnol]

Uruguay

Héctor Fernández Guido

Dans notre pays les musées les plus importants dépendent soit du gouvernement central, par l'intermédiaire des différents ministères, soit des autorités municipales ou départementales¹.

Ministère de l'éducation et de la culture

Le Musée historique national réunit, conserve et présente sous une forme didactique des témoignages relatifs à l'histoire de la république et à la tradition nationale. Il encourage et effectue lui-même des recherches sur le passé national. Il comprend les monuments historiques suivants : Maison du général Fructuoso Rivera (siège principal du musée); Maison du général Juan A. Lavalleja; Musée romantique; deux musées monographiques : la Maison de Herrera, et la Maison de Batlle.

Le Musée national des arts plastiques réunit, conserve et fait connaître, grâce à des expositions temporaires ou permanentes, les productions des arts plastiques d'Uruguay et d'Amérique latine notamment. Il favorise et effectue des recherches sur l'art en Uruguay.

Le Musée des arts décoratifs réunit et conserve du mobilier et des œuvres d'art des diverses époques de la société uruguayenne.

Le Musée national d'histoire naturelle réunit, conserve et présente sous une forme didactique des collections de sciences naturelles, notamment celles qui concernent l'Uruguay. Il effectue et fait progresser les recherches dans le domaine des sciences naturelles.

Le Musée et École civique Juan Zorrilla de San Martín comprend la maison du poète Juan Zorrilla de San Martín, avec le mobilier, la bibliothèque et les

1. Il existe aussi des musées appartenant à des particuliers et à des institutions privées, où sont généralement exposées de petites collections d'œuvres d'art ou d'objets caractéristiques.

œuvres d'art qui la décoraient. Il présente sous une forme didactique les témoignages relatifs à sa vie et à son œuvre, en même temps qu'il exalte et fait connaître les valeurs civiques et morales qui les ont inspirés.

Le Musée régional de Maldonado (Département de Maldonado) réunit, conserve et présente, sous une forme didactique, les témoignages historiques, archéologiques et artistiques du Département de Maldonado.

Le Musée de l'Indien et du gaucho (Département de Tacuarembó) réunit, conserve et fait connaître, sous une forme didactique, des témoignages relatifs à la vie et aux coutumes de l'Indien et du gaucho.

Ministère de la défense nationale

Le Musée aéronautique réunit, conserve et expose des avions historiques tels qu'ils existèrent ou tels qu'on les a reproduits, ainsi que des éléments permettant de suivre l'évolution des techniques de l'aviation.

10 MUSEO MUNICIPAL DE HISTORIA, Montevideo. Maquette de l'ancienne citadelle de Montevideo.

11 MUSEO MUNICIPAL DE BELLAS ARTES « JUAN MANUEL BLANES », Montevideo. Une des salles d'exposition.

12 PLANETARIO, Montevideo. Visite scolaire au planétarium.



10



11



12

Le Musée militaire réunit, conserve et expose le matériel de guerre utilisé par l'armée nationale pendant les luttes pour l'Indépendance et les révolutions. Il est en cours de réorganisation.

Un Musée naval est en projet.

Intendance municipale de Montevideo

Le Musée municipal des beaux-arts Juan Manuel Blanes expose des peintures, sculptures, dessins et gravures d'artistes uruguayens.

Le Musée municipal d'histoire réunit, conserve et présente, sous forme didactique, des documents et d'importantes collections évoquant l'histoire de Montevideo. Il effectue et stimule les recherches sur l'histoire de la ville. Sont annexés à ce musée, les pavillons du parc Fernando García, cadres d'une collection sur les moyens de transport de la capitale.

Le Musée d'histoire de l'art a pour objectif : a) une action didactique qui consiste à prêter à des professeurs des diapositives reproduisant des plans, des cartes et, en couleur, des objets d'art et d'artisanat depuis la préhistoire jusqu'à nos jours ; b) la diffusion de la culture : celle-ci est présentée de la façon la plus large dans les galeries d'histoire de l'art par des expositions temporaires d'archéologie, d'épigraphie, d'artisanat et d'outils, ainsi que par toutes sortes de manifestations artistiques, même architecturales.

Le Musée zoologique Damaso A. Larrañaga présente, dans un but didactique et à l'aide de dioramas, les espèces caractéristiques de l'Uruguay, notamment des spécimens qui montrent l'évolution des principales espèces indigènes, et des collections sérielles des groupes les plus importants.

Le Parc zoologique Pereira Rossel (Villa Dolores) présente des espèces animales de diverses provenances. Des conférences y sont données par des instituteurs aux élèves des écoles primaires.

Le Parc zoologique Lecocq, dont la surface est étendue, est consacré à l'élevage et la présentation de familles animales dans leur milieu naturel.

Le Planétarium Agr. Germán Barbato diffuse la connaissance de l'astronomie et des sciences connexes à différents niveaux : a) au niveau scolaire, pour les élèves des écoles primaires, de la 1^{re} à la 6^e année, à l'aide de conférences d'instituteurs spécialistes de l'astronomie et du maniement des instruments ; b) au niveau des lycées, pour les élèves de 4^e année d'enseignement secondaire ; c) pour le public en général : dix conférences environ sont données chaque semaine pour l'homme de la rue, afin de le tenir au courant des progrès réalisés en astronomie, en astronautique et dans les sciences connexes.

Le Jardin botanique conserve, enrichit et présente des spécimens de la flore autochtone et régionale. Il dispose d'une serre pour les plantes exotiques. On y donne des conférences aux élèves des écoles primaires et secondaires.

A la suite de la Table ronde de Santiago du Chili, on se propose de réunir les directeurs des musées cités plus haut, en vue de discuter le rapport de ce colloque. On insistera alors sur les recommandations de caractère général et sur celles qu'il sera possible d'adopter en ce qui concerne le milieu rural, le milieu urbain, le développement scientifique et technique, et le rôle des musées dans l'éducation permanente.

On fera ressortir les avantages qu'il y a à concevoir des expositions de caractère global puisque c'est là une des idées marquantes du colloque.

On s'efforcera également de créer une association de muséologues affiliée à l'Association latino-américaine de muséologie (ALAM) et à l'Icom.

On y soulignera l'importance des résolutions relatives à l'éducation permanente et la nécessité d'attacher à la direction des musées des éducateurs ayant un rôle de conseillers et servant en même temps de guides au cours des visites effectuées par les élèves des écoles et des lycées, comme cela se fait déjà au Jardin zoologique et au Planétarium municipal.

[Traduit de l'espagnol]

Documents annexes



13
Intérieur d'une maison à Cucuchucho
(Mexique).

I. Principes de base du musée intégral

Les membres de la Table ronde sur le rôle des musées dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, en analysant les exposés des animateurs sur les problèmes du milieu rural, du milieu urbain, du développement scientifique et technique et de l'éducation permanente, se sont rendu compte de l'importance de ces problèmes pour l'avenir de la société en Amérique latine.

Il leur est apparu nécessaire, pour résoudre ces problèmes, que la communauté en comprenne les aspects techniques, sociaux, économiques et politiques.

Ils ont considéré que la prise de conscience par les musées de la situation actuelle et des différentes solutions qu'on peut envisager pour la régler est une condition essentielle de leur intégration à la vie de la société. C'est de cette façon, ont-ils estimé, que les musées peuvent et doivent jouer un rôle décisif dans l'éducation de la communauté.

Santiago, 30 mai 1972

II. Résolutions adoptées par la Table ronde de Santiago du Chili

1. *Vers une mutation du musée d'Amérique latine*

CONSIDÉRANT

Que les transformations sociales, économiques et culturelles qui se produisent dans le monde et, surtout, dans un grand nombre de régions en voie de développement, sont un défi lancé à la muséologie ;

Que l'humanité vit actuellement une période de crise profonde ; que la technique a permis à la civilisation matérielle de faire de gigantesques progrès qui n'ont pas eu leur équivalent dans le domaine culturel ; que cette situation crée un déséquilibre entre les pays qui ont atteint un haut niveau de développement matériel et ceux qui restent en marge de cette expansion et qui, même, ont été asservis au cours de leur histoire ; que les problèmes de la société contemporaine sont dus à des injustices, et que l'on ne pourra y apporter de solutions tant que celles-ci n'auront pas été corrigées¹ ;

Que les problèmes que pose le progrès des sociétés dans le monde contemporain doivent être envisagés globalement et être réglés dans leurs multiples aspects ; qu'ils ne peuvent être résolus par une seule science ou une seule discipline ; que le choix des meilleures solutions à adopter et leur application ne doivent pas être l'apanage d'un groupe social, mais exigent que tous les secteurs de la société

1. L'exposé des motifs qui précède a été adopté à la majorité ; sept voix y ont été favorables (Mario Vázquez, Raúl González Guzmán, Hernán Crespo Total, Luis Diego Gómez Pignataro, Luis Luján Muñoz, Carlos de Sola, Federico Kauffmann Doig), et quatre voix s'y sont opposées par suite d'un désaccord sur la terminologie utilisée (Mario E. Teruggi, Lygia Martins-Gonsa, Enrique Ensenat et Héctor Fernández Guido).

- y participent largement, consciemment et s'y engagent pleinement ;
- Que le musée est une institution au service de la société dont il est partie intégrante et qu'il possède en lui-même les éléments qui lui permettent de participer à la formation de la conscience des communautés qu'il sert ; qu'il peut contribuer à entraîner ces communautés dans l'action, en situant leur activité dans un cadre historique qui permette d'éclairer les problèmes actuels, c'est-à-dire en rattachant le passé au présent, en s'engageant par rapport aux changements de structure en cours et en provoquant d'autres changements à l'intérieur de leur réalité nationale respective ;
- Que cette conception nouvelle n'implique pas qu'on supprime les musées actuels ni qu'on renonce aux musées spécialisés, mais qu'on estime qu'elle permettra aux musées de se développer et d'évoluer de la façon la plus rationnelle et la plus logique qui soit, afin de mieux servir la société ; que, dans certains cas, la transformation envisagée se fera lentement et même expérimentalement, mais que, dans d'autres, elle pourrait être le principe directeur essentiel ;
- Que la transformation des activités du musée exige le changement progressif de la mentalité des conservateurs et des responsables de musées, ainsi que des structures dont ils dépendent ; que, d'autre part, le musée intégral nécessitera, à titre permanent ou provisoire, l'aide de spécialistes de différentes disciplines et de spécialistes des sciences sociales ;
- Que, par ses caractéristiques particulières, le nouveau type de musée semble être le plus adéquat pour une action au niveau régional ou dans des localités de petite ou de moyenne importance ;
- Que, compte tenu des considérations exposées ci-dessus et du fait que le musée est une « institution au service de la société, qui acquiert, communique et, notamment, expose, à des fins d'étude, de conservation, d'éducation et de culture, des témoins représentatifs de l'évolution de la nature et de l'homme », la Table ronde convoquée par l'Unesco à Santiago du Chili du 20 au 31 mai 1972 sur le rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui.

DÉCIDE

D'une façon générale

1. Qu'il est nécessaire d'ouvrir le musée aux disciplines qui n'entrent pas dans son domaine de compétence traditionnel, afin de faire prendre conscience du développement anthropologique, socio-économique et technologique des nations d'Amérique latine, grâce à la participation de conseillers pour l'orientation générale des musées ;
2. Que les musées doivent intensifier leurs efforts en vue de récupérer le patrimoine culturel pour lui faire jouer un rôle social et éviter qu'il soit dispersé hors des pays latino-américains ;
3. Que les musées doivent rendre leurs collections aussi commodément accessibles que possible aux chercheurs qualifiés et aussi, dans la mesure du possible, aux institutions publiques, religieuses et privées ;
4. Que les techniques muséographiques traditionnelles doivent être modernisées afin que s'établisse une meilleure communication entre l'objet et le visiteur ; que le musée doit conserver son caractère d'institution permanente sans que cela implique l'utilisation de techniques et de matériel coûteux et compliqués qui pourrait conduire le musée à un gaspillage incompatible avec la situation des pays latino-américains ;
5. Que les musées doivent créer des systèmes d'évaluation qui leur permettent de déterminer l'efficacité de leur action à l'égard de la communauté ;
6. Que, compte tenu des résultats de l'enquête sur les besoins actuels des musées et leur manque de personnel qui doit être réalisée sous les auspices de l'Unesco, les centres de formation de personnel des musées qui existent déjà en Amérique latine doivent être perfectionnés et développés par les pays eux-mêmes ; que ce réseau de centres de formation doit être complété et son influence se faire sentir sur le plan régional ; que le recyclage du personnel actuel doit être assuré au niveau national et régional ; que la possibilité lui soit donnée de se perfectionner à l'étranger.

En ce qui concerne le milieu rural

- Que les musées doivent servir à faire prendre davantage conscience des problèmes du milieu rural, à l'aide des moyens suivants :
- a) Exposition de technologies applicables à l'amélioration de la vie de la communauté ;

- b) Expositions culturelles proposant diverses solutions au problème de l'environnement social et écologique afin de donner au public une plus vive conscience de ces problèmes et de renforcer les liens nationaux, à savoir :
 - i) Expositions ayant trait au milieu rural dans les musées urbains ;
 - ii) Expositions itinérantes ;
 - iii) Création de musée de site.

En ce qui concerne le milieu urbain

- Que les musées doivent servir à faire prendre plus nettement conscience des problèmes du milieu urbain, à l'aide des moyens suivants :
- a) Les « musées de la ville » insisteront particulièrement sur le développement urbain et les problèmes qu'il pose, aussi bien dans leurs expositions que dans leurs travaux de recherche ;
 - b) Les musées organiseront des expositions spéciales, illustrant les problèmes du développement urbain contemporain ;
 - c) Avec le concours des grands musées, des expositions seront organisées et des musées créés dans les faubourgs et dans les zones rurales, pour informer les habitants des avantages et des inconvénients de la vie dans les grandes villes ;
 - d) L'offre du Musée national d'anthropologie de Mexico sera acceptée, consistant à expérimenter, par une exposition temporaire intéressante l'Amérique latine, les techniques muséologiques du musée intégral.

En ce qui concerne le développement scientifique et technique

- Que les musées doivent servir à faire prendre conscience de la nécessité d'un plus grand développement scientifique et technique, à l'aide des moyens suivants :
- a) Les musées stimuleront le développement technologique, compte tenu de la situation actuelle de la communauté ;
 - b) A l'ordre du jour des réunions des ministres de l'éducation et (ou) des organismes spécialement chargés du développement scientifique et technique, on insérera l'emploi des musées comme moyens de diffusion des progrès réalisés en ces domaines ;
 - c) Les musées favoriseront la diffusion des connaissances scientifiques et techniques, grâce à des expositions itinérantes qui contribueront à décentraliser leur action.

En ce qui concerne l'éducation permanente

- Que le musée, agent incomparable d'éducation permanente de la communauté, remplisse davantage le rôle qui lui revient, à l'aide des moyens suivants :
- a) Un service éducatif sera organisé dans les musées qui n'en possèdent pas encore afin qu'ils puissent remplir leur fonction d'enseignement ; chacun de ces services sera doté d'installations adéquates et de moyens lui permettant d'agir à l'intérieur et à l'extérieur du musée ;
 - b) On intégrera à la politique nationale de l'enseignement, des services que les musées devront régulièrement assurer ;
 - c) On diffusera, grâce aux moyens audio-visuels, des connaissances les plus importantes, dans les écoles et en milieu rural ;
 - d) On utilisera pour l'éducation, grâce à un système de décentralisation, du matériel que le musée possède en plusieurs exemplaires ;
 - e) On incitera des écoles à rassembler des collections et à monter des expositions d'objets du patrimoine culturel local ;
 - f) On établira des programmes de formation pour les maîtres des divers niveaux d'enseignement (primaire, secondaire, technique et universitaire).

Les présentes recommandations confirment celles qui ont pu être formulées au cours des différents séminaires et tables rondes sur les musées organisés par l'Unesco.

2. Pour la création d'une Association latino-américaine de muséologie

CONSIDÉRANT

- Que les musées sont des institutions au service de la société, qui acquièrent, communiquent et, notamment, exposent à des fins

d'étude, d'éducation et de culture, des témoins représentatifs de l'évolution de la nature et de l'homme ;

Que, particulièrement dans les pays latino-américains, ils doivent répondre aux besoins des grandes masses populaires désireuses d'accéder à une vie plus prospère et plus heureuse, grâce à la connaissance de leur patrimoine naturel et culturel, ce qui oblige souvent les musées à assumer des fonctions, qui, dans des pays plus développés, incombent à d'autres organismes ;

Que les musées et les muséologues latino-américains, à de rares exceptions près, se heurtent à des difficultés de communication par suite des grandes distances qui les séparent les uns des autres et du reste du monde ;

Que l'importance des musées et les possibilités qu'ils offrent à la communauté ne sont pas encore pleinement reconnues par toutes les autorités ni par tous les secteurs du public ;

Que lors de la huitième et de la neuvième conférence générale de l'Icom qui se sont respectivement tenues à Munich en 1968 et à Grenoble en 1971, les muséologues latino-américains qui étaient présents ont signalé la nécessité de créer un organisme régional ;

La Table ronde sur le rôle des musées dans l'Amérique latine d'aujourd'hui convoquée par l'Unesco à Santiago du Chili du 20 au 31 mai 1972

DÉCIDE

1. De créer l'Association latino-américaine de muséologie (ALAM), ouverte à tous les musées, muséologues, muséographes, chercheurs et éducateurs employés par les musées en vue des objectifs et à l'aide des moyens suivants :

Doter la communauté régionale de meilleurs musées, conçus à la lumière de l'expérience acquise dans les pays latino-américains ;

Constituer un instrument de communication entre les musées et les muséologues latino-américains ;

Développer la coopération entre les musées de la région grâce aux échanges et aux prêts de collections et aux échanges d'information et de personnel spécialisé ;

Créer un organe officiel qui fasse connaître les désirs et l'expérience des musées et de leur personnel aux membres de la profession, à la communauté dont ils font partie, aux autorités et à d'autres institutions connexes ;

Affilier l'Association latino-américaine de muséologie au Conseil international des musées en adoptant une structure parallèle, ses membres étant en même temps membres de l'Icom ;

Diviser, à des fins opérationnelles, l'Association latino-américaine de muséologie en quatre sections correspondant provisoirement aux régions et pays suivants :

Amérique centrale, Panama, Mexique, Cuba, Saint-Domingue, Porto Rico, Haïti et Antilles françaises.

Colombie, Venezuela, Pérou, Équateur et Bolivie.

Brésil,

Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay.

2. Que les soussignés, participants à la Table ronde de Santiago du Chili, se constituent en comité d'organisation de l'Association latino-américaine de muséologie, et notamment en un groupe de travail composé de cinq personnes, quatre d'entre elles représentant chacune des zones énumérées ci-dessus et la cinquième jouant le rôle de coordonnateur général ; que ce groupe de travail aura pour tâche, dans un délai de six mois au plus : d'élaborer les statuts et les règlements de l'association ; de décider de s'entendre avec l'Icom sur les formes d'actions à mener conjointement ; de donner une large publicité à la nouvelle organisation ; d'organiser des élections pour la constitution des divers organes de l'ALAM ; de fixer le siège de cette association, provisoirement, au Musée national d'anthropologie de Mexico ; de composer ce groupe de travail des personnes suivantes représentant leur zones respectives :

Zone 1 : M. Luis Diego Gómez Pignataro (Costa Rica) ; zone 2 : M^{me} Alicia Dussán de Reichel (Colombie) ; zone 3 : M^{me} Lygia Martins-Costa (Brésil) ; zone 4 : M^{me} Grete Mostny Glaser (Chili) ; coordonnateur : M. Mario Vásquez (Mexique).

Santiago, 31 mai 1972
[Traduit de l'espagnol]

III. Recommandations présentées à l'Unesco par la Table ronde de Santiago du Chili

La Table ronde sur le rôle du musée dans l'Amérique latine d'aujourd'hui convoquée par l'Unesco à Santiago du Chili du 20 au 31 mai 1972 présente à l'Unesco les recommandations suivantes :

1. L'un des résultats les plus importants auxquels ait abouti la table ronde a été de définir et lancer une nouvelle conception de l'action des musées : le musée intégral, destiné à donner à la communauté une vue d'ensemble de son milieu naturel et culturel. Elle suggère à l'Unesco d'utiliser les moyens de diffusion dont elle dispose pour encourager cette nouvelle tendance.
2. L'Unesco poursuivrait et intensifierait son effort pour contribuer à la formation de techniciens de musée — tant au niveau de l'enseignement secondaire qu'à celui de l'enseignement universitaire — comme elle l'a fait jusqu'ici au centre régional « Paul Coremans »¹.
3. L'Unesco susciterait la création d'un centre régional pour la préparation et la conservation des spécimens naturels, dont l'actuel Centre national de muséologie de Santiago pourrait constituer le noyau. En plus de sa fonction d'enseignement (formation de techniciens) et de sa fonction professionnelle en matière de muséologie (préparation et conservation des spécimens naturels) et de la production de matériel d'enseignement, ce centre régional jouerait un rôle important dans la protection des ressources naturelles.
4. L'Unesco accorderait des bourses d'étude et de perfectionnement à des techniciens de musée ayant une instruction de niveau secondaire.
5. L'Unesco recommanderait aux ministères de l'éducation et de la culture et (ou) aux organismes spécialement chargés du développement scientifique, technique et culturel, de considérer les musées comme un moyen de diffusion des progrès réalisés dans ces domaines.
6. En raison de l'importance du problème de l'urbanisation en Amérique latine et de la nécessité d'éclairer la société à ce sujet, à différents niveaux, l'Unesco encouragerait la rédaction d'un livre sur l'histoire, le développement et les problèmes des villes en Amérique latine ; celui-ci serait publié à la fois sous forme d'ouvrage scientifique et sous forme d'ouvrage de vulgarisation. Et pour atteindre un public plus vaste, l'Unesco produirait à ce sujet un film propre à intéresser tous les genres de public.

1. Centro Latino-Americano de Estudios para la Conservación y Restauración de los Bienes Culturales. Convento de Churubusco, México 21.

IV. Liste des participants à la Table ronde de Santiago du Chili

Directeur

Héctor FERNÁNDEZ GUIDO, ingénieur, directeur du Planétarium municipal Agrimensor Germán Barbato, Montevideo (Uruguay).

Animateurs

Professeur Enrique ENSEÑAT, professeur à la Faculté d'agronomie, Université de Panama (Panama).

Jorge Enrique HARDON, architecte, directeur de recherches au Centre d'études urbaines et régionales, Institut Di Tella, Buenos Aires (Argentine).

Professeur Mario E. TERUGGI, chef de la Division de minéralogie et de pétrographie au Musée de La Plata, La Plata (Argentine).

César PICON ESPINOZA, directeur général de l'enseignement scolaire et professionnel, Ministère de l'éducation, Lima (Pérou).

Représentants de l'Unesco et de l'Icom

M^{lle} Raymonde FREN, rédactrice en chef de *Museum*, Section des normes, recherches et musées, Département du patrimoine culturel.

Jacques HARDON, spécialiste du programme, Section de la mise en valeur du patrimoine culturel.

Hugues de VARENE-BOHAN, directeur de l'Icom, Maison de l'Unesco, Paris.

Participants

M^{me} Teresa GIBERT DE MESA, directrice du Musée d'art national, La Paz (Bolivie).

M^{me} Lygia MARTINS-COSTA, Institut du patrimoine historique et artistique national, MEC, Rio de Janeiro (Brésil).

M^{me} Grete MOSTNY GLASER, conservateur du Musée national d'histoire naturelle, Santiago (Chili).

M^{me} Alicia DUSSÁN DE REICHEL, chef de la Division des musées et de la restauration, Institut colombien de culture, Bogotá (Colombie).

Luis Diego GÓMEZ Pignataro, directeur de la Division d'histoire naturelle, Musée national du Costa Rica.

Hernán CRESPO TORAL, architecte, directeur du Musée de la Banque centrale de l'Équateur, Quito (Équateur).

Luis LEJÁN MUÑOZ, directeur de l'Institut d'anthropologie et d'histoire, Guatemala (Guatemala).

Mario VÁSQUEZ, sous-directeur du Musée national d'anthropologie de Mexico (Mexique).

Professeur Raúl GONZÁLEZ GUZMÁN, chef des musées et expositions, Direction du patrimoine historique national (Panama).

Federico KAUFFMANN DOIG, directeur de la Conservation du patrimoine culturel de la nation, Lima (Pérou).

Carlos DE SOLA, directeur général de la culture, San Salvador (El Salvador).

V. Associations de musées, comités nationaux pour l'Icom, répertoires de musées

ASSOCIATION DE MUSÉES

Asociación Latinoamericana de Museos (ALAM), Museo del Banco Central de Ecuador, Quito.

Carta de ALAM.

Argentine

Colegio de Museólogos de la República Argentina, Charcas 8787, Buenos Aires.

Brésil

Associação Brasileira de Museólogos, Fundação Casa de Rui Barbosa, rua S. Clemente 134, Rio de Janeiro 68.

Bulletin: *Museologia*.

Associação dos Museus de Arte do Brasil, Museu de Arte Contemporânea de Universidade de São Paulo, Caixa postal 22031, São Paulo.

Bulletin: *Boletim informativo*.

Colombie

Asociación Colombiana de Museos (ACOM), Museo del Oro, Calle 16, n° 3-41, Bogotá.

ALAM (Voir § 1).

COMITÉS NATIONAUX POUR L'ICOM

Argentine

Président: S.^r Carlo M. GELLY y OBES, Director, Museo Histórico Brigadier C. Saavedra, Republiquetas 6307, Buenos Aires.

Brésil

Président: S.^r G. BRITTO RAPÔSO de CAMARA, Museo Histórico Nacional, pça Marechal Aécio, s/n 20000 Rio de Janeiro, GB.

Chili

Président: S.^{me} Grete MOSTNY GLASER, Directora, Museo Nacional de Historia Natural, casilla 787, Santiago de Chile.

Colombie

Correspondant: D.^r Alvaro SOTO, Director del Museo Nacional de Antropología, Carrera 7, n.° 48-66, Bogotá.

Cuba

Président: S.^{me} Marta ARJONA, Directora de Museos y Monumentos, Palacio de Bellas Artes, Animas y Zulueta, La Habana.

Équateur

Correspondant: S.^r Hernán CRESPO TORAL, Director, Museo del Banco Central, Quito.

Guatemala

Président: Lic. Luis Luján Muñoz,
Director,
Instituto de Antropología e Historia,
Edificio n.º 5 de « La Aurora », zone 13,
Guatemala C.A.

Honduras

c/o S.ª Director,
Instituto Nacional de Antropología e Historia de Honduras,
avenida Lempira 404, Tegucigalpa D.C.

Mexique

Président: D.ª Ignacio BERNAL, Directeur, Museo Nacional de Antropología,
Bosque de Chapultepec, Mexico 5, D.F.

Panama

Président: D.ª Reina TORRES de ARADÚZ,
Directora, Patrimonio Histórico,
Instituto Nacional de Cultura y Deportes,
apartado 66 A, Panama A.

Pérou

Président: D.ª Luis VALCARCEL,
Museo Nacional de la Cultura Peruana,
avenida Alfonso Ugarte 630, Lima.

Venezuela

Président: Profesor Miguel ARROYO,

Director, Museo de Bellas Artes,
Los Caobos, Caracas.

RÉPERTOIRES DE MUSÉES

Amérique latine

Guía de las colecciones públicas de arte en la América latina. Vol. 1: Región del Golfo de México y de Caribe. Washington, Unión Panamericana, 1956. 193 p.

Guía de museos de América latina. La Habana, Centro Regional de la Unesco en el Hemisferio Occidental, 1963. 179 p.

Argentine

Museología argentina. Guía de instituciones y museos, préparé par Adolfo Enrique Rodríguez. Buenos Aires, Colegio de museólogos de la República Argentina, 1971. 192 p.

Brésil

Endereços de museus brasileiros. Ijué, Instituto regional de documentação, Museu antropológico Diretor Postana, 1972. 19 p., multi-graphié.

Fernanda do CAMARGO E ALMEIDA. Guia dos museus do Brasil. Rio de Janeiro, Editora Expressão e Cultura, 1972. 317 p.

Colombie

Alicia DUSSÁN DE REICHEL. Registro de los museos de Colombia en 1972. Bogotá, Ministerio de educación nacional, Instituto colombiano de cultura, División de museos y restauración, 1972. 12 p.

VI. Tableau des musées de Bolivie

LA PAZ	Musée national de l'art	Musée Tiawanaco	Musée de l'art populaire	Maison de Martílo	TLAHUANACO (dépt. de La Paz)	Musée régional	SUCRE	Musée Charcas	Musée d'anthropologie	Musée de la cathédrale	Musée Santa Clara	Maison de la liberté	POTOSÍ	Maison de la monnaie	COCHABAMBA	Musée archéologique	Maison de la culture	ORURO	Musée municipal	MUSÉES DE BOLIVIE Localisation. Type de collections. Institutions dont ils dépendent. Édifices qu'ils occupent
•			•					•		•	•			•			•			Art colonial
								•						•						Art du XIX ^e siècle
•								•						•						Art du XX ^e siècle
	•					•			•					•		•				Archéologie
	•		•	•					•											Ethnographie
		•	•	•																Folklore
				•								•								Histoire
•	•	•			•						•									Ministère de l'éducation
								•	•							•				Universités
				•													•	•		Communes
										•	•									Église
														•						Autres
								•		•	•	•								XVII ^e siècle
•		•	•	•										•						XVIII ^e siècle
																				XIX ^e siècle
	•																			XX ^e siècle

Les auteurs

Hernán CRESPO TORAL. Né à Cuenca (Équateur) en 1917. A obtenu le grade de bachelier au Collège San José de Guayaquil et le diplôme d'architecte à l'Université centrale de l'Équateur, à Quito. Boursier de l'Unesco pour effectuer des études de muséologie à l'École du Louvre de Paris et des stages d'observation à Rio de Janeiro, Bourges, Rome, Naples, Mexico et Guatemala (1938/39). Directeur fondateur des Musées archéologique et galeries d'art de la Banque centrale de l'Équateur, secrétaire exécutif de l'Association latino-américaine des musées (ALAM), directeur exécutif de l'Institut national d'anthropologie et d'histoire de l'Équateur.

Luis Diego GÓMEZ PIGNATERO, Costaricien. Né en 1944. Études à Costa Rica et aux États-Unis d'Amérique. Diplômé du Département de biologie de l'Université du Costa Rica (1969). A participé activement aux recherches concernant les plantes inférieures, notamment les Ptéridophytes. A publié une cinquantaine d'articles techniques intéressant la paléologie et la zoologie. Depuis 1970, a travaillé pour le Musée national du Costa Rica, d'abord en qualité de chef du Département d'histoire naturelle et, maintenant, en tant que directeur général du musée. Éditeur de la revue de sciences naturelles *Brenesia*. Membre du groupe de travail chargé de l'organisation de l'Association latino-américaine de muséologie (1972). A enseigné la botanique générale, l'anatomie végétale et la botanique systématique à l'Université du Costa Rica.

Alicia DUSSÁN DE REICHEL, Colombienne. Née à Bogotá en 1920. Diplômée d'ethnologie sous la direction de Paul Rivet, Paris 1942. Au cours de ses recherches ethnologiques et archéologiques, a parcouru une grande partie du pays, travaillant aux côtés de son époux, G. Reichel Dolmatoff, anthropologue attaché au gouvernement. A organisé le Musée de l'Institut ethnologique del Magdalena à Santa Marta, 1946-1950. Conseiller technique du Musée de l'or, Bogotá, 1967. A été professeur d'anthropologie culturelle au Centro Inter-Americano de Vivienda (Union panaméricaine) et à l'Université des Andes. A été chef de la Division des musées et de la restauration, à l'Institut colombien de la culture, Ministère de l'éducation, et présidente du Comité national colombien pour l'Icom. Nombreuses publications dans le pays et à l'étranger.

Enrique ENSEÑAT, Panaméen. Ingénieur agronome (Louisiana State University); professeur de politique agricole à la Faculté d'agronomie de l'Université de Panama depuis 1959. Directeur du Département de l'agriculture de Panama, 1949-1950. Fonctionnaire permanent du Bureau international du travail à Genève, 1950-1959. Fondateur de la Faculté d'agronomie de l'Université de Panama. Doyen de cette

faculté de 1959 à 1972. Membre du Comité consultatif conjoint FAO/BIT/Unesco pour l'éducation, la science et la formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture.

Héctor FERNÁNDEZ GUIDO, Uruguayen. Professeur normalien et ingénieur de l'industrie. Études à l'Institut de technologie du Massachusetts (1949) et au Bureau of Standards (1948-1949). Professeur de cosmographie et de physique (enseignement secondaire); professeur d'électricité à l'Université du travail et à l'Institut de professeurs « Arrigas » (1956-1972); professeur de physique (cours d'arpentage et d'ingénierie, 1946-1948); professeur d'électrotechnique (1951-1956); professeur d'astronautique (École militaire d'aviation, 1961-1972). Directeur du Département des communications, Faculté d'ingénierie (1956-1962) et doyen de celle-ci (1965-1966); directeur du Planétarium municipal de Montevideo (1956-1972); directeur de l'enseignement de la science et de la technologie (Ministère de l'éducation et de la culture). Membre titulaire de l'Académie nationale d'ingénierie.

Teresa GIBERT DE MESA, Bolivienne. Après des études d'architecture à l'Universidad Mayor de San Andrés de La Paz, a travaillé de 1951 à 1953 à l'Instituto de Arte « Diego Velásquez » de Madrid. Enseigne depuis 1954 l'histoire de l'art à la Faculté de philosophie et des lettres de l'Universidad Mayor de San Andrés. Chargée de recherche à l'Instituto de Investigaciones Artísticas de cette université; a écrit plusieurs ouvrages en collaboration avec l'architecte José de Mesa. Remplit depuis 1970 les fonctions de directrice du Musée d'art national. Membre de l'Académie nationale des sciences de Bolivie et membre correspondant de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando (Madrid).

Raúl GONZÁLEZ GUZMÁN, Panaméen. Né en 1936. Licencié en philosophie, en lettres et en pédagogie de l'Université de Panama. A suivi un cours intensif de muséographie et de techniques de recherche anthropologique au Mexique. Chef du Département des musées et des expositions à la Direction du patrimoine historique de l'Institut national de la culture et des sports. Professeur spécialisé d'ethnographie de Panama et assistant de la chaire d'anthropologie à l'Université de Panama. Membre du Centre de recherches anthropologiques et du programme de recherches biotypologiques de l'Université de Panama. A publié divers travaux relatifs à l'ethnographie et à l'archéologie de Panama.

Juan GÓMEZ MILLAS, Chilien. Études dans les universités du Chili, de Paris, de Berlin, concernant l'éducation, l'histoire et la géographie. Professeur titulaire d'histoire à l'Université du Chili depuis 1925. Organisateur de l'Institut de formation de professeurs de l'enseignement secondaire à Caracas, Venezuela (1940-1941). Recteur de l'Université du Chili (1953-1963). Ministre de l'éducation en 1953, puis, de nouveau, de 1964 à 1968. Président de

l'Union des universités latino-américaines (1953-1966). Effectue différentes missions pour l'Unesco, l'OEA, dans des congrès, etc., jusqu'en 1971. Docteur *honoris causa* de l'Université Ann Harbor du Michigan. Publie des ouvrages sur des sujets éducatifs et culturels.

Jorge Enrique HARDOY, Argentin. Architecte diplômé de l'Université de Buenos Aires. M.A. Ph.D. en urbanisme et aménagement du territoire de l'Université Harvard. Actuellement, directeur de recherches au Centre d'études urbaines et régionales de l'Institut Torcuato Di Tella, à Buenos Aires, après avoir été directeur de ce centre (1967-1969). Professeur de planification urbaine à l'Université del Litoral, Rosario (1956-1965); directeur de cet institut (1961-1965). Président de la Société interaméricaine de planification (1966-1970). Professeur invité à l'Université Yale (1970); boursier de la Fondation Guggenheim en 1960 et 1968. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire, notamment de l'Amérique latine.

Federico KAUFFMANN DOTT, Péruvien. Docteur en archéologie (1955) et docteur en histoire (1963). Professeur d'université. A suivi des cours de muséographie aux États-Unis d'Amérique où il était invité par l'American Association of Museums. Premier directeur du Musée d'art, Lima, de 1960 à 1964, puis de 1969 à 1971. Directeur de la Conservation du patrimoine culturel de la nation et sous-directeur de l'Institut national de culture (1971-1972). Auteur d'une centaine de brèves études et de livres spécialisés. Lauréat du Prix national de la culture.

Luis LUJÁN MUÑOZ, Guatémaltèque. Licencié en histoire, professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire et d'études sociales à l'Université San Carlos de Guatemala; études d'archéologie à l'École nationale d'anthropologie et d'histoire de Mexico. Directeur du Musée national d'histoire et des beaux-arts (1966-1967); du Musée national d'archéologie et d'ethnologie (1967-1968). Directeur de l'Institut d'anthropologie et d'histoire du Guatemala depuis 1968. Président de la Commission nationale de l'Icom. Professeur à l'Université San Carlos de Guatemala. A publié divers travaux sur l'anthropologie, l'histoire et le folklore du Guatemala.

Lygia MARTINS-COSTA, Brésilienne. Études à la Faculté nationale de philosophie et dans d'autres institutions. Diplômée en muséologie. A bénéficié à plusieurs reprises de bourses à l'étranger. Conservateur du Musée national des beaux-arts (1940-1951). Professeur d'histoire de l'art et de critique d'art à l'Université de Brasília (1962-1963). Chef de la Section des arts à l'Institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN) et responsable du réseau de ses musées. Représentant de l'IPHAN au sein de la Commission nationale brésilienne pour l'Unesco (IBICC) et membre de plusieurs conseils nationaux s'intéressant aux activités des musées. A organisé de nombreuses expositions artistiques et a publié des travaux relatifs à l'art et à la muséographie.

Grete MOSTNY GLASER, Chilienne. Études aux universités de Vienne (Autriche) et de Bruxelles (Belgique). Chef de la Section d'archéologie du Musée national d'histoire naturelle du Chili (1943-1963). Directrice de ce musée depuis 1964. Directrice du Centre national de muséologie, Santiago du Chili. Professeur d'anthropologie culturelle, de préhistoire américaine et chilienne à l'Université du Chili (1950-1972). Présidente du Comité national chilien pour l'Icom. Secrétaire du Comité international de l'Icom pour la formation du personnel des musées et membre du Conseil exécutif de l'Icom. A publié de nombreux travaux, principalement sur la préhistoire chilienne.

Mario E. TERUGGI, Argentin. Professeur à plein temps et chef de la Division de minéralogie et de pétrographie du Musée de sciences naturelles de La Plata. A été directeur de ce musée ainsi que du Musée de sciences naturelles « Bernardino Rivadavia » de Buenos Aires. Auteur de quelque soixante-dix travaux et ouvrages de recherche sur des questions de sa spécialité, il a publié en outre diverses études concernant la muséologie, des sujets d'ordre général, la linguistique et la littérature. Son nom a été donné à un minéral, la teruggite. A participé à de nombreux séminaires, tables rondes et colloques de l'Unesco.

Photographies

1, 2a, b, 3a, b, 3d, 3e, 3f, 3g, 3h, Museo Nacional de Historia Natural, Santiago (Chili); 2, Unesco / Zavaco; 6, Lucien Hervé, Paris; 7a, 8a, 9b, Jorge Enrique Hardoy, Buenos Aires; 7b, Unesco / Mireille Vautier; 8b, Unesco / A. Gillette; 9a, Unesco / Aubert de la Rue; 10, 14, Mirlo, La Plata; 11, 12, Mario E. Teruggi, Buenos Aires; 13, Instituto de Biología Marina Interuniversitario, Mar del Plata; 15, 17b, Unesco / P. Morin; 16a, Juan Gómez Millas, Santiago (Chili); 16b, Unesco / B. Herzog; 17a, Museo Nacional de la Campaña de Alfabetización, La Habana; 18, 19, Museo Municipal de Ciencias Naturales, Mar del Plata; 20, Museo de Ciencias Naturales, Viedna; 21, Museo de Transportes, Luján; 22, Museo de Bellas Artes, Buenos Aires; 23, 24, Museo Nacional de Arte, La Paz; 25, Casa de la Moneda, Potosí; 26, Casa de la Libertad, Sucre; 27, Associação de Membros de Icom, Rio de Janeiro; 28a, b, Museo de Arte Sacra, Bahia; 29, Museo de Bellas Artes, Rio de Janeiro; 30, Museo de Inconfidência, Ouro Preto; 31, Museo Regional, Linares; 32a, b, Museo de Concepción, Concepción; 34, 34a-d, Museo Rodante, Colombia; 36, 37a, b, Museo Nacional de Costa Rica, Costa Rica; 38, 39, Museo Nacional de Arte Colonial, Quito; 40, Museo del Monasterio de la Merced, Quito; 41a, b, Museo Arqueológico del Banco Central del Ecuador, Quito; 42, 43, Museo Nacional de Arqueología y Etnología, Guatemala; 44, Museo Colonial, Antigua (Guatemala); 45, Museo Nacional de Panama, Panama; 46, Museo de Arte Religioso Colonial, Panama; 47, 48, Museo de Arte, Lima; 49, Museo Nacional de Antropología e Historia, Lima; 50, Museo Municipal de Historia, Montevideo; 51, Museo Municipal de Bellas Artes Juan Manuel Blanes, Montevideo; 52, Planetario, Montevideo; 53, Unesco / J. B. Bach.

NOTA EDITORIAL

Los trabajos que hicieron posible esta publicación comenzaron al inicio de 2012, a partir de la idea del Presidente del Comité Intergubernamental del Programa Iberoamericanos, José do Nascimento Junior, de invitar a la presidente del Movimiento Internacional para una Nueva Museología (Minom), Paula Assunção, para que actuara como investigadora y organizadora de una publicación sobre la Mesa Redonda de Santiago de Chile.

Después de haber aceptado la propuesta, dicha investigadora inició los trabajos de búsqueda de los archivos existentes sobre la Mesa en la Unesco. Paralelamente, La Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos de Chile, coordinado por el Subdirector Nacional de Museos, Alan Trampe, movilizó los recursos que estaban a su alcance para reunir todos los documentos originales relacionados con el acontecimiento ocurrido en 1972.

Con la intención de recuperar la memoria del encuentro, fue contactado Hugues de Varine, presidente del Consejo Internacional de Museos (ICOM) en el momento de la realización de la Mesa, que, prontamente, se dispuso a colaborar. Su inestimable testimonio, grabado en el video que acompaña esta publicación, demuestra que los valores y preceptos de la Declaración de la Mesa Redonda de Santiago de Chile continúan vigentes en la museología de los días de hoy.

El proyecto editorial, integrado por dos volúmenes, cuyo proyecto gráfico fue desarrollado por la Radiola Design & Publicidade, busca traducir la riqueza y la profundidad de la documentación producida para la Mesa, así como sus repercusiones más inmediatas. En el primero de ellos, se optó por presentar un *fac-símil* de los textos originales de la Mesa Redonda, con la intención de presentar un diario arqueológico de toda la información que fue posible reunir. El proyecto se completó con traducciones al español, portugués, francés y al inglés, otorgando a la publicación un alcance correspondiente a la importancia que dicho evento tuvo para el mundo de los museos.

El segundo volumen presenta el *fac-símil* de la Revista Museum de 1973 (volumen XXV, número 3), dedicada a la Mesa Redonda de Santiago de Chile y a la museología latinoamericana, también debidamente traducido a los mismos idiomas del primer volumen de esta publicación. Es importante subrayar que la reedición de dicho documento fue posible en virtud de la cooperación entre el Programa Iberoamericanos, el área de Publicaciones de la Unesco, la Subdirección General de Museos Estatales de España y el Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM).

Lo que se pretende con ese trabajo es, por lo tanto, organizar y divulgar una vasta y minuciosa gama de informaciones sobre un momento decisivo para los rumbos que la Museología tomaría, además de conmemorar con entusiasmo los 40 años de la Mesa Redonda de Santiago de Chile.

MEMORIA PARA HABLAR HOY

JOSÉ DO NASCIMENTO JUNIOR

*Presidente del Comité
Intergubernamental del
Programa Ibero museos*

La cultura permite a los grupos compartir los valores humanos, la creación de nuevas formas de entender la sociedad y explorar las posibilidades y soluciones para el futuro. Si entendemos el papel del museo como socio y compañero de la comunidad, siempre en construcción, abierto a nuevas memorias por venir, como un lugar que nos inspira, entonces creemos que la gestión de los museos debe ser investigada, discutida y continuamente explorada y expresada, con el fin de mantenerla vigente y estructurada con la dinámica del mundo, convirtiéndose, los museos, en el techo que protege nuestra memoria.

La genealogía de esa visión sobre los museos, empezó a tomar forma en los textos, conferencias y debates que componen esta publicación y que hoy, pasado el tiempo, continúan siendo revisitados y vivos.

40 años atrás, en un Chile aún bajo el gobierno de Salvador Allende, un grupo de profesionales de los museos, de alma fuerte y visión, se reunieron convocados por la Unesco, para tratar en ese entonces, sobre la importancia y el desarrollo de los museos en el mundo contemporáneo, en un formato de Mesa Redonda como nuevo concepto de interrelación profesional entre dos áreas de experiencia comprometidas: la de museos específicamente y la del desarrollo económico y social. Grupo que tenía la bandera de la lucha para no sólo definir sino gestionar políticas que mantengan vigente los valores de los museos en tanto actores vivos de la sociedad y su contribución en los planos educativo y de desarrollo social. Grupo que introdujo dos nuevos conceptos de reflexión y ruta de acción en el área: el de museo integral, y el de museo como acción.

El 40 aniversario de la realización de la Mesa Redonda de Santiago de Chile y la importancia que el debate y determinaciones surgidas de ese encuentro y su documento final tuvieron para el sector de museos de Iberoamérica y del mundo, provocaron esta publicación, realizada en colaboración con el Minom, Movimiento Internacional para una Nueva Museología, la Dibam, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos de Chile y la Unesco, que reúne la documentación relacionada con el encuentro.

Para la conmemoración de la Mesa Redonda de Santiago de Chile los representantes de museos de Iberoamérica propusieron durante el V Encuentro Iberoamericano de Museos (México, 2011) la creación de la Década del Patrimonio Museológico 2012-2022, ratificada por los Ministros de Cultura iberoamericanos en Asunción en ese mismo año. Esa iniciativa incluye la ejecución de acciones de fortalecimiento del área durante ese periodo que culminará con la conmemoración del cincuentenario de la Declaración de la Mesa Redonda de Santiago de Chile en 2022.

Dentro de las acciones de la Década del Patrimonio Museológico 2012-2022, se encuentra el *reafirmar los principios emanados de la Declaración de la Mesa Redonda de Santiago de Chile de 1972 y planificar acciones con sentido social y educativo*, es por eso que trabajamos en la recopilación de los documentos que nos sirvan de historia y de memoria para la reflexión continua.

La publicación, compuesta por dos volúmenes, pretende en el primero, recopilar información del encuentro, extensiva, aunque no exhaustiva, ya que la historia ha hecho que mucha de la información sobre este encuentro, quede relegada al olvido o perdida, mas no la memoria de los presentes y de quienes han sido partícipes de ella a lo largo de estos años. Información que abarca desde el programa, informaciones para los participantes, hasta la guía para la preparación individual de la Mesa Redonda de Santiago de Chile, de donde quiero rescatar una de las indicaciones de la organización a los participantes: "(...)la Mesa Redonda deberá determinar las soluciones que los museos han de dar a ciertos problemas planteados por la sociedad en vías de transformación y por el desarrollo(...) Por esta razón es necesario que todos los participantes se consagren durante los tres meses próximos a preparar su participación personal.....". Un verdadero trabajo integral y responsable, un aporte personal y profesional donde confluyeron energías luchadoras y reivindicadoras en un periodo de luchas guerrilleras, revolucionarias, periodo amplio de dictaduras para América Latina, que no ha frenado el trabajo para, por y desde la cultura, y en este caso específico, para tratar el trabajo de quienes resguardan las memorias. Culturas y Memorias, ejes en el debate político de nuestra región.

Los documentos incluyen también los discursos de inauguración que presentan las bases del debate, las resoluciones de la Mesa Redonda y sus recomendaciones respectivas, basadas en las transformaciones de las sociedades y por ende en la adaptación de los museos, sus conceptos directores, así como las indicaciones para la continuidad de lo expuesto en esta reunión, como la necesaria capacitación de los profesionales del área. Estas resoluciones se convirtieron en el gran marco de la **museología social** y en una referencia para las políticas públicas en Iberoamérica, marcando el avance del área de museos en la región durante las siguientes cuatro décadas en términos de institucionalización y de cooperación.

El segundo volumen de esta publicación recoge un artículo resultante de esta reunión, la revista *Museum* (1973), que recopila en cierta forma las distintas visiones y acciones de los países participantes y sus representantes.

La intención de esta obra, que se lanza durante el VI Encuentro Iberoamericano de Museos en Montevideo bajo el tema: "Museo: territorio de conflictos. Miradas contemporáneas a 40

años de la Mesa Redonda de Santiago de Chile”, pretende por una parte rescatar y preservar, por otra revalorizar el trabajo y las discusiones, que no han sido indiferentes en el paso del tiempo y nos ayudarán a tener una visión crítica de qué se ha hecho hasta ahora. En qué se ha avanzado. Dónde estamos y dónde queremos ir. Cuáles son las discusiones actuales y qué nos une en esta iniciativa de una Década del Patrimonio Museológico 2012-2022, que si bien es una celebración de la memoria, es también la voluntad de mantenernos unidos ante la actual transformación social y en nuestros territorios de conflictos, y de oportunidades, 40 años después.

RECUPERANDO UN TIEMPO PERDIDO

ALAN TRAMPE

Subdirector Nacional de Museos,
DIBAM, Chile

Algunos aniversarios dan pie para celebrar y conmemorar. Fechas significativas que surgen del interés por especiales razones. La distancia temporal sirve como referencia y puede dar cuenta, a quienes recuerdan, de un estado de situación actual en función del hecho conmemorado.

Hace 40 años, un mes de mayo de 1972 se realizó en una ciudad de Santiago de Chile, efervescente y convulsionada, un encuentro internacional que reunió a un grupo de entusiastas trabajadores del ámbito de los museos para conocer, conversar y proponer sobre aspectos relevantes asociados al escenario museológico del momento y sus propuestas para avanzar a una situación mejor.

Esta reunión asumía la continuidad de muchos de los estandartes de la *nueva museología*, poniendo énfasis en grandes desafíos como es el pensar un museo integral e integrado. *Integral* por ocuparse de otros aspectos, distintos a los tradicionales, que le permitirían estar más cercanos a los requerimientos de las personas y a la vitalidad cultural de las sociedades en las que los museos estén insertos. Lo anterior implicaba cruzar fronteras y doblegar conservadoras resistencias. Las funciones técnicas de resguardar, conservar, documentar, investigar y comunicar, adquirirían otro sentido y claramente ya no eran suficientes para las expectativas emergentes. Por otro lado, *integrado* por entenderse como parte activa y orgánica de una estructura social y cultural mayor, por actuar como un eslabón más de una cadena y ya no como una fortaleza o una isla, a lo que sólo algunos privilegiados podían acceder.

Esta reunión vuelve a poner en el tapete la disputa entre el museo tradicional y un nuevo tipo de museo. Las reivindicaciones de la nueva museología se reflejan claramente en el espíritu de la Mesa de Santiago. Se sueña con museos permeables y translúcidos, que favorezcan el reencuentro con las comunidades a través de una comunicación más dialogante e inclusiva; museos que se hagan cargo de problemáticas territoriales y de nuevos, múltiples y diversos patrimonios; museos que se reconozcan como agentes de cambio y promotores de desarrollo, que dan un salto cualitativo para transformarse en sólidas plataformas de gestión con el objetivo de colaborar a mejorar la calidad de vida de las personas.

Si bien es cierto que hay muchos ejemplos de loables declaraciones de intenciones que no han logrado concretar lo que proponen y, mucho menos, perdurar en el tiempo, creo que el caso de los planteamientos de la Mesa de Santiago ha sido distinto. No es casualidad que de manera espontánea y por unanimidad de todos los representantes iberoamericanos, la declaración fundacional del Programa Ibero-museos redactada en la ciudad de Salvador de Bahía el año 2007, releve como fundamento e inspiración los planteamientos generales de la declaración de 1972. Por otra parte en numerosas oportunidades he tenido la oportunidad de escuchar a destacados académicos y profesionales de museos hacer referencia a esta reunión y sus resultados como un hito indiscutido en la museología, principalmente en lo que a Latinoamérica corresponde.

En el caso de Chile, situación que ya no debería sorprendernos, la memoria no ha sido amigable con nuestra conmemorada Mesa de Santiago. Puedo decir que hasta hace algunos años eran muy pocas las personas que conocían sobre ella y sus alcances, y que si bien actualmente ese número puede haber aumentado, aún no existe un adecuado reconocimiento de su importancia y aporte a la museología. A modo de descargo debo señalar que lamentablemente las condiciones a las que se vio enfrentado nuestro país con posterioridad a la realización de esta reunión, no fueron las más adecuadas para difundir y menos aún para llevar a la práctica sus planteamientos.

Pero como todo tiene su tiempo, el espíritu y parte de los principios de la Mesa de Santiago se han reencontrado con los museos de Chile, como un acto de reparación a una continuidad rota y un tardío pero merecido reconocimiento a la Dra. Grete Mostny, la gran mujer tras esta iniciativa y que, desde su posición como Directora del Museo Nacional de Historia Natural, realizó muchos otros aportes a la museología nacional. Más vale tarde que nunca.

Desde hace más de una década los museos chilenos, fundamentalmente aquellos museos de mediana y pequeña envergadura a los que se hacía referencia en la declaración del 72, han estado trabajando de la mano con las comunidades, ya sean territoriales o de interés temático, para alcanzar estándares que permitan responder a los requerimientos de las personas y a los desafíos que la complejidad patrimonial ha incorporado al enfrentarnos al siglo XXI. En definitiva hoy no es extraño ni ajeno que en la mayoría de nuestros museos se hable y se trabajen temas como son la gestión participativa, la incorporación de la comunidad, la evaluación y autoevaluación de procesos y productos, la identificación, relevamiento y valoración de nuevos patrimonios, el fortalecimiento de la vocación social, el aporte a la educación y al desarrollo, la mirada y el trabajo interdisciplinario, entre otros.

Recordar lo realizado hace 40 años y relevarlo como un hito, es necesario. Debemos colaborar con nuestra memoria y ayudarla a no olvidar. Tarea que se hace menos difícil cuando aquello que no queremos olvidar tiene sentido hoy, es decir no se trata solamente de conmemorar un acontecimiento con la nostalgia de esos mejores tiempos. Afortunadamente para nosotros y gracias a ellos, hoy recordamos personas, hechos y palabras que fueron y son importantes y que, a la luz de lo señalado, aún mantienen vigencia. Al conmemorar asumimos nuestro desafío como receptores de un legado que debemos acoger, mejorar y proyectar. Nuestra voluntad debe estar puesta en no volver a perder la continuidad y avanzar para tener cada día mejores museos al servicio de la sociedad.

LA MESA DE SANTIAGO PARA PENSAR EL FUTURO

PAULA ASSUNÇÃO DOS SANTOS

Presidente del Minom Internacional

Incluso en ocasión de las conmemoraciones de sus 40 años, la Mesa Redonda de Santiago de Chile tiene la capacidad de dirigir nuestra mirada hacia el futuro. En 1972, el encuentro entre directores de museos latinoamericanos y expertos de diferentes áreas en el campo del desarrollo generó la pequeña gran revolución que culminó en la declaración de Santiago y en el concepto del museo integral. Al comienzo, el impacto de la Mesa Redonda fue limitado. No obstante, pasó a fortalecerse en las décadas siguientes, al mismo tiempo en que movimientos importantes evocaban (y actualizaban) los principios de Santiago como referencia contemporánea y como referencia de un futuro mejor para los museos.

El Movimiento Internacional para una Nueva Museología (Minom) es un heredero político de la Mesa Redonda de Santiago. Creado en 1984 durante el Primer Taller Internacional de Ecomuseos y Nueva Museología en Quebec (que también reunió a activistas de museos comunitarios, museos locales y museología popular), el Minom desempeñó y desempeña un rol importante al subrayar la dimensión política del concepto del museo integral, es decir, del museo como acción, como un instrumento al servicio de la sociedad e involucrado en la solución de sus problemas. Para el Minom, la declaración de Santiago ofrece los fundamentos para una (nueva) museología, cuya primera y principal preocupación es “el mejoramiento de las condiciones de vida, el desarrollo de las poblaciones y sus proyectos para el futuro” (Declaración de Quebec, 1984).

Los ideales enunciados por la declaración de Santiago encontraron espacio en el pensamiento y discurso del campo de los museos, como en el caso de la adición, en 1974, del fragmento “al servicio de la sociedad y su desarrollo” en la definición de museo del ICOM. Sin embargo, en la práctica, hasta el final de los años 90, el espíritu de la Mesa Redonda estuvo circunscripto, en gran parte, a la nueva museología y a sus formas de acción local, y a las “museologías alternativas”. El lento mundo de los museos todavía pasaría por una verdadera revolución al acercarse el final del siglo. Poco antes, en 1992, el seminario “la misión del museo en América Latina hoy: nuevos retos”, organizado en Caracas en conmemoración de los 20 años de la Mesa Redonda de Santiago, buscó reanimar y actualizar la idea del museo integral al servicio del desarrollo, enfocando su potencial de comunicación como instrumento de diálogo entre diferentes fuerzas sociales y de alianza con las comunidades.

El despertar de los museos en América Latina y en el mundo frente a los retos del siglo XXI necesita responder a la dinámica de una realidad cada vez más globalizada, a las demandas de la participación social y de la diversidad cultural. Actualmente, museos en el mundo entero asumen un rol activo en la vida que transcurre fuera de sus muros. Muchos reconocen su responsabilidad en relación a los problemas sociales, actúan en asociación con diferentes grupos, comunidades, organizaciones y movimientos sociales; como, por ejemplo, en proyectos de inclusión social, de redes de conocimiento y foros de diálogo, por medio de nuevas generaciones de ecomuseos y museos comunitarios, etc. El reto es asumir el compromiso con la transformación (de la realidad y de sí mismos, con el objetivo de evitar que se detengan en el tiempo), mantener una actitud autocrítica, redefinir prioridades y formas de acción.

En este mundo en movimiento, la Mesa Redonda de Santiago continúa siendo una importante referencia en las universidades y en momentos clave de posicionamiento en el campo de los museos, como el de la creación del Programa Iberoamericanos en 2007. También para el Minom la Mesa Redonda asume un papel renovado debido a la sociomuseología. La sociomuseología- o museología social - es una forma de ver y actuar en el mundo basada en la crítica y en el activismo social por medio de iniciativas comunitarias, académicas y de experimentaciones en los más variados tipos de museos. El Minom integra el movimiento de la sociomuseología con la convicción de que los museos pueden y deben asumir un rol emancipador en la sociedad.

¿Qué es lo que hace que la Mesa Redonda de Santiago sea actual en 2012? La declaración de Santiago está sintonizada con su tiempo. Seguramente podríamos hacer diferentes actualizaciones en el concepto del museo integral de 1972. Sin embargo algo permanece y atraviesa el tiempo. Los retos sociales se transformaron, pero seguramente no acabaron. Permanece la toma de posición, el compromiso con el cambio social, permanece el principio del museo integrado en la sociedad y que va más allá de sus colecciones en favor de un enfoque integral.

Los documentos de la presente publicación permiten de cierta forma “desmitificar” la Mesa Redonda al colocar una luz sobre la dinámica del encuentro y el proceso (todavía sumamente actual y difícil) del ejercicio de la crítica al museo, del momento de toma de posición; finalmente, del proceso que busca adaptar a los museos a las necesidades del tiempo y del lugar en que están insertados.

La trayectoria de la Mesa Redonda en esos 40 años - las formas en que fue o no utilizada- se confunde con la propia lucha por el compromiso social de los museos en América Latina y en países como Portugal, España y Canadá. La Mesa Redonda es un componente importante de nuestra voz en el mundo. Asimismo, ella tiene un fuerte apelo universal, pudiendo ejercer un papel fundamental en el intercambio de conocimientos en tiempos de democratización de las herramientas de los museos.

Actualmente, la noción de un museo comprometido no resulta chocante. Al contrario, aparece cada vez más como una necesidad de banderas tales como la del desarrollo sostenible, de la ciudadanía y de la inclusión. Sin embargo, no siempre el discurso (y a veces ni discurso hay) viene acompañado de la práctica. Hay todavía mucho que aprender y experimentar. Vivimos un gran momento de descubrimientos, con la intensificación del diálogo internacional y de intercambios en el campo de los museos. Gracias al diálogo Sur-Sur, por ejemplo, descubrimos otro modo de abordar el rol de los museos en el desarrollo comunitario; como en Kenia, donde algunas iniciativas de gestión comunitaria convierten al patrimonio en una fuente de ingresos colectiva para la construcción de escuelas o sistemas de agua; o en Sudáfrica, donde artistas activistas trabajan a favor de la conciencia crítica y de la participación de los jóvenes en la acción social.

Al pensar en el concepto del museo integral, en el proceso de toma de posición que llevó a la formulación de la declaración de Santiago y en el uso contemporáneo de la Mesa Redonda como un hilo conductor de la lucha por el compromiso social de los museos, tenemos en nuestras manos un instrumento que evoca estrategias valiosas - como la idea de la concientización y de la transformación de las formas de hacer museo en favor del cambio social. En este momento de descubrimientos, de activismo y de intensificación de diálogos, conocer la Mesa Redonda permite aumentar nuestra capacidad de intercambio y comprensión, nos permite nuevamente pensar en el futuro.

MESA REDONDA DE SANTIAGO DE CHILE

CHRISTIAN MANHART

*Jefe de la Sección de Museos y
Creatividad en la Unesco*

El dilema actual para los museos es que, por un lado, las contribuciones sociales y económicas que se espera de ellos aumentaron drásticamente en importancia, al mismo tiempo en que, simultáneamente, reconocemos el aumento de la destrucción del patrimonio cultural en tiempos de guerra, así como el robo y el tráfico ilícito de antigüedades y el uso intencional indebido del patrimonio cultural para fines políticos.

En 1960, una recomendación de la Unesco defendió que los Estados-Miembros tomaran todas las medidas necesarias con miras a asegurar los medios más eficientes para que los museos fueran accesibles para todos, independientemente del estatus económico o social. La Recomendación de 1976 emitida por los Estados-Miembros de la Unesco abordó el Intercambio Internacional de Bienes Culturales y facilitó la circulación de bienes culturales entre instituciones culturales en diferentes países, además de sugerir reglamentaciones sobre intercambios internacionales. En 1978, la Recomendación para la Protección de Bienes Culturales Muebles incentivó a los Estados-Miembros a tomar todas las medidas pertinentes, en conjunto con sus respectivos órganos legislativos nacionales y sus constituciones, para proteger bienes culturales muebles, incluyendo acervos de museos. Aunque esos instrumentos se remontan a los años 1960 y 1970, continúan siendo más pertinentes que nunca para los museos.

Aún en 1972, un grupo representativo de expertos en museos de América Latina entendió los nuevos retos de los museos y se reunió en Santiago de Chile. Ese grupo reconoció que cambios sociales, económicos y culturales constituían grandes retos para los museos, a los cuales éstos deberían adaptarse para mantener su credibilidad y viabilidad. Ese grupo de expertos fue el precursor de la museología moderna, ya que entendió desde el comienzo el enorme potencial de los museos para servir a la sociedad moderna, así como la necesidad de fomentar la participación plena de toda la sociedad en los museos. Las recomendaciones de la Mesa Redonda abarcaron un amplio espectro de asuntos, tales como museos rurales y urbanos, tecnología y educación. Aunque el foco principal fuera América Latina, varias de esas recomendaciones demostraron ser bastante universales, ya que se aplicaban a todo el mundo. Esas recomendaciones fueron aplicadas e implementadas en muchos países latinoamericanos, en beneficio de los museos y de comunidades locales. Aunque la tecnología, las situaciones políticas y la sociedad hayan evolucionado mucho desde los años 1970, la mayoría de las recomendaciones emanadas de Santiago continúa siendo válida, a pesar de ser insuficientemente aplicada en muchas partes del mundo. Por lo tanto, todavía es necesario distribuirlas e implementarlas ampliamente. Además, actualmente parecería ser sumamente útil proceder a una evaluación de las funciones actuales de los museos y actualizar las recomendaciones de Santiago. Este proceso fue ahora iniciado por un grupo de países latinoamericanos.

Una gran parte del trabajo realizado por la Sección de Museos de la Unesco complementa las acciones de los Estados-Miembros para proteger y fomentar sus museos y acervos en los ámbitos local, regional y nacional. Esta Sección ofrece asesoramiento en políticas y procedimientos, se concentra en el desarrollo de las capacidades de los museos para realizar inventarios y ayuda a garantizar medidas destinadas al almacenamiento adecuado y a la conservación preventiva, además de abordar temas de seguridad. Hay casos en que arreglamos tejados, restauramos objetos y ofrecemos asistencia de emergencia después de guerras y desastres naturales, tales como las campañas internacionales de salvaguardia lanzadas por la Unesco para los museos nacionales de Irak y Afganistán después de las guerras en los países, o para el patrimonio cultural de Haití, después del terremoto devastador de 2010. Más recientemente, nuestra atención se concentró en el Museo de las Civilizaciones en la Costa de Marfil y en los museos, manuscritos y patrimonio cultural de Mali.

La conservación y protección de acervos continúan siendo una prioridad para la Unesco, pero nos hemos concentrado cada vez más en mejorar la función social y educacional de los museos. Nuestros esfuerzos actuales incluyen explorar el uso de museos para fomentar la concientización con relación al VIH-Sida en el África Subsahariana. Estamos ayudando a Sudán del Sur a concretizar el sueño de construir su primer Museo Nacional que, esperamos, fomentará la construcción de la paz y de la tolerancia, además de afirmar la identidad nacional de ese nuevo país. También estamos rehabilitando el Museo Islámico cerca de la Mesquita de Al Aqsa, en Jerusalén, y estamos creando el nuevo Museo Egipcio de la Civilización en el Cairo, utilizándolo como plataforma para la construcción de la democracia en ese país. Por encima de todo, y en conformidad con el mandato de la Unesco, estamos ayudando a los Estados-Miembros de la Unesco a usar los museos para la construcción de la paz y la promoción de la diversidad cultural.

Con el objetivo de reflexionar sobre el futuro de los museos en general y sobre cuál debe ser el rol específico de la Unesco y de sus Estados-Miembros en relación a los museos, la Directora General, Sra. Irina Bokova, convocó una Reunión de Expertos en Protección y Promoción de Museos y Acervos. El gobierno brasileño, y en especial el Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM), preocupados con el desarrollo de los museos en todo el mundo, se convirtió en una fuerza motriz en este proceso y generosamente financió, co-organizó y fue sede de ese encuentro en Río de Janeiro, entre los días 11 y 14 de julio de 2012. Deseo

extender mis sinceros agradecimientos a ambos por sus inestimables contribuciones.

Este encuentro reunió, con éxito, la mayor cantidad posible de expertos de todas las regiones del mundo, con el objetivo de compartir consejos y prácticas universalmente válidos. La reunión contó con la participación de 123 expertos de museos, asociaciones de museos, universidades, ministerios de cultura, fundaciones, organizaciones internacionales, organizaciones no-gubernamentales e intergubernamentales, así como peritos indicados por grupos regionales electorales de la Unesco. Para evaluar las situaciones de cada parte del mundo, los participantes provenían de América Latina y el Caribe, América del Norte, Europa, África, Asia y el Pacífico, así como los Estados árabes. Con la anuencia de todos los participantes, los debates fueron transmitidos en vivo por medio de un website en la internet creado específicamente para ese evento. La reunión colocó el foco en las amenazas y en los retos específicos enfrentados en la salvaguardia de museos y acervos, así como en la protección ofrecida a los museos por convenciones internacionales e instrumentos normativos en vigor. Los participantes también analizaron el papel contemporáneo del museo, especialmente en lo que se refiere a la participación social y a la educación. Después de muchas discusiones deliberativas, los participantes de la Reunión de Expertos concordaron, por unanimidad, en que para llamar la atención de los Estados-Miembros de la Unesco hacia la necesidad de mejorar la legislación nacional para tomar en cuenta las actuales funciones educacionales y sociales del museo, así como hacia el aumento de la financiación con miras a la protección y promoción de museos y acervos, sería necesaria una nueva Recomendación de la Unesco.

Las primeras líneas de la Constitución de la Unesco estipulan que “Como las guerras se inician en la mente de los hombres, es en la mente de los hombres que las defensas de la paz deben ser construidas.” Nuestra esperanza es que, por medio del fortalecimiento de los museos, podamos fomentar la paz en el mundo entero.

museum
VOL XXV, nº 3, 1973

EL PAPEL DEL MUSEO EN LA
AMÉRICA LATINA DE HOY

Museum

Vol XXV, n° 3, 1973

La revista *Museum*, sucesora de la *Museumion*, es publicada por la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura, en París. La revista *Museum* es una publicación trimestral que informa sobre las actividades y ofrece elementos para la investigación en el campo de la museología.

Las opiniones expresadas por los colaboradores individuales no reflejan, necesariamente, la posición de la Unesco.

EDITORES

Editor Jefe: Conrad Wise

Editor Asistente: Anne Erdos

COMITÉ CONSULTIVO

Om Prakash Agrawal, India

Sid Ahmed Baghli, Argelia

Raymonde Frin, Francia

Ene Jelinek, Checoslovaquia

Michael Kustow, Reino Unido

Grace L. McCann Morley, Director de la Agencia del ICOM para el Sudeste de Asia

Georges Henri Riviere, Consultor Permanente del ICOM

Mario Vásquez, México

Director del ICOM, *ex-officio*

Cada fascículo: US\$ 3 o 90 p (stg.). Tasa anual de suscripción (4 fascículos o lo que corresponda a un fascículo doble): US\$10 o £3

Oficina editorial y de publicación: Organización de las Naciones Unidas para la Educación la Ciencia y la Cultura, 7 Place de Fontenoy, 75700 París (Francia)

© Unesco 1974

Impreso en Suiza

Presses Centrales S.A., Lausanne

EL PAPEL DEL MUSEO EN LA AMÉRICA LATINA DE HOY

Mesa Redonda organizada por la Unesco,
Santiago (Chile), 1972

	Editorial 108
GRETE MOSTNY GLASER	Introducción 108
MARIO E. TERUGGI	La Mesa Redonda de Santiago (Chile) 109
	MUSEO Y SOCIEDAD EN AMÉRICA LATINA
ENRIQUE ENSEÑAT	Museo, desarrollo cultural en el medio rural y desarrollo de la agricultura 112
JORGE ENRIQUE HARDOT	Museo y urbanización 115
MARIO E. TERUGGI	Museo y desarrollo científico y tecnológico 119
JUAN GÓMEZ MILLAS	Museo y educación a lo largo de la vida 123
	MUSEOS EN AMÉRICA LATINA: UNA VISIÓN GENERAL
MARIO E. TERUGGI	Argentina 127
TERESA GISBERT DE MESA	Bolivia 128
LYGIA MARTINS-COSTA	Brasil 130
GRETE MOSTNY GLASER	Chile 133
ALICIA DUSSÁN DE REICHEL	Colombia 134
LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO	Costa Rica 136
HERNÁN CRESPO TORAI	Ecuador 137
LUIS LUJÁN MUÑOZ	Guatemala 139
RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN	Panamá 140
FEDERICO KAUFFMANN DOIG	Perú 141
HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO	Uruguay 143
	APÉNDICES
	1. Principios básicos del museo integral 145
	2. Resoluciones adoptadas por la Mesa Redonda de Santiago de Chile 145
	3. Recomendaciones presentadas ante la Unesco por la Mesa Redonda de Santiago de Chile 147
	4. Lista de participantes de la Mesa Redonda de Santiago de Chile 148
	5. Asociaciones de museos; comités nacionales del ICOM; repertorios de museos 148
	6. Cuadro de museos de Bolivia 149

EDITORIAL

Una Mesa Redonda sobre el papel de los museos en la América Latina de hoy fue realizada por iniciativa de la Unesco en Santiago, en 1972. Esta edición especial está dedicada a esa reunión, e incluye aportaciones de diversas personas que participaron en ella.

La integración de la Mesa Redonda fue inusual: una “reunión de familia”, describe Grete Mostny Glaser¹, pero abierta a personas “de afuera”² como, por ejemplo, académicos, urbanistas, agrónomos, sociólogos, etc.

La reunión se caracterizó por su carácter interdisciplinario. Todos los tipos de museos estuvieron representados: artes, ciencias sociales y humanidades, ciencias naturales y tecnología avanzada. El tema central del encuentro fue una novedad: el “museo integral”, museo interdisciplinario por excelencia, asociado a otro nuevo concepto, el “ecomuseo”.³

La participación más amplia que la usual y la naturaleza interdisciplinaria de la reunión llevaron a la constatación, realizada por todos los presentes, de que los museos en América Latina no están adaptados a los problemas suscitados por el desarrollo de la región y que deberían esforzarse por cumplir su misión social, que es permitir que el hombre se identifique con su ambiente natural y humano en todos sus aspectos. El museo no se preocupa apenas con la herencia del pasado, sino también con el desarrollo.

Esta edición refleja esas preocupaciones desde la primera hasta la última página: una introducción hecha por los organizadores de la Mesa Redonda conjuntamente con representantes de la Unesco y del ICOM; museo y sociedad en América Latina y un panorama general de los museos de América Latina.

En 1958, el seminario realizado en Río de Janeiro⁴ ya había considerado que esta región del mundo se caracteriza por tener un lenguaje y una mentalidad comunes y por la estrecha integración de dos pueblos de diferentes orígenes. La Mesa Redonda de Santiago ofrece nuevos elementos sobre esta visión por medio del mundo de los museos.

¹ Ver ‘Introducción’, página 128.

² Ver ‘La Mesa Redonda de Santiago (Chile)’, página 129.

³ cf. Georges Henri Rivière, ‘Role of Museums of Art and of Human and Social Sciences’, *Museum*, Vol. XXV, nº 1/2, 1973, p. 39-44.

⁴ Después de realizar dos seminarios internacionales, uno en Brooklyn, en NY, en 1952, y otro en Atenas, en 1954, la Unesco organizó una serie de seminarios regionales en Río de Janeiro (1958), en Tokio (1960), en México (1962), en Lagos (1964), en Nueva Dehli (1966) y en Argel (1968).

INTRODUCCIÓN

GRETE MOSTNY GLASER

Como museólogos latinoamericanos, expresamos nuestra gratitud a la Unesco por la oportunidad de reunirnos en esta Mesa Redonda, que fue exclusivamente nuestra, americanos de lengua española y portuguesa, y que se abocó totalmente al estudio de nuestros problemas.

En general, muy pocos museólogos de países latinoamericanos han tenido la oportunidad de participar en asambleas o Mesas Redondas en Europa o en los Estados Unidos, motivo por el cual nuestros problemas tienden a ser dejados de lado. No obstante, quienes tuvieron la oportunidad de participar en dichas reuniones percibieron que tenemos muchas preocupaciones en común, aunque nuestros museos estén diseminados a lo largo y lo ancho del continente, desde 30° grados de latitud norte hasta 55° de latitud sur.

La “reunión de familia” en Santiago (Chile) nos causó una gran satisfacción. Pudimos definir cuál es el tipo de museo relevante para nuestras necesidades - el museo integral -, es decir, el museo que participa activamente en la vida nacional y recrea los contextos de los objetos que expone. El contacto con expertos de América Latina - los líderes de las discusiones de la Mesa Redonda - en otras áreas del aprendizaje, nos ofreció un nuevo punto de vista. Fue como si estuviésemos observando con binoculares, pero del otro lado, en vez de ver los problemas internos aumentados, tuvimos una visión clara y exacta del museo desde la perspectiva del mundo que lo rodea. La creación de la Asociación Latinoamericana de Museología (ALAM)⁵ selló nuestra fraternidad redescubierta y la proMesa de mantenerla viva en el futuro.

Por medio de esta edición de la *Museum*, queremos compartir con nuestros colegas del mundo entero la experiencia de la Mesa Redonda sobre el Papel del Museo en la América Latina de Hoy, realizada en Santiago de Chile del 20 al 31 de mayo de 1972, gracias a la amable invitación del Gobierno de Chile.

☞ TRADUCIDO DEL INGLÉS

⁵ La primera reunión de la ALAM se llevó a cabo en Quito, del 8 al 14 de abril de 1973— Ed.

LA MESA REDONDA DE SANTIAGO (CHILE)

MARIO E. TERUGGI

"El Papel del Museo en la América Latina de Hoy", título dado por la Unesco a la Mesa Redonda de Santiago de Chile parecía, a primera vista, totalmente inocuo. Además, muchos de nosotros habíamos participado en reuniones similares en ocasiones anteriores y sabíamos lo que se podía esperar de ellas. Hubo, claro, una innovación en el programa tradicional: en vez de reunir exclusivamente a museólogos, fueron invitados expertos de otras materias para hablar sobre sus áreas específicas y actuar como líderes de la discusión realizada posteriormente y en la evaluación del tema central de la Mesa Redonda. El tema que sería abordado, de acuerdo con la primera invitación enviada a los participantes, consistía en investigar si los museos de América Latina, en su carácter de instituciones educacionales, culturales y científicas, estaban adaptados a los problemas impuestos por el desarrollo de la cultura social y económica de la América Latina de hoy.

En la sesión de apertura de la Mesa Redonda, la Sra. Raymonde Frin declaró que la Unesco, al propiciar el encuentro entre expertos de diferentes materias, deseaba realizar un nuevo tipo experiencia en este tipo de reuniones internacionales. El Sr. Hugues de Varine-Bohan, por su parte, subrayó que la reunión estaba destinada a ser un puente para unir a dos categorías de expertos⁶.

A partir de la ceremonia de apertura, algo comenzó a suceder. Nosotros, museólogos, formamos una fraternidad muy especial en la cual que nos sentimos satisfechos y de la cual nos enorgullecemos, a pesar del poco prestigio social y de la inadecuada remuneración que están asociados a nuestra profesión. En las raras oportunidades en que nos encontramos, hablamos sobre nuestros temas, intercambiamos experiencias, lamentamos los males que abruma a los museos, buscamos soluciones y mejoramientos, estudiamos técnicas y, después de formular declaraciones y propuestas, seguimos nuestros caminos, satisfechos con nuestras realizaciones. Somos sapos del mismo pozo, croando en el mismo tono. Pero aquí en Santiago, sapos de otras aguas fueron introducidos a nuestro pozo, con una manera diferente de croar.

El primer trabajo presentado por "uno de los forasteros" - sobre desarrollo cultural en el medio rural y el desarrollo de la agricultura - tuvo el efecto de una bomba. Cuando el conferencista terminó, nosotros, museólogos, nos miramos unos a los otros, avergonzados no tanto debido a lo que se dijo (aunque hubiera sido mucho), sino porque súbitamente nos dimos cuenta de que la existencia, las tristezas, los deseos y las esperanzas de la humanidad no estaban llegando a los museos. Nos miramos unos a los otros en silencio durante un tiempo, ya que habíamos constatado, sin que más nada hubiera sido dicho, que el museo está insertado en el árbol de la sociedad, pero que el museo no significa nada, a menos que extraiga del tronco principal la savia vital que se origina en los campos, en los talleres de trabajo, en los laboratorios, en las escuelas, en las casas y en las ciudades.

A partir de ese momento, nuestros recelos vagos e imprecisos comenzaron a cristalizarse y todos conocíamos la respuesta que debería ser dada a la cuestión básica planteada por la Mesa Redonda: los museos de América Latina no estaban adaptados para lidiar con los problemas derivados del desarrollo del continente.

Independientemente de nuestras opiniones personales anteriores y de ideas políticas individuales, todos sentimos que los museos latinoamericanos - esos museos que, aunque en su mayoría carezcan de recursos, desempeñan con tenacidad y heroísmo su tarea de diseminar la cultura - no estaban cumpliendo satisfactoriamente su misión social de hacer que el ciudadano se identifique con su entorno natural y humano, abarcando todos sus aspectos.

Este fue el punto de partida - la constatación de que los museos estaban haciendo muy poco, y a veces casi nada, por los menos favorecidos de América Latina, lo que nos llevó a una reflexión inmediata sobre el propósito final del museo. No hubo acusaciones directas (excepto en una ocasión, realizadas por un observador), pero algunas ponencias de los líderes de la discusión nos hicieron sentir, de alguna forma, como si nosotros, museólogos, fuésemos insensibles a los problemas económicos y sociales de América Latina, y como si nuestras declaraciones y conclusiones fueran una especie de canto del cisne de una profesión obsoleta, que no sabe o no consigue adaptarse a las circunstancias vigentes. Esas críticas veladas llevaron a varios participantes a afirmar que los museos estaban recibiendo atribuciones que no les correspondían directamente. Se afirmó que temas tales como la "revolución verde" en la agricultura, la reducción del analfabetismo, la eliminación de epidemias y de la desnutrición, o el uso más eficaz de recursos naturales - para mencionar apenas algunos ejemplos - deberían ser abordados, divulgados, promovidos e implementados por órganos y agencias específicas del Estado. Sin embargo, se destacó que en varios países latinoamericanos esas organizaciones no están actuando satisfactoriamente o todavía no fueron creadas, y que les correspondería a los museos ya existentes superar la brecha existente.

En las discusiones diarias realizadas tras las presentaciones de los diversos expertos, el concepto tradicional de museo enfrentado a las exigencias de una sociedad en vías de desarrollo fue revisado en varias oportunidades. Nosotros, museólogos, sentíamos un gusto de cenizas en la boca y queríamos librarnos de él. Decidimos que esa era la principal cuestión

⁶ Ver Apéndice 4, 'Lista de Participantes de la Mesa Redonda', página 201.

de la Mesa Redonda, y que teníamos que encontrar una solución.

La respuesta recayó sobre la idea del museo integral. En el transcurso de los días de realización de la Mesa Redonda, esa idea fue madurando y adquiriendo consistencia, hasta materializarse en un nuevo concepto de museo - revolucionario, ya que se aleja de las líneas y de los límites tradicionales de nuestro museo. Fue la respuesta de la Mesa Redonda a la crisis en América Latina, pero, indiscutiblemente, este nuevo concepto se aplicaría a otras partes del mundo (desarrollado o en vías de desarrollo), porque ricos y pobres son indistintamente afectados o amenazados por las innovaciones y revoluciones científicas y tecnológicas actuales.

Volviendo a la interacción entre museólogos y expertos de otras disciplinas, se hizo evidente que éstos últimos tuvieron un efecto estimulante sobre los primeros. Es posible que, si no fuera por las presentaciones contundentes de los hechos de la situación actual que el planteamiento de sus temas les exigía, la Mesa Redonda no hubiera experimentado el entusiasmo excepcional que estuvo presente en la búsqueda de las soluciones de los problemas de la museología en América Latina. Durante los diez días de reuniones, fue posible sentir una atmósfera especial, aquel "algo" imponderable e incontrolable que es generado espontáneamente en las asambleas. En el nuestro caso, se trató de una atmósfera de profunda preocupación con los problemas de América Latina, de consenso y decisión unánimes de que los museos deberían, de una forma u otra, cooperar en la tarea gigantesca de contribuir al desarrollo de América Latina. Ese ambiente de entusiasmo generado sería suficiente para sellar el éxito de la Mesa Redonda, porque todos los participantes fueron sensibilizados. Y esa atmósfera fue creada gracias al contacto establecido entre museólogos y expertos de otros campos del conocimiento.

Pero, por más importante que el efecto producido en los museólogos haya sido, correspondió, e incluso superó, el efecto producido en los expertos conferencistas. Un observador casual habría percibido inmediatamente que los participantes de la reunión representaban a dos grupos diferentes; quienes trabajan en la agricultura, en los laboratorios de ciencia o en las salas de clase piensan de manera diferente que quienes están dentro del museo y viven para el museo. No es apenas una cuestión de diferencias de terminología o de formas de expresión. Cada grupo utiliza diferentes parámetros y escalas de valores y, consecuentemente, forman imágenes diferentes de la realidad.

Al inicio de la Mesa Redonda, los museólogos estaban en situación de ventaja, porque mientras nosotros conseguíamos entender lo que los diferentes expertos nos decían, ellos, por otro lado, no nos entendían y, a veces, parecía que nos veían como si fuéramos seres de otro planeta. El hecho es que ellos no sabían nada sobre nosotros. Era tan poco lo que sabían, de hecho, que uno de los conferencistas le confesó discretamente al autor de este artículo que, cuando llegó a la Mesa Redonda, no tenía ni la menor idea de cuáles eran la función y la misión de los museólogos. Fueron ellos, entonces, quienes descubrieron nuestro mundo y comenzaron a penetrarlo. Al final de los diez días de reuniones, los problemas del museo habían cobrado vida para ellos, que entendieron perfectamente qué es lo que el museo puede hacer por la cultura general en todos sus aspectos.

El hecho de que la mayoría de los expertos invitados talvez haya descubierto al museo por primera vez tiene un significado especial, ya que podemos, de esta manera, llegar a la conclusión de que, si intelectuales ilustres tienen una idea muy vaga de la museología, de sus posibilidades y perspectivas, todos los demás tienen un conocimiento aún más precario de nuestra misión y su significado. En otras palabras, parecería que, generalmente, las personas ignoran totalmente qué es y para qué sirve el museo. Ellas lo visitan de vez en cuando - generalmente cuando llueve o para llevar a niños o amigos que están de paso - y se van impresionados o indiferentes frente al espectáculo presentado por los museólogos, pero completamente ciegos en lo que se refiere los detalles del trabajo, del esfuerzo, de la dedicación (y, a veces, del sacrificio) de los sueños, de los ideales y de las esperanzas que hicieron posible el notable fenómeno cultural del museo.

Todo esto corrobora la sospecha de que nosotros, museólogos, estamos siempre intentando convencernos entre nosotros del sentido y la importancia del museo, pero no conseguimos transmitir esa convicción a las personas que no pertenecen a nuestra profesión, y mucho menos a los pensadores, científicos y técnicos que desempeñan tareas vitales en el mundo moderno.

Por ese motivo, podríamos decir que la decisión de la Unesco de organizar en Santiago una reunión entre museólogos y especialistas de otros campos del conocimiento puede ser comparada a lo que, en la jerga del jugador de ajedrez (que se hizo conocido después del reciente campeonato mundial) se llama una "jugada de oportunidad", que el jugador hace porque "siente" que "tiene que ser así", pero sin conseguir prever las consecuencias inmediatas. Pero son las jugadas de oportunidad las que, en última instancia, deciden las partidas. Continuando con esa analogía, es muy probable que las consecuencias de la Mesa Redonda de Santiago tengan profundas repercusiones en todo el mundo de la museología, no sólo debido al concepto de museo integral que produjo, sino también porque parecería ser una política extremadamente saludable invitar a personas eminentes de diferentes áreas del conocimiento para que participen en reuniones de museólogos en el futuro. Hasta ahora, solamente los educadores han participado con relativa frecuencia, lo que es muy natural.

Pero ellos, que sufren diversas limitaciones, similares a las de los museólogos, tienen la difícil tarea de convencer a las autoridades y a las personalidades influyentes de diversos campos de actuación a apoyarlos en su trabajo. Los museólogos necesitan concienciar a los más variados sectores de la comunidad de su función social vital.

Es innegable, por lo tanto, que la Mesa Redonda de Santiago introdujo una nueva manera de plantear los problemas relacionados con el museo, ya que una mínima ponderación nos permite entender que una diferencia sutil pasó a permear el abordaje del museo como institución cultural. Hasta ahora, el museo ha vivido apenas en función del pasado, que es su razón de ser. El museólogo reúne, cataloga, conserva y expone las obras, incluyendo ruinas y restos de culturas anteriores, próximas o distantes de nuestra propia cultura. En la dimensión temporal, el museo es un vector que comienza en el presente y cuyo extremo opuesto está en el pasado. En la Mesa Redonda se llegó al consenso de que el museo debe asumir un papel en el desarrollo. Nos esforzamos en invertir el sentido del vector temporal, cuyo punto de partida se sitúa en algún momento del pasado, llegando al presente, pero cuyo extremo, la 'punta de la flecha', es el punto más distante en el futuro. De alguna manera, el museólogo está siendo instado a dejar de meramente excavar los restos del pasado para convertirse, en un especialista en el presente y ser capaz de predecir el futuro.

Ese es el reto que fue planteado a todos los museólogos a partir de la reunión de Chile, aunque no haya sido explicitado con todas las palabras. Es un cambio radical sobre el cual somos convocados a reflexionar. Los museólogos no pueden, del día a la noche, cambiar todos sus esquemas intelectuales o modificar a los museos como por arte de magia.

Lo que se nos pidió fue tener flexibilidad mental, amplitud de espíritu y buena voluntad para considerar nuevas alternativas en el desempeño de nuestra función y en la forma en que lo hacemos. La Mesa Redonda no analizó los medios, las maneras y las formas concretas de poner en marcha las aspiraciones que estaban siendo generadas. No era su función hacerlo, ya que la reunión no fue realizada con esa finalidad, ni fue exclusivamente técnica. Pero examinó, en las diversas presentaciones y ponencias de los participantes, cuál debería ser el lugar ocupado por el objeto en un museo que colabora con la comunidad en la solución de sus problemas. Se llegó a un consenso en lo que se refiere a que el objeto es el punto de partida del museo y su justificativa, premisa que causó sorpresa entre los no museólogos, que no conseguían entender lo que les parecía ser la deificación del objeto por el museólogo. Hubo, incluso, quien sugiriese la posibilidad de museos sin objetos.

Dejándose de lado esas propuestas "sacrílegas", para que el objeto continúe siendo la columna vertebral del museo, él tendrá que ser complementado, extrapolado e interrelacionado en una infinidad de maneras para ajustarse naturalmente al panorama del desarrollo social, económico y cultural que se desea presentar al público de América Latina. Esto significa, en cierto sentido, que el objeto comenzaría a ser transformado en un tipo de dato, un vínculo con el pasado, a partir del cual se desarrollarían secuencias de propaganda - en el mejor sentido de la palabra - para ayudar a la comunidad a entenderse a sí misma y determinar su curso. El objeto dejaría de ser el objetivo esencial y se convertiría en el punto de partida para una reconstrucción gigantesca, en la cual continuaría siendo un elemento significativo y esencial.

Podría parecer que estamos atribuyendo una tarea sobrehumana a los museólogos, ya que, además de su actual función específica, se esperaría que cada uno fuera capaz de crear para su propio museo, un *continuum* que presentara en sus relaciones correctas las condiciones del ambiente natural y étnico, la evolución social y económica, las fases de la cultura y del desarrollo, los efectos de la explotación de recursos renovables y no renovables, las repercusiones actuales y futuras de la contaminación ambiental, los problemas de salud, el control de plagas y enfermedades en la agricultura y en la cría de animales, la evolución de los centros urbanos, la transformación y el desempeño de los sistemas educacionales, las perspectivas mediatas e inmediatas de bienestar general, y mil cosas más. Obviamente, ningún museólogo sería capaz de abarcar todos los aspectos de nuestro mundo, ni siquiera de una pequeña parte de ellos. Pero esa no es la cuestión central. Nadie pensó que lo fuera. Lo importante es que en la Mesa Redonda quedó claro que nosotros, museólogos, no estábamos aprovechando la cooperación de los expertos, y que los objetos eran expuestos de manera limitada, sin que los aprovecháramos plenamente en lo que concierne a su función primordial, que es incentivar la comprensión de los múltiples aspectos de una situación local o nacional. Se afirmó que, en el futuro, los museos exigirán cada vez más que el trabajo sea realizado en equipo, no estrictamente en el ámbito de la museología, sino también en el sentido de equipos que incluyan una gran variedad de expertos que, hasta ahora, han tenido relaciones muy precarias con la museología. Algunas de las grandes posibilidades que son ofrecidas por los objetos, esenciales para nuestro conocimiento y comprensión del desarrollo, quizá hayan permanecido inexploradas en salas de exposición, porque nadie las vio o pensó en utilizarlas.

Obviamente nosotros, museólogos, enfrentamos el fuego cruzado de los diversos expertos durante la reunión de la Mesa Redonda. En pocas palabras, nos fue dicho que nuestros museos no estaban cumpliendo adecuadamente con su tarea en el mundo contemporáneo. Fuimos acusados de un "profesionalismo" que llega hasta la ceguera y, finalmente, fuimos reprendidos por descuidar la cooperación interdisciplinaria. Admitimos que había algo en esas acusaciones que reflejaba el punto de vista no del panel de invitados, sino, así lo sen-

timos, del mundo entero de la ciencia y de la tecnología. El autor de este artículo se sintió un poco confuso en más de una ocasión, ya que, siendo tanto un científico como un especialista en museos, algunas veces sintió que ocupaba el lugar de la presa y otras veces, del cazador. Pero todo sucedió en una atmósfera de total cordialidad y camaradería. Cada uno de nosotros se sintió impulsado por el deseo de cooperar y encontrar soluciones para los graves problemas de la museología en América Latina. Un relato claro de todo ese esfuerzo y sus logros es presentado en las resoluciones y recomendaciones de la Mesa Redonda. Además, se han establecido la base y los principios orientadores para el museo integral, abriendo una nueva perspectiva en museología.

Finalmente, la Mesa Redonda actuó como un elemento catalizador para la creación y el lanzamiento de la Asociación Latinoamericana de Museología (ALAM). Podríamos abordar más detalladamente cada uno de estos aspectos, pero al autor le fue solicitado describir el tema central de la Mesa Redonda y la atmósfera en que se llevó a cabo. Por lo tanto, él se limitó a eso, en muchos casos recurriendo a impresiones personales. El autor espera haber captado en estos párrafos el espíritu que inspiró y orientó a todos los participantes.

La Mesa Redonda de Santiago de Chile fue una de las más importantes de la museología, debido a la profundidad de los temas suscitados, incitando a la reflexión sobre el significado y el alcance de nuestra profesión y de la tarea que estamos realizando. El éxito de la Mesa Redonda dejó una marca permanente en cada uno de los participantes: volvimos a casa procesando el contenido discutido en la Mesa Redonda, transformados, despojados de nuestra autosuficiencia. Volvimos estimulados y 'humanizados' para realizar un trabajo mejor. Y si algún lector infiriera que nosotros, museólogos, lo que hicimos en Santiago de Chile fue rasgar nuestras vestiduras y gritar *mea culpa*, es importante dejar perfectamente claro que las reacciones fueron mutuas y que produjimos transformaciones similares en el panel de los expertos, que finalmente consiguieron entender nuestras posiciones. Y ese trabajo de conversión es fundamental, ya que científicos y técnicos son infinitamente más numerosos e influyentes que museólogos en el mundo de hoy, y esto es muy importante para el futuro de los museos.

Y si con todo lo que ha sido anteriormente mencionado el habernos alegrado y sufrido por la actividad que tanto amamos no fuera suficiente, nos quedan los recuerdos: la hospitalidad y la gentileza excepcionales de nuestros anfitriones, el pueblo chileno; la atención y el apoyo afectuoso, casi amoroso, de los representantes de la Unesco y del ICOM; la experiencia inestimable de visitar un país en proceso de cambio estructural. Y, sobre todo, la presencia de jóvenes que, en calidad de museólogos o de observadores estuvieron presentes en la Mesa Redonda en Santiago de Chile.

✻ TRADUCIDO DEL INGLÉS

MUSEO, Y SOCIEDAD en América Latina

MUSEO, DESARROLLO CULTURAL EN EL MEDIO RURAL Y DESARROLLO DE LA AGRICULTURA⁷

ENRIQUE ENSEÑAT

Antes de abordar el tema de nuestra discusión, me gustaría comentar el carácter oportuno de la iniciativa de la Unesco de incluir este importante tema en la Mesa Redonda sobre el papel del museo en la América Latina de hoy, que llega en un momento de crisis en el medio rural, ya que los métodos tradicionales de progreso social y económico no están produciendo los resultados esperados.

El museo, así como la radio y la televisión, es un instrumento sumamente eficaz para la transmisión de mensajes. Sin embargo, al contrario de éstos, el museo no logró el desarrollo necesario para garantizar su lugar de derecho entre los agentes de cambio social y progreso económico en el medio rural.

Debo aclarar que, en mi presentación, el concepto de "desarrollo cultural" aplicado al medio rural se alejará un poco del abordaje clásico del estudio de la cultura como tal. Por el contrario, abordaré principalmente los factores culturales que representan un obstáculo real al desarrollo global de las comunidades rurales. Al adoptar ese punto de vista, debemos inevitablemente considerar las estructuras agrarias en las cuales operan los elementos culturales que producen, en un determinado momento, el principal eslabón de esta cultura – el habitante de la zona rural.

El riesgo de conflicto de opiniones emerge cuando el proceso de desarrollo rural es discutido, en razón de los diferentes puntos de vista sobre la naturaleza de ese fenómeno

⁷ Documento leído en la Mesa Redonda de Santiago, en mayo de 1972.

- afirmando que es meramente económica o política.

Para nuestra finalidad, adoptaremos la definición propuesta por el II Congreso Mundial de Alimentos realizado en La Haya, en 1970. De acuerdo con esa definición, el desarrollo rural consiste en la motivación, capacitación y organización de la población, asegurándole, por medio de políticas gubernamentales de asistencia, las instalaciones y los servicios que le permitirán alcanzar estándares de vida más elevados y desempeñar un rol eficaz en el mejoramiento de la comunidad y de la nación.

Además, es indispensable que coloquemos en foco la magnitud del problema que enfrentamos, utilizando indicadores que revelarán su verdadero significado. Vemos así que, en 1965, según la Comisión Económica para América Latina (CEPAL), la cifra de personas empleadas en la agricultura, en la silvicultura y en la caza en América Latina era de 35,6 millones - o sea, el 46,2% de la población activa en la región que, en ese año, totalizaba 76,8 millones.

¿Cuál era el nivel de escolaridad de esta porción importante de la población activa? Si utilizamos al analfabetismo como indicador, veremos en el Anuario Estadístico de la Unesco de 1968 que el analfabetismo rural en América Latina era seis veces mayor que el de las áreas urbanas. Además, en el período transcurrido entre los censos de 1950 y 1966, la cifra absoluta de analfabetos en América Latina - principalmente en la zona rural - aumentó, aunque el porcentaje de analfabetismo haya disminuido del 42,2% en 1950 al 33,9% en 1960.

Al intentar evaluar la renta de la población rural, veremos que el promedio anual de la renta de dos tercios de la población agrícola de América Latina - 70 millones de personas - no llega a US\$ 100 por persona. La conclusión de algunos de los estudiosos de este tema es que, probablemente, la renta anual de la mitad de ese grupo - alrededor del 35 millones de personas - no excede los US\$ 50 o US\$ 60. Naturalmente, esos ingresos apenas pueden posibilitar una supervivencia en condiciones infrahumanas.

El eminente economista Raul Prebisch sostiene que la agricultura latinoamericana padece de la falta del efecto renta, debido al crecimiento económico general lento y a la distribución desigual de la renta. Él afirma que la solución del problema depende de la obtención, en 1980, de una tasa de crecimiento mínima del 5% para el sector agrícola, en que el crecimiento de la población rural sería del 1% y el de la productividad agrícola del 4%.

Al describir las actividades profesionales que ofrecieron el cuadro económico para esa situación, Solon Barracloygh se refirió recientemente a un estudio realizado hace cinco años por el Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola, incluyendo el tema de la propiedad de la tierra en el Perú. De acuerdo con dicho estudio, el 1% de la población rural controlaba el 80% de las tierras cultivadas. Esos latifundistas detentaban casi todos los préstamos agrícolas, así como el agua para riego y la asistencia técnica. También eran los usuarios exclusivos de máquinas modernas y los únicos que tenían acceso a los mercados nacionales e internacionales. Además, controlaban al gobierno local y ejercían una gran influencia en el ámbito nacional.

El 80% de la población rural, formada por pequeños agricultores y trabajadores rurales, tenía muy poca tierra (el 5% del total) y, además, no compartían los privilegios de los latifundistas. La mayoría era pobre, analfabeta y sin perspectivas.

Jornaleros en general trabajaban para un patrón a cambio del derecho de cultivar una pequeña gleba y los sueldos eran muy bajos o incluso inexistentes. Los latifundistas importantes tenían su propia policía y sus prisiones.

Hay un consenso bastante amplio en lo que se refiere a las medidas necesarias para resolver esos problemas. Podemos, de esta manera, afirmar que tanto la reforma de estructuras agrarias obsoletas como el desarrollo de tecnologías son normalmente considerados los temas que deberán ser enfrentados en la búsqueda de una solución para el problema agrícola en América Latina.

Entre los procesos más importantes de cambio, la tan mentada reforma agraria ocupa un lugar destacado. Aquí, es interesante volver, nuevamente, a las conclusiones sobre Museo y Sociedad en América Latina del II Congreso Mundial de Alimentos, donde quedó establecido que la reforma agraria constituye el prerrequisito para la puesta en marcha de otras medidas de las cuales depende el bienestar de la población rural. A menos que se ponga un punto final al control de casi toda la tierra por parte de una pequeña parte de la población - y hasta que eso suceda -, las masas de la población rural ni siquiera podrán organizarse para externar sus necesidades, aumentar su ingresos o mejorar su alimentación y su vivienda.

La tecnología podrá ser más claramente definida si la identificamos con la "revolución verde", cuyas características esenciales son las nuevas variedades de alto rendimiento de trigo y arroz que están modificando la tasa de productividad de cultivos extremadamente importantes para regiones como Asia, África y América Latina. La variedad conocida como trigo enano tolera grandes cantidades de fertilizantes y no es afectada por la duración del día, produciendo hasta ocho toneladas por hectárea, con un promedio de productividad de seis toneladas. El Dr. Chandler, Director del Instituto del Arroz en Los Baños (Filipinas), produjo las variedades IRI de arroz, cuyo rendimiento en condiciones excepcionales llega a 27 toneladas por hectárea, frente al promedio de 12 toneladas. Esas cifras significan que, con la misma área de tierra cultivada, la producción se triplicó y, a veces, se cuadruplicó.

Como resultado de esas innovaciones tecnológicas, México - país importador de maíz y trigo - exportó en 1968 más de un millón de toneladas de maíz y 72 mil toneladas de trigo.

Ese mismo año, Filipinas pasó a ser autosuficiente en la producción de arroz por primera vez desde 1908.

También en 1968, Sri Lanka (ex-Ceilán), excedió en un 13% su mayor producción de arroz hasta aquel entonces. Pakistán aumentó en un 30% su mayor producción de trigo, mientras que la India superó su zafra récord en un 12%.

El área cultivada con semillas de alto rendimiento viene aumentando de forma sorprendente. De un área de apenas 80 hectáreas en la zafra de 1964-1965, el cultivo de trigo y arroz de alto rendimiento ya había llegado a 13 millones de hectáreas en 1968-69.

Refiriéndose al efecto de la tecnología en México, Edmundo Flores subrayó que tanto esas variedades de alto rendimiento como sistemas modernos de cultivo constituyen la base del aumento de la renta promedio *per capita* que prácticamente se triplicó, pasando de US\$ 200 en 1959 a US\$ 560 en 1969.

Entre el período de 1948 a 1952 y la presente fecha, el uso de fertilizantes de nitrógeno, fosfato y potasio en México aumentó 24, 10 y cinco veces, respectivamente. Como resultado, el Producto Interior Bruto agrícola, durante los últimos 30 años, creció a una tasa promedio anual del 4,4% a precios constantes, tasa superada apenas por países como Israel y Japón.

Sin embargo, es necesario aclarar que la tecnología no puede - y no debe - ser considerada la "solución definitiva" para el atraso de la agricultura latinoamericana. La alarma ya emitida nos muestra el peligro de engañarnos con soluciones fáciles. Nuestra historia, de hecho, ilustra abundantemente el hecho de que nuevas tecnologías no siempre significan mejoramientos de las condiciones de vida de las personas.

La era colonial nos mostró, de forma dramática, que los avances tecnológicos ocurrieron por medio de una estructura de trabajo esclavo. En aquel momento, la tecnología le dio su fuerza y creó un sistema que permitió la explotación vergonzosa del hombre por el hombre.

Por esa razón, muchos de nosotros concordamos en que, antes de dar continuidad al desarrollo tecnológico, es necesario, por medio de cambios sociales y políticos, crear las condiciones necesarias para que esos avances técnicos realmente contribuyan a mejorar los estándares de vida y trabajo del habitante de la zona rural.

Refiriéndose a esa situación, Paulo de Tarso afirma que, en nuestros países, muchas de las estrategias de desarrollo rural de la última década se limitaron a un desarrollo unilateral - el cambio tecnológico como medio de aumentar la producción y la productividad. La necesidad, por lo tanto, de crear nuevas formas de propiedad, redistribuir los ingresos de la agricultura y adoptar una nueva política en relación a la estructura de gobierno y a las formas de acceso a la cultura, fue subestimada o rechazada.

Los resultados de este abordaje unilateral fueron negativos, incluso en la consecución del objetivo sectorial y, de esta manera, aunque la población haya crecido a una tasa anual del 2,9% en los períodos de 1960-62 y 1966-68, la producción aumentó apenas el 2,5%.

Fue justamente una situación de ese tipo que llevó al II Congreso Mundial de Alimentos a declarar que la injusticia social es el problema más grave y fundamental en muchos países en vías de desarrollo. Esto apunta, por lo tanto, en dirección a que la distribución desigual de la riqueza, o sea, una gran proporción de la renta nacional es compartida por pocos. Esto deriva de la relación existente entre trabajo y capital, dueños e inquilinos, empresarios y trabajadores rurales. Debido a la explotación de trabajadores agrícolas y a la administración y al uso inadecuado de la tierra y de los recursos naturales, a lo que se añade el hecho de que la riqueza y los beneficios de ellos provenientes se concentran en pocas manos, poblaciones han sido condenadas a una vida de pobreza, ignorancia e inseguridad.

Para lograr el progreso, el desarrollo exige el reconocimiento de la dignidad humana de los trabajadores agrícolas y de los habitantes rurales en la conducción práctica de la vida diaria, así como una relación basada en la igualdad. El criterio de progreso no es esencialmente el crecimiento del producto nacional bruto. La prueba real del progreso es la justicia que rige la producción, la distribución y el consumo de bienes entre los miembros de una sociedad, y la justicia y la caridad que prevalecen en las relaciones mutuas entre las diferentes clases de personas que integran esa sociedad.

En su reciente libro intitulado *Vieja Revolución, Nuevos Problemas*, Edmundo Flores aborda esa situación desde un ángulo diferente. Afirma que, en la medida en que no somos capaces de crear una estructura productiva moderna capaz de suministrar alimentos, trabajo y vivienda para la gran mayoría, será necesario recurrir a la represión, con el objetivo de evitar que esa mayoría asuma el poder.

La pregunta obvia es: ¿cuál es el rol del museo en relación a los problemas que aquí fueron presentados? No creo que el museo deba, en el actual estado de las cosas, limitar su acción al desarrollo apenas del aspecto científico y tecnológico, y que esa deba ser su única contribución al progreso de la agricultura. Esta es una cuestión importante y no debe ser dejada de lado, ya que el museo, de hecho, puede ofrecer una importante contribución en este campo.

Sin embargo, para cumplir su tarea de forma adecuada en el medio rural contemporáneo, el museo también debe ser un factor de cambio social que, al trabajar en favor de la mayor dignidad del habitante rural, contribuirá al proceso de concienciación social, en cuyo contexto los cambios están destinados a producirse en las estructuras obsoletas que impiden la evolución real del hombre que cultiva la tierra.

Tomando en cuenta el carácter específico de la población rural, los museólogos y técnicos responsables de los museos deben intensificar el fomento de exposiciones itinerantes para que, desde el punto de vista instrumental, el museo pueda producir el impacto deseado en ese sector de la población.

✻ TRADUCIDO DEL INGLÉS

MUSEO Y URBANIZACIÓN

JORGE ENRIQUE HARDY

La urbanización es un proceso que ocurre en el mundo entero y se caracteriza por la concentración de la población de un país y de sus actividades sociales y económicas en pequeñas áreas de su territorio y por el crecimiento demográfico y físico de esas áreas. Todos los países del mundo están pasando por un proceso de urbanización. En prácticamente todos ellos, la tasa de urbanización está aumentando más rápidamente que el conjunto de las tasas de crecimiento demográfico y de la población rural. Desde la II Guerra Mundial y, en algunos casos, desde la década de 1920, e incluso antes, el proceso de urbanización se aceleró más intensamente en países menos industrializados, que eran y continúan siendo menos desarrollados y urbanizados, que los países que ya habían sido urbanizados.

En todos los países, la urbanización es el resultado del crecimiento natural de la población urbana y de la migración humana desde las áreas rurales hacia las urbanas. La migración de un continente a otro o entre países situados en el mismo continente dejó de ser un fenómeno importante. Actualmente, la migración se limita a migraciones estacionales entre países limítrofes, excepto en casos aislados de conflictos políticos, raciales o religiosos. Las cifras involucradas son pequeñas.

En 1970, la población mundial creció un 2%, y la población urbana registró un crecimiento del 3,17%. En los países africanos, asiáticos y latinoamericanos, casi sin excepciones, la tasa de crecimiento de la población urbana viene superando al promedio mundial. En treinta países situados en los continentes económicamente menos desarrollados, la tasa de crecimiento urbano fue un 5% mayor que la tasa mundial o aún más. Por otro lado, solamente diez países situados en las regiones más desarrolladas del mundo registraron un crecimiento de población urbana mayor que el promedio mundial. En 1960, la población urbana mundial ascendió a un total de 985 millones de habitantes. La población urbana debe llegar a 1.854 millones de habitantes en 1980 y a 3.329 millones en el año 2000.

El proceso de urbanización se lleva a cabo dentro de los límites políticos y administrativos de cada país. Constituye, en el ámbito nacional, la expresión espacial de un sistema de producción y de un sistema social y político. En países económicamente dependientes, la estructura espacial refleja un sistema neocolonial que impide una interrelación adecuada entre áreas urbanas y rurales. La ecología de las ciudades que configuran esa estructura espacial se caracteriza por la segregación de la población de acuerdo con niveles de renta y condición social y también por el acceso diferenciado de los sectores de alta, media o baja renta a las fuentes de empleo y a los servicios esenciales, tales como educación, salud o vivienda y sus servicios complementarios de abastecimiento, ocio, etc.

La mayoría de las naciones latinoamericanas probablemente estaría dentro de la categoría de países dependientes. Su crecimiento económico, en las dos últimas décadas, no respondió plenamente a las expectativas. Problemas estructurales persisten en la mayoría de ellos, sin que sea posible observar una tendencia al mejoramiento. En la mayoría de dichos países, tampoco se observan tendencias al mejoramiento en lo que atañe a la distribución geográfica de la población. Una rápida evaluación de los acontecimientos ocurridos en América Latina entre 1960 y 1970 nos permite llegar a algunas conclusiones generales y, de esta manera, tener una visión más clara de la situación urbana en la región. En primer lugar, es importante subrayar algunas de las características y tendencias del proceso histórico de urbanización en América Latina.

Las primeras ciudades de América Latina fueron construidas hace 2.000 años o más en algunas áreas ecológicamente propicias de América Central y un poco después en América del Sur. Eran consideradas ciudades porque su magnitud, población, funciones, arquitectura, instituciones, estratificación social y densidad las diferenciaban de otros asentamientos humanos menos importantes. Al mismo tiempo, eran centros adecuados para múltiples objetivos, que concentraban servicios administrativos, gubernamentales, religiosos, militares, comerciales y culturales de una región que se extendía más allá del área de influencia inmediata de la ciudad. Los artesanos que vivían en algunas de esas ciudades comenzaron a producir bienes que eran exportados a otras regiones, utilizando materias primas importadas. Esos artistas crearon imágenes, esculturas, artículos de cerámica y ornamentos cuyo estilo influenció la expresión artística de culturas menos desarrolladas. En las principales ciudades, se establecieron gobiernos y pasaron a ejercer un control directo o indirecto sobre sociedades cuyas tecnologías eran menos evolucionadas y cuya organización era más precaria.

Apenas una parte muy reducida de lo que actualmente se conoce como América Latina — posiblemente no más del 5% — estuvo directamente bajo el control de las culturas indígenas que construyeron ciudades con las funciones anteriormente mencionadas. Cuatro quintos de la población total del continente podrían haberse concentrado en esos territorios

alrededor del 1500 a.C, cuando las culturas precolombinas lograron lo que puede haber sido su apogeo en términos de población, tecnología, uso de la tierra y evolución política e institucional. Alrededor del 1500 a.C, la población nativa de las áreas que actualmente forman América Latina llegó a alrededor de 40 millones de habitantes.

Cuando los españoles llegaron a América, encontraron en la región central de México, en las tierras altas del sur de México y en Guatemala, en Yucatán, a lo largo del litoral y en la sierra de Perú y en el altiplano peruano-boliviano asentamientos humanos que consistían en centros urbanos jerárquica y funcionalmente diferentes y regionalmente interconectados por caminos por los cuales transitaban continuamente comerciantes con sus mercaderías, administradores y ejércitos. Del 5 al 10% de la población de la Confederación Azteca y del Imperio Inca, los dos experimentos sociales y políticos más avanzados de América a inicios del siglo XVI, podrían ser considerados urbanos en base a los criterios anteriormente mencionados. La población estimada de Tenochtitlán — de 150.000 a 180.000 habitantes — y el área de 1.200 a 1.400 hectáreas ocupada por la capital azteca se podían comparar con las de las principales ciudades del mundo en aquella época. En el corazón de México, unida por el valle del Lago Texcoco y conectada por caminos, había una red de centros de tal magnitud, población, riqueza, actividad comercial y arquitectura que impresionó a los españoles. Pizarro y sus hombres se quedaron muy impresionados con Cuzco, Pachacamac, Cajamarca y otros centros urbanos. El centro de gravedad de la Confederación Azteca y del Imperio Inca estaba ubicado en el interior. Apoyados en una agricultura rica y diversificada, los pueblos dominados por los aztecas y por los incas tenían un estándar de vida impresionante para aquella época, a pesar de sus limitaciones tecnológicas y sociales.

La conquista de América por las potencias europeas demostró hasta qué punto las características naturales de los territorios que ellos conquistaron y sus objetivos comerciales consolidaron un sistema de asentamientos humanos que, alrededor del 1500, hacía siglos que existía en diversas regiones. Los sistemas precolombinos de ocupación territorial persistieron, especialmente en áreas rurales, durante siglos después de que las culturas precolombinas hubieran sido transformadas por la cultura europea y de que las poblaciones originales del área hubieran sido diezgadas por las enfermedades, las guerras, el trabajo forzoso y el hambre provocados por las nuevas formas de minería y explotación agrícola y también por el choque cultural.

Los españoles y los portugueses establecieron nuevas ciudades allí donde los recursos naturales esenciales para la supervivencia humana estaban disponibles — tierras cultivables, agua, materiales de construcción, clima ameno, protección natural. Sin embargo, ellos establecieron puertos en los sistemas regionales de asentamientos que encontraron, para mantenerse en contacto con España y Portugal, con centros de minería — porque la explotación de oro y plata era una actividad extremadamente importante para los europeos —, con centros agrícolas en los cuales la población indígena fue reasentada y donde se crearon nuevos centros de defensa. Desde el comienzo de la conquista, la presencia de ciudades indígenas o de grandes centros rurales era considerada por los españoles como un factor fundamental para la localización de sus ciudades. Esta decisión se basaba en factores políticos y estratégicos. Sin embargo, también había razones de carácter práctico y económico, porque la población indígena constituía un pilar de la minería colonial y de la economía agrícola y era la base de la riqueza y del prestigio de los grupos privilegiados de los primeros colonizadores europeos. En algún momento entre 1570 y 1580, una estructura espacial había sido establecida en la región actualmente conocida como América Latina, que continuaría existiendo después de la independencia política de esos territorios. Casi toda la región en la cual las principales ciudades y puertos de América Latina se sitúan actualmente ya había sido establecida. Los españoles, por su parte, introdujeron un tipo de ciudad — funcional, estricta, de proyecto y contornos simples — que fue copiado en todas las regiones, incluso, a pesar de sus obvias limitaciones, por sociedades que adoptaban tecnologías, estándares de empleo y estilos de vida muy diferentes.

La población de América Latina ya sumaba tres millones de habitantes en 1850, 61,7 millones en 1900 y 87 millones en 1920. Sin embargo, durante esos 70 años, especialmente a partir del periodo 1871-1880, la estructura espacial de diversos países de la región — Argentina, Uruguay, Cuba, Chile y región sur de Brasil, particularmente — sufrió modificaciones importantes. Esto ocurrió como consecuencia de la inmigración europea, de la mecanización y ampliación de la agricultura, de inversiones extranjeras — especialmente en los sectores de la construcción civil, de los ferrocarriles y de las comunicaciones —, de la industrialización de la agricultura y de la ganadería y de la explotación de nuevos recursos minerales. En pocas décadas, nuevas tierras pasaron a ser explotadas y miles de nuevos asentamientos fueron creados. El proceso de creación de nuevas ciudades en el periodo de 1870 a 1930 fue comparable al que fue observado entre 1520 y 1580 y, retrocediendo aún más hacia el pasado, en los primeros siglos de la era cristiana, pero fue más intenso en términos de extensión territorial y del número de personas involucradas en actividades específicamente urbanas.

Entre 1870 y 1930, en los países anteriormente mencionados y algunas décadas después en otros, se acentuó la tendencia a la concentración de inversiones productivas y de servicios y, consecuentemente, de la población en un único centro o en un número reducido de centros en cada país. El aparato político y administrativo de cada país fue establecido en

sus principales ciudades. Sociedades agrarias, dominadas por los intereses de propietarios de tierras y del sistema de cultivo de los tiempos coloniales, así como por los intereses de exportadores basados en centros urbanos, todavía podían ser encontradas en áreas rurales.

Entre 1960 y 1970, la población de América Latina creció muy rápidamente. En 1970, la población de América Latina, Jamaica y Trinidad sumaba 283.250.000 habitantes. La tasa anual de crecimiento demográfico, estimada en el 2,87 por ciento, superó las tasas registradas en cualquier otra gran región del mundo. Esa tasa indica que la población de América Latina se duplica cada 24 años. La población mundial, por su parte, se duplica cada treinta y siete años. La tasa de crecimiento demográfico de América Latina en su conjunto, que actualmente es más alta que la de algunas décadas anteriores — el 1,8 por ciento al año entre 1920 y 1930 y el 2,2 por ciento de 1940 a 1950 —, se debe, principalmente, a una rápida disminución de las tasas de mortalidad observadas en todos los países durante los últimos 50 años. Por otro lado, aunque las tasas de natalidad hayan disminuido bastante, su disminución no fue tan acentuada en lo que se refiere a las tasas de mortalidad. La inmigración, principalmente de europeos, que había sido un factor muy importante entre 1880 y 1930 en la estructura demográfica de Argentina, Uruguay, Cuba, región sur de Brasil y, en menor medida, de Chile y otros países — y, después de la Segunda Guerra Mundial, de Venezuela — ha venido disminuyendo en las últimas décadas. Se estima que, en 1985, la población total de América Latina llegará a 430.640.000 habitantes.

En todos los países de la región, la población urbana está creciendo más rápidamente que la población total y esta última está aumentando más rápidamente que la rural. Mantenidas las tendencias actuales, las poblaciones rurales de Argentina, Chile, Uruguay, Trinidad y Venezuela sufrirán una disminución en cifras absolutas entre 1970 y 1985. En 1970, la población urbana de la región era de 159.188.000 habitantes, equivalente al 56,2 por ciento de la población total. En 1970, la población urbana estaba creciendo a una tasa estimada del 4,34 por ciento y la rural a una tasa del 1,15 por ciento. Se estima que, en 1985, la población urbana totalizará 290.680.000 habitantes, es decir, el 66,88 por ciento de la población total de la región. Como consecuencia de ese crecimiento de la población urbana, las ciudades de América Latina tendrán que absorber a 131.492.000 habitantes adicionales entre 1970 y 1985, o sea un promedio de 8.766 mil cada año. La población rural, por otro lado, aumentará 19.898.000 habitantes entre 1970 y 1985, o sea, un promedio de 1.326.000 habitantes al año.

La situación varía considerablemente entre los diversos países. Brasil necesitará absorber a un contingente adicional de 3,3 millones de habitantes urbanos durante esos 15 años; México, 1.852.000; Colombia, 909.000; Venezuela, 443.000; Argentina, 432.000; y Perú, 393.000. Esto significa que el 83,6% de la nueva población urbana necesitarán ser absorbidos por seis de los países más densamente poblados y de mayor porte de la región, que ya son predominantemente urbanos. Sin embargo, el impacto demográfico de la urbanización será más fuertemente sentido en Trinidad, Jamaica y República Dominicana, países con poblaciones y áreas menores. En la República Dominicana, una tasa elevada de crecimiento natural de la población — la más alta de América Latina y una de las más altas del mundo — es acompañada por un gran potencial migratorio derivado de las características rurales del país. En Trinidad y Jamaica, la urbanización será un proceso impulsado, principalmente, por la migración interna.

Los países de menor porte de América Central y el Caribe, Bolivia, Paraguay y Ecuador son los menos urbanizados de la región. Aunque puedan ser considerados muy inestables urbanísticamente, debido a una combinación de tasas cada vez más elevadas de crecimiento demográfico natural y al predominio de la población rural, su evolución urbana ha sido más lenta en función de diversos factores. El primero de ellos es su economía predominantemente rural, generalmente basada en el monocultivo, en el cual grandes latifundios y plantaciones contrastan con propiedades rurales tan pequeñas que sus ocupantes no consiguen sobrevivir con su cultivo. Otro factor es la falta de medios esenciales de transporte y de redes de comunicación. La carencia de empleos industriales en las ciudades y la falta de un sector de servicios capaz de satisfacer mínimamente las necesidades de los ciudadanos son otros factores. En otras palabras, no hay incentivos para que la población rural se mude a las ciudades, incluso cuando hay recursos para hacerlo, a pesar de las condiciones de vida inadecuadas y de la falta de oportunidades que enfrentan en el medio rural.

Fue mencionado que, en 1970, la tasa anual de crecimiento demográfico en áreas urbanas de América Latina era del 4,34 por ciento. En doce países, ella era aún más alta. El crecimiento demográfico anual de la República Dominicana, del 6,05%, indica que su población urbana se duplicará cada once o doce años. La población urbana de Colombia y de Honduras se duplicará cada 13 o 14 años si las tasas de crecimiento demográfico registradas en 1970 permanecen inalteradas. La población urbana de Ecuador se duplicará cada 14 o 15 años. De acuerdo con estimaciones de crecimiento urbano anual para Brasil y México en el período de 1970 a 1985, Brasil necesitará construir una ciudad del tamaño de Recife y México una ciudad de tamaño equivalente a una Monterrey y media cada año.

En algunas ciudades con grandes áreas metropolitanas, la población está creciendo aún más aceleradamente. Son comunes tasas de crecimiento del 6 o 7%. En las décadas de 1960 y 1970, tasas anuales del 10% o aún más fueron registradas en Tijuana, en Goiania, en las nuevas ciudades de Brasilia y Guayana y en varios centros de mediano porte. Esto

significa que la población de esas ciudades se duplica cada seis o siete años. Aunque haya presentado tasas de crecimiento más bajas, las poblaciones de la Ciudad de México y de São Paulo han tenido un aumento de aproximadamente 3,7 millones y 4,1 millones de habitantes, respectivamente, en la última década. Esto significa que, dentro de diez años, esas dos ciudades necesitarían crear alrededor de 1,3 millón de nuevos empleos, construir alrededor de un millón de casas, prestar los servicios necesarios para enfrentar este crecimiento demográfico, lanzar un programa de combate al déficit habitacional, substituir gradualmente viviendas degradadas, crear alrededor del 39.000 plazas en universidades locales y construir alrededor de 22.000 salas de aula en centros de enseñanza primaria y secundaria, adoptando un esquema de rotación para la utilización de esas salas, con miras a que puedan ser usadas en dos turnos.

A pesar de que las mayores inversiones públicas y privadas, los mejores empleos y los mejores servicios estén concentrados en las capitales y principales centros regionales, la migración hacia las ciudades es común en todos los países de la región. En cierta medida, se trata de una corriente migratoria desde áreas rurales hacia pueblos, ciudades industriales y centros regionales. La principal razón mencionada por los migrantes para esa corriente es su necesidad de encontrar una fuente regular de ingresos y obtener una remuneración mejor. La segunda razón es la necesidad de garantizar una educación para sus hijos, así como servicios de salud para sus familias y una mejor vida social.

Un mayor equilibrio entre economías rurales y urbanas, que promueva una mejor distribución de empleos disponibles y servicios, es esencial para que las potencialidades de cada país se puedan hacer realidad y su población esté mejor distribuida. Sin embargo, el aumento de la producción agrícola en la región está lejos de lograr el nivel esperado a inicios de la década. Aunque el sector agrícola emplee al 44% de la mano de obra de la región, su aportación para la producción general fue de apenas el 17%, lo que indica la baja productividad *per capita* registrada en la región. Este hecho puede ser explicado por las técnicas primitivas empleadas en el sector, por un sistema agrario superado y por la vulnerabilidad de las economías agrícolas de la mayoría de los países, que dependen de la producción y exportación de un único producto. El sector industrial, así como los de la construcción civil y de servicios, creció más rápidamente que el sector agrícola. Esto se debió, en parte, al incentivo creado por el aumento de la generación de energía y, en general, por el desarrollo de una mejor infraestructura regional. Sin embargo, debido a la tecnología utilizada y a un modelo de crecimiento inadecuado, grandes contingentes de personas desempleadas y subempleadas no pudieron ser absorbidas por el mercado de trabajo formal.

La población urbana creció muy rápidamente. Tal como fue anteriormente mencionado, esos problemas fueron acentuados por migraciones continuadas desde las áreas rurales hacia áreas urbanas, principalmente centros industriales y grandes áreas metropolitanas. Este rápido crecimiento urbano no fue acompañado por medidas realistas capaces de satisfacer una demanda creciente de vivienda, servicios públicos urbanos y equipos comunitarios. La ocupación de inmuebles vacíos o la vida en conventillos fueron las únicas opciones para la mayoría de las personas que se encontraban en esas circunstancias y su número aumentó más rápidamente que el de las ciudades hacia las cuales ellas se dirigían en grandes cantidades.

En casi todos los países de la región, la brecha entre los sectores de alta renta y los de baja renta parece haber aumentado. La mayoría de la población rural y gran parte de la población urbana viven en condiciones de extremada pobreza.

Las tasas de analfabetismo disminuyeron en todos los países de la región y la cifra de niños en la escuela aumentó dos veces más que la población. La cantidad de matrículas en universidades y escuelas técnicas también aumentó en la misma proporción. A pesar de esos avances, sin embargo, los recursos humanos de la región son aún menos utilizados que en el pasado, debido al problema todavía no resuelto de las estructuras agrarias y de un modelo de industrialización mal concebido.

Las tasas de mortalidad disminuyeron y la expectativa de vida aumentó en todos los países de la región debido a la realización de mejores campañas de salud. Sin embargo, en todos ellos aún hay enormes diferencias en lo que se refiere al estándar de los servicios médicos de prevención y tratamiento disponibles en áreas urbanas y en áreas rurales y también para las diferentes clases sociales.

¿Cómo esa situación se refleja en la estructura espacial y en las ciudades de los diferentes países? En los países latinoamericanos, como en todos los demás países, se observa una clara tendencia al crecimiento de las sociedades urbanas; por esa razón, a menos que políticas adecuadas sean urgentemente desarrolladas y medidas preventivas sean adoptadas, los problemas anteriormente mencionados se agravarán. Sin embargo, la posición de los países latinoamericanos en relación a los países industrializados todavía es igual o casi igual a la que se observaba en el pasado. Fluctuaciones de los precios mundiales del cobre, petróleo, estaño o de los productos agrarios afectaron severamente a sus economías domésticas. Esfuerzos realizados con miras a diversificar las exportaciones y a hacer que las economías nacionales fueran menos vulnerables o a mejorar y aumentar mercados regionales y a reducir importaciones no mejoraron sustancialmente la situación de ninguno de estos países. Privilegios profesionales transmitidos de una generación a otra persisten o se profundizaron en casi todos los países de la región. Ellos afectan el acceso a la educación, las oportunidades de

carrera, la buena remuneración, la alimentación, la salud, la vivienda, los servicios públicos y el ocio y se reflejan en el consumo individual de mercaderías, que varía enormemente entre ricos y pobres y entre habitantes de áreas urbanas y rurales. Solamente algunos de los países adoptaron medidas recientemente para modificar sus estándares de consumo y garantizar un estándar de vida básico para toda la población. Además, la concentración de la renta en un sector muy pequeño de la población de cada país socava el crecimiento y, al mismo tiempo, perpetúa una situación de injusticia social.

Si las inversiones en instalaciones de producción y equipos sociales continuaran concentradas en grandes ciudades en desmedro de zonas y centros rurales, si los diversos países no consiguieran usar sus recursos naturales y humanos adecuadamente — con miras a aumentar y diversificar sus economías —, si no se introdujeran modificaciones en las relaciones sociales y si no hubiera empeño en fomentar mejoramientos para las clases trabajadoras, si no desarrollaran tecnologías agrarias y urbanas adecuadas para países carentes de capital y con una capacidad productiva limitada en un futuro próximo — aunque haya mano de obra en abundancia, aunque no altamente calificada — y, sobre todo, si no se convencieran de que a menos que los sectores más ricos de la población se dispongan a compartir sus privilegios tradicionales con sectores menos favorecidos, no habrá solución para los problemas generales de América Latina y mucho menos para sus problemas urbanos. Si las tendencias actuales no fueran revertidas, tendremos ciudades construidas sin las inversiones más esenciales, con tasas crecientes de subempleo y una carencia cada vez mayor de habitación y de sistemas de abastecimiento de agua, transportes, saneamiento, electricidad y comunicaciones, además de un número cada vez mayor de equipos comunitarios inadecuados. Es fácil prever, por lo tanto, que las ciudades del futuro serán principalmente construidas por sus propios habitantes y que su crecimiento demográfico y físico no observará los principios necesarios para que la mayoría de la población reciba los beneficios derivados de este proceso, sino que cederá a la presión de grupos interesados en la especulación inmobiliaria, en el alquiler de inmuebles urbanos y en mantener a sus habitantes segregados de acuerdo con su nivel de renta.

Esas tendencias pueden ser corregidas. Nada justifica el crecimiento urbano improvisado que hemos observado hasta el presente momento. Cuba nos mostró lo que puede ser realizado con pocos recursos, un número limitado de técnicos y sin grandes investigaciones, siempre y cuando una nación esté dispuesta a participar plenamente en esta tarea y lo haga. En menos de diez años, su gobierno logró reducir drásticamente grandes brechas de los estándares de vida y oportunidades disponibles entre poblaciones urbanas y rurales, acabar con el aislamiento de poblaciones rurales, establecer una situación de pleno empleo y descentralizar servicios de educación y salud, interrumpiendo el crecimiento de la capital y estableciendo un equilibrio rural-urbano en aspectos fundamentales de la vida social y económica. Otros países demostraron que hay diferentes maneras de identificar soluciones. Algunas de ellas pueden no cambiar una situación existente desde hace varias generaciones del día a la noche, pero pueden indicar los prerrequisitos para la solución de algunos de los problemas más graves.

Tomando los nuevos rumbos indicados por La Mesa Redonda de Santiago de Chile, los museos pueden ayudar a exponer problemas sociales relacionados con el desarrollo de las ciudades de América Latina e incentivar el interés activo de las personas en dichos problemas.

✂ TRADUCIDO DEL INGLÉS

MUSEO Y
DESARROLLO
CIENTÍFICO Y
TECNOLÓGICO

MARIO E. TERUGGI

Como regla general, el museólogo en su vida profesional no está muy preocupado con el desarrollo científico y tecnológico del mundo actual. Trabajando en el microcosmo fascinante del museo, su tiempo es dedicado al cuidado de sus acervos y al estudio de las modernizaciones y los mejoramientos que podrían ser hechos en sus salas de exposiciones. Por lo tanto, el museólogo está comprensiblemente absorto en su trabajo, pero ese no es el único motivo de su falta de interés en los avances científicos y tecnológicos que se producen diariamente. Sucede, también, que los museólogos poseen, generalmente, una formación en ciencias humanas, y el lenguaje de la ciencia, sus repercusiones e incluso la actitud básica del científico les son casi incomprensibles.

En el campo de la museología, por lo tanto, una cultura predominantemente humanista no ofrece una base para el análisis y la valoración del desarrollo científico y tecnológico. La única excepción a esa regla es encontrada en los museos de ciencias, donde el personal especializado representa a las dos culturas descriptas por C.P. Snow, que coexisten en una simbiosis relativamente aceptable.

Independientemente de la actitud y la formación del museólogo, sin embargo, la dura realidad es que el mundo está cambiando a un ritmo increíble gracias a la influencia de la evolución científica y tecnológica, de la cual nadie puede escapar, o menos aún, ignorar. Algunos ejemplos serán suficientes para comprobar esta afirmación. Si en las próximas dos décadas la ciencia consiguiera superar o controlar una serie de enfermedades cardiovascu-

lares y degenerativas, esa conquista significaría, automáticamente, que el promedio de la expectativa de vida aumentaría alrededor de 8 a 10 años. Esto generaría una serie de complicaciones y perturbaciones sociales, cuya importancia todavía no puede ser cabalmente valorada. O consideremos la llamada "ingeniería genética" que ya es capaz, teóricamente - e incluso experimentalmente, en laboratorio - de regular o modificar las características somáticas, fisiológicas y psicológicas de los seres vivos. La ingeniería genética también puede ser aplicada al ser humano y puede ser utilizada para producir hombres y mujeres condicionados a satisfacer las necesidades de algún poder central - dicho de otra manera, el Admirable Mundo Nuevo se habría hecho realidad. O podemos considerar las perspectivas ofrecidas por la tecnología de microcircuitos, que posibilitaría colocar miles de transistores en una superficie de algunos milímetros cuadrados y, consecuentemente, la fabricación de increíbles cerebros electrónicos, compactos y baratos.

Cuando se piensa en esas posibilidades - y en muchas otras que son demasiado numerosas para ser mencionadas - resulta obvio que el mundo del museo jamás podría escapar del desarrollo científico y tecnológico. El problema es simplemente cómo conseguir que el desarrollo científico y tecnológico sea provechoso para la museología.

El aspecto más simple, y en que pensamos primeramente, es el uso, en la museología, de los avances científicos y tecnológicos, ya que éstos abrieron y continuarán abriendo vastos campos de aplicación.

Es sabido que las personas que presencian un evento muy importante raramente consiguen captar el pleno significado de lo que vieron u oyeron. Esto es evidente en lo que se refiere a la televisión: la humanidad la aceptó como un "fenómeno natural", en virtud de la extraordinaria capacidad humana para asimilar rápidamente los avances tecnológicos.

Sin embargo, la invención de la televisión, tal como fue anteriormente mencionado, provocó consecuencias similares a las de la invención de la escritura: una ruptura en el *continuum* de la historia humana que, así, se ha dividido en dos eras, la era pre-televisión y la era de la televisión, así como la escritura separa la protohistoria de la historia. Combinada con la electrónica, la televisión está moldando a la sociedad actual, y lo hará en una medida mucho mayor en el futuro cercano.

La configuración actual de muchos elementos - incluso de los sistemas convencionales de educación, la industria del libro, los procedimientos de catalogación y clasificación, etc. son directamente afectados por la televisión y por la electrónica. A pesar de todo esto, los museólogos han recurrido con mucha timidez a las posibilidades ofrecidas por esos dispositivos y por otros que están o pronto estarán disponibles, tales como utilizaciones de luz y sonido, que acabarán por operar el milagro de permitir que se vea un objeto, en cualquier lugar, sin que el mismo esté presente de hecho. El museo podrá entrar directamente a los hogares. Pero, obviamente, nos estamos desviando un poco hacia el universo de la ficción científica, un mundo en que, llevando las cosas a sus últimas consecuencias, el propio museo desaparecería y sería reemplazado por imágenes tridimensionales.

Aunque tomemos en cuenta las vastas, aunque inexploradas posibilidades de los museos del futuro, será suficiente, por ahora, destacar que la museología todavía no ha hecho uso de los recursos disponibles. Eso puede deberse, en parte, a la apatía o a la ignorancia de los museólogos, pero también puede ser parcialmente atribuido a la falta de recursos financieros. De todos modos, dejemos de lado, por ahora, el tema de las repercusiones directas de la ciencia y la tecnología en el museo y pasemos a aspectos más amplios, especialmente en su relación con América Latina.

El hecho - o la deficiencia - más significativo en lo que se refiere a los museos en América Latina es la ausencia de buenos museos de ciencia y tecnología. Hay una gran cantidad de museos de historia y arte, una cantidad razonable se dedica a las ciencias humanas (arqueología, etnografía, antropología), hay algunos museos de ciencias naturales y ninguno de ellos está dedicado a la ciencia y la tecnología. Esta situación - debemos admitirlo - es mundial, y se registra, incluso, en continentes desarrollados, como Europa. Ella refleja el predominio de los temas humanísticos en el mundo del museo. Al mismo tiempo, como puedo afirmar por experiencia propia, desde 1955, el ICOM es plenamente consciente de esta deficiencia de los museos latinoamericanos y, en diferentes ocasiones, trató de despertar el interés de los gobiernos nacionales, sin haber logrado éxito hasta ahora.

Hay, indiscutiblemente, muchas razones por las cuales los museos de ciencia y tecnología no se desarrollaron en América Latina: insuficiencia de recursos económicos, subdesarrollo industrial de muchos países, burocracia, falta de interés por parte de las autoridades, etc. Añádase a todo esto otra razón esencial: la predilección de los pueblos mediterráneos por asuntos humanistas, lo que se manifiesta en sus sistemas educativos, tanto en la enseñanza primaria como secundaria. De todos modos, el hecho es que América Latina no tiene museos de ciencia y tecnología, y que esos centros son fundamentales para la educación y motivación del público, especialmente de los jóvenes.

Sin querer exagerar esa deficiencia deplorable, es necesario recordar que el bloque latinoamericano está formado por países subdesarrollados y semi-desarrollados, para los cuales es absolutamente necesario utilizar los recursos y métodos de la ciencia y la tecnología para superar su atraso. La única manera de hacerlo con éxito es capacitando a científicos y tecnólogos, porque, en caso contrario, lo mejor que podemos esperar es

recurrir a las llamadas “tecnologías de marca registrada.”. Naturalmente, los países que aceptan esas tecnologías continúan dependiendo de los países más desarrollados, ya que no hacen otra cosa que copiar las técnicas inventadas en otro lugar, por las cuales deben pagar royalties considerables.

América Latina necesita, urgentemente, desarrollar sus potencialidades nacionales sobre una base sólida, y esto sólo podrá lograrse por medio de la promoción de la ciencia y la tecnología. Es aquí que los museos – por lo menos algunos de ellos – pueden cooperar y contribuir a la creación de una conciencia nacional sobre estos temas. En muchas esferas gubernamentales en América Latina se cree que ciencia y tecnología son artículos de lujo, extravagancias sin gran interés o importancia, un peso que el Estado debe apoyar magnánimamente, de la misma forma en que apoya un número infinito de actividades culturales. Consecuentemente, a menos que haya una firme convicción en todos los niveles y en todos los países de que sin ciencia y tecnología es imposible desarrollar el potencial material de un país, ningún progreso será logrado. Si continuaran inertes, esos países se quedarán todavía más atrasados en relación a los que continúan evolucionando.

No sólo el progreso de América Latina debe ser medido en términos de ciencia y tecnología, sino que esa es la única manera de evitar que sus países desperdicien su bien más precioso, o sea, sus recursos intelectuales. Porque, como todos saben, los países en vías de desarrollo usan inadecuadamente la capacidad intelectual de que disponen. Ellos no sólo la desperdician, sino que hay países como Argentina, entre otros, que llegan al extremo de exportar científicos y tecnólogos.

El desperdicio de cerebros por falta de capacitación, mal uso o emigración se debe a una serie de motivos. La emigración, por ejemplo, es actualmente atribuida a factores económicos (bajos sueldos), factores políticos (dificultad para obtener o mantener cargos técnicos en el caso de que la persona no comparta las ideas del gobierno en el poder) y factores relacionados con complejos de frustración causados por la incompetencia de los órganos de investigación, por la falta de equipos e instalaciones adecuados, por la imposibilidad de suministrar líneas continuas o programas de investigación, etc. Independientemente de la causa, es difícil evitar la impresión de que los países en pauta son, en cierta medida, responsables de la fuga de cerebros.

La subutilización de capacidad intelectual puede ser vista claramente en América Latina (así como en otros continentes, ya que muchas de las deficiencias a las que nos referimos son mundiales), donde las universidades todavía no están cumpliendo su función moderna de consejeras científicas y tecnológicas de los gobiernos. Las universidades son financiadas por el Estado, pero éste muchas veces las desprecia por motivos políticos, y solamente en ocasiones muy raras las convoca para estudiar problemas o temas de interés nacional o incluso local. El Estado, en América Latina, concentra celosamente sus poderes y prerrogativas y se niega a compartirlos. Incluso en cuestiones puramente técnicas, prefiere constituir sus propios órganos técnicos, por sentir vagamente que las universidades no le pertenecen, recurriendo, a veces, incluso a empresas privadas.

Todo esto significa que América Latina todavía no incorporó la transformación que está ocurriendo en las últimas cuatro décadas a la función que las universidades desempeñan en los países desarrollados. Mientras que en esos países las universidades, sin interrumpir sus actividades tradicionales, se convirtieron en importantes centros de investigación, en los países en vías de desarrollo ellas se limitan a enseñar y distribuir diplomas, sin cumplir su papel potencial de órgano consultivo del Estado. Como resultado, los científicos y tecnólogos de las universidades permanecen, en gran parte, aislados del mundo de los negocios y de la nación, y no tienen voz en la solución de los problemas que surgen.

Otra pérdida muy grande de cerebros es causada por la incapacidad de formar a científicos y técnicos. Las razones de ese fracaso son múltiples y están enraizadas en la situación social, económica y cultural de América Latina. Medidas tomadas por la mitad, por lo tanto, no conseguirán resolver el problema; mucho menos medidas basadas en fórmulas o recetas generalizadas, ya que las diferencias de desarrollo entre los países latinoamericanos son enormes – mucho mayores que las que existen entre las naciones de Europa. En algunos países, el desarrollo científico y tecnológico todavía ni siquiera ha comenzado; en otros países, llegó a un nivel elevado, y lo único que está faltando es un mecanismo de coordinación.

El desperdicio de recursos intelectuales – que es mucho más grave que el desperdicio de recursos naturales – debe ser evitado para que América Latina logre avanzar en el área científica y tecnológica. Esto significa que las personas deben ser informadas y preparadas para el desarrollo que está siendo proyectado y planificado. Cabe preguntarse cuál es el rol que el museo desempeñará en este nuevo abordaje, en la preparación básica necesaria para garantizar el progreso.

Hablando como científico, y no como museólogo, puedo decir que los museos están alienados de la real situación científica y tecnológica que los rodea. Para muchos de ellos, especialmente los museos de arte e historia, es imposible reflejar esa situación en sus exposiciones y actividades: un museo de arte o historia se encontraría fuera de su elemento si intentara presentar determinados aspectos de la ciencia moderna, para no mencionar cuán incongruente sería esa política. Muchas veces, los museos que pueden ofrecer un panorama de la ciencia y la tecnología, lo hacen de forma ineficaz o involuntaria. En otras

palabras, ningún museo hace que el espectador sienta que la ciencia y la tecnología son gigantes mellizos que están inexorablemente cambiando al mundo y a la humanidad, y que nuestra civilización y nuestro futuro están vinculados a ellos. Cuanto más esos dos gigantes crezcan, mayor será la reducción de la pobreza, de la escasez, de la ignorancia y de la miseria individual y colectiva. Y aún así, los museos los ignoran y, como avestruces, esconden la cabeza en la tierra para no verlos.

Esta podría ser la visión de un científico que nada tiene que ver con museos y quiere que ellos ayuden a fomentar la importancia y las conquistas de la ciencia y la tecnología. Pero en el mismo momento en que abordamos este tema, inmediatamente nos deparamos con el concepto de que la función y la finalidad del museo deben estar presentes en la comunidad de hoy. Simplemente, destacaremos aquí que, como los pueblos de América Latina solamente podrán ser libertados de la pobreza y de la ignorancia por medio de la ciencia y tecnología, es necesario que alguien comience a abrir ese sendero rumbo al desarrollo. Como los museos, independientemente de que lo perciban o no, forman parte del sistema educativo de cada país, no pueden despreciar o ignorar aspectos del mundo que son reales y que conducen a la prosperidad.

Por lo tanto, ya que la mayoría de los museos, por su propia naturaleza, es incapaz de lidiar con estos temas, será necesario aumentar el número de museos capaces de hacerlo. Dejando de lado al museo integral del futuro, que fue la solución de la Mesa Redonda para el problema de América Latina, está claro que museos de ciencia y tecnología, - precisamente los que están faltando, - son necesarios. Pero tal vez no se desee crear el tipo de museos grandes, representado por el Deutsches Museum, el Museo de Chicago, el Palais de la Découverte e instituciones afines que apenas pueden ser construidas por países suficientemente desarrollados tecnológicamente, sino un museo menor, aunque activo, que sepa colocar al alcance de adultos, jóvenes y niños - especialmente de los niños - las conquistas de la ciencia y tecnología, conjuntamente con una explicación de su significado social. Uno de los problemas más graves de América Latina es la insuficiencia de transferencia de conocimientos científicos y tecnológicos, desde el más alto nivel hasta el nivel más básico, donde las personas comunes deben sentirlo, experimentarlo y aplicarlo. América Latina carece de esos "intermediarios de ciencia y tecnología" que entiendan el lenguaje científico y puedan explicarlo a las masas que no lo entienden.

Para colocar al desarrollo en el rumbo correcto, los líderes latinoamericanos deben sentir, como un deber patriótico, la necesidad de educar a las personas, y eso implica, en primer lugar, rescatarlas de la ignorancia y del analfabetismo y, a continuación, familiarizarlas con el universo de la ciencia y la tecnología y mostrarles cómo utilizarlas en beneficio propio.

Naturalmente, la concienciación de la importancia de la ciencia y la tecnología para el desarrollo de la humanidad busca, en última instancia, fomentar la formación de los expertos necesarios para permitir que los países salgan del pantano del subdesarrollo. Para que esto suceda, es fundamental y decisivo, repetimos, que los científicos y tecnólogos sean latinoamericanos, no apenas porque, supuestamente, tendrán un mayor incentivo patriótico, sino porque la contratación de expertos extranjeros es simplemente una fase o un paliativo y nunca una solución. Los males del subdesarrollo serán erradicados solamente mediante el uso eficaz de los más variados recursos, y entre esos recursos, sin lugar a dudas, el más importante es la propia población. Sin sus talentos, nada puede ser logrado, y esos talentos deben ser capacitados y educados para realizar nuevos avances en favor de la comunidad.

Una de las formas de prevenir la mera importación de tecnologías de marca registrada y, al mismo tiempo, evitar la fuga de cerebros, puede ser la creación de una federación de los países latinoamericanos para la transferencia de tecnología e incluso de ciencia. Mucho se puede hacer en este campo, especialmente entre países vecinos, ya que algunos de ellos son capaces de suministrar técnicos a otros que no los tengan. Es posible incluso considerar la realización de obras conjuntas o proyectos mutuamente beneficiosos.

Órganos del gobierno, a veces, cometen errores graves en sus actividades de fomento de la ciencia y la tecnología. Uno de esos errores, cometido con cierta frecuencia, es apoyar solamente lo que se denomina "ciencia aplicada", en desmedro de la investigación básica. Una política de ese tipo conduce exclusivamente al desarrollo de tecnologías de marca registrada. Los países que implementan esas políticas siempre dependerán de los avances obtenidos en centros de investigación extranjeros y, consecuentemente, siempre estarán atrasados en su aplicación práctica. El desarrollo debe equilibrar las reivindicaciones de la ciencia pura y de la ciencia aplicada. En caso contrario, caerá en las garras de vendedores de tecnología motivados por intereses económicos, nunca patrióticos.

Se constata que los problemas de desarrollo científico y tecnológico en América Latina son muchos. En los próximos 20 años, tendrán de ser enfrentados enérgicamente para ser adecuadamente resueltos. Esto significa fomentar la formación de expertos por medio de la concesión de subvenciones y subsidios en varios niveles, de planificación de ciencia y tecnología, de la aplicación de tecnología en la agricultura, ganadería, minería e industria, etc. El museo debe desempeñar su papel en esta lucha generalizada contra el subdesarrollo. Él debe transmitir el mensaje de que ciencia y tecnología son importantes y preparan a las personas para la vida. Y si no pudiera mostrar mucho sobre el pasado científico y tecnológico porque el país no lo tiene, él tendrá que mostrar posibilidades futuras, ser un

expositor de esperanza.

Los latinoamericanos son herederos de la pobreza de los primeros habitantes del continente, que se dedicaban principalmente a la caza y a la recolección. También son descendientes – de sangre pura o mezclada – de los pobres de Europa, de África y de Asia, que vinieron a “hacerse la América”. Los latinoamericanos son, por lo tanto, doblemente pobres. Para salir de su doble pobreza, necesitan de todo el apoyo que la ciencia y la tecnología pueden ofrecer, y éstas, por su parte, necesitan del apoyo de la educación. Es en la frontera entre la educación general y la investigación pura y aplicada que el museo deberá encontrar su nicho ecológico y prestar su servicio a América Latina.

☞ TRADUCIDO DEL INGLÉS

MUSEO Y EDUCACIÓN A LO LARGO DE LA VIDA

Juan Gómez Millas

La idea de que, para mantener su eficiencia profesional las personas instruidas, necesitarían aumentar y actualizar sus conocimientos comenzó a desarrollarse separadamente de la noción de cursos de extensión y otras formas de educación de adultos después de la Segunda Guerra Mundial, como resultado de la experiencia y del pensamiento de aquel período. Durante los años de la guerra, había sido necesario capacitar a las personas para participar en diversos frentes o para acelerar y mejorar los procesos económicos, administrativos y de información de los países involucrados en la guerra. También había sido necesario establecer contacto con pueblos y sociedades muy diferentes, cuyas culturas, valores y estilos de vida eran poco conocidos y apenas por algunos grupos de expertos.

No se trataba, por lo tanto, apenas de resolver problemas lingüísticos y semánticos. Había muchos otros problemas, algunos de los cuales involucraban complicadas y urgentes transferencias de tecnología, además de situaciones de varios tipos que exigían tanto investigación básica en diferentes ciencias como innovaciones sociales.

La experiencia adquirida por las naciones colonizadoras en el transcurso de la gran expansión moderna tuvo que ser reexaminada y reevaluada a la luz de nuevas situaciones, con la ayuda de las ciencias sociales, económicas, antropología, política, con la finalidad de garantizar la mayor eficiencia posible en el menor tiempo posible. Como los métodos de trabajo tenían que ser improvisados *in loco*, las conclusiones obtenidas no siempre eran satisfactorias. La necesidad de profundizar la investigación en psicología social, antropología cultural y relaciones entre los ambientes social y natural, se hizo sentir. De todos modos, los estudios e investigaciones realizados muestran, actualmente, bajo una luz desfavorable, el pequeño progreso logrado por las ciencias y técnicas comportamentales, sociales y culturales en las décadas de 1950 y 1960. Particularmente importantes fueron los estudios antropológicos de comunidades del Tercer Mundo, los estudios y experimentos conducidos en los países socialistas y los estudios de subgrupos culturales en las sociedades desarrolladas.

La motivación nacionalista y desarrollista que caracterizaba a los movimientos en favor de la independencia surgidos en el llamado Tercer Mundo en los años de posguerra dio un poderoso impulso a las tendencias de cambios estructurales y revolucionarios y a su “modernización”, así como a la búsqueda de modelos adecuados, métodos efectivos, participación internacional, etc. A continuación, se abordó el tema de la alfabetización. ¿Qué tipo de alfabetización debería ser ofrecido? ¿Educación funcional? ¿Educación integral de la comunidad? ¿Qué es más importante: educar a niños y jóvenes, o educar a los mayores? ¿Podría toda la población ser llevada a adoptar un nuevo estilo de vida y nuevos valores? Surgieron, entonces, esas y muchas otras preguntas para las cuales no había respuestas claras. En todos los casos, nuevos modelos tendrían que ser producidos, conjuntamente con acciones rápidas y continuas, durante un período de varios años. La educación, entonces, surgió como una de las estrategias políticas más prometedoras. Así, no causa extrañeza el hecho de que muchas instituciones de varios tipos hayan adquirido determinados aspectos educacionales. La idea de que la educación no se limitaba a la escuela comenzó a conquistar terreno. A la vanguardia de las nuevas instituciones de enseñanza estaba, naturalmente, el museo, que ya se había comprometido con la tarea de la educación en diversas partes del mundo, especialmente en China y en la URSS, donde se convirtió en una institución para la educación de las masas.

Entre los principios que surgieron, podemos mencionar el más importante, desde el punto de vista general: (a) cada civilización debe ser concebida como un sistema que contiene elementos adecuados para satisfacer las necesidades vitales de los seres humanos que la integran; su contenido cultural puede ser entendido por otras culturas y sociedades y transferido de una a otra; (b) los cambios que transforman a una civilización son menos traumáticos cuando son rápidos y abarcadores, en vez de lentos y parciales; (c) los cambios serán fecundos si son el resultado de la iniciativa de los grupos involucrados, y si el estrés estuviera en niveles que permitieran, efectivamente, complementar uno al otro en sus aspectos culturales, y no sólo en algunos de esos niveles (por ejemplo, desarrollar la educación sin los cambios sociales que la estimulan y sostienen u organizar un proceso de industrialización que no puede ser corroborado por el resto de la cultura); (d) la educación

no es transmitida apenas mediante la palabra escrita; hay otros medios de educación, tales como el contacto directo con la realidad, la experiencia de fenómenos, la participación en los procesos de la naturaleza y de la sociedad.

Algunos de esos principios, particularmente el último, ya habían sido aplicados en diversas partes del mundo y en diferentes contextos. Por ejemplo, en los Estados Unidos de América, a mediados del siglo XIX, los *Land Grant Colleges* introdujeron cursos de extensión agrícola e industrial, con el objetivo de colocar a la tecnología al servicio de los hombres que estaban en contacto directo con los fenómenos naturales y sociales; fueron creadas publicaciones destinadas a trabajadores rurales e industriales y artesanos, colocando a su alcance los hallazgos de la ciencia y los resultados de la tecnología aplicada, especialmente en la medida en que afectaban actividades específicas. En la práctica, este trabajo de extensión produjo como resultado un sistema de educación gratuita y continua, involucrando algunas formalidades y ninguna obligación, pero permitiendo que quienes deseaban mejorar y desarrollar aptitudes prosperaran y fueran hacia adelante. Proyectos similares materializados en varios países europeos - en algunos a partir del siglo XVIII, en otros en el siglo XIX, y en otros, en el presente siglo. Una diferencia importante entre ese tipo de educación gratuita y continua y lo que actualmente es conocido como educación "a lo largo de la vida" es que, en el primer caso, una institución pública o privada de enseñanza asumió la responsabilidad de ofrecer un servicio al individuo, mientras en el último ese servicio es directa o indirectamente institucionalizado, forma parte de la vida del individuo y tiene un contenido general social y cultural, en oposición a la formación puramente profesional.

Paralelamente con los cursos de extensión, escuelas nocturnas fueron creadas en varios países de Europa y de América para jóvenes y adultos que trabajaban durante el día, dándoles la oportunidad de mejorar sus conocimientos generales y, a veces, sus habilidades profesionales. En algunos casos, esos cursos ofrecían una formación profesional completa, pero con foco en una área específica. Muchos de dichos cursos se asemejaban a la educación formal. Sin embargo, ninguno de ellos puede ser considerado una institución de educación a lo largo de la vida, en términos de las exigencias actuales.

La idea de educación a lo largo de la vida y/o recurrente es una respuesta al aumento mundial de la velocidad con que los cambios están ocurriendo en todos los aspectos de la vida humana, social, científico o tecnológico, y en el medio natural. Esa aceleración del cambio es una característica del mundo actual y se extiende a las sociedades más primitivas. Su concienciación se remonta al final de la Segunda Guerra Mundial, y ha sido estudiada desde diversas perspectivas, incluso en lo que se refiere a sus efectos sociales y psicológicos. Esos estudios provocaron alarma y ansiedad en planificadores sociales y educacionales, así como en los responsables de la industria y de la formulación de políticas.

Las rápidas modificaciones ocurridas en la mayoría de los campos de la tecnología se reflejan en los cambios correlativos que ocurren en la estructura del trabajo, en la vida social, en la actividad internacional y en la vida privada. Ellas son pasibles de observación incluso en las formas de ofrecer o buscar experiencias estéticas o nuevas sensaciones. Parecemos impotentes para encontrar cualquier racionalidad en el torbellino de dichos procesos. En el preciso momento en que una forma es explicada, pasa a ser sustituida por otra. La brecha entre las generaciones ya no puede ser considerada en términos de décadas, sino de grupos de edades cada vez más cercanos. Al mismo tiempo en que esos cambios ocurren en todas las sociedades y culturas, y en países tanto desarrollados como en vías de desarrollo, aparecen brechas profundas separando a los subgrupos culturales y sociales dentro de cada sociedad, exigiendo un gran esfuerzo dialéctico para la creación de sistemas de comunicación e información que permitan al menos un diálogo racional entre personas de diferentes niveles de formación y tipos de especialización. Esto es mucho más abarcador que la diferencia entre dos culturas de la cual se hablaba en los años cincuenta. Ahora, se trata de diversas subculturas divididas entre sí por una serie de problemas semánticos.

Actualmente, el sistema mundial de comunicaciones permite que las personas de todas las partes del mundo estén en contacto cercano con acontecimientos producidos en otras partes. Hace una generación esos acontecimientos habrían parecido remotos y oscuros. Los percibimos como si ellos estuviesen ocurriendo entre nosotros. Nosotros los vemos y los vivenciamos, pero podemos preguntarnos si los entendemos o no. Es casi como si un exceso de "iluminación" nos impidiera discernir las cosas, nos deslumbrase y nos confundiese.

El conocimiento se vuelve obsoleto, tanto en las ciencias naturales como en las ciencias humanas y sociales, y nuevos campos de conocimiento cada vez más complejos continúan surgiendo en las áreas donde diferentes fenómenos interactúan. Conocer una materia científica de la manera tradicional equivale casi a no conocerla, a menos que se esté consciente de su relación con otros campos de conocimiento más o menos cercanos. La tarea del científico o del tecnólogo se está volviendo cada vez más difícil. Exige trabajo en equipo y la codificación de un lenguaje que permita que expertos en diferentes áreas se entiendan los unos a los otros. Lo que es necesario para una comprensión del arte vale igualmente para mirar a través de un microscopio o para oír sonidos electrónicos. De esta forma, nuevas áreas están siendo descubiertas, revelando nuevos caminos en que la ciencia y el arte se encuentran dialécticamente, integrándose al deseo de unificación del pensamiento que aspira a moldar un sistema funcional y estructuralista que suministre un relato global del

mundo. El aspecto integrador de la educación funcional a lo largo de la vida de las diversas disciplinas corresponde exactamente a la contribución actual del museo a la educación a lo largo de la vida, a la cual se puede aplicar la excelente definición de trabajo interdisciplinario ofrecida por el economista polaco Ignacy Sachs en "The Logic of Development".

Toda la cuestión de la educación asume, de esta manera, una nueva forma. En el pensamiento socrático, el sentido de la vida del hombre era la acción humanista. Se hablaba del descubrimiento de sí mismo, de la "ek-sistencia" del ser humano y el razonamiento lógico era el vehículo y el objetivo de humanización del "conocimiento". De cierta forma, se trataba de un ideal de vida contemplativo; la vida del hombre era un sistema de educación a lo largo de la vida, y el humanismo romano nació de esta fuente.

Actualmente, cuando el hombre quiere retratar un estado futuro feliz, no lo describe como un Jardín del Edén idílico, sino en términos de técnicas por las cuales el trabajo humano es total o parcialmente reemplazado por máquinas obedientes hechas por el hombre, ampliando nuestra percepción del mundo y nuestro dominio sobre él, y aumentando las esperanzas de liberación de la alienación. Ya no buscamos esto por medio del arte, como lo hacía Schiller, sino por medio de la tecnología. De la misma manera en que, cuando huimos de la ciudad al campo, no abandonamos nuestras preferencias por la tecnología. Las llevamos con nosotros: si queremos visitar un parque nacional, habrá una cola para entrar.

La educación continua es un medio de ayudar al hombre a adaptarse a nuevos mundos, de preservarlo de sus contradicciones dramáticas y de sus desajustes crecientes. Ahora, si alguien quiere vivir en un mundo idílico, bucólico, tendrá de convertirse en hippie; pero, así, se expondrá a la acusación de cometer un crimen contra la cultura, interrumpiendo el sueño "tranquilo" de la tecnología, del desarrollo, del producto *per capita*, y de muchas otras de nuestras ilusiones. La educación formal, que era de naturaleza voluntaria, debe transformarse en educación para la vida, que es de naturaleza obligatoria.

La obligatoriedad de esa educación continuada no necesita derivar de un precepto legal. Es consecuencia de un sistema de subsistencia vital. Ya que no es posible mantener a las personas en la escuela indefinidamente, fue concebido un proceso educacional mediante el cual los trabajadores - cuya tarea fue considerablemente aliviada por procesos tecnológicos - serán liberados de una parte de su trabajo y, por lo tanto, serán capaces de entrar a un paraíso técnicamente organizado conocido como "actividades culturales". Por medio de las nuevas presiones sociales, los trabajadores pueden vivir en ese paraíso, en la esperanza constante de lograr un estado todavía más elevado de felicidad. Dentro del sistema, el individuo vive con la comunidad, donde la ciencia, la tecnología y el arte dominan con un significado nuevo. Ese nuevo significado es conferido en razón de su gran importancia social. Sus ritos y símbolos son asimilados por medio de una educación que integra a los dos grandes sistemas ambientales - el natural y el social. El eslabón entre ambos sistemas es la educación como una ideología.

Los diversos intentos de resolver los problemas de formación y reciclaje profesional, de superar las brechas educacionales entre los diferentes estratos sociales en países tanto desarrollados como en vías de desarrollo, fueron combinados durante cierto tiempo con un esquema amplio de educación comunitaria. Este esquema, en gran parte elaborado por expertos de la Unesco, ganó aceptación y fue colocado en práctica en muchos países, en especial en las regiones y en los sectores que parecían menos permeables a una acción educativa general. Pero, como las comunidades están integradas por personas de diferentes edades, sexos y clases sociales, no fue fácil encontrar condiciones equivalentes y, por lo tanto, métodos aplicables a todos los casos. Nuevas estrategias sociales y culturales tuvieron de ser inventadas para la educación. Quedó cada vez más claro que la educación en el mundo de hoy presenta las mayores dificultades y los problemas más complejos y, por lo tanto, exige mucha experimentación social e innovación. Sobre la cuestión del desarrollo, más de 10 mil títulos de publicaciones relacionadas con los sistemas económicos y las sociedades del Tercer Mundo fueron publicados en la década de 1950. Apenas para definir el concepto de "subdesarrollo", más de 500 estudios deben ser consultados. Miles de publicaciones también fueron realizadas sobre el tema de la educación y experiencias en el Tercer Mundo. Con todo eso, sin embargo, los problemas de definición, evaluación, transferencia, etc. todavía no fueron resueltos. En las últimas décadas, nuevas ciencias - ambientales, normativas, comportamentales, funcionales, estructuralistas - calaron hondo en la búsqueda de una definición aplicable a todas las sociedades y a sus procesos educativos.

La educación a lo largo de la vida no pretende eliminar la educación sistemática, sino complementarla con nuevos conceptos y técnicas aplicables a un gran número de personas. La necesidad mundial de mejorar cuantitativa y cualitativamente la producción y distribución de bienes, de enfrentar el reto dramático de la explosión demográfica o la competencia económica internacional, dio credibilidad a la idea de que era preciso añadir a las responsabilidades de los trabajadores un reciclaje continuo, un mejoramiento de sus calificaciones, y/o, cuando las circunstancias lo exigían, modificar sus ocupaciones y prepararlos nuevamente para otros tipos de trabajo. Quedó demostrado, con alguna certeza, que los sistemas educacionales en que la especialización ocurre muy temprano, lejos de ser beneficiosos tendían a desarrollar en sus alumnos una visión estrecha que les impedía adaptarse a los cambios en la ciencia y tecnología.

Como parecía improbable que los cambios fundamentales que ocurrían en todos los sectores de actividad llegaran a su fin y, al contrario, de acuerdo con proyecciones de mediano y largo plazo parecían susceptibles a aumentar, la única manera de lograr una relación equilibrada entre trabajo y educación para el trabajo fue la introducción de un sistema diversificado de educación a lo largo de la vida. Para mantener un proyecto de esta magnitud, no se conocía ningún sistema adecuado de financiación - a menos que toda la sociedad se involucrase concientemente en un esfuerzo educativo, o sea, se transformase en una sociedad educativa, y a menos que la ideología subyacente a ese esfuerzo fuera suficientemente fuerte como para constituir una fuerza dinámica.

Los cambios sociales que están ocurriendo en los países desarrollados, así como en algunos de los menos desarrollados, incluyen la participación activa y responsable de los trabajadores en la administración de las operaciones de las empresas. Esa aspiración en el sentido de la coestión, que es también evidente en los países del Tercer Mundo, ofrece un modelo de democratización del trabajo y eliminación de algunos factores de alienación. La educación formal ofrecida en las escuelas primarias y secundarias de esos países ofrece a los futuros trabajadores pocas oportunidades de aprender a reaccionar a esas nuevas aspiraciones y problemas y adquirir los elementos de juicio y la experiencia que necesitarán para participar en esta coestión de una forma racional y responsable. Los cambios sociales muchas veces no esperan que las personas en ellas involucradas estén en las condiciones más favorables para actuar, y este es un motivo más para la educación a lo largo de la vida después de la escolaridad formal. La nueva educación para la participación social en el trabajo no puede ser ofrecida en escuelas sistemáticas de educación a lo largo de la vida, a menos que toda la sociedad se convierta en una sociedad educativa.

Si aceptamos esa idea, no podremos concordar en que la educación en cuestión deba desarrollarse de forma no técnica y sin referencia a normas científicas de educación. Sabemos que las instituciones sociales o de trabajo, dejadas a su propia iniciativa, no son suficientemente capaces de cumplir con su misión, y que, por lo tanto, necesitan contar con el apoyo intelectual de centros especializados. Esto nos lleva a concluir que la responsabilidad de la educación a lo largo de la vida en los países del Tercer Mundo debe ser compartida por los órganos o instituciones educativas y los sectores productivos de las instituciones, tales como empresas, sindicatos, etc. La diversidad de acuerdos y metas y las diferentes motivaciones podrían ceder lugar a experimentos y planes de largo plazo. Si esa atmósfera estuviera dada, el camino estaría abierto para la participación del museo, de diversas formas efectivas, en la tarea de la educación de adultos.

La participación del museo con sus diferentes especialidades no implica, absolutamente, que el museo substituirá a los sistemas de educación formal o se yuxtapondrá a ellos, sino que complementará esos sistemas de una forma especial, incentivando la creatividad y el deseo de descubrir y proporcionar una visión global e integrada de los ecosistemas. ¿Por qué los objetos más típicos y valiosos que atestiguan el trabajo del hombre son acumulados en museos? Cada objeto expuesto proporciona un ejemplo claro de inventividad y creatividad, permitiendo al visitante visualizar tanto el objeto en sí como la forma en que fue producido en el contexto de los procesos sociales o de la época que representa. Desde el punto de vista educativo, eso ofrece la posibilidad de organizar los estudios alrededor de "casos", substituyendo, así, hasta cierto punto, la ideología de la sistematización y el aislamiento de las ciencias específicas. Esos "casos" colocarán al alumno, tanto niño como adulto, en contacto con un momento del pasado o del presente, de tal forma que la imagen que él recibe estará integrada por las dimensiones de presente, pasado, futuro, de la naturaleza y la sociedad, tal como sucede en la vida real.

La acción del museo en relación a la educación continuada también puede tener el objetivo de capacitar a profesores en el uso integrado del material ofrecido por la naturaleza, por la actividad humana, por los gustos, por los intereses y por las formas de trabajo.

Debido a su propia naturaleza, el museo ofrece un ambiente favorable a la comunicación no verbal con los objetos. Su mensaje es transmitido a través de los objetos, y ellos hablan por sí solos. De hecho, el verdadero mensaje fue preparado de acuerdo con la selección previa de las cosas y de los fenómenos que serán ilustrados. El mensaje está organizado de forma didáctica y educativa. En la planificación y en la organización de la exhibición de objetos, el museólogo codifica los materiales y los fenómenos. Al hacerlo, transmite sus conocimientos de acuerdo con los códigos que le son familiares. Los estudiantes y otros visitantes que observan los objetos realizan la operación inversa de decodificación. Un proceso dialéctico, por lo tanto, ocurre aunque no siempre sea aparente, involucrando al personal del museo, los objetos y los visitantes. Hay una corriente continua en los dos sentidos, en que las preguntas y respuestas educan y estimulan tanto al museólogo como al visitante y dan nueva vida a lo que parecía estar muerto y olvidado. El museo se transforma en un centro vital próspero. Los objetos que antes fueron cosas vivas - sagradas o profanas - asumen una vida nueva (*Wiederholung*, Lessing), sugiriendo nuevos puntos de vista y se convierten en objetos capaces de contribuir a la creación de un futuro. Aquí tenemos una tradición vivificada, que propone preguntas al observador y ofrece respuestas a quienes preguntan. Nada muere realmente; todo renace, aun cuando no sepamos cuándo, cómo o en qué personificación. Esto explica la tarea del museo, su mensaje educativo continuado.

El museo tiene la oportunidad de convertirse en la institución donde es posible observar el horizonte de la cultura, de las relaciones entre el hombre y el mundo y las maneras de integrarlos. Allí, las personas pueden ser colocadas cara a cara con sus dilemas más graves y tienen la posibilidad de ver cómo se abren las perspectivas oscurecidas por la rigidez de las estructuras sociales y por la explotación descontrolada de los recursos utilizados con fines de producción y consumo. En muchos casos, las nuevas posibilidades educativas abiertas al museo para la realización de actividades prácticas han sido aprovechadas, con buenos resultados en varios países. Esas actividades se destinan principalmente a despertar o incentivar el interés de los jóvenes: clubes de ciencias o de artes, exposiciones o ferias de ciencias, competencias, campamentos, excursiones, asambleas nacionales o internacionales, por medio de las cuales jóvenes y adultos, en conjunto o por separado, cuestionan el futuro. Hay también talleres polivalentes, que ofrecen a los jóvenes innumerables oportunidades de descubrir su vocación particular en contacto con las cosas y desarrollar su personalidad individual. En países carentes de recursos, esos talleres podrían ser usados durante todo el día, atendiendo a muchas escuelas en diferentes niveles y gerenciadas por personal capacitado en métodos y técnicas destinados al uso de objetos naturales o culturales. También podrían servir como centros comunitarios para adultos, que podrían ser capacitados en lo que se refiere a temas culturales y profesionales. Como se ve, el museo tiene un gran papel a jugar en la educación a lo largo de la vida del futuro.

☼ TRADUCIDO DEL INGLÉS

MUSEOS EN AMÉRICA LATINA: UNA VISIÓN GENERAL

ARGENTINA

MARIO E. TERUGGI

Por ser muy numerosos y estar diseminados en una área de aproximadamente tres millones de kilómetros cuadrados, es muy difícil formarse una imagen completa de los museos de Argentina. Es, por lo tanto, casi imposible hacer un estudio completo de los museos del país, principalmente por que no hay publicaciones periódicas nacionales destinadas a divulgar informaciones en esta área y no existen documentos sobre la situación actual, los acervos, actividades de modernización y reforma en curso y todos los demás aspectos relacionados con la museología. Sin embargo, es posible hacer algunas generalizaciones en base a la experiencia personal, para que el lector extranjero pueda tener una idea de la efectiva situación de los museos en Argentina en la actualidad.

En las ciudades del interior hay muchos museos privados, generalmente de historia, arqueología, paleontología o zoología. Casi todos deben su existencia a los esfuerzos de algún amateur entusiasta que aprovechó las posibilidades de su región durante muchos años. Esos museos privados, frecuentemente, tienen muchos elementos valiosos y acumulan colecciones considerables, aunque cuentan apenas con los recursos de su fundador y director. Generalmente, sus instalaciones son precarias y sus acervos están expuestos de manera inadecuada, aunque algunos de ellos tengan vitrinas muy bien presentadas.

Con el paso de tiempo, los museos privados de algunas localidades conquistan reconocimiento, en alguna medida, y los habitantes de esas localidades pasan a enorgullecerse de ellos. Muchos de ellos también son usados como centros de reuniones y conferencias, ampliando su función cultural. De esta manera, pasan por un largo proceso que lleva, gradualmente, a su reconocimiento oficial. No raramente, los museos privados pasan por una fase de transición en la cual son auspiciados por un club cultural o deportivo.

Aunque presenten fallas y los museólogos más estrictos los vean con cierto desdén, los museos privados o "amadores" satisfacen una demanda local que, sin ellos, tal vez no podría ser atendida. Su aportación, principalmente en términos de concienciar al público en el ámbito local sobre la necesidad de los museos, quizá todavía no haya sido plenamente reconocida. Sin embargo, al abordar el tema de los museos en Argentina, cabe mencionar a los museos privados, que forman el primer escalón de la escalera, el más bajo y, consecuentemente, el más frecuentemente olvidado.

Además, esos museos se esfuerzan por establecer y mantener contactos con museos y museólogos en los niveles más altos. Sería interesante saber si el fenómeno de los museos contruidos por amadores con paciencia, entusiasmo, generosidad y modestos recursos es común en toda América Latina.

Los museos municipales, de los cuales hay muchos, constituyen el siguiente escalón de la escalera. Ellos son bastante diferentes en términos de condiciones, tipo de vitrinas, tamaño de acervos, instalaciones, personal especializado y muchos otros aspectos. Algunos museos municipales están bien organizados y cuentan con colecciones adecuadamente expuestas. Otros sufren por la falta de recursos y la negligencia administrativa. El nivel teóricamente superior, pero que está, en la práctica, en el mismo nivel, sería el de los museos provinciales, que también están obligados a funcionar con escasos recursos y sin contar con el apoyo necesario. Hay, sin embargo, algunas excepciones dignas de mención: museos en municipios prósperos que los apoyan generosamente y museos bien administrados que consiguen enfrentar y convencer a los administradores y políticos más resistentes a apoyarlos.

Los museos nacionales, que funcionan bajo la jurisdicción de universidades o ministerios, se sitúan en el nivel superior. El hecho de que un museo sea nacional no le garantiza recibir la debida atención y, por lo general, esos museos enfrentan las mismas dificultades que los otros.

Por lo general, los museos oficiales — sean ellos municipales, estatales o nacionales — están o ya estuvieron en excelentes condiciones después de pasar por procesos de reformas o en consecuencia de importantes adquisiciones, pero es común que sufran los efectos de extensos períodos de administración negligente. Además, como se sabe, cuando un país enfrenta un período de dificultades económicas, los museos son las primeras instituciones que sufrirán restricciones. Sus presupuestos también suelen ser corroídos por la inflación.

La situación de los museos en Argentina es, por lo tanto, muy similar a la que es posible observar en muchos otros países — sufren por la falta de recursos debido a la omisión de las autoridades o a la necesidad de solucionar problemas más urgentes. Sin embargo, además de la habitual falta de recursos, otros problemas afectan seriamente el funcionamiento de los museos en Argentina.

El primero de ellos se refiere a la capacitación de personal especializado. Aunque existan escuelas de museología en Buenos Aires⁸ y La Plata, ellas funcionan en una especie de vacío, ya que los profesionales que se capacitan en ellas raramente consiguen un empleo en un museo y la profesión no está reglamentada. Los museos pasaron a capacitar a sus funcionarios de manera *ad hoc*, generalmente sin ninguna capacitación formal en museología. Esta observación se aplica, particularmente, a los curadores de museos oficiales, quienes casi nunca son museólogos. Ese cargo de gran responsabilidad, generalmente, es ocupado por profesionales de otras áreas que tienen, por ejemplo, experiencia en materias relacionadas (tales como historiadores, críticos de arte, arquitectos), experiencia de trabajo en un museo o simplemente un gran entusiasmo — cuando no son nombrados por influencia de las autoridades. La profesión de museólogo no ha atraído a muchas personas y este hecho acarrea efectos muy negativos para los museos.

El segundo defecto — que es el mayor, vinculado al primero — es la prácticamente total falta de comunicación entre los museólogos argentinos, que no saben cuántos colegas tienen, quiénes son y dónde están. Dispersos, sin mantenerse en contacto, muchas veces aislados, sufren con la falta de relaciones mutuamente estimulantes y frecuentemente se sienten desanimados y apáticos. No intercambian experiencias ni realizan reuniones, simposios o conferencias de ningún tipo. Les falta *esprit de corps*; desunidos, no consiguen negociar con las autoridades y presentar sus reivindicaciones como un grupo cohesivo. Además, la mayoría de ellos no tiene autoridad o poder de decisión en sus propios museos.

Es probable que Argentina tenga más museos que cualquier otro país de América Latina. No obstante, hace más de dos décadas, el país viene enfrentando una gran crisis económica que afectó, inevitablemente, a los presupuestos de sus museos y, por lo tanto, a sus condiciones de funcionamiento. A esto se le añade el hecho de que Argentina carece de un cuerpo adecuadamente capacitado, competente y responsable de museólogos, factor esencial para el buen funcionamiento de los museos. En los pocos casos en los cuales un museo consigue reunir un buen cuadro de personal, consigue crecer, incluso con recursos más limitados.

✻ TRADUCIDO DEL INGLÉS

8 Ver: 'The Argentine Institute of Museology', *Museum*, Vol. XXII, nº 1, 1969, págs. 61-8.

BOLIVIA⁹

TERESA GISBERT DE MESA

Bolivia, en el centro del continente sudamericano, es un país con un rico patrimonio arqueológico y artístico. Tiene 14 museos, la mayoría de los cuales están dedicados al arte en general, a la arqueología y al arte popular. Cuatro de dichos museos son directamente supervisados por el Estado por medio del Ministerio de Educación y Cultura, mientras que los demás pertenecen a universidades, municipios e instituciones culturales.

Tres de esos 14 museos tienen acervos mixtos de arte, en grandes líneas, arqueología, arte popular e historia; cinco son exclusivamente museos de arte, tres son museos arqueológicos y uno de ellos es un museo histórico. Diez de los museos funcionan en edificaciones antiguas, generalmente mansiones del siglo XVIII, en algunos casos de tanta importancia

9 Ver la página 203, anexo 6, "Cuadro de los Museos de Bolivia".

arquitectónica que constituyen parte integrante del museo que albergan. Sin embargo, en la mayoría de los casos, sus acervos están inadecuadamente expuestos debido a la falta de conocimientos museológicos de su personal.

Por lo general, los objetos arqueológicos y del período del virreinato colonial exhibidos en los museos bolivianos son excelentes. El Museo de la Casa de la Moneda de Potosí, el Museo Nacional de Arte de La Paz y el Museo de Charcas de Chuquisaca tienen algunos objetos europeos que consisten, casi todos, en pinturas flamencas del siglo XVI llevadas a Bolivia en los años posteriores a la conquista española. Los museos exhiben muchos ejemplos representativos de pinturas locales de los siglos XVII y XVIII y es posible decir que, en Bolivia, la mayor parte de las pinturas del período colonial está en museos, excepto en los casos de La Paz y de la región del lago Titicaca, donde todavía pueden ser vistas *in situ* en iglesias barrocas locales. Muchos ejemplos de pinturas de Cuzco también pueden ser admiradas en museos bolivianos, ya que durante el período colonial Cuzco exportó muchos cuadros al Alto Perú (actualmente, Bolivia) que fueron vendidos por troperos en las ciudades del altiplano y en Potosí y Oruro. Algunos de los artistas más importantes para comprender la evolución artística de Bolivia están extremadamente bien representados y prácticamente ninguna de sus obras continúa estando en manos privadas. Ese es el caso de Bernardo Bitti (1548-1610), el jesuita italiano que trajo el arte de la pintura a la zona andina e introdujo el manierismo en Lima y Chuquisaca, cuyas obras completas están reunidas en el Museo de la Catedral de Sucre. Puede decirse lo mismo de Melchor Pérez Holguín (1660(?) - 1724), un pintor del siglo XVII de Potosí, una de las figuras más importantes de la pintura barroca americana. Casi cien de sus obras ya fueron identificadas, más de 60 de las cuales pueden ser visitadas en museos bolivianos.

Pinturas del siglo XIX, de poco interés desde el punto de vista artístico, pero sumamente importantes para la historia de la iconografía, pueden ser vistas en el Museo Charcas (anexo a la Universidad) en Sucre y en el Museo de la Casa de la Moneda de Potosí. Es interesante observar que el trabajo de dos pintores ecuatorianos — Manuel Ugalde y Joaquín Pinto — puede ser apreciado en Bolivia. El primero de ellos acompañó al Mariscal José Antonio de Sucre con sus ejércitos libertadores. Sus obras están diseminadas por todo el Perú y también Bolivia.

Los museos arqueológicos más importantes son los de La Paz y de Tiahuanaco (museo regional). Éste contiene objetos encontrados en excavaciones realizadas por el CIAT (1957-1972), entre los cuales cabe mencionar objetos de cerámica de Tiahuanaco que representan no sólo al período clásico (según Bennett, I período; según Ponce, IV), sino también a los períodos I y II, que eran totalmente desconocidos hasta entonces. Una cabeza antropomórfica de estilo realista y un silbato en forma de casa son seguramente los objetos más interesantes. El museo también tiene un conjunto de cráneos deformados y trepanados de culturas precolombinas que son importantes para estudios antropológicos.

El Museo Arqueológico de La Paz tiene un importante acervo de objetos de cerámica de Tiahuanaco, particularmente del período clásico, que incluye vasijas de diversos tipos. Quemadores de incienso zoomórficos son ejemplos particularmente hermosos. También son importantes las salas en las cuales son exhibidos objetos de cerámica inca provenientes de la Isla del Sol del Lago Titicaca. Los museos también poseen algunos objetos de piedra de Tiahuanaco. El edificio, construido por Posnanski, alrededor de 1920, es un ejemplo interesante de arquitectura *revival* de estilo neo-tiahuanaqueño. Otros dos edificios fueron construidos posteriormente dentro del mismo estilo: la Universidad Mayor de San Andrés, en La Paz, y el Estadio Hernando Siles, ambos proyectados por el arquitecto Emilio Villanueva.

Hay tres edificios realmente importantes del período del virreinato: el museo de Charcas y de la Moneda y el palacio que alberga al Museo de Arte de La Paz. La construcción de la Casa de la Moneda fue iniciada en 1758 para acuñar moneda y recaudar los impuestos reales (quintos reales). Fue obra del arquitecto Salvador Villa, en colaboración con Tomás Camberos y Luis Cabello. Este último también había trabajado en la construcción de las Cecas en Lima y en México. La Casa de la Moneda de Potosí es el mayor edificio civil del virreinato del Perú. El edificio y sus máquinas y hornos están perfectamente preservados y todavía pueden ser visitados. El Museo de Charcas está instalado en el edificio de la Antigua Inquisición, en la ciudad de Chuquisaca (actualmente Sucre). Contiene un hermoso patio con arcos de estilo mudéjar. El Museo de Arte de La Paz está instalado en un hermoso palacio construido en 1775, en estilo barroco tardío. Contiene una espléndida entrada y un patio interior con tres niveles de arcos de piedra labrada. Las bodegas están cubiertas por bóvedas de cañón, o de crucería.

Otro edificio importante, a pesar de estar en un deplorable estado de conservación, está ocupado por el Museo de Arte Popular, en La Paz. Es un palacio del siglo XVIII. El museo posee un importante acervo de máscaras que representan a las diversas regiones del país, desde el festival de "Diablada" en el centro minero de Oruro y las máscaras de los Chiriguales, indios de origen guaraní.

Es posible afirmar, por lo tanto, que los museos de Bolivia cuentan con un rico acervo de arte americano que abarca desde el siglo XVI hasta los días de hoy. La arqueología está representada por las culturas tiahuanaco e inca, así como por otros ejemplos locales, en los museos de Cochabamba, Oruro y Potosí. Ejemplos de arte popular pueden ser vistos

en La Paz, en el Museo de Arte Popular y en la Casa de Murillo, que también contiene una interesante colección de hierbas y amuletos pertenecientes a la farmacopea callahuaya. Bolivia no tiene un museo de ciencias, ni siquiera de ciencias naturales.

Frente a estas constataciones, las conclusiones de la Mesa Redonda de Santiago de Chile ofrecen nuevas perspectivas para el desarrollo de los museos bolivianos.

✻ TRADUCIDO DEL INGLÉS

BRASIL

LYGIA MARTINS-COSTA

Un país se refleja en sus museos, no apenas en las colecciones que hablan de su herencia cultural o de los principales intereses de su elite, sino también, y sobre todo, en la atención dada a los museos por el público en general. El entusiasmo por el patrimonio natural y cultural del país y por estudiarlo, la determinación de presentarlo en sus aspectos más significativos, el deseo de transmitir a las nuevas generaciones el sentimiento provocado por el pasado, la experiencia del presente y la responsabilidad del futuro y un sentido más amplio de transmisión de los conocimientos de otras civilizaciones y regiones ecológicas representan, juntos, un potencial que hace que el museo sea un centro de educación, civismo y mente abierta al mundo entero.

En contraste con la actitud de los países desarrollados, la de los países en vías de desarrollo revela una realización insuficiente del papel del museo en la sociedad actual. Sin embargo, esos países son los más carentes de los servicios prestados por los museos y en ellos el énfasis en el museo depende principalmente, más que en los países desarrollados, de las autoridades públicas. En nuestra era tecnológica y de convulsión social, sin embargo, los gobiernos están concentrados en la solución de problemas inmediatos, en desmedro de los problemas educativos, cuyas soluciones exigen más tiempo, pero deben ser más duraderas.

EL PAÍS

Brasil tiene una extensión territorial de ocho millones y medio de kilómetros cuadrados que incluye vastas regiones deshabitadas. En los últimos años, Brasil se dio cuenta de que la integración de su territorio depende de una presencia próxima del Estado. Esto sólo sería posible desplazando la capital hacia el interior, construyendo carreteras para conectar a los centros vitales con las áreas más remotas y creando nuevos polos políticos y administrativos — medidas que involucraron operaciones lentas y onerosas. La ocupación de su territorio y la estabilización de su situación económica y financiera se convirtieron, naturalmente, en cuestiones prioritarias y el fomento de un programa de desarrollo industrial básico, canalizando recursos hacia áreas menos favorecidas, fue la consecuencia lógica de esa visión.

Actualmente, la atención de Brasil está enfocada en problemas de educación, salud, agricultura y pecuaria — problemas graves, tomándose en cuenta al porcentaje todavía elevado de analfabetismo de la población. Como el país tiene muy pocos técnicos, generalmente sobrecargados, es obviamente necesario aumentar su cantidad y calificarlos mejor. Por esa razón, las universidades están siendo reformadas, con miras a ofrecer a las generaciones futuras una comprensión más profunda y cabal de la situación de Brasil.

LA SITUACIÓN ACTUAL DE LOS MUSEOS BRASILEÑOS

Tanto cuando dependen de autoridades federales, estatales o municipales como de entidades civiles o religiosas, o de particulares, los museos reflejan la situación global del país, en especial la de los estados y municipios a los cuales pertenecen o en los cuales están ubicados, siendo observadas diferencias importantes en lo que se refiere a la calidad de sus acervos y a la capacidad técnica y los servicios prestados a la comunidad. Hay algunos museos que son prácticamente de nivel internacional, pero la gran mayoría de ellos carece de expertos y deja mucho a desear. Por lo tanto, es difícil generalizar, especialmente en los últimos tiempos, cuando el concepto del museo fue más claramente definido en el mundo profesional, mientras que, más allá de su control, se observa una verdadera explosión museográfica sin ninguna infraestructura cultural o planificación, que surgen en forma de acervos heterogéneos e independientes que se consideran museos y pretenden dotar a la ciudad de centros intelectuales — aunque sean falsos — o aprovechar la presencia más intensa de turistas en los locales más visitados debido a sus monumentos históricos. Obviamente, hay excepciones, que son producto de la acción aislada de alguna autoridad pública o eclesiástica más sensible al tema o de algún estudioso o coleccionista más informado.

Un gran defecto, común a casi todos los museos, es la limitada contribución educacional al país en todos los niveles. Esta apatía en relación a la educación fue discutida en el primer Congreso Nacional de Museos promovido por la Comisión Nacional del ICOM en 1956, al cual fueron invitados educadores con el objetivo de debatir la situación. El tema fue planteado nuevamente en una reunión sobre educación en los museos de América

Latina organizada por la Unesco en 1958 en Río de Janeiro;¹⁰ posteriormente, fue discutido en el primer Congreso Brasileño de Recursos Audiovisuales, realizado también en Río por la Asociación Brasileña de Educación, en el cual una declaración de museólogos hizo que el Ministro de Educación creara un grupo de trabajo especialmente dedicado a su análisis. Este tema también fue enfatizado en el V Congreso Nacional sobre Museos realizado en Petrópolis en 1970 y en la Mesa Redonda sobre museos latinoamericanos organizada por la Unesco, en Santiago de Chile.¹¹

Todo indica que conquistamos la madurez necesaria para superar el abordaje incoherente que caracterizó, en el pasado, a casi todos los museos brasileños.

CANTIDAD Y DISTRIBUCIÓN GEOGRÁFICA

Aunque hayan sido elaborados dos inventarios — uno en 1958, con una lista de aproximadamente 200 instituciones, y otro en 1972, que toma en cuenta un concepto más amplio de museo y hace referencia a la existencia de aproximadamente 400 de esas instituciones —, todavía es imposible determinar exactamente cuántos son. Esto se debe a que los inventarios se basaron, principalmente, en cuestionarios escritos y los dueños de museos o los responsables de los mismos que los respondieron no entendieron, en muchos casos, el significado de las preguntas e incluso el valor real de los acervos que están bajo sus cuidados. La experiencia revela la necesidad de realizar verificaciones *in situ*, que apenas pueden ser hechas a partir de un esfuerzo conjunto de los diversos sectores de la administración pública, para que sea posible contar con personal calificado en diferentes especialidades y también evitar costos excesivos en la realización de las investigaciones.

Las ventajas de tener un conocimiento preciso de los ricos acervos existentes en todo el país se añadirían a las orientaciones técnicas mínimas que equipos profesionales podrían dar a las personas responsables de pequeños museos, archivos históricos y reservas naturales.

En lo que se refiere a su distribución geográfica, existen museos instalados en todos los estados, principalmente en diferentes ciudades de São Paulo, Guanabara, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahía y Pernambuco.

ÁREAS CULTURALES PREFERIDAS

De manera general, los acervos regionales son eclécticos: documentos históricos locales se mezclan con el folclore, la etnografía indígena, la arqueología y elementos de diferentes obras relativas a las ciencias naturales. En los grandes museos del Nordeste, predominan muebles y esculturas coloniales sofisticadas y, en menor medida, pinturas, principalmente del siglo XIX. En las regiones Norte y Oeste, encontramos principalmente acervos indígenas representativos de sus respectivos pueblos. En la región Sur, predominan las armas utilizadas en las diferentes campañas militares y guerras de frontera ocurridas en la región. En Minas Gerais, existen ricos acervos de mobiliario, esculturas y estatuas del siglo XVIII. La artesanía local ocupa un lugar destacado. En sus principales centros universitarios, funcionan museos especializados en antropología y arqueología, arte, botánica, historia, geología y zoología, con diferentes líneas de énfasis en sus acervos y publicaciones técnicas. Hay también museos especializados en un tema específico, que pueden ser dedicados a una personalidad importante, a un ciclo o sector económico, a un aspecto cultural o de investigación o a experiencias iniciales en algún campo tecnológico especial.

En los últimos años, se observó el desarrollo de museos de arte moderno que, en función del interés general en todos los aspectos de la expresión artística contemporánea, son muy visitados por los jóvenes; museos de arte sacro, auspiciados por el Instituto del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional y localizados en ciudades históricas, donde cuentan con la garantía de un público que paga entrada, obteniendo así los recursos necesarios para mejorar la calidad de las vitrinas de exposición; y museos de arqueología brasileña, gracias a una legislación relativamente reciente que les garantiza ayuda financiera por intermedio del IPHAN (Instituto del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional) para realizar excavaciones y otras actividades arqueológicas en todo el país.

IPHAN

Como parte integrante de sus funciones y en la medida permitida por sus recursos, el Instituto del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional hizo el inventario y reunió documentos (copias, fotografías, planos y proyectos arquitectónicos) sobre bienes culturales y locales de importancia excepcional en todo el territorio nacional, además de preservarlos, restaurarlos, investigarlos, estudiarlos y divulgarlos por medio de artículos y monografías. Con miras a

¹⁰ Georges Henri Rivière. Seminario Regional de la Unesco sobre el Papel Educacional de los Museos, Río de Janeiro, Brasil, 7-30 de septiembre de 1958, París, Unesco, 1960 (Estudios y Documentos Educativos, 38).

¹¹ Héctor Fernández Guido, Mesa Redonda sobre el Desarrollo y el Papel del Museo en el Mundo Contemporáneo, Santiago de Chile, Chile, 20 a 31 de mayo de 1972 (Doc. De la Unesco SHC-72/CONF.28/4) (mimeo.).

proteger esos bienes culturales, el instituto creó una red de museos y casas históricas, que ya suman más de 30 unidades — incluyendo los ya creados, los que están proceso de puesta en marcha o en fase de planificación —, además de diversos monumentos de arquitectura civil, militar o religiosa, conjuntos arquitectónicos rurales y un parque histórico, todos ellos abiertos al público y mantenidos o administrados por el instituto. El IPHAN ofrece asistencia técnica a todas las instituciones culturales que se lo soliciten; promueve la creación de nuevos museos para valorizar al patrimonio histórico y artístico de las respectivas regiones; y, por último, extiende sus acciones de protección no sólo a alrededor de 1.000 monumentos y decenas de conjuntos urbanos, sino también a algunas ciudades históricas, que restaura y hace atractivas para los turistas por medio de proyectos especiales, amparados en acuerdos nacionales e internacionales.

PRINCIPALES ASOCIACIONES

Creada en Brasil inmediatamente después de la creación del ICOM, la ONICOM (Organización Nacional del ICOM — Comisión Nacional del ICOM) ha pasado por fases de mayor y de menor actividad. Cuenta en su favor el hecho de haber sido la primera organización que reunió a museólogos y museos de diferentes partes de Brasil; de haber realizado cinco congresos nacionales de museos (Ouro Preto, São Paulo, Bahía, Río de Janeiro y Petrópolis); y de haber desempeñado un rol activo en el seminario latinoamericano organizado en Río en 1958, cuando contribuyó a la publicación de los inventarios de Recursos Educativos de los Museos Brasileños, realizada por el Centro Brasileño de Investigaciones Educativas.

La ABM (Asociación Brasileña de Museólogos) estuvo representada en el primer Congreso Brasileño de Recursos Audiovisuales organizado por la misma, en que su trabajo recibió una amplia aprobación. Es responsable de las normas que rigen la carrera del museólogo, que están en proceso de elaboración.

La AMAB (Asociación de Museos de Arte de Brasil), una institución con objetivos más limitados, pero sumamente activa, ha promovido una serie de reuniones en diferentes estados y ha conseguido que el arte contemporáneo sea más difundido.

INTERÉS PÚBLICO

El complejo mecanismo representado por un museo solamente se justifica mediante la participación del público. Todas las personas, de niños a adultos, de analfabetos a estudiosos, encontrarán en los museos algo de interés para su inteligencia y sensibilidad. Crear situaciones que involucren aspectos de real interés para todos es una de las tareas más importantes del museólogo.

Los miembros del público culto orbitan naturalmente alrededor del museo; los de nivel elemental o intermedio necesitan ser atraídos, afirma, para desarrollar una mejor comprensión del mundo en que viven. Es esencial que ellos “vean” y “toquen” para “comprender” y “sentir”. Ahí se origina la preocupación del museo en encontrar formas de atraer a niños y jóvenes y dejarlos descubrir, por sí mismos, lo que fue colocado a su alcance.

Es posible decir que el brasileño todavía visita museos bastante raramente. Esto se debe al hecho de los museos son considerados una especie de servicio educacional y de que no cuentan con recursos suficientes para penetrar en los espacios más remotos. Sin embargo, la participación en exposiciones temporales, seminarios, debates, películas de arte o científicas u otros acontecimientos culturales ha aumentado considerablemente. En lo que se refiere al arte, la presencia de jóvenes y artistas en eventos artísticos, tanto en Río como en São Paulo, ha generado una participación real. Los museos situados en parques son bastante visitados por la población los domingos y feriados. Los museos establecidos en ciudades visitadas por turistas también tienen su propio público, como resultado de las facilidades de acceso que fueron propiciadas por la nueva red de carreteras del país. Los datos estadísticos presentados por el IPHAN revelan un aumento considerable de las visitas a los museos, principalmente en feriados y períodos de vacaciones escolares.

El aumento de las visitas, conquistado sin ningún esfuerzo promocional especial, confirma que ya existe un interés por parte del público, que apenas necesita ser mantenido en beneficio de todos.

PERSPECTIVAS DE MODERNIZACIÓN

Sin lugar a dudas, una concienciación general del rol que los museos deben desempeñar en la sociedad ya está siendo claramente percibida en las grandes ciudades. Puede ser observada en las discusiones intramuros, en grandes asociaciones y en congresos nacionales e internacionales y ya llegó a los niveles más altos del gobierno, generando perspectivas de modernización bastante esperanzadoras para los museos. Los hechos descritos a continuación justifican esa esperanza: de acuerdo con las directrices de la Reforma Administrativa de la Nación, el Ministerio de Educación y Cultura, responsable de la mayoría de los museos nacionales del país, está reformando su propia estructura y sistemas de trabajo como un primer paso en dirección a la integración de todos los sectores culturales. En el ámbito de

esa reforma, el IPHAN recibirá un tratamiento especial como institución líder.

Con el objetivo de concienciar a los gobiernos estatales de la misión de ser copartícipes de los esfuerzos de defensa del patrimonio historial y artístico de sus respectivas regiones, el Ministro, siguiendo las orientaciones del Consejo Federal de Cultura y del propio IPHAN, organizó dos sesiones de trabajo con gobernadores y alcaldes de ciudades históricas.

Fue establecida una coordinación general para los museos del Ministerio de Educación y Cultura (MEC), medida cuyas consecuencias son prometedoras, derivadas de la definición de criterios y programas integrados y flexibles, de acuerdo con las necesidades identificadas.

Por último, las repercusiones del informe sobre la Mesa Redonda realizada en Santiago de Chile, en el ámbito ministerial fueron significativas. El Ministro, basado en dicho informe, creó un grupo de trabajo dedicado a estudiar la situación de nuestras instituciones y a llevar adelante una política nacional destinada a los museos.

Es de esperar, por lo tanto, que en un futuro no muy lejano, los museos se adapten a las exigencias del mundo contemporáneo, a la luz de las principales recomendaciones de naturaleza educacional, cultural y especialmente social emitidas por la Mesa Redonda de Santiago. En realidad, son similares a los objetivos de desarrollo humano defendidos por el gobierno y se articulan con sus proyectos de incentivar la participación de diversos ministerios en una acción integrada.

☼ TRADUCIDO DEL INGLÉS

CHILE

GRETE MOSTNY GLASER

El período de emancipación de los países latinoamericanos representó un momento de gran efervescencia no apenas política, sino también cultural. Por lo tanto, resulta sorprendente que, cuando esos países cortaron los lazos que los mantenían presos al dominio europeo, intentaran consolidar la cultura de su nación recién independizada mediante la creación de museos que incorporaron todo que era representativo de su continente y nación.

En este proceso, el primer museo chileno fue creado en 1830, como resultado de una nueva conciencia nacional y del deseo de comprender la naturaleza de la nueva patria. Gracias a la visión del Director Supremo de la Nación, ese museo, el Museo Nacional de Historia Natural, fue organizado por el naturalista francés Claude Gay. Cincuenta años más tarde, fue creado el Museo Nacional de Bellas Artes.

Como el sector de la minería tenía importancia preponderante en Chile, fue creado un Museo Mineralógico en La Serena, en la región norte del país y, aún en el siglo XIX, la Congregación Salesiana, que había definido a la Patagonia como su campo de actuación, fundó un museo en Punta Arenas para albergar acervos relacionados con las ciencias naturales y la etnografía de la Tierra del Fuego. Al inicio del siglo XX, fueron creados otros dos museos de ciencias naturales, uno en Valparaíso y otro en Concepción, pero en las décadas siguientes, el ímpetu inicial parecería haberse debilitado. En las décadas de 1940 y 1950, resurge el interés en la creación de museos tanto por parte del Estado como de universidades, sociedades científicas e individuos. En general, los museos de dicho período se especializaban claramente en la arqueología chilena. Sus fundadores estaban menos interesados en la creación de museos de ciencias naturales, reflejando una disminución general del interés por el estudio de la naturaleza.

Hacia fines de la década de 1950, se produjo un nuevo cambio en la naturaleza de los museos. La influencia del pensamiento ecológico (tanto natural como social), al que se le añaden el deseo de descentralización de las provincias, llevó a la creación de museos regionales, la mayoría de los cuales todavía tenía un carácter "mixto", con acervos de objetos relacionados a diferentes ciencias, aunque algunos de ellos ya estuviesen buscando integrarse a sus ambientes.

En la segunda mitad de los años sesenta, los museos fueron reconocidos como importantes instrumentos para la complementación de la educación formal y el Ministerio de Educación contrató guías para trabajar en los museos más visitados, beneficiando significativamente a los estudiantes.

El creciente interés en los museos llamó más la atención hacia la importancia de su personal y, en 1968, se puso en marcha el Centro Nacional de Museología, con la misión de ser una escuela de capacitación de técnicos para museos de ciencias.

El número de museos en Chile creció hasta llegar a aproximadamente 50, diseminados por todo el país. Como regla general, ellos fueron creados sin ninguna planificación previa. Por esa razón, el Departamento de Bibliotecas, Archivos y Museos, que controla a los museos estatales, organizó un seminario para sus curadores en 1972, con el objetivo de desarrollar planes futuros para los museos, de acuerdo con las necesidades del país. Los museos escolares y locales serían la base. Por encima de ellos, estarían los museos regionales, que tendrían algunas responsabilidades en relación a los museos escolares y locales. En el tope, estarían los museos nacionales que, por su parte, deberían proporcionar asistencia técnica y científica a los regionales. De acuerdo con lo dispuesto en la Ley de los Monumentos Nacionales de 1970, el Museo Nacional de Historia Natural sería el "centro oficial" de todos los acervos

relacionados con las ciencias naturales y las ciencias del hombre, en el cual ejemplos típicos y objetos representativos de culturas prehistóricas deberían ser mantenidos. La misma ley prevé también la creación de un registro de museos existentes y futuros en todo el país.

Los museos chilenos enfrentan una serie de problemas comunes — falta de espacio, recursos y personal — que también afectan a la mayoría de los museos latinoamericanos. Esos problemas restringen su capacidad de crecer y han forzado a algunos de ellos a cambiar el enfoque de sus actividades, intentando utilizar medios menos onerosos, montando más exposiciones temporales y manteniendo menos salas permanentes.

Otra diferencia entre los museos chilenos y los de países desarrollados es que sus actividades necesitan ser más variadas para compensar, parcialmente, la falta de oportunidades alternativas, que están disponibles para adultos y jóvenes en otras partes del mundo. De esta manera, los museos ofrecen, en la medida de lo posible, cursos de introducción a las ciencias y a las artes.

El Museo Nacional de Historia Natural es la sede de la organización Juventudes Científicas Chilenas y organiza “ferias de ciencias” para jóvenes y cursos de verano para trabajadores. En sus exposiciones, intenta abordar temas que son o deberían ser de interés del público, tales como temas ecológicos, la revolución verde, la conquista del espacio, etc. Esas exposiciones son llevadas a áreas rurales, generalmente postergadas cuando se trata de la realización de eventos culturales. Busca despertar el interés de la opinión pública hacia la necesidad de cambios sociales. También se procedió a la distribución de materiales didácticos, incluyendo *slides*, kits de ciencias, publicaciones educativos, etc., muchos de los cuales son elaborados por técnicos del museo adecuadamente capacitados para ese tipo de trabajo en los cursos ofrecidos por el Centro Nacional de Museología.

Aunque los museos estén siempre buscando responder a las necesidades comunitarias, los mayores continúan desarrollando actividades de investigación. Los museos estatales adoptaron un sistema especial de puntaje para contratar a su personal científico, que debe, obligatoriamente, tener un diploma universitario. Muchos museos publican periódicos científicos y populares propios. Los de mayor porte tienen laboratorios y talleres para poder desempeñar sus funciones adecuadamente.

La Mesa Redonda sobre el Rol de los Museos en América Latina de hoy, que la Unesco organizó en Santiago aceptando la invitación del Gobierno de Chile, así como las visitas de colegas latinoamericanos y funcionarios de la Unesco y del ICOM a algunos de nuestros museos, fue muy importante para el desarrollo ulterior, confirmando, hasta cierto punto, el abordaje de desarrollo que estamos adoptando y ofreciendo muchas informaciones y experiencias, que intentaremos incorporar a la actividad de los museos en Chile.

☼ TRADUCIDO DEL INGLÉS

COLOMBIA

ALICIA DUSSÁN DE REICHEL

Los museos comenzaron a ser creados en Colombia después que el país declarara su independencia de España. Uno de los mayores héroes de la lucha por la independencia, el general Francisco de Paula Santander, fue el fundador del Museo Nacional en 1823, utilizando acervos reunidos por la Expedición Botánica, pionera en el estudio de las ciencias naturales en el país. En el siglo XIX, no había más que tres museos y hasta 1960 apenas 30 funcionaban en toda Colombia. Desde entonces, se observó un gran crecimiento en la creación de museos. El 70% de ellos fue inaugurado en la última década.

En la actualidad, Colombia cuenta con 106 museos, la mayoría de los cuales son administrados por personas esforzadas, que les dedicaron una significativa parte de sus vidas. Esas personas libran una batalla constante para garantizar la supervivencia de sus museos y sus esfuerzos son particularmente encomiables, ya que casi nunca reciben mucho apoyo de la sociedad. En la práctica, sin embargo, muchos de esos aproximadamente cien museos enfrentan dificultades para sobrevivir y otros difícilmente podrían ser considerados verdaderos museos. Naturalmente, hay algunos museos de gran porte que cuentan con buenos acervos, como el mundialmente conocido Museo del Oro, que funciona en el Banco de la República, pero esos casos son excepcionales.

Fue realizada una encuesta nacional intensiva de museos en 1972 y sus resultados nos dan una idea de la situación fuera de los pocos museos de gran porte del país.

Más de la mitad de los museos es de propiedad particular, el 18 por ciento pertenece a universidades y los demás son administrados por el gobierno. La tercera parte de los museos tiene sede en la capital, Bogotá, y el 20% funciona en la provincia de Antioquia, la más rica e industrializada del país.

Tres cuartas partes (el 77,2%) de los museos tiene instalaciones propias; el 24,6% consiste en una única sala y el 43,9% tiene tres salas o menos; el 40,4% tiene depósitos, oficinas o un espacio de almacenamiento; el 21,1% tiene laboratorios; y el 14% tiene bibliotecas.

De todos los funcionarios de museos, el 8,6% está dentro de la categoría de técnicos o especializados y los demás son funcionarios administrativos. El 45,6% de los museos cuenta con uno o dos funcionarios en total, incluyendo al director, y el 35,1% emplea de tres

a cinco funcionarios principalmente involucrados en actividades de limpieza y secretaría.

En lo que se refiere al tamaño de los acervos, el 52,7% de los museos tiene menos de 1.000 objetos y el 17% tiene menos de 200, aunque el 14% posea más de 5.000 objetos. Los porcentajes de museos por tipo de acervo, muchos de los cuales son mixtos, son los siguientes: el 47,4% corresponde a museos de arte; el 38,6% de historia; el 28,1% de arqueología; el 28,1% de ciencia; el 21,1% de folclore; el 19,3% de etnografía; y el 26,3% de otra naturaleza. De todos los museos, el 15,8% cuenta con catálogos completos de su acervo y el 61,4% no publicó ningún catálogo; el 19,3% de los acervos fue fotografiado.

En 1971, estaban siendo realizadas actividades de clasificación en el 3,5% de los museos. Nuevas publicaciones fueron realizadas y archivos, laboratorios y talleres estaban siendo organizados en el 1,8% de los museos.

Entre las actividades más frecuentemente realizadas en 1971, se observó que el 29,8% de los museos abrió sus puertas a la realización de actividades culturales, tales como conferencias, reuniones de sociedades locales, exhibición de películas, etc. (la mayoría de estas actividades se realiza a iniciativa de personas que solicitan autorización para utilizar las instalaciones del museo con esa finalidad) el 10,5% ha ofrecido visitas guiadas, el 8,8% organizó nuevas exposiciones y el 7% adquirió nuevos objetos.

En nuestra encuesta, preguntamos cuáles eran las necesidades más claramente percibidas por directores de museos y recibimos las siguientes respuestas: más espacio en sus museos (33,3%), más equipos y mobiliario (21,1%), clasificación y catalogación de acervos (21,1%) y nuevas adquisiciones (17,5%). No fue mencionada la necesidad de capacitación técnica para el personal de los museos y no hubo casi ninguna referencia a la necesidad urgente de realización de estudios o de publicación de informes técnicos.

Además de la situación resumida anteriormente en base a los datos de la encuesta, es importante observar lo siguiente: (a) no hay en el país oferta de formación en carreras para funcionarios de museos y ningún sistema de concursos o ascenso para plazas en dichas instituciones, ni siquiera para la de curador; (b) no hay ni un único museo que ofrezca todos los servicios básicos que se espera que estas instituciones ofrezcan a mediados del siglo XX, tales como estudios, documentación, publicación, conservación, exposiciones, etc. Dicho de otra manera, no hay ningún museo modelo; (c) no hay ningún taller o laboratorio dedicado a la preservación del patrimonio cultural de los museos, ningún taller de museología y ningún centro de documentación en el cual el personal de museos de pequeño porte pueda participar en cursos de capacitación básica o avanzada.

En la mayoría de los casos, el museo consiste en una colección de objetos que integran una pequeña exposición permanente presentada de forma anárquica, sin criterios claros de selección o calidad y sin ninguna planificación que coloque esa exposición dentro de un proceso o secuencia. El público puede llegar a ver una gran cantidad de objetos pero, generalmente, son exhibidos fuera de su contexto cultural o natural, principalmente en los pequeños museos provinciales.

Uno de los mayores problemas, especialmente en un momento en el que es evidente la necesidad de educar a las generaciones que vivirán en el siglo XXI, es que los museos ofrecen apenas una imagen de siglos pasados, ignorando, en términos generales, la existencia del siglo XX. Consecuentemente, la impresión ofrecida al visitante es irreal e inadecuada.

Infelizmente, programas de modernización de museos no reciben la debida prioridad en los planes generales de desarrollo del país. Además, en sus condiciones actuales, los museos no transmiten adecuadamente la convicción de que pueden contribuir activamente a un proceso de cambio sociocultural controlado ni a quienes toman las decisiones en el más alto nivel del gobierno, ni a la iniciativa privada.

Por otro lado, los museos están siendo tomados en cuenta actualmente como factores capaces de incentivar el turismo, hecho que puede aumentar los presupuestos que les son asignados. En realidad, el "turismo cultural" es un concepto que puede dar margen a malentendidos, principalmente en países en vías de desarrollo. Con el pretexto de la "cultura" y de "satisfacer las necesidades del turista", los museos solamente consiguen, a veces, pasar una imagen exagerada o distorsionada.

Bienes culturales y especímenes naturales que serían del interés de museos y podrían ser adquiridos para completar sus acervos están siendo desviados por un tráfico activo y por una valorización sobredimensionada, creada parcialmente por la demanda de turistas, que también están interesados en poseer objetos curiosos o de interés especial. Además, se observa, por un lado, la proliferación de cazadores de tesoros (*guaqueros* o "ladrones de túmulos"), que están saqueando reliquias en niveles nunca vistos desde los tiempos de la conquista y, por otro lado, la producción en gran escala de falsificaciones en un variado espectro, que va desde objetos de cerámica precolombina hasta objetos del período colonial. Por eso, el futuro de nuestros museos dependerá en gran medida de la capacidad de educar a la población sobre la importancia de preservar esas evidencias del ambiente físico y cultural de Colombia para las futuras generaciones.

Frente a estos problemas de naturaleza humana, técnica y económica y de la situación actual de América Latina, Colombia tendrá que dar un gran salto hacia adelante. Los museos tendrán que dejar de ser, en su mayor parte, "colecciones de antigüedades" para convertirse en instituciones progresistas, capaces de dar respuesta a las reales necesidades de la

sociedad de nuestros días y a las exigencias de la humanidad del siglo XXI.

Las tareas esenciales de los museos, como guardianes del patrimonio de la humanidad, no deben ser olvidadas. En caso contrario, perderán mucho de su razón de existir. El pretexto de que es urgente realizar determinadas actividades dictadas por la “moda”, tales como la divulgación cultural, no justifica el tratamiento negligente dado a las otras actividades que un museo, en el sentido pleno y audaz de la palabra, debería llevar a cabo.

Para intentar encontrar una resolución para este impasse, que es bastante común en América Latina, Colombia ha experimentado nuevos métodos. Un ejemplo estimulante de esa experimentación de alternativas es el del Museo Itinerante (Museo sobre Ruedas), creado en cinco antiguos vagones de ferrocarril. Los primeros cuatro vagones ofrecen una exposición de auténticos objetos representativos de la cultura nacional, que ilustran la cultura, historia, arte y folclore indígenas.

Exhibiciones de audiovisuales relacionados a esos temas son presentadas en el último vagón. En 1971, el tren se detuvo en diversas ciudades de todo el país y fue visitado, en promedio, por 2.000 personas al día, la mayoría de las cuales nunca había visto un museo o los artefactos u otras reliquias de nuestros indígenas.

El Instituto Colombiano de Cultura, por intermedio de su División de Museos y Restauración, elaboró planes con miras a acelerar la modernización de los museos del país. En un futuro cercano, se organizarán tres secciones: (a) una sección de museología; (b) una sección de preservación y restauración de bienes culturales; y (c) un centro de documentación. Además, el rector de la Universidad Nacional reconoció oficialmente a la museología como una profesión en Colombia.

✂ TRADUCIDO DEL INGLÉS

COSTA RICA

LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO

Después de que Costa Rica hubiera conquistado su independencia, una de las características más evidentes del país, su interés por las artes y ciencias, comenzó a desarrollarse.

De los círculos políticos y filosóficos de los últimos años del período colonial español y de la serena administración de los primeros años de su independencia, surgió una Costa Rica intelectualmente alerta y ávida por cualquier novedad que viniera de Europa. Los habitantes de la capital de la nueva república no dudarían en transportar un piano de cola a través de la selva, en canoa o a lomo de mula, para sentir el placer de oírlo tocar en una *soirée*. A medida en que la economía del país se fue desarrollando, no sólo pianos fueron importados — por medios más ortodoxos —, sino también individuos. Hacia fines del siglo XVII, las escuelas y liceos de Costa Rica empleaban a muchos profesores del Viejo Mundo. Ellos trajeron a sus nuevas familias de inmigrantes, con sus nuevas costumbres y profesiones. La onda de recién llegados coincidió con una moda surgida hacia fines del siglo XVIII y comienzos del siglo XIX, la manía de las “curiosidades”. Pájaros embalsamados, conchas, plantas y artefactos indígenas pasaron a llenar las salas de visita en colecciones heterogéneas, algunas de las cuales eran puramente decorativas y otras se transformaron en pequeños museos.

Estas “curiosidades” formarían la base del acervo del Museo Nacional. La moda victoriana desapareció, pero muchas personas continuaron aumentando sus colecciones con criterios más científicos y racionales. El Museo Nacional de Costa Rica fue fundado en 1887. Por medio de donaciones, muchas de las colecciones particulares fueron transferidas a la administración del nuevo museo. Abandonando ahora la enumeración de informaciones históricas, vale subrayar que el Museo Nacional de Costa Rica cambió mucho desde los melancólicos tiempos de los antiguos faroles a gas hasta los dinámicos días de hoy. Instalado en un antiguo cuartel, que por sí sólo es testigo de una larga y rica historia, tanto romántica como trágica, y cuyo uso para fines militares terminó en la revolución de 1948, el Museo Nacional tiene un acervo rico e internacionalmente famoso de objetos de la arqueología precolombina, apenas una pequeña parte de los cuales está en exposición. En una pequeña sala situada en una de las torres de la fortaleza, conocida como la Torre de Oro, pueden ser vistos objetos confeccionados por orfebres nativos. Hay salas dedicadas al arte sacro y popular, una de las cuales contiene la primera prensa tipográfica importada al país y documentos impresos con ella o que circulaban en aquel mismo período, una gran sala con materiales históricos y una serie de retratos de expresidentes, y una sala cívica cuyos temas principales son la guerra contra los filibusteros de 1856 y el cultivo del café.

El museo alberga también al Herbario Nacional, el de mayor importancia histórica y científica de América Central, donde estudios sobre botánica, tanto pura como aplicada, son permanentemente realizados. La sección dedicada a las ciencias naturales se divide en tres departamentos: ciencias botánicas, zoológicas y geológicas.

Aunque las actuales exposiciones de historia natural sean relativamente pequeñas y sean mantenidas apenas temporalmente para alumnos de escuelas, ya fueron elaborados planes detallados para que otros espacios del antiguo cuartel sean utilizados con esa finalidad, creando vitrinas modernas y haciendo especial hincapié en temas ecológicos. El departamento de historia natural publica una revista semestral de naturaleza técnica llamada

Brenesia, de amplia distribución.

El Museo Nacional recibe donaciones privadas y es subsidiado por un impuesto cobrado sobre las tarifas aéreas locales. Lucha constantemente por un presupuesto mayor, para dejar de depender de ingresos que aumentan de forma irregular y, además, reflejan la situación inflacionaria que el país está atravesando. Las actividades del museo son supervisadas por un consejo honorario de gobernadores y una dirección.

Aproximadamente 100 mil personas, la mayoría de ellas estudiantes, visitaron el museo en 1972.

Costa Rica tiene también otros museos. El más conocido es el Museo del Oro del Banco Central de Costa Rica, que cuenta con el más rico acervo de artefactos indígenas de oro, metal y piedras preciosas. En realidad, este acervo constituye una parte de las reservas monetarias nacionales, lo que es ventajoso para el país, ya que el oro nativo vale mucho más que las barras de oro convencionales.

Otras instituciones con recursos financieros sólidos, tales como el Instituto Nacional de Seguros y el Fondo de Previsión Social de Costa Rica, invierten parte de sus presupuestos en la adquisición de objetos arqueológicos y el instituto ya tiene un importante acervo de arte precolombino.

La Universidad de Costa Rica tiene varios museos de gran importancia científica: el Museo de Entomología de la Facultad de Agronomía, que tiene miles de ejemplares, y el Herbario y Museo Zoológico del Departamento de Biología de la Facultad de Humanidades y Ciencias. Esos museos ricos y dotados de importantes acervos son altamente especializados y utilizados con fines didácticos y de investigación. Con excepción del Museo de Entomología, que es ocasionalmente visitado por el público general, son exclusivamente utilizados a efectos de estudio e investigación.

☼ TRADUCIDO DEL INGLÉS

ECUADOR

HERNÁN CRESPO TORAL

El museo concebido racionalmente debe ser un organismo vivo en el cual el hombre puede descubrir todos los procesos culturales, naturales, biológicos y tecnológicos. El museo debe también constituir un poderoso incentivo para el desarrollo social y, por lo tanto, para la curiosidad intelectual del ser humano.

El museo de estilo antiguo, un lugar casi místico, concebido para preservar las reliquias del pasado y obras contemporáneas o especímenes naturales, debería haber dejado de existir como estereotipo hace mucho tiempo y su persistencia en el siglo XX constituye, fundamentalmente, un anacronismo. Instituciones obsoletas — y, por lo tanto, desconcertantes — de ese tipo todavía sobreviven en muchos países, incluso en los llamados países desarrollados. Ellas solamente atraen visitantes esporádicos y normalmente incautos, que jamás pagarían para visitarlas una segunda vez, ya que una visita es suficiente para percibir su obsolescencia y completa falta de sintonía con el mundo moderno.

Los museos de Ecuador, apesar de ser sensibles a un período de desarrollo cultural — caracterizado por la orientación humanista reflejada en el pensamiento del líder que fundó la primera escuela politécnica de Ecuador, que dio expresión práctica a la idea de exposiciones ordenadas y científicas de evidencias de procesos naturales o culturales — los museos de Ecuador no se desarrollaron como deberían. En realidad, debido a la ausencia de un órgano estatal u organización privada para fomentar ese desarrollo, ellos se estancaron completamente. Este hecho parece inexplicable en un país como Ecuador, con sus ricos recursos humanos que dieron origen a la cultura material de los diversos grupos indígenas diseminados en su territorio; con su vasto patrimonio de bienes culturales producidos por el hombre prehistórico y, posteriormente, por el mestizo; y con un territorio geográficamente singular y de ecología paradójica, que le confiere una flora y fauna variadas. El Estado debería haber asumido esa responsabilidad hace mucho tiempo y debería haber implementado una política adecuada para sus museos, utilizando los medios técnicos y económicos necesarios para que pudieran desarrollarse no sólo como locales en los cuales “bienes culturales” son expuestos con fines educativos, científicos y estéticos, sino también como la fuerza motriz de investigaciones amplias y abarcadoras sobre los problemas de una sociedad compleja y no uniforme y de la creación de conciencia sobre esos problemas.

La situación que acabamos de describir llevó a la multiplicación y dispersión de esfuerzos públicos y privados, con una consecuencia inevitable: un concepto falso de museo y de su función.

Lo que se conoce como “museo” en Ecuador hasta el presente momento debería ser llamado “colección”, o sea, un conjunto de objetos relacionados a un tema o más, sin ninguna vinculación lógica entre ellos, ni un objetivo social. No hay duda de que algunos individuos e instituciones dignos de encomio intentaron, por todos los medios y con toda sinceridad, modificar la situación anteriormente descrita. En realidad, es gracias a ellos que un conjunto riquísimo de bienes culturales fue preservado y que, en algunos casos, fueron hechos intentos para asignar una función positiva a los museos ecuatorianos. Infelizmente, sin embargo, esos

esfuerzos perdieron fuerza sin haber llevado a la creación de un órgano gubernamental con la incumbencia de garantizar que los museos se convirtieran en instituciones vivas con un papel vital en la sociedad.

Es importante observar, sin embargo, que en 1945, después de un acto inadmisiblemente perpetrado contra el patrimonio arqueológico de Ecuador, la Asamblea Nacional Constituyente aprobó una ley de preservación del patrimonio histórico y artístico del país y atribuyó a la recientemente establecida Casa de la Cultura Ecuatoriana la responsabilidad de su protección, mantenimiento y mejoramiento. La ley anteriormente mencionada contiene la siguiente disposición: “Artículo 21: La Casa de la Cultura organizará, con la ayuda de expertos, la creación de museos arqueológicos y enviará becarios al exterior para adquirir los conocimientos técnicos necesarios con miras a garantizar la organización más eficaz de un curso sobre este tema y sobre los cuidados que serán tomados con los museos y su mantenimiento”. Sin embargo, la Casa de la Cultura no cumplió con esa disposición legal, aunque hubiese sido autorizada por ella a postularse para recibir un presupuesto anual destinado a llevar a cabo esa tarea.

Debido al incumplimiento de la ley por parte de las autoridades públicas y de la institución responsable, intervinieron en la situación algunas organizaciones activas en otras esferas, tales como el Banco Central de Ecuador. Frente a la posibilidad de perder valiosas expresiones de la cultura del país en el exterior, el banco decidió crear un museo arqueológico y una galería de arte en los cuales pudieran ser realizadas exposiciones sobre la vida nacional en el período indo-hispánico. Fue una feliz iniciativa que dio origen a un museo vivo, que desempeña una función social tanto a nivel nacional como internacional.

Un análisis honesto de la situación actual de los museos en Ecuador, permitiría afirmar que, aunque el país cuente con muchas de esas instituciones, no todas merecen recibir ese nombre porque son obsoletas o, porque aunque hayan sido creadas con las mejores de las intenciones simplemente no están cumpliendo con su función específica.

Por ejemplo, además de la institución del Banco Central, que está intentando presentar una imagen coherente de la prehistoria de Ecuador, Quito tiene cinco museos arqueológicos que o no cuentan con los recursos necesarios para su funcionamiento o simplemente se detuvieron en el tiempo cuando sus fundadores desaparecieron. Lo mismo se puede decir sobre los museos de arte colonial. Aunque la iglesia — “guardiana” de un inmenso tesoro en forma de monumentos arquitectónicos, pinturas, esculturas y otros — haya comenzado a establecer pequeños museos vinculados a órdenes religiosas, no puso en marcha ninguna política específica para los bienes culturales (muchos de los cuales fueron usados con fines comerciales) con la intención de presentar una panorámica del arte quiteño de forma orgánica. Esos museos son colecciones de obras dejadas de lado en función de reformas litúrgicas y expuestas sin orden o criterios claramente definidos. Universidades, academias militares y escuelas secundarias están en la misma situación, cada una de ellas buscando tener un museo propio, sin ningún proyecto de especialización, seguramente contribuyendo a duplicar temas que deberían ser abordados por los grandes museos nacionales.

El mismo razonamiento se aplica a las autoridades provinciales o municipales, que deberían presentar una imagen coordinada de su región o ciudad. En la mejor de las hipótesis, reúnen colecciones antiguas de reliquias comunes, en lugar de mostrar, como un museo municipal debería hacerlo, el desarrollo urbano y sociológico de la ciudad. Aunque la Casa de la Cultura no haya dirigido la política destinada a los museos del país, como debería haberlo hecho, estableció, tanto en su sede en Quito como en algunos de sus centros provinciales, excelentes museos con un importante acervo arqueológico, etnológico y artístico. No obstante, esos centros no lograron el éxito poniendo en práctica la teoría que considera que el museo es un elemento vital de la sociedad. Debido a ese contexto desfavorable, el museo existe en el Ecuador debido a un proceso de generación espontánea resultante de la iniciativa privada o pública o de la acción decidida de individuos que, en función de su interés en un aspecto u otro de la cultura, lograron crear colecciones de objetos, catalogarlos y exhibirlos al público. Considero, sin embargo, que en los museos está presente todo un conjunto de problemas complejos. Es de fundamental importancia adoptar medidas para darles una vida nueva, para que no corran el riesgo de detenerse en el tiempo o incluso de dejar de existir frente al ritmo acelerado de la vida moderna. Llegó la hora de que el Estado y sus organizaciones culturales pongan manos a la obra para planificar adecuadamente las características que los museos modernos deben tener. Debe ser establecida una Coordinación Nacional de Museos para coordinar esas actividades, capacitar al personal necesario y crear o revitalizar museos, en sintonía con las necesidades prácticas del país.

El escenario no es completamente desalentador, ya que se observa concretamente, hace un tiempo, un sentimiento creciente de preocupación pública enfocada en los museos, lo que significa que el Estado está siendo presionado para tomar medidas concretas con relación a los temas que afectan directamente a la cultura popular.

LUIS LUJÁN MUÑOZ

El Instituto de Antropología e Historia fue creado en 1964 para organizar, mejorar y administrar museos nacionales, departamentales, regionales y locales, así como para estudiar y proteger el patrimonio cultural de Guatemala.

MUSEOS NACIONALES

El Museo Nacional de Arqueología y Etnología tiene el más rico acervo conocido de objetos originarios de la civilización maya, entre los cuales hay grandes piezas esculpidas y objetos de cerámica usados en ceremonias, principalmente entre los períodos clásico y postclásico, y también objetos de uso cotidiano y piedras preciosas. En el campo de la etnología, este museo tiene la mayor colección de objetos textiles, así como de máscaras, calabazas, artículos de pesca, objetos de cerámica, etc. Exhibe dioramas y modelos de ciudades y viviendas humanas. El museo está siendo remodelado en este momento.

El Museo Nacional de Historia y Bellas Artes exhibe objetos históricos, la mayoría de los cuales pertenecen al período republicano, así como obras de artes plásticas del mismo período, además de objetos precolombinos y coloniales, con miras a ofrecer una imagen completa del proceso general de la evolución histórica y artística de Guatemala.

El Museo Nacional de Historia Natural tiene hermosas colecciones zoológicas y, especialmente, ornitológicas. Tiene una sección mineralógica y un herbario recientemente inaugurado. Su objetivo es aumentar los conocimientos del público sobre ecología y conservación de determinadas especies zoológicas características de la fauna de Guatemala, como su ave nacional.

El Museo Nacional de Arte e Tradiciones Populares tiene objetos de producción contemporánea, confeccionados por indios y mestizos, principalmente del medio rural, particularmente de indígenas del altiplano central de Guatemala.

MUSEOS DEPARTAMENTALES

El Museo Colonial (Antigua) funciona en el antiguo edificio de la Universidad de San Carlos. Posee una hermosa colección de esculturas coloniales, la mayoría de las cuales pertenecen al período barroco, y de obras de pintores guatemaltecos y mexicanos.

El Museo de Santiago (Antigua) funciona en el edificio de la Cámara Municipal y exhibe una colección de armas precolombinas y coloniales, así como objetos de plata, cerámica y hierro forjado y pinturas y esculturas coloniales. La capilla fue reconstruida, recuperando la apariencia que probablemente tenía cuando era usada por el Capítulo de Santiago de Guatemala.

El Museo de Libros Antiguos (Antigua) tiene una gran colección de libros de Guatemala que datan del año de la introducción de la prensa tipográfica, 1660, hasta el siglo XIX, así como una reconstitución de una prensa tipográfica del siglo XVII. El museo también posee libros extranjeros antiguos.

El Museo del Convento de los Capuchinos (Antigua) funciona en un antiguo convento. Réplicas de personas fueron colocadas en grupos contra el fondo arquitectónico del convento para ilustrar la vida conventual, conjuntamente con exposiciones de pinturas y esculturas coloniales. El museo también ofrece una exposición de cerámica vítrea de la antigua ciudad de Guatemala (Antigua) y de diversos tipos de azulejos y objetos de porcelana usados en la ciudad.

El Museo Regional de Chichicastenango (El Quiché) contiene el acervo arqueológico del padre Rossbach y materiales colocados a disposición por el Instituto de Antropología e Historia, incluso objetos culturales precolombinos del altiplano occidental de Guatemala.

El Museo de Sitio de Zaculeu (Huehuetenango) exhibe los principales hallazgos hechos en ese complejo arqueológico de origen maya.

El Museo Sylvanus G. Morley (Tikal, El Petén) posee una gran colección de objetos retirados del mayor sitio arqueológico conocido de la cultura maya precolombina. El gran túmulo del Templo I fue reconstruido.

El pequeño Museo Regional Verapacense (Cohan, A.V.) exhibe materiales arqueológicos y etnológicos de la región. Está siendo reorganizado en este momento.

El Museo Regional de la Democracia (Escuintla) contiene una colección de objetos arqueológicos de la costa sur de Guatemala. En la plaza de la ciudad, enfrente al museo, pueden ser vistas piezas esculturales típicas de la región.

OTROS MUSEOS

La capital de la República es la sede del Museo de Historia Natural (Universidad de San Carlos), el Museo de Armas y Heráldica (Ministerio de Defensa) y el Museo Archiepiscopal.

En la ciudad de Antigua se encuentra el Museo de Arte Popular y Artesanía, que forma

parte de la universidad, y la casa del Sr. Wilson Popenoe, que puede ser visitada por el público. Otros museos son el Museo de la Casa de Cultura Occidental de Quezaltenango y el Museo de la Casa Histórica, antigua residencia de Rafael Álvarez, el compositor del himno nacional del país, en Comalapa, Chimaltenango.

PROYECTOS

Un plan director está siendo elaborado para el Parque Metropolitano, donde están ubicados los museos nacionales de arqueología y etnología, historia y artes plásticas e historia natural. Este plan prevé la construcción de nuevos museos de antropología e historia natural y la división del Museo Nacional de Historia y Bellas Artes en un Museo Nacional de Historia y un Museo Nacional de Arte Moderno. Un Museo Nacional de Arte Popular y Artesanía, con una tienda al lado, también deberá ser construido en el área.

La reorganización del Museo Nacional de Arqueología y Etnología, para adaptarlo a las necesidades del museo moderno, está siendo estudiada en este momento. Están siendo elaborados planes para mejorar los museos de la ciudad de Antigua y para establecer un nuevo museo, que llevará el nombre de Museo de la Ciudad.

Operaciones previstas por el Instituto de Antropología e Historia incluyen la reorganización del Museo Regional Verapacense y la construcción de un museo en El Petén. El plan director del Parque Nacional de Tikal prevé la construcción de un nuevo edificio para albergar un museo y se espera que un museo de sitio arqueológico sea construido en el complejo arqueológico de Mixco Viejo.

Algunas entidades privadas están elaborando planes para establecer nuevos museos en cooperación con el Instituto de Antropología e Historia, incluso museos regionales en Retalhuleu y Santa Lucía Cotzumalguapa, en la región sur de Guatemala.

Resumiendo, podemos afirmar que Guatemala, que planea reorganizar sus museos actuales y crear nuevos museos, tendrá condiciones de cumplir las decisiones de la Mesa Redonda con relación al papel de los Museo en la América Latina de hoy definiendo principios generales, haciendo hincapié en la importancia del patrimonio nacional, atribuyéndole un papel en la vida comunitaria y haciendo que las exposiciones más comprensibles para los visitantes, sin proyectar museos de lujo. Además, en lo que se refiere a la educación, los planes incluyen el mejoramiento de los servicios educativos prestados por los museos mediante la descentralización de sus colecciones y la creación de programas de capacitación en los diferentes niveles de enseñanza.

☼ TRADUCIDO DEL INGLÉS

PANAMÁ
RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN

Panamá, con una población de aproximadamente 1,5 millón de habitantes, tiene apenas tres museos. El mayor y más importante de ellos, el Museo Nacional, está ubicado en la capital. Los otros dos, situados en la provincia de Los Santos, son el Museo Belisario Porras, en Las Tablas, que es un museo histórico, y el Museo Folclórico Manuel F. Zarate, que funciona en Guarare.

El Directorio del Patrimonio Histórico del Instituto Nacional de Cultura y Deporte, al cual los museos son subordinados, tiene planes de crear más museos en todo el país.

Una rápida mirada a la historia del Museo Nacional revela cómo se desarrolló como institución en Panamá. Panamá conquistó su independencia en 1903. La Convención Nacional, que se reunió en 1904, asignó recursos para la construcción del Museo Nacional como parte de un amplio programa de obras públicas.

En 1906, la Secretaría de Educación Pública y Justicia le encargó al Dr. H. D. Lupi, un ciudadano ecuatoriano, la creación de colecciones relacionadas con las ciencias naturales para que fueran la base de acervos futuros del museo. El museo fue inaugurado el 3 de noviembre de 1906 con una exposición de productos naturales y artefactos de Panamá, bajo la dirección de un científico venezolano, el Dr. R. T. Marquis.

Desde el comienzo, el museo enfrentó dificultades, principalmente debido a la falta de espacio, ya que el edificio en el cual debería funcionar nunca llegó a ser construido. Por ese motivo, comenzó a funcionar en tres pequeñas salas de un establecimiento de enseñanza superior. A pesar de las dificultades iniciales, comenzó a funcionar con cuatro secciones: mineralogía, arqueología, historia y artes y oficios locales.

Al año siguiente, el museo fue ascendido a la categoría de Instituto de Enseñanza Secundaria y, en 1910, después de la creación del Instituto Nacional de Panamá, pasó a ser administrado por dicho instituto. Continuó funcionando principalmente como una institución educacional, pero la falta de espacio y recursos y el final del contrato de su director lo obligaron a cerrar sus puertas.

En 1927 fue restablecido por determinación de un gobierno consciente de la importancia y valor del patrimonio historial nacional y que deseaba fortalecer la autoconsciencia nacional. Sin embargo, no ha recibido los recursos oficiales que tanto necesitaba.

En 1969, fue transferido a una hermosa mansión en el elegante barrio la Exposición, donde funciona actualmente. Su ubicación es muy buena, ya que la mayoría de las escuelas del país también está ubicada en la misma área, y el museo acabó convirtiéndose en un importante centro de suplementación escolar. Pasó a ofrecer clases de diseño y ciencias naturales con el objetivo de incentivar la creación de museos escolares.

En ese período, las colecciones del museo registraron un gran crecimiento gracias a donaciones generosas de particulares y a los esfuerzos de la Sociedad de los Amigos del Museo. Después de dirigir el Museo Nacional durante 44 años, El Dr. Alejandro Méndez fue sustituido por una eminente antropóloga, la Dr. Reina Torres de Arauz.

Como parte de la política del gobierno de mejorar las entidades e instituciones establecidas y de identificar soluciones para los problemas del país, fue creado el Instituto Nacional de Cultura y Deporte, con la Dirección del Patrimonio Historial Nacional como una de sus unidades, cuyo Departamento de Museos controla a los museos del Estado. Además del Departamento de Museos, este Directorio incluye un Departamento de Búsquedas Científicas responsable de la realización de investigaciones antropológicas, arqueológicas, históricas, etno-históricas y lingüísticas.

Dicho departamento contribuye específicamente al trabajo del museo. Actualmente, está involucrado en una iniciativa de diversificación de los museos. Uno de sus proyectos es la creación de un Museo Nacional de Antropología y de un Museo de la República y también está prevista la creación de museos históricos en Panamá La Vieja y Portobelo y una Casa de la Tradición en el edificio colonial en que fue firmada la proclamación conocida como el Primer Grito de Independencia, en 1821. El Departamento de Museos está prestando una importante asistencia técnica a diversos museos escolares. Está creando un inventario general del patrimonio cultural de la nación.

La Mesa redonda realizada en Santiago de Chile coincidió con el lanzamiento, realizado por el Gobierno del Panamá, en 1968, de una política de renovación y reforma del antiguo sistema. Esa política, que es nacionalista en sus objetivos, refleja la profunda crisis por la cual la humanidad está pasando. La nación en su conjunto está empeñada en encontrar, por diversos medios, un sentido de nacionalidad propia y actualmente sabe que el sentido de identidad de una nación hunde sus raíces en el legado de las generaciones pasadas. Asimismo, es importante fomentar un sentido de confianza en el futuro entre la población, apoyándose en los ideales de la autodeterminación y en su derecho de explotar sus recursos naturales y formular políticas nacionales propias.

Como instituciones culturales, los museos del Panamá no dejaron de ser afectados por la era de modificaciones radicales que se aproxima. Su principal actividad ha sido fomentar valores espirituales entre la población escolar. Como resultado, las visitas a esas instituciones aumentaron.

Actualmente, es de esperar que planes nacionales de desarrollo sean adoptados para elaborar planes para el futuro y ayudar a concienciar a la población sobre los problemas que el país está enfrentando.

Este breve relato reveló que el Museo Nacional pasó por un prolongado período de inactividad y que ahora, en esta octava década del siglo XX, se está preparando para desempeñar un rol activo en el desarrollo de planes nacionales necesarios para enfrentar a las profundas modificaciones económicas, sociales y culturales que tendrán lugar en el futuro.

✻ TRADUCIDO DEL INGLÉS

PERÚ

FEDERICO KAUFFMANN DOIG

Sería injusto comenzar este artículo subestimando el desarrollo logrado por los museos peruanos a lo largo de su siglo y medio de existencia. El hecho es que la actividad museológica es apenas uno de los elementos de una estructura mayor, de la cual depende. Consecuentemente, si comparamos el desarrollo de nuestros museos con el observado en países "ricos", su situación más precaria se vuelve ostensiva. Sin embargo, lo mismo no se puede decir, cuando comparamos esa situación con la que es posible observar en países que, como Perú, son considerados "en vías de desarrollo".

En esos países, el "progreso" de los museos es muy relativo, dependiendo del grado de desarrollo de sus estructuras sociales y económicas. Esto nos permite, en primer lugar, plantear el problema en el contexto correcto de las condiciones concretas de la vida de la nación. Así, no caeremos en el error de criticar envidiosamente las grandes conquistas tecnológicas y los poderosos recursos económicos de instituciones hermanas en países ricos. Y aceptaremos el hecho de que es posible esperar mucho más de lo que la estructura nacional permite.

Una actitud realista con relación a cuáles deben ser los objetivos de la política museológica nacional no implica asumir una actitud pasiva. Por el contrario, una actitud realista, la plena conciencia de la situación nacional y de sus limitadas posibilidades y diferentes necesidades son capaces de generar una planificación adecuada y posibilitar una contribución fundamental del sector museológico, en consonancia con las efectivas necesidades

de la vida nacional. No se debe, por lo tanto, imitar indiscriminadamente las realizaciones y metas de la museología de los países más ricos. Es posible que la museología de esos países se oriente, exitosamente, hacia objetivos sintonizados con sus coyunturas nacionales específicas. No obstante, en países en vías de desarrollo como Perú la situación nacional es diferente. Por lo tanto, es importante que esas naciones se empeñen en lograr objetivos adecuados a sus condiciones, dentro de sus propias fronteras.

En el mundo entero, la museología incluye funciones básicas que le son tradicionalmente propias en términos de acervos, investigación, conservación y exposiciones. En Perú, esas funciones están siendo desempeñadas con grados variables de eficacia, de acuerdo con los recursos tecnológicos y humanos disponibles.

Hay, indiscutiblemente, una tarea adicional que la situación nacional peruana le impone a sus museos, que ha sido completamente ignorada hasta este momento, a pesar de su gran importancia.

En países como el nuestro, los museos, tomando en cuenta la posición que ocupan y sus recursos materiales y humanos, también deben contribuir, en alguna medida, a la superación de problemas nacionales básicos. Específicamente, ellos deben participar en la lucha contra el subdesarrollo, la injusticia social y económica y la dependencia de las potencias extranjeras.

Es esencial aliarse a los postulados fundamentales de la justicia, cuyo reino deseamos ver creado entre los hombres y las naciones. Es de importancia secundaria si una u otra ideología sale victoriosa con esta acción, ya que los elementos más importantes de ambas están basados en los mismos argumentos. Con toda franqueza y sin prejuicios, en países como Perú, los museos deben, de acuerdo con ese criterio, añadir la propaganda a sus tareas tradicionales: un tipo de propaganda concebido para llevar adelante una conciencia en el hombre, con la ayuda de la historia, para que pueda ser capacitado con miras a crear una sociedad más humana a partir de acciones llevadas a cabo en el ámbito nacional.

La forma que la acción debería tener. Esas acciones deberían consistir en una exposición de gran escala que, basada en diferentes aspectos de los problemas enfrentados por la nación, pudiera ofrecerle al público general la oportunidad de entender la forma en que esos temas fueron tratados en el pasado — si fueron abordados satisfactoria o inadecuadamente, con o sin dificultades. La contemplación debe incentivar la reflexión sobre el pasado y el futuro. El pasado proporcionaría apenas el “telón de fondo”. Por ejemplo, el tema “alimentos” puede ser utilizado para presentar un panorama de la agricultura comenzando en la era prehispánica, pasando por el período colonial, llegando hasta el día de hoy y proyectándose hacia el futuro (técnicas, culturas, tareas específicas, sistemas de cultivo, rebeliones de campesinos, folclore, etc.). De la misma manera, el tema “minería” incluiría la metalurgia prehispánica, seguida de la explotación de minas durante el período colonial, llegando a la minería actual previendo un futuro en que la minería será una fuente de riqueza nacional, etc.

Dónde y cómo. No en las austeras instalaciones que albergan a los museos hoy en día — porque ellos son instituciones especializadas, y muchos visitantes pueden no tener deseos de volver a ellas después de su primera visita. Son locales en los cuales, en términos generales, no son ofrecidas ni siquiera las explicaciones más elementales y que generan, tradicionalmente, una sensación de frustración y tedio. Las nuevas instalaciones deben ser agradables y estar ubicadas en las proximidades de lugares de recreación. La exposición en sí debe ser proyectada para proporcionar una actividad interesante a las masas (no a los turistas, que son atendidos por el tipo tradicional de museo). Completamente moderna en su concepción, la exposición debe ser atractiva y llamativa. Los títulos descriptivos deben ser cortos y, principalmente, presentados en letras grandes, con textos explicativos menores, de tipo más académico para visitantes interesados en familiarizarse con más detalles. Deben ser usados métodos modernos de exhibición y, cuando sea posible, se debe ir más allá de los límites todavía inexplorados en materia de diseño. Se debe abandonar el abordaje de exponer miles de objetos simplemente para ser vistos. Las exposiciones deben “hablar”; ellas deben cobrar vida y tener sus cualidades destacadas con recursos de sonido, iluminación y otros. Ellas deben hacer más que ofrecer informaciones estereotipadas históricas, arqueológicas o artísticas. Más aún — y esa es la característica más importante — ellas deben mostrar cómo el pasado está estrechamente vinculado al presente.

Los organizadores. No necesitan ser, necesariamente, curadores de museos. Un nuevo objetivo exige la colaboración del hombre con una nueva perspectiva, que debe, no obstante, aportar a dicha colaboración sus habilidades y conocimientos técnicos. Este nuevo emprendimiento debe ser confiado a personas profundamente concientes de los problemas nacionales. Deben contar con la asistencia no apenas de expertos del museo, sino también de artistas en diversas esferas y de expertos en técnicas de exposición y publicidad. Este proyecto no debe ser entregado a la iniciativa privada ni ser financiado por subvenciones privadas. La nueva organización debe ser auspiciada por el gobierno. Debería estar subordinada al Sistema Nacional de Movilización Social. Este tema está por encima de cualquier otro interés menor. Necesitamos caminar en terreno firme, desde el punto de vista gubernamental, para que la nueva organización pueda servir a los objetivos de la administración nacional.

Más que cualquier otro de los museos del país, esta nueva organización sería capaz, con la ayuda de curadores, de establecer el nuevo estándar de la museología tanto en relación al aspecto innovador aquí mencionado, como a las funciones tradicionales atribuidas a los museos.

No apenas en la capital. Como la gran exposición *Los Peruanos Ayer, Hoy y Mañana* anteriormente propuesta, otras exposiciones, capaces de ofrecer una sinopsis panorámica o de abordar temas específicos deben ser organizadas en ciudades diferentes y en todos los rincones del país.

Las ideas relacionadas a ese objetivo y la estrategia para su realización que son propuestas aquí como una nueva tarea que debe ser asumida por los museos en Perú derivan, naturalmente, del estimulante debate realizado en Santiago de Chile.

✂ TRADUCIDO DEL INGLÉS

URUGUAY

HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO

Algunos de los museos más importantes de nuestro país son administrados por el gobierno central, por intermedio de sus diversos ministerios, y otros por las autoridades municipales del departamento en el cual funcionan.¹²

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y CULTURA

El Museo Histórico Nacional colecciona, mantiene y exhibe materiales relacionados con la historia de la república y el patrimonio nacional con fines educativos. Auspicia y desarrolla proyectos de investigación sobre el pasado de la nación. Incluye los siguientes monumentos históricos: la Casa del General Fructuoso Rivera, donde funcionan las principales oficinas del museo; la Casa del General Juan A. Lavalleja; el Museo del Romanticismo; otros dos museos, cada uno de ellos dedicado a un tema individual — la Casa de Herrera y la Casa de Batlle.

El Museo Nacional de Artes Plásticas colecciona, mantiene y exhibe, mediante la realización de exposiciones temporales y permanentes de obras de arte, particularmente de obras producidas en Uruguay y en otros países de América Latina. También auspicia y promueve estudios sobre las artes en el Uruguay.

El Museo de Artes Decorativas colecciona y mantiene muebles y obras de arte de diferentes períodos de la sociedad uruguaya.

El Museo Nacional de Historia colecciona, mantiene y exhibe colecciones relacionadas con las ciencias naturales, particularmente las de Uruguay, con fines educativos. Auspicia y desarrolla proyectos de investigación en el campo de las ciencias naturales.

El Museo y Escuela Cívica Juan Zorrilla de San Martín, antigua casa del poeta, mantiene los muebles, biblioteca y obras de arte que la adornaban en el pasado. Diversos materiales documentales sobre su vida y obra también son expuestos y los valores cívicos y morales por los cuales él luchó son ilustrados y exhibidos al público.

El Museo Regional de Maldonado (Departamento de Maldonado) colecciona, mantiene y realiza exposiciones de materiales históricos, arqueológicos y artísticos representativos del departamento con fines educativos.

El Museo del Indio y del Gaucho (Departamento de Tacuarembó) colecciona, mantiene y realiza exposiciones de materiales relacionados con la vida y costumbres del indígena y del gaucho con fines educativos.

MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL

El Museo Aeronáutico colecciona, mantiene y realiza exposiciones de originales y réplicas de aviones históricos y piezas y modelos que ilustran el desarrollo de técnicas de aviación.

El Museo Militar colecciona, mantiene y realiza exposiciones de armas usadas por el ejército nacional en las guerras de independencia y en revoluciones. Está en proceso de reorganización. El Museo Naval está en fase de proyecto.

SECRETARÍA MUNICIPAL DE MONTEVIDEO

El Museo Municipal de Bellas Artes Juan Manuel Blanes realiza exposiciones de pinturas, esculturas, dibujos y grabados de artistas uruguayos.

El Museo Municipal de Historia colecciona, mantiene y realiza exposiciones de obras singulares y de importantes acervos que ilustran diferentes épocas de la historia de Montevideo, con fines educativos. El museo auspicia y desarrolla estudios sobre la historia de la ciudad. Los pabellones del Parque Fernando García, que albergan una colección de medios de transporte públicos usados en la capital, son anexos del museo.

El Museo de Historia del Arte tiene los siguientes objetivos: (a) ofrecer un servicio de suplementación escolar, colocando a disposición de los profesores filminas que ilustran la historia del arte desde los tiempos prehistóricos hasta la actualidad. Su colección incluye desde diagramas y mapas hasta fotografías de diversas obras de arte y objetos artesanales;

¹² Hay otros museos y instituciones que pertenecen a particulares, la mayoría de los cuales tiene acervos limitados de obras de arte o de ciertos tipos de artefactos.

(b) fomentar la divulgación de la cultura: esta actividad es más ampliamente desarrollada en las galerías de historia del arte y por medio de exposiciones temporales de arqueología, epigrafía, artesanía, herramientas y todas las formas de expresión artística, incluso arquitectónica.

El Museo Zoológico Dámaso A. Larrañaga expone dioramas zoológicos en escenarios típicamente uruguayos, con especies características de animales con fines educativos. Los especímenes expuestos ilustran la evolución de las principales especies nativas y también expone colecciones de sus grupos más importantes, organizados en series.

El Parque Zoológico Pereira Rossel (Villa Dolores) expone especies de animales originarios de diferentes áreas. Conferencias para escuelas primarias son proferidas por profesores del nivel básico de enseñanza.

El Parque Zoológico Lecocq brinda una amplia área para cría y exposición de especies en su habitat natural.

El Planetario Agr. Germán Barbato brinda diversos cursos sobre astronomía y ciencias afines: (a) curso para alumnos del 1º al 6º de la enseñanza básica impartido por profesores de escuelas de nivel primario especializados en astronomía y en el uso de sus instrumentos; (b) curso para alumnos del 4º año de enseñanza secundaria; (c) un curso para el público general que consiste en 10 conferencias semanales concebidas para mantener al hombre común a la par de los últimos avances de la astronomía, astronáutica y ciencias afines.

Los Jardines Botánicos. Especímenes característicos de la flora local y regional son cultivados y exhibidos en esos jardines. Hay también un área de conservación de especímenes exóticos de la flora. En esos jardines los alumnos de enseñanza primaria y secundaria reciben explicaciones ofrecidas por especialistas.

En lo que atañe a la Mesa Redonda realizada en Santiago de Chile, está prevista la realización de una reunión de los directores de los museos anteriormente mencionados para discutir su informe final. En esa reunión, serán consideradas con especial atención recomendaciones generales y otras orientaciones que puedan ser aplicadas a los museos interesados en temas rurales y urbanos o en el desarrollo científico y tecnológico y en su relación con la educación a lo largo de la vida.

Serán enfatizadas las ventajas de la planificación de exposiciones de carácter global, una de las ideas más importantes presentadas en la reunión.

Otro objetivo será la creación de una Asociación de Museólogos, que se afiliará a la Asociación Latinoamericana de Museología y al ICOM.

También serán consideradas con atención las resoluciones sobre la educación a lo largo de la vida y la necesidad de involucrar a los educadores en el trabajo de los museos, participando como consultores y guías educativos en visitas a museos de grupos de alumnos de enseñanza primaria y secundaria, como ya está sucediendo en el Jardín Zoológico y en el Planetario Municipal.

APÉNDICES

I. PRINCIPIOS BÁSICOS DEL MUSEO INTEGRAL

Los miembros de la Mesa Redonda sobre el Papel del Museo en la América Latina de Hoy, analizando los relatos de los moderadores sobre los problemas del medio rural, del medio urbano, del desarrollo científico y tecnológico y de la educación a lo largo de la vida, tomaron conciencia de la importancia de estos temas para el futuro de la sociedad latinoamericana.

Concordaron en que la solución de dichos problemas depende de la adecuada comprensión, por parte de la comunidad, de los aspectos

técnicos, sociales, económicos y políticos involucrados.

La toma de conciencia sobre la situación actual y las posibles soluciones alternativas fue considerada un paso esencial para llegar a la integración prevista. En ese contexto, los miembros de la Mesa Redonda creen que el museo puede y debe jugar un rol decisivo en la educación de la comunidad.

SANTIAGO, 30 DE MAYO DE 1972.

2. RESOLUCIONES ADOPTADAS POR LA MESA REDONDA DE SANTIAGO DE CHILE¹³

1. RUMBO A LA MUTACIÓN DE LOS MUSEOS LATINOAMERICANOS

CONSIDERANDO

Que los cambios sociales, económicos y culturales que están ocurriendo en el mundo y, particularmente, en muchas áreas subdesarrolladas, representan un reto para la museología.

Que la humanidad está pasando por una profunda crisis; que la tecnología produjo un enorme avance de la civilización que no es acompañado por el desarrollo cultural; que esto llevó a un desequilibrio entre países que lograron un gran desarrollo material y otros que permanecen en la periferia del desarrollo y todavía son esclavizados como resultado de su historia; que la mayoría de los problemas revelados por la sociedad contemporánea hunde sus raíces en situaciones de injusticia y no puede ser resuelta hasta que esas injusticias sean corregidas¹⁴.

Que los problemas involucrados en el progreso de las sociedades en el mundo contemporáneo exigen una visión global y un tratamiento integrado de sus diversos aspectos; que la solución no se limita a una única ciencia o campo de conocimiento; que la decisión sobre las mejores soluciones y su puesta en marcha no pertenecen a un único grupo social, sino que requiere la participación plena, consciente y comprometida de todos los sectores de la sociedad.

Que el museo es una institución al servicio de la sociedad de la cual es una parte inseparable y, por su propia naturaleza, contiene los elementos que le permiten ayudar a moldar la conciencia de las comunidades a las cuales sirve; que puede contribuir a incentivar la participación de las comunidades, proyectando sus actividades históricas para que culminen en la presentación de problemas contemporáneos, es

decir, conectando pasado y presente, identificándose con los cambios estructurales indispensables y provocando otros cambios adecuados a su contexto nacional específico.

Que ese abordaje no niega el valor de los museos existentes, ni implica abandonar los principios de los museos especializados; que se presenta como el curso más racional y lógico de desarrollo para el museo, para que pueda responder mejor a las necesidades de la sociedad; que, en algunos casos, el cambio propuesto puede ser introducido de forma gradual o en carácter experimental y, en otros, debe suministrar la orientación básica.

Que la transformación de las actividades del museo exige un cambio gradual de la mentalidad de curadores y administradores y de las estructuras institucionales de las cuales son responsables; que, además, el museo integrado exige la asistencia permanente o temporal de expertos de diversos campos del conocimiento, incluso de las ciencias sociales.

Que el nuevo tipo de museo, por sus características específicas, parece ser el más adecuado para funcionar como un museo regional o un museo para centros poblacionales de pequeño y mediano porte.

Que, basándose en las consideraciones anteriormente mencionadas, y tomando en cuenta que el museo es una institución al servicio de la sociedad que adquiere, preserva y promueve, con fines educativos, culturales y de estudio, exposiciones representativas de la evolución natural y humana, la Mesa Redonda sobre el Papel del Museo en la América Latina de Hoy, convocada por la Unesco en Santiago de Chile, del 20 al 31 de mayo de 1972,

¹³ El texto a continuación es una traducción de la publicación de la Revista Museum, por tanto presenta pequeñas diferencias con el texto original en español. Para conocer la versión original en español, consulte el volumen I de esta publicación

¹⁴ El preámbulo anterior fue aprobado por mayoría de siete votos a favor (Mario Vázquez, Raúl González Guzmán, Hernán Crespo Total, Diego Luis Gómez Pignataro, Luis Luján Muñoz, Carlos de Sola y Federico Kauffmann Doig), y cuatro votos en contra (Mario E. Teruggi, Lygia Martins-Costa, Enrique Enseñat y Héctor Fernández Guido), que discordaron sobre algunos de los términos empleados.

En general

1. Que los museos deben ampliar sus perspectivas para incluir otras áreas además de aquellas en que se especializan, con miras a generar una concienciación sobre el desarrollo antropológico, social, económico y tecnológico de los países de América Latina, recurriendo a los servicios de consultores en la orientación general de los museos.
2. Que los museos deben intensificar su trabajo de recuperación del patrimonio cultural y utilizarlo para lograr fines sociales, con miras a evitar su dispersión y retirada de América Latina.
3. Que los museos deben colocar a disposición sus acervos de la forma más conveniente posible a investigadores calificados y, en el mayor grado posible, a instituciones públicas, religiosas y privadas.
4. Que las técnicas tradicionales de museología deben ser actualizadas, con el objetivo de mejorar la comprensión de los visitantes en relación a las exposiciones; que los museos deben preservar el carácter y la atmósfera de instituciones permanentes, sin recurrir al uso de técnicas onerosas y sofisticadas ni de materiales que puedan incentivar la tendencia a una extravagancia inadecuada para las condiciones de América Latina.

Con relación a zonas rurales

- Que los museos deben ser utilizados para ayudar a generar conciencia sobre los problemas de las zonas rurales, por los siguientes medios:
- (a) Exposiciones de tecnologías que puedan ser utilizadas para mejorar a la comunidad;
 - (b) Exposiciones culturales que presenten soluciones alternativas

En relación a zonas urbanas

- Que los museos deben ser utilizados para ayudar a generar conciencia sobre los problemas de las zonas rurales, mediante la utilización de los siguientes medios:
- (a) Los museos de la ciudad deben enfatizar especialmente el desarrollo urbano y sus problemas, tanto en sus exposiciones como en sus trabajos de investigación;
 - (b) Los museos deben organizar exposiciones especiales que representen los problemas del desarrollo urbano contemporáneo;

Con relación al desarrollo científico y tecnológico

- Que los museos deben ser utilizados para ayudar a generar una concienciación más amplia de la necesidad de mayor desarrollo científico y tecnológico, por los siguientes medios:
- (a) Los museos deben incentivar el desarrollo tecnológico, basándose en las condiciones reales de la comunidad;
 - (b) Los museos deben ser incluidos en las agendas de reuniones de

En relación a la educación a lo largo de la vida

- Que los museos deben intensificar su función de ser el mejor agente posible de educación a lo largo de la vida para la comunidad en general, utilizando todos los medios de comunicación, por los siguientes medios:
- (a) Instituir en los museos que no lo tienen un servicio educativo dotado de equipos y recursos adecuados para desempeñar su papel didáctico dentro y fuera del museo;
 - (b) Incluir dentro de la política educativa nacional los servicios que serán ofrecidos regularmente por los museos.
 - (c) Difundir programas audiovisuales relativos a temas importantes

- (c) Con el auxilio de museos de gran porte, deben ser organizadas exposiciones en suburbios o zonas rurales, para que las poblaciones locales conozcan las posibilidades y desventajas de la vida en las grandes ciudades;
- (d) Debe aceptarse la oferta del Museo Nacional de Antropología de la Ciudad de México de experimentar las técnicas de museología del museo integral, organizando una exposición temporal de interés para América Latina.

- para los problemas sociales y ecológicos, con miras a aumentar la concienciación del público y fortalecer los lazos nacionales:
- i. Exposiciones relativas a las zonas rurales en museos urbanos;
 - ii. Exposiciones itinerantes;
 - iii. Creación de museos de sitio arqueológico.

- (c) Los museos deben fomentar la divulgación de aspectos de la ciencia y tecnología, descentralizándose por medio de la organización de exposiciones itinerantes.

- para ser utilizados por escuelas, incluso en zonas rurales;
- (d) Utilizar materiales duplicados con fines educativos, mediante un sistema de descentralización;
 - (e) Las escuelas deben ser incentivadas a crear acervos y organizar exposiciones de objetos de su patrimonio cultural;
 - (f) Establecer programas de capacitación para profesores en diferentes niveles educativos (primario, secundario y universitario).
- Esas recomendaciones ratifican las que fueron formuladas en varios seminarios y Mesas Redondas sobre museos organizados por la Unesco.

2. PARA LA CREACIÓN DE UNA ASOCIACIÓN LATINOAMERICANA DE MUSEOLOGÍA

CONSIDERANDO

Que el museo es una institución permanente y que está al servicio de la sociedad que adquiere y, sobre todo, expone para fines educativos, culturales y de estudio, temas representativos de la evolución natural y humana;

Que, particularmente en la región de América Latina, el museo debe responder a las necesidades de las grandes masas populares deseadas de conquistar una vida mejor y más próspera por medio del conocimiento de su patrimonio natural y cultural, tanto pasado - como presente, tarea que, en países más desarrollados, es realizada por otros órganos;

Que, salvo raras excepciones, los museos y museólogos de América Latina

encuentran dificultades de comunicación debido a las grandes distancias geográficas que separan unos de los otros y del resto del mundo;

Que la importancia y las potencialidades de los museos para la comunidad todavía no son plenamente reconocidas por las autoridades ni por todos los sectores del público;

Que en la VIII Conferencia General del ICOM en Munich y en la XIX Conferencia General en Grenoble, los museólogos latinoamericanos presentes mencionaron la necesidad de crear una organización regional.

La Mesa Redonda sobre el Papel del Museo en la América Latina de Hoy, realizada por la Unesco en Santiago de Chile, del 20 al 31 de mayo de 1972,

DECIDE

1. Crear la Asociación Latinoamericana de Museología (ALAM), abierta a todos los museos, museólogos, museógrafos, investigadores y educadores empleados por museos, para los siguientes fines y por los siguientes medios:

Ofrecer a la comunidad regional los mejores museos, basándose en la experiencia plena de todos los países de América Latina;

Instituir un medio de comunicación entre museos y museólogos latinoamericanos;

Fomentar la cooperación entre los museos de la región a través del intercambio y préstamo de acervos y del intercambio de informaciones y de personal especializado;

Crear un órgano oficial para expresar los deseos y las experiencias de los museos y de la profesión en relación a sus propios miembros, a la comunidad, a las autoridades públicas y a otros órganos, afiliando la Asociación Latinoamericana de Museología al Consejo Internacional de Museos, adoptando una estructura organizacional paralela, cuyos miembros sean también miembros del ICOM;

Dividir, para fines operacionales, a la Asociación Latinoamericana de Museología en cuatro secciones correspondientes, provisoriamente, a las cuatro áreas siguientes: América Central, Panamá, México, Cuba, República Dominicana, Puerto Rico, Haití y Antillas Francesas; Colombia, Venezuela, Perú, Ecuador y Bolivia; Brasil; Chile, Argentina, Uruguay y Paraguay.

2. Que quienes firman a continuación, participantes en la Mesa Redonda de Santiago de Chile, se constituyen como Comité Organizador de la Asociación Latinoamericana de Museología y nombran un grupo de trabajo de cinco miembros, siendo ellos cuatro representantes de cada una de las cuatro áreas anteriormente mencionadas y un quinto miembro que participa en calidad de coordinador general; que ese grupo será responsable, en un plazo máximo de seis meses, de:

Elaborar el estatuto y los reglamentos de la asociación;

Acordar con el ICOM formas de acción conjunta;

Divulgar ampliamente a la nueva organización y convocar elecciones para la constitución de los diversos órganos de la ALAM;

Establecer la sede provisoria de esta asociación en el Museo de Antropología de la Ciudad de México;

Instituir el grupo de trabajo anteriormente mencionado, con las siguientes personas representando sus respectivas áreas:

Área 1 - Sr. Luis Diego Gómez (Costa Rica); Área 2 - Dra. Alicia Dussan de Reichel (Colombia); Área 3 - Sra. Lygia Martins-Costa (Brasil); Área 4 - Dr. Grete Mostny Glaser (Chile); coordinador, Profesor Mario Vázquez (México).

SANTIAGO DE CHILE, 31 DE MAYO DE 1972

✻ TRADUCIDO DEL INGLÉS

3. RECOMENDACIONES PRESENTADAS ANTE LA UNESCO POR LA MESA REDONDA DE SANTIAGO DE CHILE

La Mesa Redonda sobre el Papel del Museo en la América Latina de Hoy, realizada por la Unesco en Santiago de Chile, del 20 al 31 de mayo de 1972, presenta a la Unesco las recomendaciones siguientes:

1. Una de las conquistas más importantes de la Mesa Redonda fue identificar y definir un nuevo abordaje para las actividades de los museos: el museo integral, concebido para dar a la comunidad una visión general de su ambiente natural y cultural; la Mesa Redonda sugiere que la Unesco adopte los métodos de divulgación que estén a su alcance para fomentar esa nueva tendencia.

2. La Unesco continuará y extenderá su asistencia a la formación de técnicos de museos - en los niveles tanto intermediario como universitario - tal como lo hace en el Centro Regional Paul Coremans¹⁵.

3. La Unesco promoverá la creación de un centro regional para la preparación y conservación de especímenes naturales, para el cual el actual Centro Regional de Museología de Santiago podría funcionar como núcleo. Además de su función didáctica (formación de técnicos), su función profesional museográfica (preparación y conservación de

especímenes naturales) y de la producción de materiales didácticos, el centro regional desempeñaría un rol importante en la protección de los recursos naturales.

4. La Unesco suministraría instalaciones de investigación y capacitación para técnicos de museos de nivel de educación media.

5. La Unesco recomendaría que los ministerios de la educación y órganos responsables del desarrollo científico, tecnológico y cultural considerasen al museo un medio de difusión del progreso logrado en dichas áreas.

6. Tomando en cuenta la magnitud de los problemas de planificación urbana en la región y la necesidad de informar a las personas acerca de esos problemas en diversos niveles, la Unesco se encargaría de la publicación de una obra sobre la historia, el desarrollo y los problemas de las ciudades de América Latina; esa obra sería publicada en dos versiones: científica y popular. Además, para llegar a sectores más amplios de la población, la Unesco produciría una película sobre ese tema, concebida para atraer a todos los tipos de público.

¹⁵ Centro Latinoamericano de Estudios para la Conservación y Restauración de los Bienes Culturales. Convento de Churubusco, México, 21.

4. LISTA DE PARTICIPANTES DE LA MESA REDONDA DE SANTIAGO DE CHILE

DIRECTOR	Sr. Héctor Fernández Guido, ingeniero, Director del Planetario Municipal Agr. Germán Barbato, Montevideo (Uruguay).
MODERADORES DE DISCUSIONES	Profesor Enrique Enseñat, Facultad de Agronomía de la Universidad de Panamá (Panamá). Sr. Jorge Enrique Hardoy, arquitecto; jefe de investigación del Centro de Estudios Urbanos y Regionales del Instituto Di Tella, Buenos Aires (Argentina). Profesor Mario E. Teruggi, Jefe de la División de Mineralogía y Petrología del Museo de La Plata, La Plata (Argentina). Dr. César Picón Espinoza, Director General de Educación Escolar y Vocacional del Ministerio de Educación, Lima (Perú).
REPRESENTANTES DE LA UNESCO Y DEL ICOM	Sra. Raymonde Frin, Editora de la <i>Museum</i> , Sección de Normas, Investigaciones y Museos, Departamento del Patrimonio Cultural. Sr. Jacques Hardouin, Especialista en Programas, Sección de Desarrollo del Patrimonio Cultural. Sr. Hugues de Varine-Bohan, Director del ICOM, Casa de la Unesco, París (Francia).
PARTICIPANTES	Dra. Teresa Gisbert de Mesa, Directora del Museo Nacional de Arte, La Paz (Bolivia). Sra. Lygia Martins-Costa, Instituto del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional, MEC, Río de Janeiro (Brasil). Dra. Grete Mostny Glaser, Curadora del Museo Nacional de Historia Nacional, Santiago (Chile). Dra. Alicia Dussán de Reichel, Jefe de la División de Museos y Restauración, Instituto Colombiano de Cultura, Bogotá (Colombia). Sr. Luis Diego Gómez Pignataro, Director de la División de Historia Natural del Museo Nacional de Costa Rica. Sr. Hernán Crespo Toral, arquitecto, Director del Museo del Banco Central de Ecuador, Quito (Ecuador). Sr. Luis Luján Muñoz, Director del Instituto de Antropología e Historia, Guatemala (Guatemala). Profesor Mario Vázquez, Subdirector del Museo Nacional de Antropología de México (México). Profesor Raúl Gonzalez Guzmán, Jefe de Museos y Exposiciones, Directorio del Patrimonio Histórico Nacional (Panamá). Dr. Federico Kauffmann Doig, Director de Conservación del Patrimonio Cultural de la Nación, Lima (Perú). Sr. Carlos de Sola, Director General de Cultura, San Salvador (El Salvador).

5. ASOCIACIONES DE MUSEOS; COMITÉS NACIONALES DEL ICOM; REPERTORIOS DE MUSEOS

ASOCIACIONES DE MUSEOS	AMÉRICA LATINA Asociación Latinoamericana de Museos (ALAM), Museo del Banco Central de Ecuador, Quito. (<i>Carta de ALAM</i>) Colegio de Museólogos de la República Argentina, Charcas 8787, Buenos Aires. BRASIL Asociación Brasileña de Museólogos Fundación Casa de Rui Barbosa Calle S. Clemente 134, Río de Janeiro GB. (Boletín: <i>Museología</i> .) Asociación de los Museos de Artes de Brasil Museo de Arte Contemporáneo de la Universidad de São Paulo, Casilla de Correos 22031, São Paulo. (<i>Boletín Informativo</i>) COLOMBIA Asociación Colombiana de Museos (ACOM), Museo del Oro Calle 16, nº 5-41, Bogotá. ALAM (<i>ver instituciones anteriormente mencionadas</i>).
COMITÉS NACIONALES DEL ICOM	ARGENTINA Sr. Carlos M. Gelly y Obes, Director, Museo Histórico Brigadier G. Saavedra, Republiquetas 6307, Buenos Aires. (Presidente) BRASIL Sr. G. Britto Raposo de Cámara Museo Histórico Nacional Plaza Mariscal Ancora, s/n 20000, Rio de Janeiro, RJ. (Presidente) CHILE Sra. Grete Mostny Glaser, Directora Museo Nacional de Historia Natural Casilla 787, Santiago de Chile. (Presidente) COLOMBIA Dr. Álvaro Soto, Director do Museo Nacional de Antropología Carrera 7, nº 28-66, Bogotá. (Corresponsal) CUBA Sra. Marta Arjona, Directora de Museos y Monumentos Palacio de Bellas Artes Animas y Zulueta, La Habana. (Presidente) ECUADOR Sr. Hernán Crespo Toral, Director, Museo do Banco Central, Quito. (Corresponsal) GUATEMALA Lic. Luis Luján Muñoz, Director Instituto de Antropología e Historia Edificio nº 5 de Zona ‘La Aurora’, 13, Guatemala, C.A. (Presidente) HONDURAS c/0 Sr. Director Instituto Nacional de Antropología e Historia de Honduras Avenida Lempira 404, Tegucigalpa D.C. MÉXICO Dr. Ignacio Bernal, Director Museo Nacional de Antropología Bosque de Chapultapec, México 5, D.F. (Presidente)

REPERTORIOS
DE MUSEOS

PANAMÁ
Dra. Reina Torres de Araúz, Directora, Patrimonio Historico Instituto Nacional de Cultura y Deportes Apartado 66A, Panamá 9A. (Presidente)

PERÚ
Dr. Luis Valcárcel Museo Nacional de la Cultura Peruana Av. Alfonso Ugerta 650, Lima. (Presidente)

VENEZUELA
Prof. Miguel Arroyo, Director Palacio de Bellas Artes Los Caobos, Caracas. (Presidente)

AMÉRICA LATINA
Guía de las colecciones públicas de arte en América Latina. Vol. I: *Región do Golfo de México y del Caribe.* Washington, D.C., Unión Panamericana, 1956. 193p.
Guía de museos de América Latina. La Habana, Centro Regional de la Unesco en el Hemisferio Occidental, 1963. 179p.

ARGENTINA
Museología argentina. Guía de instituciones y museos, Ed. Adolfo Enrique Rodríguez. Buenos Aires, Colegio de Museólogos de la República Argentina, 1971. 192p.

BRASIL
Direcciones de los museos brasileños. Ijué, Instituto Regional de Documentación, Museo Antropológico ‘Director Pestana’, 1962. 19p. (mimeo.)
Guía de los museos de Brasil, de Fernanda de Camargo y Almeida.
Río de Janeiro, Editora Expresión y Cultura, 1972. 317p.

COLOMBIA
Registro de los museos de Colombia en 1972, por Alicia Dussán de Reichel.
Bogotá, Ministerio de Educación Nacional, Instituto Colombiano de Cultura, División de Museos y Restauración, 1972. 52 p.

6. CUADRO DE MUSEOS DE BOLIVIA

MUSEOS DE BOLIVIA Localización. Tipo de acervo. Institución gestora. Edificios ocupados		La Paz	MUSEO NACIONAL DE ARTES	MUSEO TIAHUANACO	MUSEO DE ARTE POPULAR	'CASA DE MURILLO'	TIAHUANACO (DEPTO. DE LA PAZ)	MUSEO REGIONAL	SUCRE	MUSEO CHARCAS	MUSEO DE ANTROPOLOGÍA	MUSEO DE LA CATEDRAL	MUSEO SANTA CLARA	'CASA DE LA LIBERTAD'	POTOSÍ	CASA DE LA MONEDA	COCHABAMBA	MUSEO DE ARQUEOLOGÍA	CASA DE LA CULTURA	ORURO	MUSEO MUNICIPAL
TIPO DE ACERVO	Arte colonial		•			•				•		•	•			•			•		
	Arte del siglo XIX									•						•					
	Arte del siglo XX		•							•						•					•
	Arqueología			•				•			•					•		•			•
	Etnografía			•		•					•										
	Folclore				•	•															
	Historia					•								•							
INSTITUCIÓN GESTORA	Ministerio de Educación		•	•	•			•						•							
	Universidades									•	•							•			
	Municipios					•													•		•
	Iglesias											•	•								
	Otros															•					
CONSTRUCCIONES DE INTERÉS ARTÍSTICO O HISTÓRICO	Siglo XVII										•	•	•	•							
	Siglo XVIII		•		•	•										•					
	Siglo XIX																				
	Siglo XX			•																	

autores

HERNÁN CRESPO TORAL. Nació en Cuenca, Ecuador en 1937. Después de estudiar en el Colegio San José en Guayaquil, se graduó en arquitectura en la Universidad Central de Ecuador, Quito. Premiado con una beca de la Unesco en 1958-59 para estudiar museología en la École du Louvre, en París, y para hacer una visita de estudios que lo llevó a Río de Janeiro, Burgos, Roma, Nápoles, México y Guatemala. Actualmente, es director fundador del Museo Arqueológico y de galerías de arte del Banco Central de Ecuador, Secretario Ejecutivo de la Asociación Latinoamericana de Museos (ALAM) y Director Ejecutivo del Instituto Nacional de Antropología e Historia de Ecuador.

LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO. Costarricense. Nació en 1944. Estudió en Costa Rica y Estados Unidos. Graduado por la Universidad de Costa Rica (Departamento de Biología), en 1969. Realizó una importante investigación en vegetales inferiores, especialmente pteridofitos. Publicó cerca de cincuenta artículos sobre temas técnicos, incluyendo paleobiología y zoología. Trabaja en el Museo Nacional de Costa Rica desde 1970, inicialmente como jefe del Departamento de Historia Natural, y ahora como director general de la institución. Editor de ciencias naturales de Brenesia. Miembro de la comisión responsable de la organización de la Asociación Latinoamericana de Museología (1972). Enseñó botánica general, anatomía vegetal y botánica sistémica en la Universidad de Costa Rica.

ALICIA DUSSÁN DE REICHEL. Nació en Bogotá (Colombia), en 1920. Graduada en etnología bajo la dirección de Paul Rivet, París, 1942. Durante su investigación etnológica y arqueológica, viajó por la mayor parte del país, trabajando al lado de su esposo, G. Reichel Dolmatoff, antropólogo del gobierno. Organizó el Museo del Instituto de Etnología de Magdalena en Santa Marta, 1946-1950. Fue asesora técnica del Museo del Oro, Bogotá, 1967. Fue profesora de antropología en la Centro Cultural Americano de Vivienda (Unión Panamericana) y de la Universidad de los Andes. Fue jefe de la División de Museos y Restauración en el Instituto Cultural Colombiano y presidente de la Comisión Nacional de Colombia para ICOM. Publicó diversos trabajos en el país y en el exterior.

ENRIQUE ENSEÑAT. Nació en Panamá. Ingeniero agrícola (*Louisiana State University*). Profesor de política agraria de la Facultad de Agronomía de la Universidad de Panamá desde 1959. Director del Departamento de Agricultura, Panamá, 1949-1950. Miembro del equipo de la Oficina Internacional del Trabajo, Ginebra, 1950-1959. Fundador de la Facultad de Agronomía de la Universidad de Panamá. Rector de esa facultad 1959-1972. Miembro adjunto del Comité FAO/Unesco/OIT Comité Consultivo de Educación Agrícola, Ciencia y Entrenamiento.

HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO. Uruguayo. Profesor e ingeniero industrial. Estudió en el Instituto Tecnológico de Massachusetts (1949) y en el *Bureau of Standards* (1948-1949). Profesor de cosmografía y de física (enseñanza secundaria); profesor de ingeniería eléctrica en la Universidad del Trabajo y en el Instituto de Profesores Artigas (1956-1972); profesor de física (cursos de topografía e ingeniería, 1946-1948); profesor de ingeniería eléctrica (1951-1956); profesor de astronáutica (Escuela Militar de Aviación, 1961-1972). Director del Departamento de Comunicación, Facultad de Ingeniería (1956-1962) y rector (1965-1966); director del Planetario Municipal de Montevideo (1956-1972); director de educación, ciencia y de tecnología (Ministerio de Educación y Cultura). Miembro titular de la Academia Nacional de Ingeniería.

TERESA GISBERT DE MESA. Boliviana. Después de los estudios de Arquitectura realizados en la Universidad Mayor de San Andrés de La Paz, trabajó desde 1951 a 1953 en el Instituto de Arte Diego Velásquez de Madrid. Fue profesora, desde 1954, de Historia del Arte en la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad Mayor de San Andrés. Becaria de investigaciones en el Instituto de Investigaciones en Arte de esa universidad; escribió diversas obras conjuntamente con el arquitecto José de Mesa. Actuó desde 1979 como directora del Museo de Arte Nacional. Miembro de la Academia Nacional de Ciencias de Bolivia y miembro corresponsal de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando (Madrid).

RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN. Panameño. Nació en 1936. Licenciado en filosofía, letras y pedagogía por la Universidad de Panamá. Posteriormente, hizo un curso intensivo en museología y técnicas de investigaciones antropológicas en México. Jefe del Departamento de Museos y de Exposiciones en la Dirección del Patrimonio Histórico del Instituto Nacional y Cultural de Deportes. Profesor especializado en etnografía de Panamá y asistente de la cátedra de antropología de la Universidad de Panamá. Miembro del Centro de Investigaciones Antropológicas y del Programa de Investigaciones Biotipológicas de la Universidad de Panamá. Publicó diversos trabajos sobre la etnografía y la arqueología de Panamá.

JUAN GÓMEZ MILLAS. Chileno. En las Universidades de Chile, París, y Berlín, estudió educación, historia y geografía. Profesor titular de historia en la Universidad de Chile desde 1925. Organizador del Instituto de Formación de Profesores de Enseñanza Secundaria en Caracas, Venezuela (1940-1941). Rector de la Universidad de Chile (1953-1963). Fue ministro de educación en 1913 y después, nuevamente, de 1964 a 1968. Presidente de la Unión de las Universidades Latinoamericanas (1953-1966). Realizó diferentes misiones contratado por Unesco, OEA, participando en congresos, etc., hasta 1971. Doctor honorario de la Universidad de Ann Harbor de Michigan. Publicó obras sobre asuntos educativos y culturales.

JORGE ENRIQUE HARDOY. Argentino. Arquitecto graduado por la Universidad de Buenos Aires. Profesor. Ph.D. en urbanismo y planificación del territorio por la Universidad de Harvard. Actualmente, es director de investigaciones en el Centro de Estudios Urbanos y Regionales del Instituto Torcuato Di Tella, en Buenos Aires, después de ser director de ese centro (1967-1969). Profesor de planificación urbana de la Universidad del Litoral, Rosario (1956-1967); director de ese instituto (1961-1965). Presidente de la Sociedad Interamericana de Planificación (1966-1970). Profesor invitado de la Universidad de Yale (1970); Becario de la Fundación Guggenheim en 1960 y 1968. Autor de diversas obras sobre urbanismo y planificación del territorio, principalmente de América Latina.

FEDERICO KAUDDMANN DOIG. Peruano. Doctor en arqueología (1955) y doctor en historia (1965). Profesor de la Universidad. Posteriormente, cursó museología en Estados Unidos donde fue invitado por la *American Association of Museums*. Director principal del Museo de Arte, en Lima, de 1960 a 1964, y en el período de 1969 a 1971. Director de conservación del patrimonio cultural de la nación y vicedirector del Instituto Nacional de Cultura (1971-1972). Autor de diversos artículos y libros especializados. Vencedor del Premio Nacional de la Cultura.

LUIS LUJÁN MUÑOZ. Guatemalteco. Licenciado en historia, profesor de historia en enseñanza secundaria y de estudios sociales en la Universidad de San Carlos de Guatemala; realizó estudios de arqueología en la Escuela Nacional de Antropología y de Historia de México. Director del Museo Nacional de Historia y de Bellas Artes (1966-1967); del Museo Nacional de Arqueología y de Etnología (1967-1968). Director del Instituto de Antropología y de Historia de Guatemala desde 1968. Presidente de la Comisión Nacional de ICOM. Profesor de la Universidad de San Carlos de Guatemala. Publicó diversos trabajos sobre antropología, historia y folclore de Guatemala.

LYGIA MARTINS-COSTA. Brasileña. Estudió en la Facultad Nacional de Filosofía y en otras instituciones. Graduada en museología. Fue becada para estudiar en el exterior. Conservadora del Museo Nacional de Bellas Artes (1940-1951). Profesora de historia del arte y de crítica del arte en la Universidad de Brasilia (1962-1963). Jefe de la Sección de Artes en el Instituto del Patrimonio Histórico y Artístico Nacional (IPHAN) y responsable de la red de sus museos. Representante del IPHAN ante la Comisión Nacional Brasileña por la Unesco (IBECC) y miembro de varios consejos nacionales interesados en las actividades de museología. Organizó diversas exposiciones artísticas y publicó trabajos relacionados al arte y la museología.

AGRIETE MOSTNY GLASER. Chilena. Estudió en las Universidades de Viena (Austria) y de Bruselas (Bélgica). Jefe de la Sección de Arqueología del Museo Nacional de Historia Natural de Chile (1943-1963). Directora de dicho museo desde 1964. Directora del Centro Nacional de Museología, Santiago de Chile. Profesora de antropología cultural, de prehistoria americana y chilena en la Universidad de Chile (1950-1972). Presidente del Comité Nacional de Chile para el ICOM. Secretaria del Comité Internacional de ICOM para la formación de profesionales de museos y miembro del Consejo Ejecutivo de ICOM. Publicó diversos trabajos, principalmente sobre la prehistoria chilena.

MARIO E. TERUGGI. Argentino. Profesor en tiempo integral y jefe de la División de Minería y de Petrografía del Museo de Ciencias Naturales de La Plata. Fue director de dicho museo y del Museo de Ciencias Naturales Bernardino Rivadavia de Buenos Aires. Autor de 70 trabajos y obras de investigación sobre los temas de su especialidad, publicó diversos estudios relativos a la museología, asuntos generales, lingüística y literatura. Su nombre fue dado a un mineral, teruggita. Participó en diversos seminarios, Mesas Redondas y simposios de la Unesco.

NOTA EDITORIAL

Os trabalhos que tornaram possível esta publicação começaram no início de 2012 a partir da ideia do Presidente do Comitê Intergovernamental do Programa Iberoamericano, José do Nascimento Junior, de convidar a presidente do Movimento Internacional para uma Nova Museología (Minom), Paula Assunção, para atuar como pesquisadora e organizadora de uma publicação sobre a Mesa-Redonda de Santiago do Chile.

Uma vez aceita a proposta, a pesquisadora iniciou os trabalhos pela busca dos arquivos existentes sobre a Mesa na Unesco. Paralelamente, a Direção de Bibliotecas, Arquivos e Museus do Chile, sob a coordenação do Subdiretor Nacional de Museus, Alan Trampe, mobilizou os recursos que estavam ao seu alcance para reunir todos os documentos originais relacionados ao evento ocorrido em 1972.

Na tentativa de fazer o resgate da memória do encontro, contatou-se Hugues de Varine, presidente do ICOM a época da realização da Mesa, que, prontamente, se dispôs a colaborar. Seu inestimável depoimento, gravado em um vídeo que acompanha esta publicação, mostra o quanto os valores e preceitos da Declaração da Mesa-Redonda de Santiago do Chile continuam vigentes na museologia dos dias atuais.

O projeto editorial, composto por dois volumes, cujo projeto gráfico foi desenvolvido pela Radiola Design & Publicidade, procura traduzir a riqueza e a profundidade da documentação produzida para a Mesa, bem como suas repercussões mais imediatas. No primeiro deles, optou-se por apresentar um *fac-símile* dos textos originais da Mesa-Redonda, com o intuito de apresentar um diário arqueológico de toda a informação que foi possível reunir. Completou-se o projeto com traduções para o espanhol, o português, o francês e o inglês, conferindo à publicação uma abrangência correspondente à importância que aquele evento teve para o mundo dos museus.

O segundo volume traz o *fac-símile* da Revista Museum de 1973 (volumen XXV, número 3), dedicada à Mesa-Redonda de Santiago do Chile e à museologia latino-americana, também devidamente traduzido para os mesmos idiomas do primeiro volume desta publicação. É importante destacar que a reedição desse documento só foi possível em virtude da cooperação entre o Programa Iberoamericano, a área de Publicações da Unesco, a Subdireção Geral de Museus Estatais da Espanha e o Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM).

O que se pretende com esse trabalho é, portanto, organizar e divulgar uma vasta e minuciosa gama de informações sobre um momento decisivo para os rumos que a Museologia iria tomar, além de comemorar com entusiasmo os 40 anos da Mesa-Redonda de Santiago do Chile.

MEMÓRIA PARA FALAR HOJE

JOSÉ DO NASCIMENTO JUNIOR

Presidente do Comitê Intergovernamental
do Programa Ibero-museus

A cultura permite aos grupos compartilhar valores humanos, criar novas formas de entender a sociedade, e explorar possibilidades e soluções para o futuro. Se entendemos o papel do museu como um parceiro e companheiro da comunidade, sempre em construção, aberto a novas memórias, um lugar que nos inspira, então acreditamos que a gestão dos museus deve ser investigada, discutida e continuamente explorada e expressa, com o objetivo de mantê-la atualizada e estruturada com a dinâmica do mundo, e a consequente conversão do museu no teto que protege a nossa memória.

A genealogia dessa visão de museu começou a tomar forma nos textos, nas conferências e nos debates que compõem esta publicação e que hoje, transcorrido o tempo, continuam sendo revisitados e se mantêm vivos.

Há 40 anos, em um Chile ainda sob o governo de Salvador Allende, um grupo de profissionais do museu - de alma forte e de visão - se reuniu atendendo a uma convocação da Unesco para discutir, à época, a importância e o desenvolvimento do museu no mundo contemporâneo, em um formato de Mesa-Redonda como novo conceito de interação profissional entre duas áreas de expertise envolvidas: a do museu, especificamente, e a do desenvolvimento econômico e social. Grupo que levantava a bandeira da luta não apenas para definir, mas também para gerenciar políticas que mantenham vigentes os valores dos museus como atores vivos da sociedade e sua contribuição nas áreas de educação e desenvolvimento social. Grupo que introduziu dois novos conceitos de reflexão e curso de ação na área: o de museu integral e o de museu como ação.

O 40º aniversário da realização da Mesa-Redonda de Santiago do Chile e a importância do debate e das conclusões decorrentes, bem como de seu documento final para o setor de museus da América Latina e do mundo resultaram nesta publicação, realizada em colaboração com o Minom - Movimento Internacional para uma Nova Museologia; a Dibam - Direção de Bibliotecas, Arquivos e Museus do Chile; e a Unesco, que reúne a documentação relativa ao encontro.

Para a comemoração da Mesa-Redonda de Santiago do Chile, os representantes de museus da América Latina propuseram, durante o V Encontro Ibero-Americano de Museus (México, 2011), a instituição da Década do Patrimônio Museológico 2012-2022, ratificada pelos ministros de cultura ibero-americanos em Assunção, naquele mesmo ano. Essa iniciativa inclui ações de fortalecimento da área durante esse período, que culminará com a comemoração do cinquentenário da Declaração da Mesa-Redonda de Santiago do Chile, em 2022.

As ações da Década do Patrimônio Museológico 2012-2022 incluem *reafirmar os princípios emanados da Declaração da Mesa-Redonda de Santiago do Chile de 1972 e planejar ações com sentido social e educacional* e, para tanto, estamos trabalhando na compilação de documentos que nos sirvam de história e de memória para a reflexão contínua.

A publicação, composta por dois volumes, pretende, no primeiro, compilar informações extensas - embora não exaustivas - sobre o encontro, uma vez que a história fez com que muitas informações sobre esse encontro fossem relegadas ao esquecimento ou perdidas, mas não a memória dos presentes e daqueles que dela participaram ao longo desses anos. Informações que incluem desde o programa e informações aos participantes, até orientação para a preparação individual da Mesa-Redonda de Santiago do Chile, de onde quero resgatar uma das recomendações da organização aos participantes: "(...) a Mesa-Redonda deverá determinar as soluções que os museus devem dar a determinados problemas da sociedade no processo de transformação e desenvolvimento (...) por essa razão, é necessário que todos os participantes se dediquem durante os próximos três meses a preparar sua participação pessoal.....". Um verdadeiro trabalho integral e responsável, uma contribuição pessoal e profissional para onde confluíram energias lutadoras e reivindicadoras em um período de guerrilhas e revoluções, um período longo de ditaduras na América Latina, que não interrompeu o trabalho realizado para, por e através da cultura - e, nesse caso específico, para abordar o trabalho daqueles que resguardam as memórias. Culturas e Memórias, eixos do debate político da nossa região.

Os documentos também incluem os discursos de abertura apresentando as bases do debate, as resoluções da Mesa-Redonda e suas respectivas recomendações baseadas nas transformações das sociedades e, portanto, na adaptação dos museus e de seus conceitos orientadores, bem como instruções para a continuidade das discussões nesta reunião, como, por exemplo, a necessidade de capacitar os profissionais da área. Essas resoluções se traduziram no grande marco da **museologia social**, em uma referência para as políticas públicas na América Latina, marcando o progresso da área de museus na região durante as quatro décadas seguintes em termos de institucionalização e cooperação.

O segundo volume dessa publicação inclui um produto resultante desta reunião, a revista *Museum* (1973), que compila as diferentes visões e ações dos países participantes e de seus representantes.

A intenção dessa obra, lançada durante o VI Encontro Ibero-Americano de Museus em Montevideu sob o tema: "Museu: território de conflitos. Olhares Contemporâneos nos 40 anos da Mesa-Redonda de Santiago do Chile" pretende, por um lado, resgatar e preservar

e, por outro, reavaliar o trabalho e as discussões, que não têm sido indiferentes à passagem do tempo e nos ajudarão a formar uma visão crítica do que foi feito até agora. Em que se avançou. Onde estamos e aonde queremos chegar. Quais são as discussões atuais e o que nos une nessa iniciativa de uma Década do Patrimônio Museológico 2012-2022 que, embora seja uma celebração da memória, também é a vontade de nos mantermos unidos diante da atual transformação social e em nossos territórios de conflitos e de oportunidades, 40 anos depois.

RECUPERANDO UM TEMPO PERDIDO

ALAN TRAMPE

*Subdiretor Nacional de Museus,
DIBAM, Chile*

Alguns aniversários são motivo de celebração e comemoração. Tratam-se de datas significativas que surgem do interesse por razões especiais. A distância temporal serve de referência e revela, àqueles que se lembram, o atual estado das coisas em relação ao evento comemorado.

Há 40 anos, em maio de 1972, foi realizado um encontro internacional numa agitada e efervescente Santiago do Chile que reuniu um grupo de profissionais entusiastas de museus para conhecer, discutir e apresentar propostas relevantes para o cenário museológico do momento e ideias para melhorar a situação.

Essa reunião previa a continuidade de muitos dos padrões da *nova museologia*, com ênfase em grandes desafios a serem superados para promover a noção de um museu integral e integrado. *Integral* porque aborda aspectos além dos tradicionais, de modo a melhor atender às necessidades das pessoas e promover uma vitalidade cultural das sociedades às quais os museus pertencem. Para isso, seria necessário cruzar fronteiras e enfrentar resistências conservadoras. As funções técnicas de proteger, conservar, documentar, pesquisar e comunicar assumiram outro sentido e claramente já não eram suficientes para satisfazer as expectativas emergentes. Por outro lado, o museu *integrado* é visto como um elemento integral e orgânico de uma estrutura social e cultural maior, como um elo de uma corrente e não mais como uma fortaleza ou ilha com acesso restrito a um grupo pequeno de privilegiados.

Essa reunião traz à tona novamente a discussão sobre a disputa entre o museu tradicional e um novo tipo de museu. As reivindicações da nova museologia refletem-se claramente no espírito da Mesa de Santiago. Seus participantes sonham com museus permeáveis e trans-lúcidos que favoreçam o reencontro com as comunidades por meio de uma comunicação mais calcada no diálogo e inclusiva; museus que assumam a responsabilidade por questões territoriais e por novos, múltiplos e diversos patrimônios; museus que sejam reconhecidos como agentes de mudança e promotores do desenvolvimento, que deem um salto qualitativo para se tornarem plataformas sólidas de gestão com vistas a ajudar a melhorar a qualidade de vida das pessoas.

Embora haja diversos exemplos de louváveis declarações de intenções que não se concretizaram na prática e, muito menos, perduraram no tempo, acredito que esse não seja o caso das propostas apresentadas pela Mesa de Santiago. Não por acaso, todos os representantes ibero-americanos concordaram espontânea e unanimemente que as propostas gerais da declaração de 1972 deveriam servir de base e inspiração para a declaração de fundação do Programa Ibero-museus, redigida na cidade de Salvador da Bahia em 2007. Em diversas ocasiões, tive a oportunidade de escutar grandes acadêmicos e profissionais de museus se referirem a essa reunião e seus resultados como um marco indiscutível na museologia, principalmente no que se refere à América Latina.

No caso do Chile, não é de se surpreender que a memória não tenha sido amigável com a nossa comemorada Mesa de Santiago. Posso dizer que, até alguns anos atrás, eram muito poucas as pessoas que sabiam sobre ela e suas repercussões e que, embora esse número tenha aumentado atualmente, ainda não há um reconhecimento adequado da sua importância e contribuição para a museologia. Gostaria de ressaltar que, lamentavelmente, as condições enfrentadas no país após a realização dessa reunião não foram as mais adequadas para divulgar suas propostas e muito menos para implementá-las.

Mas como tudo tem seu tempo, o espírito e parte dos princípios da Mesa de Santiago se reencontraram com os museus chilenos, como um ato de reparação a uma continuidade quebrada e um reconhecimento tardio, porém merecido, à Dra. Grete Mostny, a grande mulher por trás dessa iniciativa que, na função de Diretora do Museu Nacional de História Natural, prestou muitas outras contribuições para a museologia nacional. Antes tarde do que nunca.

Por mais de uma década, os museus chilenos, sobretudo os de pequeno e médio porte mencionados na declaração de 72, vêm trabalhando de perto com comunidades territoriais ou temáticas para estabelecer padrões que permitam responder às necessidades das pessoas e aos desafios relacionados à complexidade patrimonial no século XXI. Definitivamente, não é de se estranhar que a maioria dos nossos museus esteja discutindo e abordando temas como gestão participativa, envolvimento comunitário, avaliação e autoavaliação de processos e produtos, identificação, levantamento e avaliação de novos patrimônios, fortalecimento da vocação social, contribuição para a educação e o desenvolvimento, o olhar e o trabalho interdisciplinar, entre outros.

É necessário lembrar o que foi feito há 40 anos e fazer desse acontecimento um marco. Devemos colaborar com a nossa memória e ajudá-la a não esquecer. Essa tarefa torna-se menos difícil quando aquilo que não queremos esquecer faz sentido hoje, ou seja, não se trata apenas de comemorar um acontecimento com a nostalgia daqueles tempos melhores. Felizmente para nós e graças a eles, hoje nos lembramos das pessoas, dos fatos e das palavras que foram e são importantes e que, como indicado acima, continuam válidas. Ao comemorar esse acontecimento, assumimos o nosso desafio como receptores de um legado que devemos acolher, melhorar e projetar. Devemos nos esforçar para não perder novamente essa continuidade e avançar na criação de museus cada vez melhores a serviço da sociedade.

A MESA DE SANTIAGO PARA PENSAR O FUTURO

PAULA ASSUNÇÃO DOS SANTOS

Presidente do Minom Internacional

Mesmo por ocasião das comemorações de seus 40 anos, a Mesa-Redonda de Santiago do Chile possui a qualidade de direcionar nosso olhar para o futuro. Em 1972, o encontro entre diretores de museus latino-americanos e especialistas de diversas áreas no campo do desenvolvimento gerou a pequena grande revolução que culminou na declaração de Santiago e no conceito do museu integral. No princípio, o impacto da Mesa-Redonda foi limitado, no entanto, ela passou a ganhar força nas décadas seguintes ao passo que movimentos importantes evocavam (e atualizavam) os princípios de Santiago como referência contemporânea e como referência de um futuro melhor para os museus.

O Movimento Internacional para uma Nova Museologia (Minom) é um herdeiro político da Mesa-Redonda de Santiago. Criado em 1984 durante o Primeiro Atelier Internacional de Ecomuseus e Nova Museologia em Quebec (que também reuniu ativistas de museus comunitários, museus locais e museologia popular), o Minom teve e tem um papel importante em enfatizar a dimensão política do conceito do museu integral, isto é, museu como ação, como um instrumento a serviço da sociedade e envolvido na solução de seus problemas. Para o Minom, a Declaração de Santiago oferece os fundamentos para uma (nova) museologia, cuja primeira e principal preocupação é “a melhoria das condições de vida, o desenvolvimento das populações e seus projetos para o futuro” (Declaração de Quebec, 1984).

Os ideais sustentados pela Declaração de Santiago encontraram espaço no pensamento e discurso do campo dos museus, como no caso da adição em 1974 do fragmento “a serviço da sociedade e seu desenvolvimento” na definição de museu do ICOM. Porém na prática, até o final dos anos 90, o espírito da Mesa-Redonda ficou em grande parte circunscrita à nova museologia e suas formas de ação local, e às “museologias alternativas”. O vagaroso mundo dos museus ainda passaria por uma verdadeira revolução ao aproximar-se do fim do século. Pouco antes, em 1992, o seminário “a missão do museu na América Latina hoje: novos desafios”, organizado em Caracas em comemoração aos 20 anos da Mesa-Redonda de Santiago, procurou reanimar e atualizar a ideia do museu integral a serviço do desenvolvimento, enfocando seu potencial de comunicação, como instrumento de diálogo entre diferentes forças sociais e a parceria com as comunidades.

O despertar dos museus na América Latina e no mundo para os desafios do século 21 precisa atender as dinâmicas de uma realidade cada vez mais globalizada, as demandas da participação social e da diversidade cultural. Hoje, museus em todo o mundo assumem um papel ativo na vida que acontece do lado de fora de seus muros. Muitos reconhecem sua responsabilidade em relação aos problemas sociais, atuam em parceria com diferentes grupos, comunidades, organizações e movimentos sociais; como, por exemplo, em projetos de inclusão social, de redes de conhecimento e fóruns de diálogo, por meio de novas gerações de ecomuseus e museus comunitários, etc. O desafio é assumir o compromisso com a transformação (da realidade e de si mesmos, a fim de evitar que parem no tempo!), manter uma atitude autocrítica, redefinir prioridades e formas de ação.

Nesse mundo em movimento, a Mesa-Redonda de Santiago continua a ser uma importante referência nas universidades e em momentos-chave de posicionamento no campo dos museus, como o da criação do Programa Ibermuseus em 2007. Também para o Minom a Mesa-Redonda assume um papel renovado por conta da sociomuseologia. A sociomuseologia - ou museologia social - é uma forma de enxergar e atuar no mundo baseada na crítica e no ativismo sociais por meio de iniciativas comunitárias, acadêmicas e de experimentações nos mais variados tipos de museus. O Minom integra o movimento da sociomuseologia com a convicção de que os museus podem e devem assumir um papel emancipador na sociedade.

O que faz a Mesa-Redonda de Santiago atual em 2012? A Declaração de Santiago tem a cara de seu tempo. Certamente poderíamos fazer diversas atualizações no conceito do museu integral de 1972, porém algo permanece e atravessa o tempo. Os desafios sociais se transformaram, mas certamente não acabaram. Permanece a tomada de posição, o compromisso com a mudança social, permanece o princípio do museu integrado na sociedade e que extrapola suas coleções a favor de uma abordagem integral.

Os documentos da presente publicação permitem de certa forma “desmistificar” a Mesa-Redonda ao lançar luz sobre a dinâmica do encontro e o processo (ainda extremamente atual e difícil) do exercício da crítica ao museu, do momento de tomada de posição; enfim, do processo que visa adaptar os museus às necessidades do tempo e do lugar onde estão inseridos.

A trajetória da Mesa-Redonda nesses 40 anos - as formas como foi ou não utilizada - confunde-se com a própria luta pelo engajamento social dos museus na América Latina e em países como Portugal, Espanha e Canadá. A Mesa-Redonda é componente importante de nossa voz no mundo. Ao mesmo tempo, ela tem um forte apelo universal, podendo exercer um papel fundamental na troca de conhecimentos em tempos de democratização das ferramentas dos museus.

Hoje, a noção de um museu engajado não choca, pelo contrário, aparece cada vez mais como uma necessidade de bandeiras como a do desenvolvimento sustentável, da cidadania e da inclusão. Contudo, nem sempre o discurso (e às vezes nem discurso há) vem acompanha-

do da prática. Há ainda muito que aprender e experimentar. Vivemos um grande momento de descoberta com a intensificação do diálogo internacional e de intercâmbios no campo dos museus. Graças ao diálogo Sul-Sul, por exemplo, descobrimos outro jeito de tratar o papel dos museus no desenvolvimento comunitário; como no Quênia, onde algumas iniciativas de gestão comunitária transformam o patrimônio em fonte de renda coletiva para a construção de escolas ou sistemas de água; ou na África do sul, onde artistas ativistas trabalham em prol da consciência crítica e do envolvimento dos jovens na ação social.

Ao pensarmos no conceito do museu integral, no processo de tomada de posição que levou a formulação da Declaração de Santiago e no uso contemporâneo da Mesa-Redonda como um fio condutor da luta pelo engajamento social dos museus, temos em mãos um instrumento que evoca estratégias valiosas - como a ideia da conscientização e da transformação das formas de se fazer museu em prol da mudança social. Nesse momento de descoberta, de ativismo e de intensificação de diálogos, conhecer a Mesa-Redonda permite ampliar nossa capacidade de troca e compreensão, nos permite mais uma vez pensar no futuro.

MESA-REDONDA DE SANTIAGO DO CHILE

CHRISTIAN MANHART

*Chefe da Sessão de Museus e
Criatividade na Unesco*

O dilema atual para os museus é que, por um lado, as contribuições sociais e econômicas deles esperadas aumentaram drasticamente em importância, enquanto simultaneamente reconhecemos um aumento na destruição do patrimônio cultural em tempos de guerra, bem como o roubo e o tráfico ilícito de antiguidades e o uso intencional indevido do patrimônio cultural para fins políticos.

Em 1960, uma recomendação da Unesco defendeu que os Estados-Membros tomassem todas as medidas necessárias no sentido de assegurar os meios mais eficientes para tornar o museu acessível a todos, independentemente de status econômico ou social. A Recomendação de 1976 emitida pelos Estados-Membros da Unesco tratou do Intercâmbio Internacional de bens Culturais e facilitou a circulação de bens culturais entre instituições culturais em diferentes países, além de sugerir regulamentações relativas a intercâmbios internacionais. E em 1978, a Recomendação para a Proteção de Bens Culturais Móveis incentivou os Estados-Membros a tomarem todas as providências cabíveis, em conjunto com seus respectivos órgãos legislativos nacionais e suas constituições, para proteger bens culturais móveis, inclusive acervos de museus. Embora esses instrumentos datem dos anos 1960 e 1970, continuam mais pertinentes do que nunca para os museus.

Ainda em 1972, um grupo representativo de especialistas em museus da América Latina entendeu os novos desafios dos museus e se reuniu em Santiago do Chile. Esse grupo reconheceu que mudanças sociais, econômicas e culturais constituíam grandes desafios para os museus, às quais estes devem se adaptar para manter sua credibilidade e viabilidade. Esse grupo de especialistas foi o precursor da museologia moderna, uma vez que entendeu logo no início o enorme potencial dos museus para servir a sociedade moderna, bem como a necessidade de promover a participação plena de toda a sociedade nos museus. As recomendações da Mesa-Redonda abrangeram uma gama muito ampla de assuntos, tais como museus rurais ou urbanos, tecnologia ou educação. Embora o foco principal fosse a América Latina, várias dessas recomendações se mostraram bastante universais, uma vez que se aplicavam a todo o mundo. Essas recomendações foram aplicadas e implementadas em muitos países latino-americanos, em benefício dos museus e de comunidades locais. Embora a tecnologia, as situações políticas e a sociedade tenham evoluído muito desde a década de 1970, a maioria das recomendações de Santiago permanece válida, ainda que insuficientemente aplicada em muitas partes do mundo. Portanto, ainda é necessário distribuí-las e implementá-las amplamente. Além disso, hoje pareceria extremamente útil proceder a uma avaliação das funções atuais dos museus e atualizar as recomendações de Santiago. Esse processo foi agora iniciado por um grupo de países latino-americanos.

Grande parte do trabalho realizado pela Seção de Museus da Unesco complementa as ações dos Estados-Membros para proteger e promover seus museus e acervos nos níveis local, regional e nacional. A Seção presta assessoria em políticas e procedimentos, concentra-se no desenvolvimento das capacidades dos museus para realizar inventários e oferece ajuda para garantir medidas destinadas ao armazenamento adequado e à conservação preventiva, além de abordar questões de segurança. Há casos em que consertamos telhados, restauramos objetos e oferecemos assistência emergencial após guerras e desastres naturais, tais como as campanhas internacionais de salvaguarda lançadas pela Unesco para os museus nacionais do Iraque e do Afeganistão após as guerras naqueles países, ou para o patrimônio cultural do Haiti, na esteira do terremoto devastador de 2010. Mais recentemente, nossa atenção se voltou para o Museu das Civilizações na Costa do Marfim e para os museus, manuscritos e patrimônio cultural do Mali.

A conservação e proteção de acervos continuam a ser uma prioridade para a Unesco, mas temos nos concentrado cada vez mais em melhorar a função social e educacional dos museus. Nossos esforços atuais incluem explorar o uso de museus para promover a conscientização em relação ao HIV-Aids na África Subsaariana. Estamos ajudando o Sudão do Sul a concretizar seu sonho de construir seu primeiro Museu Nacional que, esperamos, terá o efeito de promover a construção da paz e da tolerância, além de afirmar a identidade nacional desse novo país. Também estamos reabilitando o Museu Islâmico próximo à Mesquita de Al Aqsa, em Jerusalém, e criando o novo Museu Egípcio da Civilização no Cairo, usando-o como plataforma para a construção da democracia no país. Acima de tudo, e em conformidade com o mandato da Unesco, estamos ajudando os Estados-Membros da Unesco a usar os museus para a construção da paz e a promoção da diversidade cultural.

A fim de refletir sobre o futuro dos museus em geral e sobre qual deve ser o papel específico da Unesco e de seus Estados-Membros em relação aos museus, a Diretora-Geral, Sra. Irina Bokova, convocou uma Reunião de Especialistas em Proteção e Promoção de Museus e Acervos. O governo brasileiro, e em especial o Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM), muito preocupados com o desenvolvimento dos museus em todo o mundo, tornou-se uma força motriz nesse processo e generosamente financiou, co-organizou e sediou esse encontro no Rio de Janeiro, entre os dias 11 e 14 de julho de 2012. Desejo estender meus sinceros agradecimentos a ambos por suas inestimáveis contribuições.

Esse encontro reuniu, com sucesso, o maior número possível de especialistas de todas as regiões do mundo, com o objetivo de compartilhar conselhos e práticas universalmente

válidos. A reunião contou com a participação de 123 especialistas de museus, associações de museus, universidades, ministérios da cultura, fundações, organizações internacionais, organizações não-governamentais e intergovernamentais, bem como peritos indicados por grupos regionais eleitorais da Unesco. Para avaliar as situações de cada parte do mundo, os participantes viajaram da América Latina e do Caribe, da América do Norte, da Europa, da África, da Ásia e do Pacífico, bem como dos Estados árabes. Com a anuência de todos os participantes, os debates foram transmitidos ao vivo por meio de um site na internet criado especificamente para o evento. A reunião centrou-se nas ameaças e nos desafios específicos enfrentados na salvaguarda de museus e acervos, assim como nas proteções oferecidas aos museus por convenções internacionais e instrumentos normativos em vigor. Os participantes também analisaram o papel contemporâneo do museu, especialmente em relação à participação social e à educação. Depois de muitas discussões deliberativas, os participantes da Reunião de Especialistas concordaram, por unanimidade, que, para chamar a atenção dos Estados-Membros da Unesco para a necessidade de melhorar a legislação nacional para que esta leve em conta as atuais funções educacionais e sociais do museu, bem como maior financiamento para a proteção e promoção de museus e acervos, seria necessária uma nova Recomendação da Unesco.

As primeiras linhas da Constituição da Unesco estipulam que “Como as guerras comecem na mente dos homens, é na mente dos homens que as defesas da paz devem ser construídas”. Nossa esperança é que, por meio do fortalecimento dos museus, possamos promover a paz em todo o mundo.

museum
VOL XXV, nº 3, 1973

O PAPEL DO MUSEU NA
AMÉRICA LATINA DE HOJE

Museum

Vol XXV, nº 3, 1973

A revista *Museum*, sucessora da *Museumion*, é publicada pela Organização das Nações Unidas para a Educação, a Ciência e a Cultura, em Paris. A *Museum* é um levantamento trimestral de atividades e meios de pesquisa no campo da museografia. As opiniões expressas pelos colaboradores individuais não refletem, necessariamente, a posição da Unesco.

EDITORES

Editor-Chefe: Conrad Wise

Editor Assistente: Anne Erdos

CONSELHO CONSULTIVO

Om Prakash Agrawal, Índia

Sid Ahmed Baghli, Argélia

Raymonde Frin, França

Jan Jelinek, Tchecoslováquia

Michael Kustow, Reino Unido

Grace L. McCann Morley, Diretor da Agência do ICOM para o Sudeste da Ásia

Georges Henri Riviere, Consultor Permanente do ICOM

Mario Vasquez, México

Diretor do ICOM, *ex-officio*

Cada fascículo: US\$ 3 ou 90 p (stg.). Taxa anual de assinatura (4 fascículos ou o correspondente a um fascículo duplo): US\$10 ou £3

Escritórios editorial e de publicação: Organização das Nações Unidas para a Educação a Ciência e a Cultura, 7 Place de Fontenoy, 75700 Paris (França)

© Unesco 1974

Impresso na Suíça

Presses Centrales S.A., Lausanne

O PAPEL DO MUSEU NA AMÉRICA LATINA DE HOJE

Mesa-Redonda organizada pela Unesco,
Santiago (Chile), 1972

	Editorial	164
GRETE MOSTNY GLASER	Introdução	164
MARIO E. TERUGGI	A Mesa-Redonda de Santiago (Chile)	165
	MUSEU E SOCIEDADE NA AMÉRICA LATINA	
ENRIQUE ENSEÑAT	Museu, desenvolvimento cultural no meio rural e desenvolvimento da agricultura	168
JORGE ENRIQUE HARDOT	Museu e urbanização	171
MARIO E. TERUGGI	Museu e desenvolvimento científico e tecnológico	175
JUAN GÓMEZ MILLAS	Museu e educação ao longo da vida	178
	O MUSEU NA AMÉRICA LATINA: UM PANORAMA	
MARIO E. TERUGGI	Argentina	183
TERESA GISBERT DE MESA	Bolívia	184
LYGIA MARTINS-COSTA	Brasil	185
GRETE MOSTNY GLASER	Chile	188
ALICIA DUSSÁN DE REICHEL	Colômbia	190
LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO	Costa Rica	191
HERNÁN CRESPO TORAI	Equador	192
LUIS LUJÁN MUÑOZ	Guatemala	194
RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN	Panamá	195
FEDERICO KAUFFMANN DOIG	Peru	196
HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO	Uruguai	198
	APÊNDICES	
	1. Princípios básicos do museu integral	200
	2. Resoluções adotadas pela Mesa-Redonda de Santiago (Chile)	200
	3. Recomendações apresentadas à Unesco pela Mesa-Redonda de Santiago (Chile)	202
	4. Lista de participantes da Mesa-Redonda de Santiago (Chile)	203
	5. Associações de museus; Comitês Nacionais do ICOM; Repertórios de museus	203
	6. Tabela de museus na Bolívia	204

EDITORIAL

Uma Mesa-Redonda sobre o papel dos museus na América Latina de hoje foi realizada por iniciativa da Unesco em Santiago, em 1972. Esta edição especial é dedicada à reunião, e inclui contribuições de várias pessoas que dela participaram.

Sua composição foi a mais incomum: uma "reunião de família", escreve Grete Mostny Glaser¹, mas aberta a pessoas "de fora"² como, por exemplo, acadêmicos, urbanistas, agrônomos, sociólogos, etc.

A reunião foi notável por seu caráter interdisciplinar. Todos os tipos de museus estavam representados: artes, ciências sociais e humanidades, ciências naturais e tecnologia avançada. O tema central do encontro foi uma novidade: o "museu integral", museu interdisciplinar por excelência, que se associa a outro novo conceito, o "ecomuseu".³

A participação mais ampla do que o usual e a natureza interdisciplinar da reunião levaram à constatação, por todos os presentes, de que os museus na América Latina não são adaptados para os problemas suscitados pelo desenvolvimento da região e deveriam se esforçar para cumprir sua missão social, que é permitir ao homem identificar-se com seu ambiente natural e humano em todos os seus aspectos. O museu está preocupado não apenas com a herança do passado, mas também com o desenvolvimento.

Esta edição reflete essas preocupações da primeira à última página: uma introdução feita pelos organizadores da Mesa-Redonda juntamente com representantes da Unesco e do ICOM; museu e sociedade na América Latina e um panorama geral dos museus da América Latina.

Em 1958, o seminário realizado no Rio de Janeiro⁴ já havia considerado essa região do mundo caracterizada por uma linguagem e uma mentalidade comuns e pela estreita integração de dois povos de diferentes origens. A Mesa-Redonda de Santiago oferece novos esclarecimentos sobre esse assunto por meio do mundo dos museus.

¹ Ver 'Introdução', página 128.

² Ver 'A Mesa-Redonda de Santiago (Chile)', página 129.

³ cf. Georges Henri Rivière, 'Role of Museums of Art and of Human and Social Sciences', *Museum*, Vol. XXV, No. 1/2, 1973, p. 39-44.

⁴ Após realizar dois seminários internacionais, um no Brooklyn, em NY, em 1952, e outro em Atenas, em 1954, a Unesco organizou uma série de seminários regionais no Rio de Janeiro (1958), em Tóquio (1960), no México (1962), em Lagos (1964), em Nova Deli (1966) e em Argel (1968).

INTRODUÇÃO

GRETE MOSTNY GLASER

Como museólogos latino-americanos, somos profundamente gratos à Unesco pela oportunidade de nos reunirmos nessa Mesa-Redonda, que foi exclusivamente nossa, americanos de língua espanhola e portuguesa, e tratou apenas dos nossos problemas.

Em geral, pouquíssimos museólogos de países latino-americanos têm tido a oportunidade de participar de assembleias ou Mesas-Redondas na Europa ou nos Estados Unidos, motivo pelo qual nossos problemas tendem a ser negligenciados. Não obstante, aqueles dentre nós que podem participar dessas reuniões percebem que temos muitas preocupações em comum, mesmo que nossos museus estejam espalhados por todo o continente, da latitude 30°N à latitude 55°S.

A "reunião de família" em Santiago (Chile) nos deixou muito satisfeitos. Pudemos definir o tipo de museu relevante para as nossas necessidades - o museu integral -, isto é, aquele que participa ativamente da vida nacional e recria os contextos dos objetos que expõe. O contato com especialistas da América Latina - os líderes das discussões da Mesa-Redonda - em outros ramos da aprendizagem, nos deu um novo ângulo de visão. Foi como se estivéssemos olhando através de binóculos, mas do outro lado: em vez de vermos os problemas internos ampliados, tivemos uma visão clara e precisa do museu na perspectiva do mundo que o rodeia. A criação da Associação Latino-Americana de Museologia (ALAM)⁵ selou nossa fraternidade redescoberta e a manterá no futuro.

Por meio desta edição da *Museum*, queremos compartilhar com nossos colegas em todo o mundo a experiência da Mesa-Redonda sobre o Papel do Museu na América Latina de Hoje, realizada em Santiago do Chile de 20 a 31 de maio de 1972, graças ao amável convite de Governo do Chile.

☞ TRADUZIDO DO INGLÊS

⁵ A primeira reunião da ALAM ocorreu em Quito, de 8 a 14 de abril de 1973— Ed.

A MESA-REDONDA DE SANTIAGO (CHILE)

MARIO E. TERUGGI

"O Papel do Museu na América Latina de Hoje", título dado pela Unesco à Mesa-Redonda de Santiago do Chile parecia, à primeira vista, totalmente inócuo. Além disso, muitos de nós havíamos participado de reuniões semelhantes em ocasiões anteriores e sabíamos o que esperar delas. Houve, é claro, uma inovação no programa tradicional: em vez de reunir museólogos apenas, especialistas de outras disciplinas foram convidados para falar sobre suas áreas específicas e atuar como líderes de discussão nos debates que se seguiriam e na avaliação do tema central da Mesa-Redonda. Esse tema, de acordo com o primeiro convite aos participantes, consistia em investigar se os museus da América Latina, como instituições educacionais, culturais e científicas, estão adaptados aos problemas impostos pelo desenvolvimento da cultura social e econômica da América Latina de hoje.

Na reunião de abertura da Mesa-Redonda, a Sra. Raymonde Frin mencionou que a Unesco, com base em confrontos entre especialistas de diferentes disciplinas, desejava experimentar uma nova ideia para esse tipo de encontro internacional. O Sr. Hugues de Varine-Bohan, por sua vez, destacou que a reunião era vista como uma ponte para unir duas categorias de especialistas⁶.

A partir do momento da cerimônia de abertura, as coisas começaram a acontecer. Nós, museólogos, formamos uma confraria muito especial com a qual estamos satisfeitos e da qual nos orgulhamos, não obstante o pouco prestígio social e a má remuneração associados à nossa profissão. Quando - e se - nos encontramos, falamos sobre nossos assuntos, trocamos experiências, lamentamos os males que afligem os museus, buscamos soluções e melhorias, estudamos técnicas e, depois de formular declarações e propostas, seguimos nossos caminhos, satisfeitos com o que foi alcançado. Somos sapos na lagoa, coaxando no mesmo tom. Mas aqui em Santiago, sapos de outras plagas foram introduzidos na nossa lagoa, com um tipo diferente de coaxar!

O primeiro trabalho apresentado por um dos "forasteiros" - sobre desenvolvimento cultural no meio rural e o desenvolvimento da agricultura - caiu como uma bomba. Quando o palestrante terminou, nós, museólogos, nos entreolhamos, constrangidos não tanto pelo que tinha sido dito (embora fosse muito), mas porque tinha ficado óbvio para nós, de um só golpe, que a existência, as tristezas, os anseios e as esperanças da humanidade não estavam chegando aos museus. Olhamos uns para os outros em silêncio por um tempo, uma vez que havíamos constatado, sem mais nada ter sido dito, que o museu está gravado na árvore da sociedade, mas não é nada, a menos que extraia do tronco principal a seiva vital que tem a sua origem nos campos, nas oficinas de trabalho, nos laboratórios, nas escolas, nas casas e nas cidades.

Desse ponto em diante, os nossos receios vagos e incoerentes começaram a se cristalizar e todos nós sabíamos que resposta deveria ser dada à questão básica levantada pela Mesa-Redonda: os museus da América Latina não estão adaptados para lidar com os problemas decorrentes do desenvolvimento do continente.

Independentemente de nossas opiniões pessoais anteriores e de ideias políticas individuais, todos sentimos que os museus latino-americanos - esses museus que, embora em sua maioria careçam de recursos, são tenazes e corajosos na sua tarefa de disseminar a cultura - não estavam cumprindo satisfatoriamente a sua missão social de fazer com que o cidadão se identifique com seu ambiente natural e humano, considerado em todos os seus aspectos.

Este foi o ponto de partida - a constatação de que os museus estavam fazendo muito pouco, e às vezes quase nada, pelos menos favorecidos da América Latina, o que levou à reflexão imediata sobre o propósito final do museu. Não houve acusações diretas (exceto em uma ocasião, por um observador), mas algumas intervenções dos líderes da discussão nos fizeram sentir, de alguma forma como se nós, museólogos, fôssemos insensíveis aos problemas econômicos e sociais da América Latina, e que as nossas declarações e conclusões eram uma espécie de canto do cisne de uma profissão obsoleta, que não sabe ou não pode se adaptar às circunstâncias vigentes. Essas críticas veladas levaram vários participantes a observar que os museus estavam recebendo atribuições que não lhes cabiam diretamente. Sustentou-se que questões como a "revolução verde" na agricultura, a redução do analfabetismo, a eliminação de epidemias e da desnutrição, ou o uso mais eficaz de recursos naturais - para citar apenas alguns exemplos - deveriam ser abordadas, divulgadas, promovidas e implementadas por órgãos e agências específicas do Estado. No entanto, destacou-se que em vários países latino-americanos essas organizações não estão atuando satisfatoriamente ou ainda não foram criadas, e que caberia aos museus existentes preencher a lacuna.

Nas discussões diárias que se seguiam às exposições dos vários especialistas, o conceito tradicional de museu em face das exigências de uma sociedade em desenvolvimento foi revisto repetidas vezes. Nós, museólogos, sentíamos um gosto de cinzas na boca e queríamos nos livrar dele. Decidimos que essa era a principal questão da Mesa-Redonda, para a qual uma solução tinha de ser encontrada.

A resposta recaiu sobre a ideia do museu integral. Ela amadureceu e ganhou consistência

⁶ Ver Apêndice 4, 'Lista de Participantes da Mesa-Redonda', página 201.

com o passar dos dias, até se materializar em um novo conceito de museu - revolucionário, até, uma vez que se afasta das linhas e dos limites tradicionais do nosso museu. Foi a resposta da Mesa-Redonda à crise na América Latina, mas, sem dúvida, esse novo conceito se aplicará a outras partes do mundo (desenvolvido ou em desenvolvimento), pois ricos e pobres são indistintamente afetados ou ameaçados pelas inovações e revoluções científicas e tecnológicas de hoje.

Voltando à interação entre museólogos e especialistas de outras disciplinas, ficou óbvio que os últimos tiveram um efeito estimulante sobre os primeiros. É bem possível que, não fossem as apresentações contundentes dos fatos da situação atual que o desenvolvimento dos seus temas exigia, a Mesa-Redonda não teria sido tomada por um fervor excepcional para buscar as soluções dos problemas da museologia na América Latina. Durante os dez dias de reuniões, foi possível sentir uma atmosfera especial, aquele "algo" imponderável e incontrolável que é gerado espontaneamente nas assembleias. No nosso caso, foi uma atmosfera de profunda preocupação com os problemas da América Latina, de consenso e decisão unânimes de que os museus deveriam, de uma forma ou de outra, cooperar na tarefa gigantesca de contribuir para o desenvolvimento da América Latina; e isso, por si, só foi suficiente para selar o sucesso da Mesa-Redonda, uma vez que afetava todos os participantes. E essa atmosfera foi o resultado do contato entre especialistas de outras disciplinas e museólogos.

Mas, por mais importante que o efeito produzido nos museólogos tenha sido, ele correspondeu, ou até mesmo ultrapassou, o efeito produzido nos especialistas palestrantes. Um observador casual teria percebido imediatamente que os participantes da reunião representavam dois grupos distintos: que aqueles que trabalham na agricultura, nos laboratórios de ciência ou nas salas de aula pensam de forma diferente daqueles que estão dentro do museu e vivem para o museu. Também não é apenas uma questão de diferenças de terminologia ou mesmo de formas de expressão. Cada grupo utiliza diferentes parâmetros e escalas de valores e, consequentemente, formam imagens distintas da realidade.

No início da Mesa-Redonda, a vantagem estava com os museólogos, pois enquanto podíamos entender o que os vários especialistas nos diziam, estes, por outro lado, não nos entendiam e, por vezes, até mesmo nos viam como seres de outro planeta. O fato é que eles não sabiam nada sobre nós; tão pouco, de fato, que um dos palestrantes confessou discretamente ao autor deste artigo que, quando chegou à Mesa-Redonda, não tinha a menor ideia de qual eram a função e a missão do museólogo. Foram eles, então, que descobriram o nosso mundo e começaram a penetrá-lo. Ao final dos dez dias de reuniões, os problemas do museu haviam adquirido vida para eles, que entenderam perfeitamente o que o museu pode fazer pela cultura geral em todos os seus aspectos.

O fato de que a maioria dos especialistas convidados deve ter descoberto o museu pela primeira vez tem um significado especial, uma vez que podemos, assim, concluir que, se intelectuais ilustres têm uma ideia muito vaga da museologia, de suas possibilidades e perspectivas, todos os demais terão um conhecimento ainda mais precário da nossa missão e do seu significado. Em outras palavras, e de maneira geral, pareceria que as pessoas como um todo ignoram totalmente o que é e para que serve o museu. Eles o visitam de vez em quando - geralmente quando chove ou para levar crianças ou amigos de passagem - e vão embora quer impressionados ou indiferentes ao espetáculo apresentado pelos museólogos, mas completamente cegos para cada detalhe do trabalho, do esforço, da dedicação (e, às vezes, do sacrifício), dos sonhos, dos ideais e das esperanças que tornaram possível fenômeno cultural notável do museu. Tudo isso corrobora a suspeita de que nós, museólogos, sempre "vendemos" o museu para nós mesmos, mas não para aqueles fora da nossa profissão, e muito menos para os pensadores, cientistas e técnicos que desempenham tarefas vitais no mundo moderno.

Com base em tudo isso, parece que a decisão da Unesco de organizar em Santiago uma reunião entre museólogos e não museólogos poderia ser comparada ao que, no jargão do jogador de xadrez (que se tornou conhecido após o recente campeonato mundial) se chamaria de uma "jogada de oportunidade", que o jogador faz porque "sente" que "tem de ser assim", mas sem que possa prever as consequências imediatas. Mas são as jogadas de oportunidade que, em última análise, decidem as partidas. Levando a analogia adiante, é muito provável que as consequências do movimento da Mesa-Redonda de Santiago venham a ter profundas repercussões em todo o mundo da museologia, não apenas por causa do conceito de museu integral que produziu, mas também porque pareceria uma política extremamente saudável convidar pessoas eminentes de diferentes áreas do conhecimento para reuniões de museólogos no futuro. Até agora, apenas os educadores têm participado com alguma frequência, o que é muito natural. Mas eles, pobres almas, como os museólogos, têm a difícil tarefa de convencer uma série de autoridades e magnatas a apoiá-los em seu trabalho. A profissão de museólogo precisa conscientizar os mais variados setores da comunidade de sua função social vital.

É inegável, portanto, que a Mesa-Redonda de Santiago introduziu uma nova maneira de colocar os problemas relacionados com o museu, uma vez que um pouco de reflexão nos mostra que uma diferença sutil passou a permear a abordagem do museu como instituição cultural. Até agora, o museu tem vivido somente em função do passado, que é a sua razão

de ser. O museólogo reúne, cataloga, conserva e expõe as obras, incluindo os refugos, de culturas anteriores, próximas ou distantes da nossa própria cultura. Na dimensão temporal, o museu é um vetor que começa no presente e cuja extremidade se desloca livremente no passado. Com o consenso da Mesa-Redonda de que o museu deve assumir um papel no desenvolvimento, a intenção é simplesmente inverter o sentido do vetor temporal, cujo ponto de partida se situa em algum momento do passado, mas cuja extremidade, a 'ponta da seta', chega ao presente e até mesmo o ultrapassa na direção do futuro. De certo modo, o museólogo está sendo instado a parar de meramente vasculhar o refugio do passado para tornar-se, além disso, um especialista no presente e um procrastinador do futuro.

Esse é o desafio que, embora nunca expresso em tantas palavras, veio do Chile para todos os museólogos. É uma mudança radical sobre a qual somos chamados a refletir. Os museólogos não podem, da noite para o dia, mudar todos os seus esquemas intelectuais ou tornarem-se prestidigitadores em seus museus. Tudo o que nos é pedido é flexibilidade mental, amplitude de espírito e boa vontade para considerar novas possibilidades no que fazemos e em como o fazemos.

A Mesa-Redonda não considerou os meios, as maneiras e as formas concretas para implementar as aspirações que estava gerando. Não era sua função fazê-lo, já que a reunião não foi realizada para esse fim, nem foi exclusivamente técnica. Mas examinou, nas várias apresentações e intervenções dos participantes, qual deveria ser o lugar a ser ocupado pelo objeto em um museu que colabora com a comunidade na solução de seus problemas. Aceitou-se que o objeto é o ponto de partida do museu e sua justificativa, premissa que causou surpresa entre os não museólogos, que não conseguiam entender o que lhes parecia ser a deificação do objeto pelo museólogo. Houve até mesmo quem sugerisse a possibilidade de museus sem objetos. Desconsiderando-se essas propostas "sacrílegas", para que o objeto continue a ser a espinha dorsal do museu, ele terá de ser complementado, extrapolado e inter-relacionado em uma infinidade de maneiras para se ajustar naturalmente ao panorama do desenvolvimento social, econômico e cultural que se deseja apresentar ao público da América Latina. Isso significa, em certo sentido, que o objeto começaria a ser transformado em um tipo de dado, uma ligação com o passado, a partir do qual se desenvolveriam sequências de propaganda - no melhor sentido do termo - para ajudar a comunidade a entender a si própria e determinar seu curso. O objeto deixaria de ser o objetivo essencial e se tornaria o ponto de partida para uma reconstrução gigantesca, na qual continuaria a ser um elemento significativo e crucial.

Pode parecer que estamos atribuindo uma tarefa sobre-humana aos museólogos, uma vez que, além da sua atual função específica, o que se busca é que eles criem, cada um para o seu próprio museu, um *continuum* que apresente em suas relações corretas as condições do ambiente natural e étnico, a evolução social e econômica, as fases da cultura e do desenvolvimento, os efeitos da exploração de recursos renováveis e não renováveis, as repercussões atuais e futuras da poluição ambiental, os problemas de saúde, o controle de pragas e doenças na agricultura e na criação de animais, a evolução dos centros urbanos, a transformação e o desempenho dos sistemas educacionais, as perspectivas mediatas e imediatas de bem-estar geral, e milhares de outras coisas. Obviamente, não há museólogo capaz de cobrir todos os aspectos do nosso mundo, ou até mesmo uma pequena parte deles. Mas esse não é o ponto, e nem alguém imaginaria que fosse. O ponto é que na Mesa-Redonda ficou claro que nós, museólogos, não aproveitamos a cooperação dos especialistas, e que os objetos são expostos de maneira limitada, de modo que não tiramos o melhor proveito no que concerne à sua função primordial, que é tornar compreensíveis os múltiplos aspectos de uma situação local ou nacional. Assinalou-se que, no futuro, os museus exigirão cada vez mais trabalho em equipe, não só no nível do museólogo, mas também de equipes que incluam uma variedade de especialistas que, até agora, têm tido muito pouco a ver com a museologia. Muitas grandes possibilidades oferecidas pelos objetos, essenciais para nosso conhecimento e compreensão do desenvolvimento, talvez tenham permanecido inexploradas em salas de exposição, porque ninguém as viu ou pensou em fazer uso delas.

Obviamente nós, museólogos, ficamos sob o fogo pesado dos vários especialistas durante a reunião da Mesa-Redonda. Em poucas palavras, nos foi dito que nossos museus não estavam cumprindo adequadamente sua tarefa no mundo contemporâneo; fomos acusados de "profissionalismo" a ponto de cegueira e, por fim, fomos repreendidos por negligenciar a cooperação interdisciplinar. Admitimos que havia algo nessas acusações que refletia o ponto de vista não do painel de convidados, mas, sentimos, de todo o mundo da ciência e da tecnologia.

O autor deste artigo sentiu-se um pouco confuso em mais de uma ocasião, uma vez que, sendo tanto um cientista como um especialista em museu, algumas vezes sentiu-se a caça e outras, o caçador. Mas tudo prosseguiu em uma atmosfera de total cordialidade e camaradagem, cada um de nós impulsionado pelo o desejo de cooperar e encontrar a solução para os graves problemas da museologia na América Latina.

Um relato claro de todo esse esforço e realização é apresentado nas resoluções e recomendações da Mesa-Redonda. Além disso, foram estabelecidos a base e os princípios orientadores para o museu integral, abrindo uma nova perspectiva em museologia. Por fim, a Mesa-Redonda agiu como elemento catalisador para a criação e o lançamento da

Associação Latino-Americana de Museologia (ALAM). Poderíamos tratar mais detalhadamente de cada um desses aspectos, mas o autor foi solicitado a descrever o tema central da Mesa-Redonda e a atmosfera em que esta foi realizada. Portanto, limitou-se a isso, em muitos casos recorrendo a impressões pessoais. Ele espera ter capturado nesses parágrafos o espírito que inspirou e orientou todos os participantes.

A Mesa-Redonda de Santiago do Chile foi uma das mais importantes da museologia, devido à profundidade das questões suscitadas, incitando a reflexão sobre o significado e o alcance da nossa profissão e da tarefa que estamos realizando. Mas, além de tudo isso, o sucesso da Mesa-Redonda deixou uma marca permanente em cada participante: voltamos para casa transformados, despojados de nossa autossatisfação e autossuficiência, mas estimulados e 'humanizados' para realizarmos um melhor trabalho. E se algum leitor inferir que nós, museólogos, nada mais fizemos em Santiago do Chile do que rasgar nossas vestes e gritar *mea culpa*, deve ficar perfeitamente claro que as reações foram mútuas e que produzimos mudanças comparáveis no painel de especialistas, que finalmente trouxemos para o nosso lado. E esse trabalho de conversão é fundamental, uma vez que cientistas e técnicos são infinitamente mais numerosos e influentes do que museólogos no mundo de hoje, e isso é importante para o futuro dos museus.

E se tudo isso, mais o fato de termos nos regozijado e sofrido pela atividade que tanto prezamos não bastasse, há as nossas memórias: a hospitalidade e a gentileza excepcionais dos nossos anfitriões, o povo chileno; a atenção e o apoio afetuosos, quase amorosos, dos representantes da Unesco e do ICOM; a experiência inestimável de visitar um país em vias de mudança estrutural. E, acima de tudo, a presença de jovens que, quer como museólogos ou observadores, tiveram assento na Mesa-Redonda em Santiago do Chile.

☞ TRADUZIDO DO INGLÊS

MUSEU, E SOCIEDADE na AMÉRICA LATINA

MUSEU, DESENVOLVIMENTO CULTURAL NO AMBIENTE RURAL E DESENVOLVIMENTO DA AGRICULTURA⁷

ENRIQUE ENSEÑAT

Antes de entrar no assunto da nossa discussão, devo comentar a oportunidade da iniciativa da Unesco de incluir esta importante questão na Mesa-Redonda sobre o papel do museu na América Latina de hoje, que chega em um momento de crise no meio rural, uma vez que os métodos tradicionais de progresso social e econômico não estão produzindo os resultados esperados.

O museu, como o rádio e a televisão, é um instrumento extremamente eficaz para a transmissão de mensagens. No entanto, ao contrário destes, o museu não alcançou o desenvolvimento necessário para garantir-lhe o seu lugar de direito entre as agências de mudança social e progresso econômico no meio rural.

Devo esclarecer que, na minha fala, o conceito de "desenvolvimento cultural" aplicado ao meio rural se afastará um pouco da abordagem clássica do estudo da cultura como tal. Ao contrário, abordarei principalmente aqueles fatores culturais que representam um obstáculo real ao desenvolvimento global das comunidades rurais. Ao adotar esse ponto de vista, devemos inevitavelmente considerar as estruturas agrárias nas quais operam os elementos culturais que produzem, em um determinado momento, o principal elo dessa cultura - o morador da zona rural.

O risco de conflito de opiniões emerge quando o processo de desenvolvimento rural é discutido, em razão dos diferentes pontos de vista sobre a natureza desse fenômeno - se meramente econômica ou política.

Para a nossa finalidade, adotaremos a definição proposta pelo II Congresso Mundial de Alimentos realizado em Haia, em 1970. De acordo com essa definição, o desenvolvimento rural consiste na motivação, capacitação e organização da população, assegurando-lhe, por meio de políticas governamentais de assistência, as instalações e os serviços que lhe permitirão alcançar padrões de vida mais elevados e desempenhar um papel eficaz na melhoria da comunidade e da nação.

Ademais, é indispensável que coloquemos em foco a magnitude do problema que enfrentamos, utilizando indicadores que revelarão o seu verdadeiro significado. Vemos, assim, que em 1965, segundo a Comissão Econômica para a América Latina (CEPAL), o número de pessoas empregadas na agricultura, na silvicultura e na caça na América Latina era de 35,6 milhões - ou 46,2% da população ativa na região que, naquele ano, totalizava 76,8 milhões.

⁷ Documento lido na Mesa-Redonda de Santiago, em maio de 1972.

Qual era o nível de escolaridade dessa parcela importante da população ativa? Se usarmos o analfabetismo como indicador, veremos no Anuário Estatístico da Unesco de 1968 que o analfabetismo rural na América Latina era seis vezes maior do que nas áreas urbanas. Além disso, no período entre os censos de 1950 e 1966, o número absoluto de analfabetos na América Latina – mormente na zona rural – aumentou, embora o percentual de analfabetismo tenha caído de 42,2% em 1950 para 33,9% em 1960.

Se tentarmos avaliar a renda da população rural, veremos que a renda média anual de dois terços da população agrícola da América Latina – 70 milhões de pessoas – não chega a US\$ 100 por pessoa. A conclusão de alguns dos estudiosos dessa questão é que, provavelmente, a renda anual de metade desse grupo – cerca de 35 milhões de pessoas – não ultrapassa US\$ 50 ou US\$ 60. Naturalmente, essas rendas só podem significar sobrevivência em condições infra-humanas.

O eminente economista Raul Prebisch sustenta que a agricultura latino-americana padece da falta do efeito renda, devido ao crescimento econômico geral lento e à distribuição desigual de renda. Ele acredita que a solução do problema depende da obtenção, em 1980, de uma taxa de crescimento mínima de 5% para o setor agrícola, em que o crescimento da população rural seria de 1% e o da produtividade agrícola de 4%.

Ao descrever as atividades profissionais que forneceram o quadro econômico para essa situação, Solon Barracloygh se referiu recentemente a um levantamento realizado há cinco anos pelo Comitê Interamericano de Desenvolvimento Agrícola, abrangendo a questão da propriedade de terra no Peru. De acordo com esse estudo, 1% da população rural controlava 80% das terras cultivadas. Esses latifundiários detinham quase todos os empréstimos agrícolas, bem como água para irrigação e assistência técnica. Também eram os usuários exclusivos de máquinas modernas e os únicos a terem acesso aos mercados nacionais e internacionais. Além disso, controlavam o governo local e exerciam grande influência no nível nacional.

Os 80% da população rural formada por pequenos agricultores e trabalhadores rurais tinham muito pouca terra (5% do total) e, além disso, não compartilhavam os privilégios dos latifundiários. A maioria era pobre, analfabeta e sem perspectivas.

Diaristas em geral trabalhavam para um empregador em troca do direito de cultivar uma pequena gleba e os salários eram muito baixos ou mesmo inexistentes. Os latifundiários importantes tinham sua própria polícia e suas prisões.

Há um consenso bastante amplo em relação às medidas necessárias para resolver esses problemas. Podemos, assim, afirmar que tanto a reforma de estruturas agrárias obsoletas como o desenvolvimento de tecnologias são geralmente consideradas as questões a serem enfrentadas na busca de uma solução para o problema agrícola na América Latina.

Entre os processos mais importantes de mudança, a tão propalada reforma agrária ocupa um lugar de destaque. Aqui, é interessante voltarmos mais uma vez às conclusões sobre Museu e Sociedade na América Latina do II Congresso Mundial de Alimentos, onde ficou estabelecido que a reforma agrária constitui um prerequisite para a implementação de outras medidas das quais depende o bem-estar da população rural. A menos que se coloque um fim ao controle de quase toda a terra por uma pequena parcela da população – e até que isso aconteça –, a massa da população rural sequer poderá se organizar para externar suas necessidades, aumentar sua renda ou melhorar sua alimentação e sua moradia.

A tecnologia poderá ser mais claramente definida se a identificarmos com a "revolução verde", cujas características marcantes são as novas variedades de alto rendimento de trigo e arroz que estão mudando a taxa de produtividade de culturas extremamente importantes para regiões como Ásia, África e América Latina. A variedade conhecida como trigo anão tolera grandes quantidades de fertilizantes e não é afetada pela duração do dia, produzindo até oito toneladas por hectare, com uma produtividade média de seis toneladas. O Dr. Chandler, Diretor do Instituto do Arroz em Los Bafios (Filipinas), produziu as variedades IRI de arroz, cujo rendimento em condições excepcionais atinge 27 toneladas por hectare, com 12 toneladas em média. Esses números significam que, com a mesma área de terra cultivada, a produção triplicou e, às vezes, quadruplicou.

Como resultado dessas inovações tecnológicas, o México – país importador de milho e trigo – exportou em 1968 mais de um milhão de toneladas de milho e 72 mil toneladas de trigo. No mesmo ano, as Filipinas se tornaram autossuficientes na produção de arroz pela primeira vez desde 1908.

Também em 1968 o Sri Lanka (antigo Ceilão) excedeu em 13% sua maior produção de arroz até então. O Paquistão aumentou em 30% sua maior produção de trigo, enquanto a Índia ultrapassou sua safra recorde em 12%.

A área cultivada com sementes de alto rendimento vem aumentando de forma surpreendente. De uma área de escassos 80 hectares na safra de 1964-1965, o cultivo de trigo e arroz de alto rendimento já havia atingido 13 milhões de hectares em 1968-69.

Referindo-se ao efeito da tecnologia no México, Edmundo Flores salientou que tanto essas variedades de alto rendimento como sistemas modernos de cultivo constituem a base do aumento da renda média *per capita* que praticamente triplicou, passando de US\$ 200 em 1959 para US\$ 560 em 1969.

Entre o período de 1948 a 1952 e a presente data, o uso de fertilizantes de nitrogênio, fos-

fato e potássio no México aumentou 24, 10 e cinco vezes, respectivamente. Como resultado, o produto interno bruto agrícola, durante os últimos 30 anos, cresceu a uma taxa média anual de 4,4% a preços constantes, taxa essa superada apenas por países como Israel e Japão.

No entanto, é preciso esclarecer que a tecnologia não pode - e não deve - ser considerada a "solução definitiva" para o atraso da agricultura latino-americana. O alarme já emitido nos mostra o perigo de nos iludirmos com soluções fáceis. A nossa história, de fato, ilustra abundantemente o fato de que novas tecnologias nem sempre significam melhorias nas condições de vida das pessoas.

A era colonial nos mostrou de forma dramática que os avanços tecnológicos ocorreram por meio de uma estrutura de trabalho escravo. Àquela época, a tecnologia lhe deu sua força e criou um sistema que permitiu a exploração vergonhosa do homem pelo homem.

Por essa razão, muitos de nós concordamos que, antes de dar prosseguimento ao desenvolvimento tecnológico, é preciso, por meio de mudanças sociais e políticas, criar condições que façam com que esses avanços técnicos realmente contribuam para melhorar os padrões de vida e trabalho do morador da zona rural.

Referindo-se a essa situação, Paulo de Tarso afirma que, em nossos países, muitas das estratégias de desenvolvimento rural da última década restringiram-se a um desenvolvimento unilateral - mudança tecnológica como meio de aumentar a produção e a produtividade. A necessidade, portanto, de criar novas formas de propriedade, redistribuir a receita da agricultura e adotar uma nova política em relação à estrutura de governo e às formas de acesso à cultura, foi ou subestimada ou rejeitada.

Os resultados dessa abordagem unilateral foram negativos, mesmo na consecução do objetivo setorial e, assim, embora a população tenha crescido a uma taxa anual de 2,9% nos períodos de 1960-62 e 1966-68, a produção aumentou apenas 2,5%.

Foi precisamente uma situação desse tipo que levou o II Congresso Mundial de Alimentos a declarar que a injustiça social é o problema mais grave e fundamental em muitos países em desenvolvimento. Isso aponta, portanto, para a distribuição desigual da riqueza, ou seja, uma grande proporção da receita nacional é compartilhada por poucos. Isso decorre da relação entre trabalho e capital, proprietários e inquilinos, empresários e trabalhadores rurais. Devido à exploração de trabalhadores agrícolas e à administração e ao uso inadequados da terra e dos recursos naturais, somados ao fato de que a riqueza e os benefícios deles provenientes concentram-se nas mãos de poucos, populações têm sido condenadas a uma vida de pobreza, ignorância e insegurança.

Para alcançar o progresso, o desenvolvimento exige o reconhecimento da dignidade humana dos trabalhadores agrícolas e dos moradores rurais na condução prática da vida diária, bem como uma relação baseada na igualdade. O critério de progresso não é essencialmente o crescimento do produto nacional bruto. A prova real do progresso é a justiça que rege a produção, a distribuição e o consumo de bens entre os membros de uma sociedade, e a justiça e a caridade que prevalecem nas relações mútuas entre as diferentes classes de pessoas que compõem essa sociedade.

Em seu recente livro intitulado *Vieja Revolución, Nuevos Problemas*, Edmundo Flores aborda essa situação de um ângulo diferente. Segundo ele, na medida em que não somos capazes de criar uma estrutura produtiva moderna que forneça alimentos, trabalho e habitação para a grande maioria, será necessário recorrer à repressão, a fim de evitar que essa maioria assuma o poder.

A pergunta óbvia é: qual o papel do museu em relação aos problemas expostos aqui? Não acredito que o museu deva, no atual estado das coisas, limitar sua ação ao desenvolvimento apenas do aspecto científico e tecnológico, e que essa deva ser a sua única contribuição para o progresso da agricultura. Essa é uma questão importante e não deve ser negligenciada, uma vez que o museu, de fato, tem uma contribuição importante a fazer nesse setor.

No entanto, para cumprir sua tarefa de forma adequada no meio rural contemporâneo, o museu também deve estabelecer-se como um fator de mudança social que, ao trabalhar em prol da maior dignidade do morador rural, contribuirá para o processo de conscientização social, em cujo contexto as mudanças estão fadadas a ocorrer nas estruturas obsoletas que impedem a evolução real do homem que cultiva a terra.

Tendo em vista o caráter específico da população rural, os museólogos e técnicos responsáveis pelos museus devem intensificar a promoção de exposições itinerantes para que, do ponto de vista instrumental, o museu possa produzir o impacto desejado nesse segmento da população.

MUSEU E URBANIZAÇÃO

JORGE ENRIQUE HARDOT

A urbanização é um processo que ocorre em todo mundo e se caracteriza pela concentração da população de um país e de suas atividades sociais e econômicas em pequenas áreas do seu território e pelo crescimento demográfico e físico dessas áreas. Todos os países do mundo estão passando por um processo de urbanização. Em quase todos eles, a taxa de urbanização está subindo mais rapidamente que as taxas de crescimento demográfico como um todo e da população rural. Desde a II Guerra Mundial e, em alguns casos, desde a década de 1920 ou até antes, o processo de urbanização acelerou-se mais intensamente em países menos industrializados, que eram e continuam a ser os menos desenvolvidos e urbanizados, do que em países já urbanizados.

Em todos os países, a urbanização resulta do crescimento natural da população urbana e da migração humana de áreas rurais para urbanas. A migração de um continente para outro ou entre países situados no mesmo continente deixou de ser um fenômeno importante. Atualmente, ela se restringe a migrações sazonais entre países limítrofes, exceto em casos isolados de conflitos políticos, raciais ou religiosos. Os números envolvidos são de pequena monta.

Em 1970, a população mundial cresceu 2%, enquanto a população urbana teve um crescimento de 3,17%. Nos países africanos, asiáticos e latino-americanos, quase sem exceção, a taxa de crescimento da população urbana vem superando a média mundial. Em trinta países situados nesses continentes economicamente menos desenvolvidos, a taxa de crescimento urbano ficou 5% acima da taxa mundial ou mais. Por outro lado, apenas dez países situados nas regiões mais desenvolvidas do mundo experimentaram um crescimento de população urbana acima da média mundial. Em 1960, a população urbana mundial chegou a um total de 985 milhões de habitantes. Ela deve crescer para 1.854 milhões de habitantes em 1980 e para 3.329 milhões no ano 2000.

O processo de urbanização ocorre dentro dos limites políticos e administrativos de cada país. Ele constitui, em nível nacional, a expressão espacial de um sistema de produção e de um sistema social e político. Em países economicamente dependentes, a estrutura espacial reflete um sistema neocolonial que impede uma inter-relação adequada entre áreas urbanas e rurais. A ecologia das cidades que configuram essa estrutura espacial é caracterizada pela segregação da população por nível de renda e condição social e também pelo acesso diferenciado dos setores de renda alta, média ou baixa a fontes de emprego e a serviços essenciais, como de educação, saúde ou habitação e seus serviços complementares de abastecimento, lazer, etc.

A maioria das nações latino-americanas provavelmente se enquadraria na categoria de países dependentes. Seu crescimento econômico nas duas últimas décadas deixou muito a desejar e problemas estruturais persistem na maioria deles, sem tendências observáveis de melhorias. Também não se observam tendências de melhorias na distribuição geográfica da população na maioria desses países. Uma rápida avaliação dos eventos ocorridos na América Latina entre 1960 e 1970 nos permite chegar a algumas conclusões gerais e, assim, termos uma visão mais clara da situação urbana na região. Em primeiro lugar, é importante salientar algumas das características e tendências do processo histórico de urbanização na América Latina.

As primeiras cidades da América Latina foram construídas há 2.000 anos ou mais em algumas áreas ecologicamente favoráveis da América Central, e um pouco depois na América do Sul. Eram consideradas cidades porque sua magnitude, população, funções, arquitetura, instituições, estratificação social e densidade as diferenciavam de outros assentamentos humanos menos importantes. Ao mesmo tempo, eram centros para múltiplos propósitos que concentravam serviços administrativos, governamentais, religiosos, militares, comerciais e culturais de uma região que se estendia além da área de influência imediata da cidade. Os artesãos que viviam em algumas dessas cidades começaram a produzir bens que eram exportados para outras regiões, usando matérias-primas importadas. Esses artistas criaram imagens, esculturas, artigos de cerâmica e ornamentos cujo estilo influenciou a expressão artística de culturas menos desenvolvidas. Nas principais cidades, governos foram estabelecidos e passaram a exercer um controle direto ou indireto sobre sociedades cujas tecnologias eram menos evoluídas e cuja organização era mais precária.

Apenas uma parte muito reduzida do que atualmente é conhecido como América Latina — possivelmente não mais do que 5% — veio a ficar diretamente sob o controle das culturas indígenas que construíram cidades com as funções descritas acima. Quatro quintos da população total do continente podem ter se concentrado nesses territórios em cerca 1500 AC, quando as culturas pré-colombianas alcançaram o que pode ter sido o seu ápice em termos de população, tecnologia, uso da terra e evolução política e institucional. Em torno de 1500 AC, a população nativa das áreas que hoje formam a América Latina chegou a somar cerca de 40 milhões de habitantes.

Quando os espanhóis chegaram à América, eles encontraram na região centro do México, nas terras altas do sul do México e na Guatemala, em Yucatán, ao longo do litoral e na serra do Peru e no altiplano peruano-boliviano assentamentos humanos que consistiam em centros urbanos hierárquica e funcionalmente diferentes e regionalmente interligados

por estradas pelas quais transitavam continuamente comerciantes com suas mercadorias, administradores e exércitos. De 5 a 10% da população da Confederação Asteca e do Império Inca, os dois experimentos sociais e políticos mais avançados da América no início do século XVI, poderiam ser considerados urbanos com base nos critérios indicados acima. A população estimada de Tenochtitlan — de 150.000 a 180.000 habitantes — e a área de 1.200 a 1.400 hectares ocupada pela capital asteca eram comparáveis às das principais cidades do mundo na época. No coração do México, unida pelo vale do Lago Texcoco e ligada por estradas, havia uma rede de centros de tal magnitude, população, riqueza, atividade comercial e arquitetura que impressionou os espanhóis. Pizarro e seus homens ficaram muito impressionados com Cuzco, Pachacamac, Cajamarca e outros centros urbanos. O centro de gravidade da Confederação Asteca e do Império Inca situava-se no interior. Apoiados por uma agricultura rica e diversificada, os povos dominados pelos astecas e pelos incas tinham um padrão de vida impressionante para a época, a despeito de suas limitações tecnológicas e sociais.

A conquista da América pelas potências europeias mostrou até que ponto as características naturais dos territórios que eles conquistaram e seus objetivos comerciais consolidaram um sistema de assentamentos humanos que, por volta de 1500, já estava a postos em várias regiões havia séculos. Os sistemas pré-colombianos de ocupação territorial persistiram, especialmente em áreas rurais, por séculos após as culturas pré-colombianas terem sido transformadas pela cultura europeia e as populações originais da área terem sido dizimadas por doenças, guerras, trabalho forçado e fome resultantes das novas formas de mineração e exploração agrícola e também pelo choque cultural.

Os espanhóis e os portugueses estabeleceram novas cidades onde recursos naturais essenciais para a sua sobrevivência humana estavam disponíveis — terras cultiváveis, água, materiais de construção, clima ameno, proteção natural. No entanto, eles estabeleceram portos nos sistemas regionais de assentamentos que encontraram, para que pudessem manter-se em contato com a Espanha e Portugal, com centros de mineração — pois a exploração de ouro e prata era uma atividade extremamente importante para os europeus —, com centros agrícolas nos quais a população indígena foi reassentada e com novos centros de defesa. Desde o início da conquista, a presença de cidades indígenas ou de grandes centros rurais era vista pelos espanhóis com um fator fundamental para a localização das suas cidades. Essa decisão baseava-se em fatores políticos e estratégicos. No entanto, havia também razões de ordem prática e econômica, pois a população indígena constituía um pilar da mineração colonial e da economia agrícola, bem como a base da riqueza e do prestígio dos grupos privilegiados dos primeiros colonos europeus. Em algum momento entre 1570 e 1580, uma estrutura espacial havia sido estabelecida na região atualmente conhecida como América Latina, que continuaria existindo após a independência política desses territórios. Quase toda a região na qual as principais cidades e portos da América Latina se situam hoje já havia sido estabelecida. Os espanhóis, por sua vez, introduziram um tipo de cidade — funcional, rígida, de projeto e contornos simples — que foi copiado em todas as regiões, até mesmo, a despeito de suas óbvias limitações, por sociedades que adotavam tecnologias, padrões de emprego e estilos de vida muito diferentes.

A população da América Latina já somava três milhões de habitantes em 1850, 61,7 milhões em 1900 e 87 milhões em 1920. No entanto, ao longo desses 70 anos, especialmente de 1871-1880 em diante, a estrutura espacial de diversos países da região — Argentina, Uruguai, Cuba, Chile e região sul do Brasil, particularmente — sofreu mudanças importantes. Isso ocorreu em decorrência da imigração europeia, da mecanização e ampliação da agricultura, de investimentos estrangeiros — especialmente nos setores da construção civil, das ferrovias e das comunicações —, da industrialização da agricultura e da pecuária e da exploração de novos recursos minerais. Em poucas décadas, novas terras passaram a ser exploradas e milhares de novos assentamentos foram estabelecidos. O processo de estabelecimento de novas cidades no período de 1870 a 1930 foi comparável ao observado entre 1520 e 1580 e, voltando mais no passado, nos primeiros séculos da era cristã, mas foi mais intenso em termos de extensão territorial e do número de pessoas envolvidas em atividades especificamente urbanas.

Entre 1870 e 1930, nos países mencionados acima e algumas décadas depois em outros, acentuou-se a tendência de concentração de investimentos produtivos e serviços e, consequentemente, da população em um único centro ou em um número reduzido de centros em cada país. O aparato político e administrativo de cada país foi estabelecido nas suas principais cidades. Sociedades agrárias, dominadas pelos interesses de proprietários de terra e do sistema de plantio dos tempos coloniais, bem como pelos interesses de exportadores baseados em centros urbanos, ainda podiam ser encontradas em áreas rurais.

Entre 1960 e 1970, a população da América Latina cresceu muito rapidamente. Em 1970, a população da América Latina, Jamaica e Trinidad somava 283.250.000 habitantes. A taxa anual de crescimento demográfico, estimada em 2,87 por cento, superou as registradas em qualquer outra grande região do mundo. Essa taxa indica que a população da América Latina dobra a cada 24 anos. A população mundial, por sua vez, dobra a cada trinta e sete anos. A taxa de crescimento demográfico da América Latina como um todo, que hoje é mais alta do que em algumas décadas anteriores — 1,8 por cento por ano entre 1920 e 1930 e 2,2 por

cento de 1940 a 1950 —, deve-se, principalmente, a uma rápida diminuição nas taxas de mortalidade observadas em todos os países nos últimos 50 anos. Por outro lado, embora as taxas de natalidade tenham caído bastante, sua queda não foi tão acentuada quanto a das taxas de mortalidade. A imigração, principalmente de europeus, que havia sido um fator muito importante entre 1880 e 1930 na estrutura demográfica da Argentina, Uruguai, Cuba, região sul do Brasil e, em menor medida, do Chile e outros países — e, após a Segunda Guerra Mundial, da Venezuela — vem caindo nas últimas décadas. Estima-se que, em 1985, a população total da América Latina somará 430.640.000 habitantes.

Em todos os países da região, a população urbana está crescendo mais rapidamente que a total e a população total está aumentando mais rapidamente que a rural. Mantidas as tendências atuais, as populações rurais da Argentina, Chile, Uruguai, Trinidad e Venezuela sofrerão um decréscimo em números absolutos entre 1970 e 1985. Em 1970, a população urbana da região era de 159.188.000 habitantes, equivalente a 56,2 por cento da população total. Em 1970, a população urbana estava crescendo a uma taxa estimada de 4,34 por cento e a rural a uma taxa de 1,15 por cento. Estima-se que, em 1985, a população urbana totalizará 290.680.000 habitantes ou 66,88 por cento da população total da região. Em decorrência desse crescimento da população urbana, as cidades da América Latina precisarão absorver 131.492.000 habitantes adicionais entre 1970 e 1985, ou uma média de 8.766 mil a cada ano. A população rural, por outro lado, aumentará em 19.898.000 habitantes entre 1970 e 1985, ou seja, a uma média de 1.326.000 habitantes a cada ano.

A situação varia consideravelmente de um país a outro. O Brasil precisará absorver um contingente adicional de 3,3 milhões de habitantes urbanos ao longo desses 15 anos; o México, 1.852.000; a Colômbia, 909.000; a Venezuela, 443.000; a Argentina, 432.000; e o Peru, 393.000. Isso significa que 83,6% da nova população urbana precisarão ser absorvidos por seis dos países mais densamente povoados e de maior porte da região, que já são predominantemente urbanos. No entanto, o impacto demográfico da urbanização será mais fortemente sentido em Trinidad, na Jamaica e na República Dominicana, países com populações e áreas menores. Na República Dominicana, uma taxa elevada de crescimento natural da população — a mais alta da América Latina e uma das mais altas do mundo — é acompanhada por um grande potencial migratório decorrente das características rurais do país. Em Trinidad e na Jamaica, a urbanização será um processo impulsionado, principalmente, pela migração interna.

Os países de menor porte da América Central e o Caribe, Bolívia, Paraguai e Equador são os menos urbanizados da região. Embora possam ser considerados muito instáveis urbanisticamente, devido a uma combinação de taxas cada vez mais elevadas de crescimento demográfico natural e a predominância de uma população rural, sua evolução urbana tem sido mais lenta em função de diversos fatores. O primeiro deles é a sua economia predominantemente rural, geralmente baseada na monocultura, na qual grandes latifúndios e plantações contrastam com propriedades rurais tão pequenas que seus ocupantes não conseguem sobreviver do seu cultivo. Outro fator é a falta de meios essenciais de transporte e de redes de comunicação. A carência de empregos industriais nas cidades e a falta de um setor de serviços capaz de satisfazer minimamente as necessidades dos cidadãos são outros fatores. Em outras palavras, não há incentivos para a população rural se mudar para as cidades, mesmo quando tem recursos para fazer isso, a despeito das condições de vida inadequadas e da falta de oportunidades que enfrentam no meio rural.

Foi mencionado que, em 1970, a taxa anual de crescimento demográfico em áreas urbanas da América Latina era de 4,34 por cento. Em 12 países, ela era ainda mais alta. O crescimento demográfico anual da República Dominicana de 6,05% indica que sua população urbana dobrará a cada onze ou doze anos. A população urbana da Colômbia e de Honduras dobrará a cada 13 ou 14 anos se as taxas de crescimento demográfico registradas em 1970 permanecerem inalteradas. A população urbana do Equador dobrará a cada 14 ou 15 anos. Segundo estimativas de crescimento urbano anual para o Brasil e o México no período de 1970 a 1985, o Brasil precisará construir uma cidade do tamanho do Recife e o México uma cidade de tamanho equivalente a uma Monterrey e meia a cada ano.

Em algumas cidades com grandes áreas metropolitanas, a população está crescendo ainda mais aceleradamente. Taxas de crescimento de 6 ou 7% são comuns. Nas décadas de 1960 e 1970, taxas anuais de 10% ou mais foram registradas em Tijuana, em Goiânia, nas novas cidades de Brasília e Guayana e em vários centros de médio porte. Isso significa que a população dessas cidades dobra a cada seis ou sete anos. Embora tenham apresentado taxas de crescimento mais baixas, as populações da Cidade do México e de São Paulo tiveram um aumento de cerca de 3,7 milhões e 4,1 milhões de habitantes, respectivamente, na última década. Isso significa que, dentro de dez anos, essas duas cidades precisariam criar cerca de 1,3 milhão de novos empregos, construir cerca de um milhão de casas, prestar os serviços necessários diante desse crescimento demográfico, lançar um programa de combate ao déficit habitacional, substituir gradualmente habitações degradadas, criar cerca de 39.000 vagas em universidades locais e construir cerca de 22.000 salas de aula em escolas de primeiro e segundo graus, adotando um esquema de rodízio na utilização dessas salas, para que possam ser usadas em dois turnos.

Em que pese do fato de que os maiores investimentos públicos e privados, os melhores

empregos e os melhores serviços estão concentrados nas capitais e principais centros regionais, a migração para as cidades é comum em todos os países da região. Até certo ponto, trata-se de um fluxo migratório de áreas rurais para vilarejos, cidades industriais e centros regionais. A principal razão mencionada pelos migrantes para esse fluxo é a sua necessidade de encontrar uma fonte regular de renda e ter uma melhor remuneração. A segunda razão seria a necessidade de garantir uma educação para seus filhos, bem como serviços de saúde para suas famílias e uma melhor vida social.

Um melhor equilíbrio entre economias rurais e urbanas, que promova uma melhor distribuição de empregos disponíveis e serviços, é essencial para que as potencialidades de cada país possam ser realizadas e sua população melhor distribuída. No entanto, o aumento da produção agrícola na região está longe de alcançar o nível esperado no início da década. Embora o setor agrícola empregue 44% da mão de obra na região, sua contribuição para a produção geral foi de apenas 17%, o que indica a baixa produtividade per capita registrada na região. Esse fato pode ser explicado pelas técnicas primitivas empregadas no setor, por um sistema fundiário ultrapassado e pela vulnerabilidade das economias agrícolas da maioria dos países, que dependem da produção e exportação de um único produto. O setor industrial, bem como os da construção civil e dos serviços, cresceu mais rapidamente que o setor agrícola, em parte devido ao estímulo gerado por uma maior geração de energia e pelo desenvolvimento de uma melhor infraestrutura regional de um modo geral. No entanto, devido à tecnologia usada e a um modelo de crescimento inadequado, grandes contingentes de pessoas desempregadas e subempregadas não puderam ser absorvidas no mercado de trabalho formal.

A população urbana cresceu muito rapidamente. Como mencionado acima, esses problemas foram acentuados por migrações contínuas de áreas rurais para urbanas, principalmente para centros industriais e grandes áreas metropolitanas. Esse rápido crescimento urbano não foi acompanhado por medidas realistas para satisfazer uma demanda crescente por habitação, serviços públicos urbanos e equipamentos comunitários. A ocupação de imóveis vazios ou a vida em cortiços foram as únicas opções para a maioria das pessoas nessas circunstâncias e seu número aumentou mais rapidamente do que as cidades para as quais elas se dirigiam em grandes números.

Em quase todos os países da região, a lacuna entre os setores de alta renda e os de baixa renda parece ter aumentado. A maioria da população rural e grande parte da população urbana vivem em condições de extrema pobreza.

As taxas de analfabetismo caíram em todos os países da região e o número de crianças na escola aumentou duas vezes mais que a população. O número de matrículas em universidades e escolas técnicas também aumentou na mesma proporção. A despeito desses avanços, no entanto, os recursos humanos da região são ainda menos utilizados que no passado, em razão do problema não resolvido das estruturas agrárias e de um modelo de industrialização mal concebido.

As taxas de mortalidade caíram e a expectativa de vida aumentou em todos os países da região em decorrência de melhores campanhas de saúde. No entanto, em todos eles ainda há enormes diferenças no padrão dos serviços médicos de prevenção e tratamento disponíveis em áreas urbanas e em áreas rurais e também para diferentes classes sociais.

Como essa situação se reflete na estrutura espacial e nas cidades dos diferentes países? Nos países latino-americanos, como em todos os demais países, observa-se uma clara tendência de sociedades urbanas crescentes; por essa razão, a menos que políticas adequadas sejam urgentemente desenvolvidas e medidas preventivas adotadas, os problemas mencionados acima se agravarão. No entanto, a posição dos países latino-americanos em relação aos países industrializados ainda é igual ou quase igual à observada no passado. Flutuações nos preços mundiais do cobre, do petróleo, do estanho ou dos produtos agrícolas abalaram suas economias internas severamente. Esforços envidados no sentido de diversificar as exportações e tornar as economias nacionais menos vulneráveis ou de melhorar e ampliar mercados regionais e reduzir importações não melhoraram substancialmente a situação de nenhum dos países. Privilégios de classe transmitidos de uma geração a outra persistem ou se aprofundaram em quase todos os países da região. Eles afetam o acesso à educação, a oportunidades de carreira, a boas remunerações, à alimentação, à saúde, à habitação, a serviços públicos e ao lazer e se refletem no consumo individual de mercadorias, que varia enormemente entre ricos e pobres e entre moradores de áreas urbanas e rurais. Somente alguns dos países adotaram medidas recentemente para mudar seus padrões de consumo e garantir um padrão de vida básico para toda a população. Além disso, a concentração da renda em um segmento muito pequeno da população de cada país mina o crescimento e, ao mesmo tempo, perpetua uma situação de injustiça social.

Se os investimentos em instalações de produção e equipamentos sociais continuarem concentrados em grandes cidades em detrimento de zonas e centros rurais, se os diversos países não conseguirem usar seus recursos naturais e humanos adequadamente — de modo a ampliar e diversificar suas economias —, se não introduzirem mudanças nas relações sociais e se empenharem em promover melhorias para as classes trabalhadoras, se não desenvolverem tecnologias agrárias e urbanas adequadas para países carentes de capital e com uma capacidade produtiva limitada em um futuro próximo — embora tenham mão

de obra em abundância, ainda que não altamente qualificada — e, acima de tudo, se não se convenceram de que a menos que os setores mais ricos da população se disponham a compartilhar seus privilégios tradicionais com setores menos favorecidos, não haverá solução para os problemas gerais da América Latina e muito menos para seus problemas urbanos. Se as tendências atuais não forem revertidas, teremos cidades construídas sem os investimentos mais essenciais, com taxas crescentes de subemprego e uma carência cada vez maior de habitação e de sistemas de abastecimento d'água, transportes, saneamento, eletricidade e comunicações, além de um número cada vez maior de equipamentos comunitários inadequados. É fácil prever, portanto, que as cidades do futuro serão principalmente construídas por seus próprios habitantes e que seu crescimento demográfico e físico não observará os princípios necessários para que a maioria da população seja beneficiada por esse processo, mas cederá à pressão de grupos interessados na especulação imobiliária, no aluguel de imóveis urbanos e em manter seus habitantes segregados de acordo com o seu nível de renda.

Essas tendências podem ser corrigidas. Não há nada que justifique o crescimento urbano improvisado que temos observado até o presente momento. Cuba nos mostrou o que pode ser feito com poucos recursos, um número limitado de técnicos e sem grandes pesquisas, desde que uma nação esteja disposta a participar plenamente dessa tarefa e o faça. Em menos de dez anos, seu governo conseguiu reduzir drasticamente grandes lacunas nos padrões de vida e oportunidades disponíveis entre populações urbanas e rurais, pôr fim ao isolamento de populações rurais, estabelecer uma situação de pleno emprego e descentralizar serviços de educação e saúde, interrompendo o crescimento do capital e estabelecendo um equilíbrio rural-urbano em aspectos fundamentais da vida social e econômica. Outros países mostraram que há diversas maneiras de se identificar soluções. Algumas delas podem não mudar uma situação existente há gerações da noite para o dia, mas podem indicar os pré-requisitos para a solução de alguns dos problemas mais graves.

Tomando os novos rumos indicados pela Mesa-Redonda de Santiago (Chile), os museus podem ajudar a expor problemas sociais relacionados ao desenvolvimento das cidades da América Latina e estimular o interesse ativo das pessoas nesses problemas.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

MUSEU E DESENVOLVIMENTO CIENTÍFICO E TECNOLÓGICO

MARIO E. TERUGGI

Como regra, o museólogo em sua vida profissional não está muito preocupado com o desenvolvimento científico e tecnológico no mundo atual. Trabalhando no microcosmo fascinante do museu, o seu tempo é dedicado ao cuidado com seus acervos e ao estudo das melhorias e modernizações que poderiam ser feitas em suas salas de exposições. Portanto, ele está compreensivelmente absorvido em seu trabalho, mas esse não é o único motivo da sua falta de interesse nos avanços científicos e tecnológicos que ocorrem todos os dias. Acontece, também, que os museólogos são geralmente formados em ciências humanas, e a linguagem da ciência, suas repercussões e mesmo a atitude básica do cientista lhes são quase incompreensíveis.

No campo da museologia, portanto, uma cultura predominantemente humanista não fornece uma base para a análise e a avaliação do desenvolvimento científico e tecnológico. A única exceção a essa regra é encontrada nos museus de ciências, onde o pessoal especializado representa as duas culturas descritas por C.P. Snow, que coexistem em uma simbiose relativamente aceitável.

Qualquer que seja a atitude e a formação do museólogo, no entanto, a dura realidade é que o mundo está mudando num ritmo incrível graças à influência da evolução científica e tecnológica, da qual ninguém pode escapar, ou mesmo ignorar. Alguns exemplos serão suficientes para comprovar essa afirmação. Se nas próximas duas décadas a ciência conseguisse superar ou controlar uma série de doenças cardiovasculares e degenerativas, essa conquista significaria, automaticamente, que a expectativa média de vida aumentaria em cerca de 8-10 anos. Isso geraria uma série de complicações e perturbações sociais, cuja importância ainda não pode ser avaliada. Ou consideremos a chamada “engenharia genética” que já é capaz, teoricamente - e mesmo experimentalmente, em laboratório - de regular ou modificar as características somáticas, fisiológicas e psicológicas dos seres vivos. A engenharia genética também pode ser aplicada ao ser humano e poderia ser utilizada para produzir homens e mulheres condicionados a atender às necessidades de algum poder central - em outras palavras, o Admirável Mundo Novo teria se tornado uma realidade. Ou podemos considerar as perspectivas oferecidas pela tecnologia de microcircuitos, que possibilitaria colocar milhares de transistores em uma superfície de alguns milímetros quadrados e, conseqüentemente, a fabricação de incríveis cérebros eletrônicos, compactos e baratos.

Quando se pensa nessas possibilidades - e em muitas outras que são numerosas demais para serem mencionadas - torna-se óbvio que o mundo do museu jamais poderá escapar do desenvolvimento científico e tecnológico. O problema é simplesmente como tornar o desenvolvimento científico e tecnológico lucrativo para a museologia.

O aspecto mais simples, e que vem mais facilmente à mente, é o uso, na museologia, dos avanços científicos e tecnológicos, uma vez que estes abriram e continuarão a abrir vastos campos de aplicação.

É sabido que as pessoas que testemunham um evento muito importante raramente conseguem captar o pleno significado daquilo que viram ou ouviram. Isso é evidente no que diz respeito à televisão: a humanidade a aceitou como um "fenômeno natural", em virtude da extraordinária capacidade humana para assimilar rapidamente os avanços tecnológicos.

No entanto, a descoberta da televisão, como já foi dito, trouxe consequências semelhantes àquelas da invenção da escrita: uma ruptura no *continuum* da história humana que, assim, se dividiu em duas eras, a era pré-televisão e a era da televisão, assim como a escrita separa a proto-história da história. Combinada com a eletrônica, a televisão está moldando a sociedade atual, e o fará em uma medida muito maior no futuro próximo.

Muitas coisas na sua atual forma - inclusive os sistemas convencionais de educação, a indústria do livro, os procedimentos de catalogação e classificação, etc. são diretamente afetados pela televisão e pela eletrônica. Apesar de tudo isso, os museólogos têm recorrido com muita timidez às possibilidades oferecidas por esses dispositivos e por outros que estão ou logo estarão disponíveis, tais como aplicações de luz e som, que acabarão por operar o milagre de permitir que se veja um objeto, em qualquer lugar, sem que este esteja de fato presente. O museu poderá entrar diretamente nos lares. Mas, obviamente, estamos nos desviando um pouco para o universo da ficção científica, um mundo em que, levando as coisas às suas últimas consequências, o próprio museu desapareceria e seria substituído por imagens tridimensionais.

Ainda que levemos em conta as possibilidades vastas, embora inexploradas, dos museus do futuro, será suficiente para o momento ressaltar que a museologia ainda não fez uso dos recursos disponíveis. Isso pode ser devido, em parte, à apatia ou ignorância dos museólogos, mas também pode ser parcialmente atribuído à falta de recursos financeiros. Seja como for, deixemos de lado, por ora, o assunto das repercussões diretas da ciência e tecnologia no museu e passemos para aspectos mais amplos, especialmente em sua relação com a América Latina.

O fato - ou a deficiência - mais significativo no que diz respeito aos museus na América Latina é a ausência de bons museus de ciência e tecnologia. Há um grande número de museus de história e arte, um número razoável dedicado às ciências humanas (arqueologia, etnografia, antropologia), alguns de ciências naturais e nenhum dedicado à ciência e tecnologia. Essa situação - devemos admitir - é mundial, e vale até mesmo para continentes desenvolvidos como a Europa. Ela reflete a predominância de temas humanísticos no mundo do museu. Ao mesmo tempo, como posso afirmar por experiência própria, desde 1955 o ICOM é plenamente consciente dessa deficiência dos museus latino-americanos e tentou, em diversas ocasiões, despertar o interesse dos governos nacionais, até agora sem sucesso.

Há, sem dúvida, muitas razões pelas quais os museus de ciência e tecnologia não se desenvolveram na América Latina: insuficiência de recursos econômicos, subdesenvolvimento industrial de muitos países, burocracia, falta de interesse por parte das autoridades, etc. Some-se a tudo isso outra razão essencial: a predileção dos povos mediterrânicos por assuntos humanistas, que se manifesta em seus sistemas educacionais, tanto primários como secundários. Seja como for, o fato é que a América Latina não tem museus de ciência e tecnologia, e que esses centros são fundamentais para a educação e motivação do público, mais especialmente dos jovens.

Sem querer exagerar essa deficiência deplorável, é preciso lembrar que o bloco latino-americano é formado por países subdesenvolvidos e semidesenvolvidos, para os quais é absolutamente necessário usar os recursos e métodos da ciência e tecnologia para que possam superar seu atraso. A única maneira de fazê-lo com sucesso é capacitando cientistas e tecnólogos, pois, caso contrário, o melhor que podemos esperar é recorrer às chamadas "tecnologias de marca registrada". Naturalmente, os países que aceitam essas tecnologias continuam a depender dos países mais desenvolvidos, uma vez que nada mais fazem do que copiar as técnicas inventadas em outro lugar, pelas quais devem pagar royalties consideráveis.

A América Latina precisa urgentemente desenvolver suas potencialidades nacionais sobre uma base sólida, e isso só poderá ser feito por meio da promoção da ciência e tecnologia. É aqui que os museus - pelo menos alguns deles - podem contribuir e cooperar para uma conscientização nacional desses temas. Em muitas esferas governamentais na América Latina há uma crença de que ciência e tecnologia são itens de luxo, extravagâncias sem grande interesse ou importância, ônus que o Estado deve suportar magnanimamente, tal como suporta um número infinito de atividades culturais. Consequentemente, a menos que haja uma firme convicção em todos os níveis e em todos os países de que sem ciência e tecnologia é impossível desenvolver o potencial material do país, nenhum progresso será obtido e, se continuarem inertes, esses países ficarão ainda mais atrasados em relação àqueles que continuam a evoluir.

Não só o progresso da América Latina deve ser medido em termos de ciência e tecnologia, mas essa é a única maneira de evitar que seus países desperdicem seu bem mais precioso, ou seja, seus recursos intelectuais. Porque, como todos sabem, os países em desenvolvi-

mento usam inadequadamente a capacidade intelectual de que dispõem. Eles não apenas a desperdiçam, mas há países como a Argentina, entre outros, que chegam ao extremo de exportar cientistas e tecnólogos.

O desperdício de cérebros por falta de capacitação, mau uso ou emigração se deve a uma série de motivos. A emigração, por exemplo, é atualmente atribuída a fatores econômicos (baixos salários), fatores políticos (dificuldade em obter ou manter cargos técnicos caso a pessoa não compartilhe as ideias do governo no poder) e fatores relacionados com complexos de frustração causados pela incompetência dos órgãos de pesquisa, pela falta de equipamentos e instalações adequados, pela impossibilidade de linhas contínuas ou programas de pesquisa, etc. Seja qual for a causa, é difícil evitar a impressão de que os países em pauta são, em certa medida, responsáveis pela fuga de cérebros.

A subutilização de capacidade intelectual pode ser vista claramente na América Latina (assim como em outros continentes, uma vez que muitas das deficiências a que estamos nos referindo são mundiais), onde as universidades ainda não estão cumprindo sua função moderna de conselheiras científicas e tecnológicas dos governos. Elas são financiadas pelo Estado, mas este muitas vezes as despreza por motivações políticas, e somente em ocasiões muito raras as convoca para estudar problemas ou questões de interesse nacional ou mesmo local. O Estado latino-americano tem muito ciúme de seus poderes e prerrogativas e se recusa a compartilhá-los. Mesmo em questões puramente técnicas, prefere constituir seus próprios órgãos técnicos, por sentir vagamente que as universidades não pertencem a ele, recorrendo, por vezes, até mesmo a empresas privadas.

Tudo isso significa que a América Latina ainda não incorporou a transformação que vem ocorrendo nas últimas quatro décadas na função que as universidades desempenham nos países desenvolvidos. Enquanto nesses países as universidades, sem interromper suas atividades tradicionais, se tornaram importantes centros de pesquisa, nos países em desenvolvimento elas se limitam a ensinar e distribuir diplomas, sem cumprir o seu papel potencial de órgão consultivo do Estado. Como resultado, os cientistas e tecnólogos das universidades permanecem, em grande parte, isolados do negócio e da nação, e não têm voz nos problemas que surgem.

Outra perda muito grande de cérebros é causada pela incapacidade de formar cientistas e técnicos. As razões para esse fracasso são múltiplas e estão enraizadas na situação social, econômica e cultural da América Latina. Meias-medidas, portanto, não podem resolver o problema, muito menos medidas baseadas em fórmulas ou receitas generalizadas, já que as diferenças de desenvolvimento entre os países latino-americanos são enormes - muito maiores do que aquelas entre as nações da Europa. Em alguns países, o desenvolvimento científico e tecnológico ainda nem começou; em outros, chegou a um nível elevado, e tudo o que está faltando é um mecanismo de coordenação.

Todo esse desperdício de recursos intelectuais - que é muito mais grave do que o desperdício de recursos naturais - deve ser evitado para que a América Latina possa avançar na área científica e tecnológica. Isso significa que as pessoas devem ser informadas e preparadas para o desenvolvimento que está sendo projetado e planejado. Cabe perguntar que papel o museu desempenhará nessa nova abordagem, nessa preparação básica necessária para garantir o progresso.

Falando como cientista, e não como museólogo, posso dizer que os museus estão afastados da real situação científica e tecnológica que os circunda. Para muitos deles, especialmente os museus de arte e história, é impossível refletir essa situação em suas exposições e atividades: um museu de arte ou história se encontraria fora do seu elemento se tentasse apresentar determinados aspectos da ciência moderna, para não mencionar o quão incongruente seria essa política. Mas mesmo aqueles museus que podem oferecer um panorama da ciência e tecnologia, muitas vezes o fazem de forma ineficaz ou involuntária. Em outras palavras, nenhum museu faz o espectador sentir que ciência e tecnologia são gigantes gêmeos que estão inexoravelmente mudando o mundo e a humanidade, e que a nossa civilização e o nosso futuro estão ligados a eles. Quanto mais esses dois gigantes crescerem, maior será a redução da pobreza, da escassez, da ignorância e da miséria individual e coletiva. E ainda assim, os museus os ignoram e, como avestruzes, escondem a cabeça na areia para não os ver.

Essa pode muito bem ser a visão de um cientista que nada tem a ver com museus e quer que eles ajudem a promover a importância e as conquistas da ciência e tecnologia. Mas tão logo tocamos nesse assunto, imediatamente esbarramos no conceito de que a função e a finalidade do museu devem estar na comunidade de hoje. Simplesmente destacaremos aqui que, como os povos da América Latina somente poderão ser libertados da pobreza e da ignorância por meio da ciência e tecnologia, alguém precisa começar a desbravar essa trilha rumo ao desenvolvimento. E como os museus, quer percebam ou não, fazem parte do sistema educacional de cada país, não podem desprezar ou ignorar aspectos do mundo que são reais e que conduzem à prosperidade.

Portanto, uma vez que a maioria dos museus, por sua própria natureza, é incapaz de lidar com essas questões, será necessário aumentar o número de museus capazes fazê-lo. Deixando de lado o museu integral do futuro, que foi a solução da Mesa-Redonda para o problema da América Latina, está claro que museus de ciência e tecnologia - precisamente os

que estão faltando - são necessários. Mas talvez o que se deseja não é tanto um tipo grande de museu, como o Deutsches Museum, o Museu de Chicago, o Palais de la Découverte e instituições afins que só podem ser construídas por países suficientemente desenvolvidos tecnologicamente, mas um museu menor, embora ativo, que saiba colocar ao alcance de adultos, jovens e crianças - especialmente das crianças - as conquistas da ciência e tecnologia, juntamente com uma explicação do seu significado social. Um dos problemas mais graves da América Latina é a insuficiência de transferência descendente de conhecimento técnico e científico - das alturas onde habita para o nível do solo -, onde as pessoas comuns devem senti-lo, experimentá-lo e aplicá-lo. A América Latina carece desses "intermediários de ciência e tecnologia" que entendam a linguagem científica e possam explicá-la às massas que não a entendem.

Para colocar o desenvolvimento no caminho certo, os líderes latino-americanos devem sentir, como um dever patriótico, a necessidade de educar as pessoas, e isso implica, em primeiro lugar, resgatá-las da ignorância e do analfabetismo e, em seguida, familiarizá-las com o universo da ciência e tecnologia e mostrar-lhes como usá-la em benefício próprio.

Naturalmente, a conscientização da importância da ciência e tecnologia para o desenvolvimento da humanidade visa, em última análise, promover a formação dos especialistas necessários para permitir que os países saiam do lamaçal do subdesenvolvimento. Para que isso aconteça, é fundamental e decisivo, repetimos, que os cientistas e tecnólogos sejam nativos, não somente porque, presume-se, terão um maior incentivo patriótico, mas porque a contratação de especialistas estrangeiros é simplesmente um estágio ou um paliativo e nunca uma solução. Os males do subdesenvolvimento serão erradicados apenas na medida do uso eficaz de recursos de todos os tipos, e entre esses recursos, de longe o mais importante é a própria população. Sem os seus talentos, nada pode ser alcançado, e esses talentos devem ser treinados e educados para realizar novos avanços em prol da comunidade.

Uma das formas de prevenir a mera importação de tecnologias de marca registrada e, ao mesmo tempo, evitar a fuga de cérebros, pode ser a criação de uma união dos países latino-americanos para a transferência de tecnologia e até mesmo de ciência. Muito pode ser feito nesse campo, especialmente entre países vizinhos, uma vez que alguns deles são capazes de fornecer técnicos a outros que não os tenham. Pode-se até mesmo considerar empreendimentos conjuntos ou projetos mutuamente benéficos.

Órgãos do governo por vezes cometem erros graves na promoção de ciência e tecnologia. Um desses erros, cometido com certa frequência, é apoiar apenas o que se chama de "ciência aplicada", em detrimento da pesquisa básica. Uma política desse tipo leva somente ao desenvolvimento de tecnologias de marca registrada. Os países que implementam essas políticas sempre dependerão dos avanços obtidos em centros de pesquisa estrangeiros e, conseqüentemente, sempre estarão atrasados em sua aplicação prática. O desenvolvimento deve equilibrar as reivindicações da ciência pura e da ciência aplicada; caso contrário, cairá nas garras de vendedores de tecnologia motivados por interesses econômicos, nunca patrióticos.

Como será constatado, os problemas de desenvolvimento científico e tecnológico na América Latina são muitos. Nos próximos 20 anos, terão de ser enfrentados energeticamente para que possam ser resolvidos. Isso significa promover a formação de especialistas por meio da concessão de subvenções e subsídios em vários níveis, do planejamento de ciência e tecnologia, da aplicação de tecnologia na agricultura, pecuária, mineração e indústria, etc. O museu deve desempenhar o seu papel nessa luta generalizada contra o subdesenvolvimento. Ele deve transmitir a mensagem de que ciência e tecnologia são importantes e preparam as pessoas para a vida. E se não puder mostrar muito sobre o passado científico e tecnológico porque o país não tem nenhum, ele terá que mostrar possibilidades futuras, ser um expositor de esperança.

Os latino-americanos são herdeiros da pobreza dos primeiros habitantes do continente, que se dedicavam principalmente à caça e à colheita. Também são descendentes - de sangue puro ou misturado - dos pobres da Europa, da África e da Ásia, que vieram "fazer a América". Os latino-americanos são, portanto, duplamente pobres. Para sair de sua pobreza dupla, precisam de todo o apoio que a ciência e a tecnologia podem oferecer, e estas, por sua vez, precisam do apoio da educação. É na fronteira entre a educação geral e a pesquisa pura e aplicada que o museu deverá encontrar o seu nicho ecológico e prestar seu serviço à América Latina.

✂ TRADUZIDO DO INGLÊS

MUSEU E EDUCAÇÃO AO LONGO DA VIDA

Juan Gómez Millas

A ideia de que, para manter sua eficiência profissional as pessoas instruídas precisariam ampliar e atualizar seus conhecimentos começou a se desenvolver separadamente da noção de cursos de extensão e outras formas de educação de adultos após a Segunda Guerra Mundial, e como resultado da experiência e do pensamento daquele período. Durante os anos de guerra, havia sido necessário treinar pessoal para servir em várias frentes ou para acelerar e melhorar os processos econômicos, administrativos e de informação nos países

envolvidos na guerra. Também havia sido necessário estabelecer contato com povos e sociedades muito diferentes, cujas culturas, valores e estilos de vida eram pouco conhecidos apenas por alguns grupos de especialistas.

Não se tratava, portanto, apenas de resolver problemas linguísticos e semânticos. Havia muitos outros problemas, alguns dos quais envolviam transferências complicadas e urgentes de tecnologia, além de situações emocionais de vários tipos que exigiam tanto pesquisa fundamental em diferentes ciências como inovações sociais.

A experiência adquirida pelas nações colonizadoras no transcórre da grande expansão moderna teve de ser re-examinada e reavaliada à luz de novas situações, com a ajuda das ciências sociais, antropológicas, políticas e econômicas, a fim de garantir a maior eficiência possível no menor tempo possível. Como métodos de trabalho tinham de ser improvisados *in loco*, as conclusões obtidas nem sempre eram satisfatórias. A necessidade de aprofundar a pesquisa em psicologia social, antropologia cultural e relações entre os ambientes social e natural, fez-se sentir. De qualquer maneira, os estudos e pesquisas realizados mostram, hoje, sob uma luz desfavorável, o parco progresso alcançado pelas ciências e técnicas comportamentais, sociais e culturais nas décadas de 1950 e 1960. Particularmente importantes foram os estudos antropológicos de comunidades do Terceiro Mundo, os estudos e experimentos conduzidos nos países socialistas e os estudos de subculturas nas sociedades desenvolvidas.

A motivação nacionalista e desenvolvimentista que caracterizava os movimentos pela independência surgidos no chamado Terceiro Mundo nos anos do pós-guerra deu um poderoso impulso às tendências de mudanças estruturais e revolucionárias e à sua "modernização", bem como à busca por modelos adequados, métodos eficazes, envolvimento internacional, etc. Em seguida, houve a questão da alfabetização. Que tipo de alfabetização deveria ser fornecido? Educação funcional? Educação integral da comunidade? O que era mais importante: educar crianças e jovens, ou educar os mais velhos? Poderia toda a população ser levada a adotar um novo estilo de vida e novos valores? Surgiram, então, essas e muitas outras perguntas para as quais não havia respostas claras. Em todos os casos novos modelos tinham de ser produzidos, em conjunto com ações rápidas e contínuas, durante um período de vários anos. A educação, então, surgiu como uma das estratégias políticas mais promissoras. Assim, não foi de estranhar o fato de que muitas instituições de vários tipos tenham adquirido determinados aspectos educacionais. A idéia de que a educação não se limitava à escola começou a ganhar terreno. Na linha de frente das novas instituições de ensino estava, naturalmente, o museu, que já embarcara na tarefa da educação em várias partes do mundo, mais particularmente na China e na URSS, onde se tornou uma instituição para a educação das massas.

Entre os princípios que surgiram, podemos mencionar o mais importante, do ponto de vista geral: (a) cada civilização deve ser concebida como um sistema que contém elementos adequados para satisfazer as necessidades vitais dos seres humanos que a compõem; seu conteúdo cultural pode ser entendido por outras culturas e sociedades e transferido de uma para outra; (b) as mudanças que transformam uma civilização são menos traumáticas se forem rápidas e abrangentes, em vez de lentas e parciais; (c) as mudanças serão fecundas se resultarem da iniciativa dos grupos envolvidos, e se o stress for colocado em níveis que possam efetivamente complementar um ao outro em seus aspectos culturais, e não apenas em alguns desses níveis (por exemplo, desenvolver a educação sem as mudanças sociais que a estimulam e sustentam; ou organizar um processo de industrialização que não pode ser corroborado pelo restante da cultura); (d) a educação não é transmitida apenas pela palavra escrita; há outros meios de educação, como o contato direto com as coisas, a experiência de fenômenos, a participação nos processos da natureza e da sociedade.

Alguns desses princípios, particularmente o último, já haviam sido aplicados em várias partes do mundo e em diferentes contextos. Por exemplo, nos Estados Unidos da América, em meados do século XIX, os *Land Grant Colleges* introduziram cursos de extensão agrícola ou industrial, com o objetivo de colocar a tecnologia a serviço dos homens que estavam em contato direto com os fenômenos naturais ou sociais; publicações foram lançadas para trabalhadores rurais e industriais e artesãos, colocando ao seu alcance as descobertas da ciência e os resultados da tecnologia aplicada, especialmente na medida em que afetavam atividades específicas. Na prática, esse trabalho de extensão resultou em um sistema de educação gratuita e contínua, envolvendo algumas formalidades e nenhuma obrigação, mas permitindo àqueles que desejavam melhorar e desenvolver aptidões prosperar e seguir adiante. Projetos semelhantes materializados em vários países europeus - em algumas a partir do século XVIII, em outros no século XIX, e em outros, ainda, no presente século. Uma diferença importante entre esse tipo de educação gratuita e contínua e o que hoje é conhecido como educação "ao longo da vida" é que, no primeiro caso, alguma instituição pública ou privada de ensino assumiu a responsabilidade de prestar um serviço ao indivíduo, enquanto no último esse serviço é direta ou indiretamente institucionalizado, faz parte da vida do indivíduo e tem um conteúdo geral social e cultural, em oposição à formação puramente profissional.

Paralelamente aos cursos de extensão, escolas noturnas foram criadas em vários países da Europa e da América para jovens e adultos que trabalhavam durante o dia, dando-lhes a oportunidade de melhorar seus conhecimentos gerais e, às vezes, suas habilidades

profissionais. Em alguns casos, esses cursos ofereciam uma formação profissional completa, mas com foco em uma área específica. Muitos desses cursos assemelhavam-se à educação formal. No entanto, nenhum deles pode ser considerado uma instituição de educação ao longo da vida, em termos das exigências atuais.

A ideia de educação ao longo da vida e/ou recorrente é uma resposta ao aumento mundial da velocidade com que as mudanças estão ocorrendo em todos os aspectos da vida humana, seja social, científico ou tecnológico, e no meio natural. Essa aceleração da mudança é uma característica do mundo atual e se estende às sociedades mais primitivas. Sua conscientização remonta ao final da Segunda Guerra Mundial, e ela tem sido estudada a partir de vários pontos de vista, inclusive no que se refere aos seus efeitos sociais e psicológicos. Esses estudos deram origem a alarme e ansiedade em planejadores sociais e educacionais, como também naqueles responsáveis pela indústria e pela formulação de políticas.

As rápidas mudanças ocorridas na maioria dos ramos da tecnologia refletem-se nas mudanças afins que ocorrem na estrutura do trabalho, na vida social, na atividade internacional ou na vida privada. Elas são observadas até mesmo nas formas de oferecer ou buscar experiência estética ou novas sensações. Parecemos impotentes para encontrar qualquer racionalidade no turbilhão desses processos. Assim que uma forma é explicada, ela é substituída por outra. A lacuna entre as gerações não pode mais ser considerada em termos de décadas, mas sim de faixas etárias cada vez mais próximas. Ao mesmo tempo em que essas mudanças ocorrem em todas as sociedades e culturas, e em países tanto desenvolvidos como em desenvolvimento, fendas profundas aparecem, separando os subgrupos culturais e sociais em cada sociedade, exigindo um grande esforço dialético para a criação de sistemas de comunicação e informação que permitam pelo menos um diálogo racional entre pessoas de diferentes níveis de formação e tipos de especialização. Isso é muito mais abrangente do que a diferença entre duas culturas de que se falava de nos anos 1950. Agora, trata-se de várias subculturas divididas entre si por uma série de problemas semânticos.

Hoje, o sistema mundial de comunicações permite que as pessoas em todas as partes do mundo estejam em contato próximo com eventos em outras partes, enquanto há uma geração esses eventos teriam parecido remotos e obscuros. Para nós, é como se eles estivessem ocorrendo entre nós; nós os vemos e os vivenciamos; mas podemos nos perguntar se os entendemos ou não. É quase como se um excesso de "iluminação" nos impedisse de discernir as coisas, nos deslumbrasse e nos confundisse.

O conhecimento se torna obsoleto, tanto nas ciências naturais como nas ciências humanas e sociais, e novas disciplinas cada vez mais complexas continuam a surgir nas áreas onde diferentes fenômenos interagem. Conhecer uma disciplina científica da maneira tradicional equivale quase a não a conhecer, a menos que se esteja ciente de sua relação com outras disciplinas mais ou menos próximas. A tarefa do cientista ou do tecnólogo está ficando cada vez mais difícil. Ela exige trabalho em equipe e a codificação de uma linguagem que permita aos especialistas em diferentes áreas entender uns aos outros. O que é necessário para uma compreensão da arte vale igualmente para se olhar através de um microscópio ou para ouvir sons eletrônicos. Dessa forma, novas áreas estão sendo abertas, revelando novas formas de se perceber os "momentos" em que ciência e arte se integram dialeticamente e satisfazem o desejo de integração da mente que aspira moldar uma morfologia funcional e estruturalista que forneça um relato global do mundo. O aspecto integrador da educação funcional ao longo da vida das várias disciplinas corresponde exatamente à contribuição atual do museu para a educação ao longo da vida, à qual se pode aplicar a excelente definição de trabalho interdisciplinar oferecida pelo economista polonês Ignacy Sachs em "The Logic of Development".

Toda a questão da educação assume, assim, uma nova forma. No pensamento socrático, o sentido da vida do homem era a ação humanista; falava-se da descoberta de si mesmo, da "ek-sistência" do ser humano; e o raciocínio era o veículo e o objetivo de humanização do "conhecimento". De certa forma, era um ideal de vida contemplativo; a vida do homem era um sistema de educação ao longo da vida, e o humanismo romano nasceu dessa fonte.

Hoje, quando o homem quer retratar um estado futuro feliz, não o descreve como um Jardim do Éden idílico, mas sim em termos de técnicas pelas quais o trabalho humano é total ou parcialmente substituído por máquinas obedientes feitas pelo homem, ampliando a nossa percepção do mundo e o nosso domínio sobre ele, e aumentando as esperanças de libertação da alienação. Não mais buscamos isso por meio da arte, como Schiller o fez, mas por meio da tecnologia. Da mesma forma, quando fugimos da cidade para o campo, não abandonamos as nossas preferências pela tecnologia. Nós as levamos conosco: se queremos visitar um parque nacional, devemos entrar na fila do parque.

A educação ao longo da vida é um meio de ajudar o homem a adaptar-se a novos mundos, de preservá-lo de suas contradições dramáticas e de seus desajustes crescentes. Agora, se alguém quer viver em um mundo idílico, bucólico, terá de se tornar um hippie; mas, assim, ele se exporá à acusação de cometer um crime contra a cultura, interrompendo o sonho "tranquilo" da tecnologia, do desenvolvimento, do produto *per capita*, e de muitas outras de nossas ilusões. A educação formal, que era de natureza voluntária, deve transformar-se em educação ao longo da vida, que é de natureza obrigatória.

A obrigatoriedade dessa educação ao longo da vida não precisa derivar de um preceito

legal. Ela é consequência de um sistema de subsistência vital. Uma vez que não é possível manter as pessoas na escola indefinidamente, foi concebido um processo educacional pelo qual os trabalhadores - cuja tarefa foi consideravelmente aliviada por processos tecnológicos - são libertados de parte do seu trabalho e, portanto, capazes de entrar em um paraíso tecnicamente organizado conhecido como "lazer cultural". Por meio de novas pressões sociais, os trabalhadores podem viver nesse paraíso, na esperança constante de alcançar um estado ainda mais elevado de felicidade. No seio do sistema, o indivíduo vive com a comunidade, onde a ciência, a tecnologia e a arte dominam com um significado novo. Esse novo significado é conferido em razão de sua grande importância social; seus ritos e símbolos são assimilados por meio de uma educação que integra os dois grandes sistemas ambientais - o natural e o social. O elo entre os dois sistemas é a educação como ideologia.

As várias tentativas de resolver os problemas de formação e reciclagem profissional, de preencher as lacunas educacionais entre as diferentes camadas sociais, em países tanto desenvolvidos como em desenvolvimento, foram combinadas durante certo tempo em um esquema amplo de educação comunitária. Esse esquema, em grande parte elaborado por especialistas da Unesco, ganhou aceitação e foi colocado em prática em muitos países, em especial nas regiões e nos setores que pareciam menos permeáveis a uma ação educativa geral. Mas, como as comunidades são compostas por pessoas de diferentes idades, sexos e classes sociais, não foi fácil encontrar condições equivalentes e, portanto, métodos, aplicáveis a todos os casos. Novas estratégias sociais e culturais tiveram de ser inventadas para a educação. Tornou-se cada vez mais claro que a educação no mundo de hoje apresenta as maiores dificuldades e os problemas mais complexos e, portanto, exige muita experimentação social e inovação. Sobre a questão do desenvolvimento, mais de 10 mil títulos de publicações relacionadas com os sistemas econômicos e as sociedades do Terceiro Mundo foram lançados na década de 1950. Apenas para definir o conceito de "subdesenvolvimento", mais de 500 estudos devem ser consultados. Milhares de publicações também foram lançadas sobre o tema da educação e experiências no Terceiro Mundo. Com tudo isso, no entanto, os problemas de definição, avaliação, transferência, etc. ainda não foram resolvidos. Nas últimas décadas, novas ciências - ambientais, normativas, comportamentais, funcionais, estruturalistas - mergulharam fundo na busca de uma definição aplicável a todas as sociedades e aos seus processos educacionais.

A educação ao longo da vida não tem a pretensão de eliminar a educação sistemática, mas sim de complementá-la com novos conceitos e técnicas aplicáveis a grandes números. A necessidade mundial de melhorar quantitativa e qualitativamente a produção e distribuição de bens, de enfrentar o desafio dramático da explosão demográfica ou a concorrência econômica internacional, deu credibilidade à ideia de que era necessário acrescentar às responsabilidades dos trabalhadores uma reciclagem contínua, uma melhoria das suas qualificações, e/ou, quando as circunstâncias o exigiam, modificar suas ocupações e treiná-los de novo para outros tipos de trabalho. Mostrara-se, com alguma certeza, que os sistemas educacionais onde a especialização ocorre muito cedo, longe de serem benéficos tendiam a desenvolver em seus alunos uma visão estreita que os impedia de adaptar-se às mudanças na ciência e tecnologia.

Como parecia improvável que as mudanças fundamentais que ocorriam em todos os setores de atividade chegassem ao fim e, ao contrário, de acordo com projeções de médio e longo prazo pareciam susceptíveis de aumentar, a única maneira de se alcançar uma relação equilibrada entre trabalho e educação para o trabalho foi a introdução de um sistema diversificado de educação ao longo da vida. Para manter um projeto dessa magnitude, não se conhecia nenhum sistema adequado de financiamento - a menos que toda a sociedade se envolvesse conscientemente em um esforço educacional, ou seja, se transformasse em uma sociedade educacional, e a menos que a ideologia subjacente a esse esforço for suficientemente forte para constituir uma força dinâmica.

As mudanças sociais que estão ocorrendo nos países desenvolvidos, bem como em alguns dos menos desenvolvidos, incluem a participação ativa e responsável dos trabalhadores na administração das operações das empresas. Essa aspiração no sentido da cogestão, que é também evidente nos países do Terceiro Mundo, oferece um modelo de democratização do trabalho e eliminação de certos fatores de alienação. A educação formal oferecida nas escolas primárias e secundárias desses países dá aos futuros trabalhadores poucas oportunidades de aprender a reagir a essas novas aspirações e problemas e adquirir os elementos de julgamento e a experiência de que necessitarão para participar dessa cogestão de uma forma racional e responsável. As mudanças sociais muitas vezes não esperam que as pessoas nelas envolvidas estejam nas condições mais favoráveis para agir, e esse é um motivo a mais para a educação ao longo da vida após a escolaridade formal. A nova educação para a participação social no trabalho não pode ser oferecida em escolas sistemáticas de educação ao longo da vida, a menos que toda a sociedade se torne uma sociedade educacional.

Se aceitarmos essa ideia, não poderemos concordar que a educação em pauta deva desenvolver-se de forma não técnica e sem referência a normas científicas de educação. Sabemos que as instituições sociais ou de trabalho, deixadas à sua própria iniciativa, não são suficientemente capazes de cumprir sua missão, e que, portanto, precisam do apoio intelectual de centros especializados. Isso nos leva a concluir que a responsabilidade pela

educação ao longo da vida nos países do Terceiro Mundo deve ser compartilhada pelos órgãos ou instituições educacionais e os setores produtivos das instituições, tais como empresas, sindicatos, etc. A variedade de acordos e metas e as diferentes motivações produziram experimentos e planos de longo prazo. Dada essa atmosfera, o caminho estaria aberto para a participação do museu, de várias formas eficazes, na tarefa da educação de adultos.

A participação do museu com suas diversas especialidades não implica, absolutamente, que o museu substituirá os sistemas de educação formal ou sobrepor-se-á a estes, mas sim que complementar os sistemas de uma forma especial, estimulando a criatividade e o desejo de descobertas e proporcionando uma visão global e integrada dos ecossistemas. Por que os objetos mais típicos e valiosos que testemunham o trabalho do homem são acumulados em museus? Cada objeto exposto fornece um exemplo claro de inventividade e criatividade, permitindo ao visitante visualizar tanto o objeto em si como a forma de sua produção no contexto dos processos sociais ou da época que representa. Do ponto de vista educacional, isso oferece a possibilidade de organizar os estudos em torno de "casos", substituindo, assim, até certo ponto, a sistematização e isolando a ideologia das ciências particulares. Esses "casos" colocarão o aluno, seja criança ou adulto, em contato com um momento em toda a vida do passado ou do presente, de tal forma que a imagem que ele recebe será composta de presente, passado, futuro, natureza e sociedade, como na vida real.

A ação do museu em relação à educação ao longo da vida também pode ter o objetivo de capacitar professores no uso integrado do material oferecido pela natureza, pela atividade humana, pelos gostos, pelos interesses e pelas formas de trabalho.

Devido à sua própria natureza, o museu oferece um ambiente favorável à comunicação não verbal com os objetos. Sua mensagem é transmitida através dos objetos, e estes falam por si. De fato, a verdadeira mensagem foi preparada de acordo com a seleção prévia das coisas e dos fenômenos a serem ilustrados; ela é organizada de forma didática e educativa. No planejamento e na organização da exposição de objetos, o museólogo codifica os materiais e os fenômenos. Ao fazê-lo, ele transmite seus conhecimentos de acordo com os códigos que lhe são familiares. Os estudantes e outros visitantes que observam os objetos realizam a operação inversa de decodificação. Um processo dialético, portanto, ocorre - embora nem sempre aparente -, envolvendo o pessoal do museu, os objetos e os visitantes. Há uma corrente contínua nos dois sentidos, em que as perguntas e respostas educam e estimulam tanto o museólogo como o visitante e dão vida nova ao que parecia estar morto e esquecido. O museu se transforma em um centro vital próspero. Os objetos que antes foram coisas vivas - sagradas ou profanas - assumem uma vida nova (*Wieder-holung*, Lessing), sugerindo novos pontos de vista e se tornando objetos capazes de contribuir para a criação de um futuro. Aqui temos uma tradição vivificada, que propõe perguntas ao observador e fornece respostas a quem pergunta. Nada realmente morre; tudo nasce novamente, mesmo que não saibamos quando, como ou em que personificação. Isso explica a tarefa do museu, sua mensagem educacional ao longo da vida.

O museu tem a oportunidade de se tornar a instituição de onde é possível observar o horizonte da cultura, das relações entre o homem e o mundo e maneiras de integrá-los. Lá, as pessoas podem ser colocadas diante dos seus dilemas mais graves e têm a possibilidade de ver abrirem-se as perspectivas obscurecidas pela rigidez das estruturas sociais e pela exploração descontrolada dos recursos utilizados para fins de produção e consumo. Em muitos casos, as novas possibilidades educacionais abertas ao museu para o lançamento de atividades práticas têm sido aproveitadas, com bons resultados em vários países. Essas atividades destinam-se principalmente a despertar ou incentivar o interesse dos jovens: clubes de ciências ou de artes, exposições ou feiras de ciências, competições, acampamentos, excursões, assembleias nacionais ou internacionais, por meio das quais jovens e adultos, em conjunto ou separadamente, questionam o futuro. Há também oficinas polivalentes, que oferecem aos jovens inúmeras oportunidades de descobrir seu pendor particular em contato com as coisas e desenvolver sua personalidade individual. Em países carentes de recursos, essas oficinas poderiam ser usadas durante todo o dia, atendendo muitas escolas em diferentes níveis e gerenciadas por pessoal treinado em métodos e técnicas para o uso de objetos naturais ou culturais. Elas também poderiam servir como centros comunitários para adultos, que poderiam ser treinados em temas culturais e profissionais. Como se vê, o museu tem um grande papel a desempenhar na educação ao longo da vida do futuro.

MUSEUS na AMÉRICA LATINA: uma VISÃO GERAL

ARGENTINA

MARIO E. TERUGGI

Por serem muito numerosos e espalhados em uma área de cerca de três milhões de quilômetros quadrados, é muito difícil formar uma imagem completa dos museus da Argentina. É, portanto, quase impossível fazer um levantamento completo dos museus do país, principalmente pelo fato de não serem publicados periódicos nacionais para divulgar informações nessa área e não existirem documentos sobre a sua situação atual, seus acervos, atividades de modernização e reforma em andamento e todos os demais aspectos relacionados à museologia. No entanto, algumas generalizações podem ser feitas com base na experiência pessoal, para que o leitor estrangeiro possa ter uma ideia da efetiva situação dos museus na Argentina na atualidade.

Nas cidades do interior, há muitos museus privados, geralmente de história, arqueologia, paleontologia ou zoologia. Quase todos devem a sua existência aos esforços de algum amador entusiasta que explorou as possibilidades da sua região por muitos anos. Esses museus privados frequentemente têm muitos itens valiosos e acumulam coleções consideráveis, embora só contem com os recursos do seu fundador e diretor. Suas instalações são geralmente precárias e seus acervos expostos de maneiras inadequadas, embora alguns deles tenham vitrines de alto padrão.

Com o passar do tempo, os museus privados de algumas localidades tornam-se famosos em alguma medida e os habitantes dessas localidades passam a se orgulhar deles. Muitos deles são também usados como centros de reuniões e palestras, ampliando sua função cultural. Dessa maneira, eles passam por um longo processo que leva, gradualmente, ao seu reconhecimento oficial. Não raro, eles passam por uma fase de transição na qual são patrocinados por um clube cultural ou desportivo.

Embora apresentem falhas e os museólogos mais rígidos os vejam com certo desdém, os museus privados ou “amadores” satisfazem uma demanda *local* que, sem eles, talvez não fosse atendida. Sua contribuição, principalmente em termos de conscientizar o público em nível local sobre a necessidade dos museus, talvez ainda não tenha sido plenamente reconhecida. No entanto, ao abordarmos o tema dos museus na Argentina, precisamos começar falando sobre os privados, que formam o primeiro degrau da escada, o mais baixo e, conseqüentemente, o mais frequentemente esquecido.

Além disso, esses museus se esforçam para estabelecer e manter contatos com museus e museólogos em níveis mais altos. Seria interessante saber se o fenômeno dos museus construídos por amadores com paciência, entusiasmo, desapego e modestos recursos é comum em toda a América Latina.

Os museus municipais, dos quais há muitos, constituem o degrau seguinte da escada. Eles são bastante diferentes em termos de condições, tipo de vitrines, tamanho de acervos, instalações, pessoal especializado e muitos outros aspectos. Alguns museus municipais são bem organizados e contam com coleções adequadamente expostas. Outros sofrem com a falta de recursos e o descaso administrativo. O degrau teoricamente acima, mas que está, na prática, no mesmo nível, seria o dos museus provinciais, que também são obrigados a funcionar com recursos escassos e sem o apoio necessário. Há, no entanto, algumas exceções dignas de nota: museus em municípios prósperos que os apoiam generosamente e museus bem geridos conseguem enfrentar e convencer os administradores e políticos mais resistentes a apoiá-los.

Os museus nacionais, que funcionam sob a jurisdição de universidades ou ministérios, situam-se no degrau superior. O fato de um museu ser nacional não garante que ele receberá a devida atenção e, de um modo geral, esses museus enfrentam as mesmas desvantagens de outros.

De um modo geral, os museus oficiais — sejam eles municipais, estaduais ou nacionais — estão ou já estiveram em ótimas condições após processos de reformas ou em decorrência de grandes aquisições, mas é comum sofrerem longos períodos de descaso. Além disso, como se sabe, quando um país entra em um período de escassez, os museus são as primeiras instituições a serem afetadas. Seus orçamentos podem também ser corroídos pela inflação.

A situação dos museus na Argentina é, portanto, muito semelhante à observada em muitos outros países — eles sofrem com a falta de recursos em função da omissão das autoridades ou da sua necessidade de cuidarem de problemas mais prementes. No entanto, além da habitual falta de recursos, outros problemas afetam seriamente o funcionamento dos museus na Argentina.

O primeiro deles diz respeito à capacitação de pessoal especializado. Embora existam escolas de museologia em Buenos Aires⁸ e La Plata, elas funcionam em um vácuo, já que os profissionais que se diplomam nelas raramente conseguem um emprego em um museu e a profissão não é regulamentada. Os museus passaram a treinar seus funcionários de uma maneira *ad hoc*, geralmente sem nenhuma capacitação formal em museologia. Essa observação se aplica, particularmente, aos curadores de museus oficiais, os quais quase nunca são museólogos. Esse cargo de grande responsabilidade geralmente é ocupado por profissionais de outras áreas que tenham, por exemplo, experiência em disciplinas relacionadas (como historiadores, críticos de arte, arquitetos), experiência de trabalho em um museu ou simplesmente grande entusiasmo — quando não são nomeados por influência de autoridades. A profissão de museólogo não tem atraído muitas pessoas e esse fato tem efeitos muito negativos para os museus.

O segundo defeito — que é o maior defeito, vinculado ao primeiro — é a quase total falta de comunicação entre os museólogos argentinos, que não sabem quantos colegas têm, quem são e onde estão. Dispersos, sem manterem-se em contato, muitas vezes isolados, eles sofrem com a falta de relações mutuamente estimulantes e frequentemente ficam desanimados e apáticos. Eles não trocam experiências e não realizam reuniões, simpósios ou conferências de qualquer tipo. Falta-lhes *esprit de corps*; desunidos, não conseguem negociar com autoridades e apresentar suas demandas como um grupo coeso. Além disso, a maioria deles não tem autoridade ou poder de decisão em seus próprios museus.

É provável que a Argentina tenha mais museus do que qualquer outro país da América Latina; no entanto, há mais de duas décadas o país vem enfrentando uma grande crise econômica que afetou, inevitavelmente, os orçamentos dos seus museus e, portanto, as suas condições. Além de tudo isso, o país carece de um corpo bem treinado, competente e responsável de museólogos, que é essencial para o bom funcionamento de museus. Nos poucos casos nos quais um museu consegue reunir um bom pessoal, ele progride, mesmo com os recursos mais limitados.

✂ TRADUZIDO DO INGLÊS

8 Veja: 'The Argentine Institute of Museology', *Museum*, Vol. XXII, No. 1, 1969, págs. 61-8.

BOLÍVIA⁹

TERESA GISBERT DE MESA

A Bolívia, situada no centro do continente sul-americano, país com um rico patrimônio arqueológico e artístico, tem 14 museus, a maioria dos quais dedicados à arte em geral, à arqueologia e à arte popular. Quatro desses museus são diretamente supervisionados pelo Estado por meio do Ministério da Educação e Cultura, enquanto os demais pertencem a universidades, municípios e instituições culturais.

Três desses 14 museus têm acervos mistos de arte de um modo geral, arqueologia, arte popular e história; cinco são exclusivamente museus de arte, três são museus arqueológicos e um deles é um museu histórico. Dez deles funcionam em edificações antigas, geralmente mansões do século XVIII, em alguns casos de tamanha importância arquitetônica que são parte integrante do museu que abrigam. No entanto, na maioria dos casos seus acervos são inadequadamente expostos em decorrência da falta de conhecimentos museológicos por parte do seu pessoal.

Os objetos do período colonial e arqueológicos à disposição dos museus bolivianos são excelentes de um modo geral. O Museu da Casa da Moeda de Potosi, o Museu Nacional de Arte de La Paz e o Museu de Charcas de Chuquisaca possuem alguns itens europeus que consistem, quase todos, em pinturas flamengas do século XVI levadas para o país nos anos que se seguiram à conquista espanhola. Os museus exibem muitos exemplos representativos de pinturas locais dos séculos XVII e XVIII e pode-se dizer que, na Bolívia, a maior parte das pinturas do período colonial está em museus, exceto nos de La Paz e da região do lago Titicaca, onde ainda podem ser vistas *in situ* em igrejas barrocas locais. Muitos exemplos de pinturas de Cuzco também podem ser vistos em museus bolivianos, já que durante o período colonial Cuzco exportou muitas telas para o Alto Peru (atualmente, a Bolívia) que foram vendidas por tropeiros nas cidades do planalto e em Potosi e Oruro. Alguns dos artistas mais importantes para compreendermos a evolução artística do país estão extremamente bem representados e praticamente nenhuma de suas obras continua em mãos privadas. Esse é o caso de Bernardo Bitti (1548-1610), o jesuíta italiano que trouxe a arte da pintura para a zona andina e introduziu o maneirismo em Lima e Chuquisaca, cujas obras completas estão reunidas no Museu da Catedral de Sucre. O mesmo também pode ser dito de Melchor Perez Holguin (1660(?)-1724), um pintor do século XVII de Potosi, uma das figuras mais importantes da pintura barroca americana. Quase cem de suas obras já foram identificadas, mais de 60 das quais podem ser vistas em museus bolivianos.

Pinturas do século XIX, de pouco interesse do ponto de vista artístico, mas extremamente importantes para a história da iconografia, podem ser vistas no Museu Charcas (anexo à

9 Veja a página 203, anexo 6, "Tabela dos Museus da Bolívia".

Universidade) em Sucre e no Museu da Casa da Moeda de Potosi. É interessante observar que o trabalho de dois pintores equatorianos — Manuel Ugalde e Joaquin Pinto — pode ser apreciado na Bolívia. O primeiro acompanhou o Marechal Jose Antonio de Sucre com seus exércitos libertadores. Suas obras estão espalhadas por todo o Peru e pela Bolívia.

Os museus arqueológicos mais importantes são os de La Paz e de Tiahuanaco (museu regional). Este contém objetos encontrados em escavações realizadas pelo CIAT (1957-1972), entre os quais objetos de cerâmica de Tiahuanaco que representam não apenas o período clássico (de acordo com Bennett; o período IV segundo Ponce), mas também os períodos I e II, que eram totalmente desconhecidos até então. Uma cabeça antropomórfica em estilo realista e um apito na forma de uma casa são certamente os objetos mais interessantes. O museu também tem um conjunto de crânios deformados e trepanados de culturas pré-colombianas que são importantes para estudos antropológicos.

O Museu Arqueológico de La Paz possui um importante acervo de objetos de cerâmica de Tiahuanaco, particularmente do período clássico, que inclui vasos de diversos tipos, dos quais queimadores de incenso zoomórficos são exemplos particularmente belos. As salas nas quais objetos de cerâmica inca provenientes da Ilha do Sol do Lago Titicaca são exibidos também são importantes. Os museus também possuem alguns objetos de pedra de Tiahuanaco. O edifício, construído por Posnanski por volta de 1920, é um exemplo interessante de arquitetura revivalista em estilo neo-tiahuanacano. Dois outros prédios foram construídos no mesmo estilo posteriormente: a Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, e o Estádio Hernando Siles, ambos projetados pelo arquiteto Emilio Villanueva.

Há três edifícios realmente impressionantes do período de colonial: os da Casa da Moeda, do Museu Charcas e do palácio que abriga o Museu de Arte de La Paz. O prédio da Casa da Moeda começou a ser construído em 1758 para cunhagem de moedas e contagem dos impostos reais (quintos reais). Ele foi projetado pelo arquiteto Salvador Villa, em colaboração com Tomas Camberos e Luis Cabello, que também havia trabalhado na construção das Casas da Moeda de Lima e do México. A Casa da Moeda de Potosi é o maior edifício civil de todo o período colonial do Peru. O edifício, com suas máquinas e fornos, foi minuciosamente preservado. O Museu Charcas funciona no antigo edifício da Inquisição na cidade de Chuquisaca (atualmente Sucre). Ele tem um belo pátio com arcos no estilo mudéjar. O Museu de Arte de La Paz funciona em um belo palácio que data de 1775, construído no estilo barroco tardio. Ele contém uma entrada e um pátio interior majestosos com arcadas de pedra lavrada em três níveis. As adegas são cobertas por abóbadas de berço e de aresta.

Outro prédio importante, mas em estado deplorável de conservação, é o do Museu de Arte Popular de La Paz, que também é um palácio do século XVIII. O museu possui um amplo acervo de máscaras que representam cada parte do país, desde as usadas no festival da *Diablada* no centro de mineração de Oruro às máscaras dos chiriguales, uma etnia indígena de origem guarani.

Pode-se ver, portanto, que os museus da Bolívia possuem um rico acervo de arte americana que abrange desde o século XVI aos tempos modernos. A arqueologia está representada pelas culturas tiahuanaco e inca, bem como por outros exemplos locais, nos museus de Cochabamba, Oruro e Potosi. Exemplos de arte popular podem ser vistos em La Paz no Museu de Arte Popular e na Casa de Murillo, que também contém uma interessante coleção de ervas e amuletos pertencentes à farmacopeia callahuaya. A Bolívia não tem um museu de ciências ou mesmo de ciências naturais.

Diante desses fatos, as conclusões da Mesa-Redonda de Santiago (Chile) oferecem novas perspectivas para o desenvolvimento dos museus bolivianos.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

BRASIL

LYGIA MARTINS-COSTA

Um país se reflete em seus museus, não só nas coleções que falam da sua herança cultural ou dos principais interesses da sua elite, mas também, e acima de tudo, na atenção dada aos museus pelo público em geral. O entusiasmo pelo patrimônio natural e cultural do país e por estudá-lo, o desejo de apresentá-lo em seus aspectos mais significativos, a ânsia de transmitir um sentimento pelo passado, a experiência do presente e responsabilidade pelo futuro às novas gerações e um sentido mais amplo de transmissão dos conhecimentos de outras civilizações e regiões ecológicas representam, juntos, um potencial que faz do museu um centro de educação, civismo e mente aberta para o mundo como um todo.

Em contraste com a atitude dos países desenvolvidos, a dos países em desenvolvimento revela uma realização insuficiente do papel do museu na sociedade atual. No entanto, esses países são os mais carentes dos serviços prestados pelos museus e aqueles nos quais a ênfase no museu depende principalmente, mais do que nos desenvolvidos, das autoridades públicas. Na nossa era tecnológica e de convulsão social, no entanto, seus governos estão concentrados na solução de problemas imediatos, em detrimento dos educacionais, cujas soluções exigem mais tempo, mas cuja validade deve ser duradoura.

O PAÍS

O Brasil é um país com uma extensão territorial de oito milhões e meio de quilômetros quadrados que inclui vastas regiões desabitadas. Nos últimos anos, o país percebeu que a retenção e integração do seu território dependem de uma presença próxima do Estado, o que só seria possível deslocando a capital para o interior, construindo estradas para ligar centros vitais a áreas remotas e criando novos pólos políticos e administrativos — medidas que envolveram operações lentas e onerosas. O estabelecimento do seu território e a estabilização da sua situação econômica e financeira tornaram-se, naturalmente, problemas prioritários e a promoção de um programa de desenvolvimento industrial básico, canalizando capital para áreas menos favorecidas, surgiu como uma consequência lógica.

Atualmente, a atenção do país está focada em problemas de educação, saúde, agricultura e pecuária — problemas graves, devido ao percentual ainda elevado de analfabetismo na população. Uma vez que o país tem muito poucos técnicos e os disponíveis estão sobrecarregados, é obviamente necessário aumentar seu número e melhor qualificá-los. Por essa razão, as universidades estão sendo reformadas para proporcionar uma compreensão mais profunda e precisa da situação do Brasil à próxima geração.

A SITUAÇÃO ATUAL DOS MUSEUS BRASILEIROS

Sejam eles dependentes de autoridades federais, estaduais ou municipais ou de entidades civis ou religiosas, ou ainda de particulares, os museus refletem a situação do país como um todo, em especial a dos estados e municípios aos quais pertencem ou nos quais estão situados, sendo observadas diferenças importantes tanto na qualidade de seus acervos como na sua capacidade técnica e serviços prestados à comunidade. Há alguns museus que são praticamente de calibre internacional, mas a grande maioria carece de especialistas e deixa muito a desejar. É difícil, portanto, generalizar, especialmente nos últimos tempos, quando o conceito do museu ficou mais claramente definido no mundo profissional, enquanto, para além do seu controle, observa-se uma verdadeira explosão museográfica sem nenhuma infraestrutura cultural ou planejamento, na forma de acervos heterogêneos e independentes que se consideram museus e pretendem dotar a cidade de centros intelectuais — embora falsos — ou aproveitar a presença mais intensa de turistas em locais mais frequentados por seus monumentos históricos. Obviamente, há exceções, devido à ação isolada de alguma autoridade pública ou eclesiástica mais sensível à questão ou de algum estudioso ou colecionador mais informado.

Um grande defeito comum a quase todos os museus é a sua limitada contribuição educacional para o país em qualquer nível. Essa apatia em relação à educação foi discutida no primeiro Congresso Nacional de Museus realizado pela Comissão Nacional do ICOM em 1956, ao qual educadores foram convidados para debater a questão. Esse tema foi levantado novamente em uma reunião sobre educação nos museus da América Latina organizado pela Unesco em 1958 no Rio de Janeiro;¹⁰ posteriormente, ele foi discutido no primeiro Congresso Brasileiro de Recursos Audiovisuais, realizado também no Rio pela Associação Brasileira de Educação, no qual uma declaração de museólogos sobre a questão levou o Ministro da Educação a criar um grupo de trabalho para analisá-la. O tema foi também enfatizado no V Congresso Nacional sobre Museus realizado em Petrópolis em 1970 e na Mesa-Redonda sobre museus latinoamericanos organizada pela Unesco em Santiago do Chile.¹¹

Há muitos indícios de que alcançamos a maturidade necessária para superarmos a abordagem incoerente que tem caracterizado quase todos os museus brasileiros.

NÚMERO E DISTRIBUIÇÃO GEOGRÁFICA

Embora tenham sido elaborados dois inventários — um em 1958, listando aproximadamente 200 instituições, e outro em 1972, que leva em consideração um conceito mais amplo de museu e relata a existência de cerca de 400 dessas instituições —, ainda é impossível determinar seu número com precisão. Isso ocorre porque esses inventários basearam-se, principalmente, em questionários escritos e os proprietários de museus ou os responsáveis por eles que os responderam não entenderam, em muitos casos, o significado das perguntas ou mesmo o valor real dos acervos sob seus cuidados. A experiência revela a necessidade de verificações *in situ*, que só podem ser feitas a partir de um esforço conjunto dos diversos setores da administração pública, para que seja possível usar pessoal qualificado em diferentes especialidades e também evitar custos excessivos na realização das pesquisas necessárias. As vantagens de se ter um conhecimento preciso dos ricos acervos existentes em todo o país seriam adicionais às orientações técnicas mínimas que equipes profissionais poderiam dar às pessoas responsáveis por pequenos museus, arquivos históricos e reservas naturais.

¹⁰ Georges Henri Riviere, *Seminário Regional da Unesco sobre o Papel Pedagógico dos Museus*, Rio de Janeiro, Brasil, 7 a 30 de setembro de 1958, Paris, Unesco, 1960 (Estudos e Documentos Pedagógicos, 38).

¹¹ Hector Fernandez Guido, *Mesa-Redonda sobre o Desenvolvimento e o Papel do Museu no Mundo Contemporâneo*, Santiago do Chile, Chile, 20 a 31 de maio de 1972 (Doc. da Unesco SHC-72/CONF.28/4) (mimeo.).

No que diz respeito à sua distribuição geográfica, há museus instalados em todos os estados, principalmente em diversas cidades de São Paulo, Guanabara, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahia e Pernambuco.

ÁREAS CULTURAIS PREFERIDAS

De modo geral, os acervos regionais são ecléticos: documentos históricos locais se misturam com o folclore, a etnografia indígena, a arqueologia e extratos de diferentes obras sobre as ciências naturais. Nos grandes museus do Nordeste, predominam móveis e estátuas coloniais sofisticadas e, em menor medida, pinturas, principalmente do século XIX. Nas regiões Norte e Oeste, podem ser vistos principalmente acervos indígenas representativos de seus respectivos povos. No Sul, predominam as armas, em decorrência das diversas campanhas militares e guerras de fronteira ocorridas na região. Em Minas Gerais, há ricos acervos de mobiliário, esculturas e estátuas do século XVIII e o artesanato local ocupa um lugar de destaque. Nos seus principais centros universitários, funcionam museus especializados em antropologia e arqueologia, arte, botânica, história, geologia e zoologia, com diferentes linhas de ênfase em seus acervos e publicações técnicas. Há também museus especializados em um tema específico, que podem ser dedicados a uma personalidade importante, a um ciclo ou setor econômico, a um aspecto cultural ou de pesquisa ou até a experiências iniciais em algum campo tecnológico.

Nos últimos anos, observou-se o desenvolvimento de museus de arte moderna, os quais, em função do interesse geral em todos os aspectos da expressão artística contemporânea, são muito frequentados por jovens; museus de arte sacra, patrocinados pelo Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional e situados em cidades históricas, onde têm a garantia de um público que paga ingresso, cuja renda lhes permite melhorar as vitrines de exposição; e museus de arqueologia brasileira, graças a uma legislação relativamente recente que lhes garante ajuda financeira por intermédio do IPHAN (Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional) para escavações e outras atividades arqueológicas em todo o país.

IPHAN

Como parte de suas funções e na medida permitida pelos seus recursos, o Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional tem inventariado e reunido documentos (cópias, fotografias, plantas baixas e projetos arquitetônicos) sobre bens culturais e sítios de importância excepcional em todo o território nacional, além de preservá-los, restaurá-los, pesquisá-los, estudá-los e divulgá-los por meio de artigos e monografias. Com vistas a proteger esses bens culturais, o instituto desenvolveu uma rede de museus e casas históricas, que já somam mais de 30 unidades — incluindo os já estabelecidos, em processo de estabelecimento ou planejados —, além de diversos monumentos de arquitetura civil, militar ou religiosa, conjuntos arquitetônicos rurais e até mesmo um parque histórico, todos abertos ao público e mantidos ou administrados pelo instituto. Ele presta assistência técnica a todas as instituições culturais que a solicitem; promove a criação de novos museus para valorizar o patrimônio histórico e artístico das respectivas regiões; e, por último, estende suas ações de proteção não apenas a cerca de 1.000 monumentos e dezenas de aglomerações urbanas, mas também a algumas cidades históricas que ele restaura e torna atraentes para turistas por meio de planos especiais, amparados em acordos nacionais e internacionais.

PRINCIPAIS ASSOCIAÇÕES

Criada no Brasil logo após a criação do ICOM, a ONICOM (Organização Nacional do ICOM — Comissão Nacional do ICOM) tem passado por fases de maior e menor atividade. Pesa em seu favor o fato de ter sido a primeira organização a reunir museólogos e museus de diversas partes do país; de ter realizado cinco congressos nacionais de museus (Ouro Preto, São Paulo, Bahia, Rio de Janeiro e Petrópolis); e de ter desempenhado um papel ativo no seminário latinoamericano organizado no Rio em 1958, quando contribuiu para a publicação do inventário *Recursos Educativos dos Museus Brasileiros*, desenvolvido pelo Centro Brasileiro de Pesquisas Educacionais.

A ABM (Associação Brasileira de Museologistas) foi representada no primeiro Congresso Brasileiro de Recursos Audiovisuais organizado pela mesma, no qual seu trabalho teve ampla aprovação. Ele é responsável pelas normas que regem a carreira do museólogo, em processo de elaboração.

A AMAB (Associação de Museus de Arte do Brasil), uma instituição com objetivos mais limitados, mas extremamente ativa, tem promovido uma série de reuniões em diferentes estados e conseguido tornar a arte contemporânea mais conhecida.

INTERESSE PÚBLICO

O complexo mecanismo representado por um museu só se justifica pela participação do público. Todas as pessoas, de crianças a adultos, de analfabetos a estudiosos, encontrarão

nos museus alguma coisa de interesse para a sua inteligência e sensibilidade. Tentar criar uma situação que envolva algo de real interesse para todos é uma das tarefas mais importantes do museólogo.

Os membros do público culto gravitam naturalmente em torno do museu; já os de nível elementar ou intermediário precisam ser atraídos para ele para desenvolverem uma melhor compreensão do mundo em que vivem. É essencial que eles “vejam” e “toquem” para “compreender” e “sentir”. Daí a preocupação do museu em atrair crianças e jovens e deixá-los descobrir, por si mesmos, o que foi colocado ao seu alcance.

Pode-se dizer que o brasileiro ainda visita museus bastante raramente. Isso se deve ao fato de os museus serem vistos como uma espécie de serviço educacional e de não terem recursos suficientes para penetrar em ambientes mais profundos. No entanto, a participação em exposições temporárias, seminários, debates, filmes de arte ou científicos ou outros eventos culturais tem aumentado consideravelmente. No que se refere à arte, a presença de jovens e artistas em eventos artísticos tanto no Rio como em São Paulo tem gerado uma participação real. Os museus situados em parques são bastante frequentados pelo povo nos domingos e feriados. Os estabelecidos em cidades frequentadas por turistas também têm o seu público, como resultado do acesso fácil proporcionado pela nova rede rodoviária do país. As estatísticas desenvolvidas pelo IPHAN revelam um aumento considerável na frequência dos museus, principalmente em feriados e períodos de férias escolares.

Essa frequência, conquistada sem nenhum esforço promocional especial, confirma que já existe um interesse por parte do público, o qual só precisa ser mantido em benefício de todos.

PERSPECTIVAS DE MODERNIZAÇÃO

Não há dúvida de que uma conscientização geral do papel que os museus devem desempenhar na sociedade já pode ser claramente percebida nas grandes cidades. Ela pode ser observada em discussões intramuros em grandes associações, em grandes associações e em congressos nacionais e internacionais e já chegou aos escalões mais altos do governo, gerando perspectivas de modernização bastante animadoras para os museus. Os fatos descritos abaixo justificam essa esperança: de acordo com as diretrizes da Reforma Administrativa da Nação, o Ministério da Educação e Cultura, responsável pela maioria dos museus nacionais do país, está reformando sua própria estrutura e sistemas de trabalho como o primeiro passo no sentido da integração de todos os setores culturais. No âmbito dessa reforma, o IPHAN terá um tratamento especial como instituição líder.

Com o objetivo de conscientizar os governos estaduais da sua missão de coparticipantes dos esforços de defesa do patrimônio histórico e artístico de suas respectivas regiões, o Ministro, seguindo as orientações do Conselho Federal de Cultura e do próprio IPHAN, organizou duas sessões de trabalho com governadores e prefeitos de cidades históricas.

Foi estabelecida uma coordenação-geral para os museus do Ministério da Educação e Cultura (MEC), medida que sugere consequências promissoras, decorrentes do estabelecimento de critérios e programas integrados e flexíveis, segundo as necessidades identificadas.

Por último, as repercussões em nível ministerial do relatório sobre a Mesa-Redonda realizada em Santiago do Chile foram significativas, uma vez que levaram o Ministro a criar um grupo de trabalho para estudar a situação das nossas instituições e desenvolver uma política nacional para os museus.

É de se esperar, portanto, que em um futuro não muito distante os museus sejam adaptados às exigências do mundo contemporâneo, à luz das principais recomendações de natureza educacional, cultural e, especialmente, social emitidas pela Mesa-Redonda de Santiago. Na verdade, elas são semelhantes aos objetivos de desenvolvimento humano defendidos pelo governo e se afinam com seus projetos de estimular diversos ministérios a participar de uma ação integrada.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

CHILE
GRETE MOSTNY GLASER

O período de emancipação dos países latinoamericanos representou um momento de grande efervescência não só política, mas também cultural; portanto, não é de se estranhar que quando esses países cortaram os laços que os mantinham presos à pátria europeia, eles tentaram consolidar a cultura da sua nação recém-descoberta criando museus que incorporavam tudo que era representativo do seu continente e nação.

Nesse processo, o primeiro museu chileno foi criado em 1830 como resultado de uma consciência nacional e um desejo de compreender a natureza da nova pátria. Graças à visão do Diretor Supremo da Nação, esse museu, o Museu Nacional de História Natural, foi organizado pelo naturalista francês Claude Gay. Cinquenta anos mais tarde, foi estabelecido o Museu Nacional de Belas Artes.

Como o setor da mineração preponderava no Chile, foi estabelecido um Museu Mineralógico em La Serena, na região norte do país, e, ainda no século XIX, a Congregação

Salesiana, que havia marcado a Patagônia como seu campo de ação, fundou um museu em Punta Arenas para abrigar acervos relacionados às ciências naturais e à etnografia da Terra do Fogo. No início deste século, dois outros museus de ciências naturais foram estabelecidos, um em Valparaíso e outro em Concepción, mas nas décadas seguintes o ímpeto inicial parece ter se enfraquecido. Nas décadas de 1940 e 1950, ressurgiu o interesse na criação de museus tanto por parte do Estado como de universidades, sociedades científicas e indivíduos. Os museus desse período eram, de um modo geral, especializados, com grande ênfase na arqueologia chilena. Seus fundadores tinham menos interesse em museus de ciências naturais, refletindo um declínio geral no interesse pelo estudo da natureza.

No final da década de 1950, começou uma nova mudança na natureza dos museus. A influência do pensamento ecológico (tanto natural como social), acrescido do desejo de descentralização das províncias, levou à criação de museus regionais, a maioria dos quais ainda tinha um caráter “misto”, com acervos de objetos relacionados a diferentes ciências, embora alguns deles já estivessem procurando integrar-se aos seus ambientes.

Na segunda metade dos anos sessenta, os museus foram reconhecidos como importantes instrumentos para a suplementação da educação formal e o Ministério da Educação contratou guias para os mais frequentados, beneficiando muito os estudantes.

O interesse crescente nos museus chamou mais atenção para a importância do seu pessoal e, em 1968, o Centro Nacional de Museologia foi estabelecido como uma escola de capacitação de técnicos para museus de ciências.

O número de museus no Chile cresceu para cerca de 50, distribuídos por toda a sua extensão de 4023.36 quilômetros. Como regra geral, eles foram criados sem nenhum planejamento prévio. Por essa razão, o Departamento de Bibliotecas, Arquivos e Museus, que controla os museus estatais, organizou um seminário para seus curadores em 1972 com o objetivo de desenvolver planos futuros para os museus, de acordo com as necessidades do país. Os museus escolares e locais seriam a base; acima deles, ficariam os museus regionais, que teriam algumas responsabilidades em relação aos escolares e locais; no topo, ficariam os museus nacionais, que por sua vez deveriam prestar assistência técnica e científica aos regionais. Segundo o disposto na Lei dos Monumentos Nacionais de 1970, o Museu Nacional de História Natural seria o “centro oficial” de todos os acervos relacionados às ciências naturais e às ciências do homem, no qual exemplos típicos e objetos representativos de culturas pré-históricas deveriam ser mantidos. A mesma lei prevê também o estabelecimento de um cadastro de museus existentes e futuros em todo o país.

Os museus chilenos enfrentam uma série de problemas comuns — como falta de espaço, recursos e pessoal — que também afetam a maioria dos museus latinoamericanos. Esses problemas restringem sua capacidade de crescer e têm forçado alguns deles a mudar o enfoque de suas atividades, tentando usar meios menos onerosos, montando mais exposições temporárias e mantendo menos salas permanentes.

Outra diferença entre os museus chilenos e os de países desenvolvidos é que suas atividades precisam ser mais variadas para compensar, parcialmente, a falta de algumas oportunidades disponíveis a adultos e jovens em outras partes do mundo. Assim, os museus oferecem, na medida do possível, cursos de introdução às ciências e às artes.

O Museu Nacional de História Natural é a sede da organização Juventudes Científicas Chilenas e organiza “feiras de ciências” para jovens e cursos de verão para trabalhadores. Em suas exposições, ele procura abordar temas que são ou deveriam ser de interesse do público, como temas ecológicos, a revolução verde, a conquista do espaço, etc. e os leva a áreas rurais, que muitas vezes são as últimas nas quais são realizados eventos culturais. Ele procura despertar a opinião pública para a necessidade de mudanças sociais. Ele também começou a distribuir materiais didáticos, inclusive *slides*, de ciência, publicações educacionais, etc., muitos dos quais são desenvolvidos por técnicos do museu treinados para esse tipo de trabalho nos cursos oferecidos pelo Centro Nacional de Museologia.

Embora os museus estejam sempre procurando satisfazer necessidades comunitárias, os maiores continuam a desenvolver atividades de pesquisa. Os museus estatais adotaram um sistema especial de pontuação para seu pessoal científico, que deve, obrigatoriamente, ter um diploma universitário. Muitos museus publicam periódicos científicos e populares próprios. Os de maior porte têm laboratórios e oficinas para poderem funcionar adequadamente.

A Mesa-Redonda sobre o Papel dos Museus na América Latina de Hoje, que a Unesco organizou em Santiago a convite do Governo do Chile, bem como as visitas de colegas latinoamericanos e funcionários da Unesco e do ICOM a alguns dos nossos museus, foi muito importante para o seu desenvolvimento no futuro, confirmando, até certo ponto, a abordagem de desenvolvimento que estamos adotando e oferecendo muitas informações e experiência, as quais procuraremos incorporar à vida do museu no Chile.

Museus começaram a ser estabelecidos na Colômbia após o país declarar sua independência da Espanha. Um dos maiores heróis da luta pela independência, o general Francisco de Paula Santander, foi quem fundou o Museu Nacional em 1823, com acervos reunidos pela Expedição Botânica, pioneira no estudo das ciências naturais no país. No século XIX, não havia mais do que três museus e até 1960 apenas 30 funcionavam em toda a Colômbia. Desde então, observou-se um grande crescimento na criação de museus e 70% deles foram estabelecidos na última década.

Atualmente, o país conta com 106 museus, a maioria dos quais administrados por pessoas esforçadas, que dedicaram parte de suas vidas a eles. Essas pessoas têm travado uma batalha contínua para garantir a sobrevivência dos seus museus e seus esforços são particularmente louváveis, uma vez que quase nunca recebem muito apoio da sociedade. Na prática, no entanto, muitos desses aproximadamente cem museus enfrentam dificuldades para sobreviver e outros dificilmente poderiam ser considerados museus de verdade. Naturalmente, há alguns museus de grande porte dotados de bons acervos, como o mundialmente conhecido Museu do Ouro, que funciona no Banco da República, mas esses casos são excepcionais.

Foi realizada uma pesquisa nacional intensiva de museus em 1972 e seus resultados nos dão uma boa ideia da situação fora dos poucos museus de grande porte do país.

Mais da metade dos museus é de propriedade particular, 18 por cento pertencem a universidades e os demais são administrados pelo governo. Um terço dos museus situa-se na capital, Bogotá, e 20% funcionam na província de Antioquia, a mais rica e industrializada do país.

Três quartos (77,2%) dos museus têm instalações próprias; 24,6% consistem em uma única sala e 43,9% têm três salas ou menos; 40,4% têm almoxarifados, escritórios ou um espaço de armazenagem; 21,1% têm laboratórios; e 14% têm bibliotecas.

De todos os funcionários de museus, 8,6% se enquadram na categoria de técnicos ou especializados e os demais são funcionários administrativos; 45,6% dos museus têm um ou dois funcionários no total, incluindo o diretor, e 35,1% têm de três a cinco funcionários principalmente envolvidos em atividades de limpeza e secretariado.

No que diz respeito ao tamanho dos acervos, 52,7% dos museus possuem menos de 1.000 itens e 17% têm menos de 200, embora 14% possuam mais do que 5.000 itens. Os percentuais de museus por tipo de acervo, muitos dos quais são mistos, são os seguintes: 47,4% são museus de arte; 38,6% de história; 28,1% de arqueologia; 28,1% de ciência; 21,1% de folclore; 19,3% de etnografia; e 26,3% de outra natureza. De todos os museus, 15,8% têm catálogos completos do seu acervo e 61,4% não possuem nenhum catálogo; 19,3% dos acervos foram fotografados.

Em 1971, atividades de classificação estavam sendo realizadas em 3,5% dos museus. Novas publicações foram lançadas e arquivos, laboratórios e oficinas estavam sendo organizados em 1,8% dos museus.

Entre as atividades mais frequentemente realizadas em 1971, observou-se que 29,8% dos museus abriram suas portas para atividades culturais como palestras, reuniões de sociedades locais, exibição de filmes, etc. (a maioria dessas atividades é de iniciativa de pessoas que solicitam permissão para usar as instalações do museu para esse fim), 10,5% ofereceram visitas guiadas, 8,8% organizaram novas exposições e 7% adquiriram novos objetos.

Na nossa pesquisa, perguntamos quais necessidades eram sentidas por diretores de museus e recebemos as seguintes respostas: mais espaço nos seus museus (33,3%), mais equipamentos e mobiliário (21,1%), classificação e catalogação de acervos (21,1%) e novas aquisições (17,5%). Não foi mencionada a necessidade de capacitação técnica para o pessoal dos museus e quase nenhuma referência foi feita à necessidade urgente de pesquisas ou de publicação de relatórios técnicos.

Além da situação resumida acima com base nos dados da pesquisa, é importante observar o seguinte: (a) não há formação em carreiras para funcionários de museus no país e nenhum sistema de concursos ou promoção para preenchimento de vagas nessas instituições, nem mesmo para a de curador; (b) não há um único museu que ofereça todos os serviços básicos esperados dessas instituições no meio do século XX, como pesquisas, documentação, publicação, conservação, exposições, etc.; em outras palavras, não há nenhuma museu modelo; (c) não há nenhuma oficina ou laboratório dedicado à preservação do patrimônio cultural dos museus, nenhuma oficina de museologia e nenhum centro de documentação no qual o pessoal de museus de pequeno porte possa receber capacitações básicas ou avançadas.

Na maioria dos casos, o museu consiste de uma coleção de objetos que compõem uma pequena exposição permanente apresentada de forma anárquica, sem nenhum critério de seletividade ou qualidade e sem nenhum planejamento que caracterize um processo ou sequência. O público pode ver um grande número de objetos, mas geralmente fora do seu contexto cultural ou natural, principalmente nos pequenos museus provinciais.

Um dos maiores problemas, em um momento no qual se observa a necessidade de se educar as gerações que viverão no século XXI, é que os museus só oferecem uma imagem de séculos passados, ignorando, via de regra, a existência do século XX. Consequentemente, a impressão oferecida ao visitante é irreal e inadequada.

Infelizmente, programas de modernização de museus não recebem a devida prioridade nos planos gerais de desenvolvimento do país; além disso, nas suas condições atuais, os museus não convencem os decisores no alto escalão do governo ou da iniciativa privada de que essas instituições podem contribuir ativamente para um processo de mudança sociocultural controlada.

Por outro lado, os museus estão sendo levados em consideração atualmente como fatores que podem estimular o turismo, fato que pode aumentar os orçamentos alocados a eles. Na verdade, o “turismo cultural” é um conceito que pode dar margem a mal-entendidos, principalmente em países em desenvolvimento. Sob o pretexto da “cultura” e de “satisfazer as necessidades do turista”, os museus só conseguem, às vezes, passar uma imagem exagerada ou distorcida.

Bens culturais e espécimes naturais que seriam do interesse de museus e poderiam ser adquiridos para completar seus acervos estão sendo desviados por um tráfico ativo e por uma supervalorização parcialmente criada pela demanda de turistas também interessados em possuir objetos curiosos ou de interesse especial. Além disso, observa-se, por um lado, a proliferação de caçadores de tesouros (*guaqueros* ou “ladrões de túmulos”), que estão saqueando relíquias em níveis nunca vistos desde os tempos da conquista e, por outro lado, a produção em larga escala de falsificações que variam desde objetos de cerâmica pré-colombiana a peças do período colonial. Por isso, o futuro dos nossos museus dependerá muito de até que ponto conseguiremos educar a população do país sobre a importância de preservar essas evidências do ambiente físico e cultural do país para futuras gerações.

Diante desses problemas de natureza humana, técnica e econômica e da situação atual da América Latina como um todo, a Colômbia precisará dar um grande salto à frente. Os museus precisarão deixar de ser, na sua maior parte, “coleções de antiguidades” para se tornarem instituições progressistas capazes de satisfazer as reais necessidades da sociedade dos nossos dias e as exigências da humanidade do século XXI.

As tarefas essenciais dos museus, como guardiões do patrimônio da humanidade, não devem ser esquecidas, caso contrário eles perderão muito da sua razão de ser. O pretexto de que é urgente realizar determinadas atividades ditadas pela “moda”, como a divulgação cultural, não justifica o descaso com outras atividades que um museu, no sentido pleno e ousado da palavra, deveria levar a cabo.

Para tentar encontrar uma solução para esse impasse, que é bastante comum na América Latina, a Colômbia tem experimentado novos métodos. Um exemplo estimulante dessa experimentação é o do Museu Itinerante (Museu sobre Rodas), estabelecido em cinco antigos vagões ferroviários. Os primeiros quatro vagões oferecem uma exposição de autênticos objetos representativos da cultura nacional e ilustrativos da cultura, história, arte e folclore indígenas.

Mostras audiovisuais relacionados a esses temas são oferecidas no último vagão. Em 1971, o trem parou em diversas cidades por todo o país e foi visitado, em média, por 2.000 pessoas por dia, a maioria das quais nunca havia visto um museu ou os artefatos ou outras relíquias dos nossos indígenas.

O Instituto Colombiano de Cultura, por intermédio da sua Divisão de Museus e Restauração, tem planos de acelerar a modernização dos museus do país. Em um futuro próximo, três seções serão organizadas: (a) uma seção de museologia; (b) uma seção de preservação e restauração de bens culturais; e (c) um centro de documentação. Além disso, o reitor da Universidade Nacional reconheceu oficialmente a museologia como uma carreira na Colômbia.

✂ TRADUZIDO DO INGLÊS

COSTA RICA

LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO

Após a Costa Rica ter conquistado a sua independência, uma das características mais evidentes do país, seu interesse pelas artes e ciências, começou a se desenvolver.

Dos círculos políticos e filosóficos dos últimos anos do período colonial espanhol e da tranquila administração dos anos da sua independência, surgiu uma Costa Rica intelectualmente alerta e ávida por qualquer novidade que viesse da Europa. Os moradores da capital da nova república não hesitariam em transportar um piano de cauda pela selva, de canoa ou no lombo de uma mula, pelo prazer de ouvi-lo sendo tocado em uma *soirée*. À medida que a economia do país foi se desenvolvendo, não apenas pianos foram sendo importados — por meios mais ortodoxos —, mas também indivíduos. No final do século XVII, as escolas e *uceos* da Costa Rica tinham muitos professores do Velho Mundo, os quais trouxeram com eles novas famílias de imigrantes, com seus novos costumes e profissões. Essa onda de recém-chegados coincidiu com uma moda surgida no final do século XVIII e início do século XIX, a mania das “curiosidades”. Pássaros empalhados, conchas, plantas e artefatos indígenas passaram a encher salas de visita em coleções heterogêneas, algumas das quais eram puramente decorativas e outras se transformaram em pequenos museus.

Elas formariam a base do acervo do Museu Nacional. A moda vitoriana morreu, mas muitas pessoas continuaram a aumentar suas coleções em bases mais científicas e racionais.

O Museu Nacional da Costa Rica foi fundado em 1887. Por meio de doações, muitas das coleções particulares foram transferidas para a administração do novo museu. Chega, no entanto, de informações históricas. O Museu Nacional da Costa Rica mudou muito desde os melancólicos tempos dos velhos postes a gás até os dinâmicos dias atuais. Instalado em um antigo quartel, que por si só tem uma longa e rica história, tanto romântica como trágica, e cujo uso para fins militares terminou na revolução de 1948, o Museu Nacional possui um acervo rico e internacionalmente famoso de objetos da arqueologia pré-colombiana, apenas uma pequena parte dos quais fica em exposição. Em uma pequena sala situada em uma das torres da fortaleza, conhecida como a Torre de Ouro, podem ser vistos objetos confeccionados por ourives nativos. Há salas dedicadas à arte sacra e popular, uma das quais contém a primeira prensa tipográfica importada para o país e documentos impressos com ela ou que circulavam no mesmo período; uma grande sala com materiais históricos e uma série de retratos de ex-presidentes; e uma sala cívica cujos temas principais são a guerra contra os filibusteiros de 1856 e o cultivo do café.

O museu abriga também o Herbário Nacional, o de maior importância histórica e científica da América Central, onde pesquisas sobre botânica, tanto pura como aplicada, são permanentemente desenvolvidas. A seção dedicada às ciências naturais divide-se em três departamentos: de ciências botânicas, zoológicas e geológicas.

Embora as atuais exposições de história natural sejam relativamente fracas e só sejam mantidas temporariamente para alunos de escolas, já foram desenvolvidos planos detalhados para que outras partes do antigo quartel sejam usadas para esse fim, com a montagem de vitrines modernas e um enfoque em temas ecológicos. O departamento de história natural publica uma revista semestral de natureza técnica intitulada *Brenesia*, de ampla distribuição.

O Museu Nacional recebe doações privadas e é subsidiado por um imposto cobrado sobre tarifas aéreas locais. Ele luta constantemente por um orçamento maior, para deixar de depender de receitas que aumentam de forma irregular e, além disso, refletem a situação inflacionária que o país está atravessando. As atividades do museu são supervisionadas por um conselho honorário de governadores e uma diretoria.

Aproximadamente 100 mil pessoas, a maioria das quais estudantes, visitaram o museu em 1972.

A Costa Rica possui também outros museus. O mais conhecido é o Museu do Ouro do Banco Central da Costa Rica, que possui o mais rico acervo de artefatos indígenas de ouro, metal e pedras preciosas. Na verdade, esse acervo constitui uma parte das reservas monetárias nacionais, o que é vantajoso para o país, já que o ouro nativo vale muito mais que as barras de ouro convencionais.

Outras instituições com recursos financeiros sólidos, como o Instituto Nacional de Seguros e o Fundo de Previdência Social da Costa Rica, investem parte de seus orçamentos na aquisição de objetos arqueológicos e o instituto já possui um importante acervo de arte pré-colombiana.

A Universidade da Costa Rica tem vários museus de grande importância científica: o Museu de Entomologia da Faculdade de Agronomia, que possui milhares de exemplares, e o Herbário e Museu Zoológico do Departamento de Biologia da Faculdade de Ciências e Humanidades. Esses museus ricos e dotados de importantes acervos são altamente especializados e usados para fins didáticos e de pesquisa. Com exceção do Museu de Entomologia, que é ocasionalmente visitado pelo público geral, eles são exclusivamente usados para fins de estudo.

☞ TRADUZIDO DO INGLÊS

EQUADOR

HERNÁN CRESPO TORAL

O museu racionalmente concebido deve ser um organismo vivo no qual o homem pode descobrir todos os processos culturais, naturais, biológicos e tecnológicos; o museu deve também constituir um poderoso incentivo para o desenvolvimento social e, portanto, para a curiosidade intelectual do ser humano.

O museu no estilo antigo, um lugar quase místico, concebido para preservar relíquias do passado e obras contemporâneas ou espécimes naturais, deveria ter deixado de existir como estereótipo há muito tempo e sua persistência no século XX constitui, fundamentalmente, um anacronismo. Instituições obsoletas — e, portanto, desconcertantes — desse tipo ainda sobrevivem em muitos países, mesmo nos chamados países desenvolvidos. Elas só atraem visitantes esporádicos e geralmente incautos, que jamais pagariam para visitá-las uma segunda vez, já que uma visita é suficiente para perceberem sua obsolescência e completa falta de sintonia com o mundo moderno.

Embora sensíveis a um período de desenvolvimento cultural — caracterizado por uma tendência humanista refletida no pensamento do líder que fundou a primeira escola politécnica do Equador, a qual deu expressão prática à ideia das exposições ordenadas e científicas de evidências de processos naturais ou culturais —, os museus do Equador não se desenvolveram como deviam. Na verdade, devido à ausência de qualquer órgão

estatal ou organização privada para promover esse desenvolvimento, eles se estagnaram completamente. Esse fato parece inexplicável em um país como o Equador, com seus ricos recursos humanos que deram origem à cultura material dos diversos grupos indígenas espalhados pelo seu território; com o seu vasto patrimônio de bens culturais produzidos pelo homem pré-histórico e, posteriormente, pelo mestiço; e com um território geograficamente singular e de ecologia paradoxal, que lhe confere uma flora e fauna variadas. O Estado deveria ter assumido essa responsabilidade há muito tempo e implementado uma política adequada para seus museus, usando os meios técnicos e econômicos necessários para que pudessem se desenvolver não apenas como locais nos quais “bens culturais” são expostos para fins educativos, científicos e estéticos, mas também como a força motriz de pesquisas abrangentes sobre os problemas de uma sociedade complexa e não uniforme e da conscientização desses problemas.

A situação que acabamos de descrever levou à multiplicação e dispersão de esforços públicos e privados, com uma consequência inevitável: um conceito falso de museu e de sua função.

O que se conhece como “museu” no Equador até o momento deveria ser chamado de “coleção”, ou seja, um conjunto de objetos relacionados a um ou mais temas sem qualquer vinculação lógica entre eles ou objetivo social. Não há dúvida de que alguns indivíduos e instituições dignos de reconhecimento tentaram, por todos os meios e com toda a sinceridade, mudar a situação descrita acima. Na verdade, é graças a eles que um conjunto riquíssimo de bens culturais foi preservado e que, em alguns casos, foram feitas tentativas para designar uma função positiva aos museus equatorianos. Infelizmente, no entanto, esses esforços perderam força sem terem resultado na criação de um órgão governamental incumbido de garantir que os museus se tornassem instituições vivas com um papel vital na sociedade.

É importante observar, no entanto, que em 1945, após um ato inadmissível contra o patrimônio arqueológico do Equador, a Assembleia Nacional Constituinte aprovou uma lei de preservação do patrimônio histórico e artístico do país e designou à recém-estabelecida Casa da Cultura Equatoriana a responsabilidade pela sua proteção, manutenção e melhoria. A lei em questão contém a seguinte disposição: “Artigo 21: A Casa da Cultura organizará, com a ajuda de especialistas, a criação de museus arqueológicos e enviará bolsistas para o exterior para adquirir os conhecimentos técnicos necessários para garantir a organização mais eficaz de um curso sobre esse tema e sobre cuidados a serem tomados com museus e sua manutenção”. No entanto, a Casa da Cultura não cumpriu essa disposição legal, embora tivesse sido autorizada por ela a se candidatar a um orçamento anual para levar a cabo essa tarefa.

Devido a esse descumprimento da lei por parte das autoridades públicas e da instituição responsável, organizações ativas em outras esferas intervieram, como o Banco Central do Equador. Diante da possibilidade de perda de valiosos exemplos da cultura do país no exterior, o banco decidiu criar um museu arqueológico e uma galeria de arte nos quais exposições sobre a vida nacional no período indo-hispânico pudessem ser realizadas. Foi uma feliz iniciativa que deu origem a um museu vivo que desempenha uma função social tanto em nível nacional como internacional.

Se fizermos uma análise honesta da situação atual dos museus no Equador, podemos afirmar que, embora o país tenha muitas dessas instituições, nem todas fazem jus ao nome por serem obsoletas ou, ainda que tenham sido criadas com as melhores das intenções, por simplesmente não estarem cumprindo sua função específica.

Por exemplo, além da instituição do Banco Central, que está tentando apresentar uma imagem coerente da pré-história do Equador, Quito tem cinco museus arqueológicos que ou não contam com os recursos necessários para o seu funcionamento ou simplesmente se estagnaram porque seus fundadores desapareceram. O mesmo pode ser dito dos museus de arte colonial. Embora a igreja — “guardiã” de um imenso tesouro na forma de monumentos arquitetônicos, pinturas, esculturas e assim por diante — tenha começado a estabelecer pequenos museus ligados a ordens religiosas, ela não desenvolveu nenhuma política para bens culturais (muitos dos quais foram usados para fins comerciais) no intuito de apresentar um panorama da arte quitenha de forma orgânica. Esses museus são coleções de obras colocadas de lado em função de reformas litúrgicas e expostos em qualquer tipo de ordem. Universidades, academias militares e escolas secundárias se enquadram na mesma categoria, cada uma procurando ter um museu próprio sem nenhum projeto de especialização, certamente contribuindo para duplicar temas que deveriam ser abordados pelos grandes museus nacionais.

O mesmo raciocínio se aplica a autoridades provinciais ou municipais, que deveriam apresentar uma imagem coordenada da sua região ou cidade. Na melhor das hipóteses, elas estabelecem coleções antigas de relíquias comuns, em vez de mostrar, como um museu municipal deveria, o desenvolvimento urbano e sociológico da cidade. Embora a Casa da Cultura não tenha, como deveria, dirigido a política para museus do país, ela estabeleceu, tanto em sua sede em Quito como em alguns de seus centros provinciais, excelentes museus com um importante acervo arqueológico, etnológico e artístico; no entanto, esses centros não foram bem-sucedidos na sua expressão prática da teoria do museu como um elemento vital da sociedade. Devido a esse contexto desfavorável, o museu existe no Equador como resultado de um processo de geração espontânea resultante da iniciativa privada ou pública

ou da ação decidida de indivíduos que, em função do seu interesse em um aspecto ou outro da cultura, conseguiram estabelecer coleções de objetos, catalogá-los e expô-los ao público. Na minha visão, no entanto, os museus envolvem todo um conjunto de problemas complexos e é importante que medidas sejam adotadas para dar-lhes uma vida nova, para não correrem o risco de se estagnarem ou mesmo deixarem de existir diante do ritmo acelerado da vida moderna. Chegou a hora de o Estado e suas organizações culturais arregaçarem as mangas para planejar adequadamente as características que os museus modernos devem ter. Uma Coordenação Nacional de Museus deve ser estabelecida para coordenar essas atividades, capacitar o pessoal necessário e criar ou revitalizar museus, em sintonia com as necessidades práticas do país.

O cenário não é inteiramente desanimador, já que se observa concretamente, há algum tempo, um sentimento crescente de preocupação pública com os museus, o que significa que o Estado está sendo pressionado para tomar medidas concretas em relação a temas que afetam diretamente a cultura popular.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

GUATEMALA

Luis Luján Muñoz

INSTITUTO DE ANTROPOLOGIA E HISTÓRIA

O Instituto de Antropologia e História foi estabelecido em 1964 para organizar, melhorar e administrar museus nacionais, departamentais, regionais e locais, bem como para estudar e proteger o patrimônio cultural da Guatemala.

MUSEUS NACIONAIS

O *Museu Nacional de Arqueologia e Etnologia* possui o mais rico acervo conhecido de objetos que datam da civilização maia, entre os quais grandes peças esculpidas e itens de cerâmica usados em cerimônias, principalmente entre os períodos clássico e pós-clássico, e também objetos de uso diário e pedras preciosas. No campo da etnologia, ele possui a maior coleção de tecidos, bem como de máscaras, cabaças, artigos de pesca, peças de cerâmica, etc. Ele exibe dioramas e modelos de cidades e habitações humanas. O museu está sendo remodelado neste momento.

O *Museu Nacional de História e Belas Artes* exibe objetos históricos, a maioria dos quais do período republicano, e exemplos das artes plásticas do mesmo período, além de peças pré-colombianas e coloniais, com vistas a proporcionar uma imagem completa do processo geral de evolução histórica e artística da Guatemala.

O *Museu Nacional de História Natural* possui belas coleções zoológicas e, especialmente, ornitológicas. Ele tem uma seção mineralógica e um herbário inaugurado recentemente. Seu objetivo é ampliar os conhecimentos do público sobre ecologia e conservação de determinadas espécies zoológicas características da fauna da Guatemala, como a sua ave nacional.

O *Museu Nacional de Arte e Indústrias Populares* possui objetos de fabricação contemporânea confeccionados por indígenas e *ladtnos*, principalmente do meio rural, particularmente de indígenas do altiplano central da Guatemala.

MUSEUS DEPARTAMENTAIS

O *Museu Colonial (Antigua)* funciona no antigo edifício da Universidade de San Carlos. Ele possui uma bela coleção de estátuas coloniais, a maioria das quais do período barroco, e de obras de pintores guatemaltecos e mexicanos.

O *Museu de Santiago (Antigua)* funciona no edifício da Câmara Municipal e tem uma coleção de armas pré-colombianas e coloniais, bem como objetos de prata, cerâmica e ferro forjado e pinturas e esculturas coloniais. A capela foi reconstruída e voltou a ter sua provável forma quando era usada pelo Capítulo de Santiago da Guatemala.

O *Museu de Livros Antigos (Antigua)* possui uma grande coleção de livros da Guatemala que datam do ano de introdução da prensa tipográfica, 1660, até o século XIX, bem como uma reconstituição de uma prensa tipográfica do século XVII. O museu também tem livros estrangeiros antigos.

O *Museu do Convento dos Capuchinhos (Antigua)* funciona em um antigo convento. Réplicas de pessoas foram agrupadas aqui e ali contra o fundo arquitetônico do convento para ilustrar a vida conventual, juntamente com exposições de pinturas e esculturas coloniais. O museu oferece ainda uma exposição de cerâmica vítrea da antiga cidade da Guatemala (Antigua) e de diversos tipos de azulejos e objetos de porcelana usados na cidade.

O *Museu Regional de Chichicastenango (El Quiché)* contém o acervo arqueológico do padre Roszbach e materiais disponibilizados pelo Instituto de Antropologia e História, inclusive objetos culturais pré-colombianos do altiplano ocidental da Guatemala.

O *Museu de Sítio de Zaculeu (Huehuetenango)* exibe as principais descobertas feitas nesse

complexo arqueológico de origem maia.

O *Museu Sylvanus G. Morley (Tikal, El Pet en)* possui uma extensa coleção de objetos arqueológicos extraídos do maior sítio conhecido de cultura maia pré-colombiana. O grande túmulo do Templo I foi reconstruído.

O *pequeno Museu Regional Verapacense (Cohan, A.V.)* exhibe materiais arqueológicos e etnológicos da região. Ele está sendo reorganizado neste momento.

O *Museu Regional da Democracia (Escuintla)* contém uma coleção de objetos arqueológicos da costa sul da Guatemala. Na praça da cidade, em frente ao museu, podem ser vistas peças esculturais típicas da região.

OUTROS MUSEUS

A capital da República oferece o Museu de História Natural (Universidade de São Carlos), o Museu de Armas e Heráldica (Ministério da Defesa) e o Museu Arquiepiscopal.

A cidade de Antigua oferece o Museu de Arte Popular e Artesanato, que faz parte da universidade, e a casa do Sr. Wilson Popenoe, que pode ser visitada pelo público.

Outros museus são o Museu da Casa de Cultura Ocidental de Quezaltenango e o Museu da Casa Histórica, antiga residência de Rafael Alvarez, o compositor do hino nacional do país, em Comalapa, Chimaltenango.

PROJETOS

Um plano diretor está sendo desenvolvido para o Parque Metropolitano, no qual os museus nacionais de arqueologia e etnologia, história e artes plásticas e história natural estão situados. Esse plano prevê a construção de novos museus de antropologia e história natural e a divisão do Museu Nacional de História e Belas Artes em um Museu Nacional de História e um Museu Nacional de Arte Moderna. Um Museu Nacional de Arte Popular e Artesanato, com uma loja ao lado, também deverá ser construído na área.

A reorganização do Museu Nacional de Arqueologia e Etnologia, para adaptá-lo às necessidades do museu moderno, está sendo estudada neste momento. Planos estão sendo desenvolvidos para melhorar os museus da cidade de Antigua e estabelecer um novo museu, que terá o nome de Museu da Cidade.

Operações previstas pelo Instituto de Antropologia e História incluem a reorganização do Museu Regional Verapacense e a construção de um museu em El Petén. O plano diretor do Parque Nacional de Tikal prevê a construção de um novo prédio para abrigar um museu e espera-se que um museu de sítio seja construído no complexo arqueológico de *Mixco Viejo*.

Algumas entidades privadas estão desenvolvendo planos para estabelecer novos museus em cooperação com o Instituto de Antropologia e História, inclusive museus regionais em Retalhuleu e Santa Lúcia Cotzumalguapa, na região sul da Guatemala.

Resumindo, podemos afirmar que a Guatemala, que tem planos de reorganizar seus museus atuais e estabelecer novos museus, terá condições de cumprir as decisões da Mesa-Redonda em relação ao papel dos museus na América Latina de hoje definindo princípios gerais, enfatizando a importância do patrimônio nacional e atribuindo-lhe um papel na vida comunitária e tornando as exposições mais compreensíveis para visitantes, sem projetar museus de luxo. Além disso, no que se refere ao componente da educação, os planos incluem melhorias nos serviços educacionais prestados pelos museus mediante a descentralização de suas coleções e criação de programas de treinamento em vários níveis de ensino.

☞ TRADUZIDO DO INGLÊS

PANAMÁ

RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN

O Panamá, com uma população de cerca de 1,5 milhão de habitantes, tem apenas três museus. O maior e mais importante deles, o Museu Nacional, situa-se na capital. Os outros dois, situados na província de Los Santos, são o Museu Belisario Porras, em Las Tablas, que é um museu histórico, e o Museu Folclórico Manuel F. Zarate, que funciona em Guarare.

A Diretoria do Patrimônio Histórico do Instituto Nacional de Cultura e Desporto, à qual os museus são subordinados, tem planos de estabelecer mais museus por todo o país.

Um breve olhar para a história do Museu Nacional revela como ele se desenvolveu como instituição no Panamá. O Panamá conquistou sua independência em 1903. A Convenção Nacional, que se reuniu em 1904, alocou recursos para a construção do Museu Nacional como parte de um amplo programa de obras públicas.

Em 1906, a Secretaria de Educação Pública e Justiça encarregou o Dr. H. D. Lupi, um cidadão equatoriano, de estabelecer coleções relacionadas às ciências naturais para servirem de base para acervos futuros do museu. O museu foi inaugurado em 3 de novembro de 1906 com uma exposição de produtos naturais e artefatos do Panamá, sob a direção de um cientista venezuelano, o Dr. R. T. Marquis.

Desde o início, o museu enfrentou dificuldades, principalmente devido à falta de espaço,

já que o edifício no qual ele deveria funcionar nunca chegou a ser construído. Por essa razão, ele foi estabelecido em três pequenas salas de um estabelecimento de ensino superior. No entanto, ela já tinha quatro seções: mineralogia, arqueologia, história e artes e ofícios locais.

No ano seguinte, o museu foi elevado à categoria de Instituto de Ensino Secundário e, em 1910, após a criação do Instituto Nacional do Panamá, ele passou a ser administrado por esse instituto. Ele continuou a funcionar principalmente como uma instituição educacional, mas a falta de espaço e recursos e o término do contrato do seu diretor o forçaram a fechar suas portas na prática.

Em 1927, ele foi restabelecido por determinação de um governo consciente da importância e valor do patrimônio histórico nacional que desejava fortalecer a autoconsciência nacional. No entanto, nem assim ele recebeu os recursos oficiais de que tanto precisava.

Em 1969, ele foi transferido para uma bela mansão no elegante bairro La Exposición, onde funciona atualmente. Sua localização é muito boa, já que a maioria das escolas do país também situa-se na área, e o museu acabou se tornando um importante centro de suplementação escolar. Ele passou a oferecer aulas de desenho e ciências naturais com o objetivo de incentivar a criação de museus escolares.

Nesse período, as coleções do museu foram muito ampliadas graças a doações generosas de particulares e aos esforços da Sociedade dos Amigos do Museu. Após dirigir o Museu Nacional por 44 anos, o Dr. Alejandro Mendez foi substituído por uma eminente antropóloga, a Dr. Reina Torres de Arauz.

Como parte da política do governo de melhorar as entidades e instituições estabelecidas e identificar soluções para os problemas do país, foi criado o Instituto Nacional de Cultura e Desporto, com a Direção do Patrimônio Histórico Nacional como uma de suas unidades, cujo Departamento de Museus controla os museus do Estado. Além do Departamento de Museus, essa direção inclui um Departamento de Pesquisas Científicas responsável pela realização de pesquisas antropológicas, arqueológicas, históricas, etno-históricas e linguísticas.

Esse departamento faz uma contribuição específica para o trabalho do museu. Neste momento, ele está envolvido em uma iniciativa de diversificação dos museus. Um de seus projetos é a criação de um Museu Nacional de Antropologia e de um Museu da República e também está prevista a criação de museus históricos em Panamá La Vieja e Portobelo e uma Casa da Tradição no edifício colonial no qual a proclamação conhecida como o *Primeiro Grito de Independência* foi assinada, em 1821. O Departamento de Museus está prestando uma assistência técnica importante a diversos museus escolares. Ele está criando um inventário geral do patrimônio cultural da nação.

A Mesa-Redonda realizada em Santiago (Chile) coincidiu com o lançamento, pelo Governo do Panamá, em 1968, de uma política de renovação e reforma do sistema antigo. Essa política, que é nacionalista em seus objetivos, reflete a profunda crise pela qual a humanidade está passando. A nação como um todo está empenhada em encontrar, por diversos meios, um senso de nacionalidade própria e hoje ela sabe que o senso de identidade de uma nação tem suas raízes no legado de gerações passadas. Ao mesmo tempo, é importante promover um senso de confiança no futuro entre a população, com base nos ideais da autodeterminação e no seu direito de explorar seus recursos naturais e formular políticas nacionais próprias.

Como instituições culturais, os museus do Panamá não deixaram de ser afetados pela era de mudanças radicais que se aproxima. Sua principal atividade tem sido a de promover valores espirituais entre a população escolar. Como resultado, as visitas a essas instituições aumentaram.

Atualmente, estamos esperando que planos nacionais de desenvolvimento sejam adotados para que possamos desenvolver planos para o futuro e ajudar a conscientizar a população sobre os problemas que o país está enfrentando.

Este breve relato revelou como o Museu Nacional passou por um longo período de inatividade e que agora, nesta oitava década do século XX, ele está se preparando para desempenhar um papel ativo no desenvolvimento de planos nacionais necessários diante das abrangentes mudanças econômicas, sociais e culturais que temos pela frente.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

PERU

FEDERICO KAUFFMANN DOIG

Seria injusto começar este artigo subestimando o desenvolvimento alcançado pelos museus peruanos ao longo do seu século e meio de existência. O fato é que a atividade museológica é apenas um elemento de uma estrutura maior, da qual depende. Consequentemente, se compararmos o desenvolvimento dos nossos museus ao observado em países “ricos”, sua situação mais precária fica óbvia; no entanto, o mesmo não pode ser dito se, por outro lado, compararmos essa situação com a observada em países que, como o Peru, são considerados “em desenvolvimento”.

Nesses países, o “progresso” dos museus é muito relativo, dependendo do grau de desenvolvimento das suas estruturas sociais e econômicas. Isso nos permite, em primeiro lugar, colocar todo o problema no contexto correto das condições práticas da vida da nação.

Assim, não cairemos no erro de criticar invejosamente as grandes conquistas tecnológicas e poderosos recursos econômicos de instituições irmãs em países ricos. E aceitaremos o fato de que não podemos esperar muito mais do que a estrutura nacional permite.

No entanto, essa atitude realista em relação a quais devem ser os objetivos da política museológica nacional não implicam, de modo algum, uma atitude passiva. Muito pelo contrário, é essa atitude realista, essa plena consciência da situação nacional e de suas limitadas possibilidades e diferentes necessidades que pode gerar um planejamento adequado e possibilitar uma contribuição fundamental do setor museológico, em consonância com as efetivas necessidades da vida nacional. Não se deve, portanto, apenas imitar indiscriminadamente as realizações e metas da museologia de países mais ricos. É possível que a museologia nesses países almeje, com sucesso, objetivos sintonizados com as suas circunstâncias nacionais específicas. Como, no entanto, a situação nacional é diferente em países em desenvolvimento como o Peru, é importante que essas nações se empenhem em alcançar objetivos adequados para as suas condições, dentro de suas próprias fronteiras.

Em todo o mundo, a museologia naturalmente envolve funções básicas que são tradicionalmente próprias em termos de acervos, pesquisas, conservação e exposições. No Peru, essas funções estão sendo desempenhadas com graus variáveis de eficácia, de acordo com os recursos tecnológicos e humanos disponíveis.

Há, sem dúvida, uma tarefa adicional que a situação nacional peruana impõe aos seus museus, a qual tem sido completamente ignorada até este momento, a despeito da sua grande importância.

Em países como o nosso, os museus, considerando a posição que ocupam e seus recursos materiais e humanos, devem também contribuir, em alguma medida, para a superação de problemas nacionais básicos. Especificamente, eles devem participar da luta contra o sub-desenvolvimento, a injustiça social e econômica e a dependência de potências estrangeiras.

O essencial é aliar-se aos postulados fundamentais da justiça, cujo reinado desejamos ver estabelecido entre os homens e as nações. É de importância secundária se uma ou outra ideologia ganha com esta ação, já que os elementos mais importantes de ambas baseiam-se, fundamentalmente, nos mesmos argumentos. Com toda a franqueza e sem preconceitos, em países como o Peru os museus devem, segundo esse critério, acrescentar a propaganda às suas tarefas tradicionais: um tipo de propaganda concebido para desenvolver uma consciência no homem, com a ajuda da história, para que ele possa ser capacitado para criar uma sociedade mais humana a partir de ações em nível nacional.

A forma que essas ações devem assumir. Elas devem consistir em uma exposição de grande escala que, baseada em diferentes aspectos dos problemas enfrentados pela nação, possa oferecer ao público geral uma oportunidade de perceber como essas questões foram tratadas no passado — se foram abordadas satisfatória ou injustamente, com ou sem dificuldades. A contemplação deve levar a reflexões sobre o presente e o futuro. O passado proporcionaria apenas o “pano de fundo”. Por exemplo, o tema “alimentos” poderia ser usado para se apresentar um panorama da agricultura, começando na era pré-hispânica, passando pelo período colonial e chegando aos dias atuais e ao futuro (técnicas, culturas, tarefas específicas, sistemas de cultivo, levantes de camponeses, folclore, etc.). Da mesma maneira, o tema “mineração” abrangeria a metalurgia pré-hispânica, seguida da exploração de minas durante o período colonial, desembocando na mineração atual e a que se prevê para o futuro como fonte de riqueza nacional, etc.

Onde e como. Não nas austeras instalações que abrigam museus atualmente — porque elas são instituições especializadas, e muitos visitantes podem não ter vontade de retornar a elas após sua primeira visita. São locais nos quais, via de regra, não são fornecidas nem mesmo as explicações mais elementares e que geram, tradicionalmente, uma sensação de frustração e tédio. As novas instalações devem ser agradáveis e localizadas nas proximidades de locais de lazer. A exposição em si deve ser projetada para proporcionar lazer às massas (não para turistas, que são atendidos pelo tipo tradicional de museu). Inteiramente moderna na sua concepção, a exposição deve ser atraente e marcante. Os títulos descritivos devem ser curtos e, principalmente, apresentados em letras grandes, com legendas menores de um tipo mais acadêmico para visitantes interessados em familiarizar-se com mais detalhes. Devem ser usados métodos modernos de exibição e, quando possível, limites ainda inexplorados devem ser ultrapassados no seu desenho. Deve-se abandonar a abordagem de expor milhares de objetos simplesmente para serem vistos. As exposições devem “falar”; elas devem ter vida e ter suas qualidades salientadas com recursos de som, iluminação e outros. Elas devem fazer mais do que oferecer instruções históricas, arqueológicas ou artísticas estereotipadas; além disso — e essa é a característica mais importante — elas devem mostrar como o passado está estreitamente vinculado ao presente.

Os organizadores. Estes não precisam ser, necessariamente, curadores de museus. Um novo objetivo exige a colaboração do homem com uma nova perspectiva, que deve, no entanto, trazer para essa colaboração as suas habilidades e conhecimentos técnicos. Esse novo empreendimento deve ser confiado a pessoas profundamente conscientes dos problemas nacionais. Eles devem contar com a assistência não só de especialistas do museu, mas também de artistas em várias esferas e de especialistas em técnicas de exposição e publicidade. Esse projeto não deve ser entregue à iniciativa privada e nem ser financiado por

subvenções privadas. A nova organização deve ser patrocinada pelo governo. Ela deveria ser subordinada ao Sistema Nacional de Mobilização Social. Essa questão deve estar acima de qualquer interesse menor. Precisamos andar em terreno firme, do ponto de vista governamental, para que a nova organização possa servir aos propósitos da administração nacional.

Mais do que qualquer museu do país, essa nova organização seria capaz, com a ajuda de curadores, de estabelecer o novo padrão da museologia tanto em relação ao aspecto inovador descrito aqui como às funções tradicionais atribuídas aos museus.

Não apenas na capital. Como a grande exposição *Os Peruanos Ontem, Hoje e Amanhã* proposta acima, exposições capazes de oferecer uma sinopse panorâmica ou de abordar temas específicos devem ser organizadas em novas cidades e em todos os cantos do país.

As ideias relacionadas a esse objetivo e a estratégia para a sua realização, propostas aqui como uma nova tarefa a ser levada a cabo pelos museus no Peru, decorrem naturalmente do estimulante debate realizado em Santiago do Chile.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

URUGUAI
HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO

Alguns dos museus mais importantes do nosso país são geridos pelo governo central, por intermédio de seus diversos ministérios, e outros pelas autoridades municipais do departamento no qual funcionam.¹²

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA

O *Museu Histórico Nacional* coleciona, mantém e oferece exposições de documentos relacionados à história da república e ao patrimônio nacional para fins educacionais. Ele patrocina e desenvolve projetos de pesquisa sobre o passado da nação. Ele abrange os seguintes monumentos históricos: a Casa do General Fructuoso Rivera, na qual funcionam os principais escritórios do museu; a Casa do General Juan A. Lavalleja; o Museu do Romantismo; dois outros museus, cada um deles dedicado a um tema individual — a Casa de Herrera e a Casa de Batlle.

O *Museu Nacional de Artes Plásticas* coleciona, mantém e oferece exposições temporárias e permanentes de exemplos de artes visuais, particularmente itens produzidos no Uruguai e em outros países da América Latina. Ele também patrocina e desenvolve pesquisas sobre as artes no Uruguai.

O *Museu de Artes Decorativas* coleciona e mantém móveis e obras de arte de diferentes períodos da sociedade uruguaia.

O *Museu Nacional de História* coleciona, mantém e oferece exposições de coleções relacionadas às ciências naturais, particularmente as do Uruguai, para fins educacionais. Ele patrocina e desenvolve projetos de pesquisa no campo das ciências naturais.

O *Museu e Escola Cívica Juan Zorrilla de San Martín*, antiga casa do poeta, mantém os móveis, biblioteca e obras de arte que a adornavam no passado. Diversos materiais documentais sobre a sua vida e obra também são expostos e os valores cívicos e morais pelos quais ele lutou são ilustrados e mostrados ao público.

O *Museu Regional de Maldonado* (Departamento de Maldonado) coleciona, mantém e oferece exposições de materiais históricos, arqueológicos e artísticos representativos do departamento para fins educacionais.

O *Museu do Índio e do Gaúcho* (Departamento de Tacuarembó) coleciona, mantém e oferece exposições de materiais relacionados à vida e costumes do indígena e do gaúcho para fins educacionais.

MINISTÉRIO DA DEFESA NACIONAL

O *Museu Aeronáutico* coleciona, mantém e oferece exposições de originais e réplicas de aviões históricos e peças e modelos que ilustram o desenvolvimento de técnicas de aviação.

O *Museu Militar* coleciona, mantém e oferece exposições de armas usadas pelo exército nacional nas guerras de independência e em revoluções. Ele está em processo de reorganização. O *Museu Naval* está em fase de projeto.

SECRETARIA MUNICIPAL DE MONTEVIDÉU

O *Museu Municipal de Belas Artes Juan Manuel Blanes* oferece exposições de pinturas, esculturas, desenhos e gravuras de artistas uruguaios.

O *Museu Municipal de História* coleciona, mantém e oferece exposições de itens singulares e importantes acervos que ilustram diferentes épocas da história de Montevideú para

¹² Há outros museus e instituições que pertencem a particulares, a maioria dos quais possui acervos limitados de obras de arte ou de certos tipos de artefatos.

fins educativos. O museu patrocina e desenvolve pesquisas sobre a história da cidade. Os pavilhões do Parque Fernando Garcia, que abrigam uma coleção de meios de transporte públicos usados na capital, são anexos do museu.

O *Museu de História da Arte* tem os seguintes objetivos: (a) prestar um serviço de suplementação escolar, emprestando slides a professores que ilustram a história da arte dos tempos pré-históricos aos atuais; sua coleção inclui de diagramas e mapas a fotografias coloridas de várias obras de arte e peças artesanais; (b) promover a divulgação da cultura: esta atividade é mais amplamente desenvolvida nas galerias de história da arte e por meio de exposições temporárias de arqueologia, epigrafia, artesanato, ferramentas e todas as formas de expressão artística, inclusive a arquitetônica.

O *Museu Zoológico Damaso A. Larranaga* expõe dioramas zoológicos de cenários tipicamente uruguaios com espécies características de animais para fins educativos. Os espécimes expostos ilustram a evolução das principais espécies nativas e também coleções dos seus grupos mais prevalentes organizados em séries.

O *Parque Zoológico Pereiru Russel (Villa Dolores)* expõe espécies de animais originários de diferentes áreas. Palestras para escolas primárias são proferidas por professores desse nível de ensino.

O *Parque Zoológico Lecocq* oferece uma ampla área para criação e exposição de espécies em seu habitat natural.

O *Planetário Agr. Germán Barbato* oferece diversos cursos sobre astronomia e ciências afins: (a) curso para alunos das séries 1 a 6 do ensino fundamental ministrado por professores de escolas de primeiro grau especializados em astronomia e no uso dos seus instrumentos; (b) curso para alunos da quarta série do ensino médio; (c) um curso para o público geral que consiste em 10 palestras semanais concebidas para manter o homem comum a par dos últimos avanços da astronomia, astronáutica e ciências afins.

Os *Jardins Botânicos*. Espécimes característicos da flora local e regional são cultivados e expostos nesses jardins. Há também uma área de conservação de espécimes de flora exótica. Palestras são proferidas nesses jardins por alunos do ensino fundamental e médio.

Quanto à Mesa-Redonda realizada em Santiago, no Chile, está prevista a realização de uma reunião dos diretores dos museus mencionados acima para discutir o seu relatório final. Nessa reunião, serão consideradas com especial atenção recomendações gerais e outras orientações que possam ser aplicadas a museus interessados em temas rurais e urbanos ou no desenvolvimento científico e tecnológico e sua relação com a educação ao longo da vida.

Serão enfatizadas as vantagens do planejamento de exposições de caráter global, uma das ideias marcantes levantadas na reunião.

Outro objetivo será a criação de uma Associação de Museólogos, que se filiara à Associação Latinoamericana de Museologia e ao ICOM.

Também serão consideradas com atenção as resoluções relativas à educação ao longo da vida e à necessidade de se envolver educadores no trabalho dos museus como consultores e guias educacionais em visitas a museus de grupos de alunos do ensino fundamental e médio, como já está acontecendo no Jardim Zoológico e no Planetário Municipal.

✻ TRADUZIDO DO INGLÊS

APÊNDICES

I. PRINCÍPIOS BÁSICOS DO MUSEU INTEGRAL

Os membros da Mesa-Redonda sobre o Papel do Museu na América Latina de Hoje, analisando os relatos dos moderadores sobre os problemas do meio rural, do meio urbano, do desenvolvimento científico e tecnológico e da educação ao longo da vida, conscientizaram-se da importância desses problemas para o futuro da sociedade latino-americana.

Assim, concordaram que a solução desses problemas depende do entendimento, por parte da comunidade, dos aspectos técnicos, sociais,

econômicos e políticos envolvidos.

A conscientização da situação atual e das possíveis soluções alternativas foi considerada um passo essencial para obter a integração prevista. Nesse contexto, os membros da Mesa-Redonda acreditam que o museu pode e deve desempenhar um papel decisivo na educação da comunidade.

SANTIAGO, 30 DE MAIO DE 1972

2. RESOLUÇÕES ADOTADAS PELA MESA-REDONDA DE SANTIAGO DO CHILE

1. RUMO À MUTAÇÃO DOS MUSEUS LATINO-AMERICANOS

CONSIDERANDO

Que as mudanças sociais, econômicas e culturais que vêm ocorrendo no mundo e, particularmente, em muitas áreas subdesenvolvidas, constituem um desafio para a museologia.

Que a humanidade está passando por uma crise profunda; que a tecnologia produziu um enorme avanço da civilização que não é acompanhado pelo desenvolvimento cultural; que isso levou a um desequilíbrio entre países que alcançaram grande desenvolvimento material e outros que permanecem na periferia do desenvolvimento e ainda são escravizados como resultado de sua história; que a maioria dos problemas revelados pela sociedade contemporânea tem suas raízes em situações de injustiça e não pode ser resolvida até que essas injustiças sejam corrigidas¹³.

Que os problemas envolvidos no progresso das sociedades no mundo contemporâneo exigem uma visão global e um tratamento integrado de seus diversos aspectos; que a solução não se limita a uma única ciência ou disciplina; que a decisão sobre as melhores soluções e sua implementação não pertencem a um único grupo social, mas exigem a participação plena, consciente e comprometida de todos os setores da sociedade.

Que o museu é uma instituição a serviço da sociedade da qual é parte inseparável e, por sua própria natureza, contém os elementos que lhe permitem ajudar a moldar a consciência das comunidades às quais serve; que pode contribuir para estimular as comunidades para a ação, projetando suas atividades históricas para que culminem na apresentação de problemas contemporâneos, isto é, conectando

passado e presente, identificando-se com mudanças estruturais indispensáveis e provocando outras adequadas ao seu contexto nacional particular.

Que essa abordagem não nega o valor dos museus existentes, nem implica abandonar os princípios dos museus especializados; que é apresentada como o curso mais racional e lógico de desenvolvimento para o museu, para que possa melhor atender as necessidades da sociedade; que, em alguns casos, a mudança proposta pode ser introduzida de forma gradual ou em caráter experimental e, em outros, fornecer a orientação básica.

Que a transformação das atividades do museu exige uma mudança gradual na mentalidade de curadores e administradores e nas estruturas institucionais pelas quais são responsáveis; que, além disso, o museu integrado requer a assistência permanente ou temporária de especialistas de várias disciplinas, inclusive das ciências sociais.

Que o novo tipo de museu, por suas características específicas, parece ser o mais adequado para funcionar como um museu regional ou um museu para centros populacionais de pequeno e médio porte.

Que, com base nas considerações acima, e tendo em mente que o museu é uma instituição a serviço da sociedade que adquire, preserva e promove, para fins educativos, culturais e de estudo, exposições representativas da evolução natural e humana, a Mesa-Redonda sobre o papel do museu na América Latina de hoje, convocada pela Unesco em Santiago do Chile, de 20 a 31 de maio de 1972,

¹³ O preâmbulo acima foi aprovado por uma maioria de sete votos a favor (Mario Vázquez, Raúl González Guzmán, Hernán Crespo Total, Diego Luis Gómez Pignataro, Luis Luján Muñoz, Carlos de Sola e Federico Kauffmann Doig), com quatro votos contra (Mario E. Teruggi, Lygia Martins-Costa, Enrique Enseñat e Héctor Fernández Guido), que discordaram de alguns dos termos empregados.

Em geral

1. Que os museus devem ampliar suas perspectivas para incluir outras áreas além daquelas em que se especializam, com vistas a gerar uma conscientização do desenvolvimento antropológico, social, econômico e tecnológico dos países da América Latina, recorrendo aos serviços de consultores na orientação geral dos museus.
2. Que os museus devem intensificar o seu trabalho de recuperação do patrimônio cultural e usá-lo para fins sociais, de modo a evitar sua dispersão e remoção da América Latina.
3. Que os museus devem disponibilizar seus acervos da forma mais conveniente possível a pesquisadores qualificados e, tanto quanto possível, a instituições públicas, religiosas e privadas.
4. Que as técnicas tradicionais de museografia devem ser atualizadas, a fim de melhorar a compreensão dos visitantes em relação às exposições; que os museus devem preservar o caráter e a atmosfera

de instituições permanentes, sem recorrer ao uso de técnicas onerosas e sofisticadas e materiais que possam incentivar a tendência a uma extravagância inadequada para as condições da América Latina.

5. Que os museus devem instituir sistemas de avaliação para verificar sua efetividade em relação à comunidade.
6. Que tendo em conta as constatações do levantamento das necessidades atuais e a escassez de funcionários de museus a ser realizado sob os auspícios da Unesco, os centros de formação existentes para funcionários de museus na América Latina devem ser fortalecidos e expandidos pelos próprios países; que o sistema dos centros de treinamento deve ser ampliado, com a integração regional como um objetivo final; que instalações devem ser fornecidas no nível nacional e regional para a reciclagem do pessoal existente e que providências devem ser tomadas para cursos de formação no exterior.

Em relação a zonas rurais

Que os museus devem ser usados para ajudar a gerar conscientização dos problemas das zonas rurais, pelos seguintes meios:

- (a) Exposições de tecnologias que possam ser aplicadas para melhorar a comunidade;
- (b) Exposições culturais que apresentem soluções alternativas para

os problemas sociais e ecológicos, com vistas a aumentar a conscientização do público e fortalecer os laços nacionais:

- (i) Exposições relativas a zonas rurais em museus urbanos;
- (ii) Exposições itinerantes;
- (iii) Criação de museus de sítio.

Em relação a zonas urbanas

Que os museus devem ser usados para ajudar a gerar conscientização dos problemas das zonas urbanas, pelos seguintes meios:

- (a) Os museus da cidade devem atribuir ênfase especial ao desenvolvimento urbano e seus problemas, tanto em suas exposições como em seus trabalhos de pesquisa;
- (b) Os museus devem organizar exposições especiais que representem os problemas do desenvolvimento urbano contemporâneo;

(c) Com o auxílio de museus de grande porte, exposições devem ser organizadas em subúrbios ou zonas rurais, para que as populações locais conheçam as possibilidades e desvantagens da vida nas grandes cidades;

(d) Deve ser aceita a oferta do Museu Nacional de Antropologia da Cidade do México de experimentar as técnicas de museologia do museu integral, organizando uma exposição temporária de interesse para a América Latina.

Em relação ao desenvolvimento científico e tecnológico

Que os museus devem ser usados para ajudar a gerar uma conscientização mais ampla da necessidade de maior desenvolvimento científico e tecnológico, pelos seguintes meios:

- (a) Os museus devem estimular o desenvolvimento tecnológico, com base nas condições reais da comunidade;
- (a) Os museus devem ser incluídos nas agendas de reuniões de

ministros da educação e outros órgãos especificamente responsáveis pela área de desenvolvimento científico e tecnológico, como um dos meios para disseminar o progresso obtido nessa área;

(a) Os museus devem promover a disseminação de aspectos da ciência e tecnologia, descentralizando-se por meio da organização de exposições itinerantes.

Em relação à educação ao longo da vida

Que os museus devem intensificar sua função de melhor agente possível de educação ao longo da vida para a comunidade em geral, usando todos os canais de comunicação, pelos seguintes meios:

- (a) Instituir, nos museus que não o tem, um serviço educacional dotado de equipamentos e recursos adequados para desempenhar seu papel didático dentro e fora do museu;
- (b) Incluir, dentro da política educacional nacional, os serviços a serem oferecidos regularmente pelos museus.
- (c) Difundir programas audiovisuais sobre temas importantes para

serem utilizados por escolas, inclusive em zonas rurais;

(d) Materiais duplicados devem ser usados para fins educativos, por meio de um sistema de descentralização;

(e) As escolas devem ser incentivadas a criar acervos e organizar exposições de itens de seu patrimônio cultural;

(f) Instituir programas de capacitação para professores em diferentes níveis educacionais (primário, secundário e universitário).

Essas recomendações ratificam aquelas feitas em vários seminários e Mesas-Redondas sobre museus organizados pela Unesco.

2. PARA A CRIAÇÃO DE UMA ASSOCIAÇÃO LATINO-AMERICANA DE MUSEOLOGIA

CONSIDERANDO

Que o museu é uma instituição permanente a serviço da sociedade que adquire e , sobretudo , expõe. para fins educacionais, culturais e de estudo, temas representativos da evolução natural e humana; Que, particularmente na região da América Latina, o museu deve atender as necessidades das grandes massas populares desejosas de conquistar uma vida melhor e mais próspera por meio do conhecimento de seu patrimônio natural e cultural, tanto passado como presente, tarefa que, em países mais desenvolvidos, é realizada por outros órgãos;

Que, salvo raras exceções, os museus e museólogos da América Latina

RESOLVE

1. Criar a Associação Latino-Americana de Museologia (ALAM), aberta a todos os museus, museólogos, museógrafos, pesquisadores e educadores empregados por museus, para os seguintes fins e pelos seguintes meios:

Proporcionar à comunidade regional os melhores museus, com base na experiência plena de todos os países da América Latina;

Instituir um meio de comunicação entre museus e museólogos latino-americanos;

Promover a cooperação entre os museus da região através do intercâmbio e empréstimo de acervos e da troca de informações e de pessoal especializado;

Criar um órgão oficial para expressar os desejos e as experiências dos museus e da profissão em relação aos seus próprios membros, à comunidade, às autoridades públicas e a outros órgãos afins afiliados à Associação Latino-Americana de Museologia, e adotando uma estrutura organizacional paralela, cujos membros sejam também membros do ICOM;

Dividir, para fins operacionais, a Associação Latino-Americana de Museologia em quatro seções correspondentes, provisoriamente, às quatro áreas seguintes: América Central, Panamá, México, Cuba, República Dominicana, Porto Rico, Haiti e Antilhas Francesas; Colômbia, Venezuela, Peru, Equador e Bolívia; Brasil; Chile, Argentina, Uruguai e Paraguai.

encontram dificuldades de comunicação devido às grandes distâncias geográficas que os separam uns dos outros e do restante do mundo;

Que a importância e as potencialidades dos museus para a comunidade ainda não são plenamente reconhecidas pelas autoridades nem por todos os segmentos do público;

Que na VIII Conferência Geral do ICOM em Munique e na XIX Conferência Geral em Grenoble, os museólogos latino-americanos presentes mencionaram a necessidade de criar uma organização regional.

A Mesa-Redonda sobre o Papel do Museu na América Latina de Hoje, realizada pela Unesco em Santiago do Chile, de 20 a 31 de maio de 1972,

2. Que os abaixo assinados, participantes da Mesa-Redonda de Santiago do Chile, constituem-se como um Comitê Organizador da Associação Latino-Americana de Museologia e nomeiam um grupo de trabalho de cinco membros, sendo quatro representantes de cada uma das quatro áreas acima mencionadas e o quinto na qualidade de coordenador-geral; que esse grupo será responsável, num período máximo de seis meses, por:

Elaborar o estatuto e os regulamentos da associação;

Acordar com o ICOM formas de ação conjunta;

Dar ampla publicidade à nova organização e convocar eleições para a constituição dos vários órgãos da ALAM;

Estabelecer a sede provisória dessa associação no Museu de Antropologia da Cidade do México;

Instituir o grupo de trabalho acima mencionado, com as seguintes pessoas representando suas respectivas áreas:

Área 1 - Sr. Luis Diego Gómez (Costa Rica); Área 2 - Dra. Alicia Dussan de Reichel (Colômbia); Área 3 - Sra. Lygia Martins-Costa (Brasil); Área 4 - Dr. Grete Mostny Glaser (Chile); coordenador, Professor Mario Vazquez (México).

SANTIAGO DO CHILE, 31 DE MAIO DE 1972

✻ TRADUZIDO DO ESPANHOL

3. RECOMENDAÇÕES APRESENTADAS À UNESCO PELA MESA-REDONDA DE SANTIAGO DO CHILE

A Mesa-Redonda sobre o Papel do Museu na América Latina de Hoje, convocada pela Unesco em Santiago do Chile, de 20 a 31 de maio de 1972, apresenta à Unesco as seguintes recomendações:

1. Uma das conquistas mais importantes da Mesa-Redonda foi identificar e definir uma nova abordagem para as atividades dos museus: o museu integral, concebido para dar à comunidade uma visão geral do seu ambiente natural e cultural; a Mesa-Redonda sugere que a Unesco adote os métodos de publicidade à sua disposição para promover essa nova tendência.

2. A Unesco continuaria e estenderia sua assistência na formação de técnicos de museus – nos níveis tanto intermediário quanto universitário – como o faz no Centro Regional Paul Coremans¹⁴.

3. A Unesco promoveria a criação de um centro regional para a preparação e conservação de espécimes naturais, para o qual o atual Centro Regional de Museologia de Santiago poderia servir de núcleo. Além da sua função didática (formação de técnicos), sua função profissional museográfica (preparação e conservação de espécimes naturais) e da

produção de materiais didáticos, o centro regional teria um papel importante na proteção dos recursos naturais.

4. A Unesco forneceria instalações de pesquisa e treinamento para técnicos de museus no nível educacional intermediário.

5. A Unesco recomendaria que os ministérios da educação e órgãos responsáveis pelo desenvolvimento científico, tecnológico e cultural considerassem o museu um meio de difusão do progresso alcançado nessas áreas.

6. Tendo em vista a magnitude dos problemas de planejamento urbano na região e a necessidade de informar as pessoas sobre esses problemas em vários níveis, a Unesco providenciaria a publicação de uma obra sobre a história, o desenvolvimento e os problemas das cidades da América Latina; essa obra seria publicada em duas versões: científica e popular. Além disso, para alcançar setores mais amplos da população, a Unesco produziria um filme sobre o assunto, concebido para atrair todos os tipos de público.

¹⁴ Centro Latino-Americano de Estudios para la Conservacion y Restauracion de los Bienes Culturales. Convento de Churubusco, México, 21.

4. LISTA DE PARTICIPANTES DA MESA-REDONDA DE SANTIAGO DO CHILE

DIRETOR	Sr. Héctor Fernández Guido, engenheiro, Diretor do Planetário Municipal Agr. German Barbato, Montevideú (Uruguai).
MODERADORES DE DISCUSSÕES	Professor Enrique Enseñat, Faculdade de Agronomia da Universidade do Panamá (Panamá). Sr. Jorge Enrique Hardoy, arquiteto; chefe de pesquisa do Centro de Estudos Urbanos e Regionais do Instituto Di Tella, Buenos Aires (Argentina). Professor Mario E. Teruggi, Chefe da Divisão de Mineralogia e Petrologia do Museu de La Plata, La Plata (Argentina). Dr. César Picón Espinoza, Diretor-Geral de Educação Escolar e Vocacional do Ministério da Educação, Lima (Peru).
REPRESENTANTES DA UNESCO E DO ICOM	Sra. Raymonde Frin, Editora da <i>Museum</i> , Seção de Normas, Pesquisas e Museus, Departamento do Patrimônio Cultural. Sr. Jacques Hardouin, Especialista em Programas, Seção de Desenvolvimento do Patrimônio Cultural. Sr. Hugues de Varine-Bohan, Diretor do ICOM, Casa da Unesco, Paris (França).
PARTICIPANTES	Dra. Teresa Gisbert de Mesa, Diretora do Museu Nacional de Arte, La Paz (Bolívia). Sra. Lygia Martins-Costa, Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional, MEC, Rio de Janeiro (Brasil). Dra. Grete Mostny Glaser, Curadora do Museu Nacional de História Nacional, Santiago (Chile). Dra. Alicia Dussán de Reichel, Chefe da Divisão de Museus e Restauração, Instituto Colombiano de Cultura, Bogotá (Colômbia). Sr. Luis Diego Gómez Pignataro, Diretor da Divisão de História Natural do Museu Nacional da Costa Rica. Sr. Hernán Crespo Toral, arquiteto, Diretor do Museu do Banco Central do Equador, Quito (Equador). Sr. Luis Luján Muñoz, Diretor do Instituto de Antropologia e História, Guatemala (Guatemala). Professor Mario Vázquez, Vice-Diretor do Museu Nacional de Antropologia do México (México). Professor Raúl Gonzalez Guzman, Chefe de Museus e Exposições, Diretoria do Patrimônio Histórico Nacional (Panamá). Dr. Federico Kauffmann Doig, Diretor de Conservação do Patrimônio Cultural da Nação, Lima (Peru). Sr. Carlos de Sola, Diretor-General de Cultura, São Salvador (El Salvador).

5. ASSOCIAÇÕES DE MUSEUS; COMITÊS NACIONAIS DO ICOM; REPERTÓRIOS DE MUSEUS

ASSOCIAÇÕES DE MUSEUS	AMÉRICA LATINA Asociación Latinoamericana de Museos (ALAM), Museo del Banco Central de Ecuador, Quito. (<i>Carta de ALAM.</i>) Colegio de Museólogos de la Republica Argentina, Charcas 8787, Buenos Aires. BRASIL Associação Brasileira de Museologistas Fundação Casa de Rui Barbosa, Rua S. Clemente 134, Rio de Janeiro GB. (Boletim: <i>Museologia.</i>) Associação dos Museus de Artes do Brasil Museu de Arte Contemporânea da Universidade de São Paulo, Caixa Postal 22031, São Paulo. (<i>Boletim Informativo</i>) COLÔMBIA Asociación Colombiana de Museos (ACOM), Museo del Oro, Calle 16, No. 5-41, Bogotá. ALAM (<i>ver acima</i>).
COMITÊS NACIONAIS DO ICOM	ARGENTINA Sr. Carlo M. Gelly y Obes, Director, Museo Historico 'Brigadier G. Saavedra', Republiquetas 6307, Buenos Aires. (Presidente) BRASIL Sr G. Britto Rapôso de Câmara, Museu Histórico Nacional, Pça Marechal Ancora, S/n 20000 Rio de Janeiro, GB. (Presidente) CHILE Sra. Grete Mostny Glaser, Directora Museo Nacional de Historia Natural Casilla 787, Santiago de Chile. (Presidente) COLÔMBIA Dr. Alvaro Soto, Director del Museo Nacional de Antropologia Carrera 7, N° 28-66, Bogotá. (Correspondente) CUBA Sra. Marta Arjona, Directora de Museos y Monumentos Palacio de Bellas Artes Animas y Zulueta, La Habana. (Presidente) EQUADOR Sr. Hernán Crespo Toral, Diretor, Museo del Banco Central, Quito. (Correspondente) GUATEMALA Lic. Luis Luján Muñoz, Director Instituto de Antropologia e Historia Edificio no 5 de 'la Aurora', Zone 13, Guatemala C.A. (Presidente) HONDURAS a/c Sr. Director Instituto Nacional de Antropologia e Historia de Honduras Avenida Lempira 404, Tegucigalpa D.C. MÉXICO Dr. Ignacio Bernal, Director Museo Nacional de Antropologia Bosque de Chapultapec, México 5, D.F. (Presidente)

Dra. Reina Torres de Araúz, Directora, Patrimonio Histórico Instituto Nacional de Cultura y Deportes Apartado 66A, Panamá 9A. (Presidente)

Dr. Luis Valcarcel Museo Nacional de la Cultura Peruana Av. Alfonso Ugerta 650, Lima. (Presidente)

Prof. Miguel Arroyo, Director Museo de Bellas Artes Los Caobos, Caracas. (Presidente)

Guía de las colecciones públicas de arte en la América latina. Vol. I: Región del Golfo de México y de Caribe. Washington, D.C., Union Pan-americana, 1956. 193 p.

Museologia argentina. Guía de instituciones y museos, ed. Adolfo Enrique Rodríguez. Buenos Aires, Colegio de Museólogos de la República Argentina, 1971. 192 p.

Rio de Janeiro, Editora Expressão e Cultura, 1972. 317 p.

Bogotá, Ministerio de Educación Nacional, Instituto Colombiano de Cultura, División de Museos y Restauración, 1972. 52 p.

6. TABELA DE MUSEUS DA BOLÍVIA

[illegible]

autores

HERNÁN CRESPO TORAL. Nascido em Cuenca, Equador, em 1937. Graduado pela Faculdade de San José em Guayaquil e formado em arquitetura pela Universidade Central do Equador, Quito. Premiado com uma bolsa de estudos da Unesco em 1958-1959 para estudar museologia na École du Louvre, Paris, e fazer visitas de estudos que o levaram ao Rio de Janeiro, Burgos, Roma, Nápoles, México e Guatemala. Atualmente, é diretor fundador do Museu Arqueológico e das galerias de arte do Banco Central do Equador, Secretário Executivo da Associação Latino-Americana de Museus (ALAM) e Diretor Executivo do Instituto Nacional de Antropologia e História do Equador.

LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO. Costarricense. Nascido em 1944. Estudou na Costa Rica e nos Estados Unidos. Graduado pela Universidade da Costa Rica (Departamento de Biologia), em 1969. Realizou pesquisas importantes sobre vegetais inferiores, particularmente pteridófitos. Publicou cerca de 50 artigos sobre temas técnicos, como paleobiologia e zoologia. Trabalha no Museu Nacional da Costa Rica desde 1970, inicialmente como chefe do Departamento de História Natural e atualmente serve como presidente da instituição. Editor para ciências naturais do periódico Brenesia. Membro da comissão responsável pela organização da Associação Latino-Americana de Museologia (1972). Foi professor de botânica geral, anatomia vegetal e botânica sistemática na Universidade da Costa Rica.

ALICIA DUSSÁN DE REICHEL. Nascida em Bogotá (Colômbia) em 1920. Formada em etnologia sob a direção de Paul Rivet, Paris, 1942. Nas suas pesquisas etnológicas e arqueológicas, viajou pela maior parte do país trabalhando com seu marido, G. Reichel Dolmatoff, antropólogo do governo. Organizou o Instituto de Etnologia do Museu de Magdalena em Santa Marta entre 1946 e 1950. Assessora técnica do Museu do Ouro de Bogotá, 1967. Foi professora de antropologia do Centro Cultural Americano de Vivienda (União Pan-Americana) e da Universidade dos Andes. Foi Chefe da Divisão de Museus e Restauração do Instituto Cultural Colombiano e presidente do Comitê Nacional do ICOM na Colômbia. Muitas publicações no país e no exterior.

ENRIQUE ENSEÑAT. Nascido no Panamá. Engenheiro agrícola (Louisiana State University). Professor de política agrícola da Faculdade de Agricultura da Universidade do Panamá desde 1959. Diretor do Departamento de Agricultura, Panamá, 1949-1950. Funcionário permanente do Escritório Internacional do Trabalho, Genebra, 1950-1959. Fundador da Faculdade de Agronomia da Universidade do Panamá. Reitor daquela faculdade entre 1959 e 1972. Membro adjunto do Comitê Consultivo da FAO/Unesco/OIT para Educação Agrícola, Ciência e Capacitação.

HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO. Uruguaio. Professor e engenheiro industrial. Estudou no Instituto Tecnológico de Massachusetts (1949) e no Bureau of Standards (1948-1949). Professor de cosmografia e física (segundo grau); professor de engenharia elétrica da Universidade do Trabalho e do Instituto de Professores Artigas (1956-1972); professor de física (cursos de topografia e engenharia, 1946-1948); professor de engenharia elétrica (1951-1956); professor de astronáutica (Escola de Aviação Militar, 1961-1972). Diretor do Departamento de Comunicação da Faculdade de Engenharia (1956-1962) e seu reitor (1965-1966); diretor do Planetário Municipal de Montevideu (1956-1972); diretor de educação, ciência e tecnologia (Ministério da Educação e Cultura). Membro titular da Academia Nacional de Engenharia.

TERESA GISBERT DE MESA. Boliviana. Estudou arquitetura na Universidade Mayor de San Andrés em La Paz e trabalhou no Instituto de Arte Diego Velasquez de Madrid de 1951 a 1953. Professora de História da Arte na Faculdade de Filosofia e Letras da Universidade Mayor de San Andrés desde 1954. Pesquisadora bolsista do Instituto de Pesquisas sobre Arte daquela universidade; autora de diversas obras com o arquiteto José de Mesa. Diretora do Museu Nacional de Artes desde 1979. Membro da Academia Nacional de Ciências da Bolívia e membro correspondente da Real Academia de Belas Artes de San Fernando (Madrid).

RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN. Panamenho. Nascido em 1936. Bacharel em filosofia, letras e pedagogia pela Universidade do Panamá. Posteriormente, fez um curso de Museologia e Técnicas de Pesquisas Antropológicas no México. Chefe do Departamento de Museus e Exposições da Direção do Patrimônio Histórico do Instituto Nacional de Cultura e Esportes. Professor especializado na etnografia do Panamá e presidente assistente de antropologia da Universidade do Panamá. Membro do Centro de Pesquisas Antropológicas e do Programa de Pesquisas Biotipológicas da Universidade do Panamá. Publicou diversas obras sobre a Etnografia e Arqueologia do Panamá.

JUAN GÓMEZ MILLAS. Chileno. Estudou pedagogia, história e geografia nas universidades do Chile, Paris, Berlim. Professor titular de história da Universidade do Chile desde 1925. Organizador do Instituto de Formação de Professores de Segundo Grau em Caracas, Venezuela (1940-1941). Reitor da Universidade do Chile (1953-1963). Ministro da Educação em 1913 e novamente entre 1964 e 1968. Presidente da União das Universidades Latino-Americanas (1953-1966). Participou de diferentes missões da Unesco e OEA e de diversos congressos e outros eventos até 1971. Doutor Honoris Causa pela Universidade de Michigan em Ann Arbor. Trabalhos publicados sobre temas educacionais e culturais.

JORGE ENRIQUE HARDOY. Argentino. Bacharel em arquitetura pela Universidade de Buenos Aires. Doutor em urbanismo e planejamento territorial pela Universidade de Harvard. Atualmente, é o diretor de pesquisas do Centro de Estudos Urbanos e Regionais do Instituto Torcuato Di Tella de Buenos Aires, após ter sido o diretor-geral desse centro (1967-1969). Professor de planejamento urbano da Universidade do Litoral, Rosário (1956-1967); diretor dessa instituição (1961-1965). Presidente da Sociedade Inter-Americana de Planejamento (1966-1970). Professor visitante da Universidade de Yale (1970); bolsista da Fundação Guggenheim em 1960 e 1968. Autor de vários livros sobre urbanismo e planejamento do uso da terra, principalmente na América Latina.

FEDERICO KAUDDMANN DOIG. Peruano. Doutor em arqueologia (1955) e história (1965). Professor universitário. Coursou museologia nos Estados Unidos, para onde foi convidado pela Associação Americana de Museus. Diretor sênior do Museu de Arte de Lima entre 1960 e 1964 e novamente de 1969 a 1971. Diretor de conservação do patrimônio cultural da nação e vice-diretor do Instituto Nacional de Cultura (1971-1972). Autor de alguns estudos e livros especializados. Vencedor do Prêmio Nacional da Cultura.

LUIS LUJÁN MUÑOZ. Guatemalteco. Formado em história, professor de história de segundo grau e de estudos sociais da Universidade de San Carlos da Guatemala; estudou arqueologia na Escola Nacional de Antropologia e História do México. Diretor do Museu Nacional de História e Belas Artes (1966-1967) e do Museu Nacional de Arqueologia e Etnologia (1967-1968). Diretor do Instituto de Antropologia e História da Guatemala desde 1968. Presidente da Comissão Nacional do ICOM. Professor da Universidade de San Carlos da Guatemala. Publicou diversas obras sobre história, antropologia e folclore da Guatemala.

LYGIA MARTINS-COSTA. Brasileira. Estudou na Faculdade Nacional de Filosofia e em outras instituições. Graduada em museologia. Beneficiada por diversas bolsas de estudo no exterior. Curadora do Museu Nacional de Belas Artes (1940-1951). Professora de história da arte e crítica da arte da Universidade de Brasília (1962-1963). Chefe da unidade de artes do Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional (IPHAN) e responsável pela rede de seus museus. Representante do IPHAN na Comissão Nacional Brasileira para a Unesco (IBICC) e membro de diversos conselhos nacionais envolvidos com atividades de museus. Organizou diversas exposições de arte e publicou trabalhos sobre arte e museologia.

AGRIETE MOSTNY GLASER. Chilena. Estudou nas universidades de Viena (Áustria) e Bruxelas (Bélgica). Chefe da Seção de Arqueologia do Museu Nacional de História Natural do Chile (1943-1963). Diretora desse museu desde 1964. Diretor do Centro Nacional de Museologia de Santiago do Chile. Professora de antropologia cultural e de pré-história americana e chilena na Universidade do Chile (1950-1972). Presidente do Comitê Nacional do ICOM no Chile. Secretária do Comitê Internacional do ICOM para formação de profissionais de museus e membro do Conselho Executivo do ICOM. Publicou diversas obras, principalmente sobre a pré-história chilena.

MARIO E. TERUGGI. Argentino. Professor em tempo integral e chefe da Divisão de Mineralogia e Petrografia do Museu de Ciências Naturais de La Plata. Foi diretor desse museu e do Museu de Ciências Naturais Bernardino Rivadavia de Buenos Aires. Autor de 70 obras e pesquisas sobre temas de sua especialidade e autor de diversos estudos sobre museologia, assuntos gerais, linguística e literatura. Um mineral, a teruggita, tem esse nome em sua homenagem. Participou de diversos seminários, Mesas-Redondas e simpósios da Unesco.

EDITORIAL NOTE

The work that made possible this publication began in early 2012 from the idea of the President of the Intergovernmental Committee of the Ibermuseum Program, José do Nascimento Junior, to invite the President of the International Movement for a New Museology (Minom), Paula Assunção, to act as a researcher and editor of a publication on the Round Table of Santiago (Chile).

Once the proposal was accepted, the researcher started her work by searching the existing files on the Unesco Round Table. Meanwhile, the Direction of Libraries, Archives and Museums of Chile, under the coordination of the Deputy Director of National Museums, Alan Trampe, mobilized the resources within its reach to collect all original documents related to the event held in 1972.

In an attempt to rescue the memory of the meeting, Hugues de Varine, who was the President of ICOM when the Round Table was held was contacted and readily volunteered to collaborate. His invaluable testimony, recorded on a video that accompanies this publication, shows how much the values and principles of the Declaration of the Santiago Round Table still apply to museology today.

The two-volume editorial project, whose graphic design was developed by Radiola Design & Publicidade, seeks to translate the richness and depth of the documentation produced by the Round Table, as well as its more immediate repercussion. The first volume showcases a facsimile of the original texts developed by the Round Table, with the aim of presenting an archaeological journal of all the information that could be gathered. The project was complemented by translations into Spanish, Portuguese, French and English, giving the publication a scope that matches the importance of that event to the museum world.

The second volume contains the facsimile of the 1973 Museum Journal (volume XXV, issue No. 3), dedicated to the Round Table of Santiago and to Latin American museology, also duly translated into the same languages as the first volume of the publication. Importantly, the reissue of this document was made possible because of the cooperation between the Ibermuseum Program, the Publications area of Unesco, the Sub-directorate-General of the State Museums of Spain, and IBRAM.

The aim of this work is, therefore, to organize and disseminate a wide and detailed range of information about a turning point in the path that Museology would take, and enthusiastically celebrate the 40th anniversary of the Round Table of Santiago (Chile).

TALKING POINTS FOR TODAY

JOSÉ DO NASCIMENTO JUNIOR

President, Intergovernmental Committee
of the Iberoamerican Museum Program

Culture allows groups to share human values, create new ways of understanding society and explore possibilities and solutions for the future. If we understand the role of the museum as a partner and friend of the community that is in permanent construction, open to new memories to come, a place that inspires us, then we believe that the management of museums should be investigated, discussed and continuously explored and expressed, in order to keep it current and structured with the dynamic world, with the museums as the roof that protects our memory.

The genealogy of this vision on museums began to take shape in the texts, conferences and discussions that make up this publication and that today, over time, continue to be revisited and are alive.

Forty years ago, in a Chile still under the government of Salvador Allende, a group of museum professionals with a strong soul and vision was convened by Unesco to address, at the time, the importance and development of museums in the contemporary world, in a Round Table format as a new concept of professional interaction between two areas of expertise involved: the museum specifically and economic and social development. A group that raised the flag of the struggle not only to define but also to manage policies that would maintain the value of museums as living actors in society and their contribution in the fields of education and social development. A group that introduced two new concepts of reflection and action line in the area: that of the integral museum and that of the museum as action.

The 40th anniversary of the Round Table of Santiago de Chile and the importance of both the debate and recommendations arising from that meeting and its final document to the museum sector in Latin America and the world have led to this publication, produced in partnership with Minom, International Movement for a New Museology; DIBAM, Directorate of Libraries, Archives and Museums of Chile; and Unesco, which compiles the documentation related to the meeting.

For the commemoration of the Round Table of Santiago de Chile, representatives of Latin American museums proposed during the V Ibero-American Meeting of Museums (Mexico, 2011) the establishment of the Decade of Museological Heritage 2012-2022, ratified by the Ibero-American Ministers of Culture in Asunción that same year. This initiative entails implementing actions to strengthen the area during that period leading up to the commemoration of the fiftieth anniversary of the Declaration of the Round Table of Santiago de Chile, in 2022.

The actions of the Decade of Museological Heritage 2012-2022 include *reaffirming the principles enshrined in the Declaration of the Round Table of Santiago de Chile in 1972 and planning actions with a social and educational focus*, and that's why we are working in the collection of documents that will serve as history and memory for continuous reflection.

The publication, which consists of two volumes aims, in the first volume, to gather extensive, although not exhaustive information, since history has caused much of the information about this event to be relegated to oblivion or lost, but not the memory of those who were there and those who have participated in it over the years. Information ranging from the program and information to participants to the guide on individual preparation for the Round Table of Santiago de Chile, from where I want to rescue one of the recommendations of the organizers to participants: "(...) *the Round Table should identify solutions that museums will apply to certain problems of society in the process of transformation and development (...) it is therefore necessary that all participants devote the next three months to preparing their personal participation...*". A truly comprehensive and responsible work, a personal and professional contribution that brought together fighting and protesting energies in a period of guerrilla warfare, revolutions and long-lasting dictatorships in Latin America, that did not stop the work for, by and through culture, and in this specific case, to address the work of those who guard the memories. Cultures and Memories, axes in the political debate of our region.

The documents also include the opening speeches presenting the foundations of the debate, the resolutions of the Round Table and their respective recommendations, based on the transformation of societies and therefore on the adaptation of the museums, their guiding concepts and the instructions for continuing the discussion in this meeting, such as the necessary training of professionals from the area. These resolutions have become the major framework of **social museology** and a reference for public policy in Latin America, marking the progress of the area of museums in the region during the following four decades in terms of institutionalization and cooperation.

The second volume of this publication includes a product of this meeting, the *Museum* journal (1973), which compiles the different views and actions of the participating countries and their representatives.

The goal of this work, which will be released during the VI Ibero-American Meeting of Museums in Montevideo under the theme: "Museum: a conflict territory. A contemporary look at the 40 years of the Round Table of Santiago de Chile" aims, on the one hand, to rescue and preserve and, on the other, to re-evaluate the work and discussions, which have not been indifferent to the passage of time and help us have a critical view of what has been

done so far. Where has there been progress. Where we are and where we want to go. What are the current discussions and what unites us in this initiative of a Decade of Museological Heritage 2012-2022 which is not only a celebration of memory but also represents our willingness to stand together vis-à-vis the current social transformation and in our territories of conflicts and opportunities, 40 years later.

MAKING UP FOR A LOST TIME

ALAN TRAMPE

*National Deputy Director of
Museums, DIBAM, Chile*

Some anniversaries give cause to celebrate and commemorate significant dates for special reasons. Temporal distance can be a reference and reveal, to those who remember, a current state of affairs resulting from a commemorated event.

Forty years ago, an international meeting was held in a Santiago de Chile bustling with activity that brought together a group of enthusiastic museum professionals to learn about, discuss and come up with propositions for contemporary museums and ideas leading to a better situation for museums.

This meeting preserved the continuity of many of the standards of the *new museology* and emphasized major challenges to be faced for promoting the notion of an integral and integrated museum. The *integral* museum is one that deals with aspects other than the traditional ones with the aim of better meeting the needs of people and the cultural vitality of the communities to which they belong. For this purpose, it was necessary to cross borders and overcome conservative resistances. The technical roles of protecting, preserving, documenting, investigating and communicating took on a new meaning and it was clearly seen that they were no longer sufficient to meet new expectations of society. On the other hand, the *integrated* museum is one that is actively and organically connected to a larger social and cultural framework as a link in a chain and is no longer a fortress or an island that only a privileged few can have access to.

The meeting brought back to light the discussion on the dispute between the traditional museum and a new type of museum. The claims of the new museology are clearly reflected in the spirit of the Round Table held in Santiago. Its participants nurtured dreams of permeable and translucent museums favoring closer relations with their communities through better and more inclusive communication; museums that play an active role in relation to territorial issues and to new, multiple and diverse heritages; museums that are recognized as agents of change and promoters of development, which take a qualitative leap to become solid management platforms with the aim of playing a role in improving the quality of life of people.

While there are many examples of laudable statements of intentions that did not result in practical achievements and much less persisted in time, I believe that this is not the case of the propositions made at the Round Table held in Santiago. It is not by coincidence that all the Iberian American representatives attending the Round Table spontaneously and unanimously agreed that the foundational declaration of the Iberoamericanos Program drafted in the city of Salvador in 2007 should be based on and inspired by the general proposals contained in the 1972 Declaration. On numerous occasions, I heard leading academics and museum professionals refer to this meeting and its results as an undisputed landmark in museology, mainly in the Latin American context.

Not surprisingly, our celebrated Santiago Round Table has not been remembered as it should in Chile. I can say that until a few years ago very few people knew about it and its repercussions and that while the number of these people might have increased over the years, the importance and contribution of the Round Table to museology still haven't been properly recognized. As a disclaimer, I should say that, unfortunately, the situation in our country after the meeting was not the best one to disseminate its proposals and much less to implement them.

But since there is a time for everything, the spirit and part of the principles of the Santiago Round Table have found new life in the Chilean museums as an act of reparation for this broken continuity and a belated but deserved recognition of the efforts made by Dr. Grete Mostny, the great woman behind this initiative, who as Director of the National Museum of Natural History made many other contributions to the national museology. Better late than never.

For over a decade, Chilean museums, mainly the medium and small ones referred to in the 1972 Declaration, have been working closely with communities, whether territorial or thematic, to adopt standards that will make it possible for them to meet the requirements of people and address the challenges posed by increasingly complex heritages in the twenty-first century. It is by no means strange or unusual that most of our museums are discussing and working with topics such as participatory management, community involvement, evaluation and self-evaluation processes and products, identification, survey and assessment of new heritage, strengthening of their social vocation, contributions to education and development, interdisciplinary work, etc.

Remembering what was done 40 years ago and stressing it as a landmark is necessary. We must collaborate with our memory and help it not to forget. This task becomes less difficult when what we don't want to forget makes sense today and it is not just about celebrating an event with nostalgia for better times. Fortunately for us and thanks to them, we remember people, events and words today that were as important then as they are now and, as indicated above, are still valid. In celebrating that event, we take on our challenge as receivers of a legacy to be embraced, improved and projected. We must not lose continuity as in the past and make progress in establishing better and better museums at the service of society.

THE SANTIAGO ROUND TABLE TO THINK ABOUT THE FUTURE

PAULA ASSUNÇÃO DOS SANTOS

President, Minom International

Even on the occasion of the celebration of its 40th anniversary, the Round Table of Santiago (Chile) has the ability to turn our gaze to the future. In 1972, the meeting between directors of Latin American museums and experts from different disciplines in the field of development generated the great little revolution that culminated in the Declaration of Santiago and the integral museum concept. In the beginning, the impact of the Round Table was limited. However, it began to gain momentum in the following decades, while major movements evoked (and updated) the Santiago principles as a contemporary reference for a better future for museums.

The International Movement for a New Museology (Minom) is a political heir to the Round Table of Santiago. Created in 1984 during the First International Workshop on Ecomuseums and New Museology held in Quebec (which also gathered activists from community museums, local museums and popular museology), Minom had and has an important role in emphasizing the political dimension of the integral museum concept, i.e., the museum as action, as an instrument in the service of society, and involved in solving its problems. For Minom, the Declaration of Santiago provides the basis for a (new) museology, whose first and foremost concern is “the improvement of living conditions, the development of populations and their plans for the future” (Declaration of Quebec, 1984).

The ideals supported by the Declaration of Santiago found room in the thought and discourse in the field of museums, such as the addition in 1974 of the phrase “in the service of society and its development” to the ICOM definition of museum. But in practice, until the late ‘90s, the spirit of the Round Table was largely confined to the new museology and its forms of local action, and to ‘alternative museologies’. The slow world of museums would still go through a true revolution towards the end of the century. Earlier in 1992, the workshop on “the mission of museums in Latin America today: new challenges”, held in Caracas to commemorate the 20th anniversary of the Round Table of Santiago, tried to resuscitate and update the idea of the integral museum in the service of development, with a focus on its communication potential, and as an instrument of dialogue between different social forces and partnership with communities.

The awakening of museums in Latin America and the world to the challenges of the 21st century must meet the dynamics of an increasingly globalized reality and the demands of social participation and cultural diversity. Today, museums around the world play an active role in the life that happens outside their walls. Many recognize their responsibility towards social problems and work in partnership with different groups, communities, organizations and social movements, such as social inclusion projects, knowledge networks and dialogue forums, through new generations of ecomuseums and community museums, etc. The challenge is to undertake the commitment to transform (reality and themselves, in order not to be stuck in time!), maintain a self-critical attitude, and redefine priorities and forms of action.

In this world in motion, the Round Table of Santiago continues to be an important reference in universities and key position-taking moments in the field of museums, such as the establishment of the Ibermuseum Program in 2007. For Minom, the Round Table also takes on a renewed role because of sociomuseology. Sociomuseology – or social museology – is a way of seeing and acting in the world based on social criticism and activism through community and academic initiatives and experiments in various types of museums. Minom participates in the sociomuseology movement with the belief that museums can and should play an emancipating role in society.

What makes the Round Table of Santiago current in 2012? The Declaration of Santiago has the face of its time. We could certainly update the concept of integral museum coined in 1972 time and again, but something remains and spans time. The social challenges have changed, but certainly are not over. The need to take a stand, to commit to social change still remains. The principle of the museum that is integrated into society and goes beyond its collections in favor of a comprehensive approach persists.

The documents contained in this publication enable “demystifying” the Round Table by shedding light on the dynamics of the meeting and the process (still extremely current and difficult) of criticizing the museum, of the position-taking moment and, finally, of the process that aims to adapt the museums to the needs of the time and place in which they are located.

The trajectory of the Round Table in these 40 years – the ways it was or was not used – intertwines with the very struggle of museums in Latin America and in countries like Portugal, Spain and Canada for social engagement. The Round Table is an important component of our voice in the world. At the same time, it has a strong universal appeal and can play a key role in the exchange of knowledge in times of democratization of the museums’ tools.

Today, the idea of an engaged museum is not shocking. On the contrary, it appears increasingly as a need for banners such as that of sustainable development, citizenship and inclusion. However, the discourse (and sometimes there isn’t even a discourse) is not always accompanied by practice. There is still much to learn and experience. We are going through a great moment of discovery with the intensification of international dialogue and exchanges in the field of museums. Thanks to the South-South dialogue, for example, we found another way of dealing with the role of museums in community development, as in

Kenya, where some community management initiatives have transformed heritage into a collective source of income to build schools or water systems; or in South Africa, where activist artists work to promote critical awareness and the involvement of young people in social actions.

When we think about the concept of integral museum, the position-taking process that led to the Declaration of Santiago, and the contemporary use of the Round Table as a guiding principle of the struggle for the social engagement of museums, we have an instrument that evokes valuable strategies – such as the idea of awareness and transformation in the ways to ‘do’ museum in behalf of social change. In that moment of discovery, activism and enhanced dialogue, getting to know the Round Table enables expanding our exchange and understanding ability and allows us to once again think about the future.

ROUND TABLE OF SANTIAGO, CHILE

CHRISTIAN MANHART

*Chief of the Section of Museums
and Creativity, Unesco*

The present dilemma for museums is that on the one hand, their expected social and economic contributions have dramatically increased in importance, while we simultaneously recognize an increase in the destruction of cultural heritage during times of war, as well as the theft and illicit traffic of antiquities and the intentional misuse of cultural heritage for political purposes.

Already in 1960, a Unesco Recommendation advocated that Member States take all necessary steps to ensure the most efficient means of rendering museums accessible to everyone, without regard to economic or social status. While the 1976 Recommendation issued by Unesco's Member States concerned the International Exchange of Cultural Property and facilitated both the circulation of cultural property among cultural institutions in different countries, and suggested regulations regarding international exchanges. And in 1978, the Recommendation for the Protection of Movable Cultural Property, encouraged Member States to take all necessary steps, in concert with their respective national legislative bodies and constitutions, to protect movable cultural property, including museum collections. Although these are instruments from the 1960s and 70s, they remain as pertinent as ever to museums today.

As early as 1972, a representative group of Latin American museum specialists understood the new challenges of museums and gathered in Santiago de Chile. This group acknowledged that the social, economic and cultural changes constituted major challenges to museums, to which they must adapt in order to remain credible and viable. This group of experts spearheaded modern museology, as they understood very early on the enormous potential of museums to serve modern society and the necessity to promote full participation in museums by all parts of society. The Round Table's recommendations covered of a very wide range of subjects, such as rural or urban museums, technology or education. Though their main focus was Latin America, many of these recommendations proved to be rather universal, as they apply largely to the entire world. These recommendations have been applied and implemented in many Latin American countries to the benefit of the museums and local communities. Even as technology, political situations, and society have much evolved since the 1970s, most of the Santiago recommendations are still valid today, though insufficiently applied in many parts of the world. Therefore it remains necessary to widely distribute and implement them. In addition, it would now seem extremely useful to undertake an assessment of museums' present day roles and to update the Santiago Recommendations. This process has been now been initiated by a group of Latin American countries.

Much of the work undertaken by Unesco's Museums Section complements the actions of individual Member States to protect and promote their museums and collections on local, regional and national levels. The Section advises on policies and procedures, focuses on building capacities of museums to carry out inventories, and offers aid to ensure measures for proper storage and preventive conservation, in addition to addressing security concerns as well. There are instances when we repair roofs, restore objects and offer emergency assistance following wars and natural disasters, such as the international safeguarding campaigns Unesco launched for the national museums of Iraq and Afghanistan following wars in those countries or for the cultural heritage of Haiti following the devastating 2010 earthquake. More recently, our attentions have turned towards the Museum of Civilizations in Ivory Coast and the museums, manuscripts and cultural heritage of Mali.

Conservation and protection of collections remains a priority for Unesco, but increasingly, we focus on enhancing the social and educational roles of museums. Our current efforts involve exploring the use of museums to promote HIV-AIDS awareness education in Sub-Saharan Africa. We are assisting South Sudan realize their dream of building their first National Museum which, with hope, will have the effect of promoting peace-building and tolerance, in addition to affirming the national identity of this new country. We are also rehabilitating the Islamic Museum next to the Al Aqsa Mosque in Jerusalem, and creating the new Egyptian Civilization Museum in Cairo and using it as platform for democracy building in the country. Most of all, and in line with Unesco's mandate, we are helping Unesco Member States utilize museums for peace-building and the promotion of cultural diversity.

In order to reflect upon the future of museums in general and what ought be the specific role of Unesco and its Member States with regards to them, the Director-General, Ms Irina Bokova, convened an Expert Meeting on the Protection and Promotion of Museums and Collections. The Brazilian government, and in particular Instituto Brasileiro de Museus (IBRAM), being very concerned about the development of museums worldwide, became a driving force in this process and generously financed, co-organized and hosted this gathering in Rio de Janeiro, which took place from 11 to 14 July 2012. I wish extend my sincere thanks to both for their invaluable contributions.

This meeting successfully gathered the widest possible range of experts from every region of the world, in order to share universally valid advice and practices. One-hundred-twenty-three experts participated, from museums, museum associations, universities, cultural ministries, foundations, international organizations, non-governmental and intergovernmental organizations as well as experts nominated by Unesco regional electoral groups. For the

purposes of assessing situations from each part of the world, participants travelled from Latin America and the Caribbean, North America, Europe, Africa, Asia and the Pacific as well as from the Arab States. With the agreement of all the participants, the debates were streamed live via an internet site specifically created for the event. The meeting focused on the specific threats and challenges faced in the course of safeguarding museums and collections as well as the protections offered to museums by the existing international conventions and normative instruments. Participants also considered the contemporary role of museums, particularly in relationship to social participation and education. After much deliberate discussion, the participants of the Experts Meeting unanimously concurred that in order to bring Unesco Member States' attention to the need for improved national legislation in regards to museums, that take into account their present-day educational and social roles as well as greater funding for the protection and promotion of museums and collections, a new Unesco Recommendation would be required.

The very first lines of Unesco's constitution stipulate that "Since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defenses of peace must be constructed." It is our hope that through the strengthening of museums, we can promote peace around the world.

museum
VOL XXV, n° 3, 1973

THE ROLE OF MUSEUMS IN
TODAY'S LATIN AMERICA

Museum

Vol XXV, n° 3, 1973

Museum, successor to *Museion*, is published by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization in Paris. *Museum* serves as a quarterly survey of activities and means of research in the field of museography. Opinions expressed by individual contributors are not necessarily those of Unesco.

EDITORS

Chief Editor: Conrad Wise Associate

Editor: Anne Erdos

ADVISORY BOARD

Om Prakash Agrawal, India

Sid Ahmed Baghli, Algeria

Raymonde Frin, France

Jan Jelinek, Czechoslovakia

Michael Kustow, United Kingdom

Grace L. McCann Morley, Director,

ICOM Agency for South-East Asia

Georges Henri Riviere, Permanent Adviser of ICOM

Mario Vasquez, Mexico

The Director of ICOM, *ex officio*

Each number: U.S.\$3 or 90p (stg.) Annual subscription rate (4 issues or corresponding double issues): U.S.\$10 or £3

Editorial and publishing offices: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, 7 Place de Fontenoy, 75700 Paris (France)

© Unesco 1974

Printed in Switzerland

Presses Centrales S.A., Lausanne

THE ROLE OF MUSEUMS IN TODAY'S LATIN AMERICA

Round Table organized by Unesco,
Santiago (Chile), 1972

	Editorial 220
GRETE MOSTNY GLASER	Introduction 220
MARIO E. TERUGGI	The Round Table of Santiago (Chile) 221
	MUSEUMS AND SOCIETY IN LATIN AMERICA
ENRIQUE ENSEÑAT	Museums, cultural development in the rural environment and the development of agriculture 224
JORGE ENRIQUE HARDOT	Museums and urbanization 226
MARIO E. TERUGGI	Museums and scientific and technological development 231
JUAN GÓMEZ MILLAS	Museums and lifelong education 234
	MUSEUMS IN LATIN AMERICA: A GENERAL VIEW
MARIO E. TERUGGI	Argentina 238
TERESA GISBERT DE MESA	Bolivia 239
LYGIA MARTINS-COSTA	Brazil 240
GRETE MOSTNY GLASER	Chile 243
ALICIA DUSSÁN DE REICHEL	Colombia 245
LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO	Costa Rica 246
HERNÁN CRESPO TORAI	Ecuador 247
LUIS LUJÁN MUÑOZ	Guatemala 249
RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN	Panama 250
FEDERICO KAUFFMANN DOIG	Peru 251
HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO	Uruguay 253
	APPENDIXES
	1. Basic principles of the integral museum 255
	2. Resolutions adopted by the Round Table of Santiago (Chile) 255
	3. Recommendations presented to Unesco by the Round Table of Santiago (Chile) 257
	4. List of participants at the Round Table of Santiago (Chile) 258
	5. Museum associations; National Committees for ICOM; Repertories of museums 258
	6. Table of museums in Bolivia 259

EDITORIAL

A Round Table on the role of museums in Latin America today was held on Unesco's initiative in Santiago in 1972: this special issue is devoted to the meeting, and includes contributions from several of the people who attended it.

Its composition was most unusual: a 'family reunion' writes Grete Mostny Glaser,¹ but open to people 'from outside',² for example academics, town planners, agronomists, sociologists, etc.

The meeting was remarkable for its interdisciplinary character. All sorts of museums were represented: arts, social sciences and the humanities, natural sciences and advanced technology. The meeting's central theme was a novel one: the 'integral museum', the interdisciplinary museum *par excellence*, which corresponds with another new concept, the 'ecomuseufti'.³

The wider-than-usual participation and the interdisciplinary nature of the meeting were conducive to the realization by all present that museums in Latin America are not adapted to the problems raised by its development and that they should endeavour to fulfil their social mission, which is to enable man to identify with his natural and human environment in all its aspects. The museum is not only concerned with the heritage of the past; it is also concerned with development.

This issue reflects these preoccupations from first page to last: an introduction by the organizers of the Round Table together with representatives of Unesco and ICOM; museum and society in Latin America and a general survey of museums of Latin America.

In 1958 the seminar held at Rio de Janeiro⁴ had already considered this region of the world, which is characterized by a common language and mentality and by the close integration of two peoples of different origins. The Santiago Round Table threw new light on this subject through the world of museums.

¹ See 'Introduction', page 128.

² See 'The Round Table of Santiago (Chile)', page 129.

³ cf. Georges Henri Rivière, 'Role of Museums of Art and of Human and Social Sciences', *Museum*, Vol. XXV, No. 1/2, 1973, p. 39-44.

⁴ After holding two international seminars, one in Brooklyn, N.Y., in 1952 and the other in Athens in 1954, Unesco organized a series of regional seminars, in Rio de Janeiro (1958), Tokyo (1960), Mexico (1962), Lagos (1964), New Delhi (1966) and Alger (1968).

INTRODUCTION

GRETE MOSTNY GLASER

As Latin American museologists, we are deeply grateful to Unesco for having given us the opportunity to meet together at this Round Table, which was exclusively ours, that of Spanish and Portuguese speaking Americans, and dealt only with our problems.

In general, it has been possible for very few museologists of Latin American countries to participate in assemblies or Round Tables in Europe or the United States; and this is why our problems tend to be left to one side, notwithstanding the fact that those amongst us who can go to such meetings sense that we have many common concerns, even if our museums are scattered over the continent from 30° N. latitude as far as 55° S. latitude.

The 'family meeting' in Santiago (Chile) greatly satisfied us. We were able to define the type of museum that is relevant to our needs—the integral museum—that is, one which takes an active part in national life and re-creates the contexts of the objects it exhibits. The contact with Latin American experts—the Round Table discussion leaders—in other branches of learning gave us a new angle of vision. It was as if we were looking through field glasses but from the other end: instead of seeing internal problems magnified, we had a clear and precise vision of the museum in the perspective of the world around it. The establishment of the Latin American Association of Museology (ALAM)⁵ put the final seal on our rediscovered fellowship and will maintain it in the future.

Through this issue of *Museum*, we want to share with our colleagues throughout the world the experience of the Round Table on the Role of Museums in Today's Latin America, held in Santiago de Chile from 20 to 31 May 1972, by the kind invitation of the Government of Chile.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

⁵ The first meeting of ALAM was held in Quito from 8 to 14 April 1973—Ed.

THE ROUND TABLE OF SANTIAGO (CHILE)

MARIO E. TERUGGI

The Role of Museums in Today's Latin America', the title given by Unesco to the Round Table in Santiago de Chile seemed, at first sight, to be entirely innocuous. Several of us, moreover, had taken part in similar meetings on previous occasions and we knew what to expect of them. There was, of course, an innovation in the traditional programme: instead of welcoming museologists alone, specialists in other disciplines had been invited to speak about their particular domains and to act as discussion leaders in the ensuing debates and in considering the basic theme of the Round Table. This theme, according to the first invitation to participants, was whether the museums of Latin America, as educational, cultural and scientific institutions, are adapted to the problems posed by the development, in its social and economic aspects, of the culture of present-day Latin America.

At the opening meeting of the Round Table, Miss Raymonde Frin mentioned that Unesco, on the basis of confrontations between specialists of different disciplines, was seeking to try out a new idea for this type of international meeting. Mr Hugues de Varine-Bohan, for his part, emphasized that the meeting was regarded as a bridge to bring two categories of specialists together.⁶

From the moment of this opening ceremony, things began to happen. We museologists form a very special confraternity with which we are satisfied and of which we are proud, notwithstanding the meagre social prestige and poor remuneration associated with our profession. When and if we meet, we talk about our affairs, exchange experiences, deplore the evils which afflict museums, seek solutions and improvements, study techniques and, after formulating statements and proposals, we go our separate ways well pleased with what has been achieved. We are frogs in the same pond croaking in the same way. But here in Santiago frogs from other ponds were introduced into ours, with a different sort of croak!

The first paper by 'one of the outsiders'—on cultural development in the rural environment and the development of agriculture—was like a bombshell. When the speaker had finished, we museologists looked at one another confounded not so much by what had been said (though it was plenty), but because it had been made obvious to us at one stroke that the existence, sorrows, longings and hopes of mankind were not getting into the museums. We looked at one another in silence for a while, for we realized, with no more said, that the museum is grafted on to the tree of society but is nothing unless it gets from the host trunk the vital sap that has its origin in the fields, the work-shops, laboratories and schools, homes and towns.

From this point onwards our vague and incoherent misgivings began to crystallize and we all knew what reply had to be given to the basic issue raised by the Round Table: the museums of Latin America are not adapted to handle the problems arising from the continent's development.

Irrespective of our previous personal opinions, and of individual political ideas, we all felt that the Latin American museums—museums which, although the majority lack funds, are tenacious and courageous in their task of disseminating culture—were not satisfactorily fulfilling their social mission of making the citizen at one with his natural and human environment, considered in all its aspects.

This was the point of departure—the realization that museums were doing very little, and sometimes virtually nothing, on behalf of the underprivileged Latin America—and it brought immediate reflection on the ultimate purpose of museums. There were no direct accusations (except on one occasion by an observer), but some of the discussion leaders' dissertations made us feel as if we museologists were indifferent to the economic and social problems affecting Latin America and that our statements and conclusions were a kind of swan-song of an obsolete profession, with no notion or power of adapting itself to present circumstances. These veiled criticisms led several participants to remark that museums were being assigned functions that were not their direct concern. It was maintained that matters such as the 'green revolution' in agriculture, the reduction of illiteracy, the elimination of epidemics and malnutrition, or the more effective utilization of natural resources—to quote a few examples only—should be dealt with, publicized, promoted and implemented by specific organs and agencies of the State. However, the retort was duly forthcoming that in numbers of Latin American countries these organizations are not operating satisfactorily or have not yet been established, and it was for existing museums to fill the gap.

In the daily discussions that followed the statements by the various specialists, time and time again we got back to revising the traditional concept of the museum in the face of the demands of a developing society. We museologists had a taste of ashes in our mouths and we wanted to get rid of it. We divined that this was the major question before the Round Table and that a solution to it had to be found.

The answer hit on was the idea of the integral museum. It ripened and gained substance as the days went by until it took final shape as a new museological concept—revolutionary, even, since it gets right away from the traditional lines and limits of our museum. It was the Round Table's answer to the crisis in Latin America, but unquestionably this new notion

⁶ See Appendix 4, 'List of Participants at the Round Table', page 201.

will be applicable in other parts of the world (developed or developing), since wealthy and indigent alike are affected or threatened by today's scientific and technological innovations and revolutions.

Returning to the interaction between museologists and specialists in other disciplines, it was obvious that the latter had a stimulating effect on the former. It is quite possible that had it not been for the blunt presentations of the facts of the present situation that the development of their themes required, the Round Table would not have achieved the exceptional fervour it did in its search for solutions to the problems of museology in Latin America. During the ten days of meetings one could sense a special atmosphere, that imponderable and uncontrollable 'something' that is generated spontaneously in assemblies. In our case it was an atmosphere of deep concern for Latin American problems, of unanimous agreement and resolve that museums should, in some way or other, co-operate in the gigantic task of helping Latin American development; and it was in itself sufficient to seal the success of the Round Table since all participants were affected by it. And this atmosphere was the result of the contact between specialists in other disciplines and the museologists.

But however important the effect produced on the museologists, it was matched or even surpassed by that produced on the experts who spoke to us.

The most casual observer would have noticed immediately that the meeting was made up of two distinct groups and that those whose sphere of activity is on the land or in the towns, the science laboratories or the classrooms think along different lines from those who are in and live for museums. Nor is it merely a question of differences in terminology or even modes of expression. Each group uses different parameters and value scales, and accordingly they form discrepant pictures of reality.

At the start of the Round Table, the advantage lay with the museologists, for while we were able to understand what the various specialists were telling us, they, on the other hand, did not understand us and even on occasions regarded us as if we were beings from another planet. The fact is that they knew nothing about us, so little indeed that one of the speakers confessed in an aside to the author of this article that when he arrived at the Round Table he was completely ignorant of the function and mission of museologists. It was they, then, who discovered our world and began to penetrate it. At the conclusion of the ten days of meetings the problems of the museums had come alive for them and they perfectly appreciated what the museums can do for general culture in all its aspects.

The fact that the majority of the specialists invited should have discovered the museums for the first time has particular significance, since we can thus conclude that if distinguished intellectuals have a very vague idea of museology, its possibilities and prospects, all others will have even less knowledge of our mission and its significance. In other words, put very generally, it would seem that people as a whole are perfectly ignorant of what museums are or what they are really for. They visit them from time to time—generally when it rains or to take children or visiting friends—and go away either impressed by, or indifferent towards the show put on by the museologists, but completely blind to every detail of the work, the effort, the dedication (and, at times, sacrifice), the dreams, the ideals, and the hopes that have made possible the remarkable cultural phenomenon of the museum. All of which supports the suspicion that we museologists have all along been 'selling' museums to ourselves, but not to those outside our profession and much less so the thinkers, scientists and technicians who are performing vital tasks in the modern world.

From all this, it would seem that the Unesco decision to convene in Santiago a meeting between museologists and non-museologists could be likened to what is termed in the chess-players' jargon (publicized following the recent world championship) a 'positional move', which the player makes because he 'feels' that it 'has to be that way', but without being able to foresee the immediate consequences. But it is the positional moves that, in the end, decide the games. If we carry the analogy on, it is very probable that the consequences of the Santiago Round Table move will have far-reaching repercussions throughout the world of museology; not merely because it yielded the notion of the integral museum, but also because it would seem an extremely sound policy to invite eminent persons from different walks of life to museological meetings in the future. Up to now only educationists have attended with any frequency, which is very natural, but they, poor souls, like the museologists, have the hard task of persuading a variety of authorities and magnates to support them in their work. The museological profession has to create awareness of its vital social function in the most varied sectors of the community.

It is undeniable, then, that the Santiago Round Table introduced a new way of posing problems in connexion with museums, for a little reflection shows us that a subtle difference has crept into the approach to museums as cultural institutions. Up to now a museum has only been conceived in terms of the past, which is its *raison d'être*. Museologists assemble, catalogue, conserve and exhibit the works, including the throw-outs, of previous cultures, close to or far removed from our own. In the temporal dimension, the museum is a vector which starts in the present and whose far end is in the past. With the Round Table's agreement that the museum should take on a role in development, it is simply intended to inverse the direction of the temporal vector which we now get with its starting point at some moment in the past, with its far end, the 'arrowhead', reaching the present and even beyond it into the

future. In a certain sense the museologist is being asked to cease merely scavenging the jetsam of the past and become, in addition, an expert on the present and a forecaster of the future.

This is the challenge that, although never expressed in so many words, came from Chile to all museologists. It is a radical change on which we are called to reflect. For it is not possible for museologists, overnight, to change all their intellectual schemata or become conjurers with time in their museums. All that is asked of us is the mental flexibility, breadth of mind and goodwill to be ready to consider new possibilities in what we do and how we do it.

The Round Table did not consider the means, manners and concrete forms of implementing the aspirations it was generating. It was not its function to do so since the meeting was not held for that purpose, neither was it exclusively technical. But consideration was given repeatedly in participants' addresses and observations to the status of the object, the specimen, in a museum co-operating with the community in the solution of its problems. For it was accepted that the object is the museum's point of departure and its justification, a premise that did not fail to produce surprise among the non-museologists who could not grasp what seemed to them the museologist's deification of the object. There were even some who suggested the possibility of museums without objects. Disregarding these 'sacrilegious' propositions, if the object is to continue to be the backbone of the museum, it will have to be supplemented, extrapolated; and interrelated in a multitude of ways for it to fit naturally into the panorama of social, economic and cultural development which it is desired to present to the Latin American public. This means, in a sense, that the object would begin to be transformed into a kind of datum, a linkage with the past from which to develop propaganda sequences—in the best sense of the term—to serve the community towards understanding itself and plotting its course. The object would no longer be the basic consideration but would become the starting point for a vast elaboration in which it would remain a significant and crucial element.

It may seem that we are laying a superhuman task on museologists, since, in addition to their present specific function, it is sought to have them create, establish, each for his own museum, a continuum presenting in their correct relations the conditions of the natural and ethnic environment, social and economic evolution, the phases of culture and development, the effects of the exploitation of renewable and non-renewable resources, the present and future repercussions of environmental pollution, problems of health, pest and disease control in agriculture and animal husbandry, the evolution of urban centres, the transformation and performance of educational systems, the mediate and immediate prospects for general well-being, and a thousand other things. Obviously there is no museologist capable of covering all aspects of our world, or even a tiny part of them. But this is not the point, nor would anyone imagine that it was. The point is that at the Round Table it was made clear that we museologists did not take advantage of the co-operation of specialists, and our presentation of our objects was limited, so that we did not make the most of them for the purpose of their primary function, interpreting the manifold aspects of a national or local situation. It was pointed out that in the future museums were going to require more and more team work, not only at the museologist level, but in the sense of teams comprising a variety of specialists who, up to now, have had very little to do with museology. A great many possibilities offered by the objects, essential for our knowledge and understanding of development, were perhaps remaining unexploited in exhibition rooms because no one had appreciated them or thought of making use of them.

Obviously we, museologists, came under heavy fire from the various specialists during the Round Table meeting. Briefly, we were told that our museums were not adequately fulfilling their task in the contemporary world; we were accused of 'professionalism' to the point of blindness and, lastly, we were reproached for neglect of interdisciplinary co-operation. We admitted that there was something in these accusations which reflected the viewpoint, not of the invited panel, but—we sensed—of the whole world of science and technology.

The author of this article felt some confusion on more than one occasion, since, being both a scientist and a museum specialist, at times he felt he was running with the hare and at others hunting with the hounds. But everything proceeded in an atmosphere of complete cordiality and comradeship, every one of us being fired with the desire to co-operate and find the solution to the serious problems of Latin American museology.

A clear account of all this effort and achievement is provided in the Round Table resolutions and recommendations. In addition, the basis and guiding principles were established for the integral museum, opening up a new perspective in museology. Finally, the Round Table acted as a catalyst for the creation and launching of the Latin American Association of Museology (ALAM). We could deal at more length with each of these aspects, but the author was asked to describe the basic general theme of the Round Table and the atmosphere in which it was held. He has, thus, limited himself to this, in many cases drawing on personal impressions. He hopes that in these paragraphs he may have captured the spirit that inspired and guided all the participants.

The meeting in Santiago de Chile has been an outstanding one in museology Round Tables because of the profundity of the questions it has posed which compel reflection on the meaning and scope of our profession and the task that we are performing. But, in addition to all this, the successes of the Round Table included the making of a permanent

impress on every participant: we returned home transformed; our complacency destroyed, but revitalized and 'humanized' for better work. And if any reader infers that we museologists did nothing else in Santiago de Chile but rend our garments and cry *meet culpa*, it should be made perfectly clear that reactions were mutual and that we brought about comparable changes among the panel of specialists whom we finally brought over to our camp. And this work of conversion is fundamental, for scientists and technicians are infinitely more numerous and influential than museologists in the world today, and this is important for the future of museums.

And if all this, in the fact of having rejoiced and suffered for the activity that we cherish so dearly, were not enough, there are our memories: the exquisite hospitality and kindness of our hosts, the Chilean people; the warm, almost loving, care and support provided by Unesco and ICOM representatives; the invaluable experience of visiting a country in the throes of structural change. And, above all else, the presence of youth which, whether in the roles of museum specialists or observers, had its seats at the Round Table in Santiago de Chile.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH



museums and society in latin america

MUSEUMS, CULTURAL DEVELOPMENT IN THE RURAL ENVIRONMENT AND THE DEVELOPMENT OF AGRICULTURE⁷

ENRIQUE ENSEÑAT

Before embarking on the subject of our discussion, I must comment on the timeliness of Unesco's initiative in including this important issue in the Round Table on the role of museums in today's Latin America. It has come at a time of crisis in the rural environment, since the traditional methods of social and economic advancement are not producing the expected results.

Museums, like radio and television, are extremely effective instruments for the transmission of messages, but, unlike them, they have not achieved the development needed to give them their rightful place among the agencies of social change and economic advancement in the rural milieu.

I should make it clear that the concept of 'cultural development' applied to the rural environment will, in what I have to say, depart somewhat from the classical approach to the study of culture as such. I shall, instead, deal mainly with those cultural factors that represent a real obstacle to the over-all development of rural communities. In adopting this standpoint we must inevitably give consideration to the agrarian structures within which the cultural elements that produce, at a given time, the main link in this culture—the rural dweller— are operating.

There is a risk of conflicting opinions when the process of rural development comes under discussion, due to differing views as to whether this is solely an economic phenomenon or a political one.

For our purpose we shall use the definition proposed by the second World Food Congress held at The Hague in 1970. According to this definition, rural development consists in the motivation, training and organization of the population, providing it, through government aid policies, with the facilities and services that will enable it to reach higher standards of living and play an effective part in the improvement of the community and the nation.

It is, furthermore, vital to get the magnitude of the problem before us into focus, using indicators that will reveal its true significance. We see, thus, that in 1965, according to the Economic Commission for Latin America (ECLA), the number of persons employed in agriculture, forestry and hunting in Latin America was 35.6 million or 46.2 per cent of the active population in the region which, for that year, totalled 76.8 million.

What was the educational level of this important part of the active population? If we use illiteracy as an indicator, we see from the *Unesco Statistical Yearbook, 1968* that rural illiteracy in Latin America was six times as high as that in urban areas. Furthermore, during the period between the 1950 and 1966 censuses, the absolute number of illiterates in Latin America—mostly rural—rose, despite the fact that the illiteracy percentage fell from 42.2 per cent in 1950 to 33.9 per cent in 1960.

If we try to assess the income of the rural population, we find that the average annual income of two-thirds of the Latin American agricultural population— numbering 70 million people—does not reach U.S.\$100 per person. The conclusion of some who have studied this question is that probably half of this group, approximately 35 million persons, have an

7 Paper read at the Santiago Round Table, May 1972.

annual income of no more than \$50 of \$60. Naturally such incomes can only mean survival under infra-human conditions.

The eminent economist Raul Prebisch maintains that Latin American agriculture suffers from a lack of income effect due to slow general economic growth and uneven distribution of income. He believes that solution of the problem will depend on the achievement in 1980 of a minimum growth rate of 5 per cent for the agricultural sector, in which the growth of the rural population would be 1 per cent and agricultural productivity 4 per cent.

Describing occupational activities which provided the economic framework for this situation, Solon Barracloygh referred recently to a survey carried out five years ago by the Inter-American Committee for Agricultural Development covering the question of land ownership in Peru. According to this study, 1 per cent of the rural population controlled 80 per cent of cultivated land. These landowners were in control of almost all agricultural loans, irrigation water and technical assistance; they were the sole users of modern machinery and only they had access to national and international markets. They controlled local government and had great influence at the national level.

The 80 per cent of the rural population consisting of small farmers and field labourers had very little land (5 per cent of the total) and, furthermore, did not share the privileges of the landowners. The majority of them were poor, illiterate and without prospects.

Day-labourers often worked for an employer in exchange for the right to cultivate a tiny plot of land; salaries were very low or even non-existent. The important landowners had their own police and prisons.

There is a fairly wide measure of agreement concerning the measures required to solve these problems. We can, thus, assert that both the reform of obsolete agrarian structures and the development of technology are generally considered as the issues to be tackled if a solution is to be found to the agricultural problem in Latin America.

Among the most important processes of change the much vaunted agrarian reform takes pride of place. It is interesting here to go back once more to the Museums and society in Latin America conclusions of the second World Food Congress which established that agrarian reform constitutes a prerequisite for the implementation of other measures on which the welfare of the rural population depends. Unless the control by a small sector of the population over almost all the land is ended, and until this is done, the mass of the rural population will not even be able to organize itself to make known its needs, increase its income or feed and house itself better.

As far as technology is concerned, we can define this more clearly if we identify it with the 'green revolution'. The two outstanding features of this are the new high-yielding varieties of wheat and rice which are changing the productivity rate of crops that are of great importance for regions such as Asia, Africa and Latin America. So-called dwarf wheat is a variety that is unaffected by the length of daylight and which can tolerate large quantities of fertilizers. It produces up to 8 tons per hectare and the average crop is 6 tons. Dr. Chandler, Director of the Rice Institute in Los Bafios (Philippines), has produced the IRI varieties of rice whose production under exceptional conditions reaches 27 tons per hectare, and 12 tons on an average. These figures mean that with the same area of cultivated land production has been tripled and, at times, quadrupled.

As a result of such technological innovations, Mexico, a maize and wheat-importing country, exported in 1968 more than 1 million tons of maize and 72,000 tons of wheat. In the same year the Philippines became self-supporting in rice for the first time since 1908.

In 1968 again, Sri Lanka (then Ceylon) exceeded its highest previously recorded production of rice by 13 per cent. Pakistan increased its highest wheat production figure by 30 per cent while India exceeded its largest harvest by 12 per cent.

The area under cultivation with high-yielding seed has increased in a startling way. From an area of scarcely 80 hectares for the 1964-65 season, high-yielding wheat and rice cultivation had already reached 13 million hectares in 1968-69.

In referring to the effect of technology in Mexico, Edmundo Flores has pointed out that both these high-yielding varieties and modern systems of cultivation constitute the basis of the increase in the average *per capita* income, which has almost tripled from \$200 in 1959 to \$560 in 1969.

From the 1948-52 period to the present time, twenty-four times as much nitrogen, ten times as much phosphate and five times as much potassium fertilizers have been utilized in Mexico. As a result of all this, the gross agricultural product has, during the last thirty years, grown at an average annual rate of 4.4 per cent at constant prices, a growth rate exceeded only by such countries as Israel and Japan.

It must, however, be clearly established that technology cannot, and must not, be considered as the 'ultimate solution' for the backwardness of Latin American agriculture. The alarm already voiced shows us the danger of deluding ourselves with easy solutions. Our history, indeed, abundantly illustrates the fact that new technologies do not always mean an improvement in the living conditions of the people.

The colonial era has shown us in dramatic fashion that technological advances were effected through a slave-labour structure. On that occasion technology gave it its force and established a system that allowed the ignominious exploitation of man by man.

Because of this many of us are agreed that before going ahead with technological development, conditions must, through social and political changes, be such as will make these technical advances really serve to improve the living and working standards of the rural dweller.

In referring to this situation, Paulo de Tarso maintains that in our countries many rural-development strategies of the last decade were limited to one-sided development—technological change as a means of increasing production and productivity. The need, thus, to create new forms of ownership, to redistribute the revenue derived from agriculture and to adopt a new policy in respect of the structure of government and forms of access to culture was either underestimated or rejected.

The results of this one-sided approach were negative, even in achieving the sectoral objective and, thus, while the population was growing at an annual rate of 2.9 per cent during the period between 1960-62 and 1966-68, the figure for production expansion was only 2.5 per cent.

It was precisely a situation of this kind that led the second World Food Congress to state that social injustice is the most serious and fundamental problem in many developing countries. This points, thus, to the uneven distribution of wealth that means that a large proportion of national revenue is shared among only a few. This stems from the relationship between labour and capital, landowners and tenants, entrepreneurs and field workers. Because of the exploitation of agricultural workers and the poor administration and utilization of land and natural resources, plus the fact that the wealth and benefits accruing from them have been concentrated in the hands of the few, villages have been condemned to a life of poverty, ignorance and insecurity.

To achieve progress, development demands recognition of the human dignity of agricultural workers and country people in the practical conduct of everyday life, as well as a relationship based on equality. The criterion of progress is not primarily the growth of the national gross product. The real proof of progress is the justice that governs the production, distribution and the consumption of goods among members of a society and the justice and charity that prevail in the mutual relations between the different classes of people that make up such a society.

In his recent book entitled *Vieja Revolution, Nuevos Problemas* Edmundo Flores approaches this situation from a different angle. According to him, in so far as we are unable to create a modern productive structure that will provide work, food and housing for the large majority, so it will be necessary to resort to repression in order to prevent this majority from taking over power.

The obvious question is: what is the role of the museum in regard to the problems set out here? I do not believe that the museum should, things being as they are, limit its action to development merely of the scientific and technological aspect and that should be its only contribution to the progress of agriculture. This is an important issue and must not be overlooked, for the museum does indeed have an important contribution to make in this sector.

However, if it is to fulfil its task adequately in the contemporary rural milieu, the museum must also establish itself as a factor of social change that will, while working for the greater dignity of the country dweller, contribute to the process of growing social awareness within whose context changes are destined to take place in the obsolete structures that are hampering the real evolution of the man who cultivates the land.

Having regard to the particular character of the rural population, museologists and technicians in charge of museum institutions must intensify the development of mobile exhibitions so that the museum may, from the instrumental aspect, have the desired impact on the rural population.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

MUSEUM AND URBANIZATION

JORGE ENRIQUE HARDOY

Urbanization is a world-wide process characterized by the concentration of a country's population and its social and economic activities in small areas of its territory and by the demographic and physical growth of those parts. All the countries of the world are being urbanized. In almost all the rate of urbanization is rising more rapidly than the rates of growth of the population as a whole and of the rural population. Since the Second World War, and in some cases since the decade of the 1920s or even earlier, the urbanization process began to operate more rapidly in less industrialized countries, which were and continue to be the less developed and urbanized, than in the countries already urbanized.

In all countries urbanization is the result of both natural growth of the urban population and migration from the country to the towns. Migration from one continent to another or between countries in the same continent has become unimportant. It is now limited to seasonal migration between bordering countries except in isolated cases of political, racial or religious conflict. The numbers are limited.

In the year 1970 the world population increased by 2 per cent while the urban population increased by 3.17 per cent. In the African, Asian and Latin American countries, almost

without exception, the urban population growth rate was faster than the world average. In thirty countries in these economically less developed continents the rate of urban growth was 50% per cent or more above the world rate. Conversely, in the more developed regions of the world, only ten countries showed an increase in the urban population above the world average. In 1960 the world's urban population reached a total of 985 million. It is expected to reach 1,854 million in 1980 and 3,329 million in the year 2000.

Urbanization takes place within the political and administrative limits of each country. It is, at national level, the spatial expression of a system of production and a social and political system. In economically dependent countries the spatial structure reflects a neo-colonial system which prevents an adequate interrelation between urban and rural areas. The ecology of the cities which form this spatial structure is characterized by the segregation of the population by income level and social status, and by the differing access of the high-, middle- or low-income sectors to the sources of employment, to essential services such as education, health services, or housing and its complementary services, of supply, recreation, etc.

Most of the Latin American nations would probably fall in the category of dependent countries. Their economic growth over the last two decades has left much to be desired and structural situations persist in the majority with no tendency to modification. Nor is the geographical distribution of the population tending to change in the majority. A quick calculation of events in Latin America between 1960 and 1970 will enable us to draw some general conclusions and thereby attain a better understanding of the urban situation. It is important first of all to point out some of the characteristics and tendencies exhibited by the historical process of urbanization in Latin America.

The first cities of Latin America were built 2,000 years ago or more, in certain ecologically favourable areas in Central America,⁸ appearing somewhat later in South America. They were cities because their magnitude, population, functions, architecture, institutions, social stratification and density differentiated them from human settlements of lesser importance. At the same time they were multi-purpose centres in which were concentrated the administrative, governmental, religious, military, commercial and cultural services of a region extending beyond the city's area of immediate influence. The artisans in some of these cities began to produce goods which were exported to other regions, using raw materials imported from outside. The artists created pictures, sculptures, ceramics and ornaments whose stylistic influence spread out towards less developed cultures. In the principal cities, governments were established which exercised direct or indirect control over societies with less evolved technologies and weaker organization.

Only a tiny part of what is now known as Latin America—possibly no more than 5 per cent—came directly under the control of the indigenous cultures which built cities with the functions described. Four-fifths of the total population of the continent may have been concentrated in these territories around A.D. 1500, when the Pre-Columbian cultures reached what was possibly their peak in respect of population, technology, land in use and political and institutional evolution. Towards A.D. 1500 the native population of the areas which today form Latin America had reached about 40 million.

When the Spaniards reached America they found in central Mexico, in the highlands of southern Mexico and Guatemala, in Yucatan, along the coast and in the sierra of Peru and on the Peruvian-Bolivian altiplano, settlement layouts consisting of hierarchically and functionally different urban centres interconnected regionally by roads over which passed a continual flow of merchants and merchandise, administrators and armies. From 5 to 10 per cent of the population of the Aztec confederation and the Inca empire, the two most advanced social and political experiments in America at the beginning of the sixteenth century, could perhaps be regarded as urban on the basis of the criteria indicated. Tenochtitlan's estimated population—between 150,000 and 180,000—and the area of from 1,200 to 1,400 hectares occupied by the Aztec capital were comparable to the corresponding figures for the principal cities in the world at that time. In the heart of Mexico, bound together by the valley of Lake Texcoco and connected up by roads, was a network of centres the magnitude, population, wealth, commercial activity and architecture of which the Spaniards found amazing. Cuzco, Pachacamac, Cajamarca and other urban centres drew forth the admiration of Pizarro and his men. The centre of gravity of the Aztec confederation and the Inca empire was inland. Supported by a rich and diversified agriculture, the peoples dominated by the Aztecs and the Incas enjoyed an astonishing standard of living for the time, despite their technological and social limitations.

The conquest of America by the European powers demonstrated to what extent the natural characteristics of the territories which they conquered and their commercial aims consolidated a system of settlement which by about 1500 had already been in existence for centuries in several regions. Pre-Columbian systems of territorial occupation persisted, especially in rural areas, centuries after the Pre-Columbian cultures had been transformed by European culture and the population decimated by disease, war, forced labour and starvation resulting from the new forms of mining and agriculture, and also by cultural shock.

⁸ South of the actual Mexico and part of Central America.

The Spanish and the Portuguese founded new cities where the natural resources essential for their survival were available—water, arable land, building materials, good climate, natural protection. However, along with the regional systems of settlements which they found they established ports, so that they could keep in touch with Spain and Portugal, mining centres—for Europeans regarded the exploitation of silver and gold as being of prime importance—new agricultural centres where the indigenous population was resettled, and new centres for defence. From the beginning of the conquest, the Spanish considered the presence of indigenous cities or large rural centres to be a fundamental factor in the siting of their cities. There were political and strategic reasons to justify this decision. However, there were also practical, economic reasons, for the indigenous population was an essential pillar of the colonial mining and agricultural economy and the basis of the wealth and prestige of the privileged groups of early European settlers. Some time between 1570 and 1580 a spatial structure had been established in what is now Latin America, which was to survive the political independence of these territories. Almost all of what are now Latin America's principal cities and ports had been founded. The Spaniards, in their turn, introduced a type of city—functional, rigid, of simple design and layout—which was copied in all regions; even, despite its obvious limitations, by societies with very different technologies, patterns of employment and ways of life.

The population of Latin America had reached 30 million in 1850, 61.7 million in 1900 and 87 million in 1920. In the course of these seventy years, however, and especially from about 1870-80 on, the spatial structure of several countries in the region—Argentina, Uruguay, Cuba, Chile and the south of Brazil in particular—underwent important changes. This was the result of European immigration, the mechanization and extension of agriculture, foreign investment, especially in the building of railways and communications generally, the industrialization of farming and cattle-raising and the exploitation of new mineral resources. Within a few decades new land was opened up and thousands of new settlements were established. As regards the founding of new towns the period between 1870 and 1930 was comparable to 1520-80 and, going further back, to the first centuries of the Christian era, but it surpassed them in the extent of the territory involved and the numbers of people engaged in specifically urban activities.

Between 1870 and 1930 in the above-mentioned countries and some decades later in others, the trend towards the concentration of productive investment and services, and consequently population, in one centre or a very few centres in each country became more marked. The political and administrative machinery of each country was established in the principal cities. Agrarian societies, dominated as in colonial times by the interests of the land-owners and the plantation system, together with the interests of city-based exporters, were still to be found in rural areas.

From 1960 to 1970 the population of Latin America increased very rapidly. In 1970 Latin America, Jamaica and Trinidad together numbered 283,250,000 inhabitants. The annual rate of increase, estimated at 2.87 per cent, was higher than that of any of the other great regions of the world. This rate of increase means that the population of Latin America doubles every twenty-four years. The world population, by comparison, doubles every thirty-seven years. The rate of demographic growth of Latin America as a whole, which is higher today than it was a few decades ago—1.8 per cent a year in 1920-30 and 2.2 per cent in 1940-50—is chiefly due to the rapid decrease in mortality rates in all the countries over the past fifty years. On the other hand, although birth rates have decreased somewhat, they have not decreased as much as mortality rates. Immigration, especially of Europeans, from outside the region, which was such an important factor between about 1880 and 1930 in the population structure of Argentina, Uruguay, Cuba, southern Brazil and, to a lesser extent, Chile and other countries—and, since the Second World War, that of Venezuela—has declined over the past few decades. It is estimated that in 1985 the total population of Latin America will be 430,640,000.

In all countries in the region the urban population is increasing more rapidly than the total population, and the total population more rapidly than the rural population. If the present trend continues, between 1970 and 1985 the rural populations of Argentina, Chile, Uruguay, Trinidad and Venezuela will decrease in absolute figures. In 1970 the urban population for the region was 159,188,000, or 56.2 per cent of the total population. In 1970 the urban population was increasing at an estimated rate of 4.34 per cent and the rural population at an estimated rate of 1.15 per cent. It is estimated that in 1985 the urban population will be 290,680,000, or 66.88 per cent of the total population of the region. This increase in the urban population means that between 1970 and 1985 Latin America's cities will have to absorb 131,492,000 more inhabitants, or an average of 8,766,000 every year. The rural population, on the other hand, will increase by 19,898,000 between 1970 and 1985, that is, by an average of 1,326,000 inhabitants every year.

The situation differs considerably from one country to another. Brazil will have to absorb 3,300,000 more urban inhabitants during the fifteen years in question; Mexico, 1,852,000; Colombia, 909,000; Venezuela, 443,000; Argentina, 432,000; Peru, 393,000. This means 83.6 per cent of the new urban population will have to be absorbed by six of the most densely populated and largest countries. These six countries are already predominantly urban. How-

ever, the demographic impact of urbanization will be felt even more by Trinidad, Jamaica and the Dominican Republic, with their smaller populations and areas. In the Dominican Republic a high rate of natural population growth—the highest in Latin America and one of the highest in the world—is accompanied by a considerable migration potential which is due to the country's rural characteristics. In Trinidad and Jamaica urbanization will be mainly due to internal migration.

The small countries of Central America and the Caribbean, Bolivia, Paraguay and Ecuador are the least urbanized in the region. Although they may be regarded as urbanistically very unstable, owing to a combination of high and rising natural population growth rates and the predominance of the rural population, their urban evolution has been retarded by various factors. The first of these is their chiefly rural economy, usually based on monoculture, in which large estates and plantations contrast with holdings so small that they cannot support their occupants. Another factor is the lack of essential transport and communications facilities. Yet another is the lack of employment openings in industry in the cities and the lack of even the most limited services sector. In other words, there is no incentive for the rural population to move to the cities, had it the means to do so, despite the inadequate living conditions and the lack of opportunities in the rural areas.

It was mentioned that in 1970 the annual rate of growth of the urban population in Latin America was 4.34 per cent. In twelve countries it was even higher. The Dominican Republic's annual increase of 6.05 per cent means that the urban population in that country will double every eleven or twelve years. The urban population of Columbia and Honduras will double every thirteen or fourteen years if the 1970 rates of increase are maintained. Ecuador's urban population will double every fourteen or fifteen years. According to estimates of annual urban growth in Brazil and Mexico for the period 1970-85, Brazil will have to build a city the size of Recife, and Mexico a city one and a half times the size of Monterrey, every year.

In some cities, generally large metropolitan areas, the population increase is even more rapid. Rates of growth of 6 or 7 per cent are common. In the years 1960-70, annual rates of 10 per cent and even more were to be found in Tijuana, Goiana, the new cities of Brasilia and Ciudad Guayana and various centres of intermediate size. This means that the population of these cities doubles every six or seven years. Despite lower rates of growth, Mexico City's population and Sao Paulo's increased by some 3.7 million and 4.1 million respectively over the past decade. This means that within ten years both these cities would have to create about 1.3 million new jobs, build about 1 million homes and provide the necessary services to allow for the growth of the population, launch a programme to combat the housing shortage and gradually replace sub-standard housing, create some 39,000 places in the local universities and build some 22,000 primary- and secondary-school classrooms, hours being staggered so that they can be used twice over.

In spite of the fact that the largest public and private investments, the best jobs and the best services are concentrated in the national capitals and the principal regional centres, migration to the towns is common within each country. To some extent it is a case of migration from rural areas and villages to industrial cities and regional centres. The main reason given by the migrants for moving is the need, first of all, to find a regular source of income and better remuneration, and second to secure an education for their children, health services for their families and a richer social life.

A better balance between rural and urban economies, leading to a better distribution of job openings and services, is essential if the potentialities of each country are to be developed and if the population is to be better distributed. However, the growth of agricultural production in the region has been far from what was expected at the beginning of the decade. Although employing 44 per cent of the manpower in the region, the agricultural sector contributed only 17 per cent of the output, which is an indication of that sector's low *per capita* productivity in the region. The explanation is to be found in the primitive techniques employed, the antiquated system of land holding and the vulnerability of the agricultural economies of most of the countries, dependent as they are on the production and exportation of a single product. The industrial sector, including building, and the services sector grew more rapidly than the agricultural sector, partly owing to the stimulus of a big increase in the production of power and the construction of regional facilities in general. However, owing to the technology employed and inadequate growth the large numbers of unemployed and underemployed could not be absorbed.

The urban population grew very rapidly. As already mentioned, it was a general process accentuated by continual migrations from the country to the cities, especially to industrial centres and large metropolitan areas. This rapid urban growth was not accompanied by any realistic measures to meet the growing demand for housing, urban public services and community equipment. Squatting or living in tenements was the lot of most people in such circumstances, and their numbers increased more rapidly than did the cities to which they had flocked.

In almost all countries in the region the gap between the high-income sectors and the low-income sectors seems to have increased. Most of the rural population and a large percentage of the urban population live in conditions of extreme poverty.

Illiteracy rates have decreased in all countries in the region, and the number of children

in school has increased twice as much as the population has increased. The number of enrolments in universities and technical schools has also increased in proportion. Despite all this, the region's human resources are used even less than before, as a result of the unsolved problem of agrarian structures and ill-conceived industrialization.

Mortality rates have decreased and life expectancy has increased in all countries in the region owing to better health campaigns. However, in every country there are still enormous differences in the standard of medical services available for prevention and treatment in urban areas and those available in rural areas, as also at different levels of society.

What will be the outcome of the process described above? How is this process reflected in the spatial structure and in the cities in the different countries? There is no doubt that in the Latin American countries, as in all other countries, the trend is towards urban societies, and unless adequate policies are worked out as a matter of urgency and preventive measures are applied the problems mentioned above will become more acute. However, the Latin American countries are still in the same or very much the same position with regard to the industrialized countries as they were before. Fluctuations in world market prices of copper, oil, tin or farm products have severely shaken national economies. Attempts to diversify exports and to make national economies less vulnerable, or to improve and extend regional markets and reduce imports, have not led to any substantial improvement in the situation in any of the countries. Class privileges handed down from generation to generation persist or are accentuated in almost all the countries in the region. They affect access to education, career opportunities, remuneration, food, health, housing, public services and recreation, and are reflected in the individual consumption of commodities, which varies tremendously between rich and poor and between urban and rural inhabitants. Only a few countries have recently introduced measures to alter the consumption pattern and guarantee a basic standard of living for the whole population. Furthermore, the concentration of income within a very small section of the population of each country seriously impedes growth and at the same time perpetuates a socially unjust situation.

If investments in production and social facilities continue to be concentrated in the principal cities to the detriment of rural areas and rural centres, if the various countries still fail to make adequate use of their natural and human resources so as to extend and diversify their economies, if they do not introduce changes in social relations and seek improvements for the working classes, if they do not work out agrarian and urban technologies appropriate for countries short of capital and with a limited capacity to produce it in the near future, but which have labour in abundance, even if it is not highly skilled—but above all if they do not become convinced that unless the wealthy sectors of the population share their traditional privileges with the poor sectors, unless all these policies and measures are applied, there is really no solution to the problems of Latin America, let alone its urban problems. If the current trends are not reversed we shall have cities built without the most essential investments, with increasing proportions of the population underemployed, with more and more acute shortages of housing, water supply, transport, drainage, electricity and communications and with more and more inadequate community equipment. It is easy to predict, then, that future cities will be built in the main by the inhabitants themselves and that their demographic and physical growth will not comply with principles intended to benefit the majority of the population, but will yield to the pressure of groups interested in land speculation and urban rentals and in maintaining the segregation of inhabitants according to income level.

These trends can be corrected. There is no reason why urban growth should be improvised as it has been so far. Cuba has shown us what can be done with a shortage of resources and technicians and without extensive research, as long as the nation is willing and participates fully in the task. In less than ten years its government has managed to reduce drastically the gap in standards of living and opportunities of the urban and the rural population, to end the isolation of the latter, to achieve full employment and to decentralize education and health facilities, while halting the growth of capital and introducing a rural-urban equilibrium in fundamental aspects of social and economic life. Other countries have shown that there are several ways of finding solutions. Some of them may not suddenly change a situation which has existed for generations, but they will provide the prerequisites for the solution of some of the most serious problems.

In the new directions which the Round Table of Santiago (Chile) has indicated, museums can help to expose the social problems of the development of cities in Latin America and encourage the people to take an active interest in them.

MUSEUMS AND SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT

MARIO E. TERUGGI

As a rule, the museologist in his professional life is not much concerned with scientific and technological development in the present-day world. Working as he does in the fascinating microcosm of the museum, his time is taken up in caring for its collections and in studying the improvements and modernizations which might be made to it. He is thus understandably absorbed in his work but this is not the sole cause of his lack of interest in the scientific and technological advances, being made every day. It also happens that museologists are generally trained in the humanities, and the language of science, its repercussions and even the basic attitude of scientists are almost incomprehensible to them.

In the field of museology, therefore, a predominantly humanistic culture does not provide a background for the analysis and assessment of scientific and technological development. The only exception to *this* rule is to be found in science museums, where the specialized staff is representative of the two cultures described by C. P. Snow, which exist there side by side in a quite acceptable symbiosis.

Whatever may be the attitude and background of the museologist, however, the hard fact remains that the world is changing at an incredible pace under the influence of scientific and technological developments and that no one can escape them or, still less, ignore them. A few examples will suffice to prove this statement. If in the next two decades science were to succeed in overcoming or controlling a number of cardiovascular and degenerative diseases, this achievement would automatically mean that the average life expectancy would be lengthened by some eight to ten years. This would cause a series of social complications and upheavals which it is not yet possible to assess. Or consider so-called 'genetic engineering', which is already in a position theoretically—and even experimentally in the laboratory—to regulate or modify the somatic, physiological and psychological characteristics of living creatures. Genetic engineering might also be applicable to human beings and could be used to produce men and women conditioned to the needs of some central power—in other words, Brave New World will have become a reality. Or we may consider the prospects offered by the technology of microcircuits, which will make it possible to put thousands of transistors on a surface of a few square millimetres and hence to manufacture incredible electronic brains, compact and cheap.

When one thinks of these possibilities—and many others which are too numerous to mention—it becomes obvious that the museum world can never escape scientific and technological development. The problem is simply how to turn scientific and technological development to account in museology.

The simplest aspect, and the one which springs most readily to mind, is the use in museology of scientific and technological advances, since they have opened and will continue to open vast fields of application.

It is a well-known fact that people who witness a highly important event rarely succeed in realizing the full significance of what has taken place before their eyes or within their hearing. This is very true of television: mankind has accepted it as a 'natural phenomenon' by virtue of the extraordinary human capacity for the rapid assimilation of technological achievements.

Yet the discovery of television, it has been said, has had consequences similar to those of the invention of writing a break in the continuum of human history, which has thus split into two ages, the pre-television age and the television age, just as writing separates protohistory from history. Combined with electronics, television is moulding present-day society and will do so to a much greater extent in the near future.

Many things in their present form—including conventional systems of education, the book industry, cataloguing and classifying procedures, etc.—are directly affected by television and electronics. Despite all this, museologists have fought very shy of taking advantage of the possibilities offered by these devices and others which are or soon will be available, such as applications of light and sound which will ultimately work the miracle of making it possible to view an object, in any place, without the objects really being present. The museum will be able to enter right into the home. But obviously we are straying somewhat into the realm of science fiction, a world in which, taking things to their logical conclusions, museums themselves would disappear and be replaced by three-dimensional images of museums.

While bearing in mind the vast but unexplored possibilities of the museums of the future, it will suffice for the moment to point out that museology has still not made use of available resources. This may be due in part to apathy or ignorance on the part of museologists, but it may also be partly attributable to lack of funds. Be this as it may, we shall now leave the matter of the direct repercussions of science and technology on museums and go on to broader aspects, especially in their relation to Latin America.

The most significant fact—or shortcoming—as concerns museums in Latin America is the lack of good science and technology museums. There are a great many museums of history and art, a fair number devoted to human sciences (archaeology, ethnography, anthropology), a few dealing with the natural sciences and none devoted to science and technology. This situation we must admit is world wide and holds good even for developed continents such as Europe. It reflects the predominance of humanistic subjects in the museum world. At the same time, as I can assert from direct experience, ICOM has been fully aware of

Latin American deficiency in this regard since 1955 and has tried on numerous occasions to arouse the interest of national governments, so far without avail.

There are undoubtedly many reasons why science and technology museums have not developed in Latin America: inadequacy of economic resources, the industrial underdevelopment of many countries, red tape, the lack of interest on the part of authorities, etc. To all these must be added another which is Museums and scientific and technological development quite basic, namely, the predilection of the Mediterranean peoples for humanistic subjects, which is well reflected in their educational systems, both primary and secondary. Be this as it may, it is a fact that Latin America has no science and technology museums and that such centres are essential for the education and motivation of the public, more especially young people.

Without wishing to exaggerate this deplorable deficiency, it should be remembered that the Latin American bloc is made up of underdeveloped and semi developed countries for whom it is absolutely necessary to use the resources and methods of science and technology if they are to overcome their backwardness. The only way of doing this successfully is to train scientists and technologists, since otherwise the best they can hope for is to get in on the so-called 'trademark technologies'. Naturally, the countries which accept such technologies continue to be dependent on the more developed countries because they do no more than copy the techniques devised elsewhere for which they must pay heavy royalties.

Latin America has an urgent need to develop its national potentialities on a firm foundation, and this can only be done by promoting science and technology. This is where museums—some of them at least—can contribute and co-operate in creating a national awareness about such matters. In many leading circles in Latin America there is a belief that science and technology are luxury items, extravagances without major interest or importance, burdens which the State must support magnanimously, just as it supports an infinite number of cultural activities. Consequently, unless there is a firm conviction at all levels in every country that without science and technology it is impossible to develop the country's material potential, no progress will be made, and by standing still, these countries will fall further behind those which continue to move forward.

Not only must Latin American progress be measured in terms of science and technology, but this is the only way in which its countries can be kept from squandering their most precious asset, namely their intellectual resources. For as everyone knows, developing countries make very poor use of their available brainpower. Not only do they waste it but there are cases, such as that of Argentina, among others, which have gone to the extreme of exporting scientists and technologists.

Wastage of brainpower through lack of training, poor use or emigration is the result of a long series of causes. So far as emigration is concerned, it is currently attributed to economic factors (low earnings), political factors (difficulty in obtaining or keeping technical posts if one does not share the ideas of the government in power), factors related to frustration complexes caused by incompetence on the part of the bodies responsible for research, by the lack of proper equipment and premises, the impossibility of continuing lines or programmes of research, etc. Whatever the cause may be, it is difficult to avoid the impression that the countries concerned are to some extent to blame for the brain drain.

The under-utilization of brainpower can be seen very clearly in Latin America (as well as in other continents, since many of the defects to which we are referring are world wide), where the universities are still not fulfilling their modern function as scientific and technological advisers to governments. They are State-supported, but the State often spurns them for political reasons and only on very rare occasions calls them in to study problems or questions of national or even local interest. The Latin American State is very jealous of its powers and prerogatives and refuses to share them. Even in purely technical matters, it prefers to form its own technical bodies because it senses vaguely that the universities do not belong to it, and it sometimes even has recourse to private enterprises.

All this amounts to saying that Latin America has still not achieved the transformation that has been taking place in the last four decades in the function which the universities fulfil in developed countries. Whereas in those countries the universities, while continuing their traditional activities, have become major research centres, in the developing countries they confine themselves to teaching and handing out diplomas, without fulfilling their potential role as advisory organs to the State. As a result, university scientists and technologists remain to a large extent cut off from the business of the nation and have no say in the problems that arise.

Another very large loss of brainpower is caused by the failure to train scientists and technicians. The reasons for this failure are manifold and rooted in the social, economic and cultural situation in Latin America. Half-measures therefore cannot solve the problem, much less measures based on general formulas or prescriptions, since differences in development between Latin American countries are enormous, much greater than those between the nations of Europe. In some countries scientific and technological development has not even begun; in others it has reached a high level and all that is lacking is the co-ordinating machinery.

All this waste of brainpower—which is much more serious than the wasting of natural

resources—must be avoided if Latin America is to achieve a scientific and technological breakthrough. This means that the people must be informed about and prepared for the development which is being projected and planned. There is reason to ask what role museums are to play in this new approach, in this basic preparation needed to ensure the breakthrough.

Speaking as a scientist, and not as a museologist, I may say that museums are out of touch with the real scientific and technological situation around them. For many of them, especially art and history museums, it is impossible to reflect that situation in their exhibitions and activities: a museum of art or history would find itself out of its depth if it tried to present certain aspects of modern science, to say nothing of how incongruous such a policy would be. But even those museums which might be able to offer such a panorama often do so ineffectively or unwillingly. In other words, no museum makes the onlooker feel that science and technology are twin giants which are inexorably changing the world and mankind, and that our civilization and our future are bound up with them. The greater these two giants grow, the more poverty, scarcity, ignorance and individual and collective misery will be reduced. And yet museums disregard them and even, like ostriches, hide their heads in the sand in order not to see them.

This might well be the view of a scientist who has nothing to do with museums, and wants them to help in making the importance and achievements of science and technology better known. But no sooner do we touch upon this subject than we immediately run up against the concept of what the function and purpose of museums should be in the present-day community. We shall simply point out here that since the Latin American peoples can only be freed from poverty and ignorance by means of science and technology, someone must start blazing this trail towards development. And since museums, whether they realize it or not, form part of the educational system of each country, they cannot disregard or ignore aspects of the world which are real and which are conducive to prosperity.

Therefore, since most museums by their very nature are unable to deal with these questions, it will be necessary to increase the number of museums which can. Leaving aside the integral museums of the future, which were the Round Table's solution to the Latin American problem, it is clear that science and technology museums are needed—precisely the ones that are lacking. But perhaps what is wanted is not so much a large type of museum, such as the Deutsches Museum, the Chicago Museum, the Palais de la Decouverte and such-like institutions which can only be built by countries that are sufficiently developed technologically, but a smaller, though active, go-ahead museum which places within reach of adults, young people and children—especially children—the achievements of science and technology, together with an explanation of their social significance. One of the most serious problems in Latin America is the insufficient transfer of scientific and technical knowledge downwards, from the lofty heights where it dwells to ground level where ordinary people must feel it, try it out and apply it. Latin America lacks those 'intermediaries of science and technology' who understand scientific language and can explain it to the masses who do not.

In order to set development on the right road, Latin American leaders must feel, as a patriotic duty, the need to educate the people, and this implies, first, rescuing them from base ignorance and illiteracy, and then familiarizing them with the universe of science and technology and showing them how to use them for their own benefit.

Naturally the creation of an awareness of the importance of science and technology for the development of mankind is ultimately intended to promote the training of the specialists needed to enable the countries to lift themselves out of the slough of underdevelopment. In order to bring this about, it is vital and decisive, we repeat, for the scientists and technologists to be native-born, not only because presumably they will thus have a greater patriotic incentive, but because the hiring of foreign specialists is simply a stage or a palliative, never a solution. The evils of underdevelopment will be eliminated only in so far as effective use is made of resources of all kinds, and among those resources by the far the most important is the population itself. Without its talents, nothing can be achieved and those talents must be trained and educated to attain further advances for the sake of the community.

One of the ways of preventing the mere importation of trademark technologies and at the same time of avoiding the brain drain might be to set up a union of the Latin American countries for the transfer of technology and even science. A great deal might be done in this field, especially between neighboring countries, since some of them are able to provide technicians to others which are without them. Consideration might even be given to joint undertakings or projects of mutual benefit.

Government organs sometimes make serious mistakes in the promotion of science and technology. One such mistake which is made with some frequency is that of supporting only what is called 'applied science' at the expense of basic research. A policy of this kind leads only to the development of trademark technologies. Countries which put such policies into effect will always be dependent upon the advances made in foreign research centres, and consequently will always be behind in their practical application. Development should balance the claims of pure science and applied science, otherwise it falls into the clutches of technology salesmen who are motivated by economic, never patriotic, interests.

As will be realized, the problems of scientific and technological development in Latin America are vast. In the next twenty years they will have to be tackled energetically if they

are to be solved. This means promoting the training of specialists by means of grants and subsidies at various levels, the planning of science and technology, the application of technology in agriculture, stock-raising, mining and industry, etc. Museums should play their part in this all-out struggle against underdevelopment. They should transmit the message that science and technology are important and prepare people for life. And if they cannot show much about the scientific and technological past because the country has none, they will have to show future possibilities, to be exhibitors of hope.

Latin Americans are heirs to the poverty of the aboriginal inhabitants of the continent, who were mainly hunters and gatherers. They are also the descendants—of pure or mixed blood—of the poor of Europe, Africa and Asia who came to ‘make America’. Latin Americans are thus doubly poor. In order to emerge from their double poverty they need all the support that science and technology can offer, and the latter in turn need the support of education. It is on the borderline between general education and pure and applied research that the museum must find its ecological niche and render its service to Latin America.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

MUSEUMS AND LIFELONG EDUCATION

Juan Gómez Millas

The idea that, if they were to maintain their professional efficiency, educated people needed to extend and update their knowledge began to develop separately from the notion of extension courses and other forms of adult education after the Second World War and as a result of the experience and thinking of that period. During the war years it had been necessary to train personnel to serve on the various fronts or to speed up and improve the economic, administrative and information processes in the countries involved in the war. It had also been necessary to make contacts with very different peoples and societies, with cultures, values and ways of life fairly well known only to a few groups of experts.

It was then not only a question of solving linguistic and semantic problems. There were many other problems, some of which involved complicated and urgent transfers of technology, emotional situations of various kinds, which demanded both fundamental research in the different sciences and social innovations.

The experience gained by the colonizing nations in the course of the great modern expansion had to be re-examined and reappraised in the light of new situations, with the help of the social, anthropological, political and economic sciences, for the purpose of securing the greatest possible efficiency in the shortest possible time. As working methods had to be improvised on the spot, conclusions arrived at were not always satisfactory. The need for deeper research in social psychology, cultural anthropology, and relations between the social and the natural environments, made itself felt. In any case, the studies and surveys carried out show today in an unfavourable light the meagre progress achieved by the behavioural, social and cultural sciences and techniques in the 1950s and 1960s. Of particular importance have been the anthropological studies of Third World communities, the studies and experiments made in the socialist countries, and the studies of sub-cultures in developed societies.

The nationalistic and developmental motivation characterizing the independence movements which arose in the so-called Third World in the postwar years gave a powerful stimulus to tendencies towards structural and revolutionary changes, towards ‘modernization’, and the search for adequate models, effective methods, international involvement, etc. Then there was the question of literacy. What kind of literacy teaching should be provided? Functional education? All-round education of the community? Which was more important, to educate the children and young people, or to educate their elders? Could the whole population be brought to adopt a new way of life and new values? These, and many other questions to which there were no clear answers, arose. At all events new models had to be worked out, together with rapid and continuous types of action, over a period of several years. Education then appeared as one of the most promising political strategies. It was therefore not surprising that many institutions of various kinds acquired certain educational aspects. The idea began to gain ground that education was not confined to the school. In the forefront of the new educational institutions were, of course, museums. These had already embarked on the task of education in various parts of the world, more particularly in China and the U.S.S.R., where museums had become institutions for the education of the masses.

Among the principles that have emerged, mention may be made of the most important, from a general point of view: (a) every civilization must be conceived as a system containing elements adequate to meet the vital needs of the members of the community in which it obtains them; its cultural content should be possibly understood by other cultures and societies and transferred to them; (b) the changes that transform a civilization are less traumatic if they are rapid and all-embracing than if they are slow and partial; (c) changes are fruitful if they result from the initiative of the groups concerned, and if stress is laid on those levels which can effectively complement one another in their cultural aspects and not merely on some of those levels (for example, developing education without the social changes which stimulate and sustain it, or organizing a process of industrialization that cannot be supported

by the rest of the culture); (d) education is not conveyed solely by the written word; there are other media of education, such as direct contact with things, experience of phenomena, participation in the processes of nature and society.

Some of these principles, particularly the last one, had already been applied in various parts of the world and in various connexions. For instance, in the United States of America in the middle of the nineteenth century, the Land Grant Colleges initiated agricultural or industrial extension courses with the aim of placing technology at the service of men who were in direct contact with natural or social phenomena; publications were issued for rural and industrial workers and artisans, bringing within their reach the findings of science and the results of applied technology, especially as they affected specific activities. In practice this extension work resulted in a system of free and continuing education involving few formalities and no obligation. But it enabled those who wished to improve and develop their abilities to prosper and forge ahead. Similar projects materialized in several European countries— in some, as far back as the eighteenth century, in others in the nineteenth, and in others again in the present century. An important difference between this type of free and continuing education and what today is known as 'lifelong' education is that, in the former case, some public or private educational institution assumed the responsibility of providing a service for the individual, whereas, in the latter, this service is directly or indirectly institutionalized, made an integral part of the life of the individual and given a general social and cultural content as opposed to purely vocational training.

At the same time as the extension courses, night schools were established in various countries in Europe and America, for young people and adults who were working during the day; this afforded them opportunities of improving their general knowledge and sometimes their professional skills. In some cases a complete vocational training was provided by such courses, especially in trades. Many of these courses resembled formal schooling. However, none of them could be regarded as an institution of lifelong education in terms of present-day requirements.

The idea of lifelong and/or recurrent education is a response to the worldwide increase in the speed with which changes are taking place, in all aspects of human life, whether social, scientific or technological, and in the natural environment. This speeding-up of change is a characteristic of the present-day world and it extends to the most primitive societies. Awareness of it dates back to the end of the Second World War. It has been studied from various points of view, including that of its social and psychological effects. These studies have given rise to alarm and anxiety in social and educational planners, as also in people responsible for industry and for policy-making.

The rapid changes in most branches of technology are reflected in the correlative changes which take place in the structure of labour, in social life, in international activity or in private life. They are even observable in the forms of offering or seeking aesthetic experience or new sensations. We seem powerless to find any rationality in the whirlwind of these processes. No sooner has one form been explained than it is replaced by another. The gap between generations can no longer be reckoned in terms of decades; age-groups are becoming closer and closer. At the same time as these changes which occur in all societies and cultures, in both developed and developing countries, deep rifts appear, separating the cultural and social sub-groups in each society, so that a great dialectical effort has been required to build up systems of communication and information calculated to allow of at least a rational dialogue between persons of different educational levels and different specializations. This is much more far-reaching than the gap between two cultures that was talked of in the fifties. Now it is a question of various subcultures divided among themselves by a number of semantic problems.

Today, the world system of communications enables people in all parts of the world to be in close touch with events in other parts, whereas a generation ago such events would have seemed remote and obscure. For us, it is as if they were occurring in our midst; we see and experience them; but we may wonder whether we understand them or not. It is almost as if too much 'enlightenment' prevents us from discerning—that it dazzles and confuses us.

Knowledge becomes obsolescent both in the natural sciences and in the human and social sciences, and increasingly complex new disciplines are continually coming into being in those areas where different phenomena interact. Being acquainted with a scientific discipline in the traditional way is almost tantamount to having no knowledge of it, unless one is aware of its relationship with other more or less neighbouring disciplines. The task of the scientist or the technologist is becoming increasingly difficult. It requires team-work and the codification of a language that will enable specialists in various branches to understand one another. What is needed for an understanding of art is likewise so for looking through a microscope or for listening to electronic sounds. In this way new areas are being opened up, revealing new ways of perceiving those 'moments' when science and art are dialectically integrated in each other and satisfy the striving towards integration of the mind bent on shaping a functional and structuralist morphology which gives a global account of the world. The integrating lifelong functional education aspect of the various disciplines exactly corresponds to the contribution to lifelong education at present being made by museums, to which can be applied the excellent description of interdisciplinary work given by the Polish

economist Ignacy Sachs in the 'Logic of Development'.

The whole question of education thus assumes a new form. In Socratic thought the meaning of man was humanizing action; reference was made to the discovery of oneself, to the ek-sistence or the human being; and the reasoning mind was the vehicle and the humanizing aim of 'knowledge'. In a way it was a contemplative ideal of life; man's life was a system of lifelong education, and Roman humanism sprang from this source.

Today, when man wants to depict a happy future state, he does not describe it as an idyllic Garden of Eden, but in terms of techniques whereby human labour is wholly or partly replaced by obedient man-made machines, extending our perception of the world and our mastery over it, and holding out hopes of liberation from alienation. We no longer seek this through art, as Schiller did, but through technology. Nor, when we flee from the town to the country, do we abandon our preferences for technology. We take them with us: if we want to visit a National Park, we have to queue for it.

Lifelong education is a means of helping man to adapt himself to new worlds, of preserving him from their dramatic contradictions and their increasing maladjustments. Now if anyone wants to live in an idyllic, bucolic world he has to become a hippy; but then he lays himself open to the accusation of committing a crime against culture by interrupting the 'tranquil' dream of technology, development, *per capita* product, and many other of our illusions. Formal education, which was of a voluntary nature, has had to turn into education for life, which is of a compulsory nature.

The compulsory nature of this lifelong education does not need to derive from a legal precept. It is the consequence of a system of vital subsistence. Since it is not possible to keep people in school indefinitely, an educational process has been conceived whereby workers—whose task has been considerably lightened by technological processes—are freed from part of their work and are therefore able to enter a technically organized paradise known as 'cultured leisure'. Through new social pressures, workers can live in this paradise in the constant hope of reaching an even higher state of felicity. Within the system the individual lives with the community, where science, technology and art hold sway with a new significance. This new significance is conferred by their marked social import; their rites and symbols are assimilated by means of an education which integrates the two great environmental systems—the natural and the social. The link between the two systems is education as an ideology.

The various attempts to solve the problems of training and retraining, of filling the educational gaps between the different social strata, in both developed and developing countries, were combined for a certain time in a broad scheme of community education. This scheme, largely worked out by Unesco specialists, gained acceptance and was carried into practice in many countries, especially in those regions and sectors that appeared to be the least permeable to a general educational action. But, as communities are made up of persons of differing age, sex and social background, it was not easy to find equivalent conditions, and therefore methods, applicable in all cases. New social and cultural strategies had to be invented for education. It became increasingly clear that education in the world of today presents the greatest difficulties and the most complex problems, and therefore demands much social experimentation and innovation. On the question of development alone, more than 10,000 titles of publications relating to the economic systems and the societies of the Third World were issued in the 1950s. Merely to define the concept of 'underdevelopment', more than 500 studies have to be consulted. Thousands of publications have also been issued on the subject of education and experiments in the Third World. With all this, however, the problems of definition, evaluation, transfer, etc., have still not been solved. In the past few decades, new sciences—environmental, normative, behavioural, functional, structuralist—have delved deeply in search of a definition applicable to every society and to its educational processes.

Lifelong education does not claim to eliminate systematic education, but rather to supplement it with new concepts and techniques applicable to large numbers. The world-wide need for a quantitative and qualitative improvement in the production and distribution of goods, for meeting the dramatic challenge of the population explosion, or international economic competition, gave credence to the idea that it was necessary to add to the responsibilities of workers a continuous retraining, an improvement of their qualifications, and/or, when circumstances required, to change their occupations and train them afresh for other types of work. It had been shown with some certainty that educational systems in which specialization takes place too early, far from being beneficial, tended to develop in their students a narrowness of outlook that prevented them from adapting themselves to changes in science and technology.

Since the fundamental changes that were taking place in all sectors of activity seemed unlikely to come to an end and, on the contrary, according to medium-and long-term projections, appeared likely to increase, the only way to arrive at a balanced relation between work and education for work was to introduce a diversified system of lifelong education. To maintain a project of this magnitude, no adequate system of financing was known—unless the whole of society became consciously involved in an educational endeavour, that is to say, changed itself into an educational society, and unless the ideology underlying that

endeavour was strong enough to constitute a dynamic force.

The social changes that are taking place in developed countries, as well as in some of the less-developed ones, include active and responsible participation by workers in the administration of industrial concerns. This aspiration towards co-management, which is also apparent in the countries of the Third World, affords a model of the democratization of labour and the elimination of certain alienating factors. The formal education given in primary and secondary schools in these countries provides future workers with little opportunity of learning how to react to these new aspirations and problems and of acquiring the elements of judgment and the experience they will need if they are to participate in this co-management in a rational and responsible way. Social changes often do not wait until the persons concerned in them are in the best position to act, and this is a further reason for lifelong education after formal schooling. The new education for social participation in work cannot be dispensed in systematic schools of lifelong education unless the whole of society becomes an educational society.

If we accept the idea of society becoming educational, we cannot agree that the education in question shall develop in a non-technical way and without reference to scientific norms of education. We know that social or labour institutions, left to their own initiative, are not sufficiently able to carry out their mission, and that they therefore need the intellectual support of specialized centres. This leads to the opinion that lifelong education in the Third World countries should be the joint responsibility of the educational bodies or institutions and the productive sectors of institutions, such as firms, trade unions, etc. The variety of agreements and aims, and the different motivations, would give rise to continual long-term experiments and plans. Given such an atmosphere, the way would be open for participation by museums, in many effective ways, in the task of adult education.

Participation by museums with their various specialities in no way implies replacing, or superimposing itself on, the formal educational systems; it means supplementing them in a special sense, by stimulating inventiveness and the desire for discovery and by affording a global and integrated view of ecosystems. Why are the most typical and valuable objects testifying to past human endeavour collected in museums? Each object displayed provides a clear example of inventiveness and creativity, while enabling the visitor to visualize both itself and the manner of its production in the context of the social processes or the period of time it represents. From the educational point of view, this offers a possibility of organizing the studies around 'cases', thus replacing to some extent the systematizing and isolating ideology of particular sciences. These 'cases' will bring the student, whether child or adult, into contact with a moment in the whole life of the past or the present, in such a way that the image he receives will be compounded of present, past, future, nature and society, as in reality.

Action by museums in connexion with lifelong education can also be directed to the training of teachers in the integrated use of the material offered by nature, human activity, tastes, interests and forms of work.

Owing to its very nature, the museum offers an environment favourable to non-verbal communication with objects. Its message is conveyed through the objects, and these speak for themselves. In fact, the real message has been prepared according to the previous selection of the things and phenomena which are to be illustrated; it is organized in a didactic and educational manner. In planning and organizing the display of objects, museologists codify the materials and the phenomena. In doing so they transmit their knowledge according to the codes which are familiar to them. The students and other visitors who look at the objects perform the inverse operation of decoding. A dialectical process thus takes place—though it is not always apparent— involving the museum staff, the objects and the visitors. There is a continuous two-way current, in which the questions and answers educate and stimulate both the museologist and the visitor, and give new life to what had seemed dead and forgotten. The museum is changed into a flourishing vital centre. What were once living things, sacred or secular, take on a fresh life (*Wieder-holung*, Lessing), suggesting new points of view and becoming objects capable of contributing to the creation of a future. Here we have vivified tradition, which propounds questions to the observer and provides answers to the questioner. Nothing really dies, everything is born again, even if we do not know when, how or in what embodiment. This explains the task of the museum, its lifelong educational message.

Museums have an opportunity of serving as vantage points from which it is possible to survey the horizon of culture, of relations between man and the world and ways of integrating them. There people can be brought face to face with their most vital dilemmas and enabled to see opening up before them the prospects obscured by the rigidity of social structures and by the uncontrolled exploitation of resources practised for the purposes of production and consumption. In many cases advantage has been taken of the new educational possibilities open to museums for the launching of practical activities, and with good results in several countries. These activities are mostly aimed at arousing or encouraging interest among young people: science or art clubs, science exhibitions or fairs, competitions, camps, excursions, national or international assemblies, through which adults and young people, together or separately, question the future. There are also polyvalent workshops, which offer young people numerous opportunities of discovering their particular bent in contact

with things, and of developing their individual personality. In countries that are lacking in resources, these workshops could be used throughout the day, serving many schools at different levels and managed by staff trained in methods and techniques for the use of natural or cultural objects. They could also serve as community centres for adults, who could be trained in cultural and vocational subjects. As can be seen, museums have a large part to play in the lifelong education of the future.

✂ TRANSLATED FROM SPANISH

MUSEUMS IN LATIN AMERICA: a GENERAL VIEW

ARGENTINA

MARIO E. TERUGGI

It is very difficult to form a complete picture of Argentina's museums, owing to the fact that they are very numerous and spread over an area of about 3 million square kilometres. It is thus well-nigh impossible to present a comprehensive survey, especially as there is no national periodical giving information and documentation on museums, their present state, their collections, modernization and renovation work in progress and all the other aspects of museology. Nevertheless some generalizations can be made on the basis of personal experience so that the foreign reader may gain some idea of Argentina's museums and their present state.

In the towns of the interior there are very many private museums, usually historical, archaeological, palaeontological or zoological. Almost all of them owe their existence to the efforts of some enthusiastic amateur who for years explored the possibilities of his region. These private museums often have valuable items and amass considerable collections, in spite of having no resources but those of their founder and director. The premises are generally inadequate and the collection poorly displayed, although some of these museums have displays of a high standard.

As time goes by, the private museums of certain localities acquire a certain celebrity and the local inhabitants come to take a pride in them. Many of them also serve as centres for meetings and talks, thus extending their cultural function. In this way they gradually begin a long process which finally results in their being officially recognized. Not infrequently, they pass through a transitional stage of being sponsored by a cultural or sports club.

Private museums, 'amateur' museums, though they may have their shortcomings and though the strict museologist may look down on them, do meet a *local* demand which could not otherwise be met. Their contribution, especially in arousing public awareness at the local level of the need for museums, has perhaps not been fully appreciated. However, in dealing with Argentina's museums we have to begin with the private ones, which constitute the first rung of the ladder, the lowest rung and consequently the one most often overlooked.

Furthermore, these museums contrive to establish and maintain contacts with museums and museologists at higher levels. It would be interesting to know whether this phenomenon of amateurs of modest means patiently building up their museums with disinterested enthusiasm is general to the whole of Latin America.

Municipal museums, of which there are a considerable number, are the next step up. These museums differ extremely widely in condition, type of display, size of collections, premises, specialized staff, and in many other aspects. Some municipal museums are well organized and their collections well displayed. Others suffer from poverty and administrative neglect. A step higher in theory, but at the same level in practice, are the provincial museums. These also have to contend with limited resources and lack of support. There are notable exceptions, however: museums in prosperous municipalities which give them generous support and museums with strong managements can stand up to and sway the most hardened administrators and politicians.

At the top are the national museums, coming under the jurisdiction of the universities or of ministries. The fact of being a national museum is no guarantee of receiving proper attention and in the main these museums suffer from the same disadvantages as the others.

Generally speaking, the official museums—whether municipal, provincial or national—have or have had their heyday, following reforms or as the result of plentiful acquisitions, but they then lapse into long periods of neglect. Furthermore, as we know, when a country enters a lean period, museums are the first institutions to feel the draught; alternatively their budgets may be eaten away by inflation.

The situation with regard to museums in Argentina is therefore the same as in many other countries—lack of resources resulting from the apathy of the authorities or the need to attend to more pressing problems. However, apart from the customary shortage of funds, other defects seriously handicap Argentina's museums.

The first of these concerns the training of specialized staff. Although schools of museology exist in Buenos Aires⁹ and La Plata, they both function somewhat in a vacuum because the graduates rarely obtain posts in museums, the profession not being covered by regulations. Museums have taken to building up their staff on an *ad hoc* basis, usually without any formal training in museology. This is particularly true in the case of curators of official museums, who are hardly ever museologists. This responsible post is usually reached by other avenues: experience in related disciplines (for example historians, art critics, architects), experience in a museum or simply great enthusiasm—when it is not a question of influence. A feeling for the profession of the museologist is generally lacking, and this has very negative effects on museums.

The second defect—the great defect, bound up with the first one—is the almost total lack of communication between Argentine museologists, who do not know how many colleagues they have and who and where those colleagues are. Scattered, without any contacts, very often isolated, they suffer from the lack of mutually stimulating relationships and frequently become discouraged and apathetic. There is no exchanging of experiences, no organizing of meetings, symposia or conferences of any sort. They lack *esprit de corps*; disunited, they cannot negotiate and petition the authorities as a block. Furthermore most of them have no authority or power of decision within their own museums.

Argentina may well have the most museums of any country in Latin America; for more than two decades, however, it has been going through a tremendous economic crisis, which has inevitably affected the budgets of museums and, as a result, their condition. Apart from all this, a well-trained, competent and responsible body of museologists is essential. In the few cases where a museum manages to get a suitable staff together, it forges ahead, even with the most limited means.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

9 See: 'The Argentine Institute of Museology', *Museum*, Vol. XXII, No. 1, 1969, p. 61-8.

BOLIVIA¹⁰

TERESA GISBERT DE MESA

Bolivia, situated in the centre of the South American continent, a land with a rich archaeological and artistic heritage, has fourteen museums, the majority of which are devoted to art, archaeology and folk art. Four of these museums are under direct State supervision through the Ministry of Education and Culture, the remainder belong to universities, municipalities and cultural institutions.

Three of these fourteen museums house mixed collections of art, archaeology, folk art and history, five are exclusively art museums, three are archaeological museums and one a historical museum. Ten of them are installed in old buildings, generally eighteenth-century mansions, in some cases of such architectural importance that they form an integral part of the museum they house. However, in most cases the presentation is poor because of the lack of museological knowledge.

The material at the disposal of Bolivian museums is generally excellent in regard to art of the viceregal period, and archaeology. The Museum of the Potosi Mint, the National Art Museum in La Paz and the Charcas Museum in Chuquisaca possess some European items, almost all sixteenth-century Flemish paintings which arrived in the country in the years following the Spanish conquest. Examples of local seventeenth- and eighteenth-century paintings are numerous and representative and it can be said that in Bolivia the greater part of paintings of the viceregal period are in museums, except those in the La Paz and Lake Titicaca region where they remain *in situ* in the local Baroque churches. There are also many examples of Cuzco paintings in Bolivian museums, since during the colonial period Cuzco exported a great many canvases to Alto Peru (now Bolivia) which were sold by muleteers in the towns of the high plateau and the mining towns of Potosi and Oruro. Some of the artists most important for an understanding of artistic development are extremely well represented and practically none of their works remain in private hands. This is the case of Bernardo Bitti (1548-1610), the Italian Jesuit who brought painting to the Andean zone and introduced mannerism to Lima and Chuquisaca, whose complete works are assembled in the Sucre Cathedral Museum. The same also applies to Melchor Perez Holguin (1660(?)-1724), a seventeenth-century Potosi painter, who is one of the most important figures in American Baroque painting. Nearly a hundred of his works have been identified, of which over sixty are in the possession of Bolivian museums.

Nineteenth-century painting, of little interest from the artistic point of view but extremely important for the history of iconography, is represented in the Charcas Museum (attached to the University) in Sucre and in the Museum of the Potosi Mint. It is interesting to note that

10 See page 203, Appendix 6, 'Table of Museums in Bolivia'.

the work of two Ecuadorian painters—Manuel Ugalde and Joaquin Pinto—can be seen in Bolivia. The former accompanied Marshal Jose Antonio de Sucre with the liberating armies. His works are scattered throughout Peru and Bolivia.

The most notable archaeological museums are those of La Paz and Tiahua-naco (regional museum). The latter contains objects from the excavations carried out by CIAT (1957-72), including examples of Tiahuanaco ceramics representing not only the classical period (according to Bennett; period IV according to Ponce), but periods I and II, previously completely unknown. An anthropomorphic head in realistic style and a whistle in the form of a house are certainly the most interesting items. The museum also has a set of deformed and trepanned skulls from pre-Columbian cultures which are valuable for anthropological studies.

The Archaeological Museum in La Paz has an important collection of Tiahuanaco ceramics, particularly from the classical period which includes vessels of all types, particularly beautiful examples being the zoomorphic incense-burners. The rooms displaying Inca ceramics are also important, these items originating from the Isla del Sol in Lake Titicaca. The museum also contains some stone objects from Tiahuanaco. The building, constructed by Posnanski towards 1920, is an interesting example of revivalist architecture in a neo-Tiahuanacan style. This building was followed by two others in the same style: the Universidad Mayor de San Andres, La Paz, and the 'Hernando Siles Stadium', both by the architect Emilio Villanueva.

There are three really notable buildings of the viceregal period: the Mint, the Charcas museum and the palace which houses the La Paz Art Museum. The Mint was begun in 1758 for the striking of coin and the counting of the royal taxes (*quintos reales*). It was the work of the architect Salvador Villa, in collaboration with Tomas Camberos and Luis Cabello. The latter had also worked on the construction of the Mints in Lima and Mexico. The Potosi Mint is the largest civil building in the whole of the Viceroyalty of Peru. The building and its machinery and furnace are preserved intact and can still be viewed. The Charcas Museum is installed in the old Inquisition building in the city of Chuquisaca (now Sucre). It contains a beautiful courtyard with *mudejar* arches. The La Paz Art Museum is accommodated in a fine palace dating back to 1775, in late Baroque style. It contains a superb inner doorway and a courtyard with three tiers of dressed stone arcading. The cellars are roofed with barrel and groined vaults.

Another important building, although in a deplorable state of preservation, is that occupied by the Museum of Popular Art in La Paz. This again is an eighteenth-century palace. The museum possesses an extensive collection of masks representing every part of the country, from the 'Diablada' festival in the mining centre of Oruro to the masks of the Chiriguales, an Indian race of Guarani origin.

It will thus be seen that Bolivia's museums possess a rich collection of American art from the sixteenth century to modern times. Archaeology is represented by the Tiahuanaco and Inca cultures, as well as by other local examples, the latter in the Cochabamba, Oruro and Potosi museums. Examples of folk art can be seen in La Paz in the Museum of Popular Art and the Casa de Murillo, which also contains an interesting collection of herbs and amulets belonging to the Callahuaya pharmacopoeia. Bolivia does not possess a science museum or even one dealing with the natural sciences.

Given these facts, the conclusions of the Round Table at Santiago (Chile) offer new perspectives to the development of Bolivian museums.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

BRAZIL

LYGIA MARTINS-COSTA

A country is reflected in its museums, not only through the collections which mirror its own cultural heritage or the principal interests of its elite but also, and especially, through the attention accorded to museums by the general public. Enthusiasm for and study of the country's natural and cultural heritage, a desire to present it in its most significant aspects, eagerness to transmit to new generations a feeling for the past, experience of the present and responsibility for the future, and a broader sense of imparting knowledge of other civilizations and ecological regions, add up to a potential which makes of the museum a centre for education, civics and open-mindedness towards the world at large.

In contrast to that of the developed countries, the attitude of the developing countries shows an insufficient realization of the role of museums in present-day society. Yet these countries are the ones that are in most need of the services of museums and the ones in which the line of emphasis with regard to museums depends to the largest extent on the public authorities. In this age of technology and social upheaval, however, their governments are devoting their attention to immediate problems, to the detriment of educational ones, for which the solutions may take a longer time to arrive at but must be of lasting validity.

THE COUNTRY

Brazil is a country extending over eight and a half million square kilometres and comprising vast uninhabited regions. Of recent years it has realized that the retention and integration of its territory actually depends upon a near presence, and this could only be made possible by moving the capital to the interior, building highways linking the vital centres to remote areas, and creating new political and administrative poles—all of which represented a slow, burdensome operation. The settling of its territory and the stabilization of its economic and financial situation naturally appeared as priority problems, and basic industrial development, with the incentive of channelling capital to the least favoured areas, as a logical consequence.

Attention is now being turned to the problems of education, health, agriculture and cattle-raising—problems which are serious because of the still high percentage of the population that is illiterate. Since there are too few technicians and they are overworked, it is obviously necessary to increase their number and make more qualified staff available. To this end the universities are being reformed, so as to enable them to give the next generation a deeper and more accurate understanding of the situation in Brazil.

PRESENT SITUATION OF BRAZILIAN MUSEUMS

Whether dependent on federal, state or municipal authorities, or on civil or religious bodies, or again owned by individuals, museums reflect the situation of the country as a whole, particularly that of the states and towns to which they belong or in which they are situated, appreciable differences being observable both in the quality of their collections and in their technical capacity and their service to the community. There are some museums which are virtually of international calibre, but the great majority lack specialists and leave much to be desired. It is therefore difficult to generalize, especially in recent times, when the concept of the museum has become more clearly defined in the professional world while beyond its control there has been a veritable museographical explosion, without any cultural infrastructure or planning, in the form of heterogeneous and unrelated collections which call themselves museums and aim at providing the city with intellectual centres—albeit false ones—or with exploration possibilities for tourists in those places that are most frequented for their historical monuments. There are of course exceptions, due to the isolated action either of some public or ecclesiastical authority more sensitive to the question, or to some better informed scholar or collector.

One major defect is common to almost all museums, namely, their slight contribution to education in the country, at whatever level. This aloofness from education gave rise to discussions at the first National Congress of Museums convened by the National Committee of ICOM in 1956, to which educators were invited in order to establish a dialogue. It was referred to again at the meeting on education in the museums of Latin America, organized by Unesco in 1958 in Rio de Janeiro;¹¹ later it was given further attention at the first Brazilian Congress on Audiovisual Aids, organized also in Rio by the Brazilian Education Association, at which a statement by museologists in this regard led the Minister of Education to set up a working group to study the matter. Lastly, stress was laid on this subject at the fifth National Congress of Museums in Petropolis in 1970, and at the Round Table on Latin American museums recently organized by Unesco in Santiago (Chile).¹²

There are many indications that we have reached the point of maturity that was needed for the abandonment of the incoherent approach in this connexion which has characterized almost all Brazilian museums.

NUMBER AND GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION

Although two inventories have been made—one in 1958 listing approximately 200 institutions, and the other in 1972 which takes account of a broader concept of museums and reports the existence of some 400—it is still impossible to determine their number with any accuracy. This is because the aforesaid inventories were based primarily on written questionnaires, and the owners of museums or those in charge of them who reply to questionnaires often do not understand the meaning of the questions asked or even the real value of the collections in their care. Experience shows the need for checking on the spot, and this can only be effected by means of a joint endeavour on the part of the several sectors of the public authority, so as not only to use staff qualified in the different specialized fields but also to avoid excessive costs in making the survey. The advantages of having accurate knowledge concerning the serious collections throughout the country would be additional to the minimum technical guidance which the professional staff employed might give to people in charge of small museums, historical archives and nature reserves.

¹¹ Georges Henri Riviere, *Unesco Regional Semittar on the Educational Role of Museums, Rio de Janeiro, Brazil, 7-30 September xp/S*, Paris, Unesco, i960 (Educational Studies and Documents, 38).

¹² Hector Fernandez Guido, *Round Table on the Development and the Role of Museums in the Contemporary World, Santiago de Chile, Chile, 20-31 May 1972* (Unesco Doc. SHC-72/CONF.28/4) (mimeo.).

With regard to their geographical distribution, there are in fact museums in all the states, principally in Sao Paulo, Guanabara, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahia and Pernambuco, located in a number of towns.

CULTURAL AREAS PREFERRED

Generally speaking, regional collections are eclectic: local historical documents are intermingled with folklore, indigenous ethnography, archaeology and extracts from different works on the natural sciences. In the large museums of the north-east there is a predominance of furniture and sophisticated colonial statuary, with generally weaker painting, mainly of the nineteenth century. In the north and west there are mostly indigenous collections representative of their respective peoples. In the south the accent is on weapons, on account of the continual campaigns and frontier wars. In Minas Gerais, there are rich collections of furniture, carvings and statuary of the eighteenth century, in which local handicrafts have a prominent place. In the principal university centres we find museums specializing in anthropology and archaeology, art, botany, geology, history and zoology, with different lines of emphasis in the types of collection and in the technical publications; there are even single-subject museums, which may be devoted to a distinguished person, to an economic cycle or sector, to an aspect of culture or research, or even to the initial experiments in some branch of technology.

Recent years have seen the development of museums of modern art which, because of the general interest in all aspects of contemporary artistic expression, are much frequented by young people; museums of religious art, promoted by the Institute for the National Historical and Artistic Heritage and located in the historical cities, where they are sure of a public which pays admission, the proceeds enabling improvements to be made in the display of the exhibits; and museums of Brazilian archaeology, thanks to somewhat recent legislation, which are giving financial aid, through IPHAN (institute for the historical and artistic material heritage), to excavations and other archaeological work throughout the country.

IPHAN

The Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional (Institute for the National Historical and Artistic Heritage), as part of its functions and as far as its resources will allow, has inventoried, assembled documentary material (copies, photographs, ground plans and architectural projections), preserved, restored, conducted research on, studied and made known through articles and monographs, the cultural property and sites of exceptional importance throughout the national territory. For the protection of these cultural assets, it has formed a network of museums and historical houses, which already number more than thirty units—including those already established, in process of establishment or planned—to which may be added a number of monuments of civil, military or religious architecture, rural architectural groups and even a historical park, all open to the public and maintained or directed by the institute. It gives technical assistance to all cultural institutions which request it; it promotes the establishment of new museums for the purpose of enhancing the historical and artistic heritage of the respective regions; lastly, it extends its protective action not only to some 1,000 monuments and dozens of urban agglomerations, but also to some historical cities which it has arranged to restore and render attractive to tourists, by means of special plans, through national and international agreements.

MAJOR ASSOCIATIONS

Set up in Brazil shortly after the establishment of ICOM, ONICOM (Organização Nacional do ICOM—National Committee of ICOM) has passed through phases of greater and lesser activity. It has to its credit the fact of having been the first organization to bring together museologists and museums from various parts of the country; it has also convened five national congresses of museums (Ouro Preto, Sao Paulo, Bahia, Rio and Petropolis); and it played an active part in the Latin American seminar organized in Rio in 1958, when it contributed to the publication of the inventory *Educational Resources of Brazilian Museums*, undertaken by the Brazilian Centre for Educational Research.

The ABM (Associação Brasileira de Museologistas—Brazilian Association of Museologists) was represented at the first Brazilian Congress on Audiovisual Aids organized by ABM, where its work met with approval. It is responsible for the making of rules governing the career of museologist, which are in process of elaboration.

The AMAB (Associação de Museus de Arte do Brasil—Association of Art Museums in Brazil) a body with more limited aims but extremely active, has promoted a series of meetings in different States and has succeeded in making contemporary art better known.

PUBLIC INTEREST

The complex mechanism represented by a museum is only justified by the attendance of the public. Everyone, from the child to the adult, from the illiterate to the scholar, should

find in it something of interest to his intelligence or sensitivity. The attempt to bring about a situation in which there is something of real interest for all is one of the more important tasks of the museologist.

Members of the cultured public naturally gravitate towards the museum. Those of elementary or intermediate level must be drawn to it so that they may gain a better understanding of the world in which they live. It is essential for them to 'see' and 'touch' in order to 'understand' and 'feel'. Hence the museum's concern to attract children and young people and to let them discover by themselves what has been put within their reach.

Brazilians still visit museums rather rarely. This is because museums are regarded as a continuing educational service, and because they do not have sufficient resources to be able to penetrate into the more remote milieux. Nevertheless, attendance at temporary exhibitions, seminars, debates, art or science films and other cultural events has increased appreciably. As regards art, both in Rio and in Sao Paulo the presence of young people and artists has led to a real participation. Museums situated in parks show significant popular attendance on Sundays and holidays. Those in cities frequented by tourists also have their public, as a result of the easy access made possible by the new highway network in the country. Statistics established by IPHAN reveal a considerable increase in museum attendance, especially on school holidays.

This attendance, even without a special promotional effort, proves that public interest is already aroused, and that it is only necessary to sustain it, to the advantage of all.

PROSPECTS FOR MODERNIZATION

There is no doubt that a general awareness of the role which museums should play in society is already apparent in the large cities. Beginning with the intramural discussions in the major associations, and reverberating through national and international congresses, it has reached the high levels of government, with the result that prospects for the modernization of museums are rather encouraging. The facts set out below justify this hope:

In keeping with the Administrative Reform of the Nation, the Ministry of Education and Culture, which is responsible for most of the national museums in the country, is experimenting with the reform of its own structure and working systems, taking the first step towards an integration of all the sectors of culture. Under this reform, IPHAN is to be given special treatment as the chief organization.

With a view to making the state governments conscious of their mission as co-participants in the defence of the historical and artistic heritage of their respective regions, the minister, on the advice of the Federal Council for Culture and of IPHAN itself, organized two working sessions with the governors and prefects of historical cities.

A general co-ordination of the museums of the Ministry of Education and Culture (MEC) has been initiated; it offers promising consequences, since as it progresses it will lead to the establishment of criteria and integrated programming, with such flexibility as is considered necessary.

Lastly, the repercussions at ministerial level of the report on the Round Table held at Santiago (Chile) were significant, since the minister was led to set up a working group to study the situation of our institutions and to work out a national museum policy.

It is therefore to be hoped that, in a not too distant future, museums will be adapted to the requirements of the contemporary world, in the light of the principal recommendations of an educational, cultural and—especially—social nature made by the Santiago Round Table. In point of fact, they are similar to the humanistic development aims advocated by the government, and fit in with its projects for encouraging various ministries to take part in an integrated action.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

CHILE

GRETE MOSTNY GLASER

The emancipation period in the Latin American countries was a time of great ferment, not only political but also cultural, and hence it is not surprising that when these countries cut the ties that bound them to the European motherland, they tried to consolidate their new-found nationhood in the cultural field by creating museums which embodied all that was representative of their hemisphere and their nation.

Thus the first Chilean museum came into being in 1830 as the product of a national consciousness and a desire to understand the nature of the new homeland. Thanks to the vision of the Supreme Director of the Nation, this museum, the National Museum of Natural History, was organized by the French naturalist Claude Gay. Fifty years later the National Fine Arts Museum was founded. The mining industry being preponderant in Chile, a Mineralogical Museum was founded in La Serena in the northern part of the country and, still in the nineteenth century, the Salesian Congregation, which had marked out Patagonia as its field of action, founded a museum in Punta Arenas to house collections relating to natural science

and the ethnography of Tierra del Fuego. At the beginning of the present century two more natural science museums were founded, one in Valparaíso and one in Concepción, but in the following decades the initial impetus seems to have flagged. In the forties and fifties there was a revival of interest in the setting up of museums, both on the part of the State and on that of universities, scientific societies and individuals. The museums of this period were generally specialized museums with a notable emphasis on Chilean archaeology. Founders displayed less interest in natural-science museums, thereby reflecting a general decline in interest in the study of nature.

At the end of the fifties museums began to change their character again. The influence of ecological thinking (both natural and social ecology) plus the desire of the provinces for decentralization, led to the establishment of regional museums, most of which were still of a 'mixed' character, collections of objects relating to different sciences, though some were already trying to integrate with their environments.

During the second half of the sixties, museums were recognized as valuable instruments in supplementing formal education, and the Ministry of Education put guides in those which were most frequented, for the benefit of students.

The growing interest in museums brought with it greater attention to museum staff and in 1968 the National Museology Centre was founded as a professional school to train technical staff for science museums.

The number of museums in Chile has grown to approximately fifty, distributed throughout the whole 2,500-mile length of the country. As a general rule they have been set up without any previous planning. Hence the Bureau of Libraries, Archives and Museums, which controls State museums, convened a seminar of their curators in 1972 to draw up future plans for museums in accordance with the needs of the country. At the bottom would be school and local museums; the next category would be the regional museums with certain responsibilities towards the latter; lastly the national museums, which in turn should give technical and scientific assistance to the regional ones. The 1970 National Monuments Act declared the National Museum of Natural History to be the 'official centre' for collections dealing with natural science and the sciences of man, where typical examples and representative objects of prehistoric cultures should be deposited. The same act also provides for a register of existing and future museums throughout the country.

Chilean museums have a number of problems in common—including space, funds and staff—which they share with most Latin American museums. These handicaps place limits on their expansion and have caused some of them to shift the emphasis in their activities, trying to use less costly means, present more temporary exhibitions and have fewer permanent rooms.

Another way in which Chilean museums differ from those in developed countries is that their activities must be more varied in order to make up in part for the lack of those opportunities which both adults and young people enjoy in other parts of the world. Thus the museums, as far as they are able, offer introductory courses in science and the arts.

The National Museum of Natural History is the headquarters for the Chilean young people's scientific organization (Juventudes Científicas Chilenas) and organizes 'science fairs' for youth and summer schools for workers. In its exhibits it attempts to deal with subjects which are or should be of concern to the public, such as ecology, the green revolution, the conquest of space, etc., and takes them to rural areas which are often last in line as regards cultural events. It attempts to awaken public opinion to the need for social change. It has also begun turning out teaching materials, including slides, 'science kits', educational publications, etc., much of which is prepared by the museum technicians who are trained for this work during their studies at the National Museology Centre.

While museums are constantly becoming more community-conscious, the larger ones continue with their research work. In the State museums there is a special system of grades for scientific staff, who are required to have university degrees. Many museums publish their own periodicals, both scientific and popular. The largest ones have laboratories and workshops in order to be able to function properly.

The Round Table on the Role of Museums in Today's Latin America, which Unesco convened in Santiago at the invitation of the Government of Chile, and the visits of Latin American colleagues and Unesco and ICOM officials to some of our museums have been of great importance for their future development, confirming to some extent the line of development we are following and contributing much information and experience which we shall try to incorporate into museum life in Chile.

COLOMBIA

ALICIA DUSSAN DE REICHEL

Museums in Colombia have their origin in the period after the country became independent from Spain, and it was one of the principal heroes of the struggle for independence, General Francisco de Paula Santander, who founded the National Museum in 1823, on the basis of the collections gathered by the Botanical Expedition which pioneered the natural sciences in the country. In the nineteenth century there were no more than three museums and up to 1960 there were only thirty in all Colombia. Since then there has been a boom in the establishment of museums and 70% of them were opened in the last decade.

At present there are 106 museums, generally under the direction of individuals who have put great devotion and effort into setting them up and dedicated a portion of their lives to them. Such people have waged a continuous battle for the survival of their museums and their efforts are especially praiseworthy since they hardly ever receive much support from the society in which they operate. Nevertheless, in practice these hundred or so museums are not a very creditable achievement, since many of them have difficulty in surviving and others can scarcely be called museums at all. Naturally there are some large and well-stocked museums such as the world-famous Gold Museum in the Bank of the Republic but these are exceptional cases.

An intensive survey of museums was made at the national level in 1972, and the results give a fair idea of the situation outside the few large museums.

More than half the museums are privately owned, 18 per cent belong to universities and the rest are run by the government. One-third of the museums are in the capital city of Bogota and 20 per cent are in the province of Antioquia, the richest and most highly industrialized in the country.

Three-quarters (77.2 per cent) of the museums have their own premises; 24.6 per cent consist of a single room, and 43.9 per cent have three rooms or less; 40.4 per cent have storerooms, offices or storage space; 21.1 per cent have laboratories; and 14 per cent libraries.

Of museum staff, 8.6 per cent fall into the category of technicians or specialists and the rest are administrative staff; 45.6 per cent of the museums operate with one or two employees in all, including the director, and 35.1 per cent have three to five employees mostly engaged in cleaning and secretarial work.

With regard to the size of their collections, 52.7 per cent of the museums have less than 1,000 items and 17 per cent have less than 200, although 14 per cent have more than 5,000. The percentages of museums by types of collections, many of which are mixed, are as follows: art 47.4 per cent; history 38.6 per cent; archaeology 28.1 per cent; science-28.1 per cent; folk museums 21.1 per cent; ethnography 19.3 per cent; other 26.3 per cent. Of the museums, 15.8 per cent have catalogues covering their entire collections and 61.4 per cent are completely uncatalogued; 19.3 per cent of the collections have been photographed.

In 1971, classification work was in progress in 3.5 per cent of the museums. New publications were put out and archives, laboratories and workshops were organized in 1.8 per cent of the museums,

Among the most frequent activities in 1971, it was observed that 29.8 per cent of the museums opened their doors for cultural activities such as lectures, meetings of local societies, the showing of films, etc. (most of these activities are carried out on the initiative of individuals who request the use of museum premises), 10.5 per cent offered guided tours, 8.8 per cent had new exhibitions and 7 per cent acquired new objects.

In our survey we inquired what needs were felt by museum directors and received the following replies: more museum space (33.3 per cent), more equipment and furnishings (21.1 per cent), classification and cataloguing of collections (21.1 per cent), and further acquisitions (17.5 per cent). No mention was made of the need to provide technical training for the staff, and almost no reference was made to the urgent need for research or for the publishing of technical reports.

In addition to the situation which we have just summed up on the basis of the data in the recent survey, it should be noted: (a) that there is no career training for museum staff in the country, and no system of competitive examinations or promotion for the filling of posts in such institutions, not even for that of curator; (b) that there is not a single museum which provides all the basic services expected of such institutions in the middle of the twentieth century, such as research, documentation, publication, conservation, exhibitions, etc.; in other words, there is no model museum; (c) that there is no workshop or laboratory for the preservation of the cultural property of museums, no museology workshop, and no documentation centre where the staff of small museums might be given basic or advanced training.

In most cases the museum consists of a collection of objects in a small permanent exhibition, presented haphazardly, without any criterion of selectivity or quality, and without any planning which would give some idea of process or sequence. The public is offered a large number of objects, but generally outside their cultural or natural context, especially in the small provincial museums.

One of the main problems, at a time when there is a need to educate the generations who will live in the twenty-first century, is that museums offer only a picture of past centuries, as a general rule ignoring the existence of the twentieth century. As a result, the impression

given to the visitor is unrealistic and inadequate.

Museum modernization programmes are unfortunately not given high priority in the country's over-all development plans, nor are museums in their present state a very effective demonstration to those who make high-level decisions in government or private enterprise that such institutions can become active factors contributing to the process of controlled socio-cultural change.

On the other hand, museums are today being taken into consideration in the hope of increasing the tourist trade, and this constitutes a possible way of having budgets increased. In fact, 'cultural tourism' is a concept that can lead to certain misunderstandings, especially in the developing countries. Under the pretext of 'culture' and 'serving the needs of the tourist', museums sometimes succeed only in giving an exaggerated or distorted image.

Cultural property and natural specimens which would be of interest to museums and which might be acquired to complete their existing collections are being diverted by an active traffic and an over-valuation caused in part by the demands of tourists who are also interested in owning curios or objects of special interest. In addition to this we have, on the one hand, the proliferation of treasure hunters (*guaqueros* or 'grave-robbers') who are at present carrying out the worst looting since the time of the Conquest, and on the other hand the large-scale production of fakes ranging from pre-Columbian ceramics to items of the colonial period. Hence the future of our museums will greatly depend on the extent to which we succeed in educating the population of the country about the importance of saving these evidences of the country's physical and cultural environment for future generations.

Faced with these problems of a human, technical and economic nature, Colombia, the way things are at present in Latin America, has to make a great leap forward. Museums will have to cease being for the most part, 'collections of antiquities' and become progressive institutions which serve the real needs of present-day society and efficiently meet the requirements of twenty-first century man.

The essential tasks of museums as guardians of the heritage of mankind must not be overlooked, otherwise much of their *raison d'être* would disappear. The pretext that it is urgent to carry on certain activities fashionable currently, such as cultural dissemination, does not justify neglecting the other aspects of what a museum, in the full, ambitious sense of the word, should be.

In order to find a way out of this impasse, which is rather common in Latin America, Colombia has been experimenting with new methods. An encouraging example is the Museo Rodante (Museum on Wheels), which has been set up in five old railway carriages. The first four carriages contain an exhibition of authentic objects, representative of the national culture and illustrating aboriginal cultures, history, art and folklore.

Audio-visual programmes relating to these subjects are given in the last carriage. In 1971 this train stopped at no towns throughout the country and was visited by an average of 2,000 people a day, most of whom had never seen a museum or the artefacts or other relics of our aborigines.

The Colombian Institute of Culture, through its Division of Museums and Restoration, is currently planning to speed up the modernization of the museums of the country. In the near future three sections will be organized: (a) museology; (b) preservation and restoration of cultural property; and (c) a documentation centre. Furthermore, the rector of the National University has officially recognized museology as a career in Colombia.

✂ TRANSLATED FROM SPANISH

COSTA RICA

LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO

After Costa Rica became independent, one of the most conspicuous traits of Costa Ricans, their interest in the arts and sciences, began to develop.

From the political and philosophical circles of the latter years of the Spanish colonial period and under the tranquil administration of the years of independence there emerged the intellectually alert Costa Rican, avid for anything new that came from Europe. The townsmen of the capital of the new republic would not hesitate to transport a grand piano through the jungle, by canoe or mule back, for the pleasure of hearing it played at a *soirée*. As the economy developed, not only pianos were imported—by more orthodox means—but also individuals. Towards the end of the seventeenth century, Costa Rica's schools and *Uceos* had quite a large number of teachers from the Old World. New families of immigrants came with these people, bringing with them new customs and professions. This wave of newcomers coincided with a fashion that appeared towards the end of the eighteenth and beginning of the nineteenth century, namely the mania for 'curios'. Drawing-rooms were filled with stuffed birds, shells, plants and native artefacts in motley collections. Some of these collections were simply decorative, others grew into small museums!

These were to form the basis of the National Museum's collection. The Victorian magpie fashion died out, but many people continued to increase their collections on a scientific

and rational basis. The National Museum of Costa Rica was founded in 1887. By means of donations, many of the private collections passed into the keeping of the new museum. But enough of the historical background. The National Museum of Costa Rica has changed considerably, from that melancholy gas-lit yesteryear to the dynamic present. Housed in a former barracks, which itself has a long and colourful history, both romantic and tragic, and whose military career came to an end during the revolution of 1948, the National Museum contains a rich, internationally famous collection of pre-Columbian archaeology, of which only a small portion is on exhibition. In a small room in one of the old towers of the fortress, known to everyone as the Golden Tower, the artefacts of native goldsmiths are exhibited. There are rooms devoted to colonial religious and popular art, one of which contains the first printing press imported into the country and documents printed with it or in circulation at the same period; a large room with historical material and a series of portraits of former presidents; and a civic room the principal theme of which is the war against the filibusters in 1856 and the cultivation of coffee.

Also housed in the museum is the National Herbarium, the first in historical and scientific importance in Central America, where botanical research, both pure and applied, is constantly being carried on. The natural-science section is divided into three departments: botanical, zoological and geological.

Although the present natural-history exhibits are relatively poor, and are only kept going temporarily for schoolchildren, detailed plans have already been made to use other parts of the old barracks for this purpose by setting up modern displays with an emphasis on ecology. The department of natural history publishes a semi-annual review of a technical nature entitled *Brenesia*, which is widely distributed.

The National Museum receives private gifts and is subsidized by a tax on local airline fares. It is constantly fighting for a larger budget instead of revenue which increases irregularly and which moreover reflects the inflationary situation that the country is at present in. The activities of the museum are supervised by an honorary board of governors and a direction.

Approximately 100,000 visitors, most of them schoolchildren, went to the museum in 1972.

There are other museums in Costa Rica. The best known of all is the Gold Museum of the Central Bank of Costa Rica, the richest in native artefacts of gold, metalwork and gems. In point of fact, its collections represent part of the national monetary reserves; this is an advantageous position as native gold has a value which far exceeds that of gold bullion.

Other institutions with strong financial resources, such as the National Insurance Institute and the Costa Rica Social Security Fund, invest part of their budgets in the acquisition of archaeological objects, and the former already has an important collection of pre-Columbian art.

The University of Costa Rica has several museums of great scientific importance: the Museum of Entomology in the Faculty of Agronomy, with several thousand specimens, and the Herbarium and the Zoological Museum of the Department of Biology in the Faculty of Science and Humanities. These rich, well-stocked museums are highly specialized and used for teaching and research. With the exception of the Entomology Museum, which is occasionally visited by the general public, they are reserved exclusively for purposes of study.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

ECUADOR

HERNÁN CRESPO TORAL

The rationally conceived museum should be a living organism in which man may discover the whole range of culture and natural, biological and technological processes; the museum should also constitute a powerful incentive to social development and, thus, to man's intellectual curiosity.

The old-style museum, an almost mystical place, designed to preserve relics of the past and contemporary works or natural specimens, should, as an example of a stereotype, have ceased to exist long ago and its persistence in the twentieth century is a fundamental anachronism. We still find these obsolete—and, thus, disconcerting—institutions surviving in many countries, even in the so-called developed nations. They attract only sporadic and generally unsuspecting visitors who never dream of paying a second visit, since the experience is enough for them to realize the paralytic state of the museum and its complete incongruity with the modern world.

Museums in Ecuador, although responding to an epoch of cultural development—characterized by a humanistic trend reflected in the thinking of the leader who founded Ecuador's first polytechnical school, which gave practical expression to the idea of the orderly and scientific display of the evidence of natural or cultural processes—did not continue to develop. There was, on the contrary, total stagnation in the absence of any State or private body responsible for furthering such development. This fact seems inexplicable in a country such as Ecuador, with its rich human resources giving rise to the material culture of the various indigenous groups scattered through its territory; with its vast heritage of cultural property

produced by prehistoric man and subsequently by the mestizo; and possessing a uniquely endowed territory due both to its geographical position and a paradoxical ecology resulting in a varied and teeming flora and fauna. The State should have tackled this responsibility long ago and assumed the task of implementing an appropriate museum policy, using the necessary technical and economic means to enable museums to develop, not simply as places in which so-called 'cultural property' is displayed for educational, scientific and aesthetic purposes, but also as the driving force for an investigation in depth of the problems of a complex and non-uniform society, and for bringing about awareness of such problems.

The situation which we have described has resulted in the multiplication and dispersion of both public and private efforts with the inevitable consequence: a false concept of the museum and of its function.

What in Ecuador has so far been termed 'museum' should more properly be called a 'collection', i.e. an assembly of objects dealing with one or more themes, without any logical linking thread or the feeling that a social aim is being pursued. There are, certainly, praiseworthy individuals and institutions that have tried, through every means and in all sincerity, to change the situation that we have described. It is, in fact, due to them that an immense wealth of cultural property has been safeguarded and that in some instances an attempt has even been made to assign a positive function to Ecuadorian museums. But unfortunately these efforts have dwindled without having resulted in the creation of the necessary governmental body which will ensure that museums form living institutions with a vital role in society.

We should, however, note that in 1945, as the result of an incredible outrage committed against Ecuador's archaeological property, the Constituent National Assembly which was then in session enacted a law for the preservation of the artistic and historical heritage and made the recently founded Casa de la Cultura Ecuatoriana responsible for its safekeeping, maintenance and enhancement. The law in question contains the following provision: "Article 21: The Casa de la Cultura shall organize, with the assistance of experts, the creation of archaeological museums and shall send fellowship-holders abroad to acquire the technical knowledge needed to ensure the more effective organization of a course in this subject as well as the care and maintenance of museums." The Casa de la Cultura has not, however, complied with this legal provision despite the fact that it was empowered by it to apply for an annual budget to carry out its task.

Because of this defection on the part of the public authorities and the responsible institution, organizations whose activities lie in other spheres have intervened, such as the Central Bank of Ecuador; faced with the loss abroad of valuable examples of the nation's culture, the bank decided to establish an archaeological museum and art gallery in which a coherent panorama of national life during its Indian and Indo-Hispanic period would be presented. This was a happy initiative, resulting in a living museum that performs a social function, at both the national and the international levels.

If we make a frank analysis of the present state of museums in Ecuador, we can affirm that many such institutions exist but that not all of them are properly entitled to the name since they are either obsolete or, though set up with the best of intentions, are simply not fulfilling their specific function.

For example, apart from the Central Bank institution that is trying to present a coherent picture of Ecuadorian prehistory, there are five archaeological museums in Quito which either do not have the necessary resources for their operation or have simply stagnated because their founders have disappeared. The same thing applies to the museums of colonial art. Although the church—'custodian' of an immense treasure in the form of architectural monuments, paintings, sculpture and so on—has started the establishment of small museums attached to religious orders, it has not developed any policy in regard to cultural property (much of which has been used for commercial purposes) that seeks to present a panorama of Quiteno art in organic form. The museums referred to are collections of works that have been put on one side because of liturgical reform and are displayed in any kind of order. Universities, military academies and secondary schools come into the same category, each seeking to have its own museum without any idea of planning their specialization and thus contributing in no uncertain manner to duplicating what should be the themes dealt with by the major national museums.

The same thing applies in the case of the provincial or municipal authorities, who should present a coordinated panorama of the region or town. At best, however, they establish antiquarian collections full of commonplace relics instead of showing, as a municipal museum should, the urban and sociological development of the town. Although the Casa de la Cultura has not, as it was supposed to do, directed the country's museum policy, it has established, both at its headquarters in Quito and in some of its provincial centres, excellent museums grouping an important archaeological, ethnological and artistic heritage; they have not, however, succeeded in giving practical expression to the theory of the museum as a vital factor in society. Due to this unhappy state of affairs, the museum exists in Ecuador as the result of a process of spontaneous generation, whether through private or public enterprise or by the resolute action of individuals who, because of their interest in one aspect¹ or another of culture, have succeeded in establishing collections of objects, cataloguing and displaying

them to the public. But in my view museums involve a whole set of complex problems and measures must be adopted in order to give them new life, if they are not to run the risk, with the rapid pace of modern life, of stagnation, or ceasing to exist. It is time for the State and its cultural organizations to get down to the proper planning of the characteristics of modern museums. A National Museum Directorate must be established for the purpose of coordinating activities, training the necessary personnel and setting up or revitalizing museums, in line with the nation's practical needs.

The picture is not entirely discouraging as there has been evidence for some time of a growing feeling of public concern in regard to museums and there is, thus, pressure on the State in order to obtain decisive action concerning these issues which have a direct effect on popular culture.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

GUATEMALA

INSTITUTE OF ANTHROPOLOGY AND HISTORY

LUIS LUJÁN MUÑOZ

The Institute of Anthropology and History was set up in 1964 to organize, improve and administer national, departmental, regional and local museums, as well as to study and protect the cultural heritage of Guatemala.

NATIONAL MUSEUMS

The National Museum of Archaeology and Ethnology owns the richest collection known of material dating from the Mayan civilization, including large sculptured pieces and ceramics used in ceremonies, mostly from the classical and post-classical periods, and also objects of daily use and precious stones. In ethnology, it has the largest collection of textiles, as well as collections of masks, gourds, fishing tackle, ceramics, etc. It displays dioramas and models of towns and of the people's dwelling. It is at present being remodelled.

The National Museum of History and Fine Arts exhibits historical objects, mostly dating from the Republican period, and examples of the plastic arts from the same period, though pre-Columbian and colonial items are included in order to give a complete picture of the general process of historical and artistic evolution in Guatemala.

The National Museum of Natural History possesses fine zoological, and especially ornithological, collections. It has a mineralogical section and a herbarium was opened recently. Its object is to improve people's knowledge of ecology and of the conservation of certain zoological species characteristic of the Guatemalan fauna, such as the national bird.

The National Museum of Folk Arts and Industries possesses objects of contemporary manufacture made by the Indians and *ladtnos*, especially those living in rural areas, in particular the Indians of the Central Altiplano of Guatemala.

DEPARTMENTAL MUSEUMS

The Colonial Museum (Antigua) is housed in the old building of the University of San Carlos. It has a fine collection of colonial statuary, mostly dating from the Baroque period, and works by Guatemalan and Mexican painters.

The Museum of Santiago (Antigua) is housed in the Town Hall building and has a collection of pre-Columbian and colonial weapons, as well as examples of silver work, ceramics, wrought iron and colonial painting and sculpture. The chapter-house as it probably was when used by the Chapter of Santiago de Guatemala has been reconstructed.

The Museum of Old Books (Antigua) contains a large collection of Guatemalan books covering the period from the introduction of the printing press in 1660 down to the nineteenth century, as well as a reconstitution of a seventeenth-century printing press. It also has old foreign books.

The Museum of the Capuchin Convent (Antigua) is installed in a former convent. Figures have been grouped here and there against the architectural background of this convent, so as to give an idea of convent life, along with exhibitions of colonial painting and sculpture. There is also an exhibition of vitreous ceramics from Old Guatemala City (Antigua), and various kinds of tile and porcelain used there.

The Regional Museum in Chichicastenango (El Quiché) contains the Rossbach archaeological collection and materials supplied by the Institute of Anthropology and History, including pre-Columbian cultural pieces from the Western Altiplano of Guatemala.

The site museum of Zaculeu (Huehuetenango) displays the principal discoveries made at this archaeological centre of Mayan origin.

The 'Sylvanus G. Morley' Museum (Tikal, El Peten) has an extensive collection of archaeological materials from the largest site of pre-Columbian Mayan culture. A reconstruction of the large tomb of Temple I has been made.

The *small Verapacense Regional Museum (Cohan, A.V.)* contains archaeological and ethnological materials from the region; it is now being reorganized.

The *Regional Museum of Democracy (Escuintla)* contains a collection of archaeological objects from the southern coast of Guatemala. In the town square, in front of the museum, are sculptural pieces typical of the region.

OTHER MUSEUMS

In the capital of the Republic are the Museum of Natural History (University of San Carlos), the Museum of Weapons and Heraldry (Ministry of Defence) and the Archiepiscopal Museum.

In the city of Antigua are the Museum of Folk Arts and Crafts, which is part of the university, and the home of Mr Wilson Popenoe, to which the public is admitted.

Other museums are the Museum of the House of Western Culture in Quezaltenango, and the Historic House Museum, once the home of Rafael Alvarez, who composed the music for the national anthem, in Comalapa, Chimaltenango.

PROJECTS

A master plan is now being drawn up for the Metropolitan Park, in which the national museums of archaeology and ethnology, history and fine arts, and natural history are situated. This plan provides for the building of new museums of anthropology and natural history and the division of the National Museum of History and Fine Arts into a National Museum of History and a National Museum of Modern Art. A National Museum of Folk Arts and Crafts, with an adjoining salesroom, is also to be built in this area.

The reorganization of the National Museum of Archaeology and Ethnology, to bring it into line with modern museum needs, is now being studied; plans are in hand for the improvement of museums in the city of Antigua and the opening of a new one, to be called the Museum of the City.

Operations planned by the Institute of Anthropology and History include the reorganization of the Verapacense Regional Museum and the building of a museum in El Peten. The master plan for the Tikal National Park includes the construction of a new building for a museum, and it is hoped that a site museum will be built at the archaeological site of Mixco Viejo.

A number of private bodies are working on plans for the establishment of new museums in co-operation with the Institute of Anthropology and History, including regional museums in Retalhuleu and Santa Lucia Cotzumalguapa in the south of Guatemala.

To sum up, we may say that Guatemala, which is planning to reorganize its present museums and set up new ones, is in a position to give effect to the decisions of the Round Table on the role of museums in today's Latin America by deciding upon general principles, emphasizing the importance of the national heritage and assigning to it a role in community life, and making exhibits more comprehensible to visitors, without designing luxurious museums. Similarly, as regards education, the plans include improving the educational service of museums, decentralizing their collections and setting up training programmes for various educational levels.

✂ TRANSLATED FROM SPANISH

PANAMA
RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN

Panama, which has a population of some 1.5 million, has only three museums. The largest and most important of these, the National Museum, is located in the capital. The other two, situated in the province of Los Santos, are the Belisario Porras Museum in Las Tablas, a historical museum, and the Manuel F. Zarate Folk Museum in Guarare.

The Directorate of the Historical Heritage of the National Institute of Culture and Sport, to which the museums are responsible, has plans to establish further museums throughout the country.

A brief glance at the history of the National Museum will show how the museum has developed as an institution in Panama. Panama acceded to independence in 1903. The National Convention, which met in 1904, earmarked funds for the construction of the National Museum as part of a vast public-works programme.

In 1906, the Secretariat of Public Education and Justice commissioned Dr. H. D. Lupi, an Ecuadorian national, to establish natural-science collections to serve as the nucleus for the future museum's collections. The museum was opened on 3 November 1906 with an exhibition of Panama's natural products and artefacts, under the direction of the Venezuelan scientist Dr. R. T. Marquis.

From the very outset, the museum had difficulties chiefly due to lack of space, as the building intended for it was never built. As a result, it was housed in three small rooms in a higher educational establishment. Nevertheless, it already comprised four sections: mineralogy, archaeology, history and local industries and arts.

The following year, the museum was raised to the status of an Institute of Secondary Education and in 1910, following the creation of the National Institute of Panama, it came under this institute's control. It continued to operate primarily as an educational institution, but lack of space and of funds, and the termination of the director's contract, forced it, to all intents and purposes, out of existence.

In 1927, it was re-established by order of a government which was conscious of the importance and value of the national historical heritage and wished to strengthen national self-awareness. Nevertheless, it still failed to receive the official aid it so badly needed.

In 1969 it was transferred to a graceful mansion in the Barrio de la Exposition, where it operates at present. It is a favourable location, since most of the country's schools are also situated in the area, with the result that it has become a valuable educational extension service; drawing and natural-science classes are given in the museum with the aim of encouraging the setting up of school museums.

During this period, the museum's collections have been greatly enlarged thanks to generous donations by private individuals and to the efforts of the Sociedad de Amigos del Museo. After forty-four years as director of the National Museum, Dr Alejandro Mendez has been succeeded by the distinguished anthropologist Dr. Reina Torres de Arauz.

As part of the government's policy of improving established bodies and institutions and of seeking solutions to national problems, a National Institute of Culture and Sport has been set up, one of its departments being a Directorate of the National Historical Heritage, and it is the Museums Department within this directorate which controls the State museums. In addition to the Museums Department, this directorate includes a Department of Scientific Research, responsible for anthropological, archaeological, historical, ethnohistorical and linguistic research.

This department makes a specific contribution to museum work. It is at present engaged in the diversification of museums; one of its projects is to set up a National Museum of Anthropology and a Museum of the Republic; it is also planned to establish historical museums in Panama La Vieja and in Portobelo, and a Casa de la Tradition in the colonial building in which the proclamation known as the *Primer Grito de Independencia* was signed in 1821. The Museums Department is providing valuable technical assistance to various school museums; it is undertaking the establishment of a general inventory of the nation's cultural heritage.

The Round Table held in Santiago (Chile) coincided with the launching by the Panamanian Government in 1968 of a policy aimed at remodelling and overhauling the old system. This policy, which is nationalist in its objectives, reflects the profound crisis through which mankind is passing. The nation as a whole is endeavouring to find, by various means, a sense of its own nationhood, and it is now understood that a nation's sense of identity is rooted in the legacy of past generations. At the same time, a sense of confidence in the future must be fostered among the population, based on the ideals of self-determination and the right to exploit for themselves their own natural resources and to formulate their own national polities.

As cultural institutions, museums in Panama have not remained unaffected by the era of radical change which is approaching. Their primary activity has been to foster spiritual values among the school population. As a result of this, visits to these institutions have increased.

We are now waiting for national development plans to be adopted, so as to be able to prepare future plans and help to create an awareness in the population of the nation's problems.

From this brief account we have seen how the National Museum passed through a long period of inactivity and how now, in this eighth decade of the twentieth century, it is preparing to play the active role in national development plans required of it by the far-reaching economic, social and cultural changes which lie ahead.

PERU

FEDERICO KAUFFMANN DOIG

It would be unfair to begin by underestimating the development achieved by Peruvian museums during their century and a half of existence. The fact is that museological activity is only one element of a larger structure and remains dependent upon it. Consequently, when we compare the development of our museums with that of the 'wealthy' nations, the precarious state of that development is obvious; but the same cannot be said when, on the other hand, we make comparisons with those countries which, like Peru, are termed 'developing'.

In such countries, the 'progress' of museums is quite relative, depending on the degree of development of social and economic structures. This enables us, first of all, to place the whole problem in the correct context of the practical conditions obtaining in the nation's life. We thus combat the error of indulging in envious complaint with regard to the technological achievements and the powerful economic resources of sister institutions in the wealthy countries. And it makes it possible to accept the fact that we cannot expect much more than the national structure will allow.

But this realistic attitude in regard to what should be the aims of national museological policy in no ways implies passivity—quite the contrary.

It is this basic realistic attitude, this full awareness of the national situation with its limited

possibilities and its host of needs, that can bring about appropriate planning and give rise to a fundamental contribution from the museological sector that will be consonant with the vital needs of national life. There should thus be no question of indiscriminating imitation of the achievements and goals of museology in the wealthier countries. It is possible that museology in those countries is successfully pursuing aims that are consonant with their specific national circumstances. But, as the national situation is different in developing countries such as Peru, it is important that these nations should seek and pursue goals that are appropriate to their own conditions, within their own frontiers.

Throughout the world, museology naturally involves basic functions which are traditionally its own, in matters of collection, conservation, research and display. These functions are performed in Peru with a varying degree of effectiveness according to the available technological and human resources.

There is, without doubt, an additional task that the Peruvian national situation imposes on museums. It has been completely overlooked until now, despite its crucial importance.

Museums in countries such as ours, utilizing the position they occupy and with their material and human resources, should also make a determined contribution towards overcoming the basic national problems: namely, the struggle against underdevelopment, social and economic injustice, and dependence on foreign powers.

What is essential is to side with the fundamental postulates of the justice whose reign we hope to see established among men and nations. It is of secondary importance whether one or another ideology gains from this action, since the most important of them wield fundamentally the same arguments. Museums in countries such as Peru—speaking in all frankness and without prejudice—must, in accordance with this criterion, add to their traditional tasks that of propaganda: a propaganda designed to develop an awareness in man, with the aid of history, so that he may be enabled to create a more human society, on the basis of action at the national level.

The form that action should take. It should consist of a large-scale exhibition which, taking as its basis different aspects of the problems confronting the nation, would provide the general public with an opportunity of realizing how these matters were dealt with in the past—whether satisfactorily, unjustly, with or without difficulty. Contemplation should lead to reflection concerning the present and the future. The past would merely provide the 'background'. For example, 'food' would constitute a theme which would go back to agriculture in pre-Hispanic times, then in colonial times, going on to deal with agriculture today and tomorrow (techniques, cultivated crops, specific tasks, systems of farming, peasant risings, folklore, etc.). Similarly, the 'mining' theme would be concerned with pre-Hispanic metallurgy, followed by the working of mines under the Viceroy, and then mining today and in the future as a source of national wealth, etc.

Where and how. Not in the austere premises that house existing museums—for these are specialized institutions, and many visitors have no desire to return to them after their first visit; they are places where, as a rule, not even the most elementary explanations are furnished, and which are traditionally sources of bafflement and boredom. The new premises should be pleasant and situated close to places of recreation. The exhibition itself should be designed to provide recreation for the masses (not for tourists, who are catered for by the traditional type of museum). The exhibition, entirely modern in its conception, should be both attractive and striking. The descriptive titles should mainly be brief and in large print, with smaller captions of a more scholarly kind for those visitors who are interested in details. Modern methods of display should be used and, where possible, extended to limits as yet unexplored. There must be no question of presenting thousands of objects simply to be looked at. The exhibits must be made to speak; they must have life infused into them by means of light, sound and other resources. They will do more than provide the stereotyped historical, archaeological or artistic instruction; in addition—and this is the most important feature—they will show how the past is strongly linked with the present.

The organisers. These will not necessarily be museum curators. A new objective calls for the collaboration of men with a new outlook, who must, however, bring to this collaboration their technical skills and knowledge. The new undertaking must be entrusted to persons who are deeply conscious of the national problems. They should have the assistance, in addition to museum specialists, of artists in various spheres and of experts in exhibition techniques and publicity. This undertaking cannot be handed over to private enterprise, nor be supported by private subventions. The new organization must be sponsored by the government. It could come under the National System of Social Mobilization. This issue stands above any petty interest. We must be on firm ground, from the governmental point of view, if the new organization is to be geared to the national administration.

More than any of the museums in the country, this new organization, with the assistance of museum curators, would be able to lay down the new pattern of museology, in regard both to the innovatory aspect outlined here and to the traditional functions assigned to museums.

Not only in the capital. Like the large-scale exhibition Peruvians Yesterday, Today and Tomorrow proposed above, exhibitions providing a panoramic conspectus or dealing with specific themes should be organized for the new towns and throughout the length and breadth of the country.

The ideas concerning this objective and the strategy for its achievement, proposed here as a new task for museums in Peru, derive naturally from the stimulating discussion which took place in Santiago de Chile.

✻ TRANSLATED FROM SPANISH

URUGUAY

HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO

Some of the major museums in our country are responsible to the central government, through its different ministries, and others to the municipal authorities of the department concerned.¹³

MINISTRY OF EDUCATION AND CULTURE

The *National Historical Museum* collects, houses and exhibits for educational purposes documentary material illustrating the republic's history and the national heritage. It sponsors and carries out research projects bearing on the nation's past. It comprises the following historical monuments: Casa del General Fructuoso Rivera, which houses the museum's central offices; Casa del General Juan A. Lavalleja; Museum of Romanticism; two museums, each devoted to a single subject—the Casa de Herrera and the Casa de Batlle.

The *National Museum of Plastic Arts* collects, houses and displays, by means of temporary and permanent exhibitions, examples of the visual arts, in particular those produced in Uruguay and other Latin American countries; it sponsors and carries out research work in the arts in Uruguay.

The *Museum of Decorative Arts* collects and houses furniture and works of art dating from different periods of Uruguayan society.

The *National Museum of History* collects, houses and exhibits for educational purposes collections pertaining to the natural sciences, in particular those relating to Uruguay. It sponsors and carries out research projects in the natural sciences.

The '*Juan Zorrilla de San Martín*' *Museum and Civic School*, formerly the poet's home, keeps his furniture and library and the works of art which once adorned it. Various items of documentary material relating to his life and work are also on display, and the civic and moral values he stood for are illustrated and brought before the public.

The *Maldonado Regional Museum* (Department of Maldonado) collects, houses and exhibits, for educational purposes, historical, archaeological and artistic material representative of this department.

The *Museum of the Indian and the Gaucho* (Department of Tacuarembó) collects, houses and exhibits for educational purposes material relating to the life and customs of indigenous people and the Gaucho.

MINISTRY OF NATIONAL DEFENCE

The *Aeronautical Museum* collects, houses and exhibits originals and replicas of historic aeroplanes and parts and models illustrating the development of aviation techniques.

The *Military Museum* collects, houses and exhibits armaments used by the national army during the wars of independence and revolutions. It is being reorganized. The Naval Museum is at the project stage.

MUNICIPAL OFFICE OF MONTEVIDEO

The '*Juan Manuel Blanes*' *Municipal Museum of Fine Arts* exhibits paintings, sculpture, drawings and prints of Uruguayan artists.

The *Municipal Museum of History* collects, houses and exhibits, for educational purposes, single items and important collections illustrating different eras in Montevideo's history. The museum sponsors and carries out research into the city's history. The pavilions in Fernando García Park, in which the collection of public means of transport used in the capital is housed, are annexed to the museum.

The *Museum of the History of Art* aims (a) to provide an educational extension service, lending to teachers slides illustrating the history of art from prehistoric times to the present day; its collection ranges from diagrams and maps to coloured photographs of the various arts and handicrafts; (b) to foster the dissemination of culture: this activity is most extensively pursued in the art history galleries and by means of temporary exhibitions of archaeology, epigraphy, handicrafts, tools and all forms of artistic expression, including architecture.

The '*Damaso A. Larrañaga*' *Zoological Museum* presents zoological dioramas of typical Uruguayan scenery with characteristic animal species, arranged for educational purposes; the specimens included illustrate the evolution of the main indigenous species, and there

¹³ There are other museums, belonging to private individuals and institutions, most of which house limited collections of works of art or certain types of artefacts.

are also collections, arranged in series, of the principal groups,

The '*Pereira Russel*' Zoological Park (*Villa Dolores*) shows animal species originating from different areas. Talks for primary schools are given by primary school teachers.

The *Lecocq Zoological Park* offers an extensive area for the breeding and exhibition of species in their natural habitat.

The '*Agr. Germán Barbato*' Planetarium provides various courses in astronomy and related sciences: (a) primary school course, for grades 1 to 6, given by primary school teachers who have specialized in astronomy and the use of the instruments employed in it; (b) secondary school course, for students in their fourth year of secondary schooling; (c) a course for the general public, consisting of ten weekly lectures aimed at keeping the 'man in the street' abreast of the latest developments in astronomy, astronautics and related sciences.

The *Botanical Gardens*. In these gardens are grown and displayed characteristic specimens of local and regional flora. There is also a conservatory for exotic flora. Talks are given for primary and secondary school pupils.

In connexion with the Round Table in Santiago, Chile, it is planned to hold a meeting of the directors of the above-mentioned museums to discuss the final report. At this meeting importance will be attached to general recommendations and to those which can be applied in museums concerned particularly with the rural and urban environment or with scientific and technological development and its relationship to lifelong education.

Stress will be laid on the advantages of planning exhibitions of a global character, which was one of the salient ideas to emerge from the meeting.

A further aim will be to set up an Association of Museologists, to be affiliated with the Latin American Association of Museology and ICOM.

Importance will also be attached to the resolutions concerning lifelong education and the need to involve educators in the work of museums as advisers and as educational guides to the visiting parties of primary and secondary school pupils, as is already the case in the Zoological Gardens and the Municipal Planetarium.

APPENDIXES

I. BASIC PRINCIPLES OF THE INTEGRAL MUSEUM

Members of the Round Table on the Role of Museums in Today's Latin America, analysing the leaders' accounts on the problems of the rural environment, of the urban environment, of scientific and technological development and of lifelong education, became aware of the importance of these problems for the future of Latin American society.

They agreed that solution of such problems depended on an understanding by the community of the technical, social, economic and political aspects involved.

Creation of an awareness of the present situation and of possible alternative solutions was considered to be an essential step in achieving the integration envisaged. It was in this respect that the members of the Round Table believed that museums could and should play a decisive role in the education of the community.

SANTIAGO, 30 MAY 1972

2. RESOLUTIONS ADOPTED BY THE ROUND TABLE OF SANTIAGO (CHILE)

1. TOWARDS A MUTATION OF LATIN AMERICAN MUSEUMS

CONSIDERING

That the social, economic and cultural changes occurring in the world, and particularly in many underdeveloped areas, constitute a challenge to museology.

That mankind is living through a profound crisis; that technology has produced an enormous advance of civilization which is not matched by cultural development; that this has led to an imbalance between the countries which have achieved great material development and others which remain on the periphery of development and are still enslaved as a result of their history; that most of the problems revealed by contemporary society have their roots in situations of injustice and cannot be solved until those injustices are rectified.¹⁴

That the problems involved in the progress of societies in the contemporary world call for an overall view and integrated treatment of their various aspects; that the solution is not confined to a single science or discipline any more than the decision concerning the best solutions and the way of implementing them belongs to a single social group, but rather requires the full, conscious and committed participation of all sections of society.

That the museum is an institution at the service of society of which it forms an inseparable part and, of its very nature, contains the elements which enable it to help in moulding the consciousness of the communities it serves, through which it can stimulate those communities to action by projecting forward its historical activities so that they culminate in the presentation of contemporary problems; that

is to say, by linking together past and present, identifying itself with indispensable structural changes and calling forth others appropriate to its particular national context.

That this approach does not deny the value of existing museums, nor does it imply abandoning the principles of specialized museums; it is put forward as the most rational and logical course of development for museums, so that they may best serve society's needs; that in some cases, the proposed change may be introduced gradually or on an experimental basis; in others, it may provide the basic orientation.

That the transformation in museological activities calls for a gradual change in the outlook of curators and administrators and in the institutional structures for which they are responsible; that, in addition, the integrated museum requires the permanent or temporary assistance of experts from various disciplines, including the social sciences.

That the new type of museum, by its specific features, seems the most suited to function as a regional museum or as a museum for small- and medium-sized population centres.

That on the basis of the above considerations, and bearing in mind that the museum is an institution in the service of society which acquires, preserves, and makes available exhibits illustrative of the natural and human evolution, and, above all, displays them for educational, cultural and study purposes, the Round Table convened by Unesco in Santiago (Chile), from 20 to 31 May 1972 on the role of museums in today's Latin America.

¹⁴ The above preambular paragraph was approved by a majority of seven votes in favour (those of Mario Vázquez, Raúl González Guzmán, Hernán Crespo Total, Luis Diego Gómez Pignataro, Luis Luján Muñoz, Carlos de Sola and Federico Kauffmann Doig) to four against (those of Mario E. Teruggi, Mrs Lygia Martins-Costa, Enrique Enseñat and Héctor Fernández Guido) who disapproved of some of the terminology employed.

In general

1. That museums should widen their perspectives to include branches other than those in which they specialize with a view to creating an awareness of the anthropological, social, economic and technological development of the countries of Latin America, by calling on the services of advisers on the general orientation of museums.
2. That museums should intensify their work of recovering the cultural heritage and using it for social purposes so as to avoid its being dispersed and removed from Latin America.
3. That museums should make their collections available in the most convenient possible manner to qualified research workers and, so far as possible, to public, religious and private institutions.
4. That traditional museographic techniques should be brought up to date in order to improve the visitors' comprehension of the exhibits; that museums should preserve the character and atmosphere of permanent

- institutions, without resorting to the use of costly and sophisticated techniques and materials which might encourage a tendency to extravagance unsuited to Latin American conditions.
5. That museums should establish systems of evaluation in order to verify their effectiveness in relation to the community.
 6. That having regard to the findings of the survey on current needs and the shortage of museum staffs to be conducted under the auspices of Unesco, the existing training centres for museum staffs in Latin America should be strengthened and expanded by the countries themselves; that the system of training centres should be amplified with regional integration as an ultimate objective; that facilities should be provided at the national and regional levels for the re-training of existing personnel and provision should be made for training courses abroad.

Concerning rural areas

- That museums should be used to help create wider awareness of the problems of rural areas, by the following means:
- (a) Exhibitions of technologies which might be applied to community improvement;
 - (b) Cultural exhibitions setting forth alternative solutions to social,

- ecological and environmental problems with a view to increasing the public's awareness and strengthening national ties:
- (i) Exhibitions relating to rural areas in urban museums;
 - (ii) Mobile exhibitions;
 - (iii) The establishment of site museums.

Concerning urban areas

- That museums should be used to help create wider awareness of the problems of urban areas, by the following means:
- (a) City museums should lay special emphasis on urban development and its problems, both in their exhibitions and in the research facilities provided;
 - (b) Museums should organize special exhibitions illustrating the problems of contemporary urban development;
 - (c) With the assistance of the large museums, exhibitions should

- be held or museums established in suburbs or rural areas with a view to acquainting the local populations with the possibilities and disadvantages of life in large cities;
- (d) The offer of the National Anthropological Museum in Mexico City to try out the museological techniques of the integral museum by holding a temporary exhibition of interest to Latin America should be accepted.

Concerning scientific and technical development

- That museums should be used to help create wider awareness of the need for further scientific and technological development, by the following means:
- (a) Museums should stimulate technological development based on actual conditions in the community;
 - (b) Museums should be included in the agendas of meetings of

- ministries of education and other bodies specifically responsible for scientific and technological development as one of the means for disseminating the progress made in those fields;
- (c) Museums should promote the dissemination of aspects of science and technology by decentralizing themselves through the organization of mobile exhibitions.

Concerning lifelong education

- That museums should intensify their function as the best possible agent of lifelong education for the community in general by making use of all the communication media, by the following means:
- (a) An educational service should be included in museums which do not possess one, and provided with adequate equipment and resources to perform its teaching role inside and outside the museum;
 - (b) Services to be offered by museums on a regular basis should be included in the national educational policy;
 - (c) Audio-visual programmes on important subjects should be

- diffused for the use of schools, including those in rural areas;
- (d) Duplicate materials should be used for educational purposes, through a system of decentralization;
 - (e) Schools should be encouraged to make collections and hold exhibitions of items from their cultural heritage;
 - (f) Training programmes should be established for teachers at different educational levels (primary, secondary and university).
- These recommendations reaffirm those made at various seminars and Round Tables on museums organized by Unesco.

2. FOR THE CREATION OF A LATIN AMERICAN ASSOCIATION OF MUSEOLOGY

CONSIDERING

That museums are permanent institutions in the service of society which acquire and make available exhibits illustrative of the natural and human evolution, and, above all, display them for study, educational and cultural purposes;

That, particularly in the Latin American region, they should meet the needs of the broad masses of the population, which is striving to attain a better and more prosperous life through a knowledge of its natural and cultural heritage, past and present, which, in more highly developed countries, are performed by other bodies;

That, with few exceptions, Latin American museums and museologists encounter difficulties of communication owing to the great

geographical distances which separate them from each other and from the rest of the world;

That the significance and potentialities of museums for the community are not yet fully recognized by the authorities nor by all sections of the public;

That at the eighth General Conference of ICOM in Munich and at the ninth General Conference in Grenoble, the Latin American museologists present referred to the need to set up a regional organization. The Round Table on the Role of Museums in Today's Latin America convened by Unesco in Santiago, Chile, from 20 to 31 May 1972,

RESOLVES

1. To set up the Latin American Association of Museology (ALAM), open to all museums, museologists, museographers and research workers and educationists employed by museums, for the following purposes and by the following means:

Providing the regional community with the best museums, based on the total experience of all the Latin American countries;

Creating a means of communication between Latin American museums and museologists;

Promoting co-operation among the museums of the region through the exchange and loan of collections, and exchange of information and specialized staff;

Creating an official body to express the desires and experiences of museums and the profession in relation to its own members, the community, public authorities and other related bodies affiliating the Latin American Association of Museology to the International Council of Museums and adopting a parallel organizational structure, its members being at the same time members of ICOM;

Dividing for operational purposes the Latin American Association of Museology into four sections corresponding, provisionally, to the following four areas: Central America, Panama, Mexico, Cuba, the Dominican Republic, Puerto Rico, Haiti and the French West Indies; Colombia, Venezuela, Peru, Ecuador and Bolivia; Brazil; Chile,

Argentina, Uruguay and Paraguay.

2. That the undersigned, participants in the Round Table of Santiago, Chile, constitute themselves as an Organizing Committee of the Latin American Association of Museology and appoint a working group of five members, four representing one each of the four above-mentioned areas and the fifth acting as general co-ordinator; that this group will be responsible, within a period of six months at the most, for:

Preparing the association's statutes and regulations;

Agreeing with ICOM on forms of joint action;

Giving extensive publicity to the new organization, and calling elections for constituting the various organs, of ALAM; Fixing the provisional headquarters of this association at the National Anthropological Museum in Mexico City;

Composing the above-mentioned working group of the following persons representing their respective areas: Area 1, Mr. Luis Diego Gómez (Costa Rica); Area 2, Dr. Alicia Dussan de Reichel (Colombia); Area 3, Mrs Lygia Martins-Costa (Brazil); Area 4, Dr. Grete Mostny Glaser (Chile); co-ordinator, Professor Mario Vazquez (Mexico).

SANTIAGO (CHILE), 31 MAY 1972

⌘ TRANSLATED FROM SPANISH

3. RECOMMENDATIONS PRESENTED TO UNESCO BY THE ROUND TABLE OF SANTIAGO (CHILE)

The Round Table convened by Unesco in Santiago (Chile), from 20 to 31 May 1972 on the Role of Museums in Today's Latin America presents to Unesco the following recommendations:

1. One of the most important achievements of the Round Table has been to identify and define a new approach to the activities of museums: the integral museum, designed to give the community an over-all view of its natural and cultural environment; the Round Table suggests that Unesco use the publicity methods at its disposal to promote this new trend.

2. Unesco would continue and extend its assistance in the training of museum technicians—both at intermediate and at university level—as it does at the Paul Coremans Regional Centre.¹⁵

3. Unesco would promote the establishment of a regional centre for the preparation and preservation of natural specimens, for which the existing Regional Centre of Museology at Santiago might serve as a nucleus. Apart from its teaching function (training of technicians), its profes-

sional museographical function (preparation and preservation of natural specimens) and the production of teaching materials, the regional centre would play an important role in the protection of natural resources.

4. Unesco would grant research and training facilities for museum technicians at intermediate educational level.

5. Unesco would recommend that education ministries and bodies responsible for scientific, technological and cultural development should consider museums as one means of disseminating the progress made in those fields.

6. In view of the magnitude of the town-planning problems in the region and the need to inform people about them at various levels, Unesco would arrange for the publication of a work on the history, development and problems of Latin American cities; such a work would be published in two versions: scientific and popular. In addition, to reach wider sectors of the population, Unesco would produce a film on the subject, designed to appeal to all types of audience.

¹⁵ Centro Latino-Americano de Estudios para la Conservación y Restauración de los Bienes Culturales. Convento de Churubusco, Mejico, 21.

4. LIST OF PARTICIPANTS AT THE ROUND TABLE OF SANTIAGO (CHILE)

DIRECTOR	Mr Héctor Fernández Guido, engineer, Director of the Municipal Planetarium Agr. German Barbato, Montevideo (Uruguay).
DISCUSSION LEADERS	Professor Enrique Enseñat, Faculty of Agronomy, University of Panama (Panama). Mr Jorge Enrique Hardoy, architect; research head, Centre for Urban and Regional Studies, Instituto Di Telia, Buenos Aires (Argentina). Professor Mario E. Teruggi, Head of the Division of Mineralogy and Petrology, Museo de La Plata, La Plata (Argentina). Dr César Picón Espinoza, Director-General of School and Vocational Education, Ministry of Education, Lima (Peru).
UNESCO AND ICOM REPRESENTATIVES	Miss Raymonde Frin, Editor of <i>Museum</i> , Standards, Research and Museums Section, Department for Cultural Heritage. Mr Jacques Hardouin, Programme Specialist, Section for the Development of the Cultural Heritage. Mr Hugues de Varine-Bohan, Director, ICOM, Unesco House, Paris (France).
PARTICIPANTS	Dr Teresa Gisbert de Mesa, Director, Museo Nacional de Arte, La Paz (Bolivia). Mrs Lygia Martins-Costa, Instituto do Patrimônio Histórico e Artístico Nacional, MEC, Rio de Janeiro (Brazil). Dr Grete Mostny Glaser, Curator, Museo Nacional de Historia Nacional, Santiago (Chile). Dr Alicia Dussán de Reichel, Head, Division of Museums and Restoration, Instituto Colombiano de Cultura, Bogota (Colombia). Mr Luis Diego Gómez Pignataro, Director, Division of Natural History, Museo Nacional de Costa Rica. Mr Hernán Crespo Toral, architect, Director del Museo Banco Central del Ecuador, Quito (Ecuador). Mr Luis Luján Muñoz, Director, Instituto de Antropología e Historia, Guatemala (Guatemala). Professor Mario Vázquez, Assistant Director, Museo Nacional de Antropología de México (Mexico). Professor Raúl Gonzalez Guzman, Head of Museums and Exhibitions, Dirección del Patrimonio Histórico Nacional (Panama). Dr Federico Kauffmann Doig, Director de Conservación del Patrimonio Cultural de la Nación, Lima (Peru). Mr Carlos de Sola, Director General de Cultura, San Salvador (El Salvador).

5. MUSEUMS ASSOCIATIONS; NATIONAL COMMITTEES FOR ICOM; REPERTORIES OF MUSEUMS

MUSEUMS ASSOCIATIONS	LATIN AMERICA Asociación Latinoamericana de Museos (ALAM), Museo del Banco Central de Ecuador, Quito. (Carta de ALAM) Colegio de Museólogos de la Republica Argentina, Charcas 8787, Buenos Aires. BRAZIL Associação Brasileira de Museólogos, Fundação Casa de Rui Barbosa, Rua S. Clemente 134, Rio de Janeiro GB. (Bulletin: Museologia.) Associação dos Museus de Arte do Brasil, Museu de Arte Contemporânea da Universidade de São Paulo, Caixa Postal 22031, São Paulo. (<i>Boletim Informativo</i>) COLOMBIA Asociación Colombiana de Museos (ACOM), Museo del Oro, Calle 16, No. 5-41, Bogotá. ALAM <i>see above</i>
NATIONAL COMMITTEES FOR ICOM	ARGENTINA Sr Carlo M. Gelly y Obes, Director, Museo Histórico ‘Brigadier G. Saavedra’, Republiquetas 6307, Buenos Aires. (President) BRAZIL Sr G. Britto Raposo de Camara, Museu Histórico Nacional, Rua Marechal Ancora, s/n 20000 Rio de Janeiro, GB. (President) CHILE Sra Grete Mostny Glaser, Directora, Museo Nacional de Historia Natural, Casilla 787, Santiago de Chile. (President) COLOMBIA Dr Alvaro Soto, Director del Museo Nacional de Antropología, Carrera 7, N° 28-66, Bogotá. (Correspondent) CUBA Sra Marta Arjona, Directora de Museos y Monumentos, Palacio de Bellas Artes, Animas y Zulueta, La Habana. (President) ECUADOR Sr Hernán Crespo Toral, Director, Museo del Banco Central, Quito. (Correspondent) GUATEMALA Lic. Luis Luján Muñoz, Director, Instituto de Antropología e Historia, Edificio no 5 de ‘la Aurora’, Zona 13, Guatemala C.A. (President) HONDURAS c/o Sr Director, Instituto Nacional de Antropología e Historia de Honduras, Avenida Lempira 404, Tegucigalpa D.C. MEXICO Dr Ignacio Bernal, Director, Museo Nacional de Antropología, Bosque de Chapultepec, Mexico 5, D.F. (President)

REPERTORIES
OF MUSEUMS

PANAMA
Dra Reina Torres de Araúz, Directora, Patrimonio Historico, Instituto Nacional de Cultura y Deportes, Apartado 66A, Panama 9A. (President)

PERU
Dr Luis Valcarcel, Museo Nacional de la Cultura Peruana, Av. Alfonso Ugerta 650, Lima. (President)

VENEZUELA
Pr Miguel Arroyo, Director, Museo de Bellas Artes, Los Caobos, Caracas. (President)

LATIN AMERICA
Guia de las colecciones públicas de arte de la América Latina. Vol. I: Región del Goue de México y de Caribe. Washington, D.C., Union Pan-americana, 1956. 193 p.
Guia de museos de América Latina. La Habana, Centro Regional de La Unesco en el Hemisferio Occidental, 1963. 179 p.

ARGENTINA
Museologia argentina. Guía de instituciones y museos, ed. Adolfo Enrique Rodriguez. Buenos Aires, Colegio de Museólogos de la República Argentina, 1971. 192 p.

BRAZIL
Endereços dos museus brasileiros. Ijue, Instituto Regional de Documentação, Museu Antropológico 'Diretor Postana', 1962. 19 p. (Mimeo.)
Guia dos museos do Brasil, by Fernanda do Camargo e Almeida.
Rio de Janeiro, Editora Expressão e Cultura, 1972. 317 p.

COLOMBIA
Registro de los museos de Colombia en 1972, by Alicia Dussán de Reichel.
Bogotá, Ministerio de Educación Nacional Instituto Colombiano de Cultura, División de Museos y Restauración, 1972. 52 p.

6. TABLE OF MUSEUMS IN BOLIVIA

MUSEUMS IN BOLIVIA Location. Type of collection. Governing institution. Buildings occupied		LA PAZ	NATIONAL ART MUSEUM	TIAHUANACO MUSEUM	MUSEUM OF POPULAR ART	'CASA DE MURILLO'	TIAHUANACO (DEPT. OF LA PAZ)	REGIONAL MUSEUM	SUCRE	CHARCAS MUSEUM	ANTHROPOLOGY MUSEUM	CATHEDRAL MUSEUM	SANTA CLARA MUSEUM	'CASA DE LA LIBERTAD'	POTOSÍ	MINT	COCHABAMBA	ARCHAEOLOGY MUSEUM	HOUSE OF CULTURE	ORURO	MUNICIPAL MUSEUM
TYPE OF COLLECTION	Colonial art		•			•				•		•	•			•			•		
	Nineteenth-century art									•						•					
	Twentieth-century art		•							•						•					•
	Archaeology			•				•			•					•		•			•
	Ethnography			•		•					•										
	Folklore				•	•															
	History					•								•							
GOVERNING INSTITUTION	Ministry of Education		•	•	•			•						•							
	Universities									•	•							•			
	Municipalities					•							•						•		•
	Church											•	•								
	Others															•					
BUILDINGS OF ARTISTIC OR HISTORIC INTEREST	Seventeenth centuru										•	•	•	•							
	Eighteenth centuru		•		•	•										•					
	Nineteenth centuru																				
	Twentieth centuru			•																	

AUTHORS

HERNÁN CRESPO TORAL. Born in Cuenca, Ecuador, in 1937. Graduate from Colegio San José in Guayaquil, with a degree in architecture from the Central University of Ecuador, Quito. Awarded a Unesco fellowship in 1958-59 to study museology at Ecole du Louvre in Paris and to make a study tour that took him to Rio de Janeiro, Burgos, Rome, Naples, Mexico and Guatemala. Currently, he is the founding director of the Archaeological Museum and art galleries of the Central Bank of Ecuador, Executive Secretary of the Latin American Museum Association (ALAM) and Executive Director of the National Institute of Anthropology and History of Ecuador.

LUIS DIEGO GÓMEZ PIGNATARO. Born in Costa Rica in 1944. Studied in Costa Rica and in the US. Graduated from the University of Costa Rica (Biology Department) in 1969. Major research into lower plants, particularly pteridophytes. Published about fifty articles on technical topics in fields such as paleobiology and zoology. Has worked at the National Museum of Costa Rica since 1970, initially as head of the Natural History Department and now as director general of the institution. Editor for natural sciences of the journal Brenesia. Member of the committee responsible for the Latin American Association of Museology (1972). Has taught general botany, plant anatomy and systematic botany at the University of Costa Rica.

ALICIA DUSSÁN DE REICHEL. Born in Bogotá (Colombia) in 1920. Graduate in ethnology under the direction of Paul Rivet, Paris, 1942. During her ethnological and archaeological research, she covered most of the country working alongside her husband, G. Reichel Dolmatoff, a government anthropologist. Organized the Museum of the Magdalena Institute of Ethnology in Santa Marta, 1946-1950. Technical Advisor to the Gold Museum, Bogotá, 1967. Professor of anthropology at the Centro Inter-Americano de Vivienda (Pan-American Union) and at the University of the Andes. She was Head of the Division of Museums and Restoration of the Colombian Cultural Institute, Ministry of Education and President of the Colombian Committee National of ICOM. Many publications in Colombia and abroad.

ENRIQUE ENSEÑAT. Born in Panama. Agricultural Engineer (Louisiana State University). Agricultural Policy Professor at the School of Agriculture of the University of Panama since 1959. Director of the Department of Agriculture of Panama, 1949-1950. Permanent staff member at the International Labour Office, Geneva, 1950-1959. Founder of the University of Panama's School of Agriculture. Rector of the school from 1959 to 1972. Deputy Member of the Joint FAO/Unesco/ILO Advisory Committee on Agricultural Education, Science and Training.

HÉCTOR FERNÁNDEZ GUIDO. Uruguayan. Professor and industrial engineer. Studied at the Massachusetts Institute of Technology (1949) and at the Bureau of Standards (1948-1949). High school cosmography and physics teacher; professor of electrical engineering at the Labor University and at the Artigas Institute of Professors (1956-1972); physics professor (surveying and engineering courses, 1946-1948); professor of electrical engineering (1951-1956); professor of astronautics (Military Aviation School, 1961-1972). Director of the Communication Department, School of Engineering (1956-1962) and rector (1965-1966); director of the Municipal Planetarium of Montevideo (1956-1972); director for education, science and technology (Ministry of Education and Culture). Full member of the National Academy of Engineering.

TERESA GISBERT DE MESA. Bolivian. After studying architecture at Universidad Mayor de San Andrés in La Paz, she worked at the Diego Velasquez Art Institute in Madrid. Professor of Art History at the School of Philosophy and Literature of Universidad Mayor de San Andrés since 1954. Research fellow at the Institute for Research in Art of that university; wrote several works with the architect José de Mesa. Director of the National Art Museum since 1979. Member of the National Academy of Sciences of Bolivia and corresponding member of the Real Academia de Bellas Artes of San Fernando (Madrid).

RAÚL GONZÁLEZ GUZMÁN. Panamanian. Born in 1936. Bachelor of philosophy, literature and pedagogy from the University of Panama. Later, he took an intensive course in museology and anthropological research techniques in Mexico. Head of the Department of museums and exhibitions of the Historical Heritage Directorate of the National Institute for Culture and Sports. Professor specializing in the ethnography of Panama and assistant chair of the anthropology department of the University of Panama. Member of the Anthropological Research Center and of the Biotypological Research Program of the University of Panama. Several works published on the ethnography and archaeology of Panama.

JUAN GÓMEZ MILLAS. Chilean. Studied education, history and geography at the universities of Chile, Paris and Berlin. Professor of history at the University of Chile since 1925. Organizer of the Institute for Secondary Teacher Training in Caracas, Venezuela (1940-1941). Rector of the University of Chile (1953-1963). Minister of Education in 1913 and again from 1964 to 1968. President of the Union of Latin American Universities (1953-1966). Carried out different missions for Unesco, OAS, to congresses, etc. until 1971. Doctor *honoris causa* from the University of Michigan in Ann Arbor. Published works on educational and cultural topics.

JORGE ENRIQUE HARDOY. Argentine. Architect graduated from the University of Buenos Aires. Master's and Doctor's degree in urbanism and territorial planning from the Harvard University. Currently, he is the director for research of the Center for Urban and Regional Studies of the Torcuato Di Tella Institute in Buenos Aires, after being the general director of that center (1967-1969). Urban planning professor at the University of Litoral, Rosario (1956-1967); director of that institute (1961-1965). President of the Inter-American Planning Society (1966-1970). Visiting Professor at Yale University (1970); Guggenheim Foundation fellow in 1960 and 1968. Author of several books on urbanism and land use planning, particularly in Latin America.

FEDERICO KAUDDMANN DOIG. Peruvian. PhD in Archaeology (1955) and in history (1965). University professor. Studied museology in the United States at the invitation of the American Association of Museums. Senior Director of the Art Museum of Lima from 1960 to 1964 and again from 1969 to 1971. Director for conservation of the nation's cultural heritage and deputy director of the National Institute of Culture (1971-1972). Author of several books and specialized studies. Winner of the National Culture Prize.

LUIS LUJÁN MUÑOZ. Guatemalan. Bachelor's degree in history, high school history teacher and professor of social studies at the University of San Carlos de Guatemala. Studied archeology at the National School of Anthropology and History of Mexico. Director of the National Museum of History and Fine Arts (1966-1967) and of the National Museum of Archaeology and Ethnology (1967-1968). Director of the Institute of Anthropology and History of Guatemala since 1968. President of the National Committee of ICOM. Professor at the University of San Carlos de Guatemala. Published several works on anthropology, history and folklore of Guatemala.

LYGIA MARTINS-COSTA. Brazilian. Studied at the National School of Philosophy and other institutions. Graduate in museology. Awarded several scholarships abroad. Curator of the National Museum of Fine Arts (1940-1951). Professor of art history and art criticism at the University of Brasília (1962-1963). Head of the art department of the National Historical and Artistic Heritage Institute (IPHAN) and responsible for the museum network. IPHAN representative at the Brazilian National Committee to Unesco (IBECC) and a member of several national councils dealing with museum-related activities. Organized several art exhibitions and published works related to art and museology.

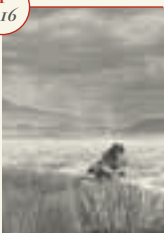
AGRIETE MOSTNY GLASER. Chilean. Studied at the universities of Vienna (Austria) and Brussels (Belgium). Head of the Archaeology Section of the National Museum of Natural History of Chile (1943-1963). Director of the museum since 1964. Director of the National Center for Museology, Santiago de Chile. Professor of cultural anthropology and of American and Chilean prehistory at the University of Chile (1950-1972). President of the Chilean National Committee of ICOM. Secretary of the International Committee of ICOM for training museum professionals and member of the Executive Council of ICOM. Published several works, mainly on Chilean prehistory.

MARIO E. TERUGGI. Argentine. Full time professor and head of the mineralogy and petrography division of the Museum of Natural Sciences of La Plata. Was director of that museum and of the Bernardino Rivadavia Museum of Natural Sciences in Buenos Aires. Author of 70 papers and research works on topics of his specialization. Published several studies on museology, general matters, linguistics and literature. A mineral, *teruggita*, was named after him. Participated in several seminars, round tables and symposia held by Unesco.

LEYENDAS DE LAS IMÁGENES
LEGENDAS DAS IMAGENS
CAPTIONS OF THE IMAGES



1
P.16



Búsqueda en una salina cerca del volcán Ollagile (provincia de Tarapace, Chile). Expedición arqueológica organizada por el Museo de Historia Natural de Santiago (Chile) en un antiguo lago, en cuya orilla fueron descubiertos varios sitios prehistóricos.

Pesquisa em uma salina próxima ao vulcão Ollagile (provincia de Tarapace, Chile). Expedição arqueológica organizada pelo Museu de História Natural de Santiago (Chile) em um antigo lago, ao longo do qual foram descobertos vários sítios pré-históricos.

Research in a salt-works near the Ollagile volcano (province of Tarapace, Chile). Archaeological expedition organized by the Natural History Museum of Santiago (Chile) at an old lake by the side of which numerous prehistoric sites have been discovered.

2
P.24



Las condiciones de vida de la población rural en América Latina son muy difíciles. Niño trabajando en un horno de pan en Paicone (Argentina).

As condições de vida da população rural na América Latina são muito difíceis. Criança trabalhando em forno de pão em Paicone (Argentina).

The living conditions of the Latin American rural population are very hard. Child working at the bread oven, Paicone (Argentina).

3
P.24



Los medios de transporte, en general, todavía son muy primitivos: (a) El transporte en el período prehispánico era realizado por llamas y jangadas confeccionadas con pieles infladas. Grabados rupestres en Tamentica, Provincia de Tarapaca (Chile); (b) Actualmente, la carroza continúa siendo un medio de transporte común.

Os meios de transporte ainda são muito primitivos: (a) O transporte no período pré-hispânico era por lama e por jangadas feitas de peles infladas. Gravuras rupestres em Tamentica, na provincia de Tarapaca (Chile), (b) Hoje em dia, encontramos charretes com duas rodas.

Means of transport are often still very primitive: (a) Transport in the pre-Hispanic period was by lama and by rafts made from inflated skins. Rock carvings at Tamentica, Tarapaca Province (Chile); (b) Nowadays the two-wheeled cart is still a common means of transport.

4
P.27



Residencia en las zonas rurales: (a) La ruca (casa araucana) está perfectamente adaptada al ambiente, Provincia de Cautín (Chile); (b) Una familia adelante de su casa (Panamá).

Residência nas zonas rurais: (a) A ruca (casa araucana) está perfeitamente adaptada ao ambiente, Provincia de Cautín (Chile); (b) Uma família na frente de sua casa (Panamá).

Housing in rural areas: (a) The ruca (Araucanian house) is perfectly adapted to the environment, Cautin Province (Chile); (b) A family in front of its house (Panama).

5
P.28



La irrigación es realizada tanto en pequeña como en gran escala: (a) Cultivo de cebolla en tierra irrigada (Panamá); (b) El agua del río Loa es desviada por un canal de irrigación - Provincia de Antofagasta (Chile).

A irrigação é realizada tanto em pequena como em grande escala: (a) Cultivo de cebola em terra irrigada (Panamá); (b) A água do rio Loa é desviada por um canal de irrigação - Provincia de Antofagasta (Chile).

Irrigation is carried out on both a small and a large scale: (a) Growing onions on irrigated land (Panama); (b) The water of the Loa river is diverted by an irrigation canal— Antofagasta Province (Chile).

6
P.30



En el siglo XX, grandes proyectos arquitectónicos fueron implementados en América Latina, pero, lamentablemente, fueron rápidamente superados por un desarrollo urbano desordenado. En Brasilia, los magníficos edificios proyectados por Niemeyer están rodeados por un cinturón de favelas.

No século XX, grandes projetos arquitetônicos foram implementados na América Latina, mas, infelizmente, eles foram rapidamente superados por um desenvolvimento urbano desordenado. Em Brasília, os magníficos edifícios projetados por Niemeyer estão cercados por um cinturão de favelas.

In the twentieth century, Latin America has become the scene of grandiose architectural projects, unfortunately quickly outstripped by random urban development. In Brasilia, the magnificent buildings by Niemeyer are surrounded by a belt of slums.

7
P.32



Algunas civilizaciones urbanas altamente desarrolladas florecieron en América Latina en el periodo prehispánico: (a) Teotihuacan. La Calle de los Muertos y el centro de la ciudad vistos desde la Pirámide de la Luna. La civilización de la cual Teotihuacan fue la capital llegó a su apogeo alrededor del siglo V d.C, cuando la ciudad llegó a tener 150.000 habitantes, (b) Cuzco. Panorama de parte de la ciudad, donde pueden ser vistas casas coloniales construidas en las paredes de la ciudad Inca.

Algunas civilizações urbanas altamente desenvolvidas floresceram na América Latina nos tempos pré-hispânicos: (a) Teotihuacan. A Rua dos Mortos e o centro da cidade vistos da Pirâmide da Lua. A civilização da qual Teotihuacan foi a capital atingiu seu ápice por volta do século V DC, quando a cidade chegou a ter 150.000 habitantes, (b) Cuzco. Vista de parte da cidade, onde podem ser vistas casas coloniais construídas nas paredes da cidade Inca.

In pre-Hispanic times, some highly developed urban civilizations flourished in Latin America: (a) Tectihuacan. The Street of the Dead and the centre of the city seen from the Moon Pyramid. The civilization of which Tectihuacan was the capital reached its peak around the fifth century a.d., when the population of the city totalled some 150,000 inhabitants, (b) Cuzco. View of part of the town, showing colonial houses built on the walls of the Inca city.

8
P.36

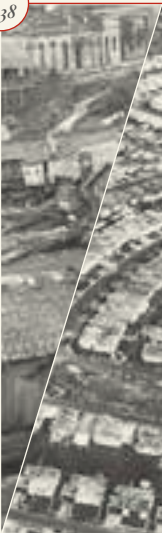


Muchas ciudades latinoamericanas fueron creadas en el siglo XVI en locales demasiado pequeños para absorber el crecimiento demográfico y físico registrado en las últimas décadas. (a) Vista de La Paz, mostrando que los excluidos de la civilización urbana construyeron sus viviendas humildes en las laderas de colinas (al fondo), (b) Una calle en Tarabuco (Bolivia).

Muitas cidades latino-americanas foram estabelecidas no século XVI em locais pequenos demais para absorver o crescimento demográfico e físico que experimentaram nas últimas décadas. (a) Vista de La Paz, mostrando que os excluídos da civilização urbana construíram suas moradias humildes nas encostas de colinas (ao fundo), (b) Uma rua em Tarabuco (Bolívia).

Many Latin American towns were founded in the sixteenth century on sites which are too small to absorb their demographic and physical growth of the last few decades, (a) View of La Paz showing that the outcasts of urban civilization have built their humble dwellings on the hillsides (in the background), (b) A street in Tarabuco (Bolivia).

9
P.38



Espontánea o planificada, la arquitectura actual raramente es satisfactoria: (a) Imagen de casas construidas en jangadas en Manaus (Amazonía) que flotan durante las inundaciones anuales del Río Negro. Solamente las casas construidas en plataformas apoyadas en palafitos (al fondo a la izquierda) están protegidas de las inundaciones en la estación lluviosa, cuando el nivel del río puede subir de uno a dos metros, (b) La respuesta a la demanda de nuevas viviendas es casi siempre poco creativa, dificultando el desarrollo de una vida comunitaria más activa y diversificada. Vista de un nuevo barrio en San Juan (Puerto Rico).

Espontânea ou planejada, a arquitetura atual raramente é satisfatória: (a) Imagem de casas construídas em jangadas em Manaus (Amazônia) que flutuam durante as cheias anuais do Rio Negro. Só as casas construídas em plataformas apoiadas em palafitas (ao fundo à esquerda) ficam protegidas de inundações na estação da cheia, quando o nível do rio pode subir de um a dois metros, (b) A resposta à demanda por novas habitações é quase sempre pouco criativa, dificultando o desenvolvimento de uma vida comunitária mais ativa e diversificada. Vista de um novo bairro em San Juan (Porto Rico).

Whether spontaneous or planned, architecture today is rarely satisfactory: (a) At Manaus (Amazonia) houses built on rafts are water-borne during the annual floods of the Rio Negro. Only the dwellings built on high platforms supported by piles (on the left in the background) are protected from the flood water, which may rise more than 35 feet, (b) The response to the demand for new housing is almost invariably unimaginative and makes it difficult to create a more active and varied community life. View of a new district in San Juan (Puerto Rico).

10
P.41



La ausencia de museos de ciencia y tecnología en América Latina dificulta o retarda la motivación de los jóvenes para buscar una formación en carreras científicas o tecnológicas. De esta manera, la juventud se ve impedida de considerar carreras en áreas técnicas, como estos jóvenes que trabajan en una fábrica especializada (SIAP, La Plata).

A ausência de museus de ciência e tecnologia na América Latina dificulta ou retarda a motivação dos jovens para se tornarem cientistas ou tecnólogos. Assim, a juventude se vê impedida de considerar carreiras em áreas técnicas, como esses jovens que trabalham em uma fábrica especializada (SIAP, La Plata).

The lack of science and technology museums in Latin America hinders or delays the motivation of young people to become scientists or technologists, and they cannot therefore consider careers in technical fields like these young men working in a specialized factory (SIAP, La Plata).

11
P.42



Aunque Buenos Aires sea la ciudad de lengua española más densamente poblada y una de las más importantes del mundo, su planetario fue construido hace apenas siete años. El mismo edificio también alberga un pequeño museo de meteoritos.

Embora Buenos Aires seja a cidade de língua espanhola mais densamente povoada e uma das mais importantes do mundo, seu planetário foi construído há apenas sete anos. O mesmo edifício também abriga um pequeno museu de meteoritos.

Although Buenos Aires is the most densely populated Spanish-speaking town and one of the world's leading cities, its planetarium was built only seven years ago. The same building also houses a small museum of meteorites.

12
P.43



La investigación en Argentina, simbolizada aquí por el radio-telescopio de Pereyra, entre Buenos Aires y La Plata, está muy avanzada. Pero en algunos países latinoamericanos es embrionaria o prácticamente inexistente.

A pesquisa na Argentina, simbolizada aqui pelo rádio-telescópio de Pereyra, entre Buenos Aires e La Plata, está bem avançada. Mas em alguns países latino-americanos é embrionária ou praticamente inexistente.

Research in Argentina, symbolized here by the radio-telescope at Pereyra, between Buenos Aires and La Plata, is well advanced, but in some Latin-American countries it is embryonic or virtually non-existent.

13
P.45



El Instituto Interuniversitario de Biología Marina de Mar del Plata es otro ejemplo de desarrollo científico. Además de conducir su investigación sobre la pesca, el instituto desempeña un rol cultural por medio de un museo especializado.

O Instituto Interuniversitario de Biología Marina de Mar del Plata é outro exemplo de desenvolvimento científico. Além de conduzir sua pesquisa haliêutica, o instituto desempenha um papel cultural por meio de um museu especializado.

The Instituto Interuniversitario de Biología Marina of Mar del Plata is another example of scientific development. Besides conducting its halieutic research, the institute plays a cultural role, through a specialized museum.

14
P.45



En Argentina, el alto nivel de tecnología, evidente, por ejemplo, en esta fábrica de instrumentos meteorológicos en La Plata, y la industrialización avanzada del país todavía no fueron debidamente representados por un museo de ciencia y tecnología.

Na Argentina, o alto nível de tecnologia, evidente, por exemplo, nessa fábrica de instrumentos meteorológicos em La Plata, e a industrialização avançada do país ainda não foram representados por um museu de ciência e tecnologia.

In Argentina the high level of technology, evident, for example, at this meteorological instruments factory in La Plata, and the advanced industrialization of the country have not yet been represented by a museum of science and technology.

15
P.47



La alfabetización, una fase importante de la educación, incluye a todas las generaciones. Escuela nocturna en Sutatenza (Colombia).

A alfabetização, uma fase importante na educação, abrange todas as gerações. Escola noturna em Sutatenza (Colômbia).

Literacy, an important phase in education, concerns all generations. Night school, Sutatenza (Colombia).

16
P.49



La curiosidad y el deseo de aprender son la raíz del conocimiento: (a) Mujer Araucana en la frente de su casa, observando un teodolito. (b) Clases de alfabetización para los indios Urus en las islas fluctuantes en el Lago de Titicaca.

A curiosidade e o desejo de aprender são a raiz do conhecimento: (a) Mulher Araucaniana na frente da sua casa, observando um teodolito. (b) Classes de alfabetização para os índios Urus nas ilhas flutuantes no Lago de Titicaca.

Curiosity and the desire to learn are at the root of all knowledge: (a) Araucanian woman in front of her house, looking into a theodolite, (b) Literacy classes for Urus Indians on the floating islands of Lake Titicaca.

17
P.52



La radio y el museo son excelentes medios de difusión de la educación y de la cultura: (a) Exhibición en el Museo Nacional de la Campaña de Alfabetización, en La Habana; (b) Transmisiones educativas llegan a una vasta población rural en Sutatenza, en Colombia.

O rádio e o museu são excelentes meios de difusão da educação e da cultura: (a) Exibição no Museo Nacional de la Campana de Alfabetizacion, em Havana; (b) Transmissões educacionais chegam a uma vasta população rural em Sutatenza, na Colômbia.

Radio and the museum are excellent means of spreading education and culture, (a) A display at the Museo Nacional de la Campana de Alfabetizacion, Habana. (b) Educational broadcasts reach a vast rural population, Sutatenza, Colombia.

18
P.55



MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Detalle de una sala de paleontología.

MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Detalhe de uma sala de paleontologia.

MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Detail of a palaeontology room.

19
P.56



MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Con su diseño moderno y vitrinas de alta calidad, este museo es un modelo para otros de su tipo. Vista de la fachada.

MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Com seu *design* moderno e vitrines de alta qualidade, este museu é um modelo para outros do seu tipo. Vista da fachada.

MUSEO MUNICIPAL DE CIENCIAS NATURALES, Mar del Plata. Owing to its modern design and the quality of its displays, this museum is a model of its kind. View of the façade.



MUSEO DE CIENCIAS NATURALES, Viedna. Hay muchos museos privados en regiones remotas, lejos de los grandes centros urbanos. Frecuentemente poseen objetos valiosos. El Museo de Ciencias Naturales de Viedna, ubicado en el corazón de la Patagonia, es un ejemplo. Detalle de una sala de antropología.

MUSEO DE CIENCIAS NATURALES, Viedna. Há muitos museus privados em regiões remotas, longe dos grandes centros urbanos. Eles frequentemente possuem itens valiosos. O Museu de Ciências Naturais de Viedna, situado no coração da Patagônia, é um exemplo. Detalhe de uma sala de antropologia.

MUSEO DE CIENCIAS NATURALES, Viedna. There are many private museums in remote regions far from the main urban centres. They often possess valuable items. An example of such museums is the Natural Science Museum at Viedna, in the heart of Patagonia. Detail of an anthropology room.



MUSEO DE LOS TRANSPORTES, Luján. El “Centro de Museos” de Luján (provincia de Buenos Aires) es el más impresionante de los museos provinciales. El hecho de que en Luján exista un santuario venerado y una basílica famosa contribuye a atraer a multitudes de visitantes a los tres museos de la ciudad. Vista del Museo de los Transportes.

MUSEO DE LOS TRANSPORTES, Luján. O “Centro de Museos” de Luján (provincia de Buenos Aires) é o mais impressionante dos museus provinciais. O fato de Luján ter um santuário venerado e uma basílica famosa contribui para atrair multidões de visitantes para os três museus da cidade. Vista do Museo de los Transportes.

MUSEO DE LOS TRANSPORTES, Luján. The ‘Museum Centre’ at Luján (province of Buenos Aires) is the most notable of the provincial museums. The fact that Luján has a revered sanctuary and a famous basilica contributes to bringing crowds of visitors to the three museums in the town. View of the Museo de los Transportes.



MUSEO DE BELLAS ARTES, Buenos Aires. Este es un buen ejemplo de un museo nacional. No obstante, el edificio no ofrece áreas de exposición suficientemente grandes, ni instalaciones adecuadas para sus talleres y laboratorios.

MUSEO DE BELLAS ARTES, Buenos Aires. Este é um bom exemplo de um museu nacional. No entanto, o prédio não oferece áreas de exposição suficientemente grandes e nem instalações adequadas para suas oficinas e laboratórios.

MUSEO DE BELLAS ARTES, Buenos Aires. This is a good example of a national museum. However, the building does not provide sufficiently spacious display areas, nor adequate premises for its workshops and laboratories.



MUSEO NACIONAL DE ARTE, La Paz. Vista del patio interior

MUSEO NACIONAL DE ARTE, La Paz. Vista do pátio interior

MUSEO NACIONAL DE ARTE, La Paz. View of the inner courtyard.



MUSEO NACIONAL DE ARTE, La Paz. Vista de una sala de exposiciones.

MUSEO NACIONAL DE ARTE, La Paz. Vista de uma sala de exposições.

MUSEO NACIONAL DE ARTE, La Paz. View of an exhibition room.



CASA DE LA MONEDA, Potosí. Galería de pintura.

CASA DE LA MONEDA, Potosí. Galería de pintura.

CASA DE LA MONEDA, Potosí. Painting gallery.



CASA DE LA LIBERTAD (Museo Histórico), en Sucre. Sala que retrata la escena de la declaración de independencia de Bolivia.

CASA DE LA LIBERTAD (Museo Histórico), Sucre. Sala que retrata a cena da declaração de independência da Bolívia.

CASA DE LA LIBERTAD (Museo Histórico), Sucre. Room in which is represented the scene of Bolivia's declaration of independence.



MUSEU DO AÇÚCAR, Recife, Pernambuco. Fachada del Museu do Açúcar.

MUSEU DO AÇÚCAR, Recife, Pernambuco. Fachada do Museu do Açúcar.

MUSEU DO AÇÚCAR, Recife, Pernambuco. Façade of the Museu do Açúcar.



MUSEU DE ARTE SACRA (Casa da Prata), Bahía. El museo está localizado en un antiguo convento que está siendo restaurado. (a) Visión de una fachada. (b) Visión de una sala de exposición.

MUSEU DE ARTE SACRA (Casa da Prata), Bahia. O museu funciona em um antigo convento em processo de restauração, (a) Vista de uma fachada, (b) Vista de uma sala de exposições.

MUSEU DE ARTE SACRA (Casa da Prata), Bahia. The museum is housed in a former convent which is under restoration, (a) View of a façade, (b) View of an exhibition room.



MUSEU DE BELAS ARTES, Río de Janeiro. Sala de pintura flamenca y holandesa.

MUSEU DE BELAS ARTES, Rio de Janeiro. Sala das pinturas flamengas e holandesas.

MUSEU DE BELAS ARTES, Rio de Janeiro. Room of Flemish and Dutch painting.



MUSEU DA INCONFIDÊNCIA, Ouro Preto (MG). Exposición de ruinas arquitectónicas del siglo XVIII del Estado de Minas Gerais.

MUSEU DA INCONFIDÊNCIA, Ouro Preto (MG). Acervo de vestígios arquitetônicos do século XVIII do Estado de Minas Gerais.

MUSEU DA INCONFIDÊNCIA, Ouro Preto (M.G). Display of eighteenth-century architectural remains from the State of Minas Gerais.

31
P.66



MUSEO REGIONAL, Linares.
Entrada del Museo.

MUSEO REGIONAL, Linares. Entrada
do museu.

MUSEO REGIONAL, Linares.
Museum entrance.

32
P.67



MUSEO DE CONCEPCIÓN. En
Concepción. (a) El museo fue
destruido varias veces por
terremotos y ahora está instalado
en un edificio reconstruido. (b)
Las modernas técnicas garantizan
la realización de exposiciones
atractivas y didácticas.

MUSEO DE CONCEPCIÓN, Concepción.
(a) O museu foi destruído diversas
vezes por terremotos e atualmente
funciona em um prédio reconstruído,
(b) Modernas técnicas garantem
exposições atraentes e instrutivas.

MUSEO DE CONCEPCIÓN, Concepcion.
(a) The museum has been destroyed
several times by earthquakes, and
is now housed in a reconstructed
building, (b) Modern display
techniques have resulted in an
exhibition which is both attractive
and instructive.

33
P.68



MUSEO NACIONAL DE HISTORIA
NATURAL, Santiago de Chile.
Exposición temporal sobre
Chiloé, isla casi legendaria,
ubicada al sur de Chile.
La exposición presenta la
naturaleza, los hombres y los
productos artesanales de la isla.

MUSEO NACIONAL DE HISTORIA
NATURAL, Santiago do Chile.
Exposição temporária em Chiloé,
uma ilha quase lendária situada
na costa sul do Chile. A exposição
foi concebida para divulgar
conhecimentos sobre os recursos
naturais da ilha, seus habitantes e seu
artesanato local.

MUSEO NACIONAL DE HISTORIA
NATURAL, Santiago de Chile.
Temporary exhibition on Chiloé, an
almost legendary island off the south
coast of Chile. The exhibition was
designed to disseminate knowledge
about the natural features of the
island, its inhabitants and local crafts.

34
P.69



MUSEO RODANTE, Colombia. Un
museo itinerante creado en cuatro
vagones de ferrocarril.

MUSEO RODANTE, Colômbia. Museu
itinerante estabelecido em quatro
vagões de trem.

MUSEO RODANTE, Colombia. A
travelling museum set up in four
railway carriages.

35
P.70



MUSEO RODANTE, Colombia. Vista
interna del museo.

MUSEO RODANTE, Colômbia. Vista do
interior do museu.

MUSEO RODANTE, Colombia. Views of
the interior of the museum.

36
P.72



MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA,
Costa Rica. Vista, mirando hacia el
sur, desde el jardín del museo.

MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA,
Costa Rica. Vista do jardim do museu
na direção sul.

MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA,
Costa Rica. View, looking south, of the
museum garden.

37
P.73



MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA,
Costa Rica. (a) Entrada del Museo.
(b) Sala de arqueología. Exposición de
la cultura Huetar y mapa mostrando
las tres áreas culturales de Costa Rica.

MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA,
Costa Rica, (a) Entrada do museu,
(b) Sala de arqueologia. Exposição da
cultura huetar e mapa mostrando as
três zonas culturais da Costa Rica.

MUSEO NACIONAL DE COSTA RICA,
Costa Rica, (a) Museum entrance,
(b) Archaeology room. Exhibition of
Huetar culture, and map showing the
three cultural zones of Costa Rica.

38
P.74



MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Casa de la Cultura Ecuatoriana, Quito.
Vista de las escaleras que llevan al
segundo piso.

MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Casa de la Cultura Ecuatoriana,
Quito. Vista da escada que leva ao
segundo andar.

MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Casa de la Cultura Ecuatoriana, Quito.
View from the stairs leading to the
second floor.

39
P.75



MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Quito. Exposición de pinturas y
esculturas del siglo XVIII.

MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Quito. Exposição de pinturas e
esculturas do século XVIII.

MUSEO NACIONAL DE ARTE COLONIAL,
Quito. Exhibition of eighteenth-
century painting and sculpture.

40
P.75



MUSEO DEL MONASTERIO DE
LA MERCED, Quito. Exposición
de arte colonial.

MUSEO DEL MONASTERIO DE
LA MERCED, Quito. Exposição
de arte colonial.

MUSEO DEL MONASTERIO DE LA
MERCED, Quito. Exhibition of
colonial art.

41
P.76



MUSEO ARQUEOLÓGICO DEL BANCO
CENTRAL DE ECUADOR, Quito. Salas de
exposiciones: (a) Cultura transicional
Chorrera, Bahía de Caraquez,
aproximadamente 800 a.C. (b)
Cultura Tunchahuán, aproximadamente
500 a.C a 500 d.C.

MUSEO ARQUEOLÓGICO DEL BANCO
CENTRAL DE ECUADOR, Quito.
Salas de exposição; (a) Cultura
chorrera de transição, Bahia de
Caraquez, *circa* 800 A.C. (B) Cultura
tunchahuan, *circa* 500 a.C. a 500
d.C. .

MUSEO ARQUEOLÓGICO DEL BANCO
CENTRAL DE ECUADOR, Quito.
Exhibition rooms; (a) Chorrera
transitional culture, Bahia de
Caraquez, approx. 800 B.C. (b)
Tunchahuan Culture, approx. 500 B.C.
to A.D. 500.



MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y ETNOLOGÍA, Guatemala. Vista de una fachada.

MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y ETNOLOGÍA, Guatemala. Vista de uma fachada.

MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y ETNOLOGÍA, Guatemala. View of a façade.



MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y ETNOLOGÍA, Guatemala. Estela maya proveniente de Piedras Negras.

MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y ETNOLOGÍA, Guatemala. Estela maia proveniente de Piedras Negras.

MUSEO NACIONAL DE ARQUEOLOGÍA Y ETNOLOGÍA, Guatemala. Maya stela from Piedras Negras.



MUSEO COLONIAL, Antigua, Guatemala. Patio del edificio, datado del siglo XVIII.

MUSEO COLONIAL, Antigua, Guatemala. Pátio. A construção data do século XVIII.

MUSEO COLONIAL, Antigua, Guatemala. Patio. The building dates from the eighteenth century.



MUSEO NACIONAL DE PANAMÁ, Panamá. Sala de exposición de hallazgos arqueológicos del oeste del istmo. En primer plano, la mesa ceremonial de Barriles (300 a.C a 300 d.C.).

MUSEO NACIONAL DE PANAMÁ, Panamá. Sala de exposição de objetos arqueológicos encontrados no oeste do istmo. No primeiro plano, pode-se ver a mesa cerimonial de Barriles (300 a.C. a 300 d.C.).

MUSEO NACIONAL DE PANAMÁ, Panama. Room displaying archaeological finds from the west of the Isthmus. In the foreground, the ceremonial table of Barriles (300 B.C. to A.D. 300).



MUSEO DE ARTE RELIGIOSO COLONIAL, Panamá. Capilla de Santo Domingo, donde será instalado el museo. Obras de instalación.

MUSEO DE ARTE RELIGIOSO COLONIAL, Panamá. Capela de Santo Domingo, onde funcionará o museu. Obras de instalação do museu.

MUSEO DE ARTE RELIGIOSO COLONIAL, Panama. Chapel of Santo Domingo where the museum will be installed. Installation work.



MUSEO DE ARTE, Lima. El museo fue inaugurado en 1960 y está instalado en un edificio público del siglo XIX completamente restaurado y equipado con aire acondicionado. En 1950, la Unesco envió dos especialistas a Lima para estudiar las posibilidades de adaptación del edificio.

MUSEO DE ARTE, Lima. Inaugurado em 1960, o museu funciona em um edifício público do século XIX completamente reformado e com ar condicionado em algumas áreas. Na década de 1950, a Unesco enviou dois especialistas para Lima para estudar as possibilidades de adaptação do edifício.

MUSEO DE ARTE, Lima. The museum was inaugurated in 1960 and is housed in a nineteenth-century public building completely renovated and partially air-conditioned. In the 1950s, Unesco sent two experts to Lima to study the possibilities of adapting the building.



MUSEO DE ARTE, Lima. El museo organiza programas semanales de cine con miras a familiarizar a los visitantes con el arte del mundo. En 1964 fue fundado un cine club que utiliza el auditorio del museo para sus actividades.

MUSEO DE ARTE, Lima. O museu organiza programas semanais de cinema para familiarizar seus visitantes com a arte em nível mundial. Ele tem também um cineclube, fundado em 1964, que usa o auditório do museu para suas atividades.

MUSEO DE ARTE, Lima. The museum organizes weekly film programmes to familiarize visitors with world art. There is also a cine club, founded in 1964, which uses the auditorium of the museum for its activities.



MUSEO NACIONAL DE ANTROPOLOGÍA E HISTORIA, Lima. Modelo del nuevo museo nacional. El director del Instituto Nacional de Cultura discute el proyecto con J. Hardouin, otros especialistas de la Unesco y especialistas peruanos (foto de 1972).

MUSEO NACIONAL DE ANTROPOLOGÍA E HISTÓRIA, Lima. Modelo do novo museu nacional. O diretor do Instituto Nacional de Cultura discute o projeto com J. Hardouin, outros especialistas da Unesco e especialistas peruanos (foto tirada em 1972).

MUSEO NACIONAL DE ANTROPOLOGÍA E HISTÓRIA, Lima. Model of the new national museum. The director of the Instituto Nacional de Cultura is discussing the project with J. Hardouin, other Unesco experts and Peruvian experts (photograph taken in 1972).



MUSEO MUNICIPAL DE HISTORIA, Montevideo. Modelo de la antigua ciudadela de Montevideo.

MUSEO MUNICIPAL DE HISTORIA, Montevideo. Modelo da antiga cidadela de Montevidéu.

Museo Municipal de Historia, Montevideo. Model of the ancient citadel of Montevideo.



MUSEO MUNICIPAL DE BELLAS ARTES JUAN MANUEL BLANES, Montevideo. Una de las salas de exposición.

MUSEO MUNICIPAL DE BELLAS ARTES JUAN MANUEL BLANES, Montevidéu. Uma das salas de exposição.

Museo Municipal de Bellas Artes Juan Manuel Blanes, Montevideo. One of the exhibition rooms.



PLANETÁRIO, Montevideo. Visita escolar al planetario.

PLANETÁRIO, Montevidéu. Visita escolar ao planetário.

PLANETÁRIO, Montevideo. School visit to the planetarium.



Interior de una residencia en Cucuchucho, México.

Interior de uma residência em Cucuchucho, México.

The interior of a house at Cucuchucho, Mexico.

ISBN 978-85-63078-25-4



9 788563 078254

